

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES  
SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE  
DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI  
SVIZZERI

22

1. VII. 1961–31. XII. 1963

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE  
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG  
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI  
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES  
SUISSES  
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER  
SCHWEIZ  
DOCUMENTI DIPLOMATICI  
SVIZZERI

VOLUME – BAND 22

(1. VII. 1961–31. XII. 1963)

GRUPE DE RECHERCHE – FORSCHUNGSGRUPPE – GRUPPO DI RICERCA:

Directeur de la recherche – Forschungsleiter – Direttore della ricerca:

Antoine Fleury

Coresponsable – Mitverantwortlich – Corresponsabile:

Mauro Cerutti

Collaborateurs/Collaboratrici – Mitarbeiter/innen – Collaboratori/Collaboratrici:

Daniel Béguin

Damien Carron

Dario Gerardi

Olivier Longchamp

Claudia Mäder

Kathrin Marthaler

Marc Perrenoud

Maurizio Rossi

CHRONOS VERLAG, ZÜRICH  
ARMANDO DADÒ, LOCARNO  
ÉDITIONS ZOÉ, GENÈVE

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE  
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES  
KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG  
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ  
COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI  
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Hans Ulrich Jost, Professeur honoraire à l'Université de Lausanne (Bureau)
Vizepräsident	Andreas Kellerhals, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs (Ausschuss)
Secrétaire	Beat Immenhauser, stv. Generalsekretär der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (Ausschuss)
Directeur (jusqu'en sept. 2008)	Antoine Fleury, Professeur à l'Université de Genève (Bureau)
Direktor (ab. Okt. 2008)	Sacha Zala, Universität Bern (Ausschuss)
Membres	
Rudolf Bolzern	Sekretär des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
Daniel Bourgeois Jean-Marc Comment	a. Adjoint scientifique aux Archives fédérales Gestionnaire de l'intégration informatique aux Archives fédérales (Bureau)
Christoph Conrad	Professeur à l'Université de Genève
Andreas Gross	Mitglied des Nationalrates
Sébastien Guex	Professeur à l'Université de Lausanne
Georg Kreis	Professor an der Universität Basel
Carlo Moos	Professor an der Universität Zürich
Francis Python	Professeur à l'Université de Fribourg
Brigitte Studer	Professorin an der Universität Bern
Laurent Tissot	Professeur à l'Université de Neuchâtel
François Wisard	Chef du Service historique du Département fédéral des affaires étrangères (Bureau)
Markus Zürcher	Generalsekretär der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften

## TABLE DES MATIÈRES / INHALTSÜBERSICHT / INDICE

I.	Avant-propos.....	VII
	Vorwort .....	XI
	Prefazione .....	XV
II.	Introduction.....	XIX
III.	Abréviations / Abkürzungen / Abbreviazioni.....	XXVII
IV.	Table des documents / Dokumentenverzeichnis / Indice dei documenti .....	XXXIII
V.	Documents / Dokumente / Documenti.....	1
	Annexes / Anhang / Appendice	
VI.	Table méthodique / Thematisches Verzeichnis / Tavola metodica .....	433
VII.	Index / Register / Indice.....	435
VII.1.	Index des noms de personnes / Personenregister / Indice delle persone.....	435
VII.2.	Index des organisations / Organisationenregister / Indice delle organizzazioni .....	447
VII.3.	Index des noms géographiques / Register der geografischen Bezeichnungen / Indice dei nomi geografici .....	453
VIII.	Liste des fonds utilisés des Archives fédérales / Verzeichnis der benutzten Bestände des Schweizerischen Bundesarchivs / Lista dei fondi utilizzati dell'Archivio federale svizzero .....	459

## I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de *Documents diplomatiques suisses* est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales qui a pris, depuis janvier 2000, le relais du Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le financement de la recherche, notre entreprise reçoit, en plus de la collaboration des Archives fédérales et des universités, l'appui du Département fédéral des affaires étrangères et du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Une Commission pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants des instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses, des Archives fédérales, du Département fédéral des affaires étrangères, de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales et du Fonds national de la recherche scientifique, assume la responsabilité de la publication. Une convention de collaboration a été signée avec le Département fédéral des affaires étrangères en vue d'assurer des échanges fructueux entre notre équipe de recherche et les services diplomatiques concernés par les dossiers que nous contribuons à rendre accessibles à la connaissance historique.

Une première série de 15 volumes, couvrant la période 1848–1945, a été publiée sous le patronage de la Société générale suisse d'histoire entre 1979 et 1996. Avant même que le dernier volume de cette série ne soit sorti de presse, la décision a été prise de poursuivre la recherche et la publication pour une nouvelle période 1945–1961 (volumes 16–21), correspondant à «l'ère Petit-pierre», du nom du Conseiller fédéral en charge de la diplomatie suisse du 1<sup>er</sup> février 1945 au 30 juin 1961. Cette période est caractérisée par un élargissement considérable des relations internationales et par leur transformation sous l'influence déterminante des deux Grandes Puissances, par la multiplication des acteurs résultant du processus de décolonisation et par la prise en compte de nouveaux domaines d'action, traduisant l'internationalisation croissante de la vie économique, sociale, culturelle et technique. Autant de développements qui posent de nouveaux défis à la diplomatie suisse qui ne cesse d'augmenter ses représentations diplomatiques et ses services internes. Autrement dit, on assiste à une augmentation considérable des dossiers dont le nombre s'élargit encore pour la nouvelle période 1961–1969 documentée dans les volumes 22, 23 et 24.

Confrontée aux problèmes communs à tous les éditeurs de «papiers d'Etat» pour sélectionner un nombre très limité de documents significatifs dans la masse sans cesse croissante des dossiers d'archives, la commission s'est proposée de recourir aux techniques de l'informatique. A cet effet, la

banque de données DoDiS – accessible sur Internet par [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch) – a été mise au point en étroite collaboration avec les informaticiens de l'Office fédéral de l'informatique et ceux des Archives fédérales. DoDiS a été conçue à la fois pour la publication des documents reproduits dans les volumes prévus et pour rendre accessible une quantité toujours plus importante de documents originaux sous forme d'image électronique. La banque de données fournit d'amples informations sur les personnes (suisses et étrangères), les organisations (structures administratives, associations professionnelles, partis politiques, groupes d'intérêts et autres sociétés ou entreprises) et sur les lieux géographiques (pays, villes, conférences, accords) qui apparaissent dans les documents publiés ou non publiés. De plus, une partie des données de l'ancienne «Commission indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale» (CIE) a été, sous la direction de Martin Meier, introduite dans la banque de données.

Les documents sélectionnés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées. Ainsi, les DDS reflètent également des aspects essentiels de la politique intérieure.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont d'abord été retenus pour la publication des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire, notamment du processus de décision et du rôle des acteurs.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique qui répartit les documents sous sept grands thèmes. Des index des noms de personnes, des organisations (hormis les structures administratives) et des noms géographiques facilitent la consultation des documents.

En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du document choisi, soit en français, en allemand ou en italien. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'italique. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le numéro de référence du document dans la banque de données DoDiS, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pas pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou le paraphe) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection en fournissant notamment des références aux documents non publiés, aux documents enregistrés dans la banque de données et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans le même dossier que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé». Quant à l'indication DoDiS, suivie d'un numéro, elle renvoie à des informations contenues dans la banque de données.

Par la publication des volumes, l'établissement et le développement d'une banque de données sur les relations internationales de la Suisse, les éditeurs souhaitent, tout en contribuant à la connaissance des enjeux et des problèmes internationaux qui se sont constamment posés au gouvernement et au peuple suisses, fournir des points de repère fondamentaux à tous ceux qui se préoccupent – citoyens, chercheurs, analystes, journalistes – ou qui sont en charge – magistrats, fonctionnaires, diplomates, parlementaires – de la formulation et de la conduite de la politique étrangère.

Avec ce volume se termine également la collaboration avec Antoine Fleury, qui a, depuis le début de l'entreprise – d'abord comme collaborateur scienti-

fique, puis comme directeur du groupe de recherche jusqu'en 2008 –, contribué de manière significative au succès des DDS. Nous le remercions pour sa collaboration et son engagement. La Commission a nommé Sacha Zala comme nouveau directeur.

Berne, mars 2009

Commission pour la publication  
de documents diplomatiques suisses:  
HANS ULRICH JOST, *Président*  
ANDREAS KELLERHALS, *Vice-Président*



## I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe *Diplomatische Dokumente der Schweiz* ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgeberinnen und Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale System eingebunden ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, welche im Januar 2000 vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung die Finanzierung übernommen hat; es kann ferner auf die Unterstützung des Schweizerischen Bundesarchivs, der Universitäten, des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten und des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung zählen. Die Verantwortung für die Publikation trägt die Kommission für die Veröffentlichung Diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der die historischen Institute der Schweizer Universitäten und Hochschulen, das Bundesarchiv, das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten, die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften und der Schweizerische Nationalfonds vertreten sind. Mit dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten wurde eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit unterzeichnet; dies, um den fruchtbaren Austausch zwischen unserer Forschungsgruppe und den diplomatischen Dienststellen zu sichern, welche von den Dossiers, die wir der historischen Forschung zugänglich machen, betroffen sind.

In den Jahren 1979 bis 1996 wurde eine die Zeitspanne zwischen 1848 und 1945 abdeckende erste Serie von 15 Bänden unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz publiziert. Bereits vor Drucklegung des letzten Bandes der ersten Serie fiel der Entscheid zur Fortführung der Forschungsbemühungen und deren Publikation. Die Periode von 1945–1961 (Bände 16–21) entspricht der «Ära Petitpierre». Sie trägt den Stempel des für die schweizerische Diplomatie zwischen dem 1. Februar 1945 und dem 30. Juni 1961 zuständigen Bundesrates Max Petitpierre. Diese Periode ist gekennzeichnet durch eine beachtliche Erweiterung der internationalen Beziehungen und durch deren Veränderung unter dem bestimmenden Einfluss der beiden Grossmächte; ferner durch die Zunahme der Akteure aufgrund des Dekolonisationsprozesses sowie durch die Berücksichtigung neuer durch eine zunehmende Internationalisierung des wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und technischen Lebens wiedergegebenen Tätigkeitsfelder. So viele Entwicklungen stellten die schweizerische Diplomatie, welche ihre diplomatischen Vertretungen und ihre internen Dienste ständig erweitert, vor neue Herausforderungen. Eine beträchtliche

Erweiterung der Dossiers charakterisiert auch die Periode 1961–1969, welche durch die Bände 22, 23 und 24 dokumentiert wird.

Wie alle Herausgeber von amtlichen Dokumenten sieht sich unsere Forschungsgruppe mit einem grundlegenden Problem konfrontiert: bei der stetig grösser werdenden Menge von aussenpolitisch relevanten Dossiers kann nur eine sehr beschränkte Anzahl von Schlüsseldokumenten veröffentlicht werden. Die Kommission hat aus diesem Grunde beschlossen, Informatikmittel einzusetzen. Zu diesem Zweck wurde in enger Zusammenarbeit mit den Informatikern des ehemaligen Bundesamtes für Informatik und des Bundesarchiv die über Internet zugängliche Datenbank DoDiS ([www.dodis.ch](http://www.dodis.ch)) entwickelt. Sie wurde konzipiert, um einerseits die Dokumente für die sechs vorgesehenen Bände zu publizieren und andererseits eine bedeutende Anzahl von Originaldokumenten in elektronischer Form allgemein zugänglich zu machen. Die Datenbank liefert eine Fülle von Informationen zu Personen (in- und ausländischen), Organisationen (Verwaltungsstrukturen, Berufsverbänden, politischen Parteien, Interessenverbänden und anderen Gesellschaften oder Firmen) sowie zu geografischen Orten (Ländern, Städten, Konferenzen, Abkommen), die in den veröffentlichten oder unveröffentlichten Dokumenten erscheinen. Ferner wurde nach der Auflösung der «Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg» (UEK) ein Teil von deren Datensätzen unter der Leitung von Martin Meier in die Datenbank integriert.

Die abgedruckten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die einzelnen Departemente und Amtsstellen von verschiedenen Aspekten der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge stammen die veröffentlichten Dokumente nicht allein aus den Beständen des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen; selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen. Die DDS widerspiegeln damit auch wesentliche Aspekte der Innenpolitik.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitlinien und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren. Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen,

die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel zu wichtigen Vorgängen geben; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens namentlich des Entscheidungsprozesses sowie der Rolle der Akteure.

Die Dokumente werden in chronologischer Reihenfolge präsentiert. Zur Erleichterung der Benutzung ist jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente versehen. Dieses ist in sieben Kapitel unterteilt. Ausserdem enthält ein chronologisches Verzeichnis kurze Zusammenfassungen in der Sprache des Dokumentes. Ein Register der erwähnten Personen, Organisationen (Amtsstellen ausgenommen) und geografischen Bezeichnungen erleichtert den Zugang zu den Dokumenten.

Im Allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in ihrer Originalsprache abgedruckt. Weggelassene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen, ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Dokumentes abgefasst, d. h. in französisch, deutsch oder italienisch. Er setzt sich deutlich (kursiv) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen), Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthografie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält die folgenden Elemente: Archivsignatur, Referenznummer des Dokumentes in der Datenbank DoDiS, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes sowie Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten sollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, welche die Leserinnen und Leser weiterführen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Konnte ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt». Die Be-

zeichnung DoDiS, gefolgt von einer Nummer, verweist auf Angaben, die in der Datenbank zu finden sind.

Von der Publikation der Quellenbände, und der Erstellung und Erweiterung einer Datenbank zu den internationalen Beziehungen der Schweiz erhoffen sich die beteiligten Editorinnen und Editoren zweierlei: Einerseits soll das Unternehmen dazu beitragen, ein besseres Verständnis für die internationalen Problemstellungen zu schaffen, mit denen sich die schweizerische Regierung und Bevölkerung stets konfrontiert sahen; andererseits soll es sowohl den interessierten Bürgerinnen und Bürgern, Journalistinnen und Journalisten, Forscherinnen und Forschern, Analytikerinnen und Analytikern als auch den amtierenden Magistratinnen und Magistraten, Beamtinnen und Beamten, Diplomatinen und Diplomaten, Parlamentarierinnen und Parlamentariern Orientierungshilfen zur Formulierung und Führung der schweizerischen Aussenpolitik liefern.

Mit diesem Band endet auch die Mitarbeit von Antoine Fleury, der seit Beginn des Unternehmens, zuerst als wissenschaftlicher Assistent und dann bis 2008 als Leiter der Forschungsgruppe, wesentlich zum Erfolg der DDS beigetragen hat. Wir danken ihm für seine Mitarbeit und seinen Einsatz. Als neuen Leiter hat die Kommission Sacha Zala berufen.

Bern, März 2009

Kommission für die Veröffentlichung  
Diplomatischer Dokumente der Schweiz:  
HANS ULRICH JOST, *Präsident*  
ANDREAS KELLERHALS, *Vizepräsident*

## I. PRAFAZIONE

La collana dei *Documenti diplomatici svizzeri* ha uno scopo sia scientifico che pratico: si tratta, per chi ne assume la responsabilità, di mettere a disposizione dei ricercatori e degli esperti le fonti ufficiali utili per ricostruire e comprendere la storia della politica estera della Svizzera, Stato neutrale ma con profonde connessioni nel sistema politico internazionale.

Patrocinato dall'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali che a partire dal 2000 ha preso il posto del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica nel finanziamento della ricerca, il nostro progetto gode, oltre alla collaborazione dell'Archivio federale svizzero e delle università, dell'appoggio del Dipartimento federale degli affari esteri e del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica. Responsabile della pubblicazione è una Commissione per la pubblicazione di documenti diplomatici svizzeri, comprendente rappresentanti degli istituti di storia delle università svizzere, dell'Archivio federale, del Dipartimento federale suddetto, dell'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali e del Fondo nazionale. Una convenzione di collaborazione è stata firmata con il Dipartimento federale degli affari esteri in vista di garantire scambi proficui tra la nostra équipe di ricerca ed i servizi diplomatici interessati dai dossier che contribuiamo a rendere accessibili alla conoscenza storica.

Una prima serie di 15 volumi, relativa al periodo 1848–1945, è stata pubblicata con il patrocinio della Società generale svizzera di storia tra il 1979 e il 1996. Ancor prima dell'uscita dell'ultimo volume si è deciso di proseguire nella ricerca e con la pubblicazione dei volumi relativi al periodo 1945–1961 (volumi 16–21), detto anche «era Petitpierre» dal nome del consigliere federale che diresse la diplomazia svizzera dal 1° febbraio 1945 al 30 giugno 1961. Questo periodo è caratterizzato da un allargamento considerevole delle relazioni internazionali e da una loro trasformazione sotto l'influsso determinante delle due grandi Potenze, da una moltiplicazione degli attori che scaturiscono dal processo di decolonizzazione e da una presa in considerazione di nuovi campi d'azione, che rispecchiano la crescente internazionalizzazione della vita economica, sociale, culturale e tecnica. Questi sviluppi pongono nuove sfide a una diplomazia svizzera che non cessa di aumentare le proprie rappresentanze diplomatiche e i propri servizi interni. In altre parole, constatiamo un aumento considerevole dei dossier, il cui numero cresce ulteriormente per il periodo 1961–1969 coperto dai volumi 22, 23 e 24.

Di fronte ai problemi – comuni a tutti coloro che pubblicano «carte di Stato» – posti dalla selezione di un numero ristrettissimo di documenti significativi in una massa sempre crescente di fascicoli d'archivio, la commissione si è proposta di ricorrere alle tecniche informatiche. A tale scopo, in stretta collaborazione con gli esperti dell'Archivio federale e dell'Ufficio informatico dell'amministrazione federale, è stata messa a punto la banca dati DoDiS, che è liberamente accessibile in Internet all'indirizzo [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch). DoDiS è stata

concepita sia per pubblicare anche in formato elettronico i documenti presentati nei volumi, sia per registrare e rendere accessibile una quantità maggiore di documenti originali sotto forma di immagine elettronica. La banca dati fornisce informazioni dettagliate sulle persone (svizzere e straniere), le organizzazioni (strutture amministrative, associazioni professionali, partiti politici, gruppi d'interesse e altre società o imprese) e sui luoghi geografici (paesi, città, come pure conferenze e accordi) che compaiono nei documenti, sia in quelli editi nel volume, sia in quelli inediti. Infine, sotto la direzione di Martin Meier, nella banca dati è stata introdotta una parte dei dati della disciolta «Commissione indipendente d'Esperti Svizzera – Seconda Guerra mondiale» (CIE).

I testi scelti provengono dall'Archivio federale ove sono conservati gli atti del Parlamento, del governo e dei dipartimenti federali (ministeri). Poiché la Svizzera ha un governo collegiale, tutte le decisioni di una certa importanza dipendono solo dal Consiglio federale; la politica estera svizzera interessa inoltre, per taluni aspetti, i vari dipartimenti e uffici federali. Pertanto, i documenti pubblicati non riproducono unicamente gli atti del Dipartimento federale degli affari esteri: una parte apprezzabile dei testi è costituita da atti dello stesso Consiglio federale (quali i processi verbali delle riunioni e le decisioni governative), di vari dipartimenti e uffici specializzati, ma anche di delegazioni e commissioni speciali che hanno trasmesso rapporti al governo, senza dimenticare le lettere scritte da personaggi ufficiali o che esercitavano funzioni semiufficiali (e perfino da esponenti d'istituzioni private). I DDS rispecchiano così anche centrali aspetti della politica interna.

La collezione non mira a documentare l'insieme degli eventi esteri concernenti la Svizzera né a ricostruire l'intera evoluzione della politica estera elvetica. Il suo obiettivo è piuttosto illustrare i tratti essenziali di tale politica nelle sue diverse dimensioni, come pure le concezioni e i dati fondamentali delle relazioni internazionali. Si è preferito pubblicare, nell'ordine, testi che consentono di cogliere l'orientamento generale della politica estera svizzera, o che in un momento preciso hanno potuto decidere tale orientamento; testi che mostrano il ruolo della Svizzera nella politica internazionale o ne chiariscono l'atteggiamento di fronte ad un evento o problema particolare; rapporti o analisi di situazione che contengono informazioni originali o riflettono l'ottica di questo paese neutrale su avvenimenti importanti; infine, istruzioni, avvisi, appunti e corrispondenza che si ritengono indispensabili per la comprensione di singole questioni e in particolare per il processo decisionale e il ruolo degli attori.

I documenti sono presentati in ordine cronologico. Per facilitarne la consultazione è stata allestita una tavola metodologica che raggruppa i documenti in sette grandi temi. Ulteriori strumenti a disposizione del lettore e della lettrice sono gli indici dei nomi, delle organizzazioni (tranne le strutture amministrative) e dei luoghi geografici. I documenti sono pubblicati in linea di massima integralmente e nella lingua originale; i passi soppressi sono indicati con puntini di sospensione fra parentesi quadre e sono riassunti in una nota a piè di pagina. Le formule di saluto sono state soppresse, tranne quando parevano rivestire un significato speciale. La parte redazionale, scritta nella lingua del documento specifico (francese, tedesco o italiano), si distingue dal testo del documento

stesso (che è in carattere tondo) per l'uso del corsivo; sono resi con il corsivo anche i passi del documento originale sottolineati o in caratteri distanziati. Gli interventi redazionali all'interno del documento figurano fra parentesi quadre; ortografia e punteggiatura sono state modificate senz'altro nei casi di errore evidente o per unificare la grafia del testo.

L'intestazione dei documenti comprende questi elementi: segnatura d'archivio, numero di riferimento della banca dati DoDiS, titolo redazionale, indicazione degli autori e dei destinatari (cognomi, iniziali dei nomi e funzioni, amministrazione e servizi interessati), tipo di testo (copia, minuta) ove non sia stato possibile riprodurre l'originale, genere del documento, data e luogo di redazione dello stesso. L'intestazione può comprendere, inoltre, grado di classificazione (confidenziale, segreto) o di urgenza del documento, suo numero d'ordine, iniziali o sigla del redattore e della segreteria, oggetto del testo riprodotto (sempre che tali indicazioni compaiano nell'originale). Il titolo del documento, quando viene ripreso alla lettera, è reso in MAIUSCOLETTO TONDO.

L'apparato critico è volutamente limitato. Le note mirano soprattutto a correggere gli inconvenienti dovuti alla selezione (ovviamente necessaria), fornendo in particolare i riferimenti ai documenti non pubblicati, a quelli registrati nella banca dati DoDiS e ai documenti stampati e ufficiali qualora il lettore desiderasse consultarli. Per quanto possibile, si rinvia ai documenti citati nei testi pubblicati, fatto salvo il caso in cui tali testi ne chiariscano a sufficienza il contenuto. La formula «non riprodotto», senza indicazione della provenienza, significa che i documenti in questione figurano negli stessi fascicoli del testo riprodotto. Qualora un documento ritenuto importante sia stato oggetto di ricerca approfondita ma con esito negativo, viene indicato con la formula «non ritrovato».

Con la pubblicazione dei volumi e lo sviluppo di una banca dati sulle relazioni internazionali della Svizzera, gli editori auspicano di poter contribuire alla conoscenza delle poste in gioco e dei problemi internazionali che governo e popolo svizzero hanno costantemente dovuto affrontare; auspicano, peraltro, di poter indicare dei punti di riferimento fondamentali anche a tutti coloro che si preoccupano di come viene formulata e condotta la politica estera (cittadini, ricercatori, analisti, giornalisti) o che ne sono responsabili (alte cariche federali, funzionari, diplomatici, parlamentari).

Con questo volume termina anche la collaborazione con Antoine Fleury, che dall'inizio dell'impresa – dapprima quale assistente scientifico e poi fino al 2008 quale direttore del gruppo di ricerca – ha contribuito in maniera determinante al successo dei DDS. Lo ringraziamo per la sua collaborazione e per il suo impegno. Quale nuovo direttore la Commissione ha nominato Sacha Zala.

Berna, marzo 2009

Commissione per la pubblicazione  
di documenti diplomatici svizzeri:  
HANS ULRICH JOST, *presidente*  
ANDREAS KELLERHALS, *vicepresidente*

## II. INTRODUCTION

La publication du volume 22 (1<sup>er</sup> juillet 1961–31 décembre 1963) ouvre une nouvelle période dans la conduite de la politique étrangère de la Suisse, par l'arrivée de Friedrich Traugott Wahlen à la tête du Département politique fédéral (DPF). Membre du Parti des Paysans, Artisans et Bourgeois, ancêtre de l'Union démocratique du Centre (UDC), le nouveau chef de la diplomatie suisse jouit d'une grande popularité due à son rôle actif dans l'alimentation du pays, au titre du Plan Wahlen, durant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi d'une expérience internationale, acquise en tant qu'ingénieur agronome au Canada, puis dès 1949 au sein de l'Organisation internationale pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), d'abord à Washington, puis en tant que Directeur général adjoint, à Rome. Il occupe cette fonction, lorsqu'en décembre 1958, il est élu au Conseil fédéral. Chargé du Département fédéral de Justice et Police, il passe en 1960 au Département fédéral de l'Economie publique (DFEP), avant de reprendre le 1<sup>er</sup> juillet 1961 les Affaires étrangères à la suite du départ du Conseiller fédéral Max Petitpierre, qui en a été le chef depuis février 1945. Dans ses nouvelles responsabilités, il peut compter sur la collaboration efficace de plusieurs grands commis de l'administration fédérale; d'ailleurs, l'un des plus compétents d'entre eux, Hans Schaffner, Directeur de la Division du Commerce, prend sa succession à la tête du DFEP, à la suite de son élection au Conseil fédéral, justement en juin 1961. La collaboration entre ces deux départements fédéraux est primordiale dans la conduite des affaires extérieures et la sauvegarde des intérêts essentiels du pays.

Le présent volume marque une innovation importante sur le plan de la publication. En lieu et place d'une documentation ventilée en fonction d'une table thématique détaillée, les 188 documents proposés sont désormais regroupés en sept grands thèmes qui constituent autant de dossiers importants qui caractérisent la période. Par conséquent, les documents retenus ici ont été sélectionnés en fonction de ces thèmes tandis que les documents disponibles dans la base de données [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch) recouvrent tout le champ des aspects internationaux que nous avons jugé utile de documenter. Une liste chronologique des documents permet de saisir rapidement le contenu du volume tandis qu'une table méthodique oriente le lecteur sur les documents pertinents pour chacun des sept thèmes proposés. Nous pensons pouvoir ainsi mieux rendre compte des défis les plus significatifs auxquels le Conseil fédéral est confronté durant la période prise en considération. Nous avons bien entendu privilégié les documents décisionnels, notamment ceux qui rendent compte des prises de position du Conseil fédéral, mais aussi des rapports et avis des experts qui permettent de mieux saisir les enjeux des choix à effectuer, sans oublier les notices d'entretiens avec des hommes d'Etat et des diplomates, qui apportent des éclairages originaux sur le contexte général et sur la perception des affaires en cours.

Quels sont donc ces principaux enjeux?



*Intégration européenne*

Dès l'été 1961, la question de l'intégration entre dans une phase d'intenses réflexions et de préparatifs à la suite du changement inattendu de la position britannique, qui demande, début août, à négocier son adhésion à la Communauté économique européenne (CEE). Cette demande interpelle directement les pays membres de l'Association européenne de libre échange (AELE) à la tête de laquelle la Grande-Bretagne s'était imposée dès sa création en 1960. D'entrée de jeu, les trois Etats neutres de l'AELE (Autriche, Suède et Suisse) se consultent sur l'opportunité d'une démarche commune. A Berne, on se rallie rapidement à une position intermédiaire: pas de demande formelle d'adhésion, mais proposer une forme d'association avec la CEE, selon l'article 238 du Traité de Rome. Les trois Etats neutres se mettent d'accord pour une démarche similaire en vue d'une association: la Suisse notifie à Bruxelles sa demande de négociation, le 15 décembre 1961. Certes, on est bien informé à ce moment-là que le sort de cette demande dépend du résultat des négociations entreprises par la Grande-Bretagne; les observateurs avertis notent déjà qu'elles seront longues et ardues. Au sein de l'administration fédérale, qui prend au sérieux la perspective d'une adhésion britannique au Marché commun, on s'active à préparer des dossiers détaillant les arguments en vue de la négociation. Le Conseil fédéral, en plus de séances extraordinaires qu'il consacre à la définition de la position suisse, donne naissance à un nouvel instrument en créant en décembre 1961 le Bureau de l'intégration, organe d'analyse, de proposition et de suivi commun au DPF et au DFEP dans le domaine de l'intégration européenne. En dépit des observations sceptiques de l'homme d'Etat belge, Paul-Henri Spaak, et de commentaires critiques de hauts responsables de l'entourage du Président Kennedy, sur la préférence donnée à une association plutôt qu'à une adhésion pleine et entière au bloc occidental, le Conseil fédéral répond à l'invitation du Conseil des Ministres de la CEE d'exposer ses arguments en vue d'un accord d'association, le 24 septembre 1962. Toutefois, avant même la fin de l'année, on n'ignore pas à Berne les obstacles qui se dressent à l'adhésion britannique. La déclaration du Général de Gaulle du 14 janvier 1963, qui met fin aux négociations en cours, ne surprend guère les autorités suisses. La nouvelle situation laisse entrevoir une pause dans l'élargissement de la CEE, y compris pour le projet d'association de la Suisse et des deux autres Etats neutres. Une relance de l'AELE peut être envisagée. Désormais, l'essentiel des considérations et des entretiens avec les principaux partenaires européens portent sur l'amélioration des relations et de la coopération entre les Six Etats de la CEE et les Sept membres de l'AELE. Des contacts suivis ont lieu avec les autorités autrichiennes, qui semblent plus pressées que la Suisse de s'associer à la CEE, alors que le statut de neutralité de leur pays aurait dû les conduire à la prudence eu égard à la position de Moscou. Enfin, dans une autre perspective européenne, la Suisse demande le 4 janvier son adhésion au Conseil de l'Europe dont elle s'était déjà rapprochée par l'envoi d'observateurs. Elle y trouve pour des années une plateforme d'activités et d'échanges qui ne contrarient pas sa volonté de tirer parti de sa politique de neutralité.

Notons que dans ce chapitre sur la politique européenne de la Suisse, notamment sur cette première tentative d'association à la CEE, le Conseil fédéral ainsi que tous les départements fédéraux concernés ont élaboré des scénarios très poussés. Les experts ont soupesé les arguments positifs et négatifs avec un sens du détail exceptionnel. Le Conseil fédéral, dans une pleine collégialité, a débattu sur les conditions et les conséquences d'une association, montrant à quel point chacun de ses membres avait pris la mesure de l'importance d'un rapprochement institutionnel avec l'Europe de Bruxelles. Il s'agit sans doute du plus grand défi que le Conseil fédéral s'est engagé à relever durant la période, même si la politique d'intégration connaîtra une pause dès janvier 1963 pour une dizaine d'années.

*Coopération économique et technique  
avec les pays en voie de développement*

L'importance de l'aide aux pays en voie de développement s'est encore accrue durant la période. Dans ce volume, l'accent est mis sur la négociation de traités avec plusieurs des Etats africains qui ont accédé à l'indépendance et auxquels les autorités helvétiques proposent des accords réglant simultanément trois volets des relations bilatérales: les échanges commerciaux, la protection des investissements et la coopération technique. Plusieurs pays sollicitent la Suisse pour l'envoi d'experts, notamment pour la formation de cadres destinés au tourisme et à la banque. D'autres sont intéressés par l'équipement électrique et demandent des crédits pour couvrir les livraisons industrielles suisses. Là où des entreprises suisses sont déjà installées, les crédits au titre de la garantie aux exportations sont plus aisés à accorder. Par ailleurs, la Suisse prend une part croissante dans les programmes d'aide au développement mis sur pied que ce soit par les Nations Unies ou par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et la Banque mondiale. A l'interne, le débat est approfondi sur les principes qui doivent guider la coopération de la Suisse avec les pays en voie de développement; des critères sont établis pour légitimer et distinguer l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Le contexte de guerre froide et la rivalité qui en résulte entre Moscou et Washington pour l'extension de leur influence respective en Afrique, en Asie et en Amérique latine conduisent les responsables suisses à privilégier l'aide bilatérale à une aide multilatérale, largement sous influence occidentale. Le service du Délégué à la coopération technique procède à des évaluations périodiques de la politique d'aide au développement, ne serait-ce aussi que pour justifier l'augmentation des crédits alloués par le Conseil fédéral durant la période et pour l'avenir. Le cas de l'Algérie est aussi largement documenté, du fait qu'à la suite des bons offices rendus par la Suisse dans la négociation qui a mis fin au conflit franco-algérien en mars 1962, Berne a escompté pouvoir établir des liens étroits avec la jeune République algérienne. Etant donné l'ampleur des intérêts suisses en Algérie, il faudra, au-delà d'un accord commercial et d'arrangements techniques provisoires aisément acquis, plusieurs années de négociations pour régler les

divers intérêts en jeu. Les espoirs suscités par les bonnes relations politiques et personnelles entre les dirigeants algériens sont rapidement contrariés par l'orientation socialiste du régime algérien.

### *Relations économiques et financières*

Les relations économiques extérieures occupent toujours une importance centrale dans la conduite de la politique étrangère suisse. Cela se traduit par le grand nombre de documents relatifs à cette thématique choisis dans chacun des volumes des *Documents diplomatiques suisses*. Il en est de même pour la présente période. Si un nombre important de documents à ce sujet relèvent de la problématique des relations avec la CEE, et sont, à ce titre, répertoriés dans la rubrique spécifique de l'intégration européenne, il est intéressant de relever la préoccupation grandissante autour de questions fiscales, financières et de secret bancaire. Le premier document qui ouvre le présent recueil concerne la récurrente question de la fiscalité, notamment des facilités accordées en Suisse à des sociétés américaines, qui provoquent des plaintes qu'exprime le Président Kennedy. C'est aussi dans cette période que se termine enfin le long litige autour de la société Interhandel par un compromis, acquis en mars 1963, facilité par des transferts de documents réclamés par la Justice américaine. Mais la question fiscale et celle du secret bancaire sont aussi évoquées lors des discussions sur le projet d'association à la CEE, notamment par les dirigeants français. Dans un autre domaine, les autorités fédérales sont appelées à intervenir pour la sauvegarde d'intérêts de sociétés suisses, atteintes par des mesures de séquestres ou de nationalisations, notamment au Canada, à Cuba, en Italie, en Turquie, en Egypte et en Tchécoslovaquie. Par ailleurs, la Suisse prend sa part dans des actions de crédit conduites par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, tandis que des banques suisses sont sollicitées pour le développement de réseaux bancaires dans les pays en voie de développement ou pour accorder des prêts à certains pays européens, notamment l'Autriche. Enfin, l'administration fédérale suit de près les négociations et projets en cours pour le développement du commerce mondial au sein du GATT, en vue du Kennedy-Round, lieu privilégié qui permet aux représentants suisses d'aborder plusieurs questions épineuses, notamment avec des délégués américains à propos des exportations horlogères et de l'application de la fameuse «*escape clause*».

### *Politique conjoncturelle et migratoire*

Cette dimension de la politique suisse paraît ressortir d'abord de la politique intérieure; or dès qu'on regarde de plus près elle comporte de lourdes implications extérieures. Les débats menés au sein de l'administration fédérale, impliquant en priorité le Département fédéral de l'Economie publique et celui des Finances et des Douanes, montrent toutes les contradictions d'intérêt qu'un Etat en pleine croissance peut éprouver. Par rapport aux dangers redoutés

de «surchauffe» économique, d'inflation et de perte redoutée de la valeur du franc suisse, on découvre l'importance du levier que constitue la main-d'œuvre étrangère. Le statut des travailleurs italiens, notamment la question des assurances sociales, est l'objet de sérieux tiraillements et marchandages de part et d'autre avec le gouvernement italien. La négociation n'aboutira pas durant la présente période. Ces difficultés incitent les autorités fédérales, dans le but de s'aménager une plus grande marge de manœuvre à l'égard des exigences italiennes, à répondre aux sollicitations d'autres pays étrangers, en premier lieu l'Espagne et la Yougoslavie, comme nouveaux bassins de recrutement de travailleurs étrangers. Dans un tout autre domaine, le Conseil fédéral se préoccupe de l'afflux de capitaux étrangers. Diverses mesures sont prises en accord avec le FMI, la Banque des Règlements internationaux et les banques centrales des principaux partenaires pour limiter une trop forte appréciation du franc qui mettrait en danger les exportations et la vocation touristique du pays.

### *Politique de sécurité intérieure et extérieure*

Il est intéressant de documenter la perception par le Conseil fédéral des dangers de guerre qui pourraient anéantir le pays. Des scénarios et des dispositions (désignation d'un Général) sont examinés dès l'été 1961 sur fond de tensions autour de Berlin, de Cuba, sans oublier le conflit algérien. On redoute certaines conséquences sur la Suisse en cas de coup d'Etat en France et des menées d'agents de l'OAS. Les autorités suisses prennent aussi des mesures de contrôle sur les travailleurs et exilés étrangers, notamment italiens et espagnols, dont certains agissements, qualifiés de communistes ou d'anti-franquistes, font l'objet de récriminations de la part de Rome et de Madrid, le gouvernement espagnol cherchant même à imposer un agent de police que Berne refusera d'accueillir. Dans le domaine des exportations de matériel de guerre vers certains Etats, le gouvernement s'évertue à tenir une ligne cohérente, mais cela n'est pas toujours possible. Enfin, un dossier plus épineux, qui est l'objet d'intenses discussions au sein du Conseil fédéral, concerne l'adhésion à l'accord signé à Moscou le 5 août 1963 par les Etats-Unis, le Royaume Uni et l'Union soviétique, sur l'arrêt partiel des essais d'armes nucléaires: ses conséquences sur la neutralité de la Suisse et la capacité de se doter à l'avenir des moyens technologiques modernes pour la défense nationale sont évoquées en détail dans ce volume.

### *Bons offices et activités humanitaires*

Durant la période prise ici en considération, les bons offices offerts par la Suisse dans le conflit franco-algérien se poursuivent notamment lors des négociations qui aboutissent à la signature des accords d'Evian, le 18 mars 1962. A Cuba, la mission exercée par la Suisse de puissance protectrice des intérêts américains prend encore plus d'importance avec l'exacerbation des relations américano-cubaines, puis la crise des missiles en octobre 1962. La

tentative de Cuba de prendre possession de la chancellerie américaine à La Havane a exigé beaucoup de doigté de la part des diplomates suisses pour régler la situation conformément au droit international. Le rôle de la Suisse en Corée, mais aussi au Vietnam est évoqué dans ce volume. Ses prestations sont l'objet d'appréciations positives que ce soit à Washington, à l'ONU, mais aussi à Moscou; ce qui conforte la politique de neutralité du pays. Surgissent néanmoins des difficultés dans les relations avec les Etats divisés. La question de l'existence de deux Croix Rouges chinoises conduit le Conseil fédéral à proposer en 1962 le report de la conférence internationale de la Croix Rouge. La Suisse joue aussi l'intermédiaire lors du conflit franco-tunisien au sujet de Bizerte et assume d'autres mandats, dont celui des intérêts portugais au Sénégal dans le contexte de l'extension du conflit en Guinée-Bissau. Quant à la politique humanitaire, en plus du soutien aux activités du CICR et des organisations internationales, notamment du Haut Commissariat aux réfugiés, il convient de signaler l'aide aux victimes du conflit franco-algérien et aux réfugiés suisses d'Algérie; il y a aussi l'action spécifique en faveur des réfugiés tibétains en Inde, au Népal et l'accueil d'un groupe d'entre eux en Suisse qui suscite des observations intéressantes sur les conséquences à long terme d'une telle initiative.

### *Collaboration avec les organisations internationales*

Si, durant la période, l'appartenance de la Suisse à l'ONU n'est pas l'objet de discussions, la participation aux activités des organisations internationales est, en revanche, l'objet de plusieurs décisions. Il s'agit en particulier de répondre aux sollicitations financières relatives aux programmes de développement économique en faveur des pays nouvellement indépendants ou aux mesures de soutien aux monnaies américaine et britannique, que ce soit dans le cadre du FMI, de la Banque mondiale ou encore de l'OCDE. La souscription à un emprunt important des Nations Unies est l'objet d'importantes divergences à Berne. On se refuse à contribuer au financement d'actions militaires telles que celle menée au Congo. A la suite de l'engagement pris par le Secrétariat des Nations Unies, assurant que l'apport financier fourni par la Suisse ne serait utilisé que dans des activités civiles, les Chambres approuvent la souscription, le 10 septembre 1962. Le Conseil fédéral est aussi concerné par les débats aux Nations Unies, en particulier au sujet de l'Afrique du Sud, condamnée, puis sanctionnée à cause de sa politique raciale. Enfin dans un domaine qui met en premier lieu les intérêts suisses, le Conseil fédéral doit s'occuper de façon de plus en plus conséquente des conditions d'installation et de développement des services des Nations Unies et des organisations internationales à Genève: il est en effet déjà question de transférer dans d'autres lieux les bureaux de certaines agences. Enfin, la participation aux nouvelles organisations de télécommunications et de recherches spatiales représente un nouveau défi pour la science et l'industrie suisses dans le domaine des développements technologiques porteurs d'avenir.

Il nous reste à exprimer notre reconnaissance aux collaboratrices et collaborateurs qui ont pris part régulièrement – ou pour un temps limité – au dépouillement des archives, à la sélection des documents, à leur saisie dans la base de données et à leur annotation: Daniel Béguin, Mauro Cerutti, Damien Carron, Dario Gerardi, Olivier Longchamp, Claudia Mäder, Kathrin Marthaler, Maurizio Rossi et Marc Perrenoud. Quant à la saisie des documents et à leur intégration dans la base de données, elle a été effectuée par Ursina Bentele, tandis que Steve Page a procédé à des vérifications lors de l'établissement du texte. Enfin, Sacha Zala, qui a repris la direction du projet de recherche, en octobre 2008, a prêté son précieux concours à la mise au point de la nouvelle présentation du volume, tout en préparant la suite de la recherche.

Nos remerciements s'adressent également aux collaboratrices et collaborateurs des Archives fédérales et à leur directeur, Andreas Kellerhals, pour leur constant soutien. Que l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, qui administre et finance en grande partie notre projet dans le cadre de ses programmes de longue durée, en particulier son Secrétaire général, Markus Zürcher, son adjoint, Beat Immenhauser, et leurs collaborateurs trouvent ici l'expression de notre gratitude pour leur disponibilité. Quant au Fonds national de la recherche scientifique, qui assure le financement de la publication, qu'il reçoive ici la marque de notre reconnaissance, qui s'adresse en particulier à Rudolf Bolzern pour ses conseils avisés. Il nous revient encore à exprimer notre gratitude, pour son soutien et sa confiance, au Département fédéral des affaires étrangères, en particulier à François Wisard, chef du Service historique, pour sa collaboration dans la mise en œuvre d'objectifs communs, destinés à procurer à la conduite de la politique étrangère suisse des perspectives historiques qui lui permettent d'inscrire dans la longue durée ses engagements actuels.

Enfin, notre commission de publication, lieu privilégié de collaboration entre l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, les Universités, les Archives fédérales, le Département fédéral des affaires étrangères et le Fonds national de la recherche scientifique, a toujours apporté son concours à nos travaux. A chacun de ses membres, nous adressons notre reconnaissance pour leurs conseils avisés, leur confiance et leurs encouragements à l'équipe des chercheurs, permettant à ces derniers de poursuivre leur recherche fondamentale sur la participation de la Suisse aux affaires du monde.

Genève, mars 2009

ANTOINE FLEURY

## III. ABRÉVIATIONS / ABKÜRZUNGEN / ABBREVIAZIONI

a. i. / ad int.	ad interim
Abs.	Absatz
ACC	Administrative Coordination Committee
ACF	Arrêté du Conseil fédéral
AELE	Association européenne de libre-échange
AG / A. G.	Aktiengesellschaft
Anm.	Anmerkung
Art. / art.	Artikel / article
AS	Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft
At	Antrag
AVS	Assurance vieillesse et survivants
B	Bericht
BB	Vgl. BRB
BBC	Brown Boveri & Cie
BB1	Bundesblatt
BCE	British Columbia Electric Company
Bd. / Bde.	Band / Bände
betr.	betreffend
BIGA	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
BIT	Bureau international du travail
BIZ	Bank für Internationalen Zahlungsausgleich
BR	Bundesrat
BRB	Bundesratsbeschluss
BR-Prot.	Bundesratsprotokoll
BV	Bundesverfassung
bzw. / bezw.	beziehungsweise
ca.	circa
CAT	Comité de l'assistance technique de l'ONU
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
CEPT	Conseil européen des postes et télégraphes
CERN	Centre européen de recherche nucléaire
CF	Conseil fédéral
cf.	confer
CHF	Franc suisse
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
Cie / Cie.	Compagnie
Circ	Circulaire
Co.	Company
Comecon	Conseil d'assistance économique mutuelle

COPERS	Commission préparatoire européenne de recherches spatiales
CR	Compte rendu
CRUS	Croix-Rouge des Etats-Unis d'Amérique
Ction	Communication
d. h.	das heisst
d. J.	dieses Jahres
d. M. / d. Mts	dieses Monats
DAC	Development Assistance Committee
DC	Douglas Aircraft Company
DCA	Défense contre avions
DDR	Deutsche Demokratische Republik
DDS	Documents Diplomatiques Suisses / Diplomatische Dokumente der Schweiz
DFEP / DEP	Département fédéral de l'Economie publique
DFJP	Département fédéral de Justice et Police
DFPCF	Département fédéral des Postes et des Chemins de fer
dgl.	dergleichen
Dir.	Directeur / Direktor
DM	Deutsche Mark
DMF	Département militaire fédéral
DoDiS	Banque de données des Documents Diplomatiques Suisses / Datenbank der Diplomatischen Dokumente der Schweiz
DPF	Département politique fédéral (aujourd'hui Département fédéral des affaires étrangères)
Dr / Dr.	Docteur / Doktor
ECE	Economic Commission for Europe
EDI	Eidgenössisches Departement des Innern
EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
EFZD	Eidgenössisches Finanz- und Zolldepartement
Eidg.	Eidgenössisch
EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement (heute Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten)
EPED	Eidgenössisches Post- und Eisenbahndepartement
etc.	et cetera
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
Euratom	European Atomic Energy Community
EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
evt.	eventuell
EWA	Europäisches Währungsabkommen
EWG	Europäische Wirtschaftsgemeinschaft
Exp.	Exposé
EZAF	Eidgenössische Zentralstelle für Auslandschweizerfragen



FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FDA	Food and Drug Administration
FF	Feuille fédérale
FLING	Front de Libération pour l'Indépendance nationale de la Guinée-Bissau
FLN	Front de libération nationale
Fr. / fr. / frs.	Francs suisses
Frepo	Police fédérale des étrangers du Département fédéral de Justice et Police
GAF	General Aniline and Film Corporation
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GPRA	Gouvernement provisoire de la République algérienne
HEKS	Hilfswerk der Evangelischen Kirchen der Schweiz
hl	hectolitre
IB	International Bank for Reconstruction and Development
ibid.	ibidem
IE	Intérêts étrangers
IKRK	Internationales Komitee vom Roten Kreuz
ILO	International Labour Organization
IMF	International Monetary Fund
JPD	Justiz- und Polizeidepartement
kg	Kilogramme / Kilogramm
KLM	Koninklijke Luchtvaart Maatschappij
km	kilomètre / Kilometer
KTA	Kriegstechnische Abteilung des Militärdepartements
L	Lettre
LP	Lettre politique
lt. col.	Lieutenant-colonel
m	Mètre / Meter
M. / MM.	Monsieur / Messieurs
m. E.	meines Erachtens
MAE	Ministère des Affaires étrangères
Mio. / mio	Millionen / millions
mm	Millimètres
Mme	Madame
Mr.	Mister
MW	Megawatt
m. W.	meines Wissens
N	Note
N. B.	notabene
NATO	North Atlantic Treaty Organisation
NNSC	Neutral Nations Supervisory Commission
N <sup>o</sup> / N <sup>os</sup>	numéro / numéros
No	Notiz / notice
Nr. / Nrn.	Nummer / Nummern

NZZ	Neue Zürcher Zeitung
OAS	Organisation armée secrète
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OERS	Organisation européenne de recherches spatiales
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUC	Organisation des Nations Unies au Congo
OSEC	Office suisse d'expansion commerciale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
P	Proposition
p. / pp.	page / pages suivantes
p. ex.	par exemple
PB	Politischer Bericht / Politischer Brief
Prot.	Protocole / Protokoll
PS / P. S.	Post scriptum
PTT	Post-, Telegraf- und Telefonverwaltung
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal du Conseil fédéral
PVCF-D	Procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral
R	Rapport
RAU	République arabe unie
resp.	respectiv
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
RS	Recueil systématique des lois et ordonnances suisses
S	Schreiben
S.	Seite
SA / S. A.	Société anonyme
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
schweiz.	Schweizerisch
SEATO	Southeast Asia Treaty Organisation
Sect.	Section
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière (Parti socialiste français)
SHAG	Schweizerisches Hilfswerk für aussereuropäische Gebiete
sog.	sogenannt
Sten. Bull.	Bulletin sténographique
T	Telegramm / télégramme

t	Tonne
TAB	Technical Assistance Board
u. ä.	und ähnliches
u. a.	unter anderem
u. dgl.	und dergleichen
u. E.	unseres Erachtens
UEO	Union de l'Europe occidentale
UN / UNO	United Nations Organization
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNTAE	United Nations Temporary Executive Authority
UNTAO	UN-Technical Assistance Operations
UPI	United Press International
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
US \$	US Dollar
USA / US	United States of America
usw.	und so weiter
u. W.	unseres Wissens
VAR	Vereinigte Arabische Republik
vgl.	vergleiche
v. M.	vergangenen Monats
vol.	volume
z. B.	zum Beispiel
z. Hd.	zuhanden
z. T.	zum Teil
z. Z / z. Zt.	zur Zeit
Ziff.	Ziffer

IV. TABLE DES DOCUMENTS / DOKUMENTENVERZEICHNIS  
INDICE DEI DOCUMENTI

**1**

5. 7. 1961 *Der Vizedirektor der Steuerverwaltung des Finanz- und Zolldepartements, K. Locher, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner*  
DoDiS-18879 Auseinandersetzung betreffend die Besteuerung der amerikanischen Firmen in der Schweiz. Kritik von Seiten des Präsidenten J. F. Kennedy.

**2**

21. 7. 1961 *Le Département politique au Consulat général de Suisse à Alger*  
DoDiS-10382 Situation des Suisses d'Algérie. Explications des bons offices de la diplomatie suisse dans les négociations franco-algériennes.

**3**

1. 8. 1961 *Verhandlungsprotokoll der 56. Sitzung des Bundesrates*  
DoDiS-30118 Nach Grossbritannien hat auch Dänemark ein Verhandlungsgesuch bei der EWG eingereicht. Der Bundesrat möchte die Haltungen der anderen neutralen Staaten kennen.

**4**

4. 8. 1961 *Le Délégué de la Suisse près l'Association européenne de libre-échange, O. Long, au Président de la Confédération, F. T. Wahlen, et au Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*  
DoDiS-30120 Demande d'association du Royaume-Uni à la CEE. L'AELE demande aux pays neutres de clarifier leurs positions sur l'avenir de l'AELE.

**5**

1. 9. 1961 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30626 Unterhaltung mit dem tunesischen Gesandten in Bern. Tunesien ist gewillt, die Verhandlungen um ein Handelsabkommen und ein Abkommen über technische Zusammenarbeit zu einem raschen Ende zu führen.

**6**

5. 9. 1961 *Procès-verbal interne de la 60<sup>e</sup> séance du Conseil fédéral*  
DoDiS-30122 La délégation économique et financière ne juge pas nécessaire d'entamer des démarches pour une demande formelle d'adhésion à la CEE. Il faut pouvoir dire, d'après la délégation, que la Suisse est favorable à une forme d'association avec la CEE.

**7**

9. 9. 1961 *Le Chef de la Délégation suisse à la Commission de surveillance des Nations neutres pour l'Armistice en Corée, L. Guillaume, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
DoDiS-18865 Tour d'horizon des principaux problèmes touchant à la situation coréenne: la réunification du pays, les relations avec les Etats-Unis et le Japon.

**8**

12. 9. 1961 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30637 Begehren Dahomeys um technische Hilfe auf verschiedenen Gebieten; Wunsch nach Entsendung schweizerischer Experten zum Aufbau eines modernen Presse- und Informationswesens.

**9**

15. 9. 1961 *Procès-verbal interne de la 63<sup>e</sup> séance du Conseil fédéral*  
 DoDiS-30169 La situation internationale tendue conduit le Conseil fédéral à établir divers scénarios et préparatifs de dispositions à prendre en cas de guerre. Question de la nomination d'un général. Candidats potentiels. La destruction complète de la ville de Berne doit être envisagée.

**10**

23. 9. 1961 *Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner, an den Bundesrat*  
 DoDiS-30683 Auf ein Kreditgesuch Nigerias für schweizerische Lieferungen an die staatliche Elektrizitätsgesellschaft soll dahingehend eingetreten werden, dass die Finanzierung durch die Exporteure erfolgt, wobei der Bund die Exportrisikogarantie gewährt.

**11**

26. 9. 1961 *Notice interne du Département politique*  
 DoDiS-30597 La position favorable de D. Hammarskjöld, Secrétaire général de l'ONU, à l'égard de la Suisse est rappelée à partir de quelques faits relatifs aux années 1956 et 1958.

**12**

5. 10. 1961 *Der schweizerische Botschafter in Ottawa, A. Zehnder, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, R. Kohli*  
 DoDiS-18987 Verschiedene Demarchen zur Prüfung der Interventionsmöglichkeiten gegen das Gesetz zur Verstaatlichung der Elektroindustrie in Britisch-Kolumbien, von dem die Benachteiligung wichtiger schweizerischer Interessen befürchtet wird.

**13**

16. 10. 1961 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
 DoDiS-18909 Erklärungen warum die Schweiz mit Südvietnam und Südkorea keine diplomatischen Beziehungen aufbauen soll.

**14**

20. 10. 1961 *L'Ambassadeur de Suisse à Madrid, M. Fumasoli, au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*  
 DoDiS-30730 Commentaires positifs sur le régime de Franco (dans le contexte de la lutte contre le communisme). Prise de position en faveur de la surveillance des exilés espagnols en Suisse.

**15**

24. 10. 1961 *Notice interne du Département politique*  
 DoDiS-19023 Athènes exerce des pressions pour la conclusion d'un accord sur le recrutement de travailleurs grecs, ce à quoi Berne s'oppose, évoquant différents problèmes et litiges.

**16**

2. 11. 1961 *Der Generaldirektor der Schweizerischen Bankgesellschaft, A. Schaefer, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
 DoDiS-18887 Firma Interhandel: Hinweise des Justizministers R. Kennedy lassen annehmen, dass die amerikanische Regierung bereit sein wird, in Vergleichsverhandlungen zur Liquidation der Firmenvermögen einzutreten. Der Zugang zu vertraulichen Akten wird für den Abschluss einer Vereinbarung als besonders wichtig erachtet.

**17**

3. 11. 1961 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an die schweizerische Botschaft in Washington*  
DoDiS-30126  
Richtlinien der schweizerischen Integrationspolitik. Die drei neutralen EFTA-Staaten haben beschlossen, ein Gesuch um Aufnahme von Assoziationsverhandlungen an die EWG zu richten. Annahme, dass eine Assoziationslösung im Sinne einer Freihandelszone den wirtschaftlichen Interessen Amerikas und der Entwicklungsländer am besten entspreche.

**18**

4. 11. 1961 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, au Président de la République de Guinée, A. Sékou Touré*  
DoDiS-30663  
F. T. Wahlen remercie A. Sékou Touré pour la libération du ressortissant suisse F. Fritschy.

**19**

7. 11. 1961 *Der Bundesrat an die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte*  
DoDiS-30680  
Nach schwierigen Verhandlungen erlangt die Schweiz die Bewilligung der amerikanischen Regierung zur Einfuhr geheimen Kriegsmaterials.

**20**

8. 11. 1961 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-18766  
Besuch des italienischen Arbeitsministers F. Sullo. Dieser kritisiert stark die Arbeits- und Aufenthaltsbedingungen der italienischen Fremdarbeiter.

**21**

8. 11. 1961 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner*  
DoDiS-30502  
Reaktion F. T. Wahlers auf die amerikanische Empfehlung, der OECD ein wirtschaftliches Wachstum von 50% innert neun Jahren zum Ziel zu setzen.

**22**

10. 11. 1961 *Verhandlungsprotokoll der 79. Sitzung des Bundesrates*  
DoDiS-18968  
Reaktionen des Bundesrates auf den Besuch des italienischen Arbeitsministers in der Schweiz und durch diese Visite hervorgerufene Polemiken im Bezug auf die Situation der eingewanderten italienischen Fremdarbeiter.

**23**

15. 11. 1961 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den Sektionschef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, R. Probst*  
DoDiS-30368  
Ablehnende Stellungnahme zu einer allfälligen Eröffnung von Filialen und Fabriken der schweizerischen Rüstungsindustrie in Nigeria.

**24**

16. 11. 1961 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, au Conseil des Ministres de l'OCDE*  
DoDiS-30583  
La Suisse accepte le principe d'une extension de l'aide au développement. Celle-ci devrait aller de pair avec un essor des échanges commerciaux avec les plus pauvres.

**25**

22. 11. 1961 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-18938  
Besuch des amerikanischen Botschafters, R. McKinney: Gespräch über die europäische Integration, die Haltung der USA gegenüber den Neutralen und den Fall Schweiz.

**26**

22. 11. 1961 *Aktennotiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30270 Im Gespräch mit F. T. Wahlen legt Ch. de Gaulle dar, weshalb er die europäische Integration zur Stärkung des Westens für unabdingbar hält. Billigung der Haltung der Schweiz. Dank für die guten Dienste der Schweiz im Algerienkonflikt.

**27**

28. 11. 1961 *Le Chef de la délégation suisse près l'AELE, O. Long, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen, et au Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*  
DoDiS-30128 Le Secrétaire général de l'AELE prédit de longues négociations entre la CEE et la Grande-Bretagne. Il recommande aux neutres d'adopter une attitude attentiste face à la CEE.

**28**

1. 12. 1961 *Der Sektionschef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, R. Probst, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30624 Abkommen über technische Zusammenarbeit mit Tunesien: Erstes Separatabkommen dieser Art, Auswirkungen auf die Verhandlungen auf den Gebieten von Handelsverkehr und Investitionsschutz.

**29**

5. 12. 1961 *Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner, an den Bundesrat*  
DoDiS-30016 Die Schweiz beteiligt sich mit einem Betrag von 22 Millionen Franken an einem multilateralen Kredit zugunsten Jugoslawiens.

**30**

11. 12. 1961 *Verhandlungsprotokoll der 87. Sitzung des Bundesrates*  
DoDiS-30140 Der Bundesrat beschliesst, ein Gesuch um Aufnahme von Assoziationsverhandlungen bei der EWG einzureichen. Bedenken gegenüber diesem Vorgehen.

**31**

11. 12. 1961 *Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, E. Stopper, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner, und an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30722 Zusätzliche Ziehungsrechte für den IWF zur Stützung des Dollars: Für die definitive Beschlussfassung in dieser Frage regt Frankreich in einem «Überrumpelungsmanöver» die Teilnahme der bislang nicht in die Diskussion mit einbezogenen Schweiz an. Ablehnende Reaktion.

**32**

12. 12. 1961 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an verschiedene schweizerische Vertretungen*  
DoDiS-30142 Das EPD erteilt den schweizerischen Botschaftern in den sechs EWG-Ländern Weisungen bezüglich des Verhandlungsgesuchs an die EWG. Zwischen den drei neutralen Staaten sollen keine Meinungsverschiedenheiten bestehen.

**33**

12. 12. 1961 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30386 Critiques et réserves quant à l'autorisation d'exporter des canons DCA en Afrique du Sud, à cause notamment des débats à l'ONU sur la politique raciale.

**34**

15. 12. 1961 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, à L. Erhard, Président du Conseil des Ministres de la CEE*  
DoDiS-30143  
La Suisse demande à la CEE d'entamer des négociations en vue d'une association à la Communauté.

**35**

19. 12. 1961 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30627  
Politique tunisienne à l'égard de la France: problème de la base militaire de Bizerte, volonté d'arriver à un accord avec la France. La Suisse priée de jouer les intermédiaires.

**36**

21. 12. 1961 *Le Chef du Département des Finances et des Douanes, J. Bourgnicht, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30162  
Prise de position en défaveur de la participation suisse à l'emprunt des Nations Unies.

**37**

28. 12. 1961 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, et le Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner, aux représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse*  
DoDiS-30168  
Création du Bureau de l'intégration. Ses tâches, sa composition.

**38**

29. 12. 1961 *Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Paris, G. de Keller, au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*  
DoDiS-30629  
La Suisse a informé Paris de la volonté tunisienne de trouver une solution rapide au problème de la base militaire de Bizerte. Réaction française.

**39**

4. 1. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30130  
Rückblick auf die institutionelle Entwicklung des Dienstes für technische Zusammenarbeit. Leitlinien zur Trennung der Zuständigkeiten zwischen diesem und der Abteilung für Internationale Organisationen des EPD.

**40**

16. 1. 1962 *Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, H. Keller, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30141  
Die technische Zusammenarbeit soll so wenig wie möglich mit handelspolitischen oder geschäftlichen Aspekten vermischt werden.

**41**

25. 1. 1962 *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an die schweizerische Botschafterkonferenz*  
DoDiS-30438  
Amerikanische Wahrnehmung der schweizerischen Neutralität und Aussenpolitik.

**42**

5. 2. 1962 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an verschiedene schweizerische Vertretungen*  
DoDiS-30179  
Zusammenfassung der wichtigsten Ergebnisse der Botschafterkonferenz vom 25.-27. Januar 1962, an der die Richtlinien der schweizerischen Integrationspolitik erläutert wurden. Das schweizerische Verhandlungsgesuch an die EWG scheint im Ausland auf positive Resonanz gestossen zu sein.



**43**

7. 2. 1962 *Le Chef du Service juridique du Département politique, E. Diez, au Chef de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper*

DoDiS-19006

Position négative face à la demande du Canada de faire procéder par ses propres fonctionnaires à des inspections des entreprises chimiques suisses. La Suisse se réfère pour cela aux principes de la souveraineté nationale.

**44**

7. 2. 1962 *Der schweizerische Botschafter in Moskau, M. Troendle, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

DoDiS-30154

Lob des ersten Vizeausenministers der Sowjetunion auf die Neutralität der Schweiz und schweizerische Bekräftigung, die staatliche Unabhängigkeit auch im Falle wirtschaftlicher Nachteile zu bewahren. Genugtuung der Sowjetunion über die klare Stellungnahme von Bundesrat H. Schaffner zur Osthandelsfrage. Das Fehlen jeglicher Kritik am Bundesrat im Zusammenhang mit sowjetophoben Manifestationen in der Schweiz lässt vermuten, dass Moskau derzeit besonderes Interesse an der Existenz neutraler Staaten in Europa hat.

**45**

12. 2. 1962 *Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, H. Keller, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

DoDiS-30144

Abriss der erarbeiteten Leitlinien für die technische Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern.

**46**

12. 2. 1962 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

DoDiS-30181

Möglichkeit einer gemeinsamen Haltung (Österreich und Schweiz) gegenüber der EWG. Österreich scheint im Assoziationsprozess weniger weit zu sein als die Schweiz. Verhältnis zwischen Österreich und Russland.

**47**

15. 2. 1962 *Le Délégué aux accords commerciaux, O. Long, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*

DoDiS-30653

Avis négatif sur la conclusion d'un accord tripartite (échanges commerciaux, protection des investissements, coopération technique) avec la Guinée. La Suisse n'aurait actuellement pas d'intérêt majeur à négocier avec Conakry.

**48**

16. 2. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Washington, A. R. Lindt, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

DoDiS-18813

Entretien avec le Chargé des affaires de l'Afrique occidentale du Département d'Etat américain. Est abordée la politique américaine dans cette région. Commentaires sur le climat de guerre froide. Le rôle que la Suisse – en tant que pays neutre – pourrait jouer en Afrique (notamment au Mali et en Guinée) est mis en exergue (surtout par rapport à l'aide technique).

**49**

19. 2. 1962 *Rapport du Service de l'Etat-Major général*

DoDiS-30353

Vue d'ensemble sur les forces agissantes dans la question franco-algérienne. Jugement des chances de succès des différents groupes, notamment l'OAS et le parti communiste, et conséquences politiques d'une escalade des troubles sur la Suisse.

**50**

20. 2. 1962 *Notice interne du Département politique*  
 DoDiS-30537 Reprise des intérêts argentins à Cuba. Problème de l'asile diplomatique. Question de savoir si cette pratique latino-américaine s'applique aussi lors de la reprise des intérêts par une puissance externe au continent.

**51**

23. 2. 1962 *Verhandlungsprotokoll der 14. Sitzung des Bundesrates*  
 DoDiS-30184 Diskussion über die Beteiligung der Schweiz an der UNO-Anleihe. Verschiedene Stellungnahmen.

**52**

5. 3. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Bruxelles, R. Maurice, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen.*  
 DoDiS-30183 Entretien avec P.-H. Spaak, qui est toujours favorable à une adhésion des pays neutres à la CEE plutôt qu'à une association. Il semble tout de même disposé à accepter l'idée d'une intégration économique et non politique.

**53**

5. 3. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
 DoDiS-30285 Résumé d'un entretien avec Ch. de Gaulle. Plaidoyer de ce dernier pour une attitude dure envers l'URSS. Explications sur les difficultés actuelles dans l'intégration européenne, notamment l'adhésion de l'Angleterre, et la perspective d'une défense européenne.

**54**

7. 3. 1962 *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
 DoDiS-18897 Positive Kommentare von einem der wichtigsten Berater des amerikanischen Präsidenten zur schweizerischen Neutralität und den guten Diensten. Kritik wird bezüglich des schweizerischen Bankgeheimnisses geäußert, das den Zufluss «schmutzigen» Geldes begünstige.

**55**

21. 3. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati, au Département politique*  
 DoDiS-10391 Remerciements de M. Couve de Murville à la suite des accords d'Evian.

**56**

21. 3. 1962 *Notice du Délégué aux accords commerciaux, O. Long*  
 DoDiS-10392 Informations sur le départ de la délégation algérienne après la signature des accords d'Evian et sur la suite des opérations.

**57**

26. 3. 1962 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, au Directeur général du Fonds monétaire international, P. Jacobsson*  
 DoDiS-30723 Suite à la demande du FMI, la Suisse est disposée à contribuer à une partie d'un crédit international destiné à soutenir la monnaie américaine. F. T. Wahlen demande cependant à pouvoir discuter les modalités de la contribution helvétique.

**58**

28. 3. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Accra, R. Keller, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*  
 DoDiS-30654 Quatre missionnaires, dont un Suisse, ont été arrêtés en Guinée en février 1962. Démarches de l'Ambassadeur de Suisse pour obtenir la libération ou l'expulsion du ressortissant suisse.

**59**

29. 3. 1962 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30246 Les pourparlers avec une délégation nigérienne ont porté sur la négociation d'un accord reposant sur un texte-type qui doit servir de modèle à des accords similaires avec d'autres pays africains. Indication des amendements discutés et adoptés par rapport à ce texte-type et informations générales sur le Niger.

**60**

31. 3. 1962 *Le Secrétaire général du Département politique, P. Micheli, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30509 Visite de courtoisie du Ministre polonais des Affaires étrangères: les principaux thèmes abordés sont la politique de sécurité globale (désarmement, armes atomiques) et les relations entretenues par la Pologne et la Suisse avec le Marché commun.

**61**

4. 4. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-18957 Industrielle Zusammenarbeit mit Indien und technische Hilfe.

**62**

6. 4. 1962 *Notiz des Delegierten des Bundesrates für Handelsverträge, P. R. Jolles*  
DoDiS-18924 Debatten über die eventuelle Assoziierung der Schweiz an die EWG. Analyse der amerikanischen Stellung angesichts der europäischen Integration.

**63**

9. 4. 1962 *Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles, an verschiedene schweizerische Botschaften*  
DoDiS-30198 Negative amerikanische Reaktionen auf schweizerische Integrationsbemühungen bei der EWG.

**64**

10. 4. 1962 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30202 Unterhaltung zwischen E. Heath und F. T. Wahlen: Die Verhandlungen zwischen der EWG und Grossbritannien sind steckengeblieben. Die Schweiz hat noch keine offizielle Antwort auf ihr Verhandlungsgesuch vom 15. Dezember 1961 bekommen.

**65**

11. 4. 1962 *Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30200 Laut dem Leiter des EFTA-Informationsbüros in Washington sei die amerikanische Regierung dezidiert gegen eine EWG-Beteiligung der neutralen Staaten.

**66**

11. 4. 1962 *Der österreichische Bundesminister für auswärtige Angelegenheiten, B. Kreisky, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30213 Vertrauliche Übermittlung eines Berichtes der österreichischen Botschaft in Washington, der die amerikanischen Widerstände gegen eine Assoziierung der Neutralstaaten mit der EWG darstellt.

**67**

12. 4. 1962 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-10395 Aspects pratiques du séjour en Suisse de la délégation algérienne lors des négociations d'Evian. Tableau des frais et proposition de leurs règlements.

**68**

12. 4. 1962 *Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements,*  
DoDiS-30208 *E. Stopper, an den Bundesrat*  
Richtlinien zur Darlegung der schweizerischen Haltung in der europäischen Integrationsfrage. Mögliche Gestaltung eines Assoziationsabkommens.

**69**

12. 4. 1962 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, à l'Ambassadeur de*  
DoDiS-30410 *Suisse à Paris, A. Soldati*  
Séparation des domaines de la recherche civile et militaire dans le domaine de la recherche spatiale et dans le domaine nucléaire. Cas du CERN et de l'OERS.

**70**

24. 4. 1962 *Le Consul général de Suisse à Léopoldville, R. Boetschi, au Chef de la*  
DoDiS-30218 *Division des organisations internationales du Département politique,*  
*J. Burckhardt*  
Point de vue positif sur les opérations de l'ONU au Congo.

**71**

26. 4. 1962 *Die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements an die schweizerischen diplomatischen Vertretungen*  
DoDiS-10396  
Weisung betreffend das Verhalten gegenüber dem GPRA.

**72**

26. 4. 1962 *Procès-verbal de la séance de la Délégation économique permanente*  
DoDiS-30745  
Examen des dispositions du Traité de Rome qui interfèrent avec la législation et les politiques monétaire et financière helvétiques. Les articles de la Loi sur les banques concernant le contrôle de l'exportation de capitaux et le droit d'établissement des banques, notamment, ou les dispositions du Code des obligations relatives aux actions nominatives semblent incompatibles avec le droit européen. Selon la Direction générale de la Banque nationale suisse, il importe de défendre la souveraineté de la Suisse dans les domaines de la politique monétaire et financière lors des négociations avec la CEE.

**73**

27. 4. 1962 *Der Vorsteher des Politischen Departments, F. T. Wahlen, an den österreichischen Bundesminister für auswärtige Angelegenheiten, B. Kreisky*  
DoDiS-30212  
Ablehnende Haltung des State Department gegenüber einer Assoziation der Neutralstaaten mit der EWG. Fehlende Fortschritte in den diesbezüglichen politischen Verhandlungen.

**74**

2. 5. 1962 *Procès-verbal interne de la séance extraordinaire du Conseil fédéral*  
DoDiS-30217  
Echange de vues au sujet des lignes directrices de la politique d'intégration en vue de la Conférence de l'AELE à Stockholm. Principes d'une proposition des modalités d'une association de la Suisse à la CEE. Incidence de la baisse des droits de douane sur les finances fédérales.

**75**

2. 5. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Accra, R. Keller, au Chef de la Division des*  
DoDiS-30642 *Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*  
Impression de la situation au Togo deux ans après l'indépendance. La Suisse attend l'ouverture de pourparlers pour la conclusion d'un accord de commerce depuis presque un an.

**76**

7. 5. 1962 *Kreisschreiben des Sektionschefs der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, R. Probst, an verschiedene schweizerische Botschaften*  
DoDiS-30465  
Informationen zu den Resultaten der exploratorischen Besprechungen betreffend die ägyptisch-schweizerischen Nationalisierungsverhandlungen.

**77**

11. 5. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-10397  
Mitwirkung der schweizerischen Behörden beim Abschluss des Waffenstillstandes in Algerien.

**78**

14. 5. 1962 *Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, E. Stopper, an die Delegation des Bundesrates für Finanz und Wirtschaft*  
DoDiS-18963  
Unterstützung der indischen Regierung durch das Weltbank-Konsortium. Die Schweiz könnte diesem Konsortium beitreten, um Indien technische Hilfe zu gewähren.

**79**

14. 5. 1962 *Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, H. Keller, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30252  
Wachsendes Interesse Ghanas und Nigerias an schweizerischer technischer Hilfe. Private Schweizer Organisationen hätten in beiden Ländern gute Voraussetzungen für neue Aktionen seitens der Bundesbehörden geschaffen.

**80**

15. 5. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30148  
Darlegungen zu Grundsätzen, Motiven, Kanälen und Organisation der schweizerischen technischen Zusammenarbeit.

**81**

25. 5. 1962 *Der Sektionschef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, R. Probst, an den schweizerischen Botschafter in Paris, A. Soldati*  
DoDiS-30354  
Informationen zu vorbereiteten Massnahmen zur Repatriierung heimkehrwilliger Algerischschweizer. Organisation von Swissairtransporten und Zurverfügungstellung von Möglichkeiten zur Aufbewahrung von Mobilien in Algerien.

**82**

5. 6. 1962 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30295  
L'attitude de Ch. de Gaulle envers l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE n'est pas partagée par l'ensemble des hauts fonctionnaires français. Aucune objection de principe contre l'association des neutres du côté français.

**83**

5. 6. 1962 *Das Präsidium der Schweizerischen Bankiervereinigung an den Bundesrat*  
DoDiS-30715  
Reaktion der SBV auf den Bericht des Bundesrates zur Motion Eggenberger betreffend Steuerdefraudation. Empörung der Vereinigung über den Wortlaut des Berichtes – insbesondere über dessen Ausführungen zum Bankgeheimnis –, der die schweizerische Position in den EWG-Verhandlungen schwäche.

**84**

6. 6. 1962 *Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements,*  
DoDiS-19021 *E. Stopper, an den Delegierten für Technische Zusammenarbeit, H. Keller*  
Entsendung einer technischen Handelsmission nach Thailand: Entsendungen solcher offizieller Handelsmissionen würden eine neue Art der Exportförderung darstellen.

**85**

19. 6. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Bruxelles, R. Maurice, au Secrétaire général*  
DoDiS-30589 *du Département politique, P. Micheli*  
Résumé des différents points de vue (rwandais/burundais, belge, onusien) prononcés lors du débat à l'ONU au sujet de l'indépendance du Rwanda et du Burundi. Est notamment traitée la question de la présence de troupes étrangères dans ces futurs Etats indépendants.

**86**

25. 6. 1962 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, au Conseil fédéral*  
DoDiS-30357 *Suite à une demande de contributions financières de la part du HCR pour l'action de rapatriement des réfugiés algériens, le Département politique propose de libérer une somme de 225'000 francs à cette fin.*

**87**

29. 6. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30561 *Erläuterung der einschlägigen Boykottbestimmungen der arabischen Liga gegenüber Firmen, die Geschäftsverkehr mit Israel unterhalten, sowie der Frage, inwiefern ein Abbruch der Geschäftsbeziehungen mit Israel einen israelischen Gegenboykott zur Folge haben könnte.*

**88**

5. 7. 1962 *Der schweizerische Botschafter in Moskau, M. Troendle, an den Vorsteher*  
DoDiS-30156 *des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
Gespräch über den Verlauf der sowjetisch-österreichischen Gespräche und die Haltung der sowjetischen Regierung gegenüber dem Verhältnis zwischen Österreich und der EWG. Österreich erachtet das in Moskau und zuvor in Paris gefundene Wohlwollen als Ermunterung seines Bestrebens, auf wirtschaftlicher Basis einen modus vivendi mit der EWG zu erreichen.

**89**

12. 7. 1962 *Notiz des Chefs der Abteilung für internationale Organisationen des*  
DoDiS-30220 *Politischen Departements, J. Burckhardt*  
Überblick über die Lage im Kongo. Die Schweiz wird gebeten, an der Anleihe der UNO teilzunehmen, um die Aktivitäten der Organisation zu unterstützen. Kommentare zum europäischen Sitz in Genf.

**90**

14. 7. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30135 *Diskussion über die mögliche Anwesenheit des Bundespräsidenten an der Verleihung des Balzan-Preises in Rom und allfällige politische Implikationen.*

**91**

20. 7. 1962 *L'Ambassadeur à Paris, A. Soldati, au Secrétaire général du Département*  
DoDiS-30740 *politique, P. Micheli*  
Question du secret bancaire et son rôle dans la position helvétique sur l'intégration européenne. Importance du secret bancaire helvétique pour les dirigeants économiques et politiques français.

**92**

23. 7. 1962 *Das Politische Departement an die polnische Botschaft in Bern*  
DoDiS-30510 Abschluss der ersten Etappe der schweizerisch-polnischen Wirtschafts-  
verhandlungen. Die im Zentrum stehende Frage nach der Entschädigung  
der schweizerischen Interessen in Polen konnte keiner Lösung zugeführt  
werden.

**93**

24. 7. 1962 *Le Chef de la Division des organisations internationales du Département*  
DoDiS-18880 *politique, J. Burckhardt, à l'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati*  
Appréciation des résultats obtenus à la Conférence du Laos.

**94**

26. 7. 1962 *Le Ministre de Suisse à Paris, A. Soldati, au Chef du Département politique,*  
DoDiS-30277 *F. T. Wahlen*  
Position française sur l'association à la CEE. Existence de deux courants  
de pensée. Réseaux «fédéralistes» et leurs connexions aux USA. Plans  
de formation d'une Confédération atlantique. Problème du secret  
bancaire et point de vue américain à son sujet.

**95**

30. 7. 1962 *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an den Vor-*  
DoDiS-30278 *steher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
Gründe für den amerikanischen Widerstand gegen die Assoziierung der  
neutralen Staaten mit der EWG.

**96**

- \*. 8. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30149 Ausführungen zu Grundsätzen, Methoden und behördlicher Organisa-  
tion der bilateralen technischen Zusammenarbeit der Schweiz.

**97**

7. 8. 1962 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-18977 Explications concernant l'exportation de matériel de guerre vers l'In-  
donésie.

**98**

10. 8. 1962 *Note au Service juridique du Département politique*  
DoDiS-18990 Le séquestre des avoirs appartenant à la banque Sturzenegger & Cie  
au Canada est directement lié à l'affaire Interhandel, laquelle affecte  
fortement les relations avec les USA.

**99**

23. 8. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30264 Zurückhaltung gegenüber der Absicht Spaniens, einen Polizeibeamten  
in der Botschaft in Bern einzusetzen. Diese Massnahme liesse eine  
politische Überwachung der in der Schweiz arbeitenden Spanier be-  
fürchten.

**100**

13. 9. 1962 *Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner, an den*  
DoDiS-19042 *Bundesrat*  
Verständigung bezüglich der Aufhebung des 1945 abgeschlossenen  
Verrechnungsabkommens mit der Türkei. Bei dieser Gelegenheit wird  
eine Übersicht der Geschichte der schweizerisch-türkischen Handels-  
beziehungen gegeben.

**101**

21. 9. 1962 *Le Délégué aux accords commerciaux, O. Long, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen, et au Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*

Point de vue français sur l'intégration européenne. Manœuvres pour freiner l'association de la Grande-Bretagne à la CEE.

**102**

24. 9. 1962 *Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, au Conseil des Ministres de la Communauté économique européenne*

La Suisse propose des négociations en vue d'une association à la CEE, au sens de l'article 238 du Traité de Rome.

**103**

9. 10. 1962 *Notiz des Chefs des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit, M. Holzer*

Wiederaufnahme der Verhandlungen über die Zuwanderung italienischer Fremdarbeiter in die Schweiz. Das Ergebnis dieser Verhandlungen hängt von der Unterzeichnung eines Abkommens über die Sozialversicherungen ab. Die Schweiz ist im Zusammenhang mit dem bei der EWG hängigen Assoziationsgesuch konzessionsbereit.

**104**

10. 10. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*

DoDiS-30687 Eine ruandische Delegation interessiert sich bei einem Besuch in Bern für die schweizerische Entwicklungshilfe, insbesondere auf dem Gebiet des Fremdenverkehrs. Ein entsprechendes offizielles Gesuch soll wohlwollend geprüft werden.

**105**

12. 10. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*

DoDiS-30289 Wegen des Widerstands der Bundesbehörden verzichtet die spanische Botschaft in Bern auf die Anstellung eines eigenen Polizeibeamten in der Schweiz. Dieser wäre beauftragt gewesen, die politische Tätigkeit der spanischen Arbeiter zu überwachen.

**106**

23. 10. 1962 *Das Politische Departement an den schweizerischen Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer*

Der Staatssekretär der Vereinigten Staaten bittet den schweizerischen Botschafter, «aus eigener Initiative» Kontakt mit F. Castro aufzunehmen und diesem zu signalisieren, dass die USA zu Verhandlungen mit einem unabhängigen Kuba bereit wären.

**107**

26. 10. 1962 *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an das Politische Departement*

DoDiS-30223 Informationen zur Lage in Kuba: Washington sei zu Verhandlungen bereit, die sich aber nicht in die Länge ziehen dürften; für diplomatische Schritte stehe wenig Zeit zur Verfügung. Klar sei, dass die Basen nicht in kubanischer sondern in russischer Hand seien.

**108**

30. 10. 1962 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den Bundesrat*

DoDiS-30478 Befürchtungen bezüglich der politischen Tätigkeit der spanischen Arbeiter in der Schweiz und der Rolle einiger schweizerischer Organisationen und Persönlichkeiten, die sich gegen das Franco-Regime einsetzen.



**109**

31. 10. 1962 *Le Chef de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail,*  
DoDiS-30012 *M. Holzer, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*

Les employeurs suisses font part d'un intérêt croissant pour la main-d'œuvre yougoslave et adressent de nombreuses demandes aux représentations suisses en Yougoslavie. Berne n'entend cependant pas modifier sa politique d'immigration et refuse d'accorder des contingents supplémentaires.

**110**

31. 10. 1962 *Le Conseil fédéral aux Etats signataires des Conventions de Genève*  
DoDiS-30441

Suite au report de deux ans de la Conférence internationale du CICR, décrété à cause du problème de la non-reconnaissance de la Croix-Rouge nationaliste par la Chine communiste, le Conseil fédéral adresse un appel à tous les pays signataires des Conventions de Genève pour rappeler leur caractère universel et humanitaire.

**111**

5. 11. 1962 *Bericht des Politischen Departements*

DoDiS-18923 Schweizerisches Verhalten gegenüber Peking bzw. Taipeh vor allem bei den Abstimmungen über die Aufnahme der geteilten Länder in internationale Organisationen.

**112**

5. 11. 1962 *Interne Notiz des Politischen Departements*

DoDiS-30300 Negative Haltung der amerikanischen Regierung zum Assoziationsgesuch der Schweiz an die EWG. Vorbereitung der Kennedy-Runde.

**113**

9. 11. 1962 *Procès-verbal interne de la 73<sup>e</sup> séance du Conseil fédéral du 9 novembre*  
DoDiS-30390 *1962*

Discussion autour de l'éventuelle mission de contrôle du CICR à Cuba. De l'avis général, il ne faudrait pas que le CICR accepte ce mandat.

**114**

14. 11. 1962 *Notice interne du Département politique sur les télécommunications*  
DoDiS-30459 *et l'espace*

Tour d'horizon des projets relatifs au développement des télécommunications spatiales en Europe et aux Etats-Unis. Position de la Suisse.

**115**

23. 11. 1962 *Notice interne du Département politique*

DoDiS-30593 Conditions de la participation de la Suisse au centre de développement de l'OCDE.

**116**

26. 11. 1962 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den General-*  
DoDiS-30199 *direktor der Schweizerischen Kreditanstalt, E. Reinhardt*

Intéresse Wahlens für die geplante Beteiligung der Kreditanstalt an der Gründung afrikanischer Banken; mögliche Entsendung von Finanz- und Bankexperten im Rahmen der bilateralen Hilfe an Entwicklungsländer.

**117**

26. 11. 1962 *L'Ambassadeur de Suisse à Londres, A. Daeniker, au chef du Bureau de*  
DoDiS-30302 *l'intégration, P. R. Jolles*

Etat de l'opinion publique en Grande-Bretagne au sujet des négociations entre la Suisse et la CEE. Organisation éventuelle de voyages en Suisse de journalistes anglais influents.

**118**

1. 12. 1962 *Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements, R. Bonvin, an den Bundesrat*  
DoDiS-30726  
Nach Verhandlungen mit dem IWF wird die Schweiz bilaterale Abkommen zur Unterstützung fremder Währungen mit Grossbritannien und den Vereinigten Staaten unterzeichnen. Gründe und Prozesse, die zu diesem Entschluss geführt haben.

**119**

28. 12. 1962 *Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner, au Conseil fédéral*  
DoDiS-30608  
Signature de l'accord de commerce Suisse-Cameroun.

**120**

4. 1. 1963 *Le Président de la Confédération, W. Spühler, au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, L. Benvenuti*  
DoDiS-30487  
Demande d'adhésion de la Suisse au Conseil de l'Europe.

**121**

10. 1. 1963 *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an das Politische Departement*  
DoDiS-30391  
Gespräch mit dem Staatssekretär, welcher der Schweiz für die Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba dankt. Angesprochen werden auch der Fall Interhandel und die Integrationsprozesse.

**122**

15. 1. 1963 *Aktennotiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
DoDiS-18927  
Der chinesische Botschafter berichtet über die wirtschaftlichen Schwierigkeiten Chinas.

**123**

15. 1. 1963 *Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles, an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, und an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner*  
DoDiS-30306  
Rede von Ch. de Gaulle zur britischen Integration in die EWG. Beurteilung der Frage, wie das Integrationsbureau reagieren kann.

**124**

16. 1. 1963 *Der schweizerische Botschaftsrat in Washington, H. K. Frey, an das Politische Departement*  
DoDiS-18877  
Überblick der Fragen der europäischen Integration und der Sicherheitspolitik in Europa: Problem der Nuklearwaffen; Haltung der USA gegenüber Deutschland; Kommentare zur EWG und deren Erweiterung.

**125**

18. 1. 1963 *Procès-verbal interne de la 4<sup>e</sup> séance du Conseil fédéral du 18 janvier 1963*  
DoDiS-30308  
Déclaration de Ch. de Gaulle au sujet de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE et conséquences pour la Suisse. Problème de la surchauffe en Suisse, ses origines; lien entre les deux problèmes.

**126**

31. 1. 1963 *Le Secrétaire général du Département politique, P. Micheli, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
DoDiS-18942  
Echange de vues sur l'intégration européenne et la position de la Suisse. La question de la création d'une éventuelle force armée de l'ONU ainsi que la situation au Moyen-Orient sont également abordées. Mention de l'affaire Interhandel.

**127**

31. 1. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard, au Délégué à la coopération technique, H. Keller*  
DoDiS-30370  
Après le départ massif des Européens, l'Algérie fait face à un manque de cadres dans divers secteurs. L'assistance technique suisse devrait surtout porter sur la formation des cadres, notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'information.

**128**

4. 2. 1963 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30474 Intentions américaines en matière de télécommunications spatiales.

**129**

5. 2. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à New Delhi, J.-A. Cuttat, au Chef de la Division des organisations internationales du Département politique, J. Burckhardt*  
DoDiS-18991  
Réflexions sur le projet d'accueillir en Suisse des réfugiés tibétains.

**130**

7. 2. 1963 *Protokoll der Besprechung der Chefbeamten des Politischen Departements*  
DoDiS-30316  
Nach den Äusserungen von Ch. de Gaulle zum Beitritts-gesuch Grossbritanniens scheint eine schweizerische Assoziierung mit der EWG kaum mehr möglich. Reaktivierung der EFTA. Europapolitik der Vereinigten Staaten.

**131**

12. 2. 1963 *Verhandlungsprotokoll der 11. Sitzung des Bundesrates*  
DoDiS-30327  
Besprechung der Frage, ob die Schweiz ihr Assoziations-gesuch nach dem Scheitern der britischen EWG-Verhandlungen zurückziehen soll. Diskussion alternativer Lösungen sowie der Positionierung der Schweiz in der EFTA.

**132**

12. 2. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper*  
DoDiS-30376  
Pour fixer le cadre des futures relations commerciales algéro-suisse, deux possibilités sont envisagées: la conclusion d'un triple accord (échanges commerciaux, coopération technique, protection des investissements) ou celle d'un accord commercial provisoire renouvelable.

**133**

13. 2. 1963 *Interne Notiz des Justiz- und Polizeidepartements*  
DoDiS-30249  
Bezüglich Auslandsverbindungen der Bundespolizei wird der Informationsaustausch mit dem Ausland als Priorität bezeichnet.

**134**

15. 2. 1963 *Le Vice-Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Moser, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*  
DoDiS-30378  
Avis sur l'ampleur des négociations bilatérales éventuelles avec l'Algérie. Si négociation il y a, il faudrait l'étendre sur tous les domaines où la Suisse a des intérêts à défendre.

**135**

15. 2. 1963 *Le Délégué aux accords commerciaux, O. Long, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper*  
DoDiS-30705  
Dans les négociations commerciales avec la France, la Suisse attend de savoir si l'Algérie envisage de continuer à effectuer la vente de son vin par l'intermédiaire de la France.

**136**

21. 2. 1963 *Procès verbal de la séance de la commission des Affaires étrangères du Conseil national*  
DoDiS-30328

Situation internationale. Position de la Suisse après l'échec des négociations d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Réactions en Suisse. Conférence ministérielle de l'AELE.

**137**

26. 2. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*  
DoDiS-30731

Explications sur le rôle du CICR en faveur des personnes disparues ou détenues en Algérie. La situation des harkis. Allusions aux liens existant entre Cuba et l'Algérie.

**138**

7. 3. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*

DoDiS-18891 Beilegung der Interhandel-Affäre: Abschluss eines Vergleichs, der verschiedene Reaktionen hervorruft.

**139**

12. 3. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Bruxelles, J.-L. Pahud, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30590

Entretien avec P.-H. Spaak, notamment sur la situation politique au Moyen-Orient et la crise de la CEE.

**140**

12. 3. 1963 *La Banque nationale suisse aux représentations diplomatiques suisses*

DoDiS-30751 Informations sur l'afflux de capitaux et leurs origines. Passage en revue des diverses mesures prises pour protéger l'économie helvétique des effets de cet afflux. Explication détaillée des mesures prises en accord avec le FMI, la BRI et la Federal Reserve Bank pour éviter une appréciation du franc suisse (swaps).

**141**

13. 3. 1963 *Le Département politique à l'Ambassade de Suisse à Washington*

DoDiS-30238 Problème de la circulation de l'information entre la puissance protectrice et le mandant.

**142**

15. 3. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30317

Conversation avec J. Monnet, qui exprime son avis sur la rupture avec l'Angleterre, la nécessité d'une défense nucléaire des nations européennes, l'évolution du Chancelier allemand dans le sens de l'Europe gaulliste et la position prise par la Communauté des Six à l'égard de l'association des neutres.

**143**

17. 3. 1963 *Notice interne du Département politique*

DoDiS-30396 Etat des négociations avec les autorités tchécoslovaques concernant l'indemnisation des intérêts suisses.

**144**

4. 4. 1963 *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. Zehnder, an das Politische Departement*  
DoDiS-18902

Unterhaltung mit J. F. Kennedy anlässlich der Überreichung der Beglaubigungsschreiben. Kennedy zeigt sich dankbar für die Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba durch die Schweiz. Garantien für eine gute Weiterführung der Handelsbeziehungen.

**145**

10. 4. 1963 *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den Bundesrat*  
DoDiS-30665

Das EPD legt dem Bundesrat den Text des mit Liberia ausgehandelten Freundschaftsvertrags zur Zustimmung vor.

**146**

11. 4. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*

DoDiS-18768 Die Bundesbehörden haben sich einverstanden erklärt, den Transport italienischer Fremdarbeiter zu den Parlamentswahlen in Italien zu organisieren. Falls logistische Schwierigkeiten auftauchen, wird Kritik von italienischen Gewerkschafts- und Regierungskreisen befürchtet.

**147**

16. 4. 1963 *Der schweizerische Generalkonsul in New York, H. W. Gasser, an den Sektionschef des Rechtsdienstes des Politischen Departements, E. Diez*  
DoDiS-30752

Vermögen rassisch oder religiös verfolgter Ausländer oder Staatenloser: Nach Veröffentlichung des Bundesbeschlusses über herrenlose Vermögen ist laut Schätzungen in New York mit Zehntausenden von Anmeldungen für die Geltendmachung von Ansprüchen zu rechnen.

**148**

30. 4. 1963 *Der schweizerische Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer, an das Politische Departement*  
DoDiS-18933

Gespräch mit F. Castro, der erneut die Absicht äussert, einen Besuch in der Schweiz machen zu wollen. Diskussion der Rolle des IKRK und der eventuellen Verstaatlichung der Nestlé-Fabriken in Kuba.

**149**

6. 5. 1963 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

DoDiS-30242 Entgegen dem Wunsch der UNO will die Schweiz keine militärischen Instruktoren in den Kongo schicken. Gleichzeitig werden verschiedene administrative Fragen angesprochen, die sich für die Schweiz im Zusammenhang mit Teilnahmen an Aktionen der Spezialorganisationen der UNO stellen.

**150**

16. 5. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*

DoDiS-18767 Die schweizerische Bankiervereinigung hat eine Umfrage zur Ermittlung der von der Nationalisierung der italienischen Elektroindustrie betroffenen schweizerischen Interessen durchgeführt. Es scheint um Werte in der Höhe von mindestens 260 Millionen Franken zu gehen, allerdings hat sich eine grosse, nicht namentlich genannte Bank geweigert, Angaben zu liefern. Mit der italienischen Nationalbank wird eine Entschädigungslösung diskutiert.

**151**

29. 5. 1963 *Interne Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

DoDiS-30343 Stand der EWG-Assoziationsgesuche der neutralen Staaten: Die Begehren werden weiterhin als pendent betrachtet. Gedanken zu Österreich sowie den Beziehungen zwischen EWG und EFTA.

**152**

29. 5. 1963 *Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, A. R. Lindt, an den schweizerischen Botschafter in Beirut, G. Keel*  
DoDiS-30562

Erfolgermittlung der schweizerischen bilateralen technischen Zusammenarbeit: Der Delegierte für technische Zusammenarbeit fordert zahlreiche schweizerische Auslandsvertretungen zur Mitarbeit bei der Überprüfung des bisher auf dem Feld der Entwicklungszusammenarbeit Erreichten auf.

**153**

10. 6. 1963 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30258 Exposé sur les différentes possibilités d'assistance discutées avec le gouvernement rwandais. La Suisse propose notamment son aide pour l'établissement et la gestion d'une société coopérative rwandaise.

**154**

13. 6. 1963 *Procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 21 juin 1963*  
DoDiS-30423 Le Conseil fédéral approuve le versement d'une somme de 355'320 francs français au titre de sa participation au programme spatial européen. Composition de la commission chargée de représenter la Suisse lors de la conférence chargée de cette troisième prorogation, le 21 juin à Paris.

**155**

14. 6. 1963 *Interne Notiz des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit*  
DoDiS-30019 Neue Sichtweisen zur Rekrutierung ausländischer Arbeitskräfte. In Erwartung einer möglichen Rezession ist ein neues Abkommen zu vermeiden. Überblick über die wichtigsten Herkunftsländer der Arbeitskräfte.

**156**

18. 6. 1963 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30405 Le principe de l'abolition du visa avec l'Algérie, comme avec les autres pays du Maghreb, est acquis, mais la suppression réciproque des visas ne pourra devenir effective avant l'installation d'une représentation diplomatique de l'Algérie en Suisse.

**157**

25. 6. 1963 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-19038 Le dirigeant suisse de la filiale à Istanbul de la firme zurichoise Hochstrasser & Cie est condamné à 15 ans de réclusion pour de soi-disant détournements de fonds dans le cadre de transactions commerciales. Les autorités fédérales tentent d'intervenir en sa faveur.

**158**

27. 6. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-18988 Der Bund übernimmt vom IKRK die Aufgabe der Betreuung der tibetischen Flüchtlinge in Nepal und unterstützt das Schweizerische Hilfswerk für aussereuropäische Gebiete im Bereich der begonnenen Entwicklungsprojekte.

**159**

12. 7. 1963 *Notice interne du Département de l'Economie publique*  
DoDiS-30418 Un accord commercial, semblable à ceux déjà conclus avec d'autres pays africains, est conclu entre l'Algérie et la Suisse; les accords concernant la protection des investissements et la coopération technique ne sont pas encore conclus. Le DFEP est autorisé à poursuivre les pourparlers.

**160**

19. 7. 1963 *Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles, an verschiedene schweizerische Vertretungen*  
DoDiS-30349 Assoziationsverhandlungen zwischen Österreich und der EWG sowie deren Bedeutung für die Schweiz. Das EPD bittet die schweizerischen Vertretungen in der EWG um Informationen zu den politischen und wirtschaftlichen Interessen dieser Länder im Hinblick auf die Assoziation von Österreich.

**161**

24. 7. 1963 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*  
 DoDiS-30066 Die Verhandlungen zwischen der SKA und Österreich um eine Anleihe über 50 Mio. Franken stecken in einer Sackgasse. Laut Erklärung der SKA intervenierten der Vorort und einzelne Firmen aufgrund der Umsatzsteuerfrage und in der Hoffnung, Druck auch auf die deutschen Steuerbehörden ausüben zu können, gegen die Anleihe.

**162**

26. 7. 1963 *Notice interne du Département politique*  
 DoDiS-30326 Prise de position de M. Couve de Murville sur l'accord nucléaire paraphé à Moscou le 25 juillet, sur l'Angleterre et le Marché commun, l'association des petits pays de l'AELE, le Kennedy-Round et le dollar américain.

**163**

26. 7. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Dakar, J.-J. de Tribolet, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
 DoDiS-30618 Tour d'horizon de la politique du Sénégal à l'égard de ses voisins; position dans le conflit entre le Portugal et les mouvements de libération nationale en Guinée-Bissau; sauvegarde par la Suisse des intérêts portugais au Sénégal.

**164**

28. 7. 1963 *Le Conseiller d'Ambassade suisse à La Havane, Ch. Masset, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*  
 DoDiS-18955 Par mesure de représailles au gel des avoirs cubains aux USA, le gouvernement cubain a tenté de prendre possession des locaux de l'Ambassade des USA à La Havane, placés sous la protection de la Suisse. Le rôle de l'Ambassade de Suisse dans cette affaire est détaillé.

**165**

29. 7. 1963 *Notice interne du Département politique*  
 DoDiS-30602 La Suisse est priée d'adhérer à l'accord nucléaire du 25 juillet 1963.

**166**

20. 8. 1963 *L'Ambassade de Suisse à Paris au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*  
 DoDiS-30607 La position de la France sur une éventuelle adhésion de la Suisse à l'accord du 25 juillet 1963.

**167**

23. 8. 1963 *Verhandlungsprotokoll der 55. Sitzung des Bundesrates*  
 DoDiS-30595 Diskussion über einen allfälligen Beitritt der Schweiz zum Moskauer Abkommen über das teilweise Verbot von Kernwaffenexperimenten.

**168**

26. 8. 1963 *Der schweizerische Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, P. Micheli*  
 DoDiS-30262 Verschiedene Vorsprachen betreffend die Verstaatlichung der Nestlé-Werke in Kuba und die Entschädigung für die Verwendung deren Marken. Kubanisches Interesse an einer Abmachung über die Weiterbenutzung der Nestlé-Marken durch das verstaatlichte Unternehmen.

**169**

30. 8. 1963 *Procès-verbal interne de la 57<sup>e</sup> séance du Conseil fédéral*  
 DoDiS-18960 La surveillance des travailleurs italiens quant à leur éventuelle activité politique en Suisse (propagande communiste) suscite de nombreuses réactions en Italie. L'importance de ces travailleurs pour l'économie suisse est telle qu'il convient d'apaiser la situation.

**170**

3. 9. 1963 *Notiz des Generalsekretärs des Politischen Departements, P. Micheli, an DoDiS-18765*  
*Notiz des Vorsteher des Eidg. Departements des Innern, H. P. Tschudi*  
 Reaktion der italienischen Presse auf die Ausweisung italienischer Kommunisten aus der Schweiz.

**171**

9. 9. 1963 *Der schweizerische Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer, an das Politische Departement*  
 DoDiS-30348 Unterhaltung mit F. Castro, anlässlich eines brasilianischen Empfangs, über das Blockierungsdekret und die Nationalisierung der früheren Kanzlei der USA.

**172**

3. 10. 1963 *Der Delegierte des Bundesrates für Handelsverträge, A. Weitnauer, an den DoDiS-18878*  
*schweizerischen Botschafter in Washington, A. Zehnder*  
 Ablehnung einer Überwachung der Heilmittelproduktion in der Schweiz durch amerikanische Inspektoren. Zwar hat sich die Schweiz kürzlich beim Kauf von amerikanischen Raketen zu Kontrollen verpflichten müssen, sie will diese Zulassung aber nicht auf weitere Wirtschaftssektoren ausdehnen.

**173**

8. 10. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse au Caire, R. Maurice, au Directeur de la Division DoDiS-30484*  
*du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper*  
 Evaluation d'une reprise des pourparlers avec l'Egypte. Volonté de négocier indéniable chez les interlocuteurs égyptiens, mais climat moins favorable que lors des dernières négociations.

**174**

30. 10. 1963 *Notice interne du Département politique*  
 DoDiS-30415 Exposé sur l'Afrique du Sud et sa volonté d'assurer sa défense militaire. Des canons de DCA ont été commandés à la firme «Oerlikon Bührle», mais Pretoria souhaiterait également acheter des licences de fabrication. Le Conseil fédéral doit se prononcer sur ces questions.

**175**

1. 11. 1963 *Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Colombo, Th. Curchod, au Délégué DoDiS-18941*  
*à la coopération technique, A. R. Lindt*  
 Ceylan fait appel à la Suisse concernant la promotion du tourisme.

**176**

4. 11. 1963 *Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank an die Abteilung für DoDiS-30463*  
*Politische Angelegenheiten des Politischen Departements*  
 Bemerkungen der Schweizerischen Nationalbank betreffend das Aufenthaltsgesuch eines spanischen Financiers. Angesichts dessen Beziehungen zur Familie Trujillo sollte das Gesuch abgelehnt werden.



**177**

14. 11. 1963 *Der schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, E. Thalmann, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, P. Micheli*  
DoDiS-18900  
UN-Untersuchungskommission für Vietnam: Dank der UNO für die von der Schweiz geleisteten guten Dienste. Schweizerischerseits wird die Aktion hoch eingeschätzt, da sich in ihr die Verbindung von Neutralität und Nicht-Mitgliedschaft bei der UNO bewährt habe.

**178**

19. 11. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-18884  
Zusammenfassung der Streitigkeiten um die schweizerischen Uhrenaufnahmen nach den USA. Geschichtlicher Abriss der amerikanischen «escape clause» und deren Auswirkungen auf den bilateralen Handelsverkehr. Anspielungen auf die Rolle der Schweiz im GATT.

**179**

25. 11. 1963 *Der Delegierte des Bundesrates für Handelsverträge, A. Weitnauer, an die schweizerische Botschaft in Washington*  
DoDiS-18885  
Bundesrat H. Schaffner unterhält sich mit dem hohen amerikanischen Beamten M. W. Blumenthal über verschiedene Handelsfragen (Uhrenaufnahme und GATT-Verhandlungen), als beide über den Tod des Präsidenten J. F. Kennedy informiert werden.

**180**

29. 11. 1963 *Notice du Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*  
DoDiS-18770  
Au sujet de l'accord bilatéral sur les assurances sociales: dans le contexte politique de l'ouverture à gauche en Italie et des tensions sociales dans ce pays, une rapide ratification par la Suisse de cet accord constituerait un geste qui serait infiniment approuvé à Rome.

**181**

29. 11. 1963 *Notiz der schweizerischen Botschaft in Washington*  
DoDiS-18903  
Allgemeine Betrachtungen zu den schweizerisch-amerikanischen Beziehungen. Diskussion der in die Kennedy-Runde einzubeziehenden Frage der Uhrenzölle, der Haltung der Schweiz zur EWG sowie des amerikanischen Entscheids, die Konsulate in Basel und Genf zu schliessen.

**182**

30. 11. 1963 *Notice interne du Département politique*  
DoDiS-30703  
Discussion au sujet des courants commerciaux entre la France et la Suisse. A la demande suisse d'obtenir une augmentation du contingent fromage de 1200 tonnes s'oppose le vœu français de pouvoir exporter 100'000 hl de vin de plus.

**183**

6. 12. 1963 *Notiz des Vorstehers des Politischen Departments, F. T. Wahlen*  
DoDiS-30364  
Aufenthalt von Bundesrat F. T. Wahlen in Washington. Mitarbeit der Schweiz im DAC, beim TAB und bei der FAO.

**184**

6. 12. 1963 *L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper*  
DoDiS-30413  
Entretiens avec des représentants du gouvernement algérien: état actuel des différents aspects des négociations algéro-suissees. Reprise possible de ces dernières début 1964.

**185**

10. 12. 1963 *Notice de l'Ambassade de Suisse à Alger*  
DoDiS-30419 Entretien avec le chef du Service juridique du Ministère algérien des Affaires étrangères sur la nationalisation et les biens vacants; suggestion d'aborder ce problème lors de la reprise des négociations algéro-suissees.

**186**

13. 12. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30622 Interne Diskussion des Schlussberichtes der Kommission für Vorauszahlungen an schweizerische Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung.

**187**

16. 12. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30436 Reaktionen des südafrikanischen Botschafters auf die Erklärungen von Bundesrat F. T. Wahlen zu den Kriegsmaterialexporten nach Südafrika. Erläuterungen zur Apartheidpolitik.

**188**

19. 12. 1963 *Interne Notiz des Politischen Departements*  
DoDiS-30486 Sudanaktien Schmidheiny: Nach einer Unterredung M. Schmidheiny's mit dem Botschafter der VAR, F. El-Dib, scheint eine Lösung ausserhalb der offiziellen schweizerisch-ägyptischen Nationalisierungsverhandlungen möglich.

V. DOCUMENTS / DOKUMENTE / DOCUMENTI

## 1

E 2001(E)1976/17/316  
[DoDiS-18879]

*Der Vizedirektor der Steuerverwaltung des Finanz- und Zolldepartements,  
K. Locher, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner*

Kopie  
S

Bern, 5. Juli 1961

Sie haben mir heute einen Bericht<sup>1</sup> des Business International mit Auszügen über «Hearings» des «Ways and Means Committee» in Washington<sup>2</sup> mit der Bitte zugestellt, Ihnen gelegentlich meine Ansicht zu der in diesen «Hearings»<sup>3</sup> angezogenen Frage bekanntzugeben. Ich komme Ihrem Wunsche gerne nach und beehre mich, Ihnen zusammenfassend folgendes mitzuteilen:

1. Amerikanische Gesellschaften unterliegen für ihr ganzes Einkommen aus amerikanischen und ausländischen Quellen der amerikanischen Bundeseinkommenssteuer. Diese Steuer zerfällt in eine «normal tax» von 30% und eine «surtax» von 22% des 25'000 \$ übersteigenden steuerbaren Reineinkommens. Gesellschaftsgewinne von über 25'000 \$ unterliegen mithin stets einer Steuer von 52%. Diese hohe steuerliche Belastung der Gesellschaftsgewinne einerseits und die Tatsache andererseits, dass sich die amerikanische Industrie genötigt sieht, ihre Investitionen im Auslande selbst zu finanzieren, haben zahlreiche amerikanische Unternehmungen veranlasst, ausserhalb Amerikas Tochtergesellschaften zu gründen. Allein in der Schweiz sind in den letzten 3–4 Jahren ca. 400 solcher amerikanischer «base companies» errichtet worden, wovon etwa die Hälfte in Genf. Diese Gesellschaften befassen sich hauptsächlich mit der Vereinnahmung von Dividenden, Zinsen, Lizenzgebühren, Beratungshonoraren, Verkaufsgewinnen u. dgl. von anderen ausseramerikanischen Tochtergesellschaften des Konzerns, speichern diese Gewinne auf oder benützen sie zur Reinvestierung ausserhalb Amerikas. Da die schweizerische «base company» aller Regel nach keine Dividenden an ihre amerikanische Muttergesellschaft ausrichtet, fliesst dieser kein Einkommen zu; mit anderen Worten, die in der schweizerischen Gesellschaft aufgespeicherten Gewinne sind der amerikanischen Bundeseinkommenssteuer nicht unterworfen. Eine Besteuerung tritt erst in dem Zeitpunkt ein, wo einmal eine Dividende ausgerichtet wird (das kann im Zeitpunkt der Liquidation der schweizerischen Gesellschaft der Fall sein).

Die in der Schweiz errichteten Tochtergesellschaften amerikanischer Konzerne unterliegen hier auf ihren Gesellschaftsgewinnen der eidgenös-

---

1. Nicht ermittelt.

2. Siehe dazu das Schreiben von A. R. Lindt an R. Kohli und an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 8. Mai 1961, E 7110(-)1972/32/133. Die Beilagen dieses Schreibens wurden wahrscheinlich von H. Schaffner an K. Locher weitergeleitet.

3. Zum kompletten veröffentlichten Text der Hearings conducted by Committee on Ways and Means vom 3. Mai 1961 vgl. E 2200.36(-)1976/154/154.

sischen Wehrsteuer (mit einem Maximalsatz von 8%). Sie unterlägen ferner den ordentlichen Kantons- und Gemeindesteuern, die aller Regel nach ein Mehrfaches der Wehrsteuerbelastung ausmachen würden. Dem Beispiel des Kantons Genf folgend hat nun die Mehrzahl der schweizerischen Kantone für sog. Sitz-, Domizil-, Hilfs- und Verwaltungsgesellschaften, die in der Schweiz keine produktive sondern eine vornehmlich administrative Tätigkeit entfalten, massive Steuerprivilegien eingeführt, wodurch die erwähnten Gesellschaften anstelle der normalen Kantons- und Gemeindesteuern vom Einkommen und vom Vermögen nur eine Kapitalsteuer von 0,4–1% zu entrichten haben.

2. In seiner Botschaft vom 20. April 1961 an den Kongress, betitelt «Message relative to our Federal Tax System»<sup>4</sup>, hat Präsident Kennedy vorgesehen, dass die unverteiltten Gewinne von ausseramerikanischen, in entwickelten Ländern errichteten Tochtergesellschaften dem jährlichen Gewinn der amerikanischen Muttergesellschaft hinzugerechnet und mit der amerikanischen Bundeseinkommenssteuer von 52% belastet würden. Ich lege eine Photokopie<sup>5</sup> der Seiten 6 und 7 der Steuerbotschaft des Präsidenten Kennedy zu ihrer Orientierung bei. In dieser Botschaft wird die Schweiz als einziges «tax haven»-Land mit Namen ausdrücklich erwähnt.

3. Würde Präsident Kennedys Vorschlag im Kongress durchgehen und zum Gesetz erhoben, so würde das bedeuten, dass die unverteiltten Gewinne der in der Schweiz errichteten «base companies» einmal den vorerwähnten reduzierten schweizerischen Steuern unterliegen und überdies im Rahmen der Gewinnbesteuerung der amerikanischen Muttergesellschaft auch von der amerikanischen Bundeseinkommenssteuer zum Satze 52% getroffen würden. An diese amerikanische Steuer könnte immerhin die in der Schweiz erhobene Steuer angerechnet werden. Daraus erhellt, dass die bisher solchen amerikanischen «base companies» von Kantonen und Gemeinden eingeräumten Steuerprivilegien inskünftig nicht mehr den amerikanischen Gesellschaften zugute kommen, sondern vom amerikanischen Fiskus zu seinen Gunsten aufgefangen würden.

Im Rahmen des schweizerisch-amerikanischen Doppelbesteuerungsabkommens von 1951<sup>6</sup> könnte gegen eine derartige amerikanische Massnahme nicht eingeschritten werden, indem durch die Anrechnung der auf den Gewinnen der schweizerischen Tochtergesellschaften erhobenen schweizerischen Steuern die Doppelbesteuerung vermieden wird. Dass auf diesen Gewinnen die höhere amerikanische Bundeseinkommenssteuer zu zahlen ist, verbietet das Doppelbesteuerungsabkommen grundsätzlich nicht.

4. Die Apostrophierung der Schweiz in der erwähnten Kennedy-Botschaft ist vom Eidgenössischen Politischen Departement über die Botschaft in

---

4. Zu dieser Botschaft vgl. E 2200.36(-)1976/154/154. Siehe auch die Beilage zum Schreiben von Lindt an Kohli und an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 21. April 1961, E 7110(-)1972/32/133.

5. Nicht ermittelt.

6. Vgl. das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Vereinigten Staaten von Amerika zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen vom 24. Mai 1951, *BBl*, 1951, II, S. 285–295.

Washington unverzüglich gerügt worden<sup>7</sup>. Weitere Interventionen sind m. W. bisher nicht erfolgt und vorläufig auch nicht beabsichtigt. Derzeit liegt die Steuerbotschaft Präsident Kennedys vor dem «Ways and Means Committee», das «Hearings» mit Steuerfachleuten und Vertretern der interessierten Wirtschaftskreise abgehalten hat, worüber der Bericht der Business International, den Sie mir zugestellt haben, Aufschluss gibt. Aus diesen «Hearings», aber auch aus einem sehr eingehenden Referat des Sekretärs des Schatzamtes, Douglas Dillon, vom 3. Mai 1961, geht hervor, dass der amerikanische Fiskus die ganze Frage sehr ernsthaft studiert; die Meinungen der interessierten Kreise über die Zweckmässigkeit der Massnahme sind jedoch noch geteilt.

5. Der Wettstreit, der mit Bezug auf die Einräumung von Steuerprivilegien an ausländisch beherrschte Gesellschaften zwischen den Kantonen begonnen hat, ist m. E. zu bedauern. Die kantonale Souveränität auf diesem Gebiet verbietet jedoch dem Bund einzugreifen. Vielleicht könnte der amerikanische Vorstoss jedoch in dem Sinne eine heilsame Wirkung auf die Kantone ausüben, dass sie einsehen lernen, dass derartig weitgehende steuerliche Privilegierungen ja nur den ausländischen Fiskus alimentieren; denn auch ohne derartige Privilegierungen wäre die Schweiz mit ihrer gegenüber dem Ausland wesentlich reduzierten steuerlichen Gesamtbelastung auch dann noch konkurrenzfähig, wenn die in Rede stehenden amerikanischen Tochtergesellschaften wie bei der eidgenössischen Wehrsteuer auch den ordentlichen Kantons- und Gemeindesteuern unterworfen würden.

6. Mit Bezug auf in der Schweiz errichtete und vom Ausland beherrschte Gesellschaften stellt sich im übrigen für unsere Verwaltung derzeit noch ein neues Problem. Die Tatsache, dass wir mit 12 Staaten Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen haben, die in der Schweiz wohnhaften Empfängern von aus den Vertragsstaaten fließenden Dividenden, Zinsen und Lizenzgebühren gestatten, die ausländischen Quellensteuern auf diesen ausländischen Einkünften teilweise oder ganz zu vermeiden, bildet neben den steuerlichen Privilegierungen in den Sitzkantonen einen weiteren Anreiz für die Errichtung von Gesellschaften in der Schweiz. Die Kumulierung der beiden Vorteile (Inanspruchnahme der Abkommensvorteile, reduzierte Steuerbelastung qua kantonale Steuerprivilegien) hat uns von unseren ausländischen Vertragspartnern den Vorwurf eingetragen, ausländisch beherrschte Kreise beanspruchten über eine schweizerische Fassade missbräuchlich unsere Doppelbesteuerungsabkommen. Diese Vorwürfe sind ernst zu nehmen und sind derzeit Gegenstand eingehender Prüfung. Ich darf, um nicht länger zu werden, Sie auf den letzten Abschnitt des beiliegenden Vortrages<sup>8</sup> verweisen, den ich am 30. Juni 1961 vor der Schweizer Gruppe der International Law Association gehalten habe.

Den mir überlassenen Bericht der Business International lege ich zu meiner Entlassung wieder bei. Sollten Sie den Bericht entbehren können, so wäre ich für dessen Überlassung zur Ergänzung unserer Dokumentation sehr dankbar.

Zu allfälligen weiteren ergänzenden Auskünften stehe ich Ihnen selbstverständlich gerne zur Verfügung

---

7. Vgl. E 2200.36(-)1976/154/87.

8. Nicht ermittelt.

## 2

E 2001(E)1976/17/263  
[DoDiS-10382]

*Le Département politique au Consulat général de Suisse à Alger*

*Copie d'expédition*  
T N° 25

[Berne,] 21 juillet 1961, 19 h 45

Concerne votre lettre du 13 juillet<sup>1</sup>, situation colonie suisse.

1. Nous sommes pleinement conscients de situation difficile aussi bien pour colonie suisse que pour consulat général. Vous pouvez assurer nos compatriotes lors discours 1<sup>er</sup> août qu'autorités fédérales suivent de près leur sort qui les préoccupe vivement. Nous hésitons cependant vous autoriser à encourager publiquement nos compatriotes à quitter pays. Craignons en effet que pareille attitude pourrait être mal reçue dans les circonstances présentes autant par autorités et Gouvernement français que par milieux GPRA. Vous pouvez d'autre part assurer nos compatriotes que Confédération ne manquerait pas leur venir en aide dans toute mesure du possible s'ils devaient se trouver en détresse et être contraints par événements à quitter Algérie. Cette occasion pourrait être saisie pour rappeler une fois de plus les avantages fonds solidarité qui n'a pas trouvé jusqu'ici toute attention qu'il mérite.

2. Nous croyons comme vous que consulat général devrait être représenté à fête aussi bien Oran qu'Alger.

3. Ambassadeur Micheli attirera attention Gouvernement français sur les dangers pesant sur nos compatriotes de la part élément français.

4. Nous ne vous avons pas fait tenir un exposé sur attitude suisse ayant mené à négociations algériennes espérant pouvoir provoquer à ce sujet article presse. Nous regrettons n'avoir pas abouti jusqu'à présent. Lors réunion Berne en mai diffusion générale parmi compatriotes avait d'ailleurs seulement été prévue pour message Chef DPF tandis que présentation attitude suisse ne devait servir qu'à répondre à questions. Vous pourriez néanmoins exposer dans discours 1<sup>er</sup> août idées suivantes:

Concept de la neutralité comme nous la comprenons et qui s'inspire également de la notion de solidarité ne s'épuise pas dans la contemplation passive des événements mondiaux. Tradition de la Suisse poursuivant une politique de paix a toujours été de prêter ses bons offices dans mesure du possible pour permettre aplanir pacifiquement les différends entre parties en litige pour autant que celles-ci le demandaient. Or c'est ce qui s'est passé dans l'affaire algérienne<sup>2</sup>. La Suisse n'a pris aucune initiative. Lorsque cependant tant Gouvernement français que GPRA eurent admis l'idée négociation directe les deux côtés exprimèrent le désir que Suisse leur facilitât réalisation. Conseil fédéral ne crut pas pouvoir se dérober à ce rôle étant donné le désir concordant des deux côtés de mettre fin à un conflit armé et intérêt général monde occidental

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. table méthodique: Bons offices et activités humanitaires.*

au rétablissement paix en Afrique du Nord. En ce faisant, la Suisse ne s'est pas laissée impliquer dans différend sur lequel elle ne prend pas position. Son impartialité au contraire condition essentielle pour succès ses offices. Ceux-ci comprennent deux phases. Dans première, il s'agit de permettre à émissaires des deux parties de se rencontrer en lieu sûr pour débayer dans le calme le terrain pouvant mener à négociation et modalités techniques. Tandis que France insistait pour que négociation se déroule sur son territoire, GPRA choisissait Suisse comme lieu de résidence ce qui fut appuyé par côté français afin que pourparlers puissent débiter. Les autorités suisses donnèrent autorisations et instructions nécessaires pour rendre possibles ces rencontres préliminaires. Les diplomates suisses chargés de cette tâche n'ont cependant pas participé aux conversations. Se sont bornés à préparer et assurer organisation matérielle. La seconde phase consiste uniquement à héberger délégation GPRA à Bois d'Avault et mettre à sa disposition moyens techniques pour transports, liaisons etc. nécessaires à déroulement négociations ainsi que cela avait été expressément prévu avec les représentants du Gouvernement français. La délégation GPRA Genève d'ailleurs tenue à s'abstenir toute activité politique extérieure à l'exception de conférences de presse dans cadre également convenu avec côté français. *C[onseil] F[édéral]* croit avoir ainsi créé base utile à ce que négociation puisse se dérouler dans les meilleurs conditions possibles sans d'écarter pour autant d'attitude qui lui est imposée par sa neutralité. Impartialité suisse d'ailleurs aussi reconnue du côté français qui lui a confié la défense ses intérêts en RAU, Irak, Jordanie<sup>3</sup>. Nous sommes persuadés que notre action bien que méconnue aujourd'hui par certains finira se révéler salutaire aussi pour nos compatriotes en Algérie.

---

3. *Sur la représentation des intérêts français dans ces pays, cf. DDS, vol. 20, N° 117 (DoDiS-13159).*



E 1003(-)1994/26/1  
[DoDiS-30118]

### BUNDESRAT

*Verhandlungsprotokoll der 56. Sitzung des Bundesrates vom 1. August 1961<sup>1</sup>*

*[Bern, 1. August 1961]*

*Mitteilungen des Vorstehers des EPD –  
Ergebnis der EFTA-Ministerkonferenz<sup>2</sup>.*

Wie der Herr Bundespräsident<sup>3</sup> einleitend feststellt, erachtet er die Mitglieder des Bundesrates als durch die Presse hinreichend orientiert. Zu ergänzen wäre noch, dass die Ministerkonferenz sehr wenig Zeit in Anspruch nahm, nachdem die grundlegenden Beschlüsse bereits in London gefasst worden waren<sup>4</sup>. Die Erklärungen Premierministers Macmillans vor dem Parlament hätten sich genau an die EFTA-Beschlüsse von London gehalten, indem sie die Solidarität der EFTA-Staaten hervorhoben. Dänemark habe sich sofort dem englischen Schritt angeschlossen. Der Präsident der EFTA-Ministerkonferenz, Herr Kreisky, sei beauftragt, der EWG die Bereitschaft der EFTA-Staaten mit den EWG-Verhandlungen zu führen, zu notifizieren. Die Verhandlungen zwischen England und der EWG würden nicht vor Ende August, Anfang September in Gang kommen. Wann die Schweiz zum Zuge kommen werde, das werde sich erst aus der ganzen Entwicklung ergeben. Das Aufrollen des ganzen Fragenkomplexes erfülle den Herrn Bundespräsidenten mit Sorgen. Es werde für uns sehr schwer sein, der EWG unter Wahrung der Neutralität und Unabhängigkeit beizutreten.

Herr Spühler ist der Auffassung, dass man mit dem, was man über die Ausführungen Macmillans aus der Zeitung erfahren habe, vom Standpunkte der EFTA-Solidarität aus, zufrieden sein könne. Er möchte wissen, ob nun die Schweiz während mehreren Monaten Gewehr bei Fuss stehen werde, oder ob gewisse Fühlungen beabsichtigt seien?

Der Herr Bundespräsident glaubt, dass wir trotz einer gewissen Zurückhaltung wegen des Andranges vor den «Toren Brüssels» doch gut daran täten, sondierend Fühlung zu behalten. Das Wort hätten jetzt allerdings in erster Linie die Behörden der EWG. Man werde bereits aus den Reaktionen auf die englischen Erklärungen und die Erklärungen Kreiskys gewisse Schlüsse ziehen können.

Herr Schaffner ist ebenfalls der Auffassung, dass wir nicht ganz passiv bleiben können, weil wir sonst riskieren, dass alle andern zu ihren Abschlüs-

---

1. Abwesend: P. Chaudet, L. von Moos und H. P. Tschudi, Vorsitz: F. T. Wahlen, Schriftführer: F. Weber, Beginn der Sitzung: 9 Uhr, Schluss: 11 Uhr 30. Die Diskussion basierte auf keinem schriftlichen Antrag.

2. Es handelt sich um die EFTA-Ministerkonferenz, die in Genf zwischen dem 28. und dem 31. Juli 1961 stattfand. Vgl. die gemeinsame Erklärung, die anschliessend veröffentlicht wurde (DoDiS-30784).

3. Wahlen.

sen kommen und wir zurückbleiben. Es werde dann heissen, wir seien bei der Bereinigung des Verhältnisses zur EWG zu wenig aktiv gewesen. Durch die kollektive Anmeldung seien wir akkreditiert und müssten kein eigenes formelles Gesuch mehr stellen. Im Schatten dieser kollektiven Akkreditierung sollte auch die Schweiz ihre Sondierungen weiterführen.

Herr *Bourgknecht* erklärt, er sei besonders beeindruckt gewesen von einer Äusserung von französischer Ministerseite, wonach die schweizerische Neutralität als überlebt betrachtet werde. Es sei deshalb nötig, Kontakte zu bewahren, um für unsern Standpunkt Verständnis zu schaffen. Man dürfe nicht passiv bleiben, wenn das wirklich die Auffassung der französischen Behörden sein sollte.

Herr *Spühler* präzisiert seine Auffassung dahin, dass Kontakte gepflegt werden sollen, dass aber Kontakte im Sinne von Verhandlungen zu weit gehen würden. Nach seiner Auffassung bilden die EFTA-Staaten einen Block, aus dem sich England detachierte habe, um Verhandlungen mit der EWG für sich und die andern EFTA-Staaten zu führen. Es werde schwierig sein zu sagen, wie weit die Kontakte gehen dürfen. Er möchte auf alle Fälle nicht, dass die Schweiz jetzt in das Gedränge komme.

Der Herr *Bundespräsident* bemerkt, dass zur Zeit Verhandlungen der Schweiz mit der EWG ausgeschlossen seien. Es handle sich jetzt darum, Sondierungen über die Haltung der einzelnen Mitglieder der EWG vorzunehmen, um dann gerüstet zu sein, wenn wir den Entschluss fassen müssen, ob wir verhandeln wollen oder nicht. Es werde bis dahin noch viele Schwierigkeiten geben. Die britische Regierung habe z. B. noch keine Ahnung, welche Haltung de Gaulle einnehmen werde.

#### *Abbruch der franco-algerischen Verhandlungen.*

Der Herr *Bundespräsident* gibt Kenntnis von einem Gespräch Krim Belkacems mit Herrn Minister Long, bei welchem Anlasse die Gründe für den Unterbruch nach algerischer Version bekannt gegeben worden seien, nämlich, dass in der Frage Sahara die französische Haltung ablehnend gewesen sei und den Algeriern in diesem Punkte keine Hoffnung gelassen habe.

Der Unterbruch könne nun ziemlich lange dauern. Beide Parteien hätten die Schweiz angefragt, ob sie bereit wäre, ihre guten Dienste<sup>5</sup> weiter zur

---

4. Es handelt sich um die EFTA-Ministerkonferenz, die in London am 28. Juni 1961 stattfand. Zu dieser Konferenz vgl. die gemeinsame Erklärung, die anschliessend veröffentlicht wurde (DoDiS-30785).

5. Zu den guten Diensten der Schweiz im Algerienkonflikt vgl. DDS, Bd. 21, thematisches Verzeichnis: II.3. Algerien, sowie Nrn. 2, 55, 56, 67 und 77 in diesem Band. Siehe ergänzend dazu auch den Antrag des Politischen Departements vom 8. April 1961 (DoDiS-10413), die undatierte, im April 1961 von G. E. Bucher redigierte Notiz (DoDiS-10378), das vertrauliche BR-Prot. Nr. 664 vom 11. April 1961 (DoDiS-10379), die Notiz Conférence d'Evian von Bucher an M. Petitpierre vom 20. April 1961 (DoDiS-15151) oder das Schreiben von L. Guillaume an R. Kohli vom 19. Mai 1961 (DoDiS-15881). Siehe auch die Notiz Conversation avec Krim Belkacem von Bucher an Petitpierre und F. T. Wahlen vom 31. Mai 1961 (DoDiS-10380), das persönliche und vertrauliche Schreiben von O. Long an Wahlen vom 30. August 1961 (DoDiS-10383) und den Bericht Contribution suisse à la préparation de la négociation entre la

Verfügung zu stellen. Der Herr Bundespräsident beantragt, die Anfrage in positivem Sinne zu beantworten und der Rat erklärt sich stillschweigend damit einverstanden.

Die Schutzmassnahmen in Bois d'Avaux sollten nun abgebaut werden. Intakt bleiben sollen die festen Einrichtungen wie die Stacheldrahtverhaue und die Gräben. Das Objekt solle abgeschlossen und der Genfer Polizei zur Bewachung übergeben werden. Man habe auch die Bewachungskräfte für die Laoskonferenz herabsetzen können. Nach Verhandlungen mit der Ciba sollen auch die technischen Einrichtungen des Konferenzsaales abgebaut werden. Für den Fall einer Wiederaufnahme der Verhandlungen könne man innert einer Woche die Sache wieder in Ordnung stellen. Die Bundeskanzlei wird beauftragt, durch Protokollauszug die heutigen Beschlüsse den interessierten Stellen bekannt zu geben.

Belkacem werde am Mittwoch abreisen. Herr Long habe ihm nahegelegt, bei diesem Anlass keine Erklärungen abzugeben. Das EPD werde einen Beamten an den Flughafen schicken.

Zum Schlusse gibt Herr Wahlen seinen Besorgnissen über die Entwicklung der inneren Lage Frankreichs Ausdruck.

[...] <sup>6</sup>

---

France et le Gouvernement provisoire de la République Algérienne von Long an Wahlen vom 23. September 1961 (DoDiS-9709). Vgl. weiter die vertrauliche Notiz Algerische Flüchtlinge von R. Probst an Wahlen vom 20. Oktober 1961 (DoDiS-10384), sowie das Telegramm von Probst an H. Voirier vom 23. Oktober 1961 (DoDiS-10385), das geheime BR-Prot. Nr. 360 vom 23. Februar 1962 (DoDiS-10389) und die Notiz Geheime Waffenstillstandsverhandlungen Frankreich-GPRA vom 11.–19. Februar 1962 in Les Rousses von A. Simon vom 25. März 1962 (DoDiS-10394).

6. Folgende Traktanden: Änderung des BRB vom 18. 7. 1958 über die Förderung des Inlandabsatzes von Zucht- und Nutzvieh, Ablösung des Milchwirtschaftsbeschlusses auf den 1. 11. 1962 [...].

#### 4

E 2804(-)1971/2/105

[DoDiS-30120]

*Le Délégué de la Suisse près l'Association européenne de libre-échange,  
O. Long, au Président de la Confédération, F. T. Wahlen,  
et au Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*

NO LG

Genève, 4 août 1961<sup>1</sup>

A l'issue de la conférence des ministres de l'AELE du 28 juillet, M. Figgures a réuni chez lui les représentants des pays neutres à un dîner auquel assistaient notamment Messieurs le Conseiller fédéral Schaffner, de Besche<sup>2</sup> et Bielka<sup>3</sup>.

---

1. *Indication manuscrite*: am [2]. 8. 1961 von Evolène geschrieben.

2. H. de Besche.

3. E. Bielka.

Dans ce cadre «informel», F. a posé une série de questions sur les positions qu'entendaient adopter l'Autriche, la Suède et la Suisse devant l'évolution qui se dessine du fait de la demande d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun.

F distingue entre la neutralité de la Suisse, traditionnelle et permanente, celle de l'Autriche, de date récente mais imposée par le «Staatsvertrag»<sup>4</sup>, et celle de la Suède, qui est plus flexible et découle dans une large mesure du fait que ce pays n'a pas été envahi par Hitler au cours de la dernière guerre mondiale. Si une adhésion de l'Autriche et de la Suisse au Traité de Rome lui paraît impensable, la position qu'adoptera la Suède est moins facilement prévisible. Ce dernier point s'est trouvé confirmé par les réactions des Suédois présents au dîner. Ils sont partagés, d'une part, entre leur fidélité à la politique de non-engagement et les obligations qu'ils assument comme protecteurs de la Finlande et, d'autre part, leur désir de garder le «leadership» du groupe nordique et leur crainte de ne pas pouvoir participer à tous les aspects de la construction européenne s'ils ne devenaient pas membre à part entière du Marché commun. Ensuite F. a développé les trois points suivants:

1. Les trois pays neutres ne doivent pas trop tarder à déterminer comment ils entendent aborder le Marché commun et à déclarer officiellement et à titre individuel leur volonté de le faire. Le «pledge» de Londres de l'action concertée<sup>5</sup>, de la coordination des négociations et de la simultanéité dans l'aboutissement deviendrait difficile à tenir si deux ou trois pays allaient de l'avant, tandis que d'autres attendraient de faire connaître leur position et resteraient immobiles.

F. estime à cinq ou six semaines à partir de la déclaration anglaise du 1<sup>er</sup> août, le délai dans lequel les autres pays membres de l'AELE devraient annoncer publiquement comment ils entendent aborder le Marché commun. Les pays neutres devraient se mettre d'accord entre eux sur le point de savoir s'ils envisagent de régler individuellement et séparément leurs relations avec le Marché commun ou, au contraire, s'ils pourraient concevoir le maintien d'un lien organique entre eux sous forme par exemple d'une «Rumpf-EFTA» qui aurait comme telle un lien d'association avec le Marché commun élargi. Cette dernière formule permettrait aux neutres de défendre ensemble leurs intérêts en même temps que de sauvegarder la position de la Finlande par le jeu de l'Accord d'association de cette dernière avec l'AELE.

2. Comment assurer la coordination des négociations? F. admet qu'il est prématuré de se prononcer là-dessus maintenant, mais il faut songer déjà à l'éventualité dans laquelle plusieurs pays de l'AELE, négociant simultanément avec les Six à Bruxelles, Paris ou ailleurs, le Secrétariat de Genève devrait

---

4. Il s'agit du Traité d'Etat signé à Vienne le 15 mai 1955 entre l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique, la France et la République d'Autriche, cf. DDS, vol. 20, N° 10 (DoDiS-10061).

5. Sur la réunion ministérielle du Conseil de l'AELE à Londres, cf. le communiqué Ministerial meeting of the EFTA council, London, 27<sup>th</sup>-28<sup>th</sup> (Pledge of London) du 28 juin 1961 (DoDiS-30785).

fournir un petit échelon avancé qui servirait de point de ralliement et de centre d'échanges d'informations aux délégations des pays membres.

F. a demandé à ses interlocuteurs de réfléchir à ces différents points très sérieusement et sans tarder, de façon à être en mesure de les discuter utilement lors de la reprise des travaux au début du mois de septembre.

Le point 1. qui concerne les démarches des neutres, lui semble particulièrement important pour le maintien de la solidarité au sein de l'AELE. Les points 2 et 3 l'intéressent tout spécialement en ce qui concerne le «planning» du Secrétariat de l'organisation.

## 5

E 2001(E)1976/17/615

[DoDiS-30626]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### TUNESIEN: HANDELSABKOMMEN, ABKOMMEN ÜBER TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT UND FREUNDSCHAFTSVERTRAG<sup>2</sup>

PO

Bern, 1. September 1961

Der tunesische Geschäftsträger Torgeman sprach gestern zur Erörterung verschiedener Fragen bei mir vor. Auf eine Unterredung mit dem Chef des Politischen Departements vor den Ferien Bezug nehmend<sup>3</sup>, gibt er seine Absicht bekannt, demnächst erneut um Audienz beim Herrn Bundespräsidenten nachzusuchen, um mit ihm das Gespräch über den Abschluss eines *Handelsabkommens*, das den jetzigen provisorischen Zustand ersetzen sollte, fortzuführen. Beim gleichen Anlass möchte Torgeman die Diskussion über ein *Abkommen betreffend die technische Zusammenarbeit* wieder aufnehmen<sup>4</sup>. Tunesien wäre interessiert, mit schweizerischer Hilfe eine Hotelfachschule zu errichten. Man wäre auch gewillt, die Verwirklichung eines

1. Diese Notiz wurde von R. Probst zuhanden von R. Kohli verfasst.

2. Handschriftliche Anmerkung von R. Probst auf angehefteter Karte: Minister Kohli. Ich nehme an, dass Sie diese Notiz dem Herrn B'präsidenten weitergeben werden. Für den Fall, dass er auch Herrn B'rat Schaffner dokumentieren möchte, liegt eine Kopie bei. *Kopien dieser Notiz gingen überdies an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements und den Delegierten für Technische Zusammenarbeit.*

3. Es ist unklar, ob hier auf ein Gespräch mit M. Petitpierre, der das Amt des Departementschefs bis zum 30. Juni 1961 bekleidete, oder mit dessen Nachfolger, F. T. Wahlen, verwiesen wird. Die zitierte Unterredung ist weder in den bezüglichen Handakten Petitpierres, E 2800(-)1990/106/21, noch in denjenigen Wahlen, E 2804(-)1971/2/40, dokumentiert.

4. Ein Vertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Tunesischen Republik über den Schutz und die Förderung der Kapitalinvestitionen und ein Abkommen über die technische und wissenschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Tunesischen Republik wurden am 2. Dezember 1961 abgeschlossen. Vgl. *BBl*, 1962, I, S. 619–624. Beide wurden am 18. Dezember 1961 durch den Bundesrat genehmigt bzw. zur Kenntnis genommen. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2342 vom 18. Dezember 1961 (DoDiS-30623). Vgl. dazu auch das Schreiben von H. Hess an W. Bossi vom 11. Dezember 1961 (DoDiS-30625).

grösseren Staudammprojekts der Schweiz zu übertragen. Ich bemerke zu diesem letzten Punkt, dass sich hier nicht nur eine Frage der technischen Hilfe, sondern namentlich eine solche der Finanzierung stelle. Diese könne aber nicht von Staates wegen, sondern nur aus privater Quelle erfolgen. Eine Überwindung der Bizerta-Krise und eine politische Beruhigung wären natürlich geeignet, die eventuelle Investitionsbereitschaft schweizerischer Finanzgeber zu fördern.

Sollte man schweizerischerseits zur Aufnahme von Verhandlungen über ein Handelsabkommen sowie über ein Abkommen betreffend die technische Zusammenarbeit bereit sein, wobei beide Materien nach Ansicht meines Gesprächspartners auch in einem einzigen Vertragswerk zusammengefasst werden könnten, so hält es Torgeman für denkbar, dass sich der «*Secrétaire d'Etat au plan et aux finances*»<sup>5</sup> zur Leitung der tunesischen Delegation persönlich nach Bern begeben würde.

Torgeman stellt des weitern die Frage – die er eventuell auch beim Herrn Bundespräsidenten aufwerfen wird –, ob wir eigentlich immer noch geneigt seien, mit Tunesien den nun schon seit rund zwei Jahren erwogenen *Freundschaftsvertrag* zu schliessen. Ich antworte ausweichend, dass wir noch intern damit beschäftigt seien, gewisse Klauseln wirtschaftlicher Natur, die wir gern darin eingebaut hätten (Vermögens- und Investitionsschutz), zu formulieren. Wir hätten diese Arbeit noch nicht beenden können. Vielleicht liessen sich aber diese Klauseln auch in einen Handelsvertrag einfügen (wie dies in den Handelsabkommen mit Togo<sup>6</sup> und Mali<sup>7</sup> – was ich Torgeman nicht sage – bereits vorgesehen wird). – Es scheint mir, dass wir in der Frage des Freundschaftsvertrags keine Eile an den Tag legen sollten. Der heutige Moment – Bizerta-Krise, Interessenwahrung für Frankreich – ist dazu nicht ohne weiteres geeignet und könnte gerade jetzt als politische Manifestation gewertet und von Tunesien zu Propagandazwecken missbraucht werden. Andererseits ist auch den Interessen namentlich der Tunesierschweizer Rechnung zu tragen, denen der bei uns im Entwurf vorliegende Freundschaftsvertrag gewisse personelle und materielle Sicherungen bringen könnte.

---

5. A. Ben Salah.

6. *Der Abschluss eines Handelsabkommens mit Togo wurde schweizerischerseits seit Anfang 1961 angestrebt. Vgl. z. B. das Schreiben von E. Moser an J. Burckhardt, den Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und den Bauernverband vom 17. März 1961, E 2001(E)1976/17/614. Nach mehrjähriger Verzögerung, vgl. den Politischen Bericht Nr. 12 von G. de Keller an F. T. Wahlen vom 20. Juli 1963 (DoDiS-30649) und das Schreiben von de Keller an E. Stopper vom 9. August 1963 (DoDiS-30676), wurde das Abkommen über den Handelsverkehr, den Investitionsschutz und die technische Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Togolesischen Republik schliesslich am 17. Januar 1964 abgeschlossen. Vgl. AS, 1966, S. 1393–1398. Vgl. dazu auch das BR-Prot Nr. 1806 vom 30. September 1963 (DoDiS-30672).*

7. *Ein Handelsabkommen mit Mali wurde nach der Visite des malischen Handels- und Industrieministers im Mai 1961 projektiert. Vgl. z. B. die Notiz Entretien avec M. Hawaciré N'Douré, Ministre du Commerce et de l'Industrie du Mali von Moser an O. Long vom 24. Mai 1961, E 7110(-)1972/32/109. Die Verhandlungen wurden indes in der Folge nicht weitergeführt. Vgl. z. B. das Schreiben von A. Geiser an Stopper vom 2. Oktober 1962, E 7110(-)1973/41/118.*

Sofern Herr Bundespräsident Wahlen vorzöge, dass die vom tunesischen Geschäftsträger gewünschte Unterredung nicht mit ihm, sondern mit Herrn Bundesrat Schaffner oder dem Generalsekretär des EPD stattfinde, bittet Torgeman um entsprechende Benachrichtigung<sup>8</sup>.

---

8. *Torgeman sprach am 11. September 1961 bei F. T. Wahlen vor. Vgl. das Schreiben von Probst an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 19. September 1961, E 2001(E)1976/17/619.*

## 6

E 1003(-)1994/26/1

[DoDiS-30122]

### CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal interne de la 60<sup>e</sup> séance du 5 septembre 1961<sup>1</sup>*

[Berne, 5 septembre 1961]

[...]²

#### *Intégration européenne.*

M. le Président de la Confédération introduit un échange de vues par un exposé de la situation. Une conférence de fonctionnaires se réunira à Vienne en septembre pour voir comment coordonner l'attitude des trois pays neutres. La délégation économique et financière a siégé hier pour traiter la question. Elle pense qu'il ne faut pas prendre l'initiative de démarches auprès de la Communauté économique européenne. Une participation entière à cette communauté reste exclue mais il ne peut pas encore être question d'une [passage ajouté à la main: demande formelle d'] association. La communauté économique européenne ne désire pas traiter avec les neutres, car c'est à eux qu'elle devrait faire le plus de concessions. La délégation économique et financière est d'avis qu'il faut pousser les études pour déterminer les conditions extrêmes d'une association au Marché commun. Il y a aussi les questions politiques (problèmes agraires; établissement, cartels, etc.). On est obligé d'opérer un peu dans le vide, mais il faut étudier le problème à fond à cause de la déclaration de Londres<sup>3</sup>. Il y aura une série de groupes de travail. M. Schaffner et moi étudions la création d'un organisme mixte entre les deux départements. La délégation économique et financière est arrivée à la conclusion que la situation politique impose tout particulièrement aujourd'hui de veiller à la neutralité.

---

1. *Absent: J. Bourgnicht, présidence: F. T. Wahlen, secrétaire: Ch. Oser, ouverture: 9 heures, clôture: 12 heures 10.*

2. *Objets de délibération précédents: Situation politique internationale et mesures d'économie de guerre, Séance de vendredi 8 septembre 1961.*

3. *Il s'agit de la déclaration commune ou «pledge» formulée à Londres par les ministres des pays membres de l'AELE, le 28 juin 1961. Cf. N° 4, note 5, dans le présent volume.*

M. Chaudet déclare se rallier à la manière de voir qui vient d'être exposée. Les négociations entre Londres et la communauté économique européenne dureront longtemps. Nous devons maintenir les contacts mais en observant une réserve prudente. Il importe de ne pas éveiller le sentiment que nous pourrions un jour renoncer à maintenir notre complète indépendance politique.

M. von Moos est satisfait d'apprendre que les affaires ne marcheront pas si vite. Les trois neutres doivent chercher à s'entendre, mais il est clair que leur neutralité présente des différences sensibles. Ce qui peut être acceptable pour l'un ne le sera pas nécessairement pour l'autre. La neutralité joue un rôle particulièrement important dans les temps difficiles.

M. Spühler exprime aussi l'avis que des contacts sont nécessaires, mais qu'il faut rester réservé. Si des contacts ont lieu, que ce soit [*texte barré*: au moins] avec les neutres. Malgré la différence de neutralité, il y a avantage à ce que les trois Etats agissent de façon concordante. Les groupes de travail feront bien de se livrer aux études nécessaires (genre travaux d'état-major). Un groupe devrait s'occuper de la question des transports et communications.

M. Schaffner constate qu'il existe une unité de doctrine. Mais il importe de pouvoir dire que la Suisse recherche non pas l'isolement, mais une forme d'association avec la Communauté économique européenne. Sinon, on s'exposera aux critiques des partisans de l'idée d'un grand marché européen. Nous souhaitons ce grand marché. Malgré toute la prudence qui s'impose, les négociateurs devront établir les contacts nécessaires pour déterminer les conditions d'une future association. La Grande-Bretagne n'a pas sollicité d'adhésion au Marché commun, mais des négociations pour établir les possibilités d'une adhésion. Nous devons aussi chercher à établir les possibilités d'une association. Il ne faut pas que la Grande-Bretagne puisse nous reprocher un jour de n'avoir rien fait dans ce sens. La Suède et l'Autriche ont proclamé qu'elles cherchent une formule d'association. Vous recevrez un exemplaire de l'exposé que j'ai rédigé pour la commission des douanes<sup>4</sup>.

M. le Président de la Confédération relève qu'il faut, pour ce qui concerne l'attitude des neutres, distinguer l'époque de la déclaration de Londres et le temps présent. Il y a en Autriche des forces qui travaillent pour une association très poussée. Les Autrichiens voient cependant maintenant que la neutralité leur impose des limites. En Suède, Erlander a signalé les obligations que la neutralité impose au pays. Des contacts sont-ils possibles? C'est en grande partie une question de temps. Aujourd'hui, la Communauté économique européenne ne serait pas en mesure de nous donner des informations utiles sur les modalités d'une association, à cause du cas de l'Angleterre encore pendant. Une démarche officielle des neutres, à la manière de la Grande-Bretagne, n'aurait pas de succès. Il est clair que nous devons en principe, pour des raisons diverses, saluer l'idée d'une unification. La difficulté consistera à déterminer le degré de la discrétion à observer dans les contacts.

---

4. Des extraits du procès-verbal de deux séances (14 août et 29 août 1961) de la commission des douanes au cours desquelles H. Schaffner prend la parole sur la question de l'intégration figurent dans E 2001(E)1976/17/239. L'extrait du 14 figure également dans E 2001(E)1976/17/206.



M. Chaudet constate que le but reste la possibilité de créer un grand marché européen. C'est pour cela que nous avons adhéré à l'AELE. Il y a ici une question de temps. Nous devons agir sans précipitation et ne pas affaiblir notre situation, qui est tout à fait particulière. Il est possible que le maintien de notre indépendance politique implique des sacrifices matériels. L'économie suisse saura sans doute s'adapter à la situation. Il convient de ne pas se presser tant qu'on ne saura pas le résultat des conversations entre la Grande-Bretagne et les pays du Marché commun. Des contacts trop insistants seraient inopportuns, car ils pourraient donner l'impression que nous sommes prêts à des abandons.

M. von Moos déclare partager l'avis de M. Chaudet. Nous ne voulons pas l'isolement. Nous devons chercher le chemin de l'association mais avec prudence. Il convient de poursuivre les contacts, sans prendre d'initiatives. Une décision devra être prise une fois. Le peuple devra-t-il alors être appelé à se prononcer? Je ne suis pas encore au clair sur ce point.

[...] <sup>5</sup>

---

5. *Objets de délibérations suivants*: Instructeurs pour l'armée congolaise [...].

## 7

E 2001(E)1976/17/387

[DoDiS-18865]

*Le Chef de la Délégation suisse à la Commission de surveillance des Nations neutres pour l'Armistice en Corée, L. Guillaume, au Chef du Département politique, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

### LA SITUATION EN CORÉE DU SUD

RP N° 1

Panmunjom, 9 septembre 1961

Au cours d'un entretien que j'ai eu avec M. Samuel D. Berger, l'Ambassadeur américain, qui a pris ses fonctions à la même époque où le Général Park, Président du Conseil Suprême de la Reconstruction Nationale, a pris le pouvoir, l'occasion m'a été donnée de faire un rapide tour d'horizon des principaux problèmes touchant à la situation coréenne. Voici ce qui ressort en substance de ses explications:

1. Les remous qu'avaient causés le remplacement du Premier Ministre Chang par le Général Park au début du mois de juillet dernier sont en voie de s'apaiser. L'actuel président du Conseil Suprême a la situation bien en main. Les mesures prises en vue de résorber le chômage portent lentement des effets positifs. Le montant des exportations s'accroît. La légère amélioration

---

1. *Annotation en marge de F. T. Wahlen*: SM hat Kopie erhalten.

qui s'amorce dès maintenant dans l'économie du pays sera encore accélérée par une récolte de riz qui s'annonce bonne et qui dépasserait la moyenne annuelle de 12–15%. L'instabilité du gouvernement n'est pas à craindre pour le moment. Les Etats-Unis ont décidé de prêter leur appui au gouvernement Park et accroîtront leur aide financière. Du point de vue de la politique intérieure du pays, nous en avons pour plusieurs mois de tranquillité, a encore précisé mon interlocuteur.

2. Le problème de la réunification du pays n'a pas changé. Le mur existant le long du 38<sup>ème</sup> parallèle demeure étanche. Le gouvernement Park est bien résolu à combattre toute influence communiste. En liaison avec la paix en Corée laquelle est maintenue grâce à la convention d'armistice du 27 juillet 1953, l'Ambassadeur américain considère comme très important (very important) la présence de la Commission de contrôle des quatre nations neutres (NNSC). Selon lui, la guerre ne reprendra pas pour des raisons tirées de la situation locale. En revanche, la situation à Berlin qu'il qualifie de dangereusement explosive pourrait bien, si elle devait éclater, avoir rapidement des réactions en chaîne jusqu'en Corée.

Je n'ai pas non plus manqué de prendre contact avec le Chargé d'affaires du Vietnam dont les vues sont appréciées de ses collègues. Pour lui, la réunification de la Corée n'est pas pour le moment. Il constate, comme l'Ambassadeur américain, que le gouvernement actuel est bien décidé à lutter contre le communisme. Il considère aussi que le maintien de la NNSC est une condition importante de l'application de la convention d'armistice. Outre la lutte contre le communisme, le problème coréen est dominé par deux autres importantes questions: celle des rapports avec les Etats-Unis d'une part et d'autre part des relations avec le Japon. En ce qui concerne la première de ces questions, il a pu me préciser que le représentant diplomatique américain prenait des contacts personnels les plus étroits avec Park. Ces deux personnalités passeraient la plupart de leurs week-ends ensemble hors de Séoul. Au cours de ces rencontres discrètes et sans autre témoin seraient examinées et réglées les modalités de la collaboration des Etats-Unis avec le nouveau gouvernement. Par la déclaration du 13 août du Chef du Conseil Suprême – déclaration qui ne serait pas exempte de l'influence américaine –, le peuple coréen aurait été pour la première fois placé devant un programme de réforme comportant un développement dans le temps et dont les élections prévues pour le mois de mai 1963 seraient une des prochaines étapes. Il est intéressant de relever à ce propos que Park aurait primitivement envisagé un programme de réforme d'une durée de 5 ans avant que le peuple ne soit appelé aux urnes. Toutefois, c'est sur le conseil pressant de l'Ambassadeur des Etats-Unis que ce laps de temps a été réduit à deux ans. On attribue également à cet Ambassadeur l'influence lénifiante qui aurait amené le nouveau gouvernement coréen à ordonner une amnistie qui a eu les meilleurs effets dans le public et consolidé sa popularité. C'est ainsi par exemple que le Lt Général Lim Lee, ancien commandant du 1<sup>er</sup> corps d'armée, dont les troupes avaient abandonné leurs positions sur le 38<sup>e</sup> parallèle pour les diriger sur Séoul au moment du coup d'Etat du 16 mai et que l'on croyait avoir été condamné à mort, a en réalité quitté la prison et a été mis à la retraite. En passant, il convient de signaler ici que le tribunal militaire condamne journallement à mort des

personnalités des partis opposés aux révolutionnaires. On n'a pas manqué de s'étonner de voir ce tribunal émettre une sentence de mort à l'encontre d'un général de division qui aurait averti le Général Chang de la préparation du coup d'Etat qui devait éclater le 16 mai.

Avec l'approbation plus ou moins tacite des Américains, le Général Park préparerait actuellement les élections de 1963 en ce sens que dans toutes les agglomérations importantes seraient placés des officiers sûrs qui, placés à la tête des syndicats, seraient chargés de constituer des cellules. Ces mesures auraient pour but de noyauter tout le pays en vue d'organiser, le moment venu, les élections prévues dans la déclaration gouvernementale du 13 août dernier. Bien que la constitution des partis politiques soit interdite, on noterait cependant d'ores et déjà la formation d'un parti d'opposition (New democratic party). Park cependant laisserait les membres de ce «new democratic party» poursuivre leur activité, en se bornant à les faire surveiller par son adjoint, le Colonel Kim Jong Pil, chef du service de sécurité. La censure de la presse s'exercerait également d'une manière moins sévère. Enfin, avec les deniers américains, une réforme agraire visant au désendettement des petits agriculteurs est en cours d'exécution.

Le plan quinquennal mentionné dans la déclaration du 13 août n'est pas encore mis sur pied. Le comité chargé de l'établir y travaillerait présentement. Cependant, on annonce également que des difficultés de coordination du travail au sein de l'administration auraient pour conséquence que plusieurs offices succèperaient de l'établissement de ce plan sans s'informer mutuellement des résultats de leur travail. Les Américains comptent bien intervenir le moment venu pour remédier à cette situation.

En ce qui concerne les relations du Japon avec la Corée, le Chargé d'affaires du Vietnam voit les choses de la manière suivante:

Comme on le sait, ces deux pays si proches voisins n'entretiennent pas de relations diplomatiques. Le Président Syngman Rhee s'y était toujours opposé. Toutefois, depuis son départ<sup>2</sup>, des tentatives ont été faites à six reprises en vue d'alléger le contentieux nippon-coréen, lequel comporte notamment les points suivants: problèmes des réparations réclamées par la Corée au Japon, en particulier restitution des objets d'art enlevés du temps de l'occupation; rapatriement des 600'000 Coréens installés au Japon; le partage des eaux où les pêcheurs de l'un et l'autre pays peuvent exercer leurs activités sans créer des incidents continuels; questions économiques notamment écoulement du riz coréen au Japon et assistance technique.

Les Coréens nourrissent à l'égard du Japon une méfiance que les six tentatives en cause n'ont pas réussi à dissiper jusqu'ici. Cependant, sous l'influence américaine, des pourparlers proprement dits seraient repris prochainement. Déjà, on a noté à cet égard le tout récent voyage de M. Berger à Tokyo. Pour les Etats-Unis, la reprise des relations diplomatiques entre ces deux pays, face à la menace du communisme chinois, est considérée comme un important facteur de stabilisation dans cette partie de l'Extrême-Orient. Washington souhaiterait

---

2. *Exilé à Hawaï, le 29 avril 1960.*

notamment que le gouvernement nippon prête son assistance technique à la Corée. Les Coréens s'en défendent pour le moment encore, craignant que les anciens maîtres – beaucoup plus actifs qu'eux-mêmes – reprennent pied en Corée et y occupent très vite des positions dominantes.

Telles sont les principales têtes de chapitre du problème sud-coréen. Profondément mutilée par ce partage en deux, la Corée n'a aucune chance d'être réunifiée pour le moment. Même si les élections libres et générales prévues lors de la conférence des affaires asiatiques, à Genève en 1954<sup>3</sup>, devaient être décidées dans tout le pays, la partie sud n'est pas prête actuellement à affronter cette épreuve avec succès. De l'aveu même des dirigeants actuels, il faut au moins deux ans pour réorganiser politiquement et économiquement cette partie du pays jusqu'ici laissé à l'abandon de la corruption et de la misère, trop facilement satisfait de solution de facilités frisant le désordre. Mais après les erreurs du Général Magruder, l'ancien Commandant en chef américain, qui avait tant hésité à aider le nouveau gouvernement, il semblerait que Washington ait repris la situation bien en main, et cela grâce notamment à l'activité inlassable et intelligente de son actuel représentant diplomatique. Petit de taille, aux manières douces et cordiales, quelque peu sans façon, ce diplomate a un genre bien différent des généraux américains. Il semble chaque jour élargir son audience auprès du Général Park qui a compris que dans la situation actuelle des choses, il ne pouvait pas faire cavalier seul mais que la seule carte à jouer est celle d'une collaboration avec les Etats-Unis. A ce propos cependant, l'Ambassadeur britannique se demandait si ces contacts apparemment si étroits ne risquaient pas de poser de délicats problèmes le jour où une équipe de nouveaux révolutionnaires viendraient à écarter Park du pouvoir, éventualité qui demeurerait toujours possible encore que dans une bien moins grande mesure qu'au mois de juillet dernier.

---

3. Sur cette conférence, cf. *DDS*, vol. 19, Nos 93 (DoDiS-9435) et 110 (DoDiS-8175).

E 2804(-)1971/2/73  
[DoDiS-30637]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

BESUCH EINER DELEGATION AUS DAHOMEY

*Kopie<sup>2</sup>*

KH

Bern, 12. September 1961

Nach einer Audienz beim Herrn Bundespräsidenten<sup>3</sup> und Besprechungen mit den Herren Minister Stopper und Minister Jolles<sup>4</sup> besucht mich eine aus 5 Personen bestehende Goodwill-Mission aus Dahomey, welche unter der Führung des Staatssekretärs für Information Albert Tevoedjre steht. Die Gäste machen einen guten Eindruck, namentlich im Vergleich mit anderen Delegationen aus neu entstandenen westafrikanischen Staaten. Der Delegationschef bringt Wünsche seines Landes an die schweizerische technische Hilfe vor, wobei sich ergibt, dass die Delegation über unsere Möglichkeiten schon einigermassen informiert ist.

Begehrt wird unsere Hilfe namentlich auf dem Gebiet des Finanzwesens, des Unterrichts, der Erschliessung der Wasserkräfte, im Bewässerungswesen, in der Viehzucht und einigen anderen Sektoren von geringerer Dringlichkeit.

Der Delegationschef betont, man hoffe in Portonovo, dass die Schweiz einige Experten senden, einige Stipendiaten empfangen sowie auch etwas Material im Rahmen unserer technischen Zusammenarbeit liefern könne. Er denkt dabei namentlich an den Aufbau eines modernen Presse-, Informations- und Propagandawesens.

Wir vereinbaren, dass die Regierung von Dahomey nach Rückkehr der Delegation ihre Wünsche nochmals formuliert und uns auf dem offiziellen Wege (Abidjan) oder, falls gewünscht, auch direkt zugehen lässt<sup>5</sup>. Ich betone noch, dass wir unsere diplomatische Vertretung für Dahomey, nämlich die schweizerische Botschaft in Abidjan, auf jeden Fall auf dem Laufenden halten werden und es schätzen würden, wenn dies in beiden Richtungen der Fall wäre.

Im Hinblick auf die anschliessende Pressekonferenz empfehle ich dem Delegationschef noch, die in solchen Fällen gebotene Vorsicht walten zu lassen, was im beiderseitigen Interesse liege.

1. Diese Aktennotiz wurde von H. Keller verfasst.

2. Kopien dieser Notiz gingen an F. T. Wahlen, an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, an E. Stopper und P. R. Jolles sowie an die schweizerische Botschaft in Abidjan.

3. Die Audienz der Delegation aus Dahomey bei Wahlen ist nur durch Kellers Notiz dokumentiert.

4. Zur Besprechung mit der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vgl. die Notiz Entretien avec une délégation dahoméenne von R. Mayland an E. Moser vom 13. September 1961, E 7110(-)1972/32/106, oder die Notiz Besuch einer Delegation aus Dahomey von Stopper an Wahlen, J. Bourgknecht und Keller vom 12. September 1961, nicht abgedruckt.

5. Für die ausformulierten Wünsche Dahomeys vgl. das Schreiben von O. Assogba an Wahlen vom 15. Januar 1962, E 2003-03(-)1976/44/163.

E 1003(-)1994/26/1

[DoDiS-30169]

## CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal interne de la 63<sup>e</sup> séance du 15 septembre 1961<sup>1</sup>*

Extrait

[Berne, 15 septembre 1961]

[...]<sup>2</sup>*Situation internationale.*

M. le Président de la Confédération<sup>3</sup> ouvre un échange de vues sur la situation internationale en constatant qu'une longue analyse de la situation ne lui paraît pas nécessaire. Il suffit de constater que la situation est très sérieuse et doit nous engager à accroître le degré de préparation. Son département ne tient pas un conflit armé pour certain, mais considère qu'il y a possibilité de conflit. Au lieu de passer en revue les différents centres névralgiques en Europe, en Asie et en Amérique, il vaut mieux se préoccuper des mesures à prendre pour le cas de conflit en Europe. Il faut envisager la possibilité d'une révolution en France, d'un conflit localisé à Berlin (avec possibilité d'extension), d'une guerre atomique<sup>4</sup> éclatant subitement entre l'URSS et les USA. Les conditions ne seront pas du tout les mêmes qu'en 1914 et 1939. Il peut y avoir un conflit sans mobilisation de grands effectifs. Il pourrait y avoir mise en train d'une machinerie de destruction. Nous aurions des mesures à prendre d'urgence: convocation des Chambres, élection du Général, mobilisation, mise en train de l'économie de guerre. Le chef du Département militaire devrait traiter l'aspect militaire de l'affaire. Le Conseil fédéral devra mettre au point le degré de préparation dans les quatre secteurs de la défense nationale (civile et militaire). Il a pris précédemment sept arrêtés à titre de mesure de précaution. Le Département de Justice a plusieurs projets dans ses tiroirs. M. Schaffner a remis un rapport sur les préparatifs d'économie de guerre. Il le complètera oralement. Il y a le grave problème de la protection civile et de la protection contre les radiations. Tous les départements devraient passer en revue la liste des arrêtés pris en vertu des pouvoirs extraordinaires durant la période 1939–1945 et établir ce qu'il y a lieu de faire pour combler les lacunes. Le Conseil renonce à procéder à une analyse de la situation mondiale et passe à l'examen des mesures à envisager.

---

1. *Présidence: F. T. Wahlen, secrétaire: Ch. Oser, ouverture: 9 heures, clôture: 11 heures 20.*

2. *Objets de délibération précédents: Conférence de Vienne, AELE, Conférence de Lisbonne de l'association internationale de droit pénal, Chef des troupes d'aviation et de DCA, Guldental, Recettes fiscales et douanières, Relations avec le Liechtenstein, Délégation des finances, Réception à l'ambassade du Mexique, Lettre de trois partis (paysans/artisans/bourgeois, radical, conservateur chrétien social), Match Suède-Suisse, Conférence Cardinal Bea, Congo.*

3. *F. T. Wahlen.*

4. *Le mot atomique a été ajouté à la main.*

M. Chaudet constate qu'en 1914 ou 1939 on pouvait prévoir assez à l'avance ce qui se préparait et prendre des mesures en conséquence. Aujourd'hui, les armées sont déjà sur pied de guerre. Il y a constamment des bombardiers USA en l'air, prêts à l'action. La démobilisation en URSS est un trompe l'œil. La supériorité appartient peut-être encore au bloc américain. En cas d'attaque nucléaire par les USA, les Russes engageraient probablement une action contre l'Europe pour répartir les risques et profiter des climats insurrectionnels dans divers pays (Italie par exemple). L'URSS a des forces considérables qui peuvent démarrer au premier signal. Il n'y a pas grand risque d'une guerre voulue par un chef de gouvernement, mais il y a une détérioration qui est inquiétante. La marge de négociations se rétrécit. Nous pourrions être en état de guerre sans avoir pu prendre les mesures juridiques que nécessiterait la situation. Une grande confusion pourrait régner. On peut craindre que des combats aériens se livrent sur notre territoire, ou la chute d'un bombardier atomique. Nous devons pourvoir à ce que le commandement de l'armée soit assuré en tout état de cause. Il faut commencer à considérer que l'aviation doit pouvoir assumer la couverture d'une mobilisation. Cela signifie qu'il faut envisager un système accéléré de mobilisation de l'aviation. Les commandants de Corps d'armée ont des pouvoirs étendus en cas de guerre terrestre, mais pas en cas d'attaque aérienne pure. Il faudrait déjà désigner celui qui sera le futur chef de la protection civile après l'entrée en vigueur de la loi. Il importerait de désigner d'ores et déjà le futur commandant en chef, à titre tout à fait secret, et lui donner des instructions. Tant pis si ce n'est pas un procédé strictement légal.

M. Bourgknecht constate également que la situation est si tendue qu'il importe d'examiner ce qu'il y aurait lieu de faire en cas de conflit inopiné. L'idée d'un appel du Conseil fédéral aux chefs d'état étrangers n'est pas recommandable. Il est possible que les responsables ne veuillent pas des hostilités, mais il y a tant de poudre en l'air. La Suisse échappera difficilement à une action militaire dans ce conflit idéologique. Le système de désignation du Général n'est plus actuel. Sa désignation anticipée risquerait fort d'être connue.

M. Spühler constate que l'URSS exploite la situation pour arriver à ses fins (Erpressung). La force de l'URSS est peut-être moins à craindre que son appréciation du pouvoir de résistance de l'Occident. Une guerre nucléaire ne serait pas la fin du monde, mais une catastrophe mondiale. Les effets seraient si nombreux qu'on ne peut prévoir toutes les mesures de défense. Je suis optimiste par nature, mais pas assez pour ne pas croire que l'URSS pourrait envahir l'Europe si une guerre éclatait. Pour la marche des affaires en cas de guerre, il faudra s'en remettre largement aux décisions des autorités locales (civiles et militaires). Nous devons cependant préparer ce qui est possible, et en respectant autant que possible les règles de la démocratie. Le secret sur la désignation anticipée du Général serait impossible à garder. Il vaudrait mieux discuter la question des hommes aptes à remplir la fonction et laisser au Chef du département le soin de tirer les conséquences.

M. von Moos: Nous devons tout faire pour tenir la Suisse à l'écart d'un conflit. Il ne saurait être question de proposer aujourd'hui un Général aux

Chambres fédérales. Il faut pour cela l'état de guerre. Mais on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu de réviser la constitution. Les études du vice-chancelier Weber devraient s'étendre au cas d'une destruction complète de la ville fédérale.

M. Tschudi fait remarquer que si l'administration fédérale ne pouvait plus fonctionner, il y aurait heureusement les cantons qui pourraient agir (avantage du système fédératif). La question de l'élection d'un Général par l'Assemblée fédérale n'est pas actuelle. Une proposition d'élection par le Conseil fédéral susciterait des résistances au parlement. Si le Conseil fédéral désignait le Général en secret, le risque de divulgation serait grand.

M. Schaffner constate que la Suisse ne peut envisager une défense nationale que dans la mesure où la guerre nucléaire ne détruirait pas tout. Nous devons faire notre possible pour que le miracle suisse se répète. Notre presse est<sup>5</sup> très agressive maintenant à l'égard de l'Est. Il y a là un état d'esprit qui est inquiétant. Il est important de préparer immédiatement la défense contre des attaques aériennes. Le Conseil fédéral devrait se réserver le pouvoir de nommer le Général dans le cas où l'Assemblée fédérale ne pourrait pas se réunir. Une telle proposition causerait cependant pas mal d'agitation. La délégation aux cantons est réglée pour ce qui concerne l'économie de guerre. M. le Président de la Confédération pense qu'un appel aux puissances devrait être réservé pour les cas où il aurait plus de chance de succès. Des appels ont été lancés de différents côtés (Etats nordiques, conférence de Belgrade, pape). La question de l'élection du Général ne devrait, si possible, pas être soulevée, à cause de la panique qui en résulterait. Il faudrait faire l'impossible pour arriver à ce que le Général soit nommé dans les formes constitutionnelles. En cas de guerre, l'art. 102 de la Constitution donnerait au Conseil fédéral le pouvoir de nommer le Général, si l'art. 85 n'était plus applicable. M. Chaudet pense aussi qu'il ne faudrait pas proposer une révision de la Constitution au sujet de l'élection du Général. Il ne doit pas non plus être question de proposer un Général. Mon idée serait d'envisager la personne à proposer le moment venu, de l'informer qu'elle sera proposée à l'Assemblée fédérale ou désignée par le Conseil fédéral si l'Assemblée fédérale ne pouvait se réunir. M. Chaudet indique ensuite les deux membres de la commission de défense nationale<sup>6</sup> qui lui paraissent, pour 1961, le mieux remplir les conditions requises pour l'exercice du commandement suprême. Il indique celui des deux à qui il faudrait, à son avis, donner la préférence.

Le Conseil se range tacitement à cette manière de voir.

La discussion sur la situation internationale et les mesures à envisager reprendra lundi.

[...]

5. *Le mot malheureusement a été biffé.*

6. *La commission de défense nationale comprend: F. Nager, S. Gonard, H. Thomann, J. Anna-  
sohn, R. Frick, G. Züblin, E. Primault.*

7. *Objets de délibérations suivants: Exposition nationale, procès-verbal de la 62<sup>e</sup> séance du  
12 septembre 1961.*



E 1001(-)1967/125/54  
[DoDiS-30683]

*Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner,  
an den Bundesrat*

LIEFERUNG VON KAPITALGÜTERN AN NIGERIA  
MIT LANGFRISTIGER KREDITGEWÄHRUNG

At

Bern, 23. September 1961

Vor einiger Zeit unterbreitete uns das Finanzministerium der Foederation von Nigerien das Begehren um Gewährung eines Kredits in der Höhe von rund 21 Millionen Franken für die Finanzierung schweizerischer Lieferungen an die Electricity Corporation of Nigeria<sup>1</sup>. Es handelt sich um eine 20 MW Gasturbine mit Zubehör für die Erweiterung des Kraftwerkes Afam, eine 5 MW Gasturbine nebst Zubehör für das neue Kraftwerk Sapele, sowie um zwei 3 MW Generatoren mit Dieselantrieb nebst Zubehör für den Ausbau des Kraftwerkes Kaduna. Die Ausrüstung für die Zentralen Afam und Sapele (Wert ca. 19 Mio. Fr) soll durch die AG Brown Boveri & Cie., Baden, diejenige für das Kraftwerk Kaduna (Wert rund 2,2 Mio. Fr.) durch die Firma Gebrüder Sulzer AG, Winterthur, geliefert werden. Das Finanzministerium schlug einen direkten Kredit an die nigerianische Regierung vor, der über einen Zeitraum von 10–12 Jahren zurückbezahlt würde.

Nigerien ist unter den afrikanischen Gebieten, die ihre Unabhängigkeit erlangt haben, nicht nur in Bezug auf seine Grösse und Einwohnerzahl, sondern auch in wirtschaftlicher Hinsicht das wichtigste. Die wirtschaftlichen Aussichten werden positiv beurteilt und bis jetzt weist nichts darauf hin, dass die eindeutig westliche Orientierung seiner Politik eine Änderung erfahren sollte. Nigerien wird im allgemeinen als dasjenige westafrikanische Land bezeichnet, das die günstigsten Voraussetzungen für eine rasche Entwicklung aufweist. Dies hängt insbesondere damit zusammen, dass erst ein Teil des grossen Staatsgebietes verkehrsmässig erschlossen ist und sich gegenwärtig ein grosses Strassen-, Eisenbahn- und Flussschiffahrtsprogramm in Ausführung befindet. Auch ist ein wesentlicher Teil des Bodens sehr fruchtbar. Allein schon aus diesen Gründen wird sich die Marktwirtschaft und damit auch die Produktivität in den nächsten Jahren stark ausdehnen können. Zudem handelt es sich um den weitaus grössten afrikanischen Markt, der im Hinblick auf seine wachsende Bedeutung auch eine gewisse Industrialisierung gestattet. Eine schweizerische Mitwirkung am Ausbau der Energieerzeugung würde daher eine konstruktive Entwicklungshilfe im besten Sinne darstellen. Ferner würde sie eine wertvolle

---

1. Das Original der offiziellen Anfrage Nigerias vom 21. Dezember 1960 konnte nicht ermittelt werden; eine Abschrift findet sich im Anhang zum Schreiben Gewährung eines Investitionskredites an Nigeria von H. Schaffner an die Mitglieder der ständigen Wirtschaftsdelegation vom 28. Januar 1961, E 7110(-)1972/32/111.

Unterstützung der seit Jahren durch die Union Handelsgesellschaft AG, Basel, geleisteten Pionierarbeit bedeuten, die heute in Nigerien zu den angesehensten Firmen zählt.

Unsere Handelsbilanz mit Nigerien ist bei einer durchschnittlichen Einfuhr in den letzten Jahren von 40–50 Millionen Franken und Exporten von 10–15 Millionen für die Schweiz stark passiv. Bei den Ausfuhren entfällt die Hälfte des Wertes auf Uhren, während die Maschinen bis jetzt verhältnismässig wenig zum Zuge kamen. Das Interesse der Maschinenindustrie, und im vorliegenden Fall der beteiligten Firmen, ist demgemäss sehr gross. Für die AG Brown Boveri würden die geplanten Bestellungen einerseits eine Anschlusslieferung zu zwei bereits in Fabrikation liegenden Gasturbinen (Zentrale Afam) umfassen, andererseits aber einen neuen Auftrag für die Zentrale Sapele, der wiederum Zusatzlieferungen nach sich ziehen dürfte, bedeuten.

Aus den bereits bekannten Gründen kommt die Gewährung eines Staatskredits zur Finanzierung der erwähnten Lieferungen nicht in Frage. Auch die schweizerischen Banken dürften kaum in der Lage oder gewillt sein, einen solchen Kredit zur Verfügung zu stellen. Wir sind daher der Auffassung, dass eine ähnliche Lösung wie im Fall Indien<sup>2</sup> getroffen werden sollte, d. h. dass die Finanzierung der Lieferungen durch die Exporteure, eventuell unter Beizug der Banken, (10 Jahre nach Lieferung) erfolgen würde, wobei der Bund die Exportrisikogarantie gewähren würde. Nach Ansicht der schweizerischen Firmen ist dieser Weg durchaus gangbar. Auf Grund der uns vorliegenden Informationen wären auch die nigerianischen Behörden mit dieser Lösung einverstanden. In Anbetracht des wertmässigen Umfangs und der langen Zahlungsfristen müsste die Garantie im gesetzlich zulässigen Höchstmass von 85% erteilt werden.

Abnehmer der zu liefernden Ausrüstungen ist die Electricity Corporation of Nigeria, deren Eigenkapital ausschliesslich aus staatlichem Dotationskapital besteht. Wir beabsichtigen jedoch, noch eine Garantie der nigerianischen Regierung für Zahlung und Transfer des zu kreditierenden Betrages zu erwirken und dies in einem Regierungsbriefwechsel festzulegen. Diese Vereinbarung könnte anlässlich des Besuches des nigerianischen Finanzministers (15.–19. Oktober 1961<sup>3</sup>) abgeschlossen werden, was dazu beitragen würde, die Mitwirkung der Schweiz an der Entwicklung Nigeriens auch nach aussen ins rechte Licht zu rücken.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen *beantragen* wir Ihnen:

1. Der Gewährung der Exportrisikogarantie für die erwähnten Lieferungen an Nigerien im Wert von rund 21 Millionen Franken mit einem Garantiesatz von 85% zuzustimmen;

---

2. Vgl. dazu DDS, Bd. 21, Nr. 91 (DoDtS-14497), insbesondere Anm. 8.

3. Unter Leitung des Finanzministers F. Okotie-Eboh hat sich eine nigerianische Wirtschaftsdelegation vom 15. bis 19. Oktober 1961 in der Schweiz aufgehalten. Zu Teilnehmern und Programm vgl. die undatierte und nicht signierte Notiz Visit of a Delegation from the Federation of Nigeria (15<sup>th</sup> to 19<sup>th</sup> October, 1961), E 7110(-)1972/32/110.

2. uns zum Abschluss einer entsprechenden Vereinbarung mit der nigerianischen Regierung zu ermächtigen<sup>4</sup>.

---

4. Der Antrag des Volkswirtschaftsdepartements wurde vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 29. September 1961 angenommen. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1831 vom gleichen Tag, E 1004.1 (-)/1/653.2. Der das Abkommen in Kraft setzende Briefwechsel wurde am 24. April 1963 unterzeichnet (vgl. dazu z. B. das vertrauliche Schreiben von G. E. Bucher an E. Stopper vom 24. April 1963, E 7110 (-)1974/31/143) und die Vergabe des Auftrags unter BBC und Sulzer ausgemacht. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1589 vom 27. August 1963 (DoDiS-30684).

## 11

E 2003(A)1974/52/377

[DoDiS-30597]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

#### RAPPEL DE QUELQUES FAITS CONCERNANT LES RAPPORTS DE M. HAMMARSKJÖLD AVEC LA SUISSE

No

[Berne,] 26 septembre 1961

I. M. Hammarskjöld<sup>2</sup> souhaitait certainement que l'Organisation des Nations Unies puisse devenir universelle. Il l'a laissé entendre à nos observateurs à plusieurs reprises. Il espérait donc qu'un jour la Suisse pourrait y adhérer. Il admettait cependant que le moment n'en arriverait que lorsque les problèmes de Chine et d'Allemagne seraient résolus et que ces deux pays seraient représentés aux Nations Unies. Ce jour-là, il aurait été disposé, quant à lui, à s'employer à trouver une solution constitutionnelle réservant entièrement la position particulière de la Suisse par rapport au chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire à créer un «cas spécial» de la Suisse.

II. En attendant ce moment, M. H. respectait la position prise par le Conseil fédéral. En 1958, M. Soldati résumait ainsi son point de vue: «Il a confiance en la Suisse, pays non membre, et croit que la Suisse ne refuse pas sa confiance au Secrétariat général. Il constate en Suisse une compréhension positive pour les Nations Unies, et les Nations Unies n'ont que de l'estime pour notre pays. La situation présente est donc parfaitement satisfaisante pour les deux parties.»

III. Il se louait d'autre part de l'excellente collaboration qui s'était instaurée entre son Secrétariat et notre pays. Il apprécia beaucoup la promptitude de notre appui lors de l'affaire de Suez<sup>3</sup>, ainsi que nos contributions

---

1. La notice est signée par F. Dufour et adressée à P. Micheli.

2. Décédé le 18 septembre 1961, dans un accident d'avion au-dessus de la Rhodésie du Nord (Zambie).

3. Cf. DDS, vol. 20, Nos 90 (DoDiS-12738) et 99 (DoDiS-9575). Voir aussi le télégramme de M. Petitpierre à A. R. Lindt du 23 novembre 1956 (DoDiS-12034).

au rétablissement de la paix en Corée<sup>4</sup> et au relèvement du sort du Congo<sup>5</sup>. Il prodiguait des éloges au travail fourni par des Suisses tels que M. Zellweger au Laos et M. Umbricht au Congo.

IV. Dans l'état actuel du monde et dans certaines circonstances particulièrement délicates, M. H. en était même venu à considérer utile l'existence d'un Etat à la fois neutre et non membre des Nations Unies. Il estimait par exemple que notre appui à son action en Egypte en 1956 avait nettement renforcé sa position morale.

V. M. H. avait d'excellentes relations personnelles avec M. Petitpierre et il était parfois heureux de pouvoir ouvrir son cœur à l'observateur suisse auprès des Nations Unies.

---

4. *Il s'agit de la participation de la Suisse à la Commission de contrôle de l'armistice en Corée depuis 1953.*

5. *Cf. DDS, vol. 21, Nos 86 (DoDiS-15335) et 95 (DoDiS-15341).*

## 12

E 2001(E)1976/17/363

[DoDiS-18987]

*Der schweizerische Botschafter in Ottawa, A. Zehnder,  
an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, R. Kohli*

BETRIFFT: EXPROPRIATION DER BRITISH COLUMBIA ELECTRIC COMPANY LIMITED,  
VANCOUVER

S

Ottawa, 5. Oktober 1961

Ich beehre mich, auf Ihre Schreiben vom 6. September<sup>1</sup> und vom 9. September 1961<sup>2</sup> zurückzukommen, womit Sie mich über die von der Schweizerischen Bankiervereinigung bei der Regierung in Victoria unternommenen Schritte betreffend die Expropriation der British Columbia Electric Company eingehend orientiert haben. Sie hatten mich gebeten, insbesondere die Frage zu prüfen, inwiefern es angezeigt erschiene, bei den kanadischen Behörden eine offizielle Demarche zu unternehmen, die bezwecken würde, die Bemühungen der Bankiervereinigung um eine annehmbare Entschädigung für die von der Expropriation betroffenen schweizerischen Titelinhaber zu erwirken.

Ich dachte zuerst, die Angelegenheit Herrn Cadieux, dem stellvertretenden Unterstaatssekretär für Auswärtiges, der uns bekanntlich besonders gut gesinnt ist, zu unterbreiten; da er aber zur Zeit in New York an der UNO-Generalversammlung teilnimmt, sprach ich, in Begleitung meines ersten Mitarbeiters<sup>3</sup>, bei Herrn Sicotte, dem Chef der Rechtsabteilung vor, um ihn mit dem Problem

---

1. *Vgl. das Schreiben von R. Kohli an A. Zehnder vom 6. September 1961 (DoDiS-18985).*

2. *Vgl. das Schreiben von H. Hess an Zehnder vom 9. September 1961, nicht abgedruckt.*

3. *H. Widmer.*

vertraut zu machen und ihn über die Frage einer eventuellen Intervention zu sondieren. Ich habe dabei nicht unterlassen, darauf hinzuweisen, dass die Art und Weise, in der die Expropriation von der Regierung in Victoria durchgeführt wurde, in schweizerischen Kreisen Befremden und vor allem auch heftige Kritik in Bezug auf die als ungenügend empfundene Entschädigung der Titelinhaber ausgelöst habe.

Für Herrn Sicotte war diese Angelegenheit insofern neu, als sich das Aussenministerium bis jetzt noch keineswegs damit zu befassen hatte. Aus dieser Situation erklärt sich denn auch, dass er in seinen Äusserungen eine ausgesprochene Zurückhaltung zeigte. Die Frage, wie eine offizielle Intervention von Seiten der Schweiz beim Aussenministerium vorgenommen werden könnte, stösst in der Tat auf verschiedene Schwierigkeiten. Dies hängt vor allem mit der kanadischen Verfassung, d. h. mit der im «British North America Act» verankerten Kompetenzverteilung zwischen der Zentralregierung und den Provinzen zusammen, die auf das Jahr 1867 zurückgeht und somit auf Verhältnisse zugeschnitten ist, die im Laufe der Geschichte Kanadas eine Evolution durchgemacht haben und deshalb nicht immer leicht zu interpretieren sind. Es bestehen in der Tat Sachgebiete, die gemäss dem erwähnten Akt in die *ausschliessliche* Zuständigkeit der Provinzen fallen, die eine Einmischung der Zentralregierung nicht zulässt. Hierzu gehören gemäss Artikel 92 der Verfassung u. a. jene Materien, die sich auf das Eigentum in den Provinzen beziehen. Massnahmen, wie die hier interessierende Expropriation einer dem zivilen Recht unterstehenden Gesellschaft wären somit der Zuständigkeit Ottawas entzogen. Daraus ergibt sich hinsichtlich einer eventuellen offiziellen Demarche seitens der Schweiz eine doppelte Schwierigkeit, weil einerseits die Schweiz bei der *Zentral*regierung akkreditiert ist und somit nicht direkt bei der Provinzregierung intervenieren kann und weil andererseits die Behörden in Ottawa im vorliegenden Fall keine rechtliche Befugnis hatten, sich in provinzielle Angelegenheiten einzumischen. Herr Sicotte wies indessen darauf hin, dass Kraft des Instituts der «Disallowance» (Désaveu) provinzielle Gesetzesakte rückgängig gemacht werden können, wofür es Präzedenzfälle gebe, doch habe die Regierung von Ottawa im Verlaufe der Zeit immer weniger von diesem Mittel Gebrauch gemacht und gerade in neueren Zeiten sich einer äussersten Zurückhaltung beflissen. Man kann sich daher füglich fragen, ob sie sich in einem Fall wie dem vorliegenden, wo es um die Erwirkung einer höheren Entschädigung zugunsten schweizerischer Titelinhaber geht, für die Anwendung des Disallowance-Artikels einspannen liesse. Ich habe diese Frage im jetzigen Stadium des Gesprächs denn auch nicht aufwerfen wollen, schon aus der Überlegung, dass Herr Sicotte sich vermutlich nicht für kompetent erachtet hätte, hierüber etwas Verbindliches zu sagen.

Man könnte allenfalls versuchen, eine Intervention so zu gestalten, dass seitens der kanadischen Regierung ein moralischer Druck auf Herrn Bennett, den Premier-Minister von Britisch-Kolumbien, ausgeübt würde, z. B. durch den Hinweis, dass die Expropriation in Britisch-Kolumbien den guten Ruf Kanadas als Investitionsland beeinträchtigen könnte und dass das Expropriationsgesetz betreffend die «British Columbia Electric Company» zufolge deren Umwandlung in eine Crown Corporation deshalb besonders stossend sei, weil es keine Rechtsmittel bzw. keine Arbitrage für die Festsetzung der

Entschädigung zulasse. Ich habe diese Alternative indessen mit Herrn Sicotte nicht weiter vertieft, zumal er mir zu verstehen gab, dass es vielleicht nützlich wäre, die ganze Angelegenheit zunächst mit Herrn A. Alex Cattanach, Acting Under Secretary of State, zu besprechen, der als ein Experte für die hier zur Diskussion stehenden Fragen gilt (und der auch bei den Sitzverlegungsverhandlungen in Ottawa der schweizerischen Delegation nützliche Dienste geleistet hatte<sup>4</sup>). Ich behalte mir deshalb vor, ihn in nächster Zeit aufzusuchen.

Inzwischen hat mein erster Mitarbeiter bei der hiesigen Amerikanischen Botschaft und beim Britischen Hochkommissariat in Erfahrung zu bringen versucht, wie die Regierungen dieser beiden Länder auf die Expropriation der British Columbia Electric allenfalls reagiert hätten. Von beiden Seiten wurde erklärt, dass der Fall wohl bekannt sei, die entsprechenden Missionen aber keine Instruktionen erhalten hatten, bei der kanadischen Regierung zu intervenieren. Sowohl der britische Handelsrat als der amerikanische Geschäftsträger wiesen darauf hin, dass es sich bei der Expropriation der BCE<sup>5</sup> um eine rein provinzielle Angelegenheit handle, in die Ottawa sich vermutlich aus grundsätzlichen Gründen nicht werde einmischen wollen, ganz abgesehen davon, dass die Beziehungen zwischen der Zentralregierung und Mr. Bennett zur Zeit gespannt seien, weil dieser die Ratifizierung des kanadisch-amerikanischen Staatsvertrags über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte des Columbia River Projekts, an dem Ottawa besonders interessiert ist, blockiert habe. Ottawa werde vermutlich diese Situation nicht noch mit einer Einmischung in die Expropriation der BCE erschweren.

Wie es aus dem in Abschrift beigegebenen Bericht des amerikanischen Generalkonsulats in Vancouver<sup>6</sup>, den der amerikanische Geschäftsträger meinem Mitarbeiter zur Verfügung gestellt hat, hervorgeht, scheinen keine nennenswerten Interessen von amerikanischen Titelinhabern zu bestehen. Auch liess der Geschäftsträger durchblicken, dass seine Regierung kaum etwas unternehmen werde, und zwar aus den gleichen Gründen, die oben in Bezug auf Ottawa dargelegt wurden. In dieser Beziehung laufen die Interessen zwischen den beiden Ländern parallel. Was den Umfang der britischen Interessen betrifft, war der Handelsrat des Hochkommissariats nicht in der Lage, meinem Mitarbeiter Angaben zu machen.

Schliesslich lege ich Ihnen einige Zeitungsartikel des «Financial Post», Toronto, vom 30. September bei<sup>7</sup>, die sich mit der Expropriation der BCE und der Entschädigung der Titelinhaber befassen. Erfreulich ist darin, dass die Situation im Vergleich zu Anfang September sich insofern verbessert hat, als die Dinge nunmehr in Fluss geraten sind. Hatte z. B. die Canadian Bar Association, die sich als erste mit der Expropriation der BCE befasste, sich zunächst nur auf rechtliche Erörterungen beschränkt, so ist sie jetzt ermächtigt

---

4. Siehe dazu DDS, Bd. 21, Nr. 42 (DoDiS-16090), sowie das Schreiben von R. Probst an Kohli vom 9. Oktober 1959 (DoDiS-15203) und das BR-Prot. Nr. 22 vom 8. Januar 1960 (DoDiS-15560).

5. *British Columbia Electric Company Limited.*

6. *Nicht abgedruckt.*

7. *Nicht abgedruckt.*

worden, bei Mr. Bennett Protest gegen die getroffenen Massnahmen einzureichen und auch die United Kingdom Association of Investments Trust ist bei der Regierung von Britisch-Kolumbien vorstellig geworden. Ferner haben die British Columbia Bond Dealers Association und die Dominion Mortgage and Investments Association die Regierung Bennett unter Druck gesetzt und eine Überprüfung des Expropriations-Gesetzes verlangt. Wichtig ist aber, dass auch die British Columbia Power Corporation, die als Holdinggesellschaft durch die Expropriation der BCE direkt geschädigt wurde, nunmehr Schritte unternommen hat, um gegen die Regierung von Victoria einen Prozess einzuleiten, der in erster Linie auf eine bessere Entschädigung der BCE-Aktientendieren soll. Es ist daher nicht ausgeschlossen, dass der Premier-Minister unter dem Druck dieser verschiedenen Interventionen sich eines Besseren besinnen und die bisher als unzulänglich empfundene Entschädigungsofferte einer neuen Überprüfung unterziehen bzw. sich auf Verhandlungen mit den diversen Gruppen einlassen wird.

Die (in Alinea 4) erwähnte Alternative eines Appells an den kanadischen guten Willen hätte allerdings nur dann Aussicht auf Erfolg, wenn die Minderheit der ausländischen Share and Bond-Holders so gross wäre, dass sie Herrn Bennett zu beeindrucken vermöchte. Ich stelle aber fest, dass die schweizerische Beteiligung etwa 10% und die amerikanische nur 3% beträgt. Es wäre deshalb für mich wertvoll zu wissen, wie gross der britische Anteil ist.

Schliesslich wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie mich wissen lassen wollten, ob die Regierung von Victoria auf die Eingabe der schweizerischen Bankiervereinigung bereits reagiert hat, und eventuell in welchem Sinne<sup>8</sup>.

---

8. Zu einer ersten negativen Reaktion auf diese Eingabe vgl. die Note de séance de la réunion tenue le 7 novembre 1961 à 15 h à l'Association suisse des banquiers, Bâle, dans l'affaire d'expropriation de la BC Electric Company von P. Lardy, nicht abgedruckt. Diese Notiz war eine Beilage zum Schreiben von Hess an Zehnder vom 27. November 1961, nicht abgedruckt.

### 13

E 2001(E)1976/17/387

[DoDiS-18909]

#### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### NOTIZ BETREFFEND ALLFÄLLIGE AUFNAHME DIPLOMATISCHER BEZIEHUNGEN MIT SÜDVIETNAM UND SÜDKOREA

KK

Bern, 16. Oktober 1961

Die von der Schweiz bis jetzt – unter prinzipieller Innehaltung einer gebotenen Zurückhaltung – von Fall zu Fall pragmatisch beantwortete Frage einer Anerkennung der Teilstaaten in Deutschland, China, Vietnam und Korea droht durch die kürzlichen Vorstösse von südvietnamesischer und südkoreanischer

---

1. Diese Notiz wurde von H. Kaufmann verfasst.

Seite in dieser Sache ziemlich folgenreich kompliziert zu werden. Die Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit diesen beiden Ländern sollte vorläufig besser unterbleiben. Die Gründe dafür sind folgende:

Die weltpolitische Auseinandersetzung zwischen West und Ost, für uns eine Auseinandersetzung zwischen abendländischer Freiheit und kommunistischem Totalitarismus, ist für die Länder Asiens und Afrikas, vor allem für jene, die erst seit dem Kriege unabhängig geworden sind, nicht in dieser ganzen Bedeutung und Tragweite verständlich; diesen in ganz andern geistigen, kulturellen und sozialen Traditionen verhafteten Völkern sind abendländisches Denken und kommunistische Ideologie letztlich gleichermaßen unverständlich. Hinzu kommt, dass ihnen die Beteuerungen des Westens wie des Ostens, für das Wohl auch der asiatischen und afrikanischen Staaten zu kämpfen, angesichts der kolonialen Vergangenheit zahlreicher westlicher Staaten einerseits, der Ereignisse in Tibet, des kontinuierlichen Flüchtlingsstromes aus kommunistischen Staaten und der kommunistischen Religions- und Traditionsfeindlichkeit andererseits als nicht ganz aufrichtige Propaganda erscheinen.

Ein kleiner Teil der Staaten Asiens und Afrikas steht traditionell auf westlicher Seite, ein anderer, grösserer schlägt sich aus opportunistischen Gründen zur einen oder andern Seite; daneben besteht aber eine noch grössere Gruppe von Staaten, die ehrlich und aufrichtig nach einer neutralen Stellung ausserhalb der beiden Blöcke suchen; nicht, weil sie prinzipiell gegen den Westen und die Freiheit wären, sondern weil aus ihrer andersartigen Sicht heraus West wie Ost einfach zwei machtpolitische Rivalen im Kampf um die Vorherrschaft sind, die beide, aus blossen egoistischen Motiven, die «noncommitted nations» umwerben. Am Beispiel von Laos glauben diese Völker ableiten zu können, was herauskommt, wenn man sich vom Westen oder vom Osten einspannen lässt. Neutralität oder Neutralismus in der Auseinandersetzung zwischen West und Ost – dies sei nochmals unterstrichen – ist deshalb für viele Staaten zumindest in Asien ein zwar oft missdeutetes, aber trotzdem echtes und ehrliches Anliegen. (Die Missdeutungen haben ihre Ursache hauptsächlich darin, dass diese Staaten noch wenig aussenpolitisches Fingerspitzengefühl besitzen und in guten Treuen gelegentlich in die Pfanne hauen, weil sie die Linie ihrer Neutralität weniger nach völkerrechtlicher Doktrin als nach vielfach gefühlsbetonten Impulsen verfolgen).

Dass die Schweiz als der Staat, dem es gelang, unangeschlagen an der Neutralität bis in die neueste Zeit festzuhalten, bei diesen Völkern ein fast mythisches Ansehen besitzt, braucht nicht näher erklärt zu werden. Unser Ansehen wird noch gefördert durch die Tatsache, dass wir von jeder kolonialen Vergangenheit unbelastet sind.

Die Schweiz hat ihrerseits ein doppeltes Interesse an der Entstehung einer möglichst umfangreichen Gruppe neuer echt und ehrlich neutraler Staaten (auch wenn wir – aus Gründen unserer eigenen Neutralität – jegliche Identifikation oder gar Bindung mit einer solchen Gruppe ablehnen müssen):

a. Die durch den kalten Krieg entstandene machtpolitische Balance hat unsere während und unmittelbar nach dem zweiten Weltkrieg sehr schwierige politische Lage als neutraler Staat bedeutend erleichtert. Diese Balance ist aber labil, und entsprechend bleibt unsere Lage prekär. Das Entstehen einer



Gruppe neuer aufrichtig neutraler Staaten kann uns deshalb – als ein Stabilisierungsfaktor – nur willkommen sein.

b. Die amerikanische Aussenpolitik, obschon von den besten Absichten getragen, begeht in regelmässigen Abständen psychologische und andere Fehler, welche die USA und damit den Westen bei den «uncommitted nations» in Misskredit bringen. (Das jüngste, in seiner Tragweite noch nicht voll abzuschätzende Beispiel ist Thailand, das aus dem angesichts des Versagens der USA und der SEATO in Laos empfundenen Schock heraus offiziös bekanntgab, es sehe sich veranlasst, «to re-examine our exposed position as well as our obligations which have become one-sided»; (vgl. Beilage<sup>2</sup>, S. 11/12). Wenn nicht der Osten aus solchen Fällen einseitig Gewinn schlagen soll, ist es von äusserster Wichtigkeit, dass den «uncommitted nations» als Alternativlösung gegenüber West und Ost die Neutralität als aussenpolitische Haltung möglich und sinnvoll erscheint.

Wir haben also ein Interesse daran, durch unser Beispiel den aufrichtig nach Neutralität oder Neutralismus suchenden «uncommitted nations» stets vor Augen zu führen, dass die Neutralität als aussenpolitische Haltung möglich und durchführbar ist. Dieses Beispiel hinwiederum ist nur möglich, wenn wir selbst diese Haltung in unserer Aussenpolitik (nicht geistig!) konsequent und kompromisslos durchhalten.

Südvietnam und Südkorea sind «ausgesprochene Klientenstaaten der USA». (Botschafter Lindt, Schreiben vom 3. Februar 1961<sup>3</sup>). Sie stellen zwar Bastionen des Westens dar, aber nicht aus eigener Kompetenz, sondern durch eine Präsenz der USA. Für die «uncommitted nations» Asiens (und wohl auch Afrikas) ist deshalb eine Anerkennung dieser beiden Staaten gleichbedeutend mit einer aussenpolitischen Stellungnahme zugunsten der dortigen amerikanischen Machtposition. Zweifel an der Aufrichtigkeit unserer Neutralität liessen sich in diesem Falle nicht vermeiden, was – wie oben erwähnt – keinesfalls in unserem Interesse ist. Dazu kommt noch, dass die Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Südvietnam und Südkorea dem Ostblock den Hanf zu einem Strick liefern könnte, der uns früher oder später gedreht würde. (Eine gleichzeitige Anerkennung Nordvietnams und Nordkoreas «zum Ausgleich» kommt noch viel weniger in Frage, weil wir damit die westlichen Mächte verstimmen würden, was nicht nur eine aussenpolitische Belastung für uns sondern ein mit unserer Weltanschauung unvereinbares Resultat wäre).

Der Fall *Südkorea* ist relativ einfach. Wir haben diesen Staat bis heute noch nicht anerkannt, und die kürzliche Goodwillmission erwähnt in ihrem Dankschreiben<sup>4</sup> nichts von der Aufnahme diplomatischer Beziehungen. Schweizerischerseits besteht kein Interesse an einem solchen Schritt (nur geringe Handelsinteressen, genügend politische Informationsmöglichkeiten durch den Delegationschef<sup>5</sup>, unsichere Zukunft des gegenwärtigen Regimes, wünschbare

2. Nicht ermittelt.

3. Nicht abgedruckt.

4. Vgl. das Schreiben von Yong Shik Kim an F. T. Wahlen vom 13. September 1961, nicht abgedruckt.

5. Vgl. Nr. 7 in diesem Band.

Neutralität wegen unserer Rolle als Mitglied der NNSC). Die Angelegenheit wird deshalb vorläufig am besten auf sich beruhen gelassen.

Gegenüber *Südvietnam* befinden wir uns in einer weniger einfachen Lage, weil hier – als Resultat kürzlicher Kontakte – bereits ein BRB betreffend Ermächtigung Südvietnams zur Eröffnung einer diplomatischen Vertretung in der Schweiz vorliegt<sup>6</sup>. Von diesem BRB sollte indessen vorläufig kein Gebrauch gemacht werden. Wir können den Vietnamesen das Konsulat in Genf zugestehen und kündigen gleichzeitig (Einverständnis der FREPO vorausgesetzt) Visumserleichterungen an, während wir auf die Errichtung einer Botschaft nicht mehr zu sprechen kommen. Sollten die Vietnamesen mehrmals dringlich mahnen (Bonn oder Saigon), kann unser dortiger Vertreter *mündlich* vertrösten, die Sache befinde sich in wohlwollender Prüfung; ein (mündlicher) Hinweis auf den kürzlichen Wechsel in der Leitung des Departements, mit entsprechenden Verzögerungen der laufenden Geschäfte wegen Einarbeitung des neuen Departementschefs<sup>7</sup>, wird in Asien ohne weiteres akzeptiert, da diese Erscheinung dort durchaus üblich ist. Dass wir offiziell in dieser Sache nichts mehr verlauten lassen, wird von den Südvietnamesen im übrigen – trotz zu erwartenden Mahnungen – akzeptiert werden: sie haben mit ihrem Aide-mémoire vom 20. Juni 1961<sup>8</sup> und dem Telegramm vom 13. September 1961<sup>9</sup> versucht, uns in unzulässiger Weise festzulegen und bringen uns so in eine Konfliktsituation, aus der uns im heutigen Zeitpunkt kein Ausweg möglich ist. Schweigen als Antwort wird in einem solchen Fall in Asien als eine völlig legitime Spielregel anerkannt, die allein die «Wahrung des Gesichtes» ermöglicht.

Ungeachtet der Nicht-Aufnahme von diplomatischen Beziehungen mit Südvietnam (oder, was hier nicht zur Diskussion steht, Laos) können Beziehungen mit *Kambodscha* baldmöglichst aufgenommen werden<sup>10</sup>. Kambodscha, Laos und Vietnam sind drei geschichtlich, ethnisch, sprachlich und politisch völlig verschiedene Staaten, die sich nicht solidarisch fühlen. Die Periode der gemeinsamen französischen Verwaltung («Indochina») hat sie einander nicht näher gebracht, sowenig seinerzeit die habsburgische Administration Österreich, die Tschechei u. Ungarn einander näher gebracht hat.

---

6. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1153 vom 23. Juni 1961, E 1004.1(-)/1/650.

7. F. T. Wahlen.

8. Vgl. das Aide-Mémoire von V. V. Mau an M. Petitpierre, E 2001(E)1978/84/1033.

9. Nicht ermittelt.

10. Vgl. das BR-Prot. Nr. 31 vom 9. Januar 1962, E 1004.1(-)/1/657.1, und das BR-Prot. Nr. 731 vom 18. April 1962, E 1004.1(-)/1/660.2.

E 2001(E)1976/17/47  
[DoDiS-30730]

*L'Ambassadeur de Suisse à Madrid, M. Fumasoli,  
au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*

CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LE COMITÉ SUISSE  
POUR L'AMNISTIE POLITIQUE EN ESPAGNE

L Confidentielle

Madrid, 20 octobre 1961

Je vous remercie vivement de la lettre du 11 de ce mois<sup>1</sup>, par laquelle vous avez bien voulu me mettre au courant de l'activité que le «Comité pour l'amnistie des détenus ou exilés politiques espagnols» a déployée récemment en Suisse.

Pour le moment, aucune personnalité officielle espagnole n'a fait allusion vis-à-vis de moi ou de mes collaborateurs, aux deux conférences mentionnées dans votre lettre<sup>2</sup>. Je pense que le fait que Ramon Viladas n'a pas été autorisé à prendre la parole à Genève et que les organisateurs des manifestations de Lausanne et de Genève étaient tous des communistes ou des sympathisants des communistes, a convaincu les autorités espagnoles qu'il ne valait pas la peine de donner une importance excessive à cet épisode de la campagne de l'extrême gauche contre elles. Ces autorités savent très bien qu'elles ont encore beaucoup d'ennemis à l'extérieur et pas tous dans l'extrême gauche, mais elles savent aussi, par expérience, que l'opposition au régime franquiste diminue considérablement depuis un certain temps dans les files des non communistes. Bien sûr dans plusieurs milieux socialistes et libéraux l'opposition demeure considérable, mais elle cède peu à peu à cause des exigences de la lutte contre le communisme et aussi à cause des adoucissements imposés à la dictature par ceux qui l'exercent et de l'euphorisation graduelle de la Péninsule. Bien que le régime se dresse sur une base dictatoriale et refuse encore au peuple certains droits fondamentaux, la lutte que le bolchevisme a déclenchée contre l'Occident a grandement contribué à faire accepter l'Espagne officielle parmi les pays qui ont pris sur eux la tâche de résister à la bolchevisation du monde. Les Etats-Unis furent les premiers à rompre la glace en 1953 grâce aux accords d'aide militaire réciproque<sup>3</sup> et furent suivis par l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Aujourd'hui l'Espagne entretient d'excellentes relations avec tous les Etats occidentaux; elle est au premier plan de l'actualité financière pour les investisseurs européens; elle a fait des progrès matériels considérables et on doit bien reconnaître qu'aucun gouvernement espagnol, au cours des

1. Cf. la lettre de P. Micheli à M. Fumasoli du 11 octobre 1961, non reproduite.

2. La première conférence a lieu à Lausanne le 29 septembre, sous la présidence du conseiller d'Etat vaudois A. Maret; la deuxième a lieu à Genève le 6 octobre, sous la présidence de l'acteur F. Simon.

3. Cf. DDS, vol. 19, N° 72 (DoDiS-10262).

cent cinquante dernières années de guerres civiles subies par le pays, ne lui a apporté autant de bienfaits matériels que l'actuel. Cela ne justifie certes pas la privation de certains droits maintenue par le régime et d'autres circonstances en relation avec l'absence de certaines libertés essentielles, comme la liberté de culte, par exemple dont les restrictions inadmissibles indisposent d'importants milieux suisses<sup>4</sup>. On sait que le régime répond que la démocratie n'a jamais convenu à l'Espagne, que l'individualisme exalté des Espagnols a converti en une catastrophe chaque tentative de convertir l'Espagne en une république et que le monde doit comprendre qu'après le terrible désastre de la guerre civile de 1936/39, on ne peut pas exiger de l'Espagne l'établissement d'un régime de liberté totale dont la suite inévitable serait une nouvelle guerre civile. Je me dispense de rappeler ici les arguments qui contredisent en partie cette thèse du régime. Je constate qu'un grand nombre de personnalités politiques raisonnables acceptent en partie du moins la thèse en question, qu'elles admettent que Franco a sauvé l'Espagne et probablement l'Europe du communisme en 1936 et qu'il représente une garantie de poids à l'heure actuelle dans la lutte contre le communisme. A part ce fait important du point de vue de la politique occidentale, on observe que certaines restrictions à la liberté se sont beaucoup adoucies (on parle presque librement dans les cafés et dans la rue), que le nombre des prisonniers politiques est désormais très restreint d'après ce que me confirme le représentant suisse du Comité International de la Croix-Rouge<sup>5</sup>, que la liberté de circulation à l'intérieur du pays est totale, que les millions de touristes qui sillonnent l'Espagne peuvent se rendre compte des conditions d'ordre et de paix qui règnent dans le pays et des pas de géant qu'il a faits sur le chemin du progrès. Cela ne justifie naturellement pas qu'il y ait des prisonniers politiques, mais il ne semble pas qu'on puisse toujours appliquer la mesure suisse ou anglaise à un pays qui – je le répète – est sorti en 1939 de cent cinquante ans de guerres intestines et d'une guerre civile d'une cruauté inouïe déchaînée par ceux qui voulaient implanter le communisme dans le pays. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, ont inauguré une politique d'amitié avec l'Espagne officielle, dans l'espoir que peu à peu elle se rapprochera du libéralisme.

Cette normalisation croissante des relations diplomatiques internationales de l'Espagne avec les grandes puissances, a indisposé plus que toute autre chose les adversaires de Franco qui ne peuvent plus compter sur les gouvernements occidentaux pour le renverser et cela explique la recrudescence de la lutte du communisme contre le régime espagnol, lutte dont les faits rappelés dans votre lettre ne sont que des épisodes. Les mesures prises récemment en France contre certains exilés espagnols qui avaient tenté de détruire un barrage en Espagne sans égard au nombre de victimes qu'un tel crime aurait comportées, (fait qui ne laisse guère de doute sur la filiation communiste des dits exilés) contribuera sans doute beaucoup à augmenter la recrudescence dont je parlais plus haut. Au fait presque tous les exilés qui avaient envie de retourner en Espagne ont pu rentrer grâce aux nombreuses amnisties décrétées par le

---

4. Cf. *DDS*, vol. 17, N° 50 (DoDiS-5760).

5. *F. E. Arbenz*.

Gouvernement espagnol dont la dernière vient d'être proclamée. Il ne reste plus, en dehors de l'Espagne, que quelques idéalistes très respectables et des victimes de l'extrême gauche.

C'est pourquoi, à part la considération que méritent les personnes qui défendent sincèrement la cause de la liberté pour leur patrie espagnole, nos autorités ont bien raison de surveiller l'activité des exilés espagnols qui agissent pour le compte du communisme, parce qu'une trop grande indulgence à leur égard pourrait provoquer ici des réactions négatives pour nous. Il ne faut pas oublier que le nombre des Espagnols qui, pour les raisons les plus diverses, mais surtout par crainte de l'inconnu et des communistes, soutiennent le régime au pouvoir, est très grand et qu'ils n'aiment pas qu'à l'étranger on aide ceux qui désirent offrir à l'Espagne une réédition de la dernière république et de la révolution qui en fut la conséquence inévitable et qui leur a valu des souffrances inouïes. La Suisse a une excellente presse en Espagne bien que nos journaux n'aient jamais montré de la sympathie pour le régime franquiste pour des raisons compréhensibles, mais il est normal que nous évitions que le communisme choisisse notre pays pour des manifestations purement politiques et susceptibles de compromettre nos intérêts en Espagne. L'attachement de la Suisse à la liberté et aux droits de l'homme est au-dessus de tout soupçon de sorte qu'une attitude froide à l'égard des menées de l'extrême gauche ne devrait pas nous attirer des critiques de la part des milieux qui défendent comme nous l'ordre et la raison.

Je m'excuse d'avoir insisté sur des circonstances qui sont fort bien connues de vous, en soulignant des points de vue qui sont aussi ceux de la plupart de nos compatriotes en Espagne.

## 15

E 2001(E)1976/17/461

[DoDiS-19023]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

#### MAIN-D'ŒUVRE GRECQUE EN SUISSE

PI

Berne, 24 octobre 1961

Depuis quelque temps un nombre croissant de Grecs vient prendre de l'embauche dans notre pays. Ils sont actuellement 2500 environ. Leur présence en Suisse soulève passablement de problèmes s'agissant de personnes en général très frustes, sans formation professionnelle. Des éléments indésirables ont dû être expulsés.

Au printemps dernier l'Ambassadeur de Grèce<sup>2</sup> nous a sondé à titre, disait-il, personnel pour savoir si la Suisse serait disposée à signer un accord sur le recrutement de la main-d'œuvre hellénique<sup>3</sup>. Il estimait que les bureaux

1. Cette notice, rédigée par F.-Ch. Pictet et signée par R. Probst, est adressée à P. Micheli.

2. C. Triantafillacos.

3. Cf. la notice Griechische Arbeitskräfte de R. Probst du 19 juillet 1961, non reproduite.

de recrutement privés (grecs et suisses) n'étaient pas à la hauteur (il y a eu effectivement certains abus) et que la création d'un service officiel permettrait d'éviter les désagréments signalés plus haut. Nous avons à l'époque mis M. Triantaphyllakos en rapport avec M. Holzer, directeur de l'OFIAMT, lequel avait rejeté assez abruptement la suggestion qui lui était faite, en la déclarant prématurée.

Au cours de l'été la question s'est envenimée quelque peu<sup>4</sup>. La presse hellénique a publié des articles désobligeants sur la situation des travailleurs grecs dans notre pays. Il semble qu'ils aient été inspirés par l'Ambassade de Grèce elle-même<sup>5</sup>.

Tout dernièrement, enfin, le Ministère des Affaires étrangères a officiellement proposé à notre Ambassade à Athènes de conclure une convention sur le recrutement<sup>6</sup>. L'affaire est donc entrée dans une nouvelle phase.

M. Holzer, prié de se déterminer sur cette proposition, nous a adressé la lettre ci-jointe<sup>7</sup>. Il persiste dans son opinion en invoquant les principaux arguments suivants:

- Il y a trop peu de travailleurs grecs pour que la conclusion d'un accord se justifie.
- Il ignore si l'embauche de main-d'œuvre hellénique répond à un besoin réel de notre économie.
- Il serait très difficile d'organiser le recrutement avec les autorités grecques qui n'offrent pas les garanties de sérieux et d'efficacité désirées.

En conclusion, M. Holzer se réserve de revoir le problème ultérieurement.

De son côté, la Police fédérale des étrangers est également plutôt négative<sup>8</sup>.

Un nouvel élément est venu compliquer la situation. M. Saxer, Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, mandaté par le Conseil fédéral, s'est rendu en septembre à Athènes où il a eu des contacts en vue de la conclusion d'un *accord sur les assurances sociales* des Grecs travaillant en Suisse<sup>9</sup>.

On peut dès lors craindre qu'il en aille de la Grèce comme de l'Italie<sup>10</sup>, MM. Holzer et Saxer – qui ne s'entendent pas – tirant chacun de leur côté. Or les questions du recrutement et des assurances sociales sont étroitement liées.

M. le Ministre Kohli avait dû, à propos de l'Italie, réunir à deux reprises une conférence interdépartementale<sup>11</sup> pour coordonner les négociations parallèles et même arbitrer les différends afin de sortir de l'impasse.

4. Cf. notamment la note *Travailleurs grecs en Suisse* de F.-Ch. Pictet du 26 juillet 1961, non reproduite.

5. Pour diverses indications, cf. la lettre de P. Thévenaz à M. Holzer du 20 septembre 1961, non reproduite.

6. Cf. la lettre de W. Fuchss à R. Probst du 4 octobre 1961, non reproduite.

7. Non reproduite.

8. Cf. la lettre de E. Mäder à R. Probst du 19 octobre 1961, non reproduite.

9. Pour plus de détails, cf. la lettre de W. Fuchss à A. Saxer du 11 septembre 1961, non reproduite.

10. Sur les négociations sur les assurances sociales avec l'Italie, cf. N° 22, note 7, dans le présent volume.

11. Cf. le *procès-verbal* Réunion interdépartementale du 13 juin 1961 au sujet des négo-

Nous nous demandons s'il ne conviendrait pas que le Département organise une réunion de ce genre pour déterminer, avant que M. Saxer pousse plus avant, quelle réponse nous donnerons à l'offre de conclure un accord sur le recrutement. MM. Holzer et Mäder se sont dit prêts à participer à cette conférence.

Seriez-vous disposé à la présider et quand pourrait-elle avoir lieu<sup>12</sup>?

Entreraient en ligne de compte comme participants – outre le Département (Section Ouest et Service juridique), l'OFIAMT, l'Office fédéral des assurances sociales et la FREPOL – la Division de police (problèmes d'assistance), le Service fédéral de l'hygiène publique (contrôle médical des travailleurs) et la section des affaires de droit fiscal et de double imposition de l'Administration des contributions<sup>13</sup>.

---

ciations avec l'Italie en matière d'immigration et d'assurances sociales *du 13 juin 1961* (DoDiS-14904) *et le procès-verbal 2<sup>ème</sup> Réunion interdépartementale du 30 juin 1961 relative aux négociations avec l'Italie en matière d'immigration et d'assurances sociales du 30 juin 1961*, E 2001(E)1976/17/502.

12. *Annotation manuscrite en marge du document de P. Micheli*: M. Probst: d'accord. Lundi 6 nov. 15 h. *La conférence a bien lieu le 6 novembre 1961.*

13. *Sur les résultats de cette conférence, cf. la note Main-d'œuvre grecque, accords sur le recrutement et les assurances sociales de F.-Ch. Pictet du 8 novembre 1961, non reproduite.*

## 16

E 2001(E)1978/84/452

[DoDiS-18887]

*Der Generaldirektor der Schweizerischen Bankgesellschaft, A. Schaefer,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

### BETREFFEND INTERHANDEL<sup>1</sup>

S

Zürich, 2. November 1961

Am letzten Montag und Dienstag hatte ich Gelegenheit, mit dem Attorney General der USA, Herrn Robert Kennedy und seinen beiden Stellvertretern, den Herren White und Orrick in längeren Unterredungen die gegenwärtige Situation im Streit Interhandel/GAF<sup>2</sup> durchzubespochen.

---

1. *Zur Interhandel-Affäre vgl. Nrn. 121, 126 und 138 in diesem Band, sowie die Notiz Bilaterale Beziehungen Schweiz – USA von R. Kohli vom 3. August 1961 (DoDiS-18894), das Schreiben von A. Schaefer an F. T. Wahlen vom 17. Januar 1962 (DoDiS-18889), die Notiz von P. Micheli vom 19. November 1962 (DoDiS-18940), das Communiqué Interhandelsabkommen vom 4. März 1963 (DoDiS-18893) und die Notiz Interhandel von H. Hess an R. Bonvin vom 23. April 1963 (DoDiS-18836). Siehe auch DDS, Bd. 16, Nrn. 65 (DoDiS-66) und 67 (DoDiS-68), DDS, Bd. 17, Nr. 76 (DoDiS-5640), DDS, Bd. 18, Nrn. 2 (DoDiS-4680) und 6 (DoDiS-4722), DDS, Bd. 19, Nrn. 82 (DoDiS-9209) und 149, Anm. 5, DDS, Bd. 20, Nrn. 65 (DoDiS-11115), 102 (DoDiS-12080), 112 (DoDiS-11334) und 140 (DoDiS-12178), DDS, Bd. 21, Nrn. 33 (DoDiS-14964), 120 (DoDiS-14969) und 155 (DoDiS-14936) sowie den Revisions-Bericht von A. Rees vom 8. März 1946 (DoDiS-9266).*

2. *General Aniline & Film Corporation.*

Herr Kennedy erklärte, dass er grundsätzlich bereit sei in Vergleichsverhandlungen einzutreten, weil die Regierung auf die Dauer die GAF nicht unter eigener Verantwortung führen sollte. Er sei auch bereit, uns Einblick in die Situation der GAF zu gewähren und unseren Rat für die Reprivatisierung des Unternehmens entgegen zu nehmen.

Einen Vorschlag, den ich ihm vor einigen Wochen unterbreitete und der darauf hinauslief, dass uns die GAF zurückgegeben werde, wir aber das Realisat zur Kreditgewährung an unterentwickelte Länder verwenden würden, bezeichnet er als unannehmbar. Die Rechtslage sei immerhin so, dass die amerikanische Regierung ihrer Sache vor dem amerikanischen Gericht ziemlich sicher und es somit vor der öffentlichen Meinung ausgeschlossen sei, an eine vollständige Freigabe auch nur zu denken. Es sei für ihn und seine Mitarbeiter, angesichts ihrer delikatsten Situation, schon sehr schwierig, einem Vergleich auf Basis 50 : 50 zuzustimmen.

Ich habe Herrn Kennedy und seinen Mitarbeitern am folgenden Tag einen Vergleichsvorschlag unterbreitet, der als Grundlage für ein weiteres Gespräch bezeichnet wurde, wobei mir die Herren eine beschleunigte Prüfung zusicherten.

Der Grund für die Verhandlungsbereitschaft dürfte wenigstens teilweise darin liegen, dass die Geschäftszukunft der GAF mit Vorsicht beurteilt werden muss und es sehr wohl dazu kommen könnte, dass die beiden Partner sich zuletzt um einen Leichnam streiten. Infolgedessen sind auch wir an einem raschen Abschluss der Vergleichsverhandlungen interessiert.

Von erheblicher Bedeutung für die Stellungnahme der amerikanischen Regierung sind die fatalen «Sturzenegger-Dokumente»<sup>3</sup>. Die Weigerung, den amerikanischen Behörden direkte Einsicht in die restanzlichen Akten zu geben, ist nach Meinung der amerikanischen Regierung deren grösster Trumpf in den Verhandlungen und vor dem amerikanischen Gericht. Es wäre infolgedessen von grösster Bedeutung, wenn die Stellungnahme des Bundesrates in dieser Frage möglichst umgehend und möglichst direkt dem Justice Department zugestellt und möglichst entgegenkommend gefasst würde.

Ich bin persönlich fest überzeugt, dass wirklich ernsthafte Verhandlungen begonnen haben und dass wir dieselben, ungeachtet der von uns verlangten und durch die Rechtslage keinesfalls gerechtfertigten Opfer, nicht scheitern lassen dürfen. Es ist anzunehmen, dass die Bereitschaft zu einem Entgegenkommen verstärkt wird, wenn das Justice Department einsehen muss, dass die Schweiz ihr möglichstes tut, um die Einsichtnahme in die fraglichen Dokumente zu erleichtern. Von diesem allfälligen schweizerischen Entgegenkommen muss ja nicht Gebrauch gemacht werden, falls die Verhandlungen zu einem Abschluss führen, an welchem m. E. nunmehr beide Teile eindeutig interessiert sind.

---

3. Es handelt sich um die Bank Sturzenegger & Cie, deren Guthaben in den USA und in Kanada blockiert wurden. Vgl. Nr. 98 in diesem Band sowie die Notiz Blockierte Guthaben in USA und Kanada von R. Probst an Micheli vom 6. Mai 1963 (DoDiS-18995) und die Notiz Sturzenegger-Grutchemie/Canada von E. Brunner vom 24. September 1963 (DoDiS-19001). Siehe auch das Schreiben von Probst an V. Nef vom 27. November 1959 (DoDiS-15058) und das BR-Prot. Nr. 271 vom 10. Februar 1961 (DoDiS-14973).



Ich wollte Sie, hochgeachteter Herr Bundespräsident, unverzüglich von dieser Sachlage in Kenntnis setzen und meine Bitte um eine möglichst rasche und entgegenkommende Stellungnahme des Bundesrates<sup>4</sup> erneuern.

Ich konnte, angesichts der kurzen mir zur Verfügung stehenden Zeit, unserem Herrn Botschafter in Washington leider nicht mehr meine Aufwartung machen, habe aber Herrn Botschaftsrat Schnyder über die Sachlage mündlich ins Bild gesetzt und erlaube mir deshalb, Kopie dieses Schreibens der Schweizerischen Botschaft in Washington zuzustellen.

---

4. Der Bundesrat hatte sich schon im Oktober 1961 für eine Bewilligung der direkten Einsicht in die Sturzenegger-Akten ausgesprochen. Vgl. dazu das BR-Prot. Nr. 1971 vom 24. Oktober 1961, E 1004.1(-)/1/654.2. Eine weitere Stellungnahme gab es nicht. Zur Behandlung der Sturzenegger-Akten im Interhandel-Prozess in den Vereinigten Staaten vgl. E 2001(E)1978/84/453.

## 17

E 2200.36(-)1976/154/133

[DoDiS-30126]

### *Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an die schweizerische Botschaft in Washington*

S

Bern, 3. November 1961

Nachdem die drei neutralen EFTA-Staaten am 19. Oktober in Wien<sup>1</sup> beschlossen haben, noch vor Jahresende ein Gesuch an die EWG um Aufnahme von Verhandlungen zu richten, gewinnt auch die amerikanische Haltung in der Integrationsfrage für uns an Bedeutung. Das schweizerische Verhandlungsziel wird darin bestehen, eine Assoziation in einer Form herbeizuführen, die eine möglichst intensive Beteiligung der Schweiz an der wirtschaftlichen Integration Europas erlaubt, gleichzeitig jedoch den unabdingbaren Erfordernissen unserer Neutralitätspolitik Rechnung trägt. Daneben hat die Schweiz noch eine Reihe wirtschaftlicher Interessen zu wahren, die jedoch von den neutralitätspolitischen Erfordernissen getrennt vorzubringen sein werden.

Da das schweizerische Verhandlungsgesuch voraussichtlich erst Mitte Dezember, d. h. nach Konsultation mit unsern EFTA-Partnern anlässlich der nächsten EFTA-Ministerratskonferenz vom 20./21. November in Genf<sup>2</sup> und nach Konsultation des Parlamentes gestellt werden wird, erachten wir es vorderhand noch als verfrüht und unzweckmässig, Sondierungen bei der EWG

---

1. Zur Vorbereitung dieses Treffens vgl. den Bericht Bemerkungen zum Bericht der Genfer Beamtentagung über den Stand der Arbeiten von P. R. Jolles an H. Homberger vom 16. Oktober 1961 (DoDiS-30125).

2. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2100 Réunion du Conseil des Ministres de l'Association européenne de libre-échange les 20 et 21 novembre 1961 à Genève vom 15. November 1961, E 1004.1(-)/1/655.

über eine mögliche Regelung einzuleiten. Wir haben den Eindruck, dass das Problem der Neutralen noch keiner nähern Prüfung unterworfen ist und wir auch kein Interesse daran haben, eine Stellungnahme zu erzwingen, bevor die Verhandlungen mit Grossbritannien soweit fortgeschritten sind, dass eine Präjudizwirkung allfälliger Konzessionen der EWG gegenüber den Neutralen auf den Verlauf dieser Verhandlungen nicht mehr zu befürchten sein wird. Andererseits erachten wir es als wichtig, dass rechtzeitig durch eine aufklärende Informationstätigkeit unserer Botschaften das Klima für die Entgegennahme des schweizerischen Verhandlungsgesuches günstig beeinflusst wird. Wir glauben, dass der richtige Zeitpunkt für eine derartige diplomatische Aktion anfangs Dezember kommen dürfte.

Wir sind der Auffassung, dass der schweizerische Neutralitätsstandpunkt mit Bezug auf die europäische Integrationsbewegung den interessierten Regierungen erst dann dargelegt werden sollte, wenn der Beginn der Verhandlungen vor der Tür steht. Auch scheint es uns besonders wichtig, dass die Präsentation nicht ausschliesslich negative Aspekte aufweisen wird, d. h. Neutralitätsvorbehalte, sondern gleichzeitig zum Ausdruck bringt, in welchem beträchtlichem Umfang die Schweiz bereit ist, sich am Gemeinsamen Markt zu beteiligen und ihre Handels- und Wirtschaftspolitik mit derjenigen der EWG zu koordinieren. Aus dieser Überlegung haben wir es denn auch bisher vermieden, die grundlegenden Neutralitätserfordernisse, die in Form eines Arbeitspapiers von den Beamten der drei neutralen EFTA-Staaten formuliert<sup>3</sup> und von den Ministern am 19. Oktober in Wien ausdrücklich genehmigt worden sind<sup>4</sup>, nach Aussen bekanntzugeben. Zu Ihrer persönlichen und streng vertraulichen Orientierung lassen wir Ihnen dieses Memorandum zugehen mit der Bitte, davon gegenüber Ihren amerikanischen Gesprächspartnern keinerlei Gebrauch zu machen.

Natürlich wären wir Ihnen schon jetzt dankbar, wenn Sie uns mitteilen würden, in welchem Sinne eine Informationstätigkeit der Neutralen zu gegebener Zeit bei der amerikanischen Regierung einsetzen sollte<sup>5</sup>. Aus unsern eigenen Gesprächen mit Dillon, George Ball und dem amerikanischen Botschafter in Bern<sup>6</sup> sowie aus Ihren kürzlichen Berichten<sup>7</sup> über die Besprechungen des österreichischen Bundesministers Bock und des Vertreters des französischen Aussenministeriums, Herrn Wormser, schliessen wir, dass die amerikanische

---

3. Dieser undatierte Progress Report ist ein Anhang zum Schreiben von Jolles an die Mitglieder der Ständigen Wirtschaftsdelegation vom 16. Oktober 1961, E 7111(B)1972/168/266. Für eine Zusammenfassung dieses Arbeitspapiers vgl. das Communiqué der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 21. Oktober 1961, E 2804(-)1971/2/105.

4. Zu dieser Anerkennung vgl. das Schreiben Entscheidung der Minister der neutralen EFTA-Länder vom 19. Oktober 1961, E 7111(B)1972/168/266, und das entsprechende Pressecommuniqué zur Minister-Tagung der neutralen EFTA-Staaten vom 20. Oktober 1961, *ibid.*

5. Die schweizerische Botschaft in Washington antwortete mit einem am 7. November 1961 von A. R. Lindt unterschriebenen Telegramm (Nr. 393), das die wichtigsten Ergebnisse der Unterredungen zwischen F. Figgures und Vertretern des amerikanischen State Departments darstellte. Vgl. E 2001(E)1976/17/206.

6. R. M. McKinney.

7. Nicht ermittelt.

Einstellung gegenüber den Neutralen vorderhand auf folgenden Thesen beruht:

1. Die USA unterstützen die politische Zielsetzung der EWG und erstreben die Schaffung der Vereinigten Staaten von Europa. Wer sich dieser Zielsetzung verschliesst, kann nicht mit der Sympathie Washingtons rechnen<sup>8</sup>.

Hierauf wäre zu erwidern, dass die Schweiz die politische Zielsetzung der EWG keineswegs bekämpft; im Gegenteil, wir freuen uns, dass auf diese Art jahrhundertealte Feindschaften ausgesöhnt werden und eine neue Basis für ein politisch geeinigtes Europa im Entstehen begriffen ist. Wir haben uns wiederholt öffentlich zu dieser positiven Auffassung bekannt. Die Notwendigkeit eines neutralen Staates, sich selber von einer derartigen politischen Zielsetzung zu distanzieren, bedeutet nicht, dass wir den Wert dieses Zieles nicht voll und ganz anerkennen oder seine Verwirklichung nicht herbeiwünschen<sup>9</sup>.

2. Die Vereinigten Staaten können die handelspolitische Diskriminierung der EWG nur solange akzeptieren, als diese durch politische Vorteile aufgewogen wird.

Dieses Argument sollte eigentlich dazu führen, dass die Vereinigten Staaten die Bemühungen von typischen Niedertzoll-Ländern wie der Schweiz unterstützen, ihren eigenen Aussenzoll selbst bei einer Assoziation mit der EWG möglichst weitgehend beizubehalten. Die Schweiz, die pro Kopf der Bevölkerung im Jahr für ca. 300 Franken amerikanische Waren zu Zöllen, die weit unter denjenigen der gemeinsamen Aussentarife der EWG liegen, importiert, möchte nicht zu einer Diskriminierung der Drittstaaten im Falle einer Assoziation mit der EWG gezwungen werden. Die Amerikaner sollten ein eminentes Interesse daran haben, dass liberale Kleinstaaten ihre Weltoffenheit erfolgreich verteidigen. Dieses Argument gilt aber auch mit Bezug auf unterentwickelte Länder, die mit der EWG nicht assoziiert sind, vor allem Lateinamerika. Die schweizerischen Zölle für tropische Rohstoffe sind durchwegs niedriger als die EWG-Zölle. Aus diesen Überlegungen ergibt sich, dass eine Assoziationslösung im Sinne einer Freihandelszone den wirtschaftlichen Interessen Amerikas und der Entwicklungsländer am besten entsprechen würde.

3. Die Bedeutung der Neutralität ist in der gegenwärtigen Weltlage fraglich.

Vorerst wäre abzuklären, ob dieses Argument tatsächlich von offizieller amerikanischer Seite gebraucht wird, oder ob es sich nur um vereinzelte unverantwortliche Meinungsäußerungen handelt. Der amerikanische Botschafter in Bern bestreitet jedenfalls kategorisch, dass in Washington der Wert der schweizerischen Neutralität angezweifelt werde. Eine uns von der amerikanischen Botschaft vor einigen Wochen übergebene Notiz<sup>10</sup>, die wir Ihnen in der Beilage ebenfalls zugehen lassen, enthält denn auch unter Ziffer 3 eine entsprechende Zusicherung. Andererseits wird von den Brüsseler

---

8. *Handschriftliche Anmerkung:* désintéressement, argument.

9. *Handschriftliche Anmerkung:* Est-ce tout à fait compatible avec une politique de neutralité?

10. *Nicht ermittelt.*

Funktionären sowie von französischer Seite uns gegenüber immer wieder angedeutet, die Amerikaner erachteten die schweizerische Neutralität als überholt.

Es ist durchaus richtig, dass durch die Verschiebung des Mächtegleichgewichts in Europa die *geographische* Bedeutung der schweizerischen Neutralität nicht mehr die gleiche ist wie vor dem zweiten Weltkrieg. Dies bedeutet jedoch keineswegs, dass die Neutralität als solche ihren Sinn verloren hätte. Im Gegenteil, durch die Verschärfung der Weltlage verstärkt sich das Bedürfnis, einige zuverlässige neutrale Staaten zu erhalten, die internationale Treuhänder- und Vermittlerfunktionen übernehmen können. Das Aufkommen immer zahlreicherer neutraler bzw. neutralistischer Staaten in Afrika, Asien und Südamerika, deren Neutralitätspraxis oft von den Spenden bzw. Affronts der Grossmächte bestimmt wird, sollte in Amerika die Erkenntnis für die Nützlichkeit eines Staates wecken, dessen Neutralitätspolitik auf Prinzipien und langer Tradition beruht und durch alle Wandlungen der Konstellationen *unbeirrt* durchgeführt wird. Die Schweiz kann daher einen einzigartigen Beitrag leisten, der bedeutungsvoller ist als der quantitative Beitrag, den sie durch einen Beitritt zu einem Bündnissystem erbringen würde.

Die Aufgabe der schweizerischen Neutralität würde die politische Konstellation Europas verändern und zu Spannungen führen, währenddem die Beibehaltung der Neutralität einen Beitrag zur Entspannung darstellt und jedenfalls die Westmächte in keiner Weise belastet. Da die schweizerische Neutralität eine *wehrhafte* ist, trägt sie zur Stärkung des europäischen Verteidigungspotentials bei. Unsere Militärausgaben belaufen sich auf 1 Milliarde Schweizerfranken pro Jahr, d. h. 1/3 unserer gesamten öffentlichen Ausgaben. Sie sind höher als diejenigen mancher NATO-Länder. Deshalb ist der im Europagespräch gelegentlich gehörte Anwurf unberechtigt, wonach die Schweiz im Gegensatz zu den EWG-Ländern nicht bereit sei, Opfer zu bringen. Die Schlagkraft unserer Armee, die den topographischen Verhältnissen angepasst ist, würde durch den Beitritt zu einem Bündnissystem nicht erhöht sondern wesentlich herabgesetzt.

Im Übrigen ist die Neutralität als fundamentale Staatsmaxime ein unabdingbares Element des nationalen Gemeinschaftsgefühls des aus verschiedenen kulturellen Gruppen zusammengesetzten Schweizervolkes. Es ist uns ganz unverständlich, wie amerikanische Journalisten berichten können: «there is a growing feeling in Switzerland that its self-imposed neutrality is no longer realistic» (Jan Hasbrouck, New York Herald Tribune vom 27. Oktober 1961).

4. Eine rein wirtschaftliche Assoziation der Neutralen mit der EWG ist nicht unbedingt nötig, weil die OECD ein geeignetes Forum für die Wahrung der Interessen der aussenstehenden Drittstaaten bildet.

Diese Argumentation ist völlig illusorisch, weil die OECD (im Gegensatz zur OECE) mit nur beschränkten handelspolitischen Kompetenzen ausgestattet ist. Jedenfalls genügen sie kaum, um die Mitgliedstaaten der EWG dazu zu bringen, die diskriminatorischen Auswirkungen ihrer Zoll- und Wirtschaftsunion gegenüber den übrigen OECD-Staaten zu mildern. Eine Diskriminierung der Schweiz durch die EWG würde den Zielen der OECD diametral entgegenlaufen, indem unsere wirtschaftliche Stabilität erschüttert und damit auch

die Möglichkeit der schweizerischen Teilnahme an der Entwicklungshilfe eingeschränkt würde. Wir haben bekanntlich diesen Gedanken bei Anlass der Ratifizierung der OECD-Konvention der amerikanischen Regierung gegenüber zum Ausdruck gebracht. Schliesslich kann die Situation Amerikas gegenüber der EWG mit derjenigen der Schweiz in keiner Weise verglichen werden. Die Schweiz gewinnt beinahe 13% ihres Nationalproduktes aus den Ausfuhren nach dem durch die europäischen Nato-Länder erweiterten EWG-Raum. Amerikas Ausfuhren nach der EWG und der EFTA machen hingegen weniger als 1% seines Nationalproduktes aus. Deshalb mögen die beschränkten Möglichkeiten der OECD die vergleichsweise recht geringen Probleme Amerikas lösen, nicht aber diejenigen der Schweiz.

5. Weshalb wollen die drei neutralen Staaten gemeinsam vorgehen? Während in europäischen (vor allem französischen und italienischen) Kreisen gelegentlich der Gedanke ausgesprochen wird, die Schweiz als europäischstes Land stelle einen Sonderfall dar<sup>11</sup>, der berücksichtigt werden müsse und dessen Lösung durch Verkoppelung mit peripheren Staaten wie Österreich und Schweden erschwert würde, scheint man in Amerika im Gegenteil aus politischen Gründen dem Sonderfall Österreich mehr Verständnis entgegenzubringen als der Schweiz und Schweden<sup>12</sup>. Andererseits stellt die Schweiz für das politisch belastete Österreich ein Alibi dar und auch der Anschluss Finnlands an einen erweiterten Gemeinsamen Markt wird über die Brücke der neutralen Staaten leichter bewerkstelligt werden können. Aus diesen Überlegungen rechtfertigt sich ein koordiniertes Vorgehen der neutralen EFTA-Staaten mit Bezug auf die besonderen Probleme, die sich aus dem Neutralitätsstatus bei der Regelung des Verhältnisses zur EWG ergeben werden. Diese Koordination bezieht sich vorderhand jedoch lediglich auf die Gleichzeitigkeit des Verhandlungsgesuches; die Frage des Verhandlungsverfahrens ist noch völlig offen.

Voraussetzung für diese Koordination war das Ergebnis der kürzlich in Genf und Wien zwischen den drei neutralen EFTA-Staaten geführten Besprechungen<sup>13</sup>. Diese Gespräche haben spontan zur Feststellung geführt, dass die unabdingbaren neutralitätspolitischen Erfordernisse, über die nicht verhandelt werden kann, von den drei Staaten in gleicher Weise gesehen werden, obschon ihre Neutralität einen verschiedenen historischen Ursprung hat. Die Schweiz wird der EWG gegenüber natürlich das Wesen ihrer Neutralitätspolitik und ihrer Sonderstellung auf ihre eigene Weise darlegen, um jede Gefahr einer Verwässerung der schweizerischen Konzeption durch ein gemeinsames Vorgehen mit den anderen europäischen Neutralen zu vermeiden.

Wenn wir unsere Gegenargumente in dieser ausführlichen Weise darlegen, geschieht dies nicht in der Absicht, Sie schon im jetzigen Zeitpunkt zu einer Intervention bei den amerikanischen Behörden zu veranlassen. Wir legen jedoch grossen Wert darauf, unsere Überlegungen mit Ihnen genau abzustimmen und würden gerne wissen, wie Sie die Wirksamkeit unserer Argumentation

---

11. *Handschriftliche Anmerkung*: anerkannt.

12. *Handschriftliche Anmerkung*: richtig.

13. *Vgl. Anm. 1.*

für ein Gespräch mit den Amerikanern beurteilen. Bei Anlass der Fortsetzung der Konsultationen zwischen den drei neutralen EFTA-Staaten auf Beamten-ebene, die nächste Woche vom 7. bis 11. November in Stockholm stattfinden werden<sup>14</sup>, ist nämlich beabsichtigt, auch die Koordinierung der Informations-tätigkeit in den Vereinigten Staaten zu diskutieren. Wir wären Ihnen daher dankbar, wenn Sie unserer Delegation nach Stockholm telegraphisch Ihre Ansicht über das zweckmässigste Vorgehen während der nächsten Monate bekanntgeben würden; insbesondere inwieweit Ihnen eine Koordination mit Ihren schwedischen und österreichischen Kollegen bei allfälligen Demarchen im Staatsdepartement nützlich erscheint. Auch wird sich die Frage stellen, ob wir uns auf eine diplomatische Aktion beschränken oder versuchen sollten, eine breitere Öffentlichkeit, sei es durch Vorträge oder Presseartikel, anzusprechen. Auch über die Methoden der Informationstätigkeit würden wir daher gerne Ihre Ansicht kennen. Ferner stellt sich die Frage, welche Regierungskreise eine diplomatische Aktion erfassen könnte, insbesondere ob die Möglichkeit bestehen würde, neben dem Staatsdepartement auch gewisse Kongressmitglieder und Persönlichkeiten, die dem Weissen Haus naheste-hen, zu orientieren. Wir sind uns bewusst, dass das EFTA-Informationsbüro in Washington nützliche Arbeit leistet und seine Dienste könnten von den Neutralen natürlich auch in Anspruch genommen werden. Wie beurteilen Sie die grundsätzliche Frage, ob eine besondere Unterstützung des Standpunktes der Neutralen durch das EFTA-Büro unserer Sache dienlich wäre oder wegen der eher negativen Einstellung Washingtons gegenüber der EFTA sich zu einer Belastung auswirken könnte?<sup>15</sup>

P. S. Eine andere Frage ist natürlich die, ob es vom Standpunkt aller EFTA-Staaten zulässig ist, das gemeinsam von allen Partnern finanzierte Büro für die Zwecke eines einzelnen Landes oder einer Gruppe in Anspruch zu nehmen.

---

14. Vgl. Anm. 2.

15. Zur Stellungnahme der schweizerischen Botschaft in Washington vgl. E 2200.36 (-)1976/154/136–138.

## 18

E 2001(E)1976/17/465  
[DoDiS-30663]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
au Président de la République de Guinée, A. Sékou Touré<sup>1</sup>*

*Copie d'expédition*

T<sup>2</sup> PO/ZN

[Berne,] 4 novembre 1961, 09 h 00

Francis Fritschy<sup>3</sup> étant rentré auprès des siens, je tiens à remercier sincèrement Votre Excellence de la mesure de clémence prise en faveur de mon compatriote. Je suis content que cette malheureuse affaire se trouve ainsi écartée. Cette issue ne pourra que raffermir les liens de compréhensions et de sympathie qui existent entre nos deux nations. Très haute considération.

- 
1. Ce télégramme est rédigé par R. Probst et J. Zwahlen et signé par F. T. Wahlen.
  2. Une copie de ce télégramme est envoyée à l'Ambassade de Suisse à Tunis, à l'Ambassade de Suisse à Accra, au Consulat de Suisse à Conakry et au Service de la Coopération technique.
  3. Il s'agit d'un ressortissant suisse emprisonné en Guinée; pour un historique de son arrestation et sur les démarches suisses entreprises pour obtenir sa libération, cf. DDS, vol. 21, N° 155 (DoDiS-14396), notamment note 19, ainsi que le PVCF N° 394 du 28 février 1961 (DoDiS-16793), la notice Angelegenheit Fritschy: Anwalt Raymond Nicolet de Probst à R. Kohli du 23 août 1961 (DoDiS-30652), le télégramme N° 171 de M. Luy au Département politique du 28 octobre 1961 (DoDiS-30659) et la lettre de M. Joss à P. Micheli du 2 novembre 1961 (DoDiS-30660).

## 19

E 1004.1(-)/1/655  
[DoDiS-30680]

*Der Bundesrat an die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte*

S<sup>1</sup> Geheim

Bern, 7. November 1961

Sie haben uns mit Schreiben vom 5. Oktober 1961<sup>2</sup> über die Verhandlungen um Auskunft ersucht, die wir mit der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika zu führen im Begriffe sind, und welche die Lieferung von geheimem, amerikanischem Kriegsmaterial für unsere Armee betreffen<sup>3</sup>. Es handelt sich dabei zum Teil um Lieferungen privater amerikanischer Firmen, zum Teil aber auch um Lieferungen amerikanischer Dienststellen.

- 
1. Dieses Schreiben wurde von F. Weber unterzeichnet und vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 7. November genehmigt. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2057 vom 7. November 1961, nicht abgedruckt.
  2. Vgl. das Schreiben des Präsidenten der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte, F. Maspoli, an den Bundesrat vom 5. Oktober 1961, E 1001(-)1967/125/38.
  3. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 147 (DoDiS-15506).

Die Lieferung geheimen Kriegsmaterials aus den USA in die Schweiz bedarf der Bewilligung durch die amerikanische Regierung, wie dies übrigens auch in andern Auslandsgeschäften, so z. B. beim Kauf von Kriegsmaterial aus Grossbritannien der Fall ist. Wir haben, um diese Bewilligung der amerikanischen Regierung zu erhalten, mit den zuständigen Behörden in Washington Verhandlungen aufgenommen. Wie von Ihnen aufgeführt, spielt bei der Erteilung dieser Bewilligung das Problem der Geheimhaltung eine ausschlaggebende Rolle. Zur Abklärung dieser Fragen haben wir im Monat Juni eine Delegation zu Verhandlungen nach Washington entsandt. Gestützt auf den Bericht unserer Delegation haben wir am 14. Juli 1961<sup>4</sup> den amerikanischen Vorschlag, eine Kontrollkommission in der Schweiz zu empfangen, abgelehnt. Dagegen waren wir damit einverstanden, die in Washington begonnenen Besprechungen in der Schweiz weiter zu führen unter dem Vorbehalt, dass diese Besprechungen weder den Charakter einer Inspektion, noch einer Kontrolle unserer Einrichtungen haben dürften. Diesem Vorgehen haben die amerikanischen Behörden ihrerseits zugestimmt und haben ausdrücklich auf die sonst in andern Ländern übliche Inspektion verzichtet. In der Folge haben wir eine amerikanische Delegation zu Besprechungen in der Schweiz empfangen. Ihre Information erfolgte unter Beachtung des schweizerischen Vorbehaltes.

Unsere Bemühungen in dieser Sache sind soweit gediehen, dass die amerikanische Regierung heute grundsätzlich bereit ist, die Bewilligung für die Ausfuhr geheimen Kriegsmaterials in die Schweiz zu erteilen.

Abschliessend sehen wir uns veranlasst, den *vertraulichen* Charakter dieser Angelegenheit ganz besonders zu unterstreichen. Die unserer besonderen Stellung rechnungstragende Sonderregelung, welche – nicht ohne gewisse Mühe – erlangt werden konnte, darf keinesfalls zur Kenntnis dritter Staaten gelangen.

---

4. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1298 vom 14. Juli 1961, E 1004.1(-)/1/651.1, und das Schreiben von A. R. Lindt an R. Kohli vom 30. Juni 1961 (DoDiS-15516).

## 20

E 2001(E)1976/17/507

[DoDiS-18766]

### *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

Bern, 8. November 1961

Ich empfang heute den italienischen Arbeitsminister, Herrn Fiorentino Sullo, in Begleitung von Unterstaatssekretär Storchi und Botschafter Baldoni.

Man hatte mir den Besuch als Höflichkeitsbesuch notifiziert, und ich war unter dem Eindruck gewesen, dass Herr Sullo die Herren Bundesräte Schaff-

---

1. Kopien dieser Notiz gingen an die Bundesräte L. von Moos, H. P. Tschudi und H. Schaffner sowie an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements.



ner und Tschudi vorher sehen würde<sup>2</sup>. Auf meine Rückfrage stellte sich gestern heraus, dass keine derartigen Arrangements getroffen worden waren und dass Herr Botschafter Baldoni offenbar auch die Reise nach Zürich und Basel ohne Kontaktnahme mit eidgenössischen Stellen organisierte, es sei denn, er hätte sich mit den Verhandlungspartnern im BIGA oder im Amt für Sozialversicherung in Verbindung gesetzt.

Herr Sullo trug mir zuerst seine Anerkennung über den guten Empfang vor, den ihm die Kantone und die besuchten Unternehmungen bereitet hatten. Er kam dann auf die Verhandlungen<sup>3</sup> zu sprechen und gab ziemlich unverblümt zu verstehen, dass die italienischen Behörden jetzt auf einen raschen und für sie günstigen Abschluss drängen mussten. Er operierte dabei u. a. auch mit den Konzessionen, die Italien von Seiten Frankreichs und der Deutschen Bundesrepublik gemacht worden seien und mit dem Prospekt der Harmonisierung der Arbeits- und Niederlassungsbewilligungen im EWG-Raum.

Dann kam er auf den massiven Druck der italienischen Gewerkschaften zu sprechen, die nach seiner Version einheitlich, d. h. von den «Democristiani» bis zu den Kommunisten, eine Ausreiseperrre gegenüber der Schweiz für italienische Arbeiter verlangen, falls die Bedingungen, zu deren Träger sich die Regierung gemacht hat, schweizerischerseits nicht angenommen wurden.

Ich sagte Herrn Sullo, dass ich in keiner Weise in der Lage sei, materiell zu verhandeln und ihm irgendwelche Versprechungen zu machen, und gab bei dieser Gelegenheit meinem Bedauern Ausdruck, dass keine Besprechungen mit den Herren Bundesräten Schaffner und Tschudi oder ihren Chefbeamten vorgesehen seien. Im Übrigen erinnerte ich Herrn Sullo an die nun fast ein Jahrhundert alte italienische Saisonauswanderung in die Schweiz, die für beide Teile grosse Vorteile gehabt habe, und sagte ihm auch, dass wir wohl das einzige Land seien, das ein so grosses Kontingent italienischer Arbeiter ohne wesentliche Reibungen und Störungen zu beschäftigen im Stande sei. Ich machte ihn auch darauf aufmerksam, dass schon mindestens einige der Forderungen, die italienischerseits aufgestellt werden, nicht auf Grundlage von Kompetenzen des Bundes, sondern der Kantone gelöst werden müssten, was selbstverständlich mit Zeitverlusten verbunden sei.

Nachdem Herr Sullo nochmals eine – wenn auch versteckte – Drohung äusserte und die Formulierung brachte, dass wenn wir mit den Kantonen, so hätte er mit den Gewerkschaften zu rechnen, musste ich ihm sagen, dass wir nicht gewohnt seien, unter Druck zu verhandeln. Der Schluss des Gespräches beschränkte sich dann auf allgemeine Höflichkeitsformeln. Herr Sullo betonte, dass er auch nicht erwartet hatte, von mir Zugeständnisse zu erhalten; er hätte jedoch gehofft, bei mir als einem Kenner Italiens volles Verständnis zu finden. Er stellte mir dann die Übermittlung eines Memorials in Aussicht, in welchem die italienischen Behörden ihre Forderungen formulieren wollten.

---

2. Zu dieser Angelegenheit vgl. auch Nr. 22 in diesem Band.

Abschliessend ist zu sagen, dass sich sowohl der Besuch des Herrn Sullo bei den Kantonen wie sein Besuch bei mir in ungewöhnlichen Formen abspielte. Wieweit dies eine Temperamentsfrage des Arbeitsministers ist und wieweit wir es mit der Haltung der italienischen Regierung als solcher zu tun haben, ist schwer zu sagen. Jedenfalls scheint es klar, dass die Weiterführung und der Abschluss der Verhandlungen sich äusserst schwierig gestalten werden.

---

3. *Es handelt sich um die Verhandlungen betreffend die Erneuerung des Abkommens über die Auswanderung italienischer Arbeitskräfte (abgeschlossen am 22. Juni 1948). Vgl. E 2001(E)1976/17/508 und 509. Siehe auch DDS, Bd. 21, Nr. 151 (DoDiS-14400) sowie Nrn. 103 und 180 in diesem Band.*

## 21

E 2804(-)1971/2/45  
[DoDiS-30502]

*Der Vorsteher des Politischen Departments, F. T. Wahlen,  
an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartments, H. Schaffner*

S

Bern, 8. November 1961

Ich hatte eben den Besuch von Herrn Botschafter McKinney, der mir im Auftrage von Herrn George W. Ball den in Kopie beiliegenden Brief<sup>1</sup> mit dem Entwurf zu einem Communiqué übergab.

Offenbar soll die Festlegung eines «target of economic expansion» für die nächsten 9 Jahre der Welt den Eindruck vermitteln, dass nicht nur die Kommunisten, sondern auch der freie Westen planen kann. Wir werden sehen müssen, ob wir dem Dokument, wie das Herr Balls Wunsch ist, zustimmen können. Das ist ja im Grunde genommen nicht schwer, da keine Verpflichtungen damit verbunden sind.

Eine andere Frage ist, ob wir den im Communiqué<sup>2</sup> dreimal vorkommenden Ausdruck «Atlantic Community» annehmen können. Der NATO-Beigeschmack kommt hier etwas zu stark zum Ausdruck. Entsprechend dem Wunsch von Herrn Ball geht vorderhand das Dokument an unsere Pariser Delegation zur Prüfung mit den übrigen Delegationen.

---

1. *Vgl. das Schreiben von G. W. Ball an F. T. Wahlen vom 7. November 1961 (DoDiS-30503).*

2. *Nicht abgedruckt.*

E 1003(-)1994/26/1  
[DoDiS-18968]

*BUNDESRAT*  
*Verhandlungsprotokoll der 79. Sitzung*  
*vom 10. November 1961<sup>1</sup>*

Auszug

[Bern, 10. November 1961]

*Mitteilungen des Vorstehers des EPD*

*Angelegenheit mit dem italienischen Arbeitsminister Sullo<sup>2</sup>*

Der Herr Bundespräsident stellt fest, dass sich die italienische Regierung in zwei Malen auf unangenehme Art in unsere Angelegenheiten eingemischt habe.

1. Durch Ausübung eines Druckes auf die Kantonsregierungen bei der Frage der Pipeline<sup>3</sup>.

2. Durch die unqualifizierbare Aktion des italienischen Arbeitsministers, die nicht hingenommen werden könne.

Es habe sich um eine eigentliche Überrumpelung gehandelt. Am Tage vor dem angekündigten Höflichkeitsbesuche habe der Herr Bundespräsident erfahren, dass die an den Verhandlungen mit Italien<sup>4</sup> beteiligten Departementschefs gar nicht begrüsst worden seien. Herr Wahlen wisse nicht, wie der Kontakt mit den Kantonregierungen hergestellt worden sei. Gegenüber der einladenden Regierung von Zürich habe Herr Sullo sich unhöflich benommen, indem er mit einer Stunde Verspätung zum Essen eingetroffen sei. Er habe auch versucht auf den Bundespräsidenten einen Druck auszuüben, indem er habe durchblicken lassen, dass seine Regierung sich gezwungen sehen könnte, Massnahmen zu treffen, die bis zu einer Einreisesperre gehen könnten. Die schwerwiegendste Entgleisung schliesslich sei die Pressekonferenz auf der italienischen Botschaft gewesen. Trotzdem es nötig sei, gegen diese Verhalten

---

1. *Vorsitz: Bundespräsident F. T. Wahlen, Abwesend: W. Spühler (dienstlich), Schriftführer: Ch. Oser und F. Weber, Beginn: 9 Uhr, Schluss: 11 Uhr 45.*

2. *Vgl. Nr. 20 in diesem Band.*

3. *Zu dieser Angelegenheit vgl. E 2200.155(-)1979/86/41. Siehe auch das Verhandlungsprotokoll der 14. Sitzung des Bundesrates vom 21. Februar 1961, E 1003(-)1994/26/1, das Verhandlungsprotokoll der 24. Sitzung des Bundesrates vom 28. März 1961, *ibid.*, das Verhandlungsprotokoll der 60. Sitzung des Bundesrates vom 5. September 1961, *ibid.*, das Verhandlungsprotokoll der 72. Sitzung des Bundesrates vom 13. Oktober 1961, *ibid.*, das Verhandlungsprotokoll der 80. Sitzung des Bundesrates vom 14. November 1961, *ibid.*, das BR-Prot. Nr. 1713 vom 28. September 1962, E 1004.1(-)/1/665.2, und die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend den Entwurf zu einem Bundesgesetz über Rohrleitungsanlagen zur Beförderung flüssiger oder gasförmiger Brenn- oder Treibstoffe (vom 28. September 1962), *BBl*, 1962, II, S. 791–826.*

4. *Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 151 (DoDiS-14400).*

mit aller Festigkeit aufzutreten, sollte die Fortsetzung der Verhandlungen<sup>5</sup> nicht gefährdet werden.

Der Sprechende möchte die beteiligten Departemente um Auskunft bitten, welche Vorbereitungen der italienische Botschafter für diesen Besuch getroffen habe.

*Herr Tschudi* war über den Besuch des Arbeitsministers nicht informiert. Er hätte bis dahin den Eindruck gehabt, dass die Verhandlungen auf gutem Wege seien. Man sei bereit gewesen, auf dem Gebiete der Sozialversicherung weitgehende Konzessionen zu machen und habe den Italienern gezeigt, dass ihre Arbeiter bei uns nicht schlechter behandelt würden als die Schweizer. Herr Tschudi hätte das Gefühl gehabt, dass auch Herr Unterstaatssekretär Storchi bei seinem Besuche diesen Eindruck gehabt hätte.

*Herr Schaffner* wurde ebenfalls nicht avisiert. Er habe von Herrn Direktor Holzer Auskunft verlangt, der ebenfalls nicht begrüsst worden sei und der ihm eine Notiz<sup>6</sup> über seine Feststellungen erstattet habe. Über die zuständigen Bundesstellen sei lediglich die Höflichkeitsvisite vorbereitet worden. Die Besuche in Basel und Zürich seien von der Botschaft direkt über die zuständigen italienischen Konsulate arrangiert worden. Es erscheine ihm fraglich, ob die Regierungen von Basel und Zürich in einem solchen Fall, trotz der bestehenden Übung, ohne Rücksprache mit den Bundesbehörden soweit gehen durften. Bei der Firma Brown Boveri habe Herr Sullo die italienischen Arbeiter zusammenrufen lassen und sie gefragt, ob sie sich zu beschwerten hätten. Sein Auftreten sei an verschiedenen Orten als arrogant empfunden worden.

Unterstaatssekretär Storchi sei mit Herrn Botschafter Baldoni auch ziemlich überfallartig bei ihm erschienen. Herr Schaffner habe freundlich und verbindlich aber bestimmt die Dinge richtig gestellt und auf den Unterschied der italienischen und der schweizerischen Lösung hingewiesen (niedrige Löhne, prozentual hohe Sozialleistungen in Italien, hohe Löhne, prozentual niedrige Sozialleistungen in der Schweiz). Die Wortführer der Italiener würden durch die Tatsachen der Zahlen desavouiert. Die Zahl der italienischen Arbeitskräfte in der Schweiz sei noch ständig im Zunehmen.

In Italien gäbe es genügend Gelegenheit, gegen soziale Rückständigkeit anzukämpfen. Herr Schaffner glaubt, man sollte über die Verhältnisse der italienischen Arbeiter in der Schweiz vermehrt publizistisch und aufklärend wirken. Herr Sullo sei nämlich bei vielen seiner eigenen Landsleute in der Schweiz nicht ohne Widerspruch geblieben. Die Leute hätten ihm erklärt, sie seien mit den Schweizern zufrieden, sie zögen die Arbeitsbedingungen in der Schweiz den Verhältnissen in Italien bei weitem vor. Man werde in der Sache auch mit unseren Gewerkschaften Fühlung nehmen müssen. Italien hätte heute morgen mitteilen lassen, dass die Verhandlungen am 24. November wieder aufgenommen würden. Man dürfe annehmen, dass die Italiener es nicht bis zum Äussersten kommen lassen würden.

---

5. Vgl. Nr. 20, Anm. 3, in diesem Band.

6. Vgl. die Notiz Besuch von Arbeitsminister Sullo von M. Holzer an H. Schaffner vom 9. November 1961, E 2001(E)1976/17/507.

Weiter bemerkt Herr Schaffner, dass eine gewisse Laxheit in der Handhabung der BV, soweit es sich um die Aussenpolitik handle, festzustellen sei. Die Aussenpolitik sei eindeutig dem Bundesrat anvertraut. Wenn jetzt die Kantone anfangen, solche Besuche zu organisieren, wüssten schliesslich auch unsere Firmen nicht mehr wer Koch und Kellner sei.

Herrn Baldoni gehöre eine Lektion. Er habe schon Herrn Storchi während einer laufenden Verhandlung eingeschaltet. Nachher wende er sich durch seine Konsuln an die verschiedenen Kantonsregierungen. Zuletzt nehme ein ausländischer Minister auf Schweizer Boden Inspektionen vor. Wenn man nicht im Agrarsektor für die Beschaffung der Arbeitskräfte in sehr schwieriger Situation wäre, müsste man ganz dreinfahren.

*Herr von Moos* wurde ebenfalls von Herrn Storchi besucht. Anschliesslich eines Mittagessens auf einer Botschaft vom 30. Oktober habe Herr Baldoni beim schwarzen Kaffee das Thema der Verhandlungen wegen der Sozialabkommen<sup>7</sup> angeschnitten. Er habe die italienische Politik erläutert und die Wünschbarkeit betont bei diesen Abkommen zu greifbaren Resultaten zu kommen. Er habe dann auch den Besuch des Arbeitsministers Sullo angekündigt, der Herrn Wahlen und Herrn Schaffner Besuche machen und mit Unternehmungen und Kantonsregierungen Kontakte aufnehmen werde. Herr von Moos sei aber unter dem Eindruck gestanden, dass das nicht eine offizielle Mitteilung sei, die er weitergeben sollte, sondern dass man nun nachträglich auch ihn orientiere. Doch sei festzuhalten, dass Herr Baldoni mindestens diese Mitteilung gemacht habe.

Herr von Moos möchte wissen, ob die Agenturmeldungen aus dem Bundeshaus über den Eindruck vom Besuch des italienischen Arbeitsministers auf offiziellen Äusserungen beruhen oder ob es sich um eine Kombination dieser Agenturen handle?

Das Verhalten Sullos sei sicher nicht korrekt gewesen. Man sollte gewisse Folgerungen aus dem Vorfall ziehen und auch einige Fragen mit den Kantonen besprechen.

Der *Herr Bundespräsident* kann nicht sagen, wer der Presse die Auskunft erteilt habe, will das aber abklären.

Man müsse die Frage der Empfänge von Diplomaten und auswärtigen Staatsmännern durch die Kantone prüfen. Bei der heutigen Verkehrsdichte werde das immer schwieriger, man denke nur an Genf.

Er begrüsse den Gedanken, mit den Gewerkschaften zu reden, denn der ganze Vorfall könnte zu Reibereien zwischen unseren und den italienischen Arbeitern führen. Weil wir Gastland seien, wäre das bedauerlich.

Er werde Herrn Baldoni zitieren. Er bitte um Überlassung der Notiz von Direktor Holzer<sup>8</sup> und um eine kurze schriftliche Zusammenfassung über die Unterredung von Moos/Baldoni<sup>9</sup>.

---

7. Zu den Verhandlungen über die Revision des Sozialabkommens von 1951 vgl. das Exposé Les pourparlers italo-suisses sur les assurances sociales et l'immigration vom 11. Dezember 1961 (DoDiS-18751) und das BR-Prot. Nr. 995 vom 29. Mai 1962 (DoDiS-18757).

8. Vgl. Anm. 6.

*Herr Chaudet* findet, dass die Praxis der Kantone mit der Zeit auch im Gebiete der Spionage gefährlich werden könnte. Es könnten da Auskünfte gegeben werden, ohne dass sich die Betreffenden des Schadens bewusst würden, den sie anrichten.

*Herr Tschudi* glaubt, auf Grund seiner Erfahrungen als Mitglied der Basler Regierung, dass es nicht so einfach sein werde, mit den Kantonen eine Regelung zu treffen.

*Herr von Moos* stellt fest, dass nicht alle Kantone gleichermassen in Verbindung kommen mit den Diplomaten. Es sollte genügen, wenn man sie ersucht, über solche Besuche dem EPD Mitteilung zu machen. Es wäre dies ein Problem, das am besten an einer Regierungspräsidentenkonferenz besprochen würde, wenn gerade eine fällig wäre.

Es wird beschlossen, folgende Pressemitteilung herauszugeben:

Der Bundesrat hat mit Befremden Kenntnis genommen von der Art und Weise, wie der italienische Arbeitsminister, Herr Sullo, Unternehmungen in der Schweiz besucht hat und von den Erklärungen, die er anlässlich seines Aufenthaltes abgegeben hat. Der Bundesrat stellt fest, dass das Problem der italienischen Arbeitskräfte in der Schweiz Gegenstand von Verhandlungen ist und dass diese Verhandlungen vor Ende November wieder aufgenommen werden. Der Bundesrat behält sich vor, mit der italienischen Regierung wegen des Besuches des Herrn Sullo und seiner Einmischung in die inneren Verhältnisse der Schweiz Fühlung zu nehmen.

[...] <sup>10</sup>

#### *Aussprachen Präsidenschaft Stiftung Balzan*

*Herr Tschudi* führt aus, dass diese Angelegenheit<sup>11</sup> deshalb unangenehm werden könnte, weil die beiden Testamentsvollstrecker bei den Einladungen kein Mass und Ziel gekannt hätten. Sie hätten alle gekrönten Häupter, aber auch Marschall Tito eingeladen und überhaupt vielmehr Leute als der Nationalratssaal fassen könne. Man habe nun den beiden Herren bedeutet, dass sie die Liste der Einzuladenden dem Protokoll des EPD zu unterbreiten hätten, was sie zugesagt hätten. Die Feier solle nun auch noch in zwei Teilen durchgeführt werden; die Bekanntgabe der Preisgewinner in der Schweiz und die Preisverteilung in Italien, wobei man mit der Anwesenheit von Herrn Gronchi in der Schweiz und des Herrn Bundespräsidenten in Italien rechne. Wenn der Herr Bundespräsident eine Reise ins Ausland ablehnen sollte, so würde wahrscheinlich auch Herr Gronchi nicht in die Schweiz kommen. Unglücklich sei auch die Zusammensetzung des Komitees. Herr Balzan habe

9. Vgl. die Notiz von L. von Moos an Wahlen vom 10. November 1961, E 2001(E)1976/17/507.

10. Es folgt ein Antrag des Justiz- und Polizeidepartements betreffend die Beschwerde Robert Achermann & Co, Luzern, betr. Strassenrechtliche Projektierungszone.

11. Es handelt sich um die Eröffnungsfeier der Balzan Stiftung (Zeremonien wurden in Italien und in der Schweiz organisiert). Vgl. die Notiz Eröffnungsfeier Balzan-Stiftung von R. Aman vom 9. November 1961 (DoDiS-30137).

mit den Testamentsvollstreckern keine glückliche Wahl getroffen. Man habe nun auch erfahren, dass Advokat Mazzolini und Padre Zucca gegen Ende des Faschismus eine gewisse Rolle gespielt hätten. Padre Zucca soll bei der Beisetzung der Leiche Mussolinis beteiligt gewesen sein. Man sollte noch etwas abklären, welchen Ruf die beiden Herren in Italien haben. Der Umstand, dass Herr Gronchi sie empfangen hat, spreche allerdings für sie.

Man müsse das «Schiff noch nicht verlassen», doch werde man die Mitwirkung im Komitee davon abhängig machen, dass sich alles in einem vernünftigen Rahmen abspiele.

*Herr Bourgnknecht* stellt fest, dass man bei der ganzen Angelegenheit moralische und finanzielle Verpflichtungen übernehme. Die Rechnung für die Einladungen werden schliesslich wir bezahlen müssen. Er finde die ganze Einstellung taktlos und unverschämt.

*Der Herr Bundespräsident* erinnert daran, dass sich der Bund bemüht habe, den Sitz der Stiftung in die Schweiz zu bekommen, weshalb man alles tun sollte, die Situation zu sanieren. Das EPD werde abklären, welchen Ruf die beiden Testamentsvollstrecker haben.

[...]¹².

---

12. *Folgende Traktanden*: Interpellation Oprecht betreffend Waffenhandel, Errichtung einer Waffenfabrik in Nigeria, Weisungen an die zivilen Behörden und die Bevölkerung für den Kriegsfall, Waffen- und Schiessplätze Ausbau, Erdölraffinerie, kleine Anfrage Munz betreffend Verhalten der Bevölkerung in einem Atomkrieg, Fiskaleinnahmen, Alarmruf der Nationalbank, OECD und EWG Finanz- und Wirtschaftsdelegation, Konsultation der Parteien wegen der Bundesfinanzordnung, Demonstration der Bauern vom 17. November und noch andere Präsidialvorbringen.

## 23

E 2001(E)1976/17/103

[DoDiS-30368]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen,  
an den Sektionschef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, R. Probst*

No

Bern, 15. November 1961

Ich gebe Ihnen in der Beilage das Schreiben von Herrn Botschafter Bucher betreffend Waffenfabrik in Nigeria<sup>1</sup> zurück.

Herr Botschafter Micheli wird Sie bereits darüber orientiert haben, dass ich die Frage im Bundesrat zur Sprache brachte<sup>2</sup>. Wir sind übereingekommen,

---

1. *Nicht abgedruckt. Siehe dazu auch die Notiz Schweizer Waffenfabrik in Nigeria von R. Probst vom 9. November 1961 (DoDiS-30377).*

2. *Das Thema wurde vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 10. November 1961 behandelt. Vgl. Nr. 22, Anm. 12, in diesem Band.*

dass sie auf Ihrer Ebene mit dem Militärdepartement, am besten wohl vorerst mit Herrn Direktor Kaech, zu besprechen sei.

Ich möchte Sie beauftragen, meinen Standpunkt, dass die Errichtung einer schweizerischen Waffenfabrik in Nigeria höchst unerwünscht sei, mit allem Nachdruck zu vertreten. Wir können es uns einfach nicht leisten, eine Politik der Neutralität und der Friedensförderung zu führen, wenn andererseits unsere Waffenfabriken laufend Filialen im Ausland errichten. Sie wissen, dass ich auch gegen gewisse Waffenlieferungen ans Ausland grosse Bedenken habe. Die Errichtung weiterer Filialen müsste diese Bedenken und damit auch die Haltung des Departements gegenüber Ausfuhrbewilligungen verstärken. Ich habe Verständnis dafür, dass wir im Interesse unserer Landesverteidigung eine gewisse Waffenindustrie unterhalten müssen, aber damit hat nun die Etablierung von Filialen im Ausland auch gar nichts zu tun.

## 24

E 2804(-)1971/2/45  
[DoDiS-30583]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
au Conseil des Ministres de l'OCDE*

### MINISTERIAL COUNCIL OF OECD

*Exp*<sup>1</sup>

[Paris<sup>2</sup>,] 16<sup>th</sup> November, 1961

So much has been said and written about development aid since President Truman's inaugural address in 1949 that one hesitates to add to the flow of speech and of ink. However, the task has become more important and pressing with every year that passed, and it is one of the chief motives which brought this Organisation into existence. So I may be permitted to emphasize a few points which seem important to my Government.

First of all, I should like to say that we are in general agreement with the outline of activities contained in the Secretary General's Report<sup>3</sup>. The importance of our coming work is strikingly illustrated by the fact that the OECD countries provide roughly 95% of the total flow of resources to the less developed countries, and undoubtedly about the same proportion of technical assistance comes from the same source.

We know that this aid is being given in the most diverse forms, and unfortunately they are not all as efficient as we should like to see them. Thus there is undoubtedly need for more efficiency, and for coordination of efforts, and I very much hope that OECD will be able to make an outstanding contribution in that direction.

1. Une version française du projet de déclaration figure au même endroit. Non reproduite.

2. La Conférence de l'OCDE où ce discours est prononcé a lieu à Paris les 16 et 17 novembre 1961. A ce sujet, cf. le PVCF N° 2086 du 14 novembre 1961 (DoDiS-2086).

3. Non reproduit.



To this end, some important points will have to be kept in mind, and some pitfalls avoided.

For one thing, we must be aware of psychological factors just as much as we pay attention to the economic, financial and technical side. Mr. Selwyn Lloyd said yesterday in connection with our common target for economic growth that we must avoid giving the impression that we are a sort of a rich nations' club. That is equally true in connection with development aid. Economic development of less favored countries must be an adventure in partnership. I hope that the Development Assistance Committee will be able to establish the necessary contacts to that end, and the planned OECD development center should keep this need very much in mind too. To this end, the closest possible contact should be maintained with the UN, their specialized agencies, the I[nternational] B[ank]<sup>4</sup>, the M[onetary] F[und], the Special Fund and the International Development Association. All these organizations have accumulated a vast fund of experience in joint planning and in the development of a spirit of partnership which will ultimately be the essence of success. I am aware, of course, that many countries have gathered a great deal of experience in the joint planning of bilateral aid. However, the multilateral form of aid has the great advantage of giving responsibilities to the receiving partner which sometimes are hard to impose in bilateral deals.

Another point I should like to emphasize is the great importance of making available private capital, with which goes the technical and managerial skill of private enterprise. By and large, this is undoubtedly the most efficient contribution the OECD countries can make. The ideal would be achieved if public contributions could mainly be used for the development of the necessary infrastructure in the widest sense of the word, while private capital would do the rest. In this connection, we very much welcome the intention of the Secretary General to examine the possibilities of a multilateral guarantee system in cooperation with the IB, and to propose an international convention to protect private investments.

Indeed, in view of past experience such agreements are a *sine qua non* for the availability of private capital in the necessary amounts.

OECD will also have an important task in the field of trade. No amount of aid, loans and grants will remove the causes of underdevelopment if barriers of all kinds hinder the free flow of raw materials, food stuffs and manufactured goods from the less developed to the industrialized nations. This is one of the important reasons why all attempts towards integration must avoid exclusivity.

Let me add a word which is perhaps a bit outside the immediate scope of this meeting. This is not only the gathering of the economically most advanced nations of the world, but also a gathering of nations which treasure their liberal institutions and their freedom, as was so impressively said in the two speeches which crowned the Secretary General's dinner last night. We know that liberty has hardly a place where hunger, ignorance and poverty hold sway. This is where

---

4. *Il s'agit de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ou Banque Mondiale.*

development aid takes added significance. And yet, I have sometimes the feeling that our society, partly under the stress of the competition between East and West, is led to seek happiness too exclusively in terms of economic growth. If our Organisation could devote, in its efforts in the field of development aid, some attention to the things which are even more important than the technical conquest of Western civilization, and make it understood to those we wish to help, it would render an immense service to the preservation of our Western heritage, for clearly, the battle between East and West will not be won on the economic front alone. May I say that the personality of our Secretary General seems to me a guarantee that this point will not be overlooked.

Mr. President, my Government will follow with the greatest of interest the efforts of OECD in the field of development. We hope that the methods developed for the participation of individual countries will at the same time be efficient, flexible, and all embracing. We are willing to cooperate in the measure of our possibilities in this common effort, and wish it every success<sup>5</sup>.

---

5. *Sur les résultats de cette conférence, cf. le rapport du 23 novembre 1961 rédigé par A. Janner (DoDiS-30584).*

## 25

E 2804(-)1971/2/40

[DoDiS-18938]

### *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

BESUCH VON HERRN BOTSCHAFTER MCKINNEY VOM 22. NOVEMBER 1961

Bern, 22. November 1961

Herr Botschafter McKinney kam, um mir, wie er das in letzter Zeit gelegentlich tut, einige Telegramme des State Department zur vertraulichen Einsicht zu unterbreiten.

Sie befassten sich mit der Lage in Berlin<sup>1</sup>, mit den Gesprächen Kroll-Chruschtschow<sup>2</sup> und mit der wirtschaftlichen und innenpolitischen Lage Frankreichs<sup>3</sup>, ohne mir jedoch Neues zu vermitteln.

---

1. *Zur Berlinkrise vgl. z. B. das Schreiben von A. Escher an R. Kohli vom 27. Juli 1961 (DoDiS-30565), das Schreiben von H. U. Rentsch an Kohli vom 16. August 1961 (DoDiS-30446), das Schreiben von R. Hartmann an das Politische Departement vom 17. August 1961 (DoDiS-30564), das Schreiben von F. Bieri an das Politische Departement vom 23. August 1961 (DoDiS-30569), die Notiz von R. Godet an Kohli vom 7. September 1961 (DoDiS-30570) und das Schreiben von R. Hartmann an das Politische Departement vom 11. September 1961 (DoDiS-30567).*

2. *Gespräche über die Berliner Mauer, die im August 1961 errichtet wurde.*

3. *Für verschiedene Politische Berichte der schweizerischen Botschaft in Paris vgl. E 2300 (-)1000/716/355.*

Im Anschluss daran, brachte ich das Gespräch auf die europäische Integration und namentlich auch auf die Stellung der Neutralen, dabei die eben abgeschlossene Genfer Ministerkonferenz<sup>4</sup> als Ausgangspunkt benützend. Ich sagte McKinney, dass wir als Land der freien Presse Verständnis dafür hätten, dass auch in den Vereinigten Staaten viele Pressestimmen nicht mit der Auffassung der Regierung übereinstimmen, dass uns aber trotzdem ein weitverbreitetes Unverständnis gegenüber der Stellung der neutralen Länder einiges Unbehagen verursache. Dabei zitierte ich als Beispiel den jüngsten Artikel von Hazebrouk<sup>5</sup> in der New York Herald Tribune. Am Verhältnis Finnland-Russland und Österreich-Russland zeigte ich, wie diese Länder überhaupt keine andere Wahl als die der Neutralität hätten, machte aufmerksam auf das durch das Vier-Mächte-Memorandum des Jahres 1955 etablierte Junktim zwischen der schweizerischen und österreichischen Neutralität<sup>6</sup>, verbreitete mich über unsere Wehranstrengungen an die Tatsache, dass wir sie völlig aus eigener Kraft tragen und machte ihm auch anhand der verfassungsrechtlichen Vorschriften über die Referendumsdemokratie verständlich, wie schwer es für uns wäre, die dem Souverän zugeordneten Rechte an eine grössere Gemeinschaft abzutreten.

McKinney interessierte sich aufs lebhafteste für diese Ausführungen und versprach mir, dieser Frage in seiner künftigen Berichterstattung ans State Department alle Aufmerksamkeit zu schenken. Dabei wollte er wissen, ob die Schweiz als «Brain-Center» der Neutralen zu betrachten sei, ob also in diesem Sinne seine Mission über die unmittelbar schweizerischen Belange hinausreiche. Ich sagte ihm, dass in dieser Richtung keinerlei Absprache unter den Neutralen bestehe, sondern dass bei der Pflege eines engstmöglichen Kontaktes jedes Land seine Neutralitätspolitik vertrete. Die Frage, ob allenfalls in einer gewissen kommenden Verhandlungsphase der Neutralitätsstandpunkt gemeinsam vertreten werden solle, sei noch in keiner Weise abgeklärt.

McKinney versprach sein Möglichstes auch zur Aufklärung der amerikanischen öffentlichen Meinung zu tun. Ich stellte ihm in Aussicht, ihm etwa zwei Tage vor dem Diner der Presse étrangère einige Kopien meiner Ansprache zur Verfügung zu stellen.

---

4. Es handelt sich um die Ministerkonferenz der EFTA vom 20. – 21. November 1961. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2100 vom 15. November 1961, E 1004.1(-)/1/655.

5. J. Hasbrouck.

6. Vgl. DDS, Bd. 20, Nrn. 7 (DoDiS-10072), 10 (DoDiS-10061) und 25 (DoDiS-10995).

## 26

E 2804(-)1971/2/73  
[DoDiS-30270]

*Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*<sup>1</sup>

GESPRÄCH MIT DEM PRÄSIDENTEN DE GAULLE VOM 17. NOVEMBER 1961<sup>2</sup>

Vertraulich

[Bern,] 22. November 1961

*Vorbemerkung:* Präsident de Gaulle macht wohl den Eindruck einer sehr selbstbewussten Persönlichkeit, ohne aber irgendwie in den Ausdrucksformen eine Überlegenheit zu manifestieren. Im Gegenteil, er strömt eine Atmosphäre der Gastlichkeit aus und weiss sehr gut zuzuhören.

Das Gespräch wickelte sich wie folgt ab:

*De Gaulle:* Ich freue mich, konstatieren zu können, dass die guten Beziehungen zwischen unseren beiden Ländern andauern, obwohl ich mir bewusst bin, dass auf wirtschaftlichem Gebiet gewisse Schwierigkeiten bestehen, die mir bekannt sind.

*Ich:* Die bilateralen Schwierigkeiten sind nicht von einer Art, dass sie die Aufrechterhaltung unserer guten Beziehungen irgendwie gefährden könnten. Unsere Hauptsorgen liegen auf einem anderen Gebiet, dem der multilateralen Beziehungen, konkret ausgedrückt, der europäischen Integration.

*Er:* Frankreich will die Integration, weil sie zur Stärkung des Westens unbedingt nötig ist, und für uns vor allem deshalb, weil wir eine dauernde Regelung unserer Beziehungen zu Deutschland anstreben. Wie denken Sie über das Problem Deutschland und speziell über das Problem Berlin?

*Ich:* Ich sehe eine psychologische Gefahr darin, dass Berlin nach dem 13. August einen Teil seines Selbstvertrauens verloren hat, und dass sich aus diesem Gefühl heraus mit der Zeit eine Art moralischer Verrottungsprozess einstellen könnte, der auch auf die Westdeutsche Bundesrepublik übergreifen könnte.

*Er:* Ich sehe die Dinge genau so. Darum wünscht Frankreich keine Verhandlungen mit den Russen, die ohnehin nicht echte Verhandlungen wären. Frankreich hat die amerikanische Haltung nicht begriffen. Allerdings hat Frankreich zugestimmt, dass die Amerikaner sondieren, aber auf ihre eigenen Risiken. Frankreich bleibt fest. Im übrigen bedaure ich den Ausgang der deutschen Wahlen, was zur Folge hat, dass sich Adenauer nicht mehr auf eine feste Mehrheit stützen kann. Das erhöht aber nur die Notwendigkeit der Stärkung des Westens.

*Ich:* Wir begreifen diese Notwendigkeit und wünschen deshalb den Integrationsbestrebungen allen Erfolg. Sie, Herr Präsident, kennen die Gründe aus denen wir nicht in vollem Umfang mitmachen können, werden aber an-

1. Eine Kopie dieser Notiz ging an P. Micheli.

2. Handschriftliche Anmerkung: Dem BR mitgeteilt am 24. XI. 61.

dererseits auch begreifen, dass wir uns nicht in eine Isolation gedrängt sehen wollen. Wir müssen an unserer Neutralität festhalten, die eine bewaffnete und immerwährende ist. Die in Durchführung begriffene Armeereform und die Tatsache, dass ein gutes Drittel unseres Budgets der Landesverteidigung gewidmet ist, zeugen für den festen Willen, an dieser Politik festzuhalten. Der Geist unserer Armee ist vorzüglich. Sie bedeutet für die Schweiz neben dem primären Zweck als Instrument der Landesverteidigung eine Institution der staatsbürgerlichen Erziehung und des staatsbürgerlichen Zusammenhalts.

Ein weiterer Grund, der uns den Beitritt zur Europäischen Gemeinschaft verwehrt und der im Ausland zu wenig gewürdigt wird, sind die verfassungsrechtlichen Verhältnisse. Wir können in unserer Referendumsdemokratie nicht Befugnisse an eine weitere Gemeinschaft abtreten, die dem Volk vorbehalten sind, das im vollen Sinne des Wortes der Souverän ist.

*Er:* (unter Wechsel des Themas) Ich möchte Ihnen den Dank Frankreichs für die Dienste aussprechen, welche die Schweiz zur Beilegung des algerischen Konfliktes geleistet hat, und die mir sehr genau bekannt sind<sup>3</sup>. Es handelt sich beim algerischen Problem um eine sehr wichtige Frage, aber ich bin entschlossen, sie zu lösen. Wenn dies nicht mit einem Mittel der Verständigung geschehen kann, so werde ich die Lösung einseitig treffen: Frankreich braucht Algerien nicht.

*Ich:* Der Schweizerische Bundesrat hofft sehr auf eine gute Lösung dieses so schwerwiegenden Problems. Wir sind glücklich, Frankreich in dieser Frage gute Dienste leisten zu können, wie es überhaupt das Bestreben des Bundesrates ist, auf allen Gebieten solche Dienste zu leisten, wo sie von uns gewünscht werden, um damit den positiven Sinn unserer Neutralität zu unterstreichen.

*Er:* Frankreich versteht den Sinn Ihrer Neutralität und billigt sie. Sie bedeutet für uns in ihrer bewaffneten Form eine Sicherheit. Die Integration wird noch manche Schwierigkeiten bringen; so werden die Verhandlungen mit England sehr lang und sehr schwierig sein. Frankreich begreift Ihren Wunsch nach einer Form der Verständigung mit der Europäischen Gemeinschaft, die nicht leicht zu finden sein wird. Sie dürfen aber versichert sein, dass Ihnen von Seiten Frankreichs keine Schwierigkeiten in den Weg gelegt werden.

*Ich:* Diese Zusicherung ist für uns äusserst wertvoll, und ich danke Ihnen aufrichtig dafür. Die traditionell guten Beziehungen zwischen den beiden Ländern werden durch sie eine äusserst erfreuliche Verstärkung erfahren.

Nach den üblichen Höflichkeitsformeln von Präsident de Gaulle, durch die Einladung unterstrichen, ich möchte ihn bei jedem Besuch in Paris aufsuchen, begleitete er mich bis in den Hof des Elysees.

---

3. Vgl. Nr. 3, Anm. 5, in diesem Band.

## 27

E 2804(-)1971/2/105

[DoDiS-30128]

*Le Chef de la délégation suisse près l'AELE, O. Long,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
et au Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*

L

Genève, 28 novembre 1961

J'ai l'honneur de vous communiquer un mémorandum<sup>1</sup> adressé à mon collègue suédois à Genève par le Secrétaire général de l'AELE, M. Figgures, qui en a remis après coup un exemplaire à mon collègue autrichien ainsi qu'à moi-même.

F. se montre plutôt réservé sur les possibilités d'un accord entre le Royaume-Uni et les Six. Il en conclut que les Neutres, une fois présentées leurs demandes formelles d'association à la CEE, devraient s'abstenir soigneusement de découvrir leurs cartes et leur position de négociation jusqu'au moment où la conclusion des négociations Royaume-Uni/Six sur le Commonwealth et l'agriculture sera devenue une certitude politique.

On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé F. à écrire ce mémorandum. Il a certainement voulu freiner les Suédois. De plus, il a probablement tenu, après l'optimisme dont il faisait preuve l'été dernier, à fixer par écrit certains doutes quant au succès de la négociation anglaise. L'attitude de M. Heath pendant la conférence des ministres de la semaine dernière n'est sans doute pas étrangère à la position prise maintenant par F.

En ce qui concerne la Suède, mon collègue Montan, me dit que la tempête est maintenant calmée, que le gouvernement a de nouveau la situation bien en mains et que l'opposition ne demande rien de plus qu'une association au Marché commun dans les meilleurs délais possibles.

Je vous adresse aussi une autre note de F.<sup>2</sup> sur les impressions qu'il a recueillies au sujet des problèmes des Neutres dans les milieux communautaires.

---

1. Cf. le mémorandum de F. E. Figgures du 23 novembre 1961 (DoDiS-30131) et les remarques de R. Bindschedler du 4 décembre 1961 à ce sujet (DoDiS-30133).

2. Non reproduite.

E 2001(E)1976/17/619  
[DoDiS-30624]

*Der Sektionschef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, R. Probst,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

ABKOMMEN ÜBER TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT MIT TUNESIEN<sup>2</sup>

Kopie<sup>3</sup>  
S PO

[Bern,] 1. Dezember 1961

Herr Minister Long hat Sie gestern schon mündlich über unser Problem im Rahmen der vor dem Abschluss stehenden Verhandlungen mit Tunesien in Bern orientiert<sup>4</sup>. Sie wünschten, die Sache heute noch dem Bundesrat zu unterbreiten.

Ursprünglich hatten wir, um den Tunesiern mehr psychologisch als materiell entgegenzukommen, den Einbau einer allgemein gehaltenen Klausel über die technische Zusammenarbeit in das abzuschliessende Handelsabkommen vorgesehen. Von tunesischer Seite wurde ein eigentliches, ins einzelne ausgestaltete Abkommen gewünscht. Wir einigten uns schliesslich provisorisch auf den beiliegenden Text<sup>5</sup>, der in die Form eines Abkommens eingekleidet ist, aber für uns materiell keine über unsere ursprüngliche Klausel hinausgehende Verpflichtung enthält.

Es stellt sich die Frage, ob ein solches Abkommen abgeschlossen werden kann. Da es sich um das erste eigentliche Abkommen dieser Art handeln würde, hätte es zweifellos eine gewisse präjudizielle Wirkung. Andererseits könnte es uns in der heutigen Verhandlungssituation nützlich sein. Auf dem Gebiet des Handelsverkehrs sowie des Investitionsschutzes und des Schutzes vor Nationalisierungen (bezw. der Pflicht zur adäquaten und effektiven Entschädigung im Falle von Nationalisierungen) sind wir die Fordernden; es wurden uns hier ganz namhafte Konzessionen in Aussicht gestellt. Ein schweizerisches Entgegenkommen mehr verbaler Natur im Sektor der technischen Hilfe würde den Abschluss in den anderen Materien erleichtern, vielleicht (Investierungen, Nationalisierungen) überhaupt erst ermöglichen.

Die abschliessende Plenarsitzung findet heute Freitag 10.30 h statt. Ich wäre Ihnen sehr dankbar, wenn Sie mir Ihre Antwort entweder vorher in mein Büro oder ab 10.30 h in das Parlamentgebäude, Sitzungssaal III, senden lassen könnten.

1. Dieses Schreiben wurde von R. Probst verfasst.

2. Zur technischen Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und Tunesien im Allgemeinen vgl. z. B. den Bericht Rapport sur le voyage en Algérie, en Tunisie et à Rome von R. Godet vom 17. Mai 1963 (DoDiS-30630), die Notiz Visite de M. Chelli, Ambassadeur de Tunisie, chez le Chef du Département politique von P. Micheli an A. R. Lindt vom 25. September 1963 (DoDiS-30631) oder den Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat vom 9. Dezember 1963 (DoDiS-30259).

3. *Kopien dieses Schreibens gingen an Micheli und E. Messmer.*

4. *Zu den Verhandlungen und zum Abschluss der Verträge zwischen der Schweiz und Tunesien vgl. Nr. 5, Anm. 4, in diesem Band.*

5. *Nicht ermittelt. Für den Vertragstext vgl. stattdessen das Abkommen über die technische und wissenschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Tunesischen Republik vom 2. Dezember 1961, nicht abgedruckt.*

## 29

E 1001(-)1967/125/55

[DoDiS-30016]

*Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner,  
an den Bundesrat*

### DARLEHEN VON 22 MILLIONEN SCHWEIZER FRANKEN AN JUGOSLAWIEN<sup>1</sup>

At

Bern, 5. Dezember 1961

Mit Beschluss vom 28. September 1961<sup>2</sup> haben die Eidgenössischen Räte das am 24. April 1961 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Föderativen Volksrepublik Jugoslawien über ein Darlehen von 22 Millionen Schweizerfranken unterzeichnete Abkommen<sup>3</sup> genehmigt und den Bundesrat ermächtigt, dieses Abkommen zu ratifizieren.

Im Hinblick auf kritische Stimmen, die wie zu erwarten war bei der Behandlung dieses Geschäftes besonders im Ständerat erhoben wurden<sup>4</sup>, sah sich der Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, Herr Bundesrat Schaffner, veranlasst, die Erklärung abzugeben, dass der Bundesrat erst dann von der Ermächtigung der Ratifikation Gebrauch machen werde, wenn in überzeugender Weise die internationale Aktion zur Unterstützung der jugoslawischen Wirtschafts- und Währungsreform zustandegekommen sei<sup>5</sup>.

1. *Siehe dazu DDS, Bd. 21, Nr. 114 (DoDiS-14682), das BR-Prot. Nr. 144 vom 20. Januar 1961 (DoDiS-15176) und die Notiz Besuch des jugoslawischen Botschafters von R. Kohli vom 8. April 1961 (DoDiS-15178).*

2. *Vgl. den Bundesbeschluss betreffend die Genehmigung des Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Föderativen Volksrepublik Jugoslawien über die Gewährung eines Darlehens an Jugoslawien vom 28. September 1961, AS, 1962, S. 91 f.*

3. *Vgl. das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Föderativen Volksrepublik Jugoslawien über die Gewährung eines Darlehens von 22 Millionen Schweizerfranken an Jugoslawien vom 24. April 1961, BBl, 1961, I, S. 1558–1560.*

4. *Vgl. E 1004(-)1960/58/339. Die Debatten wurden nicht im Sten. Bull. veröffentlicht.*

5. *Vgl. Anm. 4. Siehe auch das Protokoll der Finanzkommission des Ständerates zur Sitzung vom 27. September vom 5. Oktober 1961, E 7001(C)1975/32/13.*



Unsere Botschaften in den in Frage kommenden Staaten wurden daher ersucht, Bericht<sup>6</sup> darüber zu erstatten, ob infolge der Zuspitzung der internationalen Lage oder aus anderen Gründen in der Haltung ihres Gastlandes in Bezug auf die Beteiligung an dieser Kreditaktion eine Änderung eingetreten sei, ob diese Beteiligung rechtsverbindlich zugesichert und, wo nötig, von der Regierung bzw. dem Parlament genehmigt worden sei, und inwieweit die zugestandenen Kredite schon in Anspruch genommen worden seien.

Aus den Informationen unserer diplomatischen Vertretungen ergibt sich, dass die Regierungen der an dieser Kreditaktion beteiligten Staaten mit Rücksicht auf die internationale politische Lage ihre Haltung hinsichtlich ihrer Beteiligung an dieser Aktion nicht geändert haben<sup>7</sup>. Einschliesslich der Schweiz beteiligen sich neun Staaten und der International Monetary Fund an dieser Kredithilfe, die insgesamt den Betrag von rund 289 Millionen Dollars erreicht. Fünf Staaten gewährten effektive Kredite, zum Teil in konvertibler Währung, während vier Staaten ihren Beitrag in die Form zusätzlicher Plafonds für die Exportrisikogarantie kleideten. Einzig Schweden und die Bundesrepublik Deutschland (für letztere tritt, soweit es sich um Kredite handelt, mit Rücksicht auf das Fehlen diplomatischer Beziehungen zu Jugoslawien ein Bankenkonsortium als Kreditgeber auf) haben vom Abschluss schriftlicher Vereinbarungen abgesehen. Die zwischen Jugoslawien und den andern Kreditgebern zustandegekommenen Abkommen sind rechtsverbindlich und unkonditioniert (mit Ausnahme des österreichischen Finanzkredites von 2 Millionen Dollars über den das Parlament anlässlich der Beratung des Budgets 1962 Ende dieses Jahres zu befinden hat). Ein wesentlicher Teil der Jugoslawien unter dem Titel der Stützung seiner Wirtschafts- und Währungsreform zur Verfügung gestellten Kredite ist heute schon in Anspruch genommen worden. Wir verweisen im Übrigen auf die diesem Antrag beiliegende Zusammenstellung über die einzelnen vereinbarten Kreditabmachungen<sup>8</sup>.

Ein Bericht des International Monetary Fund vom 8. September 1961, der im Anschluss an weitere Konsultationen zwischen Vertretern des Fonds und der jugoslawischen Regierung erstattet worden ist, stellt u. a. fest, dass die von der jugoslawischen Regierung in Aussicht gestellten, zur Reform gehörenden Massnahmen wie Vereinheitlichung des Dinar-Kurses, Liberalisierung des Einfuhrsystems, usw. sukzessive im Laufe des ersten Halbjahres 1961 in Kraft gesetzt worden sind. Eine endgültige Beurteilung der Auswirkungen der verfügbaren Reformmassnahmen in Verbindung mit der erhaltenen Kredithilfe sei naturgemäss noch verfrüht. Der jugoslawischen Regierung wird im übrigen seitens der Fondsbehörden empfohlen, ihre Wirtschaftspolitik in der

---

6. Vgl. z. B. das Schreiben von E. de Haller an E. Stopper vom 25. Juli 1961, E 2001(E)1976/17/638 oder das Schreiben von E. von Graffenried an Stopper vom 8. August 1961, *ibid.*

7. Vgl. z. B. das Schreiben von A. R. Lindt an H. Schaffner vom 24. August 1961, E 2001(E)1976/17/638 oder das Schreiben von J. A. Iselin an Stopper vom 26. Oktober 1961, *ibid.*

8. Nicht abgedruckt.

eingeschlagenen Richtung fortzusetzen bis zur Erreichung des wichtigsten Zieles, nämlich des Ausgleichs der Zahlungsbilanz.

Die etwa vor einem Jahr in die Wege geleitete multilaterale Kredithilfe zugunsten Jugoslawiens ist, wie aus diesen Darlegungen hervorgeht, zustande gekommen, womit auch die Voraussetzungen erfüllt sind, an die eine schweizerische Beteiligung geknüpft worden war. Einer Ratifikation des Darlehensabkommens vom 24. April 1961 dürfte daher nichts mehr entgegenstehen.

Mit einer an unsere Botschaft in Belgrad gerichteten Note vom 6. November 1961<sup>9</sup> teilt das jugoslawische Aussenministerium mit, dass die jugoslawische Regierung das eingangs erwähnte Darlehensabkommen am 31. Oktober 1961 ratifiziert habe und erkundigt sich gleichzeitig, ob die Ratifikation seitens der schweizerischen Regierung erfolgt sei.

Wir *beantragen* Ihnen daher:

1. Vom vorstehenden Bericht über das Zustandekommen der Kreditaktion zugunsten Jugoslawiens in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen;

2. Das am 24. April 1961 abgeschlossene Abkommen über die Gewährung eines Darlehens von 22 Millionen Schweizerfranken an Jugoslawien zu ratifizieren.

3. Herrn Anton Roy Ganz, schweizerischer Botschafter in Jugoslawien, oder im Behinderungsfalle seinen Stellvertreter zu beauftragen, den Austausch der Ratifikationsurkunden vorzunehmen;

4. Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement im Benehmen mit der Bundeskanzlei nach erfolgtem Austausch der Ratifikationsurkunden zu beauftragen, die Veröffentlichung des Vertragstextes zu veranlassen;

5. Das Eidgenössische Finanzdepartement mit der Durchführung des Darlehensabkommens zu beauftragen<sup>10</sup>.

---

9. Vgl. die Beilage zum Schreiben von A. R. Ganz an P. Micheli vom 15. November 1961, E 2001(E)1976/17/638.

10. Dieser Antrag wurde vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 11. Dezember 1961 angenommen. Vgl. das BR-Prot. Nr. 2295 vom 11. Dezember 1961, E 1004.1(-)/1/656.1.

E 1003(-)1994/26/1  
[DoDiS-30140]

*BUNDESRAT<sup>1</sup>*  
*Verhandlungsprotokoll der 87. Sitzung*  
*vom 11. Dezember 1961<sup>2</sup>*

Auszug

[Bern, 11. Dezember 1961]

[...]³

*Politisches Departement & Volkswirtschaftsdepartement –  
Integrationsfragen.*

Ausser dem aus der letzten Sitzung zurückgestellten Antrag «Organisatorische Massnahmen für die Behandlung der Integrationsprobleme»<sup>4</sup> liegt ein Antrag<sup>5</sup> vor vom 11. Dezember 1961 betr. Schweizerisches Verhandlungsgesuch an EWG vom 11. Dezember 1961.

*Herr Chaudet* bedauert, dass er einen Standpunkt vertreten müsse, der von demjenigen des EPD und EVD abweiche. Er sei einverstanden mit der Generallinie, dass man in Verhandlungen mit der EWG eintreten müsse. Er sei aber anderer Meinung, hinsichtlich der Methode und des Rhythmus. Es sei zwar alles ordnungsmässig vor sich gegangen, auch mit der Festlegung des Datums. Man müsse sich aber heute, bevor man den entscheidenden Schritt mache, nochmals alles überlegen. Und da sehe er die Dinge<sup>6</sup> etwas anders an. Es handle sich um eine rein persönliche Stellungnahme. *Herr Chaudet* glaubt, dass man zu schnell vorgehe und dadurch unsere Verhandlungsposition schwäche. Man melde sich an, bevor man noch die verantwortlichen Organe bezeichnet habe, die die Integrationsprobleme und ihre Konsequenzen für uns prüfen sollen, wir wüssten noch nicht, wie die englischen Verhandlungen, die sehr lange dauern dürften, ausgehen werden, wir wissen noch nicht wer alles in dieser Vereinigung mitmachen und wie es sich unserem Standpunkt gegenüber verhalten werde. In [d]er Antwort an Herrn Tenchio<sup>7</sup> sei ausgeführt worden, dass die Solidarität mit der EFTA weitergeführt werden solle. Man

1. *Vorsitz: F. T. Wahlen, Abwesend: J. Bourgknecht (krank), Schriftführer: Ch. Oser und F. Weber, Beginn: 8 Uhr 30, Schluss: 12 Uhr 10.*

2. *Vgl. das BR-Prot. Nr. 2277 vom 11. Dezember 1961 (DoDiS-30138).*

3. *Vorangehende Traktanden: Franco-algerische Verhandlungen, Tschechische Spione und in der Tschechoslowakei eingesperrte Schweizer – Fall Geissler, Publikation Kimche über General Guisan; Postulat Jaeckle betreffend Revision des Art. 89, Abs. 3 der BV.*

4. *Vgl. das Verhandlungsprotokoll des Bundesrates vom 8. Dezember 1961, E 1003 (-)1994/26/1.*

5. *Vgl. den Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat vom 11. Dezember 1961, E 1001(-)1967/125/11.*

6. *Handschriftlicher Zusatz: jetzt.*

7. *Zur Interpellation Tenchio du 27 septembre 1961 sur l'état de l'intégration européenne vgl. Sten. Bull. NR. 1961, S. 418–425 und E 2001(E)1976/17/216.*

könne doch die Solidarität mit der EFTA nicht dadurch manifestieren, dass man erkläre, sie verlassen zu wollen. Sollen wir uns jetzt gleich nach Grossbritannien melden, das uns im Stiche gelassen habe und seine eigene Rolle spiele. Der Grund für diese Beschleunigung sei, dass es Schweden und Österreich aus rein innenpolitischen Gründen eilig hätten. Man mache eigentlich eine «volte face». Herr Chaudet ist einverstanden, dass man die Kontakte vertieft, aber nicht damit einverstanden, dass jetzt schon ein formelles Gesuch für die Aufnahme von Verhandlungen gestellt werde. Dies sei auch deshalb verfrüht, weil man die Linie für die künftige Politik gegenüber den zahlreichen Integrationsproblemen, angefangen mit der Neutralität, nicht festgelegt habe. Wir sollten darüber im Klaren sein, welches unsere Haltung sein werde, wenn man uns Bedingungen stellt, die unsere Neutralität betreffen. Wenn wir uns früh anmelden, so wird das die EWG als Bereitschaft auffassen, etwas von unserer bisherigen Haltung aufzugeben. Es werde nicht gehen ohne Einbusse in unserer Neutralitätspolitik, weshalb es viel besser wäre, das Terrain zuerst vorsichtig abzutasten. Politisch wird man den Schritt als einen Anschluss an den Westen beurteilen. Welches wird die Haltung der beiden andern Neutralen sein? Diese könnten sich vielleicht bereit erklären, einen Teil ihrer Neutralität, die ja ohnedies nicht mit unserer übereinstimme, aufzugeben. Könnte uns dann unsere Solidarität mit den Neutralen nicht dazu führen, die gleichen Konzessionen zu machen? Aus diesen Überlegungen sei Herr Chaudet zur Auffassung gelangt, dass die Schweiz eine stärkere Position hätte, wenn sie allein wäre. Unser Gesuch könnte auch als Zeichen der Angst vor der Isolierung ausgelegt werden. Es möge sein, dass der Neutralitätsstatus uns zwingen könnte, auf wirtschaftlichem Gebiete Opfer zu bringen. Die Verspätung der Anmeldung könne mit wirtschaftlichen Nachteilen verbunden sein. Wir würden aber auch in der Isolierung weiterleben können. Unsere Wirtschaft wird sich rasch anpassen können. Es stelle sich die Frage, ob man nicht mit der EWG in einer andern Form als der der Assoziierung verhandeln könne. Herr Chaudet sei überzeugt, dass ein Zusammengehen mit Schweden und Österreich uns nur abwärts führen könne. Wir sollten die Linien festlegen, die wir unbedingt halten wollen. Wir gingen mit Freunden vor, die andere Interessen hätten als wir und die nicht so entschlossen seien wie wir.

Der Herr Bundespräsident teilt mit, dass Herr Bourgnone ihm telefonisch erklärt habe, dass er nach reiflicher Überlegung dazu gelangt sei, dass das Schreiben in der vorgelegten Form abgehen sollte. Er hätte das Vorgehen als notwendiges Übel bezeichnet.

Herr Spühler stellt fest, dass die Ausführungen des Herrn Chaudet zweifellos am Platze gewesen seien, vor allem im Hinblick auf die frühere Haltung des Bundesrates. Man könne schon sagen, dass sich die Meinung des Bundesrates etwas rasch gewandelt habe. Die Schweiz habe in der EFTA eine führende Rolle gespielt und eine prononciert selbständige Rolle auch gegenüber der EWG. Unter diesem Gesichtspunkt könne man sagen, das was der Bundesrat heute tue, stehe im Widerspruch zu dem was er früher getan habe. Man habe diese Marschroute in verschiedenen Aussprachen festgelegt. Man habe erklärt, dass es wertvoll sei, mit den andern Neutralen zusammen in die Arena zu treten. Es habe geschienen, dass darin eine gewisse Rückversicherung liege

gegenüber einem Vorgehen als Einzelgänger. Mit dem heute vorgeschlagenen Schritte hätten wir aber keineswegs erklärt, es gebe kein Zurück. Wenn man die Bereitschaft erkläre, in Verhandlungen zu treten, sei man allerdings nicht mehr ganz frei. Er gehe mit Herrn Chaudet auch darin einig, dass wir mit den internen Abklärungen der Konsequenzen etwas spät dran seien. Es wäre angenehmer gewesen zu warten, bis England seine ganze Verhandlungsprozedur hinter sich gebracht hätte, denn wenn die EWG einmal mit England zusammen sei, dann sei sie politisch nicht mehr das was sie heute sei. Sie werde dann unseren Einflüssen viel zugänglicher sein. Wirtschaftlich könne man nicht allzu lange warten, politisch könnten wir noch warten. Der Bericht der OECD sei ein Warnungssignal für die Schweiz. Nachdem wir uns bereits weitgehend festgelegt hätten und nachdem wir andererseits noch alle Möglichkeiten hätten, ja oder nein zu sagen, stimme er dem vorgeschlagenen Brieftext zu.

*Herr von Moos* bemerkt, dass das was heute beschlossen werde, kein würdiger Schritt sei und dass der Brief kein würdiges Dokument sei. Man steche in See ohne zu wissen, wo man an Land gehen werde und ohne über die Auswirkungen im Klaren zu sein. Entscheidend sei die Frage, ob man sich heute noch anders verhalten könne. Voraussetzung für seine Zustimmung sei, dass das heutige Zusammengehen mit Schweden und Österreich ein späteres, getrenntes Marschieren nicht ausschliesse. Es fehle ein formeller Entscheid der eidg. Räte. Es stelle sich deshalb die Frage, ob man nicht noch einen Vorbehalt anbringen könnte, dass der Bundesrat nicht abschliessend zuständig sei, sondern dass Parlament und Volk endgültig zu entscheiden hätten. *Herr von Moos* erklärt, abschliessend mit einer gewissen Sympathie, gegenüber den Ausführungen von *Herrn Chaudet*, sei er bereit, den Schritt zu unternehmen.

*Herr Tschudi* findet, dass die Standpunkte nicht so weit auseinander liegen. Alle wären froh, wenn man so frei wäre, wie *Herr Chaudet* das gerne hätte. Man werde bei den weiteren Beratungen mit den Grundsätzen weiterfahren können, die *Herr Chaudet* aufgestellt habe. Die Öffentlichkeit erwarte aber jetzt, dass wir den Willen bekunden, uns nicht zu isolieren. Es gebe Vorteile, zusammen mit Österreich und Schweden zu beginnen. Man könne sich ohne weiteres distanzieren, wenn in der Frage der Neutralität nicht unsere Linie eingehalten werde. Er stimme dem Antrag ebenfalls zu.

*Herr Schaffner*<sup>8</sup> erinnert an die Vorgeschichte der EFTA. Durch die englische Entscheidung laufe es nur darauf hinaus, dass man sehen wolle, ob man die verschiedenen EFTA-Mitglieder in die EWG bringen könne und im Speziellen, ob man eine Lösung für die Neutralen finde. Man müsse dies<sup>9</sup> versuchen<sup>10</sup>. Im Briefentwurf sei als Voraussetzung die Beibehaltung der integralen Neutralität genannt, das könnte nicht klarer gesagt werden. Wenn der Geist Hallsteins triumphiere und alle unsere Widersacher oben aufkämen, dann

---

8. *Gestrichen*: bemerkt, dass man hier auch wieder sagen könnte, dass es besser gewesen wäre, der Fall hätte sich nicht ereignet. Er [...].

9. *Gestrichen*: schon.

10. *Gestrichen*: wegen der Sympathisanten für einen Anschluss an die EWG in unserem eigenen Land. *Handschriftlicher Zusatz*: schon um nicht den Vorwurf zu laufen, wir hätten nichts gegen eine wirtschaftliche Isolation vorgekehrt.

komme eben die Isolierung. Dann könne man sich aber darauf berufen, dass man alles versucht habe, um sie zu vermeiden. Das gemeinsame Vorgehen aller EFTA-Partner sei beschlossen. Keiner dürfe sich für sich allein arrangieren. Die Neutralen können nicht einfach zuschauen und nichts tun. Der Engländer Heath habe sich zu ihrem Anwalt gemacht. Er habe aber deutlich gesagt, dass sie sich natürlich auch bemühen müssten. Was die Neutralität betreffe sei Österreich nicht frei. Im Hinblick auf den Staatsvertrag<sup>11</sup> dürfe es nicht weiter gehen als die Schweiz. Man sei aber in Hinsicht auf die Umschreibung der Neutralität weder mit Schweden noch mit Österreich Bindungen eingegangen.

Der Herr Bundespräsident stellt fest, dass wir vor einer Situation stünden, die sich mit unserem vollen Wissen entwickelt habe als Konsequenz unserer EFTA-Politik. Man habe versucht eine rein kommerzielle Assoziation durchzuführen und als Mittel zum Brückenschlag zu verwenden. Alle früheren Versuche hätten nichts getaugt und alle EFTA-Staaten seien mit England einig gewesen, dass man gemeinsam diesen letzten Versuch unternehme. Zur Frage, ob eine EFTA-Solidarität bestehe, nachdem wir sie alle verlassen, sei zu verweisen auf die Londoner Erklärung<sup>12</sup>. Dabei sei man so weit gegangen, zu erklären, eine Lösung mit der EWG sei nur dann akzeptabel, wenn alle EFTA-Staaten eine Lösung finden, die jedem passt. Um das zu erreichen, habe man in Genf<sup>13</sup> die Beschleunigung beschlossen. Wenn die Schweiz sich zurückgezogen hätte, hätte man vom Ende der EFTA sprechen können. Die EFTA bleibe auch weiterhin solidarisch. Im Falle eines Zusammenbruches der Verhandlungen mit der EWG werde sie als Organisation weiter arbeiten. Das Datum sei auf Veranlassung Schwedens und Österreichs festgelegt worden. Herr Wahlen sei aber froh, dass man so aus der Zwiespältigkeit herauskomme. Es gebe weite Kreise in unserem Lande, die erwarten, dass jetzt ein Versuch gemacht werde. Sondierungen hätten jetzt keinen grossen Wert mehr, vor allem z. Zt. nicht in Washington. Man hätte auf alle Fälle nicht auf das Ergebnis der englischen Verhandlungen warten dürfen. Was das Vorgehen der Neutralen betreffe, so bestünden nur moralische Verpflichtungen. Österreich habe Wert darauf gelegt, dass das Problem Neutralität als erstes, gemeinsam vorgebracht werde. Die Schweiz würde aber im gegebenen Moment unseren Neutralitätsstandpunkt als einzelnes Land sehr klar und eindeutig fixieren und nicht als einen Standpunkt aller drei Neutralen zusammen. Der Herr Bundespräsident gibt dem Wunsche Ausdruck, dass sich der Bundesrat auf eine gemeinsame Linie einigen könnte.

Nach weiteren Voten von Herrn Chaudet, Schaffner und Spühler erklärt Herr Chaudet, dass er sich unter folgenden Voraussetzungen der gemeinsamen Stellungnahme anschliesse: Die Schweiz müsse gegenüber den andern beiden Neutralen ihre volle Handlungsfreiheit behalten. Der Bundesrat müsse die Möglichkeit haben, seine Generallinie in jedem Stadium der Verhandlungen vorher festzulegen.

---

11. *Gestrichen*: Vertrag mit Russland.

12. *Es handelt sich um die gemeinsame Erklärung, die in London am 28. Juni 1961 verabschiedet wurde. Vgl. Nr. 4, Anm. 5, in diesem Band.*

13. *Zu dieser Ministerkonferenz in Genf vgl. Nr. 17 in diesem Band.*

Der Herr Bundespräsident anerkennt diese Vorbehalte und schlägt vor, die Abklärung mit der Frage der Neutralität auf Grund eines Gutachtens, das das EPD den Ratsmitgliedern zugestellt hat, zu beginnen. Er stellt fest, dass der Bundesrat im Prinzip den Anträgen zugestimmt habe.

Nach dieser Eintretensdebatte nimmt der Rat Stellung zum Entwurf des Briefes. Der Herr Bundespräsident stellt fest, dass es sich nicht um einen gleichlautenden Brief der 3 Neutralen handle, sondern dass jedes Land ein eigenes Gesuch stellt mit seinem eigenen Text. In unserem Schreiben sei der Neutralitätsvorbehalt, wie erwähnt worden sei, besonders scharf formuliert.

Herr von Moos erkundigt sich, ob die Bezugnahme auf Art. 238 des Römer Vertrages<sup>14</sup> die Möglichkeit offen lasse, statt der Assoziation, auch irgendeine Lösung auf bilateraler Basis zu treffen?

Herr Schaffner nimmt Bezug auf eine Erklärung Hallsteins, der gesagt habe, dass unter Art. 238 von der Vollmitgliedschaft bis zur blossen Konsultativmitgliedschaft alles falle. Mit der Anrufung von Art. 238 sei z. B. nicht ausgeschlossen der Abschluss<sup>15</sup> eines<sup>16</sup> Handelsvertrages.

Herr von Moos wirft nochmals die Frage auf, ob nicht ein Vorbehalt wegen der Zustimmung der zuständigen Instanzen (eidg. Räte und Volk) angebracht werden sollte? Evt. sollten auch Vorbehalte mit Bezug auf die Landwirtschaft angebracht werden.

Der Herr Bundespräsident antwortet, dass sich tatsächlich die Frage gestellt habe, ob man einen Katalog der Probleme aufstellen wolle, die uns interessieren. Man habe es aber als zweckmässiger erachtet, dies den späteren Verhandlungen zu überlassen. Was den Ratifikationsvorbehalt betreffe, so sei es selbstverständlich, dass jede Partei nur im Rahmen ihrer Zuständigkeit operieren könne. Dieser Vorbehalt sei erst aufzurühren im eigentlichen Vertragstexte.

Der Rat ist damit einverstanden, auf die Aufnahme eines Kataloges zu verzichten. Was den Zuständigkeitsvorbehalt betrifft, verzichtet Herr von Moos, einen Antrag zu stellen. In Abs. 3 wird im letzten Satz noch das Wort «desjenigen» vor «Österreichs» eingefügt, um das Neutralitätsstatut der Schweiz noch deutlicher von dem der beiden andern Neutralen abzuheben. Was die Publizität betrifft, ist der Rat damit einverstanden, dass die ständerrätliche aussenpolitische Kommission, die demnächst zusammentreten wird<sup>17</sup>, Kenntnis vom Brief erhalten. Er soll aber nicht ausgeteilt werden, bevor ihn die Presse erhält und die Presse soll das Schreiben erst publizieren, nach-

---

14. Wortlaut dieses Artikels: Die Gemeinschaft kann mit einem dritten Staat, einer Staatenverbindung oder einer internationalen Organisation Abkommen schliessen, die eine Assoziierung mit gegenseitigen Rechten und Pflichten, gemeinsamem Vorgehen und besonderen Verfahren herstellen. Diese Abkommen werden nach Anhörung der Versammlung einstimmig vom Rat geschlossen. Werden durch diese Abkommen Änderungen dieses Vertrags erforderlich, so müssen diese zuvor nach dem in Artikel 236 vorgesehenen Verfahren angenommen werden.

15. Gestrichen: in Form.

16. Handschriftlicher Zusatz: etwas umfassenderen.

17. Handschriftlicher Zusatz: eine gemeinsame Sitzung mit der nationalrätlichen aussenpolitischen Kommissionen abhält, und dass beide Kommissionen.

dem es überreicht worden ist<sup>18</sup>. Was den Antrag über die organisatorischen Massnahmen betrifft, wird das Verzeichnis der verschiedenen Arbeitsgruppen durchgenommen. Das Geschäft soll auf die Freitagsitzung im Sinne der Diskussion bereinigt und dann endgültig verabschiedet werden.

---

18. *Gestrichen*: Auch die Räte sollten in geeigneter Art informiert werden.

### 31

E 2804(-)1971/2/72

[DoDiS-30722]

*Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements,  
E. Stopper, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner,  
und an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

No

Bern, 11. Dezember 1961

Im Auftrage von Herrn Bundesrat Bourgknecht gestatte ich mir, Sie über folgendes zu informieren:

Wie Sie wissen, wird seit der letzten Jahresversammlung des internationalen Währungsfonds die Frage geprüft, ob dem Internationalen Währungsfonds zusätzliche Ziehungsrechte auf die Industriestaaten (Mitglieder) für den Fall eingeräumt werden könnten, dass der Dollar zu stützen wäre.

Es scheint nun eine Einigung erzielt worden zu sein. Zu diesen Besprechungen sind wir bisher nicht eingeladen worden (abgesehen von der letzte Woche eingegangenen Aufforderung, einen stillen Beobachter in eine Sitzung zu entsenden).

Anlässlich der gestrigen BIZ-Versammlung in Basel hat Herr Gouverneur Brunet von der Banque de France, im Auftrage von Herrn Baumgartner, unserem Herrn Schwegler mitgeteilt, dass am nächsten Donnerstag in Paris eine Sitzung stattfinde, an der die beteiligten Industrieländer die Einräumung der zusätzlichen Ziehungsrechte definitiv beschliessen würden. Die Schweiz sei eingeladen, daran teilzunehmen und man hoffe sehr, dass sie sich bei dieser Gelegenheit bereit erkläre, mit einem bestimmten Betrag mitzumachen.

Diese Einladung sieht aus wie ein Überrumpelungsmanöver. Wir sollten Gelegenheit haben, den ganzen Fragenkomplex sehr eingehend zu prüfen, dies umso mehr als einerseits es sich um sehr hohe Beträge handelt – die Nationalbank glaubt, dass wir unter 200 Millionen Dollars nicht wegkommen werden – sowie im Hinblick auf unsere Nichtmitgliedschaft beim Fonds auch technisch eine eingehende Regelung notwendig ist, und andererseits überlegt werden muss, ob wir nicht gewisse Gegenleistungen verlangen sollen.

Im Einvernehmen mit Herrn Bundesrat Bourgknecht habe ich Herrn Schwegler erklärt, man sollte Herrn Gouverneur Brunet mitteilen, die Schweiz sei bereit, einen Vertreter des Internationalen Währungsfonds zu empfangen und den ganzen Fragenkomplex wohlwollend zu prüfen; sie sei aber nicht in



der Lage, sich in drei Tagen für etwas zu entscheiden, wofür andere Länder drei Monate Zeit gehabt hätten. Die Schweiz werde keinen Vertreter an die am nächsten Donnerstag stattfindende Sitzung entsenden. Herr Schwegler teilt vollständig unsere Auffassung.

Herr Schwegler wird in diesem Sinne nach Paris berichten<sup>1</sup>.

---

1. *Handschriftliches PS*: Erledigt gemäss Telefon vom 11. XII. 61. Stopp[er]. Für die weitere Prüfung einer schweizerischen Beteiligung an der Kreditaktion des IWF vgl. Nr. 57 in diesem Band.

### 32

E 2804(-)1971/2/43

[DoDiS-30142]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen,  
an die schweizerischen Botschaften in Brüssel, Paris, Köln, Den Haag, Rom  
und an die schweizerische Delegation in Brüssel*

S

Bern, 12. Dezember 1961

Wie wir Ihnen schon mitgeteilt haben, werden wir am 15. Dezember in Brüssel dem Sekretariat des Präsidenten des *EWG-Ministerrates* unser formelles Verhandlungsgesuch einreichen<sup>1</sup>. Gleichzeitig sollen dem Präsidenten der EWG-Kommission und den Aussenministerien in den Kapitalen der EWG-Staaten Kopien des Schreibens überreicht werden. Das *Verhandlungsgesuch* liegt diesem Schreiben bei<sup>2</sup>. Wir möchten zu Ihrer persönlichen Information folgende Kommentare zum Text anbringen.

1. Es handelt sich um eine *individuelle Bestätigung seitens der Schweiz der Verhandlungsbereitschaft der EFTA-Staaten*, die in der Erklärung vom 31. Juli<sup>3</sup> der EWG kollektiv schon angezeigt worden ist. Der Brief bedeutet nicht, dass wir die sofortige Aufnahme von Verhandlungen wünschen. Wir wünschen einzig, dass die Verhandlungen zu einem Zeitpunkt aufgenommen werden, der das gleichzeitige Inkrafttreten der Lösungen für alle EFTA-Staaten gewährleistet (siehe Formel im 2. Abschnitt des Briefes).

2. Wie dies im Gesuch verschiedene Male betont ist, wünscht die Schweiz eine *Beteiligung am integrierten Markt*, also nicht eine Lösung, die sich z. B. auf Zollsenkungen für die wichtigsten schweizerischen Exportgüter beschränkt. Die letztere Lösung wird bekanntlich von verschiedenen Personen des Monnet-Kreises bevorzugt. Durch die Betonung unseres Willens, am integrierten Markt teilzunehmen, haben wir mit aller Deutlichkeit unterstreichen wollen, worum es uns in diesen Verhandlungen geht.

---

1. Vgl. Nrn. 30 und 34 in diesem Band. Siehe auch das BR-Prot. Nr. 2277 vom 11. Dezember 1961 (DoDiS-30138) und das Pressecommuniqué des Bundesrates vom 15. Dezember 1961 (DoDiS-30163).

2. Nicht abgedruckt.

3. Durch die Betonung der «vollen Aufrechterhaltung der ständigen Neutralität» unterstreichen wir, dass wir zur Regelung unseres Verhältnisses zur EWG keine Revision oder Anpassung unserer bisherigen Neutralitätskonzeption ins Auge fassen werden. Eine Assoziation, die auf dem Gedanken einer allmählichen Aufgabe der Neutralität zugunsten einer Verschmelzung mit einem europäischen politischen Gebilde basieren würde, ist durch die Terminologie des Verhandlungsgesuches bewusst ausgeschlossen worden.

4. Gleich wie die Schweiz hofft, dass die EWG-Staaten die Neutralität als Gegebenheit respektieren werden, ist sie sich bewusst, dass jede Lösung «die Integrität der Gemeinschaft» wahren muss. Bei der Suche nach einer Lösung wird die Schweiz diese Gegebenheit stets voll berücksichtigen.

5. Wenn im Gesuch die Formel «Art. 238 des Römer Vertrags *scheint ...*»<sup>4</sup> verwendet worden ist, so vor allem deshalb, weil es nicht unsere Sache sein kann zu bestimmen, welches der Anknüpfungspunkt im Römer Vertrag ist, welchen die EWG-Staaten für eine Beteiligung der Neutralen am europäischen Markt am geeignetsten betrachten.

6. Um gegenüber Drittstaaten jeden Eindruck einer Bereitschaft, die politischen Zielsetzungen der EWG auch nur indirekt zu übernehmen, zu vermeiden, haben wir nicht zuletzt auf Wunsch der Österreicher im Verhandlungsgesuch den Ausdruck «Assoziation» nicht gebraucht. Sollten Sie wegen dieser Auslassung angesprochen werden, so wäre Ihrerseits die Vermutung auszudrücken, sie sei wohl unbeabsichtigt; denn erstens beziehe sich der erwähnte Art. 238 ausdrücklich auf die «Assoziierung» und zweitens hatten die neutralen Staaten im Wiener Communiqué vom Oktober dieses Jahres<sup>5</sup> ausdrücklich erklärt, sie suchten eine «Assoziierung in geeigneter Form».

Anlässlich der Überreichung des Briefes sollte unserer Auffassung nach vermieden werden, auf eine Diskussion über das schweizerische Verhandlungsgesuch einzutreten. Der mündliche Kommentar sollte nur eine Höflichkeitsformel (siehe Punkt 1 unten) und eine Erklärung betreffend des Zeitpunkts der eigentlichen Verhandlungen (Punkt 2 unten) umfassen:

1. Die Schweiz ist mit den Ländern der EWG schon jetzt eng verflochten. Sie würde es deshalb begrüßen, wenn die bestehenden engen Bande auch im Zeitalter der wirtschaftlichen Integration, an der die Schweiz teilnehmen möchte, aufrechterhalten und weiter entwickelt werden können.

2. Die Schweiz drängt nicht auf eine möglichst rasche Aufnahme der Verhandlungen. Sie begreift, dass die Verhandlungen mit Grossbritannien zuerst die Chancen eines Erfolges klarer erkennen lassen und den «point of no return» erreicht haben müssen, bevor die EWG das Gespräch mit den Neutralen nutzbringend einleiten kann. Wir begreifen auch, dass der Verhandlungsapparat der EWG gegenwärtig überbeansprucht ist. Woran uns aber liege, sei, dass gemeinsam mit der EWG eine Regelung gefunden werde, welche es ermögliche, dass die Lösungen für alle EFTA-Staaten gleichzeitig in Kraft treten.

3. Nicht abgedruckt.

4. Vgl. Nr. 30, insbesondere Anm. 14, in diesem Band.

5. Nicht abgedruckt.

Sollte von Ihrem Gesprächspartner die Frage der Verhandlungsprozedur angeschnitten werden, so wäre es wohl vorteilhaft, wenn Sie sich auf die Rolle des Zuhörers beschränken könnten. Es mag Ihnen aber dienen zu wissen, dass wir an einem Verfahren interessiert sind, welches demjenigen gleicht, welches die EWG im Falle Grossbritannien zur Anwendung gebracht hat. Wir möchten mit andern Worten Gelegenheit erhalten, in einer mündlichen Erklärung den Ministern der EWG-Staaten und den Vertretern der Kommission unsere Stellungnahme und unser Verhandlungsziel gesamthaft darzulegen, wie dies Lordsiegelbewahrer Heath am 10. Oktober 1961 getan hat. Wir möchten es wenn immer möglich vermeiden, dass *vorgängig* dieser Präsentation des schweizerischen Standpunkts die EWG-Staaten in sogenannten «exploratory talks» Gelegenheit erhielten, uns zu erklären, was der *Inhalt* unserer Stellungnahme sein sollte bzw. nicht sein kann. Wir möchten unsere Verhandlungsposition nicht in Vorabklärungen preisgeben. Insofern Ihr Gesprächspartner *selbst* eine Prozedur anregen sollte, die diesen unsern Gedankengängen entspricht, so sollte ihm erklärt werden, dass nach Ihrer persönlichen Auffassung Bern diesen Überlegungen wahrscheinlich zugänglich wäre. Zu Ihrer persönlichen Orientierung teilen wir Ihnen mit, dass als Zeitpunkt für eine solche Präsentation des schweizerischen Standpunkts auf Ministerebene *frühestens* der Monat März in Frage käme.

Sollte weiter Ihr Gesprächspartner auf allfällige Unterschiede in den Briefen der drei neutralen Staaten hinweisen, so wäre zu betonen, dass diese Unterschiede – die tatsächlich nur Fragen der Formulierung betreffen – rein zufälliger Natur sind. Die drei neutralen Staaten seien sich darüber einig, dass eine rein wirtschaftliche Assoziierung mit der EWG angestrebt werden soll. Sollte von Ihrem Gesprächspartner angeregt werden, dass die Besprechungen z. B. über die Neutralitätserfordernisse von der EWG mit den drei neutralen Staaten gemeinsam geführt werden sollen, so wäre diese Anregung lediglich zur Kenntnis zu nehmen. Persönlich und vertraulich teilen wir Ihnen mit, dass der Entscheid über diese Frage gegenwärtig noch nicht gefällt werden kann. Es wird davon abhängen, wie sich der Meinungsaustausch unter den Neutralen weiter entwickelt.

Weiter möchten wir Sie bitten, mit den Botschaftern Österreichs und Schwedens in der nächsten Zeit engsten Kontakt zu pflegen und uns sofort Mitteilung zu machen, wenn Sie den Eindruck haben, dass deren Vorgehen bei den Behörden Ihres Gastlandes grosso modo nicht dem unsrigen entsprechen sollte.

Was die Reaktionen Ihres Gesprächspartners oder der Presse Ihres Gastlandes anbetrifft<sup>6</sup>, so bitten wir Sie jetzt schon, eine Kopie Ihrer Berichte an Herrn Minister Jolles, den Leiter des neu geschaffenen Integrationsbüros<sup>7</sup>, zu senden. In den nächsten Tagen werden Sie über die Schaffung dieses den Chefs des Eidg. Politischen Departements und des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements sowie der ständigen Wirtschaftsdelegation unterstehenden Dienstes orientiert werden.

---

7. Zur Gründung des Integrationsbureaus vgl. das BR-Prot. Nr. 2276 vom 7. Dezember 1961 (DoDiS-30134) und Nr. 37 in diesem Band.

## 33

E 2001(E)1976/17/257

[DoDiS-30386]

*Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>COMMANDE DE CANONS DCA PASSÉE À BÜHRLE-CONTRAVES  
PAR L'AFRIQUE DU SUD

PO

Berne, 12 décembre 1961

Comme vous vous en souviendrez, notre Département s'était entendu en octobre avec le Département militaire sur un compromis qui fut ensuite approuvé par le Conseil fédéral (décision du 13 octobre)<sup>2</sup> pour la livraison à l'Afrique du Sud des canons DCA 35 mm que ce pays a commandés à la maison Bührle-Contraves pour une valeur totale de plus de frs. 45 millions.

Aux termes de ce compromis il a été convenu:

a. une partie d'environ un tiers de la commande, à savoir, les appareils Super-Fledermaus d'une valeur totale de 18 millions frs. seront fabriqués et livrés par la maison Contraves Italiana à Rome;

b. pour un autre tiers (20 canons avec accessoires et munition) la maison suisse obtiendra l'autorisation de fabriquer pour l'Afrique du Sud;

c. pour le 3<sup>e</sup> tiers (16 canons avec accessoires et munition) l'autorisation sera donnée pour la fabrication en stock, dans notre pays, la décision quant au permis d'exportation restant en suspens jusqu'au moment de la livraison.

Nous nous sommes, toutefois, réservé la possibilité de refuser également, le moment venu, selon l'évolution de la situation internationale, le permis d'exportation pour les canons mentionnés sous lit. b).

A ce sujet, nous voudrions attirer votre attention sur la lettre ci-jointe de M. l'Ambassadeur Thalmann<sup>3</sup> relatant les discussions qui ont amené l'Assemblée générale des Nations Unies à adopter à la quasi unanimité la résolution de l'Inde invitant tous les Etats, donc également ceux qui ne sont pas membres de l'ONU, à prendre des mesures individuelles et collectives qui permettront d'inciter l'Afrique du Sud à abandonner sa politique raciale, l'ONU laissant à chaque Etat le soin de déterminer le caractère et l'ampleur de ces mesures.

En revanche, une proposition soviétique demandant que tous les Etats refusent au Gouvernement de la République sud-africaine toute aide et assistance notamment sous forme d'armes et de matériel de guerre n'a pas recueilli la majorité requise des deux tiers. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'étaient opposés à cette proposition.

Quoi qu'il en soit, les discussions qui se sont engagées aux Nations Unies montrent que la décision d'autoriser Bührle à fabriquer des armes qui seront exportées en Afrique du Sud comporte des risques, ce dont nous étions d'ailleurs conscients, et pourrait nous causer des difficultés, le moment venu. Il est vrai

1. Cette notice est rédigée par R. Probst et adressée à P. Micheli.

2. Cf. le PVCF N°1914 du 13 octobre 1961 (DoDiS-30387).

3. Cf. la lettre de E. Thalmann à Micheli du 30 novembre 1961 (DoDiS-30388).

que nous avons la possibilité, comme nous l'avons déjà rappelé, de refuser le permis d'exportation même si celui de fabrication a été accordé. Mais jusqu'à présent nous n'avons jamais fait usage de cette possibilité.

Vu les appréhensions exprimées par le Colonel divisionnaire Burckhardt à ce sujet, nous nous demandons s'il n'y aurait pas lieu de lui donner connaissance du rapport de M. Thalmann<sup>4</sup>. Il n'est en effet pas exclu que le Conseil fédéral soit amené à réviser son opinion au moment de l'exportation si la tendance actuelle aux Nations Unies devait persister<sup>5</sup>.

La maison Bührle serait ainsi tenue au courant dès maintenant de l'éventualité que les autorités suisses modifient leur attitude. Sa réaction sera peut-être moins forte si nous le lui signalons au moment où le Conseil fédéral vient de décider de lui confier, pour notre armée, la fabrication de canons de 35 mm, donc les mêmes que ceux commandés par l'Afrique du Sud, pour une valeur totale de frs. 210 à 220 millions<sup>6</sup>.

En effet, l'argument que la livraison à l'Afrique du Sud servait de compensation, pour notre industrie de l'armement, à l'achat des chars Centurion<sup>7</sup> n'a plus dès lors le même poids.

---

4. Copie de ce rapport est envoyée à P. L. Burckhardt, directeur de Bührle, le 16 décembre suivant. Cf. sa lettre de remerciement adressée à P. Micheli du 19 décembre 1961, non reproduite.

5. A ce sujet, cf. Nos 174 et 187 dans le présent volume.

6. Cf. le PVCF N° 2233 du 4 décembre 1961, E 1004.1(-)/1/656.1.

7. Cf. DDS, vol. 21, N° 84 (DoDiS-15555).

### 34

E 2804(-)1971/2/105

[DoDiS-30143]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
au Président du Conseil des Ministres de la CEE, L. Erhard*

L Traduction<sup>1</sup>

Berne, 15 décembre 1961

Monsieur le Président,

En souscrivant à la déclaration du Conseil de l'Association européenne de libre-échange, du 31 juillet 1961<sup>2</sup>, que le président de l'Association<sup>3</sup> vous a transmise, la Suisse a déjà exprimé sa détermination de rechercher avec la

---

1. Pour la version allemande de ce document, cf. la lettre de F. T. Wahlen à L. Erhard du 15 décembre 1961 (DoDiS-30145).

2. Sur les tractations entre membres de l'AELE qui ont précédé cette déclaration, cf. le compte-rendu que le Chef du Département politique en fait au Conseil fédéral lors de la séance de ce dernier du 1<sup>er</sup> août 1961 (DoDiS-30118). Pour le texte anglais de cette déclaration, dite de Genève, cf. la déclaration du 31 juillet 1961 (DoDiS-30784). Pour une version française ou allemande, cf. E 2001(E)1976/17/110.

3. B. Kreisky.

Communauté économique européenne une solution lui donnant la possibilité de contribuer à la formation du marché européen intégré.

Au nom du Gouvernement suisse<sup>4</sup>, j'ai l'honneur de vous proposer aujourd'hui l'ouverture de négociations entre la Suisse et la Communauté économique européenne en vue d'atteindre cet objectif d'une manière satisfaisante pour les deux parties. La Suisse espère que la date à laquelle débiteront les négociations pourra être fixée de manière que les solutions adoptées pour tous les pays de l'AELE puissent entrer simultanément en vigueur.

Le Gouvernement suisse se préoccupe de trouver des arrangements compatibles avec le maintien intégral de la neutralité permanente. près un examen approfondi des problèmes, il est parvenu à la conviction qu'il est possible de trouver une forme appropriée de participation au marché européen permettant l'accomplissement en tout temps des devoirs liés à la neutralité et respectant l'intégrité de la Communauté. L'article 238 du Traité de Rome, compte tenu de la déclaration des gouvernements des Etats membres de la Communauté économique européenne, du 25 mars 1957<sup>5</sup>, paraît fournir la base d'une solution pouvant prendre en considération les exigences de la neutralité de la Suisse aussi bien que de celle de l'Autriche et de la Suède.

En dehors des exigences de la neutralité se posent, pour la Suisse comme pour d'autres pays, certains problèmes qui devront faire l'objet d'un examen particulier.

Le Gouvernement suisse, conscient de la haute importance que revêt la réalisation de l'intégration économique de l'Europe, exprime sa confiance en l'issue positive des négociations dont il propose l'ouverture<sup>6</sup>.

---

4. Cf. N° 30 dans le présent volume, ainsi que le PVCF N° 2277 du 11 décembre 1961 (DoDiS-30138).

5. Cf. N° 30, note 14, dans le présent volume.

6. Cf. aussi le communiqué de presse du 15 décembre 1961 que le Conseil fédéral distribue pour commenter cette lettre (DoDiS-30163).

### 35

E 2001(E)1976/17/618

[DoDiS-30627]

#### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

Strictement confidentiel

[Berne, 19 décembre 1961]

Lors de la remise de ses lettres de créance, le 11 décembre, M. Walter Bossi, le nouvel Ambassadeur de Suisse en Tunisie, a eu, avec le Président Bourguiba, un entretien prolongé au cours duquel le Chef de l'Etat tunisien lui a exposé

---

1. Cette notice est annexée à la note de R. Probst à P. Micheli du 19 décembre 1961, non reproduite, qui est elle-même une annexe à la lettre strictement confidentielle de Micheli à A. Soldati du 26 décembre 1961, non reproduite.

la ligne de conduite de son Gouvernement sur le plan international et en particulier sa position à l'égard de la France<sup>2</sup>.

Précisant d'abord son attitude dans le conflit Est-Ouest, le Président a affirmé avec la plus grande netteté son appartenance au monde occidental. Jamais, dit-il, au grand jamais, à peine libéré de la domination française, il ne se jetterait dans les bras du colonialisme moscovite. En exprimant ainsi sa conviction personnelle, il assura qu'il parlait également au nom de son peuple qu'il connaît et qu'il aime, comme personne d'autre, et qui lui est entièrement dévoué. M. Bourguiba aimerait que les puissances occidentales et en premier lieu la France se rendent toujours compte qu'elles n'ont, dans toute l'Afrique en pleine ébullition, pas d'ami plus sûr et plus loyal que lui.

Le Président, qui avait développé ses idées avec passion, témoigna ensuite de son respect et de son amitié pour le Général de Gaulle, mais se dit déçu de ne pas rencontrer de compréhension auprès de celui-ci. Quant à lui, il aurait tourné la page du passé, serait pénétré des conceptions démocratiques occidentales et n'aurait pas de plus ardent désir que de collaborer en ami loyal avec la France et de restituer à la culture et l'éducation françaises la place à laquelle elle a droit. Cependant, il faudrait que Paris se rende compte que l'on devrait d'abord parvenir à une solution raisonnable sur Bizerte<sup>3</sup>, le seul problème important qui soit en suspens entre les deux Etats. Pour sa part, il ferait preuve d'un esprit large et irait jusqu'à la limite du possible dans le délai d'évacuation et l'utilisation postérieure des installations de la flotte etc.; mais le calendrier de l'évacuation définitive de la base militaire, «cet abcès au corps tunisien», devrait maintenant être fixé. Il déclara qu'il comprend d'autant moins l'intransigeance française que la valeur militaire de Bizerte aurait diminué et que l'évacuation pourrait s'étendre sur une période suffisamment longue.

Le Président fit encore valoir son indépendance, voire même sa répugnance, à l'égard des aspirations politiques de Nasser qui voudrait par un double jeu entre l'Est et l'Ouest établir sa domination sur tous les pays arabes. Bourguiba estime avoir démontré à plusieurs reprises qu'il se distançait du jeu d'intrigues du dictateur égyptien apportant ainsi à l'Occident une preuve de plus de son attitude correcte, opposée à tout compromis, dans le conflit des forces politiques internationales.

Le surlendemain, le Ministre des Affaires étrangères, M. Mokaddem, qui avait assisté à l'entretien, pria l'Ambassadeur de Suisse de lui rendre visite. Se référant à l'exposé du Chef de l'Etat, il laissa entrevoir qu'il serait utile que les vues du Président Bourguiba puissent être connues à Paris. D'autre part, il ne cacha pas que la solution du problème de Bizerte revêt également une grande importance pour la politique intérieure tunisienne.

M. Mokaddem confirma que l'on serait disposé à faire toutes les concessions raisonnablement possibles, tant en ce qui concerne le délai que les modalités de l'évacuation, de manière à sauvegarder le prestige de la France. Il ajouta

2. Cf. *la lettre* Gespräch mit Präsident Bourguiba anlässlich der Überreichung der Beglaubigungsschreiben de W. Bossi à F. T. Wahlen du 12 décembre 1961 (DoDiS-30628).

3. *Le 21 juillet 1961, Bourguiba a tenté de prendre possession de la base militaire française de Bizerte.*

que l'on ferait, de même, preuve de compréhension pour le règlement des autres questions en suspens afin d'éliminer dans cette période de tension internationale les causes de conflit entre les deux pays dans l'intérêt aussi bien de la France que de la Tunisie.

### 36

E 2804(-)1971/2/2

[DoDiS-30162]

*Le Chef du Département des finances et des douanes, J. Bourgknecht,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

L. Strictement personnel

Berne, 21 décembre 1961

J'ai pris connaissance de la lettre que la Section des Organisations internationales de votre département a adressée, le 15 décembre 1961, à l'Administration fédérale des finances<sup>1</sup> au sujet d'un emprunt éventuel que l'Organisation des Nations Unies se proposerait de contracter en Suisse<sup>2</sup>. Bien que votre département estime que la question serait encore prématurée et qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de prendre position sur une participation de la Suisse à un tel emprunt, je crois de mon devoir d'éviter que mon silence ne puisse conduire à un malentendu.

Je considère que notre pays n'a pas à prêter de l'argent à une organisation internationale dont il n'est pas membre et qui semble être acculée à la faillite parce que ses membres refusent d'acquitter leurs contributions statutaires. S'il y a un emprunt qui ne pourra jamais nous être remboursé, c'est bien celui-là. Nous n'avons pas à prêter de l'argent, me semble-t-il, aux assassins du peuple katangais. Que les Etats-Unis, qui convoitent les trésors de l'Union minière, se chargent de financer les lamentables opérations militaires et agressives de l'ONU, mais surtout qu'on ne s'adresse pas à un Etat neutre. En ce qui me concerne, j'estime qu'il est de mon devoir de ne pas taire mon sentiment et de déclarer, avec netteté et dès maintenant, que je combattrai, par tous les moyens, cette demande d'emprunt. Il serait peut-être bon que ceux, qui ont avec cette triste organisation dont nous devons nous honorer de ne pas faire partie, quelque contact en notre nom, adoptent dès maintenant une attitude très réservée qui lui ôte l'envie de poser le problème et de nous contraindre à un refus. L'ONU ne devrait pas pouvoir déduire d'une attitude bienveillante et réservée à l'excès que nous sommes prêts à examiner avec bienveillance ou compréhension sa demande. Pas d'argent suisse pour les assassins de pauvres nègres sans défense!

1. Cf. la lettre de J. Burckhardt à M. Redli du 15 décembre 1961, non reproduite.

2. Pour d'autres informations, cf. N°s 51 et 89 dans le présent volume, ainsi que la note Souscription éventuelle de la Suisse à l'emprunt des Nations Unies de 200 millions de dollars de A. Maillard du 15 janvier 1962 (DoDiS-30178), la lettre de J. Bourgknecht à E. R. Black du 9 février 1962 (DoDiS-30180), la lettre de Bourgknecht à F. T. Wahlen du 22 mars 1962 (DoDiS-30201), le PVCF N° 647 du 6 avril 1962 (DoDiS-30204) et la lettre de B. R. Turner à E. Thalman du 7 juillet 1962 (DoDiS-30237).



## 37

E 2004(B)1978/136/13  
[DoDiS-30168]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
et le Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner,  
aux représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse*

Ction

Berne, 28 décembre 1961

Le récent développement de l'intégration européenne<sup>1</sup> et le caractère tout à la fois économique et politique des problèmes qui se posent à la Suisse ont rendu nécessaire la création d'un organe de coordination, le *Bureau de l'intégration*, qui est à la disposition du Département politique et du Département de l'économie publique<sup>2</sup>.

Le Bureau de l'intégration est dirigé par M. le Ministre P. R. Jolles, Délégué aux accords commerciaux, et comprend des fonctionnaires des deux départements.

Le Bureau de l'intégration travaille sous l'autorité de la Délégation permanente, présidée par M. l'Ambassadeur E. Stopper, Directeur de la Division du commerce et qui a comme membres titulaires M. l'Ambassadeur P. Micheli, Secrétaire général du Département politique, M. H. Homberger, Délégué du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, et M. Redli, Directeur de l'Administration fédérale des finances.

C'est à la Délégation permanente qu'il appartient d'élaborer les propositions au Conseil fédéral sur la position de la Suisse à l'égard du Marché commun et de préparer la conception d'ensemble qui régira la conduite des négociations. La Délégation permanente est aidée dans sa tâche par plusieurs groupes de travail chargés d'approfondir l'aspect technique des problèmes<sup>3</sup>.

Le Bureau de l'intégration servira de centre de documentation et de coordination. Il traitera en outre des affaires courantes et effectuera des travaux préparatoires requis par la Délégation permanente et les groupes de travail. Il est, en outre, chargé de renseigner les représentations de la Suisse à l'étranger et la presse. La correspondance des postes avec le Bureau à l'étranger fera l'objet d'une circulaire séparée.

1. Cf. Nos 30, 32 et 34 dans le présent volume.

2. Cf. le PVCF N° 2276 du 7 décembre 1961 (DoDiS-30134).

3. A ce sujet, cf. le procès-verbal de la première séance du groupe Historische Standortbestimmung du 18 décembre 1961 (DoDiS-30165).

## 38

E 2001(E)1976/17/618  
[DoDiS-30629]

*Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Paris, G. von Keller,  
au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*

L KR Confidentielle

Paris, 29 décembre 1961

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 26 courant<sup>1</sup>, concernant des déclarations faites par M. le Président Bourguiba à M. Bossi, à l'occasion de la présentation de ses lettres de créance comme ambassadeur de Suisse en Tunisie<sup>2</sup>.

Conformément à vos instructions, j'ai remis cet après-midi l'original de la notice que vous m'avez adressée en annexe<sup>3</sup>, à M. Robert Gillet, Directeur du cabinet de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères. J'ai donné des explications orales qui s'en tenaient strictement aux directives contenues dans votre lettre du 26 courant.

Après avoir pris connaissance de l'exposé en question, M. Gillet m'a fait part de l'impression du Gouvernement français, que M. Bourguiba irait très loin pour conclure un accord avec la France. Il paraît que dans les conversations de Rome entre Français et Tunisiens, ceux-ci ont proposé un horaire d'évacuation pour la base de Bizerte à longs délais. Cependant, le Général de Gaulle semble rejeter le principe d'un horaire précis. En tout cas, M. Gillet m'a nettement laissé entendre que le dernier mot dans cette affaire appartenait au Général de Gaulle, mais qu'il ignorait le fond de sa pensée sur ce problème.

Pour compliquer les choses, les Tunisiens ne peuvent pas comprendre que le Gouvernement français ne soit pas en mesure de donner une réponse immédiate aux propositions tunisiennes, en raison de préoccupations dues à d'autres problèmes bien plus importants comme la réunion de l'OTAN, Berlin, le Marché commun, etc. Pour Bourguiba, qui cherche à tout prix d'organiser sa rentrée sur la scène politique internationale, il n'existe qu'un seul problème: la base de Bizerte.

M. Gillet, tout en me remerciant pour la transmission de l'exposé en question, a saisi l'occasion pour me dire combien le Quai appréciait les très grands services rendus par l'Ambassade de Suisse au Caire dans la défense des intérêts français en Egypte<sup>4</sup>. Il a cité tout particulièrement M. l'Ambassadeur Pahud et M. le Conseiller Weber. Par ailleurs, les femmes des fonctionnaires arrêtés auraient fait, à leur retour en France, des déclarations touchantes à l'égard de notre Ambassade au Caire.

1. Cf. N° 35, note 1, dans le présent volume.

2. Cf. N° 35, note 2, dans le présent volume.

3. Cf. note 2. L'annexe en question est le N° 35 dans le présent volume.

4. La Suisse représente les intérêts français en Egypte depuis novembre 1957, cf. DDS, vol. 20, N° 117 (DoDiS-13159). A ce sujet, cf. aussi E 2001(E)1976/17/431.

Une allusion a été faite à la mort de M. Paul-René Berthoud, 1<sup>er</sup> Secrétaire, au moment de son retour au Caire, pour les intérêts français. Cette nouvelle a visiblement impressionné M. Gillet, qui ignorait ce triste événement.

M. Gillet m'a également déclaré qu'il avait exprimé sa désapprobation à M. Sablier, à propos de certains passages d'un récent article sur les événements en Egypte, publié dans «Le Monde». M. Ed. Sablier semble regretter ces écarts, qu'il a cherché à expliquer par un état émotionnel dû aux événements du Caire.

### 39

E 2003-03(-)1976/44/16

[DoDiS-30130]

#### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

MEMORANDUM BETREFFEND DIE ABGRENZUNG DER KOMPETENZEN  
ZWISCHEN DER ABTEILUNG FÜR INTERNATIONALE ORGANISATIONEN EPD  
UND DEM DELEGIERTEN DES BUNDESRATES FÜR TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT  
AUF DEM GEBIET DER TECHNISCHEN ZUSAMMENARBEIT

*Kopie*

ME

Bern, 4. Januar 1962

#### *I. Vorgeschichte*

Nach einer Vereinbarung vom 7. März 1950<sup>2</sup> war vorgesehen, dass die Abteilung für Internationale Organisationen für die multilaterale Technische Hilfe zuständig sein sollte, das BIGA für die bilaterale. Die praktische Durchführung beider Aktionen hinsichtlich Experten, Stipendiaten und Material war kurze Zeit der «Europahilfe» als Nachfolgerin der «Schweizerspende» übertragen und ging dann bis Ende 1954 an das Sekretariat des Herrn Schulratspräsidenten der ETH<sup>3</sup> über<sup>4</sup>.

Von 1955–1959 behandelte das BIGA alle Fragen der bilateralen und multilateralen Technischen Hilfe «unter Ausschluss der dem Politischen Departement zugehörigen Probleme». Tatsächlich verhielt es sich indessen so, dass das BIGA zusammen mit der Koordinationskommission, deren Sekretariat es führte, sehr selbständig arbeitete und die Abteilung für Internationale Organisationen bloss noch in unumgänglichen Fällen als «Briefkasten» beansprucht wurde. Dieser Zustand verbesserte sich etwas durch die Errichtung des sogenannten «Interdepartementalen Ausschusses», eines ad hoc Ausschusses

1. Dieses Memorandum wurde mit grosser Wahrscheinlichkeit von E. Messmer verfasst.

2. Vgl. das Convenium betreffend die Behandlung von Geschäften im Gebiete der technischen Unterstützung wirtschaftlich unterentwickelter Länder vom 24. März 1950, (DoDiS-8157), sowie den zuvor erarbeiteten Entwurf vom 7. März 1950, E 7170(B)1968/167/1.

3. H. Pallmann.

4. Zur Verteilung der Kompetenzen innerhalb der Bundesverwaltung vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 40 (DoDiS-8055) und DDS, Bd. 21, Nr. 63 (DoDiS-15563).

aus je 1 Vertreter der Finanzverwaltung, der Handelsabteilung, der Abteilung für Internationale Organisationen und des BIGA.

Während nun aber die Bedeutung der Technischen Hilfe als Faktor der Aussenpolitik immer klarer hervortrat, blieb der Einfluss des Politischen Departementes auf diesen Dienstzweig gering. Eine Korrektur erfolgte durch die Bundesratsbeschlüsse vom 21. Dezember 1959<sup>5</sup> und 8. Januar 1960<sup>6</sup>, durch die der technische Dienst des BIGA mit damals 3 Beamten – unter Abtrennung des Sachgebiets «Internationaler Austausch von Sozialarbeitern», der im BIGA verblieb – ins Politische Departement überführt und dort auf den 1. 1. 60 der Abteilung für Internationale Organisationen angegliedert wurde.

In einer anfangs 1961 vom Chef dieser Abteilung<sup>7</sup> verfassten, nicht datierten Notiz<sup>8</sup> werden die im Laufe des Jahres 1960 gemachten Erfahrungen wie folgt erwähnt: «le fait que l'assistance technique a pris un développement considérable; qu'elle va encore augmenter en importance et en volume au cours des prochaines années ont posé la question de la création d'un service autonome. La nécessité semble s'imposer parce que les nouvelles tâches sont trop nombreuses et astreignantes pour que le chef de la division des Organisations internationales puisse y consacrer tout le temps nécessaire. D'autre part, le chef du service de l'assistance technique doit jouir d'un statut suffisamment élevé pour pouvoir surmonter les difficultés très grandes que pose le problème de la coordination soit avec les autorités officielles, soit avec les autorités privées.»

Daraus folgerte er u. a.: «Après avoir examiné la question avec le chef de la Division des affaires administratives<sup>9</sup> et le chef du Service de l'assistance technique<sup>10</sup>, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il serait préférable d'attribuer au chef du Service de l'assistance technique le statut d'un «délégué à l'assistance technique», plutôt que de créer une nouvelle division au sein du Département politique. La première solution paraît plus simple et tient mieux compte du fait que le rôle du délégué, tout comme ce fut le cas de M. Burckhardt pour les affaires atomiques est d'assurer la liaison entre autorités officielles et autorités privées. De plus, si dans l'avenir, il était décidé de transformer ou de supprimer ce service, cela pourrait se faire sans aucune difficulté.»

Als wesentlich für die Überlegungen, die für die Ernennung eines Delegierten und die Umschreibung von dessen Kompetenzen massgebend waren,

---

5. Ein Bundesratsbeschluss vom 21. Dezember 1959 konnte nicht ermittelt werden. Naheliegenderweise handelt es sich hier um den Antrag Assistance technique aux pays sous-développés des Politischen Departements vom 21. Dezember 1959, E 1001(-)1000/6/111. Dieser wurde mit Beschluss vom 8. Januar gutgeheissen. Vgl. Anm. 6.

6. Vgl. den Bundesratsbeschluss über die technische Hilfe der Schweiz an die unterentwickelten Länder vom 8. Januar 1960, BBl, 1960, I, S. 110.

7. J. de Rham.

8. Vgl. die Note concernant les rapports entre la division des organisations internationales et le service de l'assistance technique vom 20. Dezember 1960 (handschriftlich datiert), nicht abgedruckt.

9. P. Clottu.

10. H. Keller.

seien noch Abschnitte aus einem Brief vom 17. Februar 1961<sup>11</sup> des jetzigen Departementschefs<sup>12</sup> an seinen Vorgänger<sup>13</sup> herangezogen:

«Ich bin mit dem Gedanken, dem jetzigen Dienst eine selbständigere Stellung auf höherem Niveau einzuräumen, sehr einverstanden. Es entspricht dies nicht nur der Bedeutung der Aufgabe, sondern sollte es auch ermöglichen, die leitenden Funktionäre länger in ihrem Amt zu beschäftigen, als das sonst im Rahmen der Gepflogenheiten des Politischen Departementes der Fall wäre. Wie Sie wissen, messe ich diesem Punkt wegen der notwendigen langen Einarbeitungsdauer sehr grosse Bedeutung bei.

Zum Entwurf selbst habe ich nur eine Frage anzubringen. Sie betrifft die vorgesehene Verteilung der Aufgaben zwischen dem Delegierten einerseits, der Abteilung für Internationale Organisationen andererseits. Es wäre denkbar, dass eine derartige Zweiteilung zu Schwierigkeiten führen könnte. Offenbar gehen Sie von der Auffassung aus, dass die Unterstellung der von der Abteilung für Internationale Organisationen mit der Liaison zur multilateralen Hilfe betreuten Funktionäre unter den Delegierten mögliche Reibungsflächen ausschalten sollte. Ich kann mich diesem Gedankengange anschliessen und das umso mehr, als das Funktionieren des Apparates ohnehin zur Hauptsache von den guten persönlichen Beziehungen der leitenden Persönlichkeiten abhängen wird, die mir gewährleistet erscheint.»

## II. Rechtslage

a. Mit Bundesratsbeschluss vom 17. März 1961<sup>14</sup> wurden «unter Vorbehalt der Verbindungsaufgaben der Abteilung für Internationale Organisationen auf dem Gebiet der multilateralen technischen Zusammenarbeit» die Angelegenheiten der technischen Zusammenarbeit und insbesondere deren Koordination dem neuernannten Delegierten des Bundesrates für Technische Zusammenarbeit im Politischen Departement übertragen.

b. Der die Ausführung regelnde Bundesratsbeschluss vom 15. Januar 1957<sup>15</sup>, der infolge des raschen Wechsels der Konzeption der technischen Hilfe durch die Praxis bereits vielfach durchlöchert und überholt war, musste bis zum Erlass einer neuen Ausführungsverordnung in Kraft belassen werden.

Der Beschluss berührt die generellen Kompetenzkataloge des EPD vom Dezember 1958 und der Internationalen Organisationen vom 1. 1. 1957 nicht, die übrigens beide nur provisorischen und nicht rechtsverbindlichen Charakter besitzen. Die ganze Organisation des Departementes ist immer noch in der Schwebe, da der Bundesrat am 12. Januar 1954 von der provisorischen Aufgabenverteilung nur Kenntnis genommen hat<sup>16</sup>.

11. Nicht ermittelt.

12. F. T. Wahlen.

13. M. Petitpierre.

14. Vgl. den Bundesratsbeschluss betreffend die technische Zusammenarbeit der Schweiz mit Entwicklungsländern vom 17. März 1961, *BBl*, 1961, I, S. 697.

15. Vgl. den Bundesratsbeschluss über die bilaterale technische Hilfe der Schweiz an wirtschaftlich ungenügend entwickelte Länder vom 15. Januar 1957, *BBl*, 1957, I, S. 81–87.

16. Vgl. das *BR-Prot. Nr. 54* Modification de l'organisation provisoire du Département politique vom 12. Januar 1954, E 1004.1(-)/1/561. Vgl. auch E 2200.161(-)1976/194/6.

c. Die vage Fassung des Vorbehalts im BRB vom 17. März 1961<sup>17</sup> sollte wohl die notwendige Abklärung bis zum Erlass der geplanten neuen Ausführungsverordnung ermöglichen; sie zeigte aber auch die aus dem Fehlen einer soliden Grundkonstruktion sich ergebende Unsicherheit gegenüber dem ganzen Fragenkomplex.

### *III. Nationale Verwaltung der für die Technische Zusammenarbeit bewilligten Mittel.*

Dass die Abteilung für Internationale Organisationen auf Grund des Kompetenzkataloges die Beibehaltung ihrer Verbindungsaufgabe zur UNO und deren Unterorganisationen beansprucht und die Übertragung der Belange der Technischen Zusammenarbeit auf dem multilateralen Gebiet (die bilateralen und bipartiten Gebiete sind nicht streitig) als Aushöhlung einer ihrer wesentlichsten Funktionen sieht, ist menschlich durchaus verständlich.

Es stellt sich jedoch hier nur *eine* Frage:

«Welche Regelung kommt dem Grundsatz einer sparsamen und wirkungsvollen Verwaltung am nächsten?»

Die Aufgabe des Delegierten wird auf Seite 15 der vom Bundesrat der Bundesversammlung am 5. Mai 1961 unterbreiteten Botschaft über die Zusammenarbeit der Schweiz mit den Entwicklungsländern<sup>18</sup> unter «Organisation» klar umschrieben: «Seit kurzem steht an dessen Spitze (des neuen Dienstes für Technische Zusammenarbeit, d. Verf.) der Delegierte des Bundesrates für Technische Zusammenarbeit. Dieser Dienst ist vor allem ein Lenkungs- und Koordinationsorgan. Er arbeitet die vom Bund ausgebauten Projekte für technische Hilfe aus und gewährleistet die Zusammenarbeit mit den andern daran interessierten Zweigen der Bundesverwaltung sowie mit den kantonalen und kommunalen Behörden und den privaten Organisationen.»

Von einer Trennung der Zuständigkeiten, welche die Leitung des multilateralen Sektors der Technischen Zusammenarbeit der Abteilung für Internationale Organisationen übertragen würde, während dem Delegierten bloss die Ausführungsarbeiten dieses Sektors sowie die Leitung und Ausführung des bilateralen Sektors verblieben, ist in der Botschaft mit Recht nicht die Rede.

Der Bundesrat hat eine Neuverteilung der Funktionen im Politischen Departement und gleichzeitig eine Zentralisierung der Technischen Zusammenarbeit bei dem eigens hiefür ernannten Delegierten vorgenommen. Dies verbietet von selbst, dass ein wesentlicher Teil dieser Funktionen von einer andern Abteilung besorgt werde. Aus dem Festhalten der Abteilung für Internationale Organisationen an vermeintlichen Kompetenzen in der Technischen Zusammenarbeit haben sich bereits unliebsame Doppelspurigkeiten und Verwechslungen bei unseren Aussenposten und sogar bei der UNO selber ergeben, die nicht andauern dürfen.

---

17. Vgl. Anm. 14.

18. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Zusammenarbeit der Schweiz mit den Entwicklungsländern vom 5. Mai 1961, BBl, 1961, I, S. 1021–1042.

19. Vgl. Anm. 14.

Im bereits zitierten Bundesratsbeschluss vom 17. März 1961<sup>19</sup> wird mit aller Deutlichkeit auf die Hauptaufgabe dieser Abteilung hingewiesen. Es heisst dort «unter Vorbehalt der *Verbindungsaufgaben* der Abteilung für Internationale Organisationen auf dem Gebiet der multilateralen Technischen Zusammenarbeit». Wenn in den durch die Schaffung des «Delegierten» überholten Kompetenzkatalogen des Eidgenössischen Politischen Departementes bezüglich der UNO und ihrer Spezialorganisationen sowie aller anderer internationaler Institutionen, die sich mit technischer Hilfe befassen, immer noch eine Zuständigkeit der Abteilung für Internationale Organisationen erscheint, so steht sie heute im Widerspruch mit den Tatsachen und bezieht sich weniger denn je auf die eigentlichen Belange der Technischen Hilfe. Von jeher war die Tätigkeit dieser Abteilung – mit Ausnahme vielleicht des dort angegliederten schweizerischen Seeschiffahrtsamtes – auf unsere *Verbindung* mit ausländischen Institutionen und Stellen ausgerichtet. Das geht besonders klar aus der Tatsache hervor, dass die Technische multilaterale und bilaterale Hilfe nur während des Jahres 1960 im Schoss der Abteilung als Verwaltungsinstanz bearbeitet wurde. Die ganze praktische Vorbereitung und Durchführung der Aktionen lag vorher beim BIGA und seither beim Delegierten. Unsere multilaterale und bilaterale Technische Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern kann rationell nur vom Delegierten vorbereitet und ausgeführt werden. Auf diesem Gebiete sind, wie verschiedenere neuere Lösungen im Ausland zeigen, – wo sogar besondere Ministerien für die Technische Zusammenarbeit geschaffen wurden – nur zentralistische Lösungen möglich. Die Technische Zusammenarbeit ist ein Ganzes und sie verlangt Fachleute.

Das schliesst die enge und laufende Zusammenarbeit mit andern Abteilungen und die Koordination der Bestrebungen durch den Delegierten keineswegs aus. Diese Zusammenarbeit funktioniert denn auch ohne jegliche Schwierigkeit mit der Abteilung für Politische Angelegenheiten hinsichtlich politischer Überlegungen, mit dem BIGA hinsichtlich der von ihm betrauten Stagiaires, mit der Eidgenössischen Finanzverwaltung, und mit anderen Zweigen der Bundesverwaltung. Auch mit dem Departement des Innern, wo die Kompetenzen durch die parallele Existenz zweier Bundesbeschlüsse<sup>20</sup> reichlich verwischt sind, ist eine befriedigende Lösung in Sicht.

Dasselbe ist mit der Abteilung für Internationale Organisationen möglich, sofern diese die primäre Zuständigkeit des Delegierten für Technische Zusammenarbeit anerkennt. Umgekehrt gehören grundsätzliche Probleme

---

20. Während der Bundesbeschluss über die Ausrichtung von Stipendien an ausländische Studierende in der Schweiz vom 21. März 1961 (vgl. *BBl*, 1961, I, S. 629–630) die Vergabe von Stipendien einer Kommission übertrug, deren Mitglieder auf Antrag des Departements des Innern zu bestellen waren, bot der mit Bundesbeschluss vom 13. Juni 1961 gesprochene Kredit für die technische Zusammenarbeit (vgl. *Anm.* 22) dem Delegierten die Möglichkeit zu direkten Aktionen bilateraler Zusammenarbeit und damit auch zur Stipendienvergabe. Die Vollziehungsverordnung zum Bundesbeschluss über die Zusammenarbeit der Schweiz mit den Entwicklungsländern vom 1. Oktober 1962 (vgl. *BBl*, 1962, II, S. 1061–1064) hielt schliesslich fest, dass Hochschulstipendien ausnahmsweise aufgrund des Beschlusses vom 13. Juni erteilt werden können, sich das Politische Departement aber darüber mit dem Departement des Innern zu verständigen habe.

unserer Mitwirkung an internationalen Organisationen, alle Fragen institutioneller Natur, in den Kompetenzbereich der Abteilung für Internationale Organisationen, die in Fällen, wo die Technische Hilfe irgendeine Rolle spielt, in enger Fühlungnahme mit dem Delegierten vorgehen muss. Eine laufende, gegenseitige Orientierung ist selbstverständlich unentbehrlich.

#### *IV. Stellung des Delegierten des Bundesrates für Technische Zusammenarbeit*

Zur Verwischung der Zuständigkeitsgrenzen hat auch die noch unklare administrative Stellung des Delegierten beigetragen. Wäre ihm sogleich – wie es bisher z. B. in der Handelsabteilung die Regel war – der Rang eines Ministers zuerkannt worden, so hätte dies wohl ipso facto eine gewisse Kompetition um die Mitarbeit an dieser neuen und zukunftssträchtigen Aufgabe ausgeschlossen.

Über die Bedeutung des Dienstes des Delegierten und die sich daraus ergebenden Konsequenzen waren sich denn auch bis vor kurzem nicht einmal alle departementsinternen Stellen ganz im klaren. Insbesondere erfordern die Personal- und Finanzierungsprobleme der neuen Organisation noch ein gewisses Umdenken.

Der Delegierte ist de facto schon heute Chef einer wichtigen Abteilung. Er sollte als einer der nächsten Mitarbeiter des Departementsvorstehers seinen Amtsraum in dessen unmittelbarer Nähe haben und ihm dort jederzeit und ohne Zeitverlust zur Verfügung stehen. Er könnte so auch die vielen Besucher aus dem In- und Ausland besser empfangen.

Der Delegierte ist nach der ausgezeichneten Darstellung von Dr. Markus Redli in «Der Delegierte im öffentlichen Recht des Bundes»<sup>21</sup> «Wegbereiter einer neuen Bundesaufgabe». Dabei handelt es sich um einen besonders komplizierten Auftrag, für den sich nicht nur das Parlament, sondern weite Kreise unserer Öffentlichkeit stark interessieren. Nachdem die Eidgenössischen Räte bedeutende Mittel für diesen Zweck genehmigt haben<sup>22</sup>, erwartet man von unserem Departement ganz allgemein eine entsprechende Leistung. Dieses Ziel kann aber nur erreicht werden, wenn dem hiefür geschaffenen besonderen Organ alle nötigen Kompetenzen und eine angemessene Bewegungsfreiheit gewährt werden.

---

21. Diese Darstellung wurde publiziert in Beiträge aus der Treuhandpraxis: Festgabe der Allgemeinen Treuhand AG zum 60. Geburtstag ihres Verwaltungsratspräsidenten Herrn Hans Müller (Bern, 20. April 1960), Basel 1961, S. 232–252.

22. Die Bundesversammlung hatte am 13. Juni 1961 einen Kredit von 60 Millionen Franken für die technische Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern gesprochen. Vgl. den Bundesbeschluss über die Zusammenarbeit der Schweiz mit den Entwicklungsländern vom 13. Juni 1961, BBl, 1961, I, S. 1607–1608.



E 2003-03(-)1976/44/153  
[DoDiS-30141]

*Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, H. Keller,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

BETRIFFT: HANDELSABKOMMEN MIT ENTWICKLUNGSLÄNDERN  
UND TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT

*Kopie*

*No KH*

Bern, 16. Januar 1962

Dieses Problem habe ich in letzter Zeit wiederholt mit meinen Kollegen von der Abteilung für Politische Angelegenheiten und der Handelsabteilung besprochen und dabei konsequent den Standpunkt vertreten, es sei der Entscheidung des Bundesrates Rechnung zu tragen, wonach Abkommen über technische Zusammenarbeit, soweit sie überhaupt nötig und möglich sind, grundsätzlich separat und nicht im Rahmen handelspolitischer Vereinbarungen abgeschlossen werden sollten. Geist und Buchstabe der Botschaft des Bundesrates vom 5. Mai 1961<sup>1</sup> würden übrigens kaum eine andere Deutung zulassen. Wenn es dann doch ausnahmsweise einmal angebracht erscheint, bestimmten Entwicklungsländern, gewissermassen als Ersatz für handelspolitische Konzessionen solche auf dem Gebiet der technischen Hilfe zu gewähren, so sollte wohl erst recht davon Abstand genommen werden, irgendein Junktim offen in Erscheinung treten zu lassen. Je weniger wir unsere technische Zusammenarbeit mit handelspolitischen oder geschäftlichen Gesichtspunkten vermengen, desto besser wird sie als solche, aber auch als schweizerische Leistung im allgemeinen sich auswirken.

Selbstverständlich wird unsere technische Hilfe, wie auch bisher, trotzdem auf die allgemeine Gestaltung unserer Beziehungen zu einem bestimmten Entwicklungsland Rücksicht nehmen, wie dies kürzlich bei den Verhandlungen mit Tunesien<sup>2</sup> oder, mit umgekehrtem Vorzeichen, gegenwärtig bei Ägypten<sup>3</sup> der Fall ist. Die laufende enge Zusammenarbeit meines Dienstes mit den übrigen interessierten Bundesbehörden, speziell mit der Abteilung für Politische Angelegenheiten und der Handelsabteilung, hat sich auch in dieser Hinsicht bestens bewährt.

Heute vormittag habe ich das Thema auch kurz mit Herrn Botschafter Micheli besprochen, der meiner Auffassung beigepflichtet hat.

Da das Problem kürzlich auch in der Korrespondenz unserer Botschaft in Abidjan mit der Handelsabteilung und meinem Dienst aufgegriffen wurde<sup>4</sup>,

1. Vgl. Nr. 39, Anm. 8, in diesem Band.

2. Zu den Verhandlungen mit Tunesien vgl. Nrn. 5, insbesondere Anm. 4, und 28 in diesem Band.

3. Zur Frage, ob technische Hilfe an einen Staat zu leisten sei, der, wie zur gegebenen Zeit die VAR, schweizerische Interessen schädigt, vgl. z. B. das vertrauliche Schreiben von P. Micheli an J.-L. Pahud vom 30. November 1961 (DoDiS-30243) oder das Schreiben von S. Masnata an J. Burckhardt vom 13. September 1961 (DoDiS-30450).

habe ich der Handelsabteilung heute die beiliegende kurze Notiz<sup>5</sup> übermittelt und eine Kopie davon Herrn Botschafter Micheli zugestellt, dem ich auch eine Abschrift der vorliegenden Notiz zugehen lasse.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn ich die Angelegenheit gelegentlich mit Ihnen besprechen könnte.

---

4. Für eine Übersicht der zwischen den verschiedenen Stellen in diesem Zusammenhang diskutierten Fragen vgl. die Notiz *Accords commerciaux avec des pays en voie de développement et assistance technique* von E. Stopper an F. T. Wahlen vom 9. Januar 1962, nicht abgedruckt. Konkret bezog sich die Diskussion insbesondere auf die laufenden Handelsvertragsverhandlungen mit Niger. Vgl. dazu z. B. das Schreiben von E. Moser an J. Stroehlin vom 9. November 1961, E 7110(-)1972/32/111. Zu diesem Vertragsabschluss vgl. auch Nr. 59 in diesem Band.  
5. Nicht ermittelt.

## 41

E 7001(C)1975/63/14  
[DoDiS-30438]

### *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an die schweizerische Botschafterkonferenz*

#### VORTRAG<sup>1</sup>

[Bern, 25. Januar 1962]

Im Allgemeinen wird die Unabhängigkeit der Schweiz von den Amerikanern als eine feststehende Tatsache anerkannt. Die Administration Kennedy ist von der Simplifizierung des Staatssekretärs Dulles abgegangen, wonach die Welt in schwarze und weisse Schafe zu teilen sei. Die neue amerikanische Regierung hält jedes Staatswesen für wertvoll, das im Vertrauen auf sich selbst seine Probleme zu lösen versteht, politisch stabil ist und seine Unabhängigkeit wahrt. Von ihm wird nicht verlangt, dass es sich in die amerikanischen Bündnissysteme eingliedert. Die blosse Existenz der neutralen Schweiz gilt deshalb als ein nützliches Element in der Völkergemeinschaft.

Die positiven Aspekte der schweizerischen Neutralität sind heute in Amerika bekannter geworden. Dass die Schweiz unter schwierigen Umständen die Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba übernahm, hat mehr zum

---

1. Für eine Zusammenfassung der Ergebnisse dieser Konferenz, die vom 25. bis zum 27. Januar 1962 dauerte, vgl. Nr. 42 in diesem Band. Für weitere Beiträge vgl. z. B. das Einführungsvotum von Herrn Bundesrat Dr. F. Wahlen an der Botschaftskonferenz vom 25./27. Januar 1962 vom 25. Januar 1962 (DoDiS-30170), das Referat von Herrn Botschafter E. Stopper über die wichtigsten wirtschaftlichen und politischen Probleme, die sich für die Schweiz im Zusammenhang mit einer Assoziation mit der EWG stellen vom 25. Januar 1962 (DoDiS-30171), das Kurzreferat von P. R. Jolles zum Genfer Memorandum vom 12. Oktober 1961 vom 25. Januar 1962 (DoDiS-30175) oder das Exposé *Position de la Suisse dans les organisations économiques internationales autres que la CEE* von O. Long vom 26. Januar 1962 (DoDiS-30177).

Verständnis der guten Dienste der Schweiz beigetragen, als alle theoretischen Ausführungen. Auch die Rolle des Vermittlers, die der Neutrale besonders gut zu erfüllen vermag, ist dadurch verlebendigt worden, dass die Schweiz die Ziehung des Bindestriches zwischen Frankreich und GPRA ermöglichte.

Der schweizerischen Neutralität droht gegenwärtig weder von der amerikanischen Regierung noch von der amerikanischen öffentlichen Meinung her eine Gefahr. Eine Bedrohung scheint mir von der Schweiz her auszugehen. Es gibt in den USA nicht sehr viele Personen, die schweizerische Zeitungen lesen. Diejenigen, die es tun, fragen sich, ob die ausgeprägte anti-russische Haltung der schweizerischen Öffentlichkeit die Rolle der Schweiz als Vermittler nicht untergraben könne. Die Forderung eines Teils der schweizerischen öffentlichen Meinung nach einer radikalen Unterbrechung aller wirtschaftlichen und kulturellen Beziehungen mit dem Osten erscheint ihnen verwunderlich. Nachdem seit Jahren der McCarthyismus in Amerika abgeflaut ist, bedauern die Amerikaner sein Wiederaufleben in der Schweiz. Obschon sie den Unterschied zwischen der Neutralität als Staatspolitik und Gesinnungsneutralität, deren Ablehnung durchaus verstanden wird, begreifen, fragen sie sich doch, ob die grosse Kluft, die sich zwischen öffentlicher Meinung und der Aussenpolitik der Eidgenossenschaft öffnet, nicht gefährlich werden könnte. Erschwert sie nicht die Erfüllung der schweizerischen Vermittlerrolle? Wird dadurch nicht das grosse Ansehen gefährdet, das die Schweiz als unbedingt unabhängiger und unbedingt neutraler Staat geniesst, der sein internationales Versprechen, ständig neutral zu bleiben, einholt? Dieses Ansehen ist grösser als dasjenige der kleinen Verbündeten Amerikas.

Ein schweizerischer Besucher vertrat dem grossen Journalisten Walter Lippman gegenüber die Auffassung, die schweizerische Neutralität sei zu einem Papiertiger geworden. Tatsächlich stünde die Schweiz heute auf der Seite Amerikas. Lippman antwortete darauf scharf: «Wenn das tatsächlich so wäre, habe ich kein Interesse weder an der Schweiz noch an der schweizerischen Neutralität.»

Die amerikanische Regierung ist zur Auffassung gelangt, dass im Atomzeitalter das Wort des Generals Clausewitz «der Krieg ist die Fortsetzung der Diplomatie mit andern Mitteln» zum ersten Mal seine Geltung verloren hat. Aus Selbsterhaltungstrieb einen Krieg zu führen, der zur Selbsterstörung führt, ist widersinnig geworden. Um aber den Krieg zu vermeiden, hält Washington die Aufrechterhaltung und sogar die Vertiefung der Beziehungen mit dem Osten für notwendig. Das Ziel ist die Erreichung eines *modus vivendi*. Kennedy selbst hat verschiedentlich gesagt, dass beide – Westen wie Osten – Konzessionen zu machen haben werden, die für beide annehmbar sind. Die Verhältnisse in Russland werden nicht als statisch betrachtet. Auch der Kommunismus unterliegt nach amerikanischer Auffassung den politischen Entwicklungsgesetzen. Es wäre nicht ausgeschlossen, dass sich bei einzelnen kommunistischen Satelliten in Zukunft die Tendenz steigern könnte, wiederum den Anschluss an Europa zu suchen. Dies verlangt aber das Bestehen einer Brücke, wie sie die europäischen Neutralen darstellen. Die Annäherung würde verunmöglicht, wenn Westeuropa einzig aus einem gegen Osten gerichteten Bollwerk der Vereinigten Staaten bestehen würde.

## 42

E 2001(E)1976/17/216  
[DoDiS-30179]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen,  
an die schweizerischen Botschaften in Brüssel, Köln, Den Haag,  
Paris, Rom, Kopenhagen, Lissabon, London, Oslo, Stockholm, Wien,  
Moskau, Washington, an die schweizerische Mission  
bei den Europäischen Gemeinschaften in Brüssel  
und an die schweizerische Delegation  
bei der EFTA in Genf*

S Vertraulich

Bern, 5. Februar 1962

Die Botschafterkonferenz, die vom 25. bis 27. Januar 1962 über die Frage der Stellung der Schweiz zur europäischen Integration stattgefunden hat<sup>1</sup>, bot eine willkommene und nützliche Gelegenheit zu einem Gedankenaustausch über diesen Fragenkomplex, der für unser Land von entscheidender Bedeutung ist. Die Orientierung, die Sie uns über die Haltung Ihres Gastlandes vermittelten, und die Anregungen über das weitere Vorgehen, die Sie in der Diskussion vorgebracht haben, sind für mich, Herrn Bundesrat Schaffner und die mit der Vorbereitung der schweizerischen Verhandlungskonzeption beauftragten Beamten äusserst wertvoll, und ich möchte Ihnen für Ihre konstruktive Mitarbeit verbindlich danken, die wir in den kommenden Monaten gerne noch weiter intensivieren möchten.

Gleichzeitig haben wir versucht, Ihnen ein Bild über unsere grundsätzlichen Erwägungen und den heutigen Stand der Vorbereitung der schweizerischen Verhandlungskonzeption zu vermitteln. Diese Angaben haben natürlich streng vertraulichen Charakter, doch sollen sie Ihnen für die Beurteilung der uns beschäftigenden Fragen die nötigen Anhaltspunkte bieten. Ich glaube daher ein berechtigtes Informationsbedürfnis zu befriedigen, indem ich Ihnen in der Beilage den Wortlaut der bundesrätlichen Voten und des Exposés von Herrn Botschafter Stopper<sup>2</sup> zukommen lasse, mit denen die Botschafterkonferenz eingeleitet wurde. Das Protokoll der Konferenz<sup>3</sup>, das auch die Ausführungen der Beamten zu den verschiedenen noch offenen Problemen umfassen wird, hoffe ich Ihnen sobald als möglich ebenfalls zustellen zu können.

Bei Abschluss unserer Konferenz habe ich die schweizerische Stellungnahme zur Integrationsfrage, wie sie im heutigen Zeitpunkt offiziellen Stellen des Auslandes gegenüber zu Ausdruck gebracht werden kann, folgendermassen umrissen:

---

1. Vgl. Nr. 41 in diesem Band.

2. Vgl. das vertrauliche Referat von Herrn Botschafter E. Stopper über die wichtigsten wirtschaftlichen und politischen Probleme, die sich für die Schweiz im Zusammenhang mit einer Assoziation mit der EWG stellen vom 25. Januar 1962 (DoDiS-30171).

3. Nicht vollständig abgedruckt. Für weitere auf der Konferenz gehaltene Vorträge vgl. Nr. 41, Anm. 1, in diesem Band.

1. Die Schweiz hat mit ihrem Brief vom 15. Dezember 1961 an die EWG<sup>4</sup>, die Aufnahme von Verhandlungen beantragt. Obschon dieser Brief, vor allem aus Rücksicht für die Österreicher, das Wort «Assoziation» vermeidet, bringt er durch den Hinweis auf Artikel 238<sup>5</sup> klar zum Ausdruck, dass der Schweiz der Abschluss eines Assoziationsvertrages vorschwebt. (Die drei neutralen Minister haben im Schlusscommuniqué vom 19. Oktober 1961 in Wien<sup>6</sup> bereits zum Ausdruck gebracht, dass sie eine «Assoziierung in geeigneter Form» anstreben.) Auch in den EFTA-Deklarationen vom 28. Juni (London)<sup>7</sup> und 31. Juli (Genf)<sup>8</sup> wird von der Bereitschaft zur Übernahme von Verpflichtungen, die über diejenigen des Stockholmer Abkommens<sup>9</sup> hinausgehen, gesprochen. Diese Bereitschaft besteht grundsätzlich auf allen Gebieten des Römer Vertrages, wobei ihr allerdings auf gewissen Sektoren durch unsere besondere politische und wirtschaftliche Lage Grenzen gesetzt sind, wie z. B. bei der Landwirtschaft, der Freizügigkeit der Arbeitskräfte und der Kriegswirtschaft. Die Schweiz hat sich somit in einer bestimmten Richtung festgelegt, die gradlinig weitergeführt werden muss.

2. Das unmittelbare Ziel besteht somit darin, den Verhandlungszustand herzustellen. Daraus ergibt sich, dass Äusserungen vermieden werden müssen, die die EWG veranlassen könnten, es abzulehnen, mit uns in Verhandlungen einzutreten. Die zahlreichen Probleme, die diskutiert worden sind, dürfen daher nicht dramatisiert werden. Im Gegenteil, es gilt den Willen der Schweiz zur konstruktiven Mitarbeit an dem grossen Gemeinschaftswerk zu unterstreichen und darzulegen, dass die wirtschaftliche und politische Vernunft gebietet, einen im Herzen Europas liegenden und mit Europa eng verflochtenen Staat zur Mitarbeit heranzuziehen. Es kann auch darauf hingewiesen werden, dass die Schweiz nicht mit leeren Händen der EWG gegenübertritt, sondern einen wesentlichen wirtschaftlichen und eventuell auch finanziellen Beitrag erbringen könnte. Da wir andererseits der schweizerischen öffentlichen Meinung gegenüber die Schwierigkeiten, die im Zusammenhang mit einer Assoziation mit der EWG zu lösen sein werden, darlegen müssen, kann sich durch diese Verschiedenheit der Akzente, die im Inland und Ausland zu setzen sind, ein scheinbarer Widerspruch ergeben; es liegt jedoch keine Inkonsequenz in unserer Haltung.

3. Das schweizerische Verhandlungsbegehren ergibt sich aus der konkreten gegenwärtigen Situation. Wir begrüßen zwar neue Initiativen wie den Kennedy-Plan auf nicht diskriminatorische Zollsenkungen, aber wir können uns durch derartige Hypothesen, solange sie nicht konkrete Formen angenommen haben, vom eingeschlagenen Weg nicht abbringen lassen. Da es unrealistisch wäre zu glauben, dass in nächster Zukunft schon eine Klärung eintreten würde, dürfen wir nicht so tun, als ob wir uns mit dieser Alternative abfinden könnten. So

---

4. Vgl. Nr. 34 in diesem Band.

5. Vgl. Nr. 30, Anm. 14, in diesem Band

6. Vgl. Nr. 17, Anm. 4, in diesem Band.

7. Vgl. Nr. 4, Anm. 5, in diesem Band.

8. Vgl. Nr. 34, Anm. 2, in diesem Band.

9. Dieses Abkommen wurde am 4. Januar 1960 in Stockholm gutgeheissen. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 58 (DoDiS-15944), Anm. 3.

hat sich denn z. B. auch Kanada an den kürzlichen kanadisch-amerikanischen Besprechungen in Ottawa geweigert, den Kennedy-Plan öffentlich als mögliche Ersatzlösung für eine Beeinträchtigung der Commonwealth-Präferenzen und eine Erschwerung des Zuganges zum Gemeinsamen Markt zu anerkennen. Trotzdem ist unsere Einstellung gegenüber der amerikanischen Zollsenkungsinitiative natürlich durchaus positiv, was bei Gelegenheit auch bestätigt werden kann.

4. Die Grenze unseres Willens zur Zusammenarbeit liegt in der Neutralität und Unabhängigkeit, die vollumfänglich aufrechterhalten bleiben müssen und nicht Diskussionsobjekt werden können. Da die Neutralität den Hauptvorbehalt darstellt, ist es ausserordentlich wichtig, im jetzigen Zeitpunkt das Verständnis für den Wert der Neutralität, vor allem auch bei den Mitgliedstaaten der EWG zu fördern. Je nach der Atmosphäre in dem betreffenden Land versuchen wir, diese Aufklärungsaktion über die Neutralität mehr oder weniger ausgeprägt durchzuführen.

5. Die Neutralitätserfordernisse werden von Schweden und Österreich in gleicher Weise beurteilt. Wir befinden uns im Stadium des «gemeinsamen Marschierens», da wir durch die Solidaritätserklärung von London<sup>10</sup> gebunden sowohl verhindern müssen, dass eines der drei Länder vorprellt und einen Präzedenzfall schafft, der für die andern belastend sein könnte, als auch dass irgendein Land in Verzug gerät. Das Ausmass der Koordination im Verhandlungsstadium ist jedoch noch durchaus offen und hängt von der in zukünftigen Konsultationen zu erzielenden Übereinstimmung in konkreten Fragenkomplexen ab. Ich hoffe auf Grund der bisherigen Erfahrungen, dass wir zu einer sehr weitgehenden materiellen Übereinstimmung der Auffassungen kommen werden und wir daher versuchen können, auch mit Bezug auf das Verfahren und den anzustrebenden Zeitplan koordiniert vorzugehen. Natürlich ist unsere eigene Haltung durch die stabileren Innenverhältnisse in dieser Hinsicht unabhängiger und fester als bei unseren beiden Partnern.

6. Der von der Schweiz angestrebte und von den Neutralen an der nächsten Sitzung, am 7. Februar 1962, zu vereinbarende Zeitplan sieht vor, dass die erste Aussprache in Brüssel erst dann stattfinden sollte, wenn in den Verhandlungen mit Grossbritannien der «point of no return» erreicht sein wird. Insbesondere sollte die erste Darlegung unseres Standpunktes erst dann erfolgen, wenn Aussicht besteht, dass die eigentlichen Verhandlungen nach einer relativ kurzen Frist aufgenommen werden können. Jedenfalls rechnen wir nicht damit, vor April oder Mai aufgerufen zu werden. Wir ziehen vor, zu einer Gesamtdarlegung des schweizerischen Standpunktes vor den EWG-Ministerrat vorgeladen zu werden (analog zu Grossbritannien und Dänemark), als informelle Vorabklärungen zu führen (analog zu Griechenland).

7. Über den Inhalt des Assoziationsabkommens kann Ihnen heute noch nichts Näheres gesagt werden, da die Ausarbeitung unserer Verhandlungskonzeption noch nicht beendet ist. Soviel steht jedoch bereits fest, dass das Abkommen ein Vertrag sui generis sein würde, der die gegenseitigen Rechte

---

10. Vgl. Anm. 7.

und Pflichten definieren und die zu deren Einhaltung nötigen Institutionen vorsehen würde. Das Assoziationsabkommen soll nicht etwa auf den Zollsektor beschränkt werden, sondern sich auf alle Gebiete des Römer Vertrages erstrecken. Unser Wille zur Mitarbeit ist nicht auf bestimmte, für uns besonders günstige Gebiete limitiert. Ein Entscheid in der Kernfrage «Zollunion» ist noch nicht gefällt, doch dürfte es kaum möglich sein, eine Zollunion in der Form, wie sie heute im Römer Vertrag definiert ist, zu akzeptieren.

8. Im übrigen haben Ihre Berichte erfreulicherweise ergeben, dass die heutige Einstellung der verschiedenen Staaten zum Assoziationsgesuch der Neutralen positiver ist, als man dies gelegentlich aus den Presseberichten entnehmen könnte, insbesondere Auflockerung der Haltung in USA und in Regierungskreisen in Frankreich; Deutschland und Italien ausgesprochen ermutigend, jedoch noch nirgends eine formelle Stellungnahme der Regierung, ausser in Grossbritannien, das die Solidaritätsverpflichtung konsequent einhält. Bei den Ihnen gegenüber gemachten negativen Äusserungen wird immer ein taktisches Element des Nervenkrieges liegen.

Unsere Aussprache war auch der Frage gewidmet, auf welche Weise das Verständnis des Auslandes für die virtuellen Wirkungsmöglichkeiten der Neutralität im Interesse der Völkergemeinschaft gefördert werden könne, und der Zweckmässigkeit und Methoden einer zusätzlichen Informationstätigkeit. Ich teile die von Ihnen übereinstimmend zum Ausdruck gebrachte Auffassung, wonach von einer Beeinflussung der öffentlichen Meinungen durch allgemeine Propaganda-Aktionen abgesehen werden sollte. Dagegen wäre eine gezielte und selektive Aufklärung massgeblicher Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens, der Verwaltung, der Presse und der Wirtschaft, zweckmässig und vielerorts auch sehr notwendig. Im gegenwärtigen Zeitpunkt, wo sich die Äusserungen gegen die Berechtigung eines Sonderstatuts für die neutralen Staaten mehren, muss in Gesprächen mit den Verfechtern dieser These auf die Bedeutung der Neutralität in der heutigen Weltlage hingewiesen werden. Da viele dieser Einwände, wie z. B. die kürzliche Rede von Aussenminister Spaak vor der belgischen Handelskammer in New-York, von der irrümlichen Hypothese ausgehen, die Schweiz sei nicht einmal bereit, für wirtschaftliche Vorteile einen wirtschaftlichen Preis zu zahlen, d. h. Verpflichtungen des Römer Vertrages auf anderen als dem Zollgebiet zu übernehmen, muss gleichzeitig der Wille unseres Landes zu einer intensiven wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit der EWG auf allen Gebieten betont werden.

Das Integrationsbüro hat die verschiedenen Argumente, die gegen eine Assoziation der Neutralen vorgebracht werden, zusammengestellt und einige Anregungen formuliert, wie diese neutralitätsfeindlichen Thesen entkräftet werden können. Ich lasse Ihnen diese Notiz<sup>11</sup> in der Beilage zugehen; die Diskussionsgrundlagen, die sie enthält, sind nicht vertraulicher Natur und können auch in Gesprächen mit Journalisten verwendet werden. Ich habe das Integrationsbüro angewiesen, Sie weiterhin laufend zu dokumentieren und Ihnen besonders auch offizielle schweizerische Erklärungen zur Integrations-

---

11. Nicht abgedruckt.

frage zuzustellen, die Beamten des Aussenministeriums und Journalisten zur Verfügung gestellt werden könnten.

Im Übrigen hat die Botschafterkonferenz eine Reihe von Vorschlägen für eine selektive Informationstätigkeit ergeben, die wir nun eingehend prüfen. Vorderhand schicke ich Ihnen eine kurze Notiz<sup>12</sup>, die die wichtigsten uns zur Verfügung stehenden Methoden festhält, und ich erwarte gerne Ihre Vorschläge, die auch an das Integrationsbüro zu richten sind, über die Förderung von Kontakten in Ihrem Gastland, die Einladung von Journalisten usw. Vor allem scheint es mir wichtig, dass die Neutralität nicht nur als Staatsraison der Schweiz dargestellt wird, sondern als ein einzigartiges Mittel, in einer spannungsgeladenen Welt der Völkergemeinschaft gute Dienste zu leisten, treuhändlerische Funktionen auszuüben und humanitäre Aufgaben zu übernehmen. Ihrer Anregung entsprechend werden wir nun versuchen, die Leistungen der Schweiz auf diesem Gebiet, vor allem während des letzten Krieges, zusammenzustellen<sup>13</sup>.

---

12. Nicht abgedruckt.

13. Siehe dazu den Bericht Die «Guten Dienste» der Schweiz des Politischen Departements vom August 1958 (DoDiS-16280).

### 43

E 7110(-)1973/41/139

[DoDiS-19006]

*Le Chef du Service juridique du Département politique, E. Diez,  
au Chef de la Division du commerce du Département  
de l'Economie publique, E. Stopper<sup>1</sup>*

L RT

Berne, 7 février 1962

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 18 janvier 1962<sup>2</sup> par laquelle vous nous avez soumis le point de savoir si le Canada est habilité au regard du droit des gens à demander de faire procéder par ses propres fonctionnaires dans des entreprises chimiques suisses à des inspections dont il fait dépendre l'autorisation d'importation sur son territoire de produits pharmaceutiques fabriqués dans notre pays.

Il n'est guère de principe mieux établi en droit des gens que celui de la souveraineté territoriale qui interdit à tout Etat d'accomplir sur le territoire de puissances étrangères des actes relevant de l'autorité publique. Ainsi, le Canada n'est certainement pas en droit d'envoyer en Suisse des fonctionnaires chargés d'inspections sur notre territoire. Il faudrait pour cela un accord avec notre pays ou au moins une autorisation sous une forme quelconque, car rien

---

1. Cette lettre est rédigée par J.-P. Ritter.

2. Cf. la lettre de P. R. Jolles à E. Diez du 18 janvier 1962, E 2001(E)1980/83/382.



naturellement n'empêche la Suisse de consentir à des actes qu'elle serait en droit d'interdire.

En outre, la disposition des «Requirements for Drug Manufacturers» qui figure sous chiffre C.01.019, lettre (c), est, à un autre égard encore, contraire au principe de la souveraineté territoriale: elle donne en effet pour but aux inspections canadiennes sur territoire étranger de contrôler si les fabricants de produits pharmaceutiques dans le pays inspecté ont satisfait aux dispositions de la réglementation canadienne («to ensure that the conditions and requirements of Sections C.01.015 to C.01.018 have been complied with»). Cette règle est inconciliable avec le principe (qui se déduit de la souveraineté) de l'application territoriale des législations nationales; elle tend en effet à exiger de fabricants suisses qu'ils se conforment à la législation canadienne, ce qui ne saurait être admissible. Sur ce point encore, la solution prévue par les dispositions canadiennes ne pourrait être mise en pratique qu'avec l'accord de la Suisse, accord que notre pays est libre de donner ou de refuser.

En revanche, dès le moment où nous passons des inspections qui devraient se dérouler sur notre territoire aux importations de produits pharmaceutiques qui elles se situent au Canada, le principe de la souveraineté territoriale qui était en notre faveur dans le premier cas joue maintenant contre nous car le Canada est à son tour libre de fixer de façon discrétionnaire les conditions auxquelles il lui plaît d'admettre des produits étrangers sur son territoire. Dans ce sens, le conflit de souveraineté paraît donc insoluble.

Pour sortir de l'impasse et tenter de concilier les positions, on peut admettre d'une part que le Canada est en droit d'exiger que les produits importés sur son territoire satisfassent telle ou telle condition qu'il juge utile et qu'il est libre d'ordonner les contrôles nécessaires à cet effet, d'autre part qu'il n'est toutefois pas en droit de procéder à ces contrôles sur notre territoire. La conclusion pratique que cette opposition suggère serait que le Canada maintienne ces contrôles mais qu'il les effectue à l'importation, lors de l'entrée des produits sur son territoire ou, antérieurement, auprès des représentants ou importateurs canadiens des entreprises chimiques suisses dont les produits sont importés. On pourrait encore imaginer éventuellement que le Canada se satisfasse de déclarations suisses, émanant d'un organe à déterminer (Chambre de commerce, Association professionnelle des entreprises chimiques ou OSEC), qui attesteraient que tel fabricant d'un produit pharmaceutique donné applique un procédé de fabrication conforme aux exigences canadiennes<sup>3</sup>.

---

3. *Une annotation manuscrite de P. R. Jolles, datée du 9 février 1962, figure en bas du document:*  
 E: Ich kann mit dem Standpunkt des PD anschliessen, dass umso mehr, als es im Ergebnis nicht abweicht von meiner Auffassung, wie ich sie Ihnen am 25. 1. 1962 vom strafrechtlichen Standpunkte aus bekanntgegeben habe. *S'ajoute une seconde annotation manuscrite, non datée:* Es ist wertvoll, dass wir in unserer Auffassung in solch konkreter Weise vom EPD bestätigt werden.

E 2001(E)1979/28/8

[DoDiS-30154]

*Der schweizerische Botschafter in Moskau, M. Troendle,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

*Empfangskopie*

T Nr. 20

Moskau, 7. Februar 1962, 16.30

Für Departementschef und Integrationsbüro:

Ich hatte gestern auf eigene Initiative ein mehr als einstündiges Gespräch mit dem ersten Vizeausussenminister Kuznetsov.

1. Ich begann mit dem Ausdruck der Hoffnung auf Erhaltung des Friedens, wobei mein Gesprächspartner nach Darlegung der sowjetischen Koexistenztheorie der schweizerischen Neutralität spontan grosses Lob zollte. Alle sowjetischen Delegierten, welche unser Land besuchen, seien beeindruckt von der Hilfsbereitschaft der Behörden und von der schweizerischen Gastfreundschaft. Nachdem die Sowjetunion mit ihren Friedensbemühungen vielerorts Misstrauen begegne, wäre es begrüssenswert, wenn sich die Schweiz ihr internationales Vertrauen zu nutze machen würde, um für die Erhaltung des Weltfriedens zu wirken. Ich erwiderte, dass der Bundesrat stets bereit sei, seine guten Dienste zur Verfügung zu stellen, wenn dies von allen interessierten Parteien gewünscht werde, er sei indessen eher zurückhaltend, wenn es sich um Aktionen aus eigener Initiative handle, denn es liege der kleinen Schweiz nicht, sich als Vermittler im Streit der Grossen aufzuspielen, ohne hiezu ausdrücklich eingeladen worden zu sein.

2. Ich führte hierauf das Gespräch auf das Integrationsproblem, wobei ich zunächst auf die leider erfolglosen schweizerischen Bemühungen hinwies, im Rahmen der OECE eine gesamteuropäische Freihandelszone zu schaffen<sup>1</sup>. Die neutrale Schweiz sei nach wie vor gegen wirtschaftliche Blockbildungen in Europa und versuche nun, im Einvernehmen mit ihren EFTA-Partnern, einen Brückenschlag zu den Mächten des gemeinsamen Marktes, um auf wirtschaftlichem Gebiet nicht diskriminiert zu werden. Eine Vollmitgliedschaft bei der EWG falle indessen zum vorneherein ausser Betracht, weil sie eine teilweise Aufgabe der staatlichen Unabhängigkeit mit sich brächte.

Kuznetsov enthielt sich jeglicher Kritik im Zusammenhang mit unserem im vergangenen Dezember der EWG unterbreiteten Verhandlungsbegehren<sup>2</sup> und wollte von mir im Einzelnen die Gründe wissen, welche einer Vollmitgliedschaft der Schweiz entgegenstehen. Dank der in Bern erhaltenen Aufschlüsse<sup>3</sup> fiel es mir nicht schwer, erschöpfend Auskunft zu erteilen und Kuznetsov damit vor Augen zu führen, dass wir entschlossen sind, unabhängig zu bleiben, selbst

---

1. Vgl. DDS, Bd. 21, *thematisches Verzeichnis*: III.1.5: Die Schweiz und die europäische Freihandelszone.

2. Vgl. Nr. 34 in diesem Band.

3. Vgl. Nr. 42 in diesem Band.

auf die Gefahr hin, gewisse Nachteile wirtschaftlicher Natur in Kauf nehmen zu müssen.

Ich betonte auch unser enges Einvernehmen mit Schweden und Österreich, was Kuznetsov Anlass bot zu einer Kritik an der schwedischen Neutralitätspolitik im Zusammenhang mit der schwedischen Mitwirkung bei den UNO-Aktionen im Kongo. Er kam aber auch

3. auf die Einstellung einzelner schweizerischen Zeitungen zu sprechen, mit der Bemerkung: «the swiss machinery forming the public opinion brings distorted news about the Soviet Union». Ich konnte hierbei natürlich nicht eine gewisse Gereiztheit unserer öffentlichen Meinung der Sowjetunion gegenüber in Abrede stellen und gab Kuznetsov zu bedenken, dass die Sowjetregierung mit der Explosion der Megatonnenbombe unter anderem auch all denjenigen Schweizern eine schwere Enttäuschung bereitet habe, welche ihren Friedensbeteuerungen und dem propagandistisch ausgebeuteten unilateralen Verzicht auf weitere Kernwaffenversuche Glauben schenkten. Auf die Neutralitätspolitik des Bundesrates habe diese Stimmung der Bevölkerung, die sich mit der Zeit wieder beruhigen werde, keinerlei Einfluss. Ich verwies als Beispiel auf die Erklärungen Bundesrat Schaffners zur Osthandelsfrage<sup>4</sup>. Kuznetsov war vollkommen im Bild und sagte, diese klare Stellungnahme des Bundesrates sei in Moskau mit Genugtuung verzeichnet worden. Er verstehe auch bis zu einem gewissen Grad die schweizerische Reaktion auf den Atomversuch, selbst in der Sowjetunion selbst habe es enttäuschte Gemüter gegeben, welche die Gründe nicht erkennen konnten, welche die Sowjetregierung zu diesem demonstrativen Schritt nötigten.

Im Zusammenhang mit den sowjetophoben Kundgebungen in der Schweiz ist somit kein Wort der Kritik an die Adresse des Bundesrates gefallen, was verdient festgehalten zu werden, denn die Sowjetbehörden sind sonst nicht so duldsam. Die Vermutung drängt sich auf, dass zur Zeit Moskau besonderes Interesse an der Existenz neutraler Staaten in Europa hat, und daher bewusst über die unfreundliche Stimmung in der Schweiz hinwegsieht. Die Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Reverdin in der Frühjahrsession<sup>5</sup> wird hier sicher mit besonderer Aufmerksamkeit zur Kenntnis genommen werden und hoffentlich auch beitragen, dass es nicht zu unnötigen zwischenstaatlichen politischen Spannungen kommt, zumal wohl mit einer fortschreitenden Beruhigung der Gemüter in der Schweiz gerechnet werden darf.

---

4. Vgl. die Antwort von H. Schaffner auf die Frage von Nationalrat A. Grendelmeier vom 21. Dezember 1961, E 1301(-)1960/51/452.

5. Für den Text der Interpellation Reverdin und die Antwort von F. T. Wahlen vom 22. März 1962 vgl. *Sten. Bull. NR*, 22. März 1962, S. 304 ff.

E 2003-03(-)1976/44/1  
[DoDiS-30144]

*Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, H. Keller, an den Vorsteher  
des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

NOTIZ AN HERRN BUNDESRAT WAHLEN ÜBER RICHTLINIEN  
FÜR UNSERE TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT MIT DEN ENTWICKLUNGSLÄNDERN

*Kopie*  
KH

Bern, 12. Februar 1962

Die im Kreise meiner Mitarbeiter abgehaltenen Besprechungen zu diesem Thema sind von Herrn Mentha in beiliegendem Text<sup>1</sup> zusammengefasst worden. Einzelne Punkte könnten vielleicht anders formuliert, weggelassen oder noch ergänzt werden; im ganzen lässt das Dokument aber die Linien erkennen, welche sich auch für die Zukunft ergeben haben. Diese Richtlinien, die im wesentlichen schon in der Botschaft des BR vom 5. Mai 1961<sup>2</sup> angekündigt wurden, lassen sich wie folgt skizzieren:

*1. Zweck: Hilfe zur Selbsthilfe*

Hauptzweck ist das Anspornen der Selbsthilfe mit dem Ziel der Erhöhung des Lebensstandards. Dieses Ziel kann nur erreicht werden, wenn das Entwicklungsland selbst nicht nur mitwirkt, sondern einen wesentlichen Teil der Last und der Verantwortung trägt (Partnerschaft). Nichts darf ohne Zustimmung und Mitarbeit unseres Partnerlandes unternommen werden. Das gilt auch für unsere privaten Organisationen. Auch politische Erwägungen führen zu diesem Grundsatz («no strings attached»). Hauptsache ist immer die Förderung der vorhandenen wirtschaftlichen Kräfte, vor allem der Lebensmittelproduktion. Aufbau von unten und nicht von oben, Verzicht auf Prestige- und Paradewerke.

*2. Methoden: Stipendien, Experten, Material, Projekte, Dokumentation*

Vermittlung von «know how», also von beruflichen und andern Kenntnissen an Stipendiaten und Praktikanten. Den Hochschulstudien wurde bisher grosse Bedeutung beigemessen. Viel dringender benötigen die Entwicklungsländer Werkmeister, Vorarbeiter, Beamte und Angestellte für Verwaltung und Volkswirtschaft als «Unteroffiziere». Hier kann unser Land manches bieten, was besonders benötigt wird, wo rasch ein Resultat erreicht wird, wie z. B. im Hotelfach oder in Industrie und Gewerbe. Unsere Tendenz geht immer mehr zur «formation sur place». Verschiedene Projekte zur Ausbildung der Kader im Entwicklungslande selbst sind in Prüfung auch bei privaten Organisationen und Hochschulen. Soweit die Ausbildung in der Schweiz nötig ist, muss die Auswahl nach sehr strengen Kriterien durch schweizerische Vertrauensleute

1. Nicht abgedruckt.

2. Vgl. Nr. 39, Anm. 18, in diesem Band.

vorgenommen werden. Mit Kollektivkursen wurden gute Erfahrungen gemacht, ebenso mit einzelnen Studienaufenthalten. Gruppenreisen verlangen dagegen kritische Vorprüfung; Vergnügungsreisen sind keine technische Hilfe.

Expertenhilfe ist meistens die beste Formel. Unsere Experten sind sehr gesucht, aber wir können wegen Personalmangel nicht allen Begehren entsprechen. Öffentliche und private Arbeitgeber sollten da und dort noch mehr Entgegenkommen zeigen. Unsere Expertengehälter benötigen eine Anpassung an Ansätze anderer Länder und der UNO. Ferner benötigen wir bessere Vorbildung unserer Experten für spezielle Aufgaben.

Material soll auch in Zukunft in der Regel nur auf Anraten unserer Experten, oder im Zusammenhang mit unseren anderen Aktionen geliefert werden. Bargeld wird bilateral nie gewährt.

Grössere Projekte sind in Prüfung. Die tatkräftige Mitarbeit privater schweizerischer Organisationen und gründliche Vorarbeit berechtigen zur Annahme, dass die Schweiz Projekte, speziell solche agrarischer Natur, mit Aussicht auf gute Resultate übernehmen kann. Das Hauptproblem ist personeller Art: ohne den richtigen Mann am richtigen Platz zu haben, wird aller Aufwand fragwürdig. Enttäuschungen werden [*nicht*] fehlen.

Oft kann Hilfe auch durch Dokumentation geleistet werden: Fachwerke, Lehrbücher, wissenschaftliche und technische Zeitschriften sowie Filme und anderes modernes Anschauungsmaterial.

### *3. Schweizerische Infrastruktur für technische Hilfe; Mitarbeit privater Organisationen; Koordinierung*

Unsere «Infrastruktur» muss noch verstärkt werden. Zu diesem Zweck sind grössere Beiträge des Bundes an das Tropeninstitut in Basel<sup>3</sup>, an das Institut des Hautes Etudes internationales in Genf und an andere Stellen<sup>4</sup> vorgesehen. Soweit nötig und möglich, dürften namentlich auch jene Organisationen mit Bundesmitteln unterstützt werden, welche für die praktische Tätigkeit mit den Entwicklungsländern besonders geeignet sind. Einige Organisationen, die sich bisher vorwiegend mit charitativer Hilfe befassten, wenden sich nun immer mehr der technischen Hilfe zu. Dadurch entsteht ein Problem der Koordinierung. Doppelspurigkeiten und Zersplitterung unserer beschränkten Kräfte sind zu vermeiden. Aber auch die Entwicklungsländer beharren konsequent auf dem Grundsatz, dass technische Zusammenarbeit eine Angelegenheit von Regierung zu Regierung sei. Die Koordinierung ist in erster Linie Sache des EPD, sowohl nach aussen als nach innen (Kompetenzausscheidung mit dem Eidg. Departement des Innern).

3. Mit Beschluss vom 10. April 1962 gewährte der Bundesrat dem Schweizerischen Tropeninstitut für die Jahre 1962, 1963 und 1964 Bundesbeiträge von jährlich maximal 200'000 Franken. Vgl. das BR-Prot. Nr. 672 vom 10. April 1962, E 1004.1(-)/1/660.1.

4. Dem Institut Universitaire des Hautes Etudes internationales wurde ein jährlicher Beitrag von 100'000 Franken zuteil. Vgl. die Zusammenstellung Finanzierung von Aktionen Schweizerischer Organisationen des Delegierten für Technische Zusammenarbeit, E 2003-03(-)1976/44/56. Für Details zu Zahlungen an andere schweizerische Institutionen, die sich 1962 auf insgesamt 1'089'557.30 Franken beliefen, vgl. *ibid.*

#### *4. Auswahl der Länder*

Grundsätzlich keine Diskriminierung irgendeines Entwicklungslandes; praktisch jedoch eine Auswahl nötig. Am besten sind die Aussichten dort, wo schon beträchtliche Beziehungen sowie schweizerische Stützpunkte bestehen: Unternehmungen, Plantagen, Schulen, Missionen, Schweizervereine, angesehene schweizerische Persönlichkeiten usw. Wir beschränken unsere Aktionen aber auf Länder, mit denen diplomatische oder konsularische Beziehungen bestehen, weil wir auf die Mitwirkung unserer offiziellen Vertretungen angewiesen sind. Falls unsere Beziehungen in ein kritisches Stadium treten, wie z. B. gegenwärtig bei Ägypten<sup>5</sup>, so sind weitere schweizerische Leistungen in Frage gestellt; auch die Gestaltung unserer wirtschaftlichen Beziehungen muss angemessen berücksichtigt werden. Im übrigen helfen wir aber auch Ländern, deren politisches Regime für uns nicht annehmbar wäre (Jugoslawien, Polen, Guinea, Irak usw.). Enge Zusammenarbeit mit der Abteilung für Politische Angelegenheiten.

#### *5. Auswahl der Berufssektoren*

Land- und Forstwirtschaft, Viehzucht, Fremdenverkehr und Hotellerie, Bank- und Versicherungswesen, Feinmechanik, Landvermessung und Photogrammetrie, Erziehung, öffentliche Verwaltung, PTT Dienste etc.

#### *6. Faktoren, die unsere Arbeit begünstigen*

Als neutraler Kleinstaat geniessen wir bei den Entwicklungsländern ein beträchtliches Ansehen. Wir besitzen Erfahrungen im Verkehr mit der ganzen Welt. Wir müssen auch verstehen, warum die Afrikaner und die Asiaten sich gerade jetzt gern an die Schweiz wenden. Wir haben letzten Endes selbst ein Interesse am Ausbau unserer Beziehungen zu den aufstrebenden jungen Völkern, deren politisches Gewicht zunimmt. Unser Parlament hat beträchtliche Mittel genehmigt, sowohl für die bilaterale, als auch die multilaterale Hilfe<sup>6</sup>; auf beiden Sektoren wird unsere Arbeit geschätzt und sollte deshalb ausgebaut werden, soweit unsere relativ strengen Kriterien es zulassen. Vielleicht sind wir bald einmal mehr, als wir heute ahnen, auf unsere Positionen in den Entwicklungsländern angewiesen.

---

5. Vgl. Nr. 40, Anm. 3, in diesem Band.

6. Vgl. Nr. 39, Anm. 22, in diesem Band.

E 2804(-)1971/2/73  
[DoDiS-30181]

*Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

GESPRÄCH MIT HERRN BUNDESMINISTER KREISKY VOM 10. FEBRUAR 1962

[Bern,] 12. Februar 1962

Auf wiederholten Wunsch Kreiskys, wir möchten uns irgendwo im schweizerisch-österreichischen Grenzgebiet zu einem Gespräch unter vier Augen treffen, willigte ich im Einvernehmen mit dem Bundesrat ein. Um auf beidseitigen Wunsch jedes Aufsehen zu vermeiden, wurde er am Flughafen Kloten nur von Herrn Botschafter Tursky abgeholt, und wir trafen uns zu einem Gespräch in einem kleinen zürcherischen Landgasthof.

Bei der Ankunft sagte mir K. er hätte sich doch verpflichtet gefühlt, den Bundeskanzler<sup>2</sup> zu orientieren. Dieser habe seinerseits die Information an einen Vertrauensmann weitergegeben, mit dem Resultat, dass die Presse davon Kenntnis erhielt. K. hätte sich dann verpflichtet gefühlt, Herrn Minister Gunnar Lange zu orientieren, um nicht den Eindruck aufkommen zu lassen, als ob hinter dem Rücken der Schweden Gespräche geführt werden. Ein weiteres Beispiel dafür, wie schwierig es ist, mit unseren Partnern Discretion zu üben!

Das Gespräch dauerte etwa 3 Stunden. K. sprach nach seiner Gewohnheit sehr viel und kam oft auf die gleichen Fragen zurück. Ich fasse seine Anliegen unter wenigen Stichworten zusammen, ohne mich an den Gang des Gesprächs zu halten.

1. Verhältnis Österreichs (und Finnlands) zur Sowjetunion.

K. kam auf die sowjetische Note nach Übergabe des Schreibens an die EWG am 15. Dezember<sup>3</sup> und die österreichische Antwort zurück. Offenbar wurde diese als befriedigend entgegengenommen. Seither hätten öftere Kontakte zwischen ihm und dem russischen Botschafter in Wien stattgefunden, wie es überhaupt sein Bestreben sei, sich periodisch mit seinen engsten Mitarbeitern, mit dem russischen Botschafter und seinem diplomatischen Personal zu treffen. Letzthin habe ihm der russische Botschafter eher spasshaft die Bemerkung gemacht, die EWG sei nicht ewig. Die Differenzen zwischen den Hauptmächten werden sich bald so akut zeigen, dass sie auseinanderfalle, und am Schluss werde nichts übrig bleiben als Deutschland und das mit ihm assoziierte Österreich. Die Furcht vor einem «Anschluss» in irgendeiner Form komme immer wieder zum Vorschein. K. glaubt deshalb, er, d. h. Österreich, sei verpflichtet, immer wieder positive Vorschläge zu machen.

---

1. Kopien dieser Notiz gingen an H. Schaffner, P. Micheli, E. Stopper, P. R. Jolles und H. von Fischer.

2. A. Gorbach.

3. Vgl. Nr. 34 in diesem Band.

Er sprach von der Wiederbelebung der Donau-Schifffahrt zugunsten der im Unterlauf befindlichen russischen Satelliten und sogar vom Projekt des Oder-Donau-Kanals, beides Projekte, welche die Österreichische Frachtsituation gleichzeitig verbessern würden.

Im Übrigen glaubt er Anhaltspunkte dafür zu besitzen, dass das Comecon in langsamer Desintegration begriffen sei. Jedenfalls hätten die neuesten österreichischen Handelsvertragsverhandlungen mit Rumänien und Polen erkennen lassen, dass man sich in diesen beiden Ländern nicht mehr strikte an die das Comecon beherrschenden Grundsätze der staatlichen Handelspolitik halte. Darum auch sein Vorschlag in Helsinki, die ECE vermehrt in die Ost-West-Gespräche einzuschalten. Die Russen hätten diesen Vorschlag sehr gut aufgenommen und lieben es überhaupt, mit ihm von paneuropäischer Zusammenarbeit zu sprechen.

Ich habe natürlich nicht verfehlt, Herrn K. auf unsere Bedenken zu diesem Vorschlag aufmerksam zu machen. Wie wir uns seinerzeit dagegen wehrten, die OECD oder das GATT zum Gesprächsforum über europäische Integrationsfragen vom Standpunkt der Neutralen zu machen, so würden wir das auch im Bezug auf die ECE und gegenüber allfälligen Versuchen, uns auf den Kennedy-Plan abschieben zu lassen, halten.

K. kommt dann in längeren Ausführungen auf Finnland zu sprechen. Er betont, dass man in Moskau grosse Befürchtungen gegen die rechtsstehenden Sozialisten (Gruppe Tanner) hegt, gibt einige Eindrücke von der Unterredung Kruschtschew-Kekkonen in Novosibirsk wieder und spricht die Vermutung aus, dass Kekkonen bei dieser Gelegenheit dem russischen Begehren auf Einbezug des finnischen Radarnetzes in gemeinsame Verteidigungspläne stattgab. Ich hatte das Gefühl, dass alle diese Ausführungen im wesentlichen daraufzielten, die Rede Kreiskys in Helsinki zu rechtfertigen, wie er das übrigens auch in Österreich selbst tun musste. Daneben ist natürlich nicht zu bestreiten, dass Österreich einen Weg suchen muss, um mit Russland annehmbare Beziehungen zu unterhalten. En passant erwähnt Kreisky, dass man in Österreich den schweizerischen Diskussionen über den Osthandel<sup>4</sup> verständnislos gegenüberstehe.

## 2. Die österreichische innenpolitische Situation.

K. legte grossen Wert darauf zu erklären, dass die drei Parteien schon jetzt im Vorfeld der im Oktober stattfindenden Wahlen stehen, wobei die Integrationsfrage eine grosse Rolle spielt. Da die beiden Koalitionsparteien fast kräftegleich sind, kann man sagen, dass es auf beiden Seiten tatsächlich um die Eroberung von 1–2 Sitzen geht.

K. kommt dann auf die Stellung von Handelsminister Bock zu sprechen. Er sei eigentlich aus dem Arbeiter- und Angestelltenbund herausgewachsen und empfinde nun ein doppeltes Bedürfnis, sich als Industrievertreter auszuweisen. Die sogenannte «kleine Lösung» des Integrationsproblems, die von Bock in Brüssel vorgetragen worden war, sei als ein Wahlschlager von dieser Seite zu betrachten. Sowohl die Helsinki-Rede Kreiskys wie namentlich Bocks Brüsseler-Rede sind demnach vorwiegend Ausflüsse der Innenpolitik.

---

4. Vgl. Nr. 44, Anm. 4, in diesem Band.



Sie zeigen aufs neue die Schwäche der Partnerschaft der Neutralen und sind uns eine Mahnung in der Fixierung einer gemeinsamen Haltung nach aussen Mass zu üben.

### 3. Verhandlungsgrundlagen und Prozedurfragen.

K. legte Wert darauf zu betonen, dass er nicht für die «kleine», sondern für die «grosse» Lösung eintrete, ist aber eher unbestimmt, sobald man auf Details eintritt. Zweifellos sind die Österreicher gegenüber uns in der Vorbereitung von Verhandlungsgrundlagen im Rückstand.

Auch in der Prozedur spielt der Wahltermin eine Rolle. K. sieht trotz einer gewissen Bekümmertheit um die Termine ein, dass die Verhandlungen nicht vor April aufgenommen werden können, und dass wir an den Fortschritt der englischen Negotiationen gebunden sind. Die Rückfrage bei den sechs EWG-Ländern entsprang nicht seiner eigenen Initiative, sondern musste unter dem Druck ungeduldiger Industriekreise vorgenommen werden. Er tendiert immer noch auf eine einheitliche Präsentation des Neutralitätsstandpunkts der drei Länder, gibt aber zu, dass Initiativen wie diejenige Bocks ein Hindernis darstellen können. Auf meine Frage, was Österreich tun würde, wenn die EWG in Verfolgung der von Seeliger vorgeschlagenen Prozedur Österreich zu informellen Besprechungen über die «kleine Lösung» einladen würde, sagt K., dass für ihn eine solche Initiative grosse Schwierigkeiten schaffen würde. Ich warne ihn im Übrigen im Bezug auf die Sondierungen Seeligers und er stimmt zu, dass die Präsentation des Gesamtstandpunktes nach englischem Muster vorzuziehen wäre.

Für den Fall eines Echecs der Verhandlungen der drei Neutralen, spricht er von einer gemeinsamen Assoziation inklusive Finnland; etwa die Lösung also, von der wir hier als Rumpf-EFTA gesprochen haben. Ich gebe zu, dass das in extremis eine Lösung sein könnte, warne aber davor, im jetzigen Stadium von dieser wie von jeder andern Alternativlösung zu sprechen.

K. sagte mir dann, in Wien werde das Gerücht herumgeboten, der Bundesrat hätte eigentlich das Interesse an einer Assoziation verloren und gebe sich völlig damit zufrieden, auf die Verwirklichung des Kennedy-Planes zu warten. Es ist nicht ausgeschlossen, dass diese Gerüchte, an die u. a. auch Kanzler Gorbach glauben soll, in Umlauf gesetzt wurden, um das Abweichen Bocks von der gemeinsam vereinbarten Linie zu entschuldigen oder zu beschönigen. Ich war denn auch in meiner Antwort besonders bestimmt.

### 4. Verbesserung des Verständnisses für die Neutralen.

K. zeigte sich besonders enttäuscht über die Haltung der europäischen Sozialisten, von Spaak und Birkelbach, über die Redner im europäischen Parlament und im Europarat. Spaak soll nun innerhalb seiner eigenen Partei Schwierigkeiten haben. Die wallonischen Sozialisten sind von jeher gegen den Beitritt Belgiens zur NATO gewesen und leiden allgemein an Neutralitätsheimweh. Ein grosser Teil der übrigen Partei begreift nicht, dass Spaak die Stellung der neutralen Länder erschwert, in denen die Sozialisten entweder Regierungspartei oder regierungsbeteiligt sind. Er spricht intensiven Kontakten das Wort: «Die sozialistischen Parlamentarier der drei Neutralen sollten einen gemeinsamen Stoss ins sozialistische Lager der EWG führen.» Im Bezug auf die Beeinflussung der breiten öffentlichen Meinung in Europa und den USA

schliesst sich K. nach längerer Diskussion dem Standpunkt an, den wir an der Botschafterkonferenz<sup>5</sup> herausgearbeitet haben.

Österreich beschäftigt in den USA einen Public relations Spezialisten. Er bietet mir seine Dienste an, wobei keineswegs an eine Mittragung der Kosten gedacht werde.

K. fragt mich, ob die Schweiz etwas dagegen einzuwenden hätte, wenn Jean Monnet zu einem Vortrag nach Wien eingeladen und mit grossen Ehren empfangen würde. Ich erhebe keine Einwendungen.

Ferner spricht er intensiven Kontakten mit der unmittelbaren Umgebung von Kennedy, eventuell mit dem Präsidenten selbst das Wort. Er nennt dabei Bundy, Millikan, Rostow und denkt als geeigneten Verbindungsmann an Professor Haberler. Ferner regt er die Einladung von Kommissionen des Senats und des Kongresses der USA sowie von Gruppen von Redaktoren an. Endlich, und das ist einer der Hauptpunkte, schlägt er vor, dass entweder durch ihn oder durch mich ein Artikel in «Foreign affairs» geschrieben werden sollte, um die Neutralität mit allen erfolgversprechenden Argumenten aufzuwerten. Er betont, dass diese Aufgabe keineswegs durch Schweden übernommen werden könne, da die Schweden seit der Ursprungszeit der NATO in Washington einem gewissen Ressentiment begegnen. Alle diese Fragen sollten nach Ansicht von K. anlässlich der Genfer Konferenz unter den Neutralen besprochen werden. Wir verständigen uns in dem Sinne, dass ein kleiner Publizitäts- oder Werbeausschuss den ganzen Fragenkomplex zuhanden der Beamten und der Minister vorbesprechen sollte.

#### 5. UNO-Anleihe.

Ich frage K. was Österreich hinsichtlich der Zeichnung von UN-Bonds zu tun gedenke. Er sagt, dass für die österreichische Regierung eine Beteiligung eine Selbstverständlichkeit sei, dass aber weder über die Höhe noch die Art der Zeichnung endgültig Beschluss gefasst wurde.

#### 6. Arbeitskonferenz mit Bundeskanzler Gorbach.

Auf meine Frage, was Herr Gorbach voraussichtlich zu behandeln wünsche, sagt K., dass es sich nur um Allgemeinheiten handeln könne, wobei natürlich das Integrationsproblem im Vordergrund stehe<sup>6</sup>. Er bittet dringlich, Herrn Gorbach davon zu überzeugen, dass die Schweiz nicht beabsichtigt, sich von der gemeinsamen Linie zugunsten eines Wartens auf die Realisierung des Kennedy-Planes zurückzuziehen. Es wird wesentlich sein, dass wir auch den Versuch machen, ihm die Aussichtslosigkeit der «kleinen Lösung» zu demonstrieren und ihn auf die gemeinsame Linie sowohl hinsichtlich der Prozedur wie der Verhandlungsgrundlagen zu verpflichten.

---

5. Vgl. Nr. 42 in diesem Band.

6. Handschriftliche Anmerkung am Rand: Auszug im Dossier Integration.

E 2001(E)1976/17/464  
[DoDiS-30653]

*Le Délégué aux accords commerciaux, O. Long,  
au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
P. Micheli*

L

Berne, 15 février 1962

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 7 février 1962<sup>1</sup> concernant l'éventuelle conclusion d'accords économiques avec la Guinée<sup>2</sup>.

Comme vous le savez, le problème de la reprise des pourparlers économiques avec la Guinée nous préoccupe depuis quelque temps déjà. La question s'est en effet posée de savoir s'il ne convenait pas de profiter de l'amélioration des relations entre les deux pays, résultant de la libération de M. Fritschy<sup>3</sup> notamment, pour conclure un ou des accords ayant trait aux échanges commerciaux, à la protection des investissements et à la coopération technique.

Nous avons étudié sous leurs divers aspects les conséquences que pourrait avoir la signature de tels accords sur nos relations commerciales avec la Guinée. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'actuellement, la Suisse n'avait pas d'intérêt majeur à négocier avec Conakry, et ceci pour deux raisons essentielles:

Tout d'abord, le climat général qui règne en Guinée, avec toutes les incertitudes d'ordre politique et économique qu'il implique, nous incite à une très grande prudence. Il semble, en effet, d'après les renseignements que nous avons, que l'on assiste à une dégradation rapide de la moralité politique dans les sphères dirigeantes guinéennes. La rigueur et l'austérité qui caractérisaient le régime à ses débuts font progressivement place à la corruption et à la facilité. En outre, un état de désorganisation semble régner dans l'administration. Une telle évolution n'est pas faite pour jeter les bases d'une collaboration économique fructueuse.

D'autre part, la situation économique présente de la Guinée s'altère rapidement. Ce pays est actuellement incapable de faire face à ses engagements interrégionaux. Cette année, le Gouvernement va être obligé de demander la révision des accords commerciaux conclus avec différents pays, plus particulièrement avec ceux de l'Est, les possibilités d'exportation réelles de la Guinée étant de loin inférieures aux prévisions. La réduction des livraisons guinéennes

1. Cf. la lettre de H. Hess à E. Stopper du 7 février 1962, E 7110(-)1973/41/116.

2. Un Accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique entre la Confédération Suisse et la République de Guinée est conclu le 26 avril 1962, cf. FF, 1962, I, pp. 1497-1500. Sur la conclusion de cet accord, cf. aussi la lettre Négociations économiques avec la Guinée de E. Moser à M. Joss et R. Keller du 30 avril 1962 (DoDiS-30248) et le PVCF N° 940 du 18 mai 1962 (DoDiS-30656).

3. Sur l'arrestation et la libération du ressortissant suisse F. Fritschy en Guinée, cf. N° 18, en particulier note 3, dans le présent volume.

va entraîner une adaptation correspondante du programme d'importation prévu. Il en résultera un programme d'austérité générale qui devrait normalement limiter les achats à l'étranger aux 22 millions de dollars que laissera le produit des exportations, déduction faite des divers transferts financiers que la Guinée a l'obligation d'effectuer dans le courant de l'année.

Ces constatations ne sont guère encourageantes pour l'avenir de notre commerce avec ce pays; aussi pensons-nous qu'un accord commercial aurait peu de chances de les améliorer, d'autant plus que l'acheteur guinéen étant généralement l'Etat ou une société étatisée, l'octroi de contingents à l'importation en Guinée ne revêt pas le même caractère qu'en Suisse; en effet, ou bien il s'agit d'engagements d'achat de la part de la Guinée (qui ne seraient probablement pas tenus d'après les expériences d'autres pays) – engagements qui ne sauraient trouver de contrepartie en Suisse, en raison du libéralisme économique –, ou bien il n'y a pas d'engagements et les contingents prévus dans l'accord ne représentent alors rien, l'Etat étant seul à décider s'il y a lieu d'acheter ou non.

Quant aux possibilités d'investissements de capitaux suisses en Guinée, elles sont minimes, la Guinée pratiquant une politique d'anticolonialisme à outrance et de rapprochement avec les pays de l'Est qui attire la méfiance de presque tous les milieux industriels et commerciaux de notre pays.

Cette question devrait toutefois être revue si le Gouvernement guinéen insistait officiellement pour signer un accord avec nous. Tel ne semble cependant pas être le cas pour le moment et il n'y aurait pas de raison de le pousser dans ce sens<sup>4</sup>.

---

4. *Annotation manuscrite de A. Geiser à R. Probst en bas du document, datée du 24 février 1962:* Pour ma part, je partage les conclusions de la Division du commerce. J'ajoute qu'en matière d'assistance technique il n'y a pas nécessité de négocier un arrangement contractuel (notre lettre du 7. 2. 62 à la Div. Co.). Pour autant que vous arriviez aux mêmes conclusions, nous pourrions donc orienter en conséquence notre Ambassade à Accra et le Consulat à Conakry. *En marge de cette annotation, Geiser rajoute:* Cela a déjà été fait par la Div. du commerce (selon M. Vermeil). *Probst, de sa part, note à la main:* M. Geiser. D'accord. 26.2.

E 2300(-)1000/716/510  
[DoDiS-18813]

*L'Ambassadeur de Suisse à Washington, A. R. Lindt,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

AFRIQUE OCCIDENTALE. SOURCE : CONVERSATION DE M. GRANDJEAN AVEC X.,  
CHARGÉ DES AFFAIRES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE AU DÉPARTEMENT D'ETAT<sup>1</sup>

RP N° 15

Washington, 16 février 1962

1. Il serait erroné de prétendre que les Etats-Unis ont pour politique dans cette région du monde d'y supplanter les anciennes puissances coloniales européennes. Les Etats-Unis ne désirent que fournir un complément aux efforts de ces puissances. Ils ne veulent en rien participer à l'équilibre budgétaire des pays de l'Ouest africain, cette opération étant avant tout dévolue à la France et à la Grande-Bretagne. Ils sont prêts toutefois à accorder des crédits et des prêts, comme ils l'ont déjà fait au Ghana, et à se lier par des accords de coopération technique, comme avec la Guinée et le Mali. L'Administration américaine, selon X., désire montrer aux pays africains ce que les Etats-Unis sont à même de leur offrir dans tous les domaines sans soumettre leur aide ou assistance à aucune condition, mais en observant en tout une certaine mesure et réserve. C'est ainsi que pour l'année fiscale 1962-63, les sommes qui seront prévues au titre de l'aide à l'étranger pour les pays de l'Afrique occidentale risquent d'être assez voisines de celles de l'année en cours. Il y aura peut-être une exception pour le Nigeria en raison des vastes plans de développement qui s'y préparent.

2. Si la procédure d'octroi de prêts et de crédits américains au Ghana – d'un total de \$ 110 millions – pour le barrage sur la Volta se déroule normalement, X. ne cache pas son inquiétude au sujet de l'instabilité du caractère de N'Krumah et déplore le peu de confiance que lui inspire ce gouvernement. X. va jusqu'à dire que depuis la décision américaine de venir en aide au Ghana, ce pays, au lieu de renforcer son attitude neutraliste, se serait encore rapproché des puissances communistes.

3. Quant à la Guinée et au Mali, il semblerait, selon X., qu'un mouvement contraire à celui qui se dessine au Ghana se fasse peu à peu jour. Il y aurait aussi bien à Conakry qu'à Bamako de nettes tendances, sinon de se rapprocher de l'Ouest, du moins de prendre ses distances des puissances de l'Est. La Guinée serait en froid avec l'URSS qui aurait mis des conditions un peu trop draconiennes à ses actions d'assistance et qui exigerait à présent le remboursement en monnaie forte des prêts ou crédits qu'elle a consentis à ce pays. Sékou Touré vient de faire quelques sondages auprès des Américains pour connaître les conditions d'une éventuelle participation de son pays à la Banque Mondiale et

1. Il doit s'agir de C. V. Jr. Ferguson.

au Fonds Monétaire International. Il aurait également tâté le terrain pour entrer en pourparlers avec le Canada dont il espérait obtenir une aide. Une tendance identique apparaîtrait également au Mali, mais à un moindre degré.

X. est de l'avis que des pays comme la Suisse pourraient actuellement jouer un rôle important dans ces deux Etats. Une aide de notre pays faciliterait le changement d'orientation qui s'y dessine et accélérerait cette transition. Selon X., ces deux Etats seraient très désireux de détendre leurs liens avec l'Est, tout en évitant de s'aligner trop brusquement sur l'Ouest.

4. Au cours de cette année trois visites de chefs d'Etats africains sont prévues à Washington. Aucune date précise n'est encore fixée. Il s'agirait de M. Houphouët-Boigny, de la Côte d'Ivoire, de M. Sylvanus Olympio, du Togo, et de M. Ahidjo, du Cameroun. Contrairement au protocole généralement appliqué lors de visites de chefs d'Etat qui prévoient un séjour de cinq jours, elles ne dureront que 48 heures.

5. X., qui s'occupe de la région s'étendant de Nouakchott à Léopoldville, estime que la situation politique et économique de ces divers Etats peut être considérée comme satisfaisante. Certains regroupements, unions, ententes sont possibles et probables dans un proche avenir, car quelques Etats comme le Mali, la Haute Volta, la République Centre Africaine, le Tchad et même le Dahomey constituent des entités difficilement viables par elles-mêmes. Par contre, la Mauritanie pourrait être complètement indépendante économiquement d'ici cinq ans, grâce à l'exportation de son minerai de fer.

X. pense qu'en dépit des rivalités qui opposent certains chefs d'Etat au sein du groupe de Monrovia, l'unité de celui-ci se maintient. Un rapprochement avec celui de Casablanca est fort possible dans les mois à venir, même si d'ici là une solution du problème algérien ne devait pas intervenir.

## 49

E 5560(D)1996/188/225  
[DoDiS-30353]

### *Rapport du Service de l'Etat-Major général<sup>1</sup>*

#### *BULLETIN D'INFORMATION N° 2/62. NOTE CONCERNANT LES NÉGOCIATIONS FRANCO-FLN ET LA SITUATION EN FRANCE ET EN ALGÉRIE*

Confidentiel

Berne, 19 février 1962

1. Les représentants de Paris et du GPRA ont sensiblement rapproché leurs points de vue, mais *l'accord préliminaire* n'est pas encore signé, car le FLN exigerait l'ouverture des barrages aux frontières algéro-tunisiennes et algéro-

---

1. *Ce rapport est signé par P. Musy.*

marocaines avant le référendum d'autodétermination, exigence à laquelle s'opposerait le haut-commandement de l'Armée française.

2. Le «*cessez-le-feu*» pourrait cependant intervenir au début de la semaine prochaine, précédé, bien entendu, d'une nouvelle rencontre mais cette fois officielle. Je pense toutefois que cette proclamation sera encore différée et qu'elle n'interviendra qu'en fin de mois, car le dispositif policier-militaire doit être renforcé, aussi bien en Algérie que dans la Métropole.

3. Il n'y a cependant plus de doute que le «*grand tournant*», avec toutes ses conséquences, aura lieu au cours de la deuxième moitié du mois de février.

4. Paris a encore cédé sur la *durée de l'occupation* par les forces d'armée française de la base navale de Mers-El-Kébir et d'autres bases et aérodromes algériens. La réaction va donc être très violente au sein de l'OAS qui contrôle la presque totalité des Européens et des Israélites d'Algérie.

5. Au sein de l'OAS, il y a *deux groupes*:

Le groupe Salan ne veut pas s'emparer immédiatement du pouvoir, mais dans une première phase, contrecarrer seulement toute action gouvernementale en vue d'appliquer l'accord sur le terrain. Le plan Salan, c'est donc tout d'abord «l'anarchie renforcée»; puis, selon les réactions de l'armée, on décidera si le moment est assez favorable pour, dans une deuxième phase, prendre le pouvoir en Algérie, la troisième phase devant être la prise du pouvoir en France. L'«ex-général» espère, non seulement s'appuyer dans la Métropole sur les activistes, mais aussi sur les socialistes de droite, en particulier, sur une coalition qui semble se former autour de M. Max Lejeune, ancien ministre SFIO (socialiste).

Le deuxième groupe de l'OAS, c'est celui des «*extrémistes*», véritables révolutionnaires. Dès la proclamation du cessez-le-feu et dès l'application des accords, ils déclencheront un nouveau «putsch» et proclameront une république franco-algérienne autonome, mais liée constitutionnellement à la France, c'est-à-dire faisant partie d'un système fédératif français.

Un «ultra» de passage en Suisse croit que, vu les dernières concessions faites par Paris, la réaction en Algérie sera le «putsch» immédiat. Je ne pense pas, cependant, que cela sera le cas, je crois plutôt au *plan Salan*, c'est-à-dire à la recrudescence de l'anarchie rendant impossible l'exécution des accords franco-FLN.

6. *Quelles sont les chances de succès de l'OAS en Algérie?*

L'organisation subversive peut réussir sans l'aide de l'armée. Il faut, par contre, que l'armée ne s'oppose pas à elle! En Algérie, le succès de l'OAS dépend donc de la *neutralité de l'armée*... Or, l'armée n'obéira pas à de Gaulle si les conditions des accords sont mauvaises pour la France; elle obéira, par contre, au Général si le FLN accepte une solution compatible avec l'honneur de l'armée.

7. *Dans la Métropole*, il n'existe en fait qu'une *seule force politique* pouvant agir sur le Gouvernement: ce sont 10 millions de travailleurs formant les différents syndicats et «centrifugés» par la peur de voir l'OAS prendre le pouvoir, car la propagande de l'extrême-gauche, et en particulier du parti communiste, a remporté un succès total, et pour la majorité des petits bourgeois et ouvriers en France: *OAS est égal à fascisme*.

Ce nouveau front pour la défense de la République, auquel on pourrait donner le nom de «Front populaire 1962» et qui n'est, en fait, que la répétition du Front populaire de 1936, peut tenir la rue et imposer sa volonté au Gouvernement si celui-ci ne dispose que des forces de police. Ce nouveau Front populaire n'exige pas seulement la paix en Algérie, mais aussi le renversement de l'ordre social actuel, et pour que cette action réussisse, c'est-à-dire pour que de Gaulle suive cette politique ou qu'il cède le pouvoir, *il faut que l'armée reste neutre.*

8. Nous arrivons à la constatation suivante:

Il y a deux mouvements révolutionnaires en présence, l'un en *Algérie: l'OAS*; l'autre en *France: «le Front syndical»*! Chacune de ces masses révolutionnaires a des chances sérieuses de remporter la victoire dans sa zone d'action respective au nord et au sud de la Méditerranée, mais la condition «sine qua non» de réussite est la neutralité de l'armée. C'est donc de celle que l'on avait coutume d'appeler «la grande muette» que dépend l'existence du pouvoir de de Gaulle et, en même temps, l'avenir de la France. Le journal «Der Bund» voyait juste, lorsque dans un de ses derniers éditoriaux, il titrait son article de fond sur notre grande voisine: «Frankreich zwischen Armee und Volksfront»<sup>2</sup>.

9. Cependant, une dernière question se pose: Les troubles qui éclateront sans doute en France et en Algérie auront-ils des conséquences politiques *dans notre pays* et notre gouvernement aura-t-il des mesures particulières à prendre?

Je ne crois pas, même en cas de troubles très graves, à une incidence immédiate sur notre situation politique intérieure; mais le renversement du Général de Gaulle, renversement guère probable mais cependant pas exclu, et son remplacement par un régime socialiste national ou socialiste orienté vers le bloc Est, auraient sûrement, à la longue, pour nous des conséquences d'une certaine importance! En effet, ce changement pourrait provoquer l'éclatement de l'OTAN et la naissance en Europe d'un neutralisme s'orientant peu à peu vers l'Est.

Mais en cas de troubles graves en Algérie accompagnés de la multiplication des attentats en Métropole, la surveillance de notre frontière avec la France devrait être renforcée! Tout d'abord par des organes de la douane et des polices cantonales, puis, selon le développement de la situation, par des éléments de l'armée.

---

2. *L'article Frankreich zwischen Armee und Volksfront. Die Hintergründe des Vorgehens gegen Anti-OAS-Demonstranten est publié dans Der Bund du 11 février 1962.*



E 2001(E)1978/84/514  
[DoDiS-30537]

*Notice interne du Département politique*

NOTE AU SERVICE JURIDIQUE  
(POUR FAIRE SUITE À NOTRE ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE AVEC M. RITTER)

N<sup>1</sup> SE

Berne, 20 février 1962

Le 6 avril 1961<sup>2</sup>, vous nous aviez, pour que nous puissions renseigner notre ambassade au Caire, fait connaître votre avis sur la situation juridique en matière de droit d'asile diplomatique.

Le problème vient de se poser à nouveau lors de la reprise des intérêts argentins à Cuba<sup>3</sup>. Le gouvernement de La Havane en donnant son accord à ce que la Suisse soit chargée de ce mandat ne paraissait toutefois vouloir reconnaître le droit d'asile pour les personnes réfugiées à l'ambassade que si la protection des intérêts argentins était assurée par un autre pays décidé de confier la défense de ses intérêts en Argentine. Pratiquement la question fut résolue du fait que les réfugiés furent transférés à l'ambassade du Brésil avant que nous ayons assumé le mandat, mais, du point de vue juridique, elle reste ouverte et le cas peut se présenter encore pour notre ambassade.

L'opinion a été que nous devons nous opposer à la position prise par le gouvernement cubain. De son côté, le Ministère argentin des Affaires étrangères était d'avis qu'elle ne pouvait pas se justifier ; d'après les déclarations faites à notre ambassadeur à Buenos Aires ce serait «eine juristische Monstruosität» de refuser à la représentation suisse le droit d'asile reconnu selon la pratique latino-américaine. Ce droit s'appliquerait donc dans cette région également aux missions diplomatiques des pays tiers et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de la protection des intérêts d'un pays sud-américain.

D'autre part le problème a aussi été soulevé pour les personnes qui cherchent refuge dans les locaux de l'ancienne mission diplomatique des Etats-Unis. Vous trouverez en annexe copie de la note<sup>4</sup> adressée à ce sujet par la Division des organisations internationales au Secrétaire général du Département<sup>5</sup> avec le texte de l'aide-mémoire de l'ambassade nord-américaine qui y était joint. Ladite ambassade fait part de l'accord du «State Department» à ce que des réfugiés soient accueillis dans l'immeuble mais précise que l'asile doit être octroyé par le Gouvernement suisse.

Vous nous obligeriez en voulant bien examiner les bases juridique de l'exercice par notre pays en Amérique latine du droit d'asile reconnu par les Etats

---

1. Notice rédigée par J. U. Schneeberger et cosignée par R. Probst.

2. Notice interne du Département politique, non reproduite.

3. La reprise des intérêts argentins à Cuba par la Suisse intervient le 10 février 1962. Cf. E 2001(E)1978/84/514.

4. Non reproduite.

5. P. Micheli.

de cette région et la question de l'application de ce droit lorsqu'il s'agit de la protection d'intérêts de pays latino-américains et d'autre pays<sup>6</sup>.

Pour votre documentation nous vous remettons également en annexe copie d'une communication<sup>7</sup> de notre ambassade à Lisbonne dans laquelle cette représentation signale l'asile accordé à des réfugiés politiques par certaines représentations diplomatiques latino-américaines dans la capitale portugaise.

---

6. *Sur la question de l'asile diplomatique* cf. E 2001(E)1976/17/95.

7. *Lettre de F. Brenni à Micheli du 6 février 1962, non reproduite.*

## 51

E 1003(-)1994/26/1

[DoDiS-30184]

### BUNDESRAT Verhandlungsprotokoll der 14. Sitzung vom 23. Februar 1962<sup>1</sup>

Auszug

[Bern, 23. Februar 1962]

[...]²

#### UNO-Anleihen<sup>3</sup>

*Herr Wahlen* stellt fest, dass er die Gründe des EPD resümiert habe. Im Besitze der ersten Mitteilung des Generalsekretärs der UNO<sup>4</sup> sei es ihm gleich ergangen wie den übrigen Mitgliedern des Rates. Mit der Zeit erst sei seine Haltung differenzierter geworden. Es handle sich nicht nur um die Unterstützung der UNO in ihrer Anstrengung zur Sicherung des Friedens, sondern auch um eine Frage unserer Aussenpolitik in einem Moment, wo wir auf das Verständnis und die Unterstützung anderer Staaten angewiesen seien. Er habe sich auch überlegt, dass die Einstellung Präsident Kennedys gegenüber der Schweiz in einem Zeitpunkt wichtig werden könnte, wo über unseren Beitritt zur EWG verhandelt werde. Er hätte zwar die erste Brüskierung Kennedys nicht überschätzt. Nachdem aber die Angelegenheit der Botschafterernennung in seine persönliche Sphäre eingegriffen habe, wäre es nicht klug, eine zweite Enttäuschung zu verursachen. Zudem hätten wir ein Interesse gegenüber dem

---

1. *Vorsitz: Bundespräsident P. Chaudet, Schriftführer: Ch. Oser und F. Weber, Beginn: 9 Uhr, Schluss: 12 Uhr 30.*

2. *Vorangehende Traktanden: Balzanstiftung – Besuch Staatspräsident Gronchi, Französisch-algerische Verhandlungen, Europarat.*

3. *Vgl. dazu auch Nrn. 36 und 89 in diesem Band.*

4. *Es handelt sich um die Mitteilung von D. Hammarskjöld an M. Petitpierre vom 3. Januar 1961. Siehe dazu die Antwort von Petitpierre an Hammarskjöld vom 9. Februar 1961, DDS, Bd. 21, Nr. 122 (DoDiS-15397).*

neuen Mann an der Spitze des Generalsekretariates der UNO<sup>5</sup>, der noch über kein Verständnis für die Haltung der Neutralen verfüge, eine Geste zu machen. Die Verhältnisse im Kongo hätten sich nun gegen den Schluss so entwickelt, dass es nicht mehr möglich sei, die Aktion der UNO so zu kritisieren, wie etwa bei ihrer Intervention in Katanga. Man müsse sich heute fragen, was in Kongo ohne die Aktion der UNO geschehen wäre. Ohne UNO wären wohl Belgien und die Sowjetunion in Kongo aufeinandergestossen und die Angelegenheit hätte ganz Afrika in Aufruhr gebracht. Gegenüber den Missgriffen der UNO müsse man gerecht sein. Es sei ausserordentlich schwer, mit Truppen, die den Namen Truppen nicht verdienen, in einem derart in Aufruhr begriffenen unterentwickelten Lande den Frieden herzustellen.

Die Anleihe sei beschlossen worden durch eine Resolution<sup>6</sup>, die alle Einzelheiten, auch die Rückzahlung, ordne. Zweck der Anleihe sei, die Finanzkrise der UNO zu überbrücken. Die Anleihe soll in die Rechnung der UNO aufgenommen werden und durch die Einzahlungen der Mitglieder zurückgezahlt werden. Mit einer Zeichnung bringen wir nicht ein Opfer, um Rückstände der Mitglieder zu begleichen.

Herr Wahlen ist für eine positive Stellungnahme. Die Zeichnung von 2 Millionen Dollars (einfache Zeichnung) sollte für uns genügen. Im Übrigen sei es dem Sprechenden ganz klar, dass es sich um einen Antrag handle, der vor den Räten verfochten werden müsse.

*Herr Bourgknecht* hat sich bemüht, das Problem gründlich zu studieren, nachdem er die Wandlung in der Auffassung des Vorstehers des EPD konstatiert hätte. Er hätte festgestellt, dass die Generalversammlung diese Operation beschlossen habe. Er habe sich die Frage vorgelegt, auf welcher Rechtsgrundlage wir eine Zeichnung beschliessen können? Die Operation könne nur als ein Darlehen an die UNO aufgefasst werden, das durch die eidgenössischen Räte genehmigt werden müsse. Eine Debatte in den Räten über dieses heikle Problem dürfte für Herrn Kennedy mehr Unannehmlichkeiten bringen, wie eine rechtliche Ablehnung. Die Verhandlungen würden unsere öffentliche Meinung aufwühlen. Es gäbe weite Kreise in unserem Lande, die heute schon erklären, wenn der Bund so viel Geld habe für die Ausländer, solle er nun zuerst einmal etwas für sie tun. Man wisse heute noch nicht, ob eine Beteiligung der Schweiz am Anleihen wirklich nötig sein werde. Am Anfang der Idee sei eine solche Beteiligung gar nicht vorgesehen gewesen. Die Idee sei von der USA hergekommen, von Präsident Kennedy. Wenn jeder Mitgliedstaat das zeichne, was man ihm vorgeschrieben habe, dann komme man ohne den Beitrag der Schweiz aus.

Bei dem Geld handle es sich um das Geld unserer Steuerzahler, das man als verlorenes Geld betrachten müsse. Nachdem ein grosser Teil der Mitglieder bisher aus politischen Gründen die Mitgliederbeiträge nicht bezahlt hätte, würden sie auch kein Geld für die Rückzahlung des Darlehens geben. Wir hätten

---

5. S. *U Thant*.

6. Vgl. die Resolution Nr. 1739 über die Situation financière de l'Organisation des Nations Unies et son évolution probable der Generalversammlung der Vereinten Nationen vom 29. Dezember 1961, E 2804(-)1971/2/46.

kein Recht, das Geld, das wir nicht wiedersehen werden, für eine Organisation auszugeben, der wir nicht angehören wollen. Man dürfe keine Engagements übernehmen die nur Mitgliederstaaten zukämen, um für Mitglieder einzuspringen, die nicht zahlen wollen.

Was soll finanziert werden? Man soll nicht nur die Intervention im Kongo bezahlen, sondern auch alle Folgen dieser Intervention, auch das Vorgehen in Katanga, wo man ohne Auftrag eingegriffen habe (Interessen der USA an den Kupferminen). Dürfen wir Dinge, wie sie sich in Katanga ereigneten, unterstützen mit den uns anvertrauten Steuergeldern?

Was die Presse betreffe, so sei sie heute geteilter Meinung. Am Anfang sei sie einig gewesen. Die NZZ hätte heute eine sehr negative Stellung bezogen.

Man könne eine Beteiligung der Schweiz auch vom Neutralitätsstandpunkt aus kritisieren, denn man entscheide sich dabei für die eine Gruppe gegen die andere, die nicht bezahlen wolle, weil sie mit der UNO-Politik nicht einverstanden sei.

Es handle sich nicht um Geiz, wenn man nein sage. Man habe davon gesprochen, einen gleich hohen Beitrag dem Roten Kreuz zu geben. Es bedeute nur Mangel an Mut, wenn man einen solchen Ausweg suche. Entweder interessiere man sich dafür und gebe das Geld der UNO oder dann sage man nein. Man müsse sich schon fragen, ob das Geld nicht besser für eine Wohltätigkeitsaktion im Innern bezahlt würde.

Der Redner halte dafür, wenn man keinen Antrag stelle, vermeide man vor allem einen Bruch mit unserer öffentlichen Meinung. Dieser gegenüber könne man die Aktion doch nicht damit begründen, es geschehe Herrn Kennedy zu liebe. Über die Dankbarkeit für eine solche Geste, auf die wir rechnen könnten, mache er sich ebenfalls keine Illusionen.

*Herr von Moos* schliesst sich den Ausführungen des Herrn Bourgknecht an. Es handle sich um eine Einladung der UNO für eine Beteiligung an diesem Anleihen. Wieweit es sich um einen Wunsch des Präsidenten der USA handle, wisse er nicht. Jedenfalls hätten wir wegen der EWG keinen Grund den Grossen der Welt besonders gefällig zu sein. Die Aktion der UNO sei verschieden beurteilt worden. Wenn sich die Schweiz als Staat an der Finanzierung beteilige, dann nehme sie auch als Staat zu dieser Aktion Stellung. Er halte dafür, dass wegen solchen Überlegungen das Vertrauen<sup>7</sup> in den Bundesrat erschüttert würde, wenn er eine Beteiligung beschliessen würde. Was die öffentliche Meinung betreffe, so könne sie auch manipuliert werden.

*Herr Spühler* war anfangs auch negativ eingestellt. Er habe im Laufe der Zeit die Ansicht gewechselt. Der Umstand, dass Herr Kennedy die Teilnahme der Schweiz begrüssen würde, betrachte er nicht als Argument für die Zustimmung, denn man habe tatsächlich keine Gewähr dafür, dass er sich später im Sinne eines Entgegenkommens daran erinnern werde. Er betrachte die Angelegenheit unter dem Gesichtspunkt unserer Beziehungen zum Ausland und zur UNO sowie zu allen Kräften, die sich die Erhaltung des Friedens zum Ziel setzten. Wir seien zwar nicht Mitglied der UNO, aber wir profitieren doch seit langem

---

7. *Handschriftliche Anmerkung:* der öffentlichen Meinung.

von der UNO. Gesamthaft betrachtet habe sie viel mehr Positives geleistet als Negatives, trotz aller Vorbehalte. Die Schweiz hätte sich schon früher beteiligt an UNO-Aktionen (Suezaffäre, Flugzeuge für Kongoaktion, mit denen man sogar Soldaten der UNO transportiert habe). Dabei habe man sich weit stärker von einer streng neutralen Haltung entfernt als jetzt mit diesen Anleihen. Wenn man hier zustimme, so handle es sich nur um eine konsequente Fortsetzung der früheren Haltung.

Herr Spühler hätte Bedenken, wenn es sich um einen Beitrag an die UNO handeln würde. Die öffentliche Meinung bei uns sei sehr geteilt. Er glaube nicht, dass sie manipuliert worden sei. Er habe in einer Zeitung den Artikel eines Korrespondenten aus New York gelesen, worin es heisse, dass man in dieser Frage auf die Schweiz blicke. Es handle sich um einen Beitrag im Kampfe gegen den Kommunismus. Man müsse doch gewisse Rücksichten nehmen, dass die Kräfte, die seine Ausbreitung verhindern sollen, nicht unterliegen. Herr Spühler erklärt sich trotz aller Bedenken, die in der Diskussion geäußert worden seien, für eine Beteiligung.

*Herr Tschudi* erklärt, dass er sich weder im positiven noch im negativen Sinne entscheiden könne. Der Bundesrat könne nicht vor die eidg. Räte treten, wenn die Meinungen innerhalb des Kollegiums derart auseinandergingen. Man müsse sich zuerst zu finden suchen. Wenn es politisch gerechtfertigt sei, müsse man die 10 Millionen geben. Was entscheidend für ihn sei und worüber er sich noch nicht ganz klar sei, sei die Frage, wie sich das mit der Neutralität verhalte. Er wisse nicht, wie unsere öffentliche Meinung reagieren werde. Russland werde den Schritt wohl negativ beurteilen. Der Schritt müsse aber im Einklang bleiben mit unserer Neutralitätspolitik und deshalb wäre eine einigermaßen geschlossene Stellungnahme des Bundesrates erforderlich. Herr Tschudi beantragt, heute noch nicht zu entscheiden und wünscht vermehrte Unterlagen.

*Herr Schaffner* begreift den Wunsch, beim Präsidenten der USA ein gutes Klima für unsere Anliegen zu schaffen. Was die «beau geste» betreffe, so verliere sie ihre Wirkung, wenn sie durch den Zank und Hader der parlamentarischen Beratungen gezogen werde. Auch im Hinblick auf die Neutralität müsse der Sprechende ein Fragezeichen machen. Eine Leistung an das Rote Kreuz für eine Hilfe im Kongo wäre doch wohl eine bessere Sache als die Finanzierung einer militärischen Aktion der UNO. Man sollte den Rat auch über diese Fragen noch besser orientieren. Herr Schaffner wäre dafür, jetzt noch nichts zu machen und zu schauen, im Bundesrat eine einheitliche Front herzustellen. Das Gedächtnis für Gesten sei im allgemeinen vergänglich. Als wichtiger erachte er es, mit dem Generalsekretär der UNO in ein gutes Verhältnis zu kommen. Herr Schaffner ist der Meinung, dass man besser die ganze Angelegenheit nochmals erdauere, bevor man gespalten an eine Sache gehe, die uns Verdruss mache.

Der *Herr Bundespräsident* bekennt, dass er ebenfalls zuerst völlig negativ eingestellt gewesen sei und erst mit der Zeit die Angelegenheit günstiger beurteilt hätte. Man verfüge noch nicht über alle Elemente für einen Entscheid, auch erscheinen ihm nicht alle Überlegungen durchschlagend. Was die Neutralität anbelange, glaube er nicht, dass ihr eine solche Geste schaden könnte.

Man gehe kein anderes Engagement ein als ein finanzielles. Die Geste würde das Verständnis für unsere Neutralität nur fördern. Es habe natürlich gewisse Begleitumstände, die die öffentliche Meinung negativ beeinflussen, so vor allem der Umstand, dass viele Mitgliedstaaten ihre Beiträge nicht gezahlt hätten. Man könne heute keinen Beschluss fassen. Vielleicht sollte das EPD noch zu einigen Argumenten Stellung nehmen, die in der Diskussion vorgebracht worden seien.

*Herr Wahlen* nimmt Stellung zu einigen in der Diskussion vorgebrachten Argumenten.

Er bestreitet, dass die Aktion bereits gesichert und eine Beteiligung der Schweiz nicht mehr nötig sei und gibt Aufschluss über die heutige Situation für die Zeichnung des Anleihens.

Er bestreitet im weiteren Behauptungen, die ihm zu Ohren gekommen seien, dass er seitens der USA unter Druck gesetzt worden sei. Er habe nicht die Absicht, Herrn Kennedy zu gefallen, sondern die Interessen der Schweiz wahrzunehmen, indem man eine neue Brückierung Herrn Kennedys in diesem Zeitpunkt, wo wir auch auf sein Verständnis angewiesen seien, vermeide.

Die Auffassung, dass das Geld verloren sei, könne er ebenfalls nicht teilen. Weder der Völkerbund noch die UNO seien je mit ihren Verpflichtungen in Rückstand gekommen. Das Anleihen werde in das normale Budget der UNO aufgenommen und solle in 25 Jahren zurückgezahlt werden. Die Schweiz habe ein Interesse am weiteren Funktionieren der UNO. Bei einer Liquidation müssten diese Verpflichtungen zuerst erfüllt werden. Wenn doch ein finanzielles Risiko bestehen sollte, so doch jedenfalls kein grosses.

An der heutigen finanziellen Situation der UNO seien nicht so sehr die Rückstände in der Beitragsleistung schuld, vielmehr seien die Aufgaben der UNO in einem unvorstellbaren Masse gestiegen.

Vom neutralitätspolitischen Gesichtspunkte aus, müsse er einen Vergleich ziehen zur Haltung des Bundesrates bei der Suezaktion und bei der Kongoaktion.

Ersatzmassnahmen, die an die Stelle einer Beteiligung treten könnten, gebe es keine. Eine Wohltätigkeitsaktion im Innern des Landes hätte keinerlei Verbindung mit dem Gegenstand, der uns heute beschäftigt.

Die Haltung Finnlands gebe uns doch einen Fingerzeig. Die Finnen hätten sich zur Leistung eines doppelten Beitrages entschlossen, unbekümmert um ein Stirnrunzeln der Russen. Über die Wirkungen einer «beau geste» könne man streiten. Es sei richtig, dass sie rasch vergessen werde. Ebenso richtig sei aber auch, dass eine Geste, die im richtigen Zeitpunkt nicht gemacht werde, lange nicht vergessen werde.

Herr Wahlen betont, dass er jeden Beschluss des Bundesrates im Sinne des Kollegialbehördenentscheides verteidigen werde. Er erklärt, dass ihn die Art, wie die Diskussion heute geführt worden sei, gestört hätte, speziell die Bemerkung wegen der Manipulation der öffentlichen Meinung.

Der *Herr Bundespräsident* setzt sich ebenfalls für eine leidenschaftslose Behandlung der ganzen Fragen ein. Er bemerkt, dass man nicht jahrein und jahraus von Neutralität und Solidarität reden könne, um zurückzustehen, wenn man Beweise für unsere Haltung erwarte. Der Auftrag des EPD sollte noch

weiter geprüft werden. Der Chef des EPD geniesse das volle Vertrauen des Bundesrates.

*Herr von Moos* schliesst sich dieser Erklärung an. Wenn er von Manipulation der öffentlichen Meinung gesprochen habe, so sei er davon ausgegangen, dass die öffentliche Meinung gegen eine Beteiligung am Anleihen eingestellt sei, wobei vielleicht gegen das Anleihen manipuliert worden sei. Er hoffe, dass damit jeder Anlass für ein Missverständnis dahinfalle.

*Herr Schaffner* fragt sich, ob man nicht im reduzierten Rahmen irgend einen Beweis des guten Willens erbringen könnte, ohne eine Botschaft an die eidg. Räte richten zu müssen. Was er fürchte sei die Diskussion im Parlament. Dort habe es noch viele Leute, «die den Weg nach Damaskus nicht gemacht hätten».

*Herr Bourgknecht* versteht die Reaktion des Vorstehers des EPD. Es handle sich eben auf beiden Seiten darum, dass man seinen Standpunkt mit Überzeugung vertreten habe. Er habe die Frage geprüft und habe keinen Weg gefunden, um ohne Botschaft zum Ziel zu kommen. Was die Beziehungen zum Ausland betreffe, würden Frankreich und Belgien, die auch zu denen gehörten, die nicht gezahlt hätten, über eine Beteiligung der Schweiz wenig erfreut sein.

*Herr Wahlen* dankt Herrn von Moos für die Aufklärung des Missverständnisses. Er bemerkt, dass nicht die Amerikaner die Initiative ergriffen hätten, wie Herr Bourgknecht glaube<sup>8</sup>, sondern dass der Generalsekretär der UNO auf Grund eines Beschlusses der UNO alle Länder angefragt habe, ob sie sich am Anleihen beteiligen wollten<sup>9</sup>.

Die Frage von Herrn Schaffner habe er auch studiert. Man müsste das Anlagegesetz sehr weitherzig auslegen um ohne Botschaft durchzukommen. Man sollte das auch nicht tun. Wenn in der parlamentarischen Debatte Unangenehmes gesagt werden sollte, so werde uns das nicht angekreidet werden. Er stellt fest, dass in der Kongoaktion Russland klar auf einer Seite gestanden sei und dass man trotzdem die UNO-Aktion mit den Swissairflugzeugen<sup>10</sup> und Fachleuten unterstützt habe. Er erinnert auch an die Korea-Aktion.

Der *Herr Bundespräsident* hält dafür, dass der Rat sich seine Meinung als Bundesrat bilden sollte, ohne lange zu erwägen, wie die eidg. Räte darauf reagieren würden.

Herr Wahlen stellt fest, dass die Sache jetzt nicht mehr eile. Er werde den aussenpolitischen Kommissionen erklären, dass die Frage im Schosse des Bundesrates nicht entscheidungsreif sei und werde Pro und Contra bekannt geben.

---

8. Vgl. Nr. 36 in diesem Band.

9. Vgl. Anm. 5.

10. *Handschriftliche Anmerkung*: die, wie bei der Suez-Aktion sogar für Truppentransporte eingese[tzt] w[urden].

## 52

E 2804/1971/2/105  
[DoDiS-30183]

*L'Ambassadeur de Suisse à Bruxelles, R. Maurice,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

ENTRETIEN AVEC M. SPAAK

L<sup>1</sup> Confidentiel

Bruxelles, 5 mars 1962

Le Ministre Spaak m'avait fait dire, la semaine dernière, par l'un de ses amis et ancien collaborateur, M. Radoux, député socialiste à la Chambre des Représentants, avec qui je m'étais entretenu quelques jours plus tôt des problèmes de l'intégration, qu'il désirait m'en parler également. Il m'a reçu ce matin et voici comment s'est déroulé cet entretien:

«Il paraît qu'on est très fâché contre moi en Suisse» m'a déclaré d'entrée de jeu M. Spaak. J'ai répondu qu'on était surtout surpris de constater qu'il reprochait aux pays neutres de ne rechercher que les avantages de l'intégration sans vouloir en accepter les obligations. «La Suisse désire sincèrement», ai-je souligné, «collaborer à la construction économique de l'Europe, en acceptant d'en payer le prix, et ceci dans tous les domaines où sa politique de neutralité ne risque pas d'être compromise. Cette volonté a été exprimée officiellement à diverses reprises, aucun doute ne devrait subsister à cet égard».

Mon interlocuteur s'est alors expliqué sur le sens qu'il convenait de donner à ses récents discours<sup>2</sup>. «Il serait faux de croire», a-t-il dit, «que je me sois fait une doctrine au sujet de l'association des pays neutres, doctrine qui serait contraire à cette association, mais je ne puis m'empêcher de me poser et de poser à mon entourage des questions, car je suis très préoccupé par les conséquences que pourrait avoir pour le développement futur de la CEE l'association de pays tiers qui n'accepteraient pas les clauses du Traité de Rome. Ne serait-ce pas là un affaiblissement pour la Communauté?»

J'ai développé alors le thème de l'importance que revêt pour une Europe même communautaire l'existence de pays neutres, économiquement développés, pouvant assurer, comme c'est le cas pour la Suisse, leur propre défense militaire, partageant les aspirations occidentales et capables de rendre sur le plan international des services appréciables, précisément grâce à leur statut de neutralité. J'ai insisté également une fois encore sur notre volonté de collaboration économique aussi large que possible.

M. Spaak a poursuivi en exprimant l'avis qu'on n'avait peut-être pas bien compris en Suisse que le Traité de Rome ne constitue que la première étape de l'intégration européenne et que cette première étape a un caractère strictement économique. Ce n'est que dans une phase ultérieure, dont le processus commence à peine à être esquissé, que l'intégration de l'Europe pourra prendre

1. H. Schaffner, P. Micheli, E. Stopper et P. R. Jolles ont reçu une copie de ce document.  
2. Cf. N° 42 dans le présent volume.



un caractère politique, si l'on parvient, ce qui, pour le moment, ne semble pas être facile, à se mettre d'accord entre partenaires sur une formule commune. En d'autres termes, si le Traité de Rome laisse entrevoir comme but lointain une finalité politique, il ne contient cependant que des clauses de caractère purement économique. Dès lors, si la Suisse désire vraiment collaborer à l'intégration économique pas seulement en matière tarifaire mais également dans les autres domaines, pourquoi ne pourrait-elle pas, sous réserve de certaines dérogations, entrer de plain-pied dans le Marché commun en devenant membre adhérent? – «Je ne vois pas», a ajouté M. Spaak, «en quoi la neutralité politique de votre pays pourrait en être compromise». – J'ai répondu qu'il paraît difficile d'établir des limites strictes entre les obligations de nature politique, et que, d'autre part, notre neutralité était incompatible avec la nécessité où nous serions comme membres adhérents d'accepter des décisions prises sur le plan supranational.

M. Spaak a maintenu l'opinion selon laquelle pour un pays tiers désireux de participer à l'intégration économique européenne, il n'y avait que deux possibilités, ou bien jouer un rôle actif comportant le droit de vote et permettant de prendre part aux décisions, ou bien se contenter d'un rôle passif et ne devenir plus alors qu'une sorte de satellite européen. Par conséquent, si la Suisse, ou d'autres pays neutres, désirent prendre une part active dans la construction communautaire, il faut qu'ils aient voix au chapitre; ne feraient-ils dès lors pas mieux de devenir membres adhérents, plutôt que des associés dont on ne voit pas encore clairement comment ils pourront faire valoir leurs vues?

Spaak ne parvient pas en effet, a-t-il prétendu, à se représenter que la CEE puisse entretenir des liens d'association avec un nombre élevé de pays tiers constituant chacun un cas particulier et nécessitant que les décisions prises par la Communauté soient rediscutées pour chacun d'eux avec un conseil d'association avant de leur être appliquées. «N'aboutirait-on pas ainsi à un système terriblement compliqué et lourd qui risquerait de retarder le processus général d'intégration et par conséquent de l'affaiblir»? Si au contraire les pays neutres peuvent devenir sur le plan économique seulement des membres de plein droit, ayant dans les décisions prises leur part de responsabilité, le problème en serait grandement simplifié.

En réponse à ces diverses considérations, je n'ai pu que répéter qu'une telle solution reviendrait à imposer aux neutres des décisions supranationales prises à la majorité et qu'un tel état de choses, même limité aux questions économiques, serait contraire au maintien de la souveraineté, c'est-à-dire de l'indépendance.

M. Spaak a encore ajouté: «Je ne suis pas un technicien, je me rends compte qu'il peut exister des points sur lesquels, dans le domaine tarifaire notamment, mais également social, anti-cartel, agricole, etc. des dérogations peuvent être consenties, mais je reste convaincu que l'Europe de demain ne pourra se construire que si ses membres acceptent les sacrifices nécessaires, c'est-à-dire renoncent à leurs avantages particuliers au profit de l'intérêt général communautaire.»

M. Spaak m'a encore demandé ce que ferait la Suisse si les négociations avec le Royaume-Uni venaient à échouer. J'ai répondu que les membres de

l'EFTA étaient liés entre eux par des engagements réciproques et que les neutres n'entreraient sans doute pas en pourparlers avec la Communauté avant que les négociations britanniques soient en bonne voie.

On peut, me semble-t-il, tirer de cette conversation deux conclusions:

La première, c'est que M. Spaak n'avait pas compris – ou avait feint de ne pas comprendre – la volonté réelle de la Suisse de participer d'une manière positive à la construction de l'intégration économique européenne en acceptant de prendre des engagements pouvant aller au-delà de simples concessions tarifaires et s'étendre à d'autres secteurs de cette intégration.

La seconde, plus importante, est que le Ministre belge des Affaires étrangères paraît admettre, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre précédemment, qu'un pays neutre puisse participer à l'intégration économique sans accepter de se soumettre aux conséquences d'une intégration politique. En revanche l'idée d'une association dont il ne voit pas bien le mécanisme paraît lui être contraire. D'ailleurs, ainsi qu'il l'a dit lui-même, M. Spaak ne s'est pas encore formé une doctrine à ce sujet.

Il convient en outre de considérer les déclarations faites par M. Spaak au cours de cet entretien comme ne reflétant (il a insisté là-dessus) que ses idées personnelles et non pas celles de ses collègues du Gouvernement qui, d'ailleurs, a-t-il ajouté, ne se sont pour le moment guère penchés sur le problème.

### 53

E 2300(-)1000/716/356

[DoDiS-30285]

*L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

RP N° 9 SO Confidentiel

Paris, 5 mars 1962

Le Président de la République<sup>2</sup> m'a reçu le 1<sup>er</sup> mars, à 15.30 heures. De l'accent qu'il a placé sur les divers problèmes, j'ai retiré:

a. Sa conception personnelle qu'il faut répondre à toute «tracasserie», provoquée à l'Occident par l'URSS, par des tracasseries correspondantes, dont l'Occident a les moyens.

Il en résulte qu'il n'y a pas de raison de faire des concessions sur les droits actuels des Puissances occidentales à Berlin. Ni de négocier, aussi longtemps qu'on ne peut envisager un arrangement qui ait pour but une consolidation équilibrée de la situation, et non pas un affaiblissement progressif des positions occidentales.

b. La construction de l'Europe est progressive. Elle doit s'étendre à tous les domaines. Elle ne peut être que l'œuvre des Gouvernements. Elle doit mener à une «Confédération».

1. *Annotation manuscrite*: Zirkulation. Zurückerhalten 14. III. 62.

2. *Ch. de Gaulle*.

Les difficultés actuelles dans la Commission Fouchet sont dues aux réticences des Pays-Bas et de M. Spaak. Dans le cas hollandais, il s'agit d'une sorte de complexe d'infériorité, injustifié, puisque la «Confédération» n'a pas pour but de léser les intérêts des Pays-Bas.

Les Anglais ne pourront entrer dans le système que s'ils y entrent comme les Six l'entendent, et non pas comme l'entendent les Anglais.

c. Face à la menace du bloc communiste, cette construction politique n'a de sens que si elle est complétée par une défense européenne, y compris une force de frappe sous contrôle français, mais appuyée par les autres partenaires intéressés et en premier lieu par l'Allemagne.

J'ai consigné ces points en annexe<sup>3</sup>, comme pouvant être intéressants dans l'état actuel des problèmes européens et internationaux.

---

3. Cf. *le compte rendu confidentiel* Entretien avec le Président de la République, le 1<sup>er</sup> mars 1962, à 15.30 heures de A. Soldati du 5 mars 1962 (DoDiS-30280).

## 54

E 2001(E)1978/84/426

[DoDiS-18897]

*Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

S LI Vertraulich

Washington, 7. März 1962

An einem Dîner eines hohen Beamten des Staatsdepartements traf ich wieder einmal mit McGeorge Bundy, dem Special Assistant to the President, zusammen. Bundy gilt, und wohl mit Recht, als der einflussreichste Berater Kennedys. Bei unserer Diskussion über aussenpolitische Probleme lenkte er das Gespräch auf die Schweiz.

Die Schweiz sei das einzige Land, mit dem auf alle Fälle Amerika, wahrscheinlich aber auch die Sowjetunion, voll zufrieden sei. Was die Vereinigten Staaten anbelange, hielten sie die schweizerische Aussenpolitik für durchaus befriedigend. Eine Schwenkung der Eidgenossenschaft dem Westen zu würde in keiner Weise die NATO stärken. Auch sei die Stellungnahme der schweizerischen öffentlichen Meinung, die ja meistens zugunsten Washingtons ausfalle, nur solange von Bedeutung, als die Schweiz neutral sei<sup>1</sup>.

Die guten Dienste der Schweiz seien überaus wertvoll<sup>2</sup>. Man wisse nie, ob sie in der Zukunft nicht noch eine grössere Rolle zu spielen hätten. Die Rolle, welche die Schweiz in der Beilegung des Algerien-Konfliktes spielte<sup>3</sup>, sei nicht

---

1. Vgl. auch Nr. 41 in diesem Band.

2. Im Januar 1961 hat die Schweiz die Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba übernommen. Vgl. dazu Nr.107, Anm. 3, in diesem Band.

3. Vgl. Nr. 2 in diesem Band.

hoch genug einzuschätzen. “If neutral Switzerland did not exist, we had to invent it.”

Wenn er, Bundy, ganz offen sprechen könne, bestehe in dieser schweizerischen Harmonie ein einziger Missklang. Es sei schade, dass die Schweizer Banken nicht grössere Zurückhaltung in der Aufnahme von, wie er sich ausdrückte, «dirty money» ausübten. Durch das Hinzutreten anderer Gäste brach in diesem Augenblick das Gespräch ab.

## 55

E 2001(E)1976/17/263

[DoDiS-10391]

*L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati, au Département politique**Copie d'émission*

T N° 103

Paris, 21 mars 1962, 17 h 35

Couve de Murville m'a convoqué aujourd'hui à 16.00 heures pour dire combien le Gouvernement français avait regretté d'avoir eu recours aussi fréquemment et avec autant d'insistance à la patience et à l'aide efficace du chef du Département politique fédéral<sup>1</sup>, notamment dans la phase concernant l'arrivée en Suisse de Ben Bella<sup>2</sup>. Les changements de dispositions du groupe de Ben Bella et aussi des techniciens d'Air-France ont entraîné des instructions toujours codifiées. Au vif regret de Couve de Murville, on a dû harceler le Chef du Département qui a bien voulu, d'heure en heure, prendre patiemment les dispositions les meilleures. Interlocuteur saisit cette occasion pour remercier la Suisse pour ce qu'elle a réellement contribué au résultat finalement acquis<sup>3</sup>.

En passant, mon interlocuteur ne cache point que la tâche du nouveau haut-commissaire français en Algérie sera ingrate, que la population (dans les deux seules villes d'Alger et d'Oran il est vrai) restera en dissidence pendant longtemps, n'acceptant pas le fait accompli. L'autre partie, les musulmans, qui manquent d'ailleurs d'un chef de file d'une autorité indiscutée, réservera encore des surprises ingrates. L'avenir n'est pas jugé facile au Quai d'Orsay.

Interlocuteur est heureux que la dernière hypothèque colonialiste étant levée, le prestige moral de l'Europe s'en trouve rehaussé.

---

1. F. T. Wahlen.

2. Sur le transit par la Suisse de Ben Bella après sa libération en France et avant son arrivée en Algérie, cf. E 2001 (E) 1962/1976/17/259.

3. Sur la contribution de la Suisse aux accords signés à Evian, cf. la table méthodique: Bons offices et activités humanitaires.

E 2804(-)1971/2/54  
[DoDiS-10392]

*Notice du Délégué aux accords commerciaux, O. Long<sup>1</sup>*

NOTE SUR LE DÉPART DE LA DÉLÉGATION ALGÉRIENNE

No

Berne, 21 mars 1962

Le 20 mars, à 19 heures, au Signal de Bougy, j'ai pris congé de nos hôtes algériens, c'est-à-dire des négociateurs d'Evian et des prisonniers récemment libérés de France. Le premier, M. Ben Bella, m'a chargé de transmettre aux Autorités fédérales l'expression de sa profonde reconnaissance pour l'hospitalité qui lui a été accordée en Suisse. Malgré l'insistance très pressante des Marocains et des Français, il avait tenu à passer en Suisse ses premières journées d'homme libre, a-t-il ajouté. A son tour, M. Belkacem Krim m'a remercié, avec chaleur et une émotion non feinte, de tout ce que la Suisse a fait pour permettre l'aboutissement d'une négociation extraordinairement difficile et pour faciliter le cessez-le-feu en Algérie. Il s'est déclaré heureux et entièrement satisfait de toutes les dispositions prises du côté suisse en ce qui concerne la sécurité, le logement, les déplacements et il a beaucoup apprécié la façon discrète et efficace dont les contacts avec la France avaient toujours pu être maintenus. Il a terminé en exprimant sa profonde reconnaissance aux autorités et au peuple suisses.

Comme nous l'avions prévu avec M. l'Ambassadeur Micheli, j'ai chargé ensuite M. Simon d'escorter jusqu'à Kloten les quatre Ministres du GPRA, ainsi que le Colonel Ben Aouda, qui avaient négocié à Evian, tandis que je me rendrai *[sic]* à Cointrin pour prendre congé de Ben Bella et ses compagnons. Au préalable, j'avais mis au point, avec M. Tripet, l'organisation de ces deux expéditions.

A Cointrin, les Algériens, accompagnés du Ministre marocain des Affaires africaines et de M. Laghzaoui, représentant personnel du Roi du Maroc, se sont envolés à 24.00 heures dans un Boeing de la Panamerican Airways, «loué» par le Roi du Maroc. Les dispositions prises pour le transport depuis le Signal de Bougy et l'arrivée à Cointrin nous ont permis d'éviter tout contact avec la presse et le public.

M. Ben Bella a réitéré ses remerciements. Il a ajouté qu'il était très frappé par la précision et l'efficacité avec lesquelles on opère en Suisse et il a remarqué, avec une pointe d'envie dans la voix «Nous avons beaucoup à apprendre de vous».

A 2 h. 45, M. Simon me téléphonait de Kloten que, mis à part un retard d'une heure et demie de l'avion régulier de la KLM, tout s'était déroulé selon notre plan et que le départ des délégués algériens s'était effectué sans encombres.

---

1. Cf. aussi E 2001(E)1976/17/264.

*Confidentielle*

M. Belkacem Krim, Président de la Délégation algérienne, d'un côté et, de l'autre, M. le Ministre Joxe, qui se préparait à affronter l'opinion publique et le Parlement français, ont exprimé le désir de pouvoir continuer à bénéficier des bons offices suisses dans toute la mesure où des contacts seront encore nécessaires et notamment en ce qui concerne l'application du cessez-le-feu et la mise en place des institutions provisoires prévues dans les textes élaborés à Evian.

En effet, du point de vue formel, le Gouvernement français et le GPRA ne peuvent avoir de relations. Ce dernier reste gouvernement provisoire, tenu à l'extérieur du territoire algérien. Il en sera ainsi jusqu'au moment où, trois semaines après le vote sur l'autodétermination, l'Assemblée constituante élue recevra la démission de l'Exécutif provisoire et désignera le Gouvernement algérien.

En fait, cette liaison par la Suisse a déjà dû commencer et fonctionne depuis le 20 mars.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir très librement avec chacun des Ministres du GPRA. Tous m'ont donné l'impression de vouloir dorénavant construire leur pays en collaboration avec la France. L'attitude générale est bien caractérisée par ces mots de Belkacem Krim: «Nous tournons la page et maintenant nous appliquerons l'accord d'Evian.»

Ils sont aussi parfaitement conscients des difficultés de tous ordres qui les attendent et farouchement décidés à tout faire pour retenir les communautés musulmanes et les empêcher de réagir aux provocations de l'OAS. Sur ce point encore, leur opinion peut être résumée par cette phrase de Belkacem Krim: «Il faut laisser mourir l'OAS comme un poisson hors de l'eau.»

## 57

E 2200.36(-)1976/154/122  
[DoDiS-30723]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
au Directeur général du Fonds monétaire international, P. Jacobsson*

L<sup>1</sup> Copie

Berne, 26 mars 1962

Par lettre du 14 décembre 1961<sup>2</sup>, vous m'avez renseigné sur le résultat des conversations qui se sont tenues à Paris en vue d'augmenter les disponibilités du Fonds monétaire international par des prêts d'un total de 6 milliards de dollars consentis par dix pays industriels<sup>3</sup>.

1. Des copies de cette lettre ont été adressées à J. Bourgnicht, H. Schaffner, E. Stopper, M. Redli, W. Schwegler, B. Müller, A. R. Lindt et A. Soldati.

2. Non reproduite.

3. Cf. N° 31 dans le présent volume.

Vous m'avez fait part du vœu exprimé à cette occasion de voir la Suisse se joindre, sous une forme appropriée, à cette action commune de soutien du Fonds.

Je vous ai fait savoir le 27 décembre 1961<sup>4</sup> que votre lettre faisait l'objet d'un examen approfondi. Cet examen a conduit à des conclusions positives. Les autorités suisses sont disposées à envisager le principe d'une participation à l'aide financière dont il s'agit. Nous pensons cependant qu'une formule de coopération autre que celle d'une participation directe à l'accord de Paris entrerait en ligne de compte pour notre pays. Il nous paraîtrait opportun de nous entretenir de la question avec vous ou avec l'un de vos collaborateurs, afin de pouvoir étudier de plus près les différentes possibilités d'une contribution suisse<sup>5</sup>.

Je vous saurais dès lors gré de bien vouloir me dire quelle date vous conviendrait pour un tel entretien<sup>6</sup>.

---

4. Cf. la lettre de F. T. Wahlen à P. Jacobsson du 27 décembre 1961, E 2001(E)1976/17/136.

5. Sur les suites de cette proposition, cf. N° 118 dans le présent volume.

6. L'entretien a lieu en avril. Cf. note précédente.

## 58

E 2001(E)1976/17/464

[DoDiS-30654]

*L'Ambassadeur de Suisse à Accra, R. Keller,  
au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
P. Micheli<sup>1</sup>*

### ARRESTATION DU PÈRE PAUL VOISARD

L RK

Conakry, 28 mars 1962

Dès avant mon arrivée à Conakry le 22 mars, M. le Consul Joss avait formulé une demande d'audience pour moi auprès du Président Sékou Touré et du Ministre des Affaires étrangères.

Si j'ai pu échanger quelques mots avec le Président lors d'une réception en l'honneur du Premier Ministre de Bulgarie<sup>2</sup>, je n'ai pas été reçu dans son cabinet. Ce matin en revanche, j'ai eu un entretien avec deux des meilleurs cerveaux du Gouvernement, le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Diallo Alpha, et le Ministre des Télécommunications, Alassane Diop (que le Ministre

---

1. *Annotation manuscrite en marge*: Père Voisard ist lt. Reutermeldung (*non reproduite*) [...] Conakry zusammen mit den 3 franz. Missionaren am 3. 4. 62 freigelassen worden. Ein Bericht über die näheren Umstände dürfte in den nächsten Tagen eintreffen.

2. A. Jugow.

des Affaires étrangères<sup>3</sup> se fût fait excuser n'a guère d'importance car il est une simple figure de proue).

Ma position quant au Père Voisard était en ce sens différente de mes démarches pour Francis Fritschy<sup>4</sup> que cette fois la Guinée est solliciteur. En effet, une délégation se propose de se rendre en Europe occidentale pour examiner diverses possibilités de coopération. J'eus donc beau jeu à évoquer le climat de confiance qui devrait régner entre nos deux pays, puisque la Suisse est sur l'itinéraire. Si la libération de Fritschy, la coopération technique<sup>5</sup>, l'appréciation favorable par la Guinée de nos bons offices dans le règlement du problème algérien<sup>5</sup> ont contribué à éclaircir l'atmosphère, il est très regrettable qu'une ombre nouvelle ait surgi. Un Père blanc, de nationalité suisse, connu pour son dévouement de tous les instants, est arrêté début février. Deux mois plus tard, on en est encore à ignorer les chefs d'accusation. Comparée au détachement que les grandes puissances observent souvent à l'endroit de leurs nationaux, par raison d'Etat, la ténacité que nous apportons à faire rendre justice à nos ressortissants peut étonner. C'est pourtant un fait que cet esprit de solidarité. Il est inscrit dans notre devise nationale et il importe d'en tenir compte. A défaut, la réserve qu'observera la Suisse ne devra pas surprendre.

M. Diop a remarqué qu'il savait depuis la veille qu'une décision imminente allait être prise. Sur quoi, M. Diallo Alpha s'est lancé dans une longue explication. Les régions frontières sont le théâtre de manœuvres subversives, fomentées par ceux des Français qui n'ont pas pardonné à la Guinée son indépendance, et destinées à mettre en doute, voire à ébranler, la solidité du régime. Or, le Père Voisard appartient à une «organisation» qui fut un instrument de la colonisation, laquelle n'eut pas que des aspects positifs. La vigilance du Gouvernement a été alertée. Sans qu'il puisse me fournir de précisions lui, Diallo Alpha, peut m'affirmer que les quatre Pères ont été privés de leur liberté pour des motifs sérieux. Autant il est regrettable que la mesure eût touché un Suisse, autant faut-il comprendre qu'un Etat souverain doit se protéger contre l'influence de certains éléments.

Cela posé, une solution est pourtant en vue.

Je n'ai pu savoir ce qu'elle sera (j'incline pour l'expulsion). Afin de maintenir la pression, j'ai annoncé que je reviendrais de Bamako le 5 avril, et que je me représenterais au Ministère le 6.

Quelques heures plus tard, j'ai aussi entretenu du sujet le Ministre-Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée<sup>6</sup>. Comme il dirigera sans doute la délégation précitée, j'ai relevé combien il serait souhaitable qu'une solution intervienne avant d'éventuelles conversations. Ce membre du Bureau politique, connu pour sa rigidité doctrinale, juge que les deux

---

3. L. L. Béavogui.

4. Sur l'arrestation et la libération du ressortissant suisse F. Fritschy en Guinée, cf. N° 18 dans le présent volume, en particulier note 3.

5. Pour un aperçu de la coopération technique entre la Suisse et la Guinée, cf. la notice de H. Keller du 10 janvier 1962 (DoDiS-30245).

6. M. Diakité.



questions se situent sur des plans différents. Je l'ai détrompé, sans être sûr de l'avoir convaincu.

Au moins un sujet de satisfaction, c'est le Père Voisard lui-même qui nous le donne. Je l'avais vu le lendemain de mon arrivée, et l'ai revu tout à l'heure, sans difficultés. Lui et ses compagnons de captivité se meuvent dans le préau du Commissariat central, sont bien nourris, bien traités. Nous avons pu leur remettre une bouteille de Whisky et des cigarettes, et deviser assez longuement. Le moral du Père est bon. S'il n'a pas été libéré ou expulsé entre-temps, je compte le revoir le 6 avril<sup>7</sup>.

---

*7. Pour le règlement du cas Voisard, cf. la lettre Père Paul Voisard de R. Keller à P. Micheli du 6 avril 1962, non reproduite.*

## 59

E 2001(E)1978/84/885

[DoDiS-30246]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

#### CONCLUSION D'UN ACCORD DE COMMERCE, D'INVESTISSEMENTS ET DE COOPÉRATION TECHNIQUE AVEC LE NIGER<sup>2</sup>

GE

[Berne,] 29 mars 1962

Se sont rencontrées à Berne, le 27 mars, une délégation nigérienne, conduite par M. Mayaki, Ministre de l'économie nationale et de l'industrie, et une délégation suisse, avec à sa tête M. Jolles, Délégué aux accords économiques.

Les pourparlers ont porté sur la négociation d'un accord de commerce, d'investissements et de coopération technique et ont rapidement abouti à la conclusion d'un tel accord<sup>3</sup>.

Notre Département était représenté, pour la coopération technique, par M. Messmer et, pour les investissements, par le soussigné.

Un projet d'accord avait déjà été élaboré avec les autorités nigériennes. Il reposait sur un texte-type mis au point à Berne et devant servir de modèle à d'autres accords de ce genre avec les pays africains noirs. Ce texte-type comprend, en plus des dispositions d'ordre commercial, une clause générale sur la coopération technique (jugée suffisante pour des pays où notre aide technique ne prendra pas l'ampleur qu'elle a par exemple en Tunisie<sup>4</sup>) et des clauses relatives à la protection des investissements ainsi qu'à une procédure d'arbitrage dans ce domaine (que nous avons un grand intérêt à voir accepter par des pays neufs).

---

1. Cette notice est rédigée et signée par A. Geiser.

2. Indication manuscrite: M. l'Ambassadeur Micheli.

3. Sur les pourparlers et la conclusion de cet accord, cf. aussi la notice de E. Moser à O. Long du 2 août 1961 (DoDiS-30240) et le PVCF N° 804 du 27 avril 1962 (DoDiS-30247).

4. Pour la coopération technique entre la Suisse et la Tunisie, cf. N° 28, note 2, dans le présent volume.

Par rapport à ce texte-type, le projet d'accord ne différait qu'au regard des dispositions figurant à l'alinéa 2 de l'article 7 relatif à la protection des investissements. Le principal amendement proposé par le Niger était d'ajouter une référence expresse au Code des investissements de ce pays. Cet amendement nous préoccupait beaucoup, parce que – volontairement ou non – il réduisait la portée générale de la protection que nous cherchions à obtenir. En outre, il créait de ce fait un précédent malheureux pour les autres accords à venir, celui à négocier avec le Niger étant le premier de son genre.

D'entente avec MM. Diez, Probst et Hess, j'ai fait état de nos préoccupations au cours d'une séance interne de la délégation suisse, avant les négociations. Les propositions du Département étaient les suivantes:

1. retrancher la référence au Code des investissements du Niger et rétablir ainsi le texte original,

2. si cette solution ne pouvait pas être retenue, chercher à obtenir le remplacement de cette référence par la clause de la nation la plus favorisée,

3. comme dernière position de retrait, remplacer la référence par la clause adoptée dans l'accord avec la Tunisie<sup>5</sup> («dans le cadre de la législation actuelle ou de toute autre législation plus favorable qui pourrait être promulguée à l'avenir») – dans ce cas, il nous faudrait alors examiner encore de plus près la question du transfert des salaires.

La Division du commerce et le Vorort s'étaient également penchés sur ce problème, partant des mêmes préoccupations. La tactique à suivre dans les pourparlers fut mise au point par le chef de la délégation, compte tenu des suggestions additionnelles de la Division du commerce et du Vorort.

M. Jolles réussit à obtenir le retrait pur et simple de la référence au code des investissements – solution de loin la meilleure. A l'avis de M. Mayaki, cette référence ne restreignait aucunement la portée de la clause sur les transferts; mais il acceptait de la biffer, puisque nous y tenions pour des raisons de principe (un renvoi à la législation nationale n'est pas à sa place dans un accord international).

Il fut en outre possible d'ajouter le mot «tarifaires» à l'alinéa 2 de l'article 2 sur le traitement de la nation la plus favorisée, ce qui fait que la restriction prévue à l'octroi réciproque de ce traitement ne se rapportera expressément qu'aux avantages, concessions et exemptions d'ordre tarifaire.

D'autre part, les amendements nigériens suivants furent adoptés: au même alinéa 2 de l'article 2, intercaler les mots «marché commun» entre «union douanière» et «zone de libre-échange», à l'alinéa 2 déjà cité de l'article 7, biffer le mot «libre» aux deux endroits où l'on parle de «libre transfert», à l'alinéa 3 de l'article 11, ramener de 10 à 5 ans le délai pendant lequel les dispositions relatives aux investissements resteront en vigueur – en cas de dénonciation de l'accord – pour les investissements réalisés avant cette dénonciation.

Pour ce qui nous concerne, nous avons donc tout lieu d'être satisfaits du résultat des négociations.

---

5. Pour l'accord conclu entre la Suisse et la Tunisie, cf. N° 5 dans le présent volume, en particulier note 4.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de retenir ici, à titre d'information, les quelques points suivants ressortant des entretiens:

Le Niger est un pays à superficie double de celle de la France, avec une population deux fois plus petite que celle de la Suisse.

La population est encore en grande partie nomade et s'occupe surtout de l'élevage du bétail (production laitière «sous-développée»: 6 litres par tête, écoulement non assuré pendant certaines périodes de l'année, question de la fabrication de beurre et fromage à étudier).

La délégation nigérienne paraissait satisfaite des entretiens qui ont eu lieu avec le Service de coopération technique. Notre aide pourra sans doute encore être développée (question de la formation de vétérinaires).

Pour l'exportation en Suisse, le Niger ne peut guère offrir pour l'instant que des arachides décortiquées et des peaux brutes (chèvre rousse de Maradi). La Division du commerce a prévu des contacts avec les Huileries Sais et l'Office commercial des tanneurs suisses. Elle a en outre remis à la délégation nigérienne toute une documentation, avec listes d'adresses, sur ces deux secteurs. La délégation a été rendue attentive à l'impératif de la qualité des marchandises offertes.

Pour ce qui est des arachides, la production nigérienne est entièrement reprise par la France, comme c'est le cas pour d'autres pays africains noirs de l'ancien domaine colonial français. La France paie pour cette production un prix préférentiel, de 30% plus élevé que le prix payé sur les marchés internationaux. Le Niger est cependant disposé à retenir une petite partie de sa production pour la vendre directement, aux prix internationaux, à d'autres pays – dans le but précisément d'établir des relations commerciales directes. L'exemple du Sénégal, qui a procédé de même, est intéressant sous ce rapport: il a réussi à développer considérablement ses ventes d'arachides en Suisse, dans l'espace d'un an<sup>6</sup>.

La délégation nigérienne cherchait à obtenir un prêt en Suisse<sup>7</sup>. La Division du commerce lui a réservé un entretien avec une grande banque suisse, tout en faisant remarquer que les chances pour le Niger de contracter présentement un emprunt dans notre pays étaient des plus minimes, sinon inexistantes.

M. Mayaki a fait une excellente impression.

---

6. *Sur le commerce de produits arachidiens bilatéral entre la Suisse et le Sénégal, cf. la lettre confidentielle de J.-J. de Tribolet à la Division du commerce du 8 décembre 1961, E 7110 (-)1972/32/112.*

7. *Une discussion a eu lieu entre la délégation nigérienne et les Directeurs Escher et Girsberger du Crédit Suisse le 28 mars 1962. Cf. la notice Programme pour mercredi, du 28 mars 1962, E 7110(-)1973/41/120.*

## 60

E 2804(-)1971/2/73  
[DoDiS-30509]

*Le Secrétaire général du Département politique, P. Micheli,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

VISITE DE COURTOISIE DE M. RAPACKI,  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE POLOGNE, LE 30 MARS 1962

No MC<sup>1</sup>

Berne, 31 mars 1962

M. Rapacki, de passage à Berne, fait une visite de courtoisie à M. le Conseiller fédéral Wahlen, Chef du Département politique fédéral. Il est accompagné de M. Koszutski, Ambassadeur de Pologne à Berne. Ci-après un compte-rendu de l'entretien:

*M. Wahlen* demande à M. Rapacki quels sont les résultats de la conférence de Genève.

*M. Rapacki* est satisfait de l'atmosphère ainsi que des possibilités, mais pas des progrès réalisés.

Afin d'arriver à un désarmement complet, il faut procéder par étapes. Pour la Pologne, la première étape devrait consister à éliminer la possibilité d'une attaque par surprise. Une fois ce résultat obtenu, les autres problèmes seront plus faciles.

Actuellement, on en est au préambule. Les principes en ont déjà été discutés entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. A cet égard, il y a donc une certaine entente. Mais ensuite vient la première étape où subsistent de profondes divergences.

Les problèmes principaux en discussion sont: la non-dissémination de l'arme atomique, la possibilité de conclure un pacte de non-agression, la création de zones comprise dans un sens large, les essais nucléaires. A l'égard des essais, M. Rapacki relève qu'il ne peut plus y avoir d'essais secrets. Une discussion à ce sujet se poursuit donc dans l'abstrait. Pour arriver à une interdiction des essais, les pays neutres peuvent jouer un rôle considérable.

*M. Wahlen* parle de notre prochaine votation fédérale sur l'armement atomique<sup>2</sup>. Il précise que le Conseil fédéral n'a pas pris position sur l'armement atomique lui-même<sup>3</sup>. Mais il ne voudrait pas avoir les mains liées pour l'avenir.

1. Cette notice est rédigée par P. Micheli.

2. Votation fédérale du 1<sup>er</sup> avril 1962 sur l'initiative populaire pour l'interdiction des armes atomiques. Celle-ci est rejetée.

3. Cf. N° 167 dans le présent volume. A ce sujet, voir aussi la proposition de L. von Moos au Conseil fédéral du 2 novembre 1962 (DoDiS-30621), le rapport Möglichkeiten einer eigenen Atomwaffen-Produktion du 15 novembre 1963 (DoDiS-30592), le procès-verbal Protokoll der Sitzung der Militärdelegation des Bundesrates, Donnerstag, den 28. November 1963, 15.00 Uhr, im Präsidentenzimmer des Nationalrates du 19 décembre 1963 (DoDiS-30493).

*M. Rapacki*: Il s'agit là d'un problème interne qu'il ne veut pas discuter. Plusieurs pays, dont la Pologne, considèrent comme un devoir d'éloigner le danger atomique. Ils ne voudraient pas être entravés par des décisions de pays neutres.

*M. Wahlen* explique notre position par rapport au plan Undén<sup>4</sup>.

*M. Rapacki* croit que le plan Undén peut avoir un grand écho dans d'autres pays. Il parle de son plan à lui (plan Rapacki)<sup>5</sup>. Il rappelle que, lorsqu'il l'a présenté la première fois, on lui avait objecté qu'il aurait une trop grande importance militaire; aujourd'hui, on lui objecte que le plan n'a plus d'importance militaire à cause des missiles. En réalité, la Pologne n'avait pas eu dans l'idée le point de vue militaire. Elle voulait, sans changer le rapport des forces, tenter de limiter les possibilités de déclencher la guerre dans certaines zones. En d'autres termes, elle voulait éliminer le danger d'une attaque par surprise qui est la cause principale de la méfiance régnant aujourd'hui entre les deux blocs. Le problème du contrôle serait aussi plus facile si le danger d'une attaque par surprise était éliminé. En ce qui concerne les autres problèmes (Berlin, Laos, etc.), il est également difficile de les discuter utilement tant qu'il y aura menace. C'est l'aspect militaire qui rend tout difficile.

*M. Rapacki* relève que pour l'Allemagne et Berlin les Ministres des Affaires étrangères de l'Union Soviétique<sup>6</sup> et des Etats-Unis ont déclaré avant de se séparer qu'ils n'étaient pas *encore* contents. Pour *M. Rapacki* il y a donc de l'espoir, sinon les Ministres n'auraient pas dit «encore».

*M. Rapacki* résume ainsi son opinion sur la conférence: s'il n'y a pas progrès, du moins les oppositions ne sont pas incompatibles et l'atmosphère est meilleure qu'on ne pouvait le penser d'avance.

La Pologne n'a pas abandonné l'espoir éveillé par la venue au pouvoir de Kennedy.

*M. Wahlen* interroge *M. Rapacki* sur les absents: La France et la Chine.

*M. Rapacki*: La France devrait participer à la conférence de Genève. Si elle est absente, c'est par sa propre volonté. *M. Rapacki* espère qu'elle se rallierait néanmoins à un éventuel accord sur l'arrêt des expériences nucléaires<sup>7</sup>. Quant à la Chine, la situation est différente. Elle n'est pas membre de la conférence. *M. Rapacki* espère qu'il y aura l'occasion de parler ultérieurement avec la Chine.

*M. Wahlen* fait remarquer que le problème américano-chinois est très complexe. Entre les deux pays il y a une vieille amitié qui s'est transformée en déception.

*M. Rapacki*: Les Etats-Unis ont perdu des chances en Chine comme à Cuba. Peut-être avec Cuba ces chances n'ont pas encore entièrement disparu; mais

---

4. Plan du Ministre suédois des Affaires étrangères suédois, Ö. Undén, qui propose une interdiction de fabrication, d'acquisition et d'entreposage d'armes nucléaires pour les États qui ne possèdent pas de telles armes («non-nuclear club»). A ce sujet et sur la position des autorités fédérales, cf. la notice de Micheli du 20 mars 1962 (DoDiS-30682).

5. A ce sujet, cf. DDS, vol. 20, N° 148 (DoDiS-12154).

6. A. A. Gromyko.

7. Sur cette question, cf. Nos 162, 165, 166, 167 et 169 dans le présent volume.

il n'y a actuellement pas de signe que l'on s'engage dans une voie d'entente. M. Kennedy avait reconnu que les progrès du communisme en Afrique du Sud devaient être attribués à des causes internes et donc pas à Cuba. M. Kennedy a pourtant des idées claires et voit loin; mais il se heurte toujours contre des obstacles.

*M. Wahlen:* Qu'en est-il d'une conférence au sommet?

*M. Rapacki* désire une telle rencontre. Avant qu'elle ne puisse avoir lieu, il y a encore beaucoup de divergences à éliminer.

*M. Rapacki* aborde le sujet du Marché commun et demande quelle est notre position à son égard<sup>8</sup>.

*M. Wahlen* explique que le problème de nos relations avec le Marché commun est très important, car la Suisse est en fait intégrée déjà plus qu'aucun autre pays européen. Elle doit donc trouver une solution avec la Communauté de Bruxelles. Mais cette solution doit laisser intactes notre indépendance et notre neutralité.

*M. Rapacki* demande si une association avec le Marché commun ne donnerait pas pour la Suisse des problèmes d'ordre constitutionnel.

*M. Wahlen* répond qu'il n'est pas question pour la Suisse d'abandonner son régime de démocratie directe auquel elle tient.

*M. Rapacki* se déclare être un partisan du système du référendum qu'il aurait voulu introduire en Pologne pour certaines questions. Il évoque les problèmes économiques considérables que pose le Marché commun à la Pologne dont les produits agricoles, principalement les produits d'élevage, sont surtout exportés en Europe occidentale. La Pologne importe du blé, transforme ce blé en produits d'élevage et exporte ceux-ci. La petite propriété est dominante en Pologne, et pour la petite propriété l'élevage est indispensable. Si les exportations vers le Marché commun diminuaient, la structure agricole même de la Pologne devrait être changée. Or, le gouvernement polonais voudrait éviter, pour le moment, la modification de cette structure. Peut-être qu'à certains égards elle est arriérée, mais le moment n'est pas venu de la transformer. Les autorités polonaises n'ont jamais songé, jusqu'à maintenant, à la collectivisation.

*M. Wahlen* explique notre système de salaires paritaires. Il demande si le COMECON n'ouvrira pas de nouveaux débouchés à la Pologne.

*M. Rapacki:* Une réorientation des exportations vers les pays de l'Est supposerait une plus forte industrialisation de ces pays. Le marché mondial se diviserait alors en deux marchés autarciques: l'un capitaliste et l'autre socialiste. La Pologne ne pense pas qu'une telle division serait souhaitable.

Le Marché commun pose également à la Pologne des problèmes dans le secteur industriel où certaines branches n'avaient pas été développées parce que l'on comptait sur les exportations de l'Europe occidentale.

*M. Wahlen* demande si la Pologne songe à des accords commerciaux avec le Marché commun.

*M. Rapacki* demeure évasif sur ce point.

L'entretien se termine par des remerciements de la part de M. Rapacki pour l'hospitalité suisse.

8. Cf. *table méthodique*: Intégration européenne.

E 2001(E)1976/17/478  
[DoDiS-18957]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

SCHWEIZERISCHE ZUSAMMENARBEIT MIT INDIEN

Kopie  
FF

[Bern,] 4. April 1962

Indien mit seinen 440 Mio. Einwohnern gehört zu den Ländern mit dem niedrigsten Lebensstandard. Eigene Anstrengungen zusammen mit grosszügiger Hilfe aus dem Westen wie dem Osten werden allmählich zu einer Verbesserung der wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse führen, den Hunger verbannen. Aber die Entwicklung geht langsam. Jede Hilfe ist erwünscht – auch die bescheidene Hilfe eines 5½ Mio. Volkes wie die Schweiz. Was tun wir?

Zweierlei: wir leisten eigentliche Entwicklungshilfe, d. h. desinteressierte Hilfe, und wir führen durch kommerzielle Erwägungen (Absatzmarkt der Zukunft) bestimmte Aktionen durch. Hier sind vor allem die Investitionen der Privatwirtschaft zu nennen, die Errichtung von Tochtergesellschaften und die Beteiligung an indischen Unternehmen. Es sind im ganzen 16 schweizerische Firmen, die sich auf diese Weise in Indien engagiert haben. Besonders stark vertreten ist dabei die chemische Industrie, gefolgt von der Maschinenindustrie. Solche Investitionen bilden einen wertvollen Beitrag an die Industrialisierung des Landes. Sie werden ergänzt durch einen längerfristigen Kredit<sup>2</sup>, den ein Bankenkonsortium Indien gewährt hat für den Bezug von Investitionsgütern im Wert von 100 Mio. Fr.

Die industrielle Zusammenarbeit spielt sich aber noch in andern Formen ab. Eine ganze Reihe schweizerischer Unternehmen, vorab der Maschinenindustrie, haben Fabrikationslizenzen an indische Partner vergeben. Wieder andere planen und errichten Fabrikationsanlagen im Auftrag indischer privater und offizieller Stellen oder sind als technische Berater tätig.

Vielfältig ist die technische Hilfe im engeren Sinne. Die meisten Gesellschaften, welche auf die bisher genannte Art mit Indien zusammenarbeiten – und eine Anzahl weiterer Firmen – bilden indisches technisches Personal an Ort und Stelle und/oder in den hiesigen Werken aus und helfen dadurch mit, die unerlässlichen personellen Voraussetzungen für eine erfolgreiche Industrialisierung des Landes zu schaffen. Besonders zu erwähnen ist in diesem Zusammenhang das Zentrum für chemische und biologische Forschung, das die CIBA mit einem Kostenaufwand von rund 18 Mio. Fr. in Bombay aufbaut.

Ausserhalb der unmittelbaren Geschäftsinteressen liegt die Aktion der Schweizerischen Stiftung für technische Entwicklungshilfe, die von der Privat-

1. Diese Notiz wurde von R. Frei verfasst.

2. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 91 (DoDiS-14497). Siehe auch das BR-Prot. Nr. 479 vom 12. März 1962 (DoDiS-18961)

wirtschaft finanziert wird. Die Stiftung wird diesen Herbst in Chandigarh (Punjab) eine Lehrwerkstätte für Feinmechaniker eröffnen, an der 100 Lehrlinge in dreijährigen Kursen ausgebildet werden. Leiter und Instruktoren werden von der Stiftung bezahlt wie auch die Ausrüstung im Wert von 1,5 Mio. Fr.

Darüberhinaus ist auf die technische Hilfe hinzuweisen, die von privater Seite geleistet wird. Etwa auf die von der «Basler Mission» in Südindien gegründeten Primar- und Highschools, die heute von den lokalen evangelischen Kirchen verwaltet werden; auf die Lehrwerkstätte für Werkzeugmacher, die das Hilfswerk der Evangelischen Kirchen der Schweiz (HEKS) in Nettur<sup>3</sup> führt; auf die Aktionen katholischer Missionsgesellschaften, die unter Mitwirkung von schweizerischem Personal in verschiedenen Gebieten Indiens Primar-, Mittel- und Berufsschulen führen sowie Krankenpflegepersonal ausbilden. Ferner unterstützten der Schweizerische Caritasverband und die Schweizer Auslandhilfe in den vergangenen Jahren verschiedene Projekte technischer Hilfe mit namhaften Beiträgen.

Die von den Gebr. Volkart, Winterthur, ins Leben gerufene Volkart Stiftung liess im Jahrzehnt 1951/61 indischen Universitäten, Schulen und Hochschulabsolventen für zusätzliche Ausbildung mehr als Fr. 600'000 zukommen; weitere Fr. 420'000 wurden an die Kosten für Spitalbauten und -einrichtungen sowie für die Ausbildung von Pflegepersonal aufgewendet. Schliesslich hat auch der Bund einiges an technischer Hilfe geleistet: durch Aufnahme von Stipendiaten zur beruflichen Weiterbildung, durch Vermittlung von Experten und Lieferung von Instruktionmaterial.

Das Bild unserer Zusammenarbeit mit Indien wäre unvollständig, würde nicht auf die caritative und medizinische Hilfe hingewiesen, die von verschiedener Seite geleistet wird. Die evangelischen und katholischen Missionsgesellschaften haben Waisenhäuser, Spitäler und Polikliniken errichtet, in denen zum Teil schweizerisches Personal mitarbeitet; der Schweizerische Caritas-Verband hat in letzter Zeit verschiedene Aktionen unternommen, wie Lieferung von Vollmilchpulver, Medikamenten, medizinischen Instrumenten, während das Schweizerische Rote Kreuz bei Überschwemmungskatastrophen wiederholt mit Material und Medikamenten geholfen hat.

Das ist die Bilanz unserer Zusammenarbeit mit Indien. Wenn auch unser stets wachsender Beitrag an die wirtschaftliche und soziale Entwicklung Indiens unter dem Gesichtspunkt der Bedürfnisse dieses riesigen Landes recht bescheiden ist und auch bescheiden bleiben wird, so ist doch eine unseren eigenen Proportionen entsprechende ständige Ausweitung der indo-schweizerischen Zusammenarbeit geeignet, die bestehenden Bande im gegenseitigen Interesse zu stärken und zu festigen.

---

3. Vgl. die Notiz von E. Mentha an A. R. Lindt vom 1. Februar 1963 (DoDiS-30206).



E 2200.40(-)1984/34/13  
[DoDiS-18924]

*Notiz des Delegierten des Bundesrates für Handelsverträge, P. R. Jolles<sup>1</sup>*

Bern, 6. April 1962

Am 5. April fand auf der Amerikanischen Botschaft ein Abendessen statt, an dem Herr Bunderat Wahlen, der französische Botschafter<sup>2</sup>, Herr Dr. Aschinger und der Unterzeichnete teilgenommen haben.

Herr Botschafter McKinney, der soeben aus Washington zurückgekehrt war, erklärte, er hätte gute Nachrichten, da es ihm gelungen sei, den schweizerischen Standpunkt in der Integrationsfrage<sup>3</sup> auf Grund der Erläuterungen, die er schweizerischerseits vor seiner Abreise erhalten habe, allen verantwortlichen Personen in Washington darzulegen. Diese hätten erklärt, es sei das erste Mal, dass ihnen der schweizerische Standpunkt klargemacht werde. Obschon die amerikanische Regierung noch nicht von der Zweckmässigkeit der Assoziationslösung für die Schweiz überzeugt sei, werde sie nichts gegen das Zustandekommen einer derartigen Regelung unternehmen, sondern das Ergebnis der Verhandlungen zwischen Europäern abwarten, bevor sie darüber ein Urteil fällt.

Diesen Erklärungen hielt Herr Bundesrat Wahlen die Meldungen entgegen, die wir über die Äusserungen Balls in Paris und London sowohl durch die Presse als auch offiziellem Wege erhalten haben. Sie stehen in direktem Widerspruch zu den Behauptungen McKinneys. Es sei völlig unverständlich, wie Ball zur Auffassung gelangen konnte, die Schweiz verzichte auf eine Assoziation. Nachdem zudem viel vordringlichere Diskussionsthemen mit Frankreich und England für Ball bestehen würden, könne man sich des Eindrucks nicht erwehren, dass Ball absichtlich eine Kampagne gegen die Neutralen führe. Wenn man Staaten wie die Schweiz, die den Amerikanern nie Sorgen bereitet hätten, nun einfach als in Europa unerwünscht bezeichne, werde dies einen verheerenden Eindruck auch auf aussereuropäische Länder ausüben. In den schweizerisch-amerikanischen bilateralen Beziehungen hätte seit langem keine derartige Verständnislosigkeit bestanden.

Im Anschluss an diese Aussprache wurden mir gegenüber folgende Kommentare gemacht:

1. *McKinney*: Die assoziationsfeindlichen Gedanken gingen nicht direkt von Ball aus, sondern von seinen beiden Mitarbeitern Schaezel und Vine. Glücklicherweise sei nun eine Reorganisation des Staatsdepartements durchgeführt worden, was zu einer Zusammenlegung der politischen und wirtschaftlichen Abteilungen geführt habe. Schaezel und Vine seien nicht sehr direkt Herrn

---

1. *Diese Notiz ging an A. Daeniker.*

2. *Ph. Baudet.*

3. *Vgl. thematisches Verzeichnis: Europäische Integration.*

Ball, sondern Tyler unterstellt. Auch Rostow, der direkte Berater Kennedys, sei aus dem Weissen Haus ins Staatsdepartement versetzt und der politischen Oberleitung unterstellt worden.

2. *Aschinger*: Er zeigte mir den Brief eines amerikanischen Journalisten, der in Paris mit Ball zusammengetroffen war. Ball hätte drei Gründe genannt, weshalb die Schweiz sich nicht assoziieren wolle: Bedeutung unseres Handels mit Lateinamerika; Notwendigkeit eines Sonderstatuts für die Landwirtschaft; Unmöglichkeit einer Ausdehnung der Freizügigkeit der Arbeitskräfte, insbesondere für Familienangehörige. Der amerikanische Journalist gibt den Eindruck, dass sich diesen Schwierigkeiten gegenüber die Zolldiskriminierung, die ohnehin abgebaut werden dürfte, als geringeres Übel erweise.

3. *Botschafter Baudet* erklärte lächelnd, er hätte von seinem britischen Kollegen die Mitteilung erhalten, die schweizerischen Vorbereitungen für eine Assoziationskonzeption seien weit fortgeschritten, würden in sehr konstruktivem Geist geführt und am guten Willen der Schweiz, eine annehmbare Lösung zu finden, könne nicht gezweifelt werden; 24 Stunden später habe er aus Paris vernommen, George Ball habe konkrete Anhaltspunkte darüber, dass die Schweiz zur Einsicht gelangt sei, eine Assoziationslösung sei unmöglich. Paris habe sich erkundigt, ob dies zutreffe. Er, Baudet, sehe ein, dass sowohl die Engländer als auch die Amerikaner mit den Neutralen Taktik betrieben, die Engländer, weil sie die Verhandlungen beschleunigen und alle positiven Elemente in den Vordergrund rücken wollen, die Amerikaner, weil sie den Klub der Aussenseiter zu vergrössern trachten und zudem Israel und Spanien nicht schlechter behandeln wollen als die Neutralen. Die Franzosen würden derartigen Informationen keine grosse Bedeutung beimessen, da sie annehmen, dass die Schweiz zu gegebener Zeit ihren Standpunkt den Franzosen direkt eröffnen wird. Es sei Sache der Neutralen, eine Lösung vorzuschlagen. Frankreich verstehe das Neutralitätspolitische Sonderproblem und sei gerne bereit, Vorschläge für eine konstruktive Lösung verständnisvoll zu prüfen.

Aus diesen Gesprächen gewinnt man den Eindruck, dass jede auch noch so vorsichtige Erläuterung unserer Stellungnahme gegenüber interessierten Ländern verhandlungstaktisch ausgewertet und unsere Zurückhaltung gegenüber den Sechs dazu benützt wird, widersprechende Gerüchte über unsere grundsätzliche Auffassung in Umlauf zu setzen.

E 2804(-)1971/2/108  
[DoDiS-30198]

*Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles,  
an die schweizerischen Botschaften in Köln, London, Paris, Stockholm,  
Washington, Wien und Brüssel*

S

Bern, 9. April 1962

Der amerikanische Unterstaatssekretär George Ball hat anlässlich seiner kürzlichen Europareise die Assoziationsgesuche der Neutralen zu einem seiner Hauptgesprächsthemen gemacht<sup>1</sup>. Wir haben die verschiedenen Meldungen, die uns über diese Besprechungen zugegangen sind und für die wir Ihnen verbindlich danken, in der beiliegenden Notiz<sup>2</sup> zu Ihrer Orientierung zusammengestellt. Es ergibt sich daraus folgendes Bild:

Den offiziellen Stellen gegenüber vertritt Ball seine bisherige Auffassung, wonach die amerikanische Regierung die Möglichkeit einer Assoziation der Neutralen mit der EWG nicht ausschliesse, jedoch nicht als die einzige oder gar die beste Lösung betrachte. Die amerikanische Regierung werde das Ergebnis der Verhandlungen abwarten, bevor sie sich endgültig dazu äussern werde.

Der Presse gegenüber äusserte sich Ball bedeutend negativer und bekundete eindeutig seine Opposition gegen eine Assoziationslösung.

Die Absicht des amerikanischen Unterstaatssekretärs scheint somit darin zu bestehen, die öffentliche Meinung gegen die Assoziation der Neutralen zu mobilisieren, während er den Regierungen gegenüber eine zuwartende Haltung einnimmt.

Neu ist lediglich seine in Paris aufgestellte Behauptung, die Schweiz werde wahrscheinlich ohnehin auf eine Assoziation verzichten, weil sie sich nunmehr der schweren Nachteile mit Bezug auf ihren Handel mit Lateinamerika, ihre Landwirtschaft und das Fremdarbeiterproblem bewusst werde.

Angesichts der von schweizerischer Regierungsseite konsequent vertretenen Stellungnahme zugunsten einer umfassenden Assoziation – wir erinnern an die Ausführungen von Herrn Bundesrat Wahlen anlässlich der letzten EFTA-Ministerratstagung<sup>3</sup> sowie die Rede von Herrn Bundesrat Schaffner an der Mustermesse in Basel<sup>4</sup> – liegt der Verdacht nahe, dass es sich bei Herrn

1. Zur Europareise von G. Ball und dessen Äusserungen vgl. Nr. 62 in diesem Band, sowie die Notiz des Integrationsbureaus vom 13. April 1962 (DoDiS-30207) und das Schreiben von F. Aschinger an H. Schaffner vom 27. April 1962 (DoDiS-30210).

2. Nicht abgedruckt.

3. Vgl. das Statement by Mr. Wahlen at the EFTA-Ministerial Meeting of March 2<sup>nd</sup> 1962 (confidential), das dem Zirkularschreiben der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements an die schweizerischen Vertretungen in den OECD-Länder vom 12. März 1962 angehängt ist, E 2001(E)1976/17/223.

4. Nicht ermittelt. Kopien dieser Rede wurden an verschiedenen Orten veröffentlicht. Vgl. das Dossier zu dieser Rede, E 7001(C)1975/64/15.

Ball weniger um ein Missverständnis als um das Bestreben handelt, bei den EWG-Regierungen und vor allem bei den Engländern Zweifel an unserer Haltung aufkommen zu lassen. Nachdem wir unseren Standpunkt den englischen Behörden gegenüber eindeutig dargelegt haben, glauben wir daher, dass sich ein weiteres Eintreten auf diese Kontroverse erübrigt.

Die Hauptschwäche der Argumentation von George Ball liegt darin, dass sie zwischen Vollmitgliedschaft und Assoziation zu unterscheiden vergisst. Die von ihm erwähnten Probleme sind tatsächlich Fragen, die uns beschäftigen (wobei allerdings unsere Sorge um die Aufrechterhaltung der traditionellen Handelsbeziehungen nicht auf Lateinamerika beschränkt ist!), die jedoch im Rahmen einer Assoziationsregelung eine Lösung finden sollten, die bei einer Vollmitgliedschaft kaum möglich wäre.

Ferner besteht eine Diskrepanz zwischen der amerikanischen Besorgnis der diskriminatorischen Rückwirkungen der EWG auf die Wirtschaft der Vereinigten Staaten, die nur 1% des Brutto-Sozialproduktes nach dem gemeinsamen Markt exportiert, und dem Versuch, das wirtschaftliche Problem der Neutralen zu bagatellisieren, obschon gerade die Schweiz unvergleichlich enger mit dem Gemeinsamen Markt verflochten ist als die Vereinigten Staaten, gehen doch 13% unseres Sozialproduktes nach der EWG.

Zu den bisherigen Gründen für die Haltung George Balls, der Sorge, die politische Eindeutigkeit der EWG zu wahren und keine auch nur sehr geringfügige zusätzliche Diskriminierung der Vereinigten Staaten durch weitere Ausdehnung dieses Präferenzsystems zuzulassen, schienen noch gewisse neue Erwägungen hinzugekommen zu sein, die uns allerdings noch nicht völlig klar sind. Bestehen sie in der Sorge, die Engländer zu einem raschen und möglichst kompromisslosen Abschluss der Beitrittsverhandlungen anzuspornen und sie von der Aussichtslosigkeit einer Rücksichtnahme auf ihre neutralen EFTA-Partner zu überzeugen, oder hoffen die Amerikaner, mit den Neutralen und anderen europäischen Staaten zusammen eine gemeinsame Form einer weltweiten Regelung mit der EWG zu finden?

Abschliessend möchten wir Ihnen bestätigen, dass unser Bestreben im Augenblick darauf ausgeht, einer Auseinandersetzung mit den Amerikanern aus dem Wege zu gehen und sie an ihrer offiziellen Linie zu behalten, wonach die Assoziationsregelung vorerst mit der EWG direkt auszuhandeln sei. In der zweiten Hälfte Mai wird anlässlich der Tagung der «Bildenberg»-Gruppe in Schweden George Ball mit dem schwedischen Handelsminister Lange und Lord Siegelbewahrer Heath zusammentreffen. Da anfangs Mai eine Ministertagung der drei Neutralen in Stockholm vorgesehen ist<sup>5</sup>, wird somit Gelegenheit bestehen, auch unserseits mit Minister Lange die gegenüber Ball einzunehmende Stellungnahme zu besprechen. Wir werden jedenfalls nicht verfehlen, Sie zu orientieren, sobald uns der Zeitpunkt für ein aktiveres Eintreten auf die Thesen George Balls gegeben erscheint<sup>6</sup>.

---

5. Zu dieser Tagung vgl. das BR-Prot. Nr. 850 vom 4. Mai 1962 (DoDiS-30219).

6. Zur amerikanischen Haltung gegenüber den Neutralen vgl. auch Nr. 63 in diesem Band.

E 2804(-)1971/2/108  
[DoDiS-30202]

*Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

Bern, 10. April 1962

Ich empfang heute auf seinen Wunsch Herrn Botschafter Grey, der mir angekündigt hatte, dass er mir eine Mitteilung des Lordsiegelbewahrs Heath zu überreichen hätte. Tatsächlich handelt es sich lediglich um ein Memorandum, das sich mit der Frage der Einschaltung der Neutralen in die Verhandlungen mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft befasst. Ich lege dieser Notiz eine Kopie des Memorandums bei<sup>2</sup>.

Es ist aus diesem Text sowie aus den mündlichen Mitteilungen von Herrn Grey zu entnehmen, dass die Engländer nun den Zeitpunkt, an dem sie hoffen, «to break the back of the negotiations» um einen guten Monat hinausgeschoben haben, da nun von Ende Juli bis anfangs August die Rede ist. Offenbar würde der Plan darin bestehen, dass nach diesem entscheidenden Zeitpunkt die Konferenz der Commonwealthländer auf etwa 1. September einberufen würde, worauf sich das Parlament im Oktober mit der Frage zu befassen hätte. Botschafter Grey führte nun aus, dass es das Vereinigte Königreich aber auch die Neutralen selbst in eine schwierige Position versetzen müsste, wenn bis zu jenem Zeitpunkt auch ihre Verhandlungen nicht bereits recht weit fortgeschritten wären.

Ich gab Herrn Botschafter Grey zu verstehen, dass ein Drängen der Neutralen nicht unbedingt positive Resultate hervorrufen würde. Erstens hätten wir immer noch keine formelle Antwort auf unseren Brief vom 15. Dezember<sup>3</sup>, und es wäre vielleicht nützlich, wenn sich das Vereinigte Königreich, aber auch die der Kommission günstig gesinnten Mitglieder der Sechs, wie Deutschland, vorerst dafür einsetzen wollten, dass wir eine solche Antwort erhielten, um aus ihr einige Rückschlüsse auf die Haltung der Sechs ziehen zu können. Überdies schien es mir fraglich, ob die Neutralen wirklich die Bemühungen des Vereinigten Königreichs unterstützen würden, wenn sie zu dem ohnehin grossen Arbeitspensum Brüssels auf eine rasche Erledigung ihres Anliegens drängen würden.

Auch wir seien uns, so betonte ich, der Gefahr bewusst, dass durch ein völliges Abseitsstehen der Neutralen die Doktrin der Sechs in einem Sinne herausgearbeitet werden könnte, die uns abträglich wäre. Ich sagte ihm jedoch, dass wir in den Hauptstädten, aber namentlich in Brüssel, auf der unteren Ebene, auf der ja sicher auch die ersten Entwürfe über die Haltung der Sechs ausgearbeitet würden, unseren Einfluss geltend machten.

---

1. Eine Kopie dieser Notiz erhielten P. Micheli, E. Stopper und P. R. Jolles.

2. Vgl. das Memorandum der britischen Botschaft in Bern für das Politische Departement vom 10. April 1962 (DoDiS-30203).

3. Vgl. Nr. 34 in diesem Band.

Ich hatte das Gefühl, dass Herr Botschafter Grey meine Äusserungen nicht nur begriff, sondern weitgehend zu teilen schien. Im Übrigen ergriff ich die Gelegenheit, ihm zu sagen, dass die Äusserungen von George Ball<sup>4</sup> über unser angebliches Revirement vollständig aus der Luft gegriffen seien. Nachdem er an den Orientierungen von Herrn Jackling teilgenommen hatte, versicherte er mir, dass er diesen Mitteilungen ohnehin keinen Glauben geschenkt hatte.

---

4. Zu diesen Äusserungen vgl. Nr. 63 in diesem Band.

## 65

E 2804(-)1971/2/108  
[DoDiS-30200]

*Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

No<sup>1</sup>

Bern, 11. April 1962<sup>2</sup>

Herr Buraas, Leiter des Informationsbüros der EFTA in Washington, hat mich heute besucht und folgende interessante Kommentare zur amerikanischen Haltung betreffend die Neutralen<sup>3</sup> gemacht:

Das Integrationsproblem wird von den Amerikanern rein emotionell behandelt. Nachdem die riesigen Aufwendungen für die Entwicklungshilfe ein sehr enttäuschendes Resultat ergeben haben, konzentriert sich nunmehr die amerikanische Regierung darauf, die europäische Integration als einen durchschlagenden Erfolg der amerikanischen Aussenpolitik darzustellen. Daher steht das politische Element im Vordergrund.

Die Einstellung George Balls ist absolut massgebend. Es gibt im Staatsdepartement keine abweichenden Meinungen. Die Opposition gegen die Assoziation der Neutralen ist grundsätzlicher Natur, während die Argumente, die zur Rechtfertigung dieser Haltung verwendet werden, je nach Umständen wechseln. Keines dieser Argumente ist stichhaltig. Neuerdings steht die These im Vordergrund, dass die Neutralität ansteckend werden könnte, und ein Entgegenkommen gegenüber den Neutralen vor allem die Bundesrepublik Deutschland in Versuchung bringen könnte, ihre NATO- und EWG-Bindungen zu lockern.

Im Übrigen sind die amerikanischen Thesen voller offener Widersprüche. Einerseits behauptet man, die Neutralen seien in Europa quantité néglige-

---

1. Kopien dieser Notiz gingen an H. Schaffner, P. Micheli, E. Stopper, O. Long und A. Weitnauer.

2. Handschriftliche Anmerkung: Unterschrift Wa [Wahlen], zur Bestätigung der Kenntnisnahme.

3. Vgl. auch Nr. 63 in diesem Band.

able; anderseits wird eine Diskriminierung der USA durch Assoziation der Neutralen mit der EWG als schwere wirtschaftliche Belastung dargestellt. Während die wirtschaftlichen Rückwirkungen der EWG auf die USA als sehr schwerwiegend eingeschätzt werden, glaubt man, die Neutralen – obschon sie unvergleichlich stärker mit der EWG wirtschaftlich verflochten sind – ohne ernsthafte wirtschaftliche Schädigung auf noch völlig unbekannte bilaterale Lösungen vertrösten zu können, etc., etc.

Buraas glaubt, dass eine positivere Haltung gegenüber den Neutralen mit der Zeit von zwei Seiten her erfolgen könnte: in erster Linie vom Verteidigungsministerium (McNamara), das die militärische Stärke der Neutralen zu schätzen wisse und im Gegensatz zu Ball im amerikanischen Kongress über grosses Ansehen verfüge (Ball hat wegen seiner herablassenden Art den Kongress stark verstimmt).

Zweitens sei auch nicht ausgeschlossen, dass Präsident Kennedy zu einer positiveren Haltung gelangen könnte. Sein Vertrauen in George Ball sei zwar absolut, aber er liebe es, sich ein eigenes Urteil zu bilden. Jede Beeinflussung des Präsidenten seitens der amerikanischen Verwaltung sei durch George Ball versperrt. Dagegen leihe Kennedy gerne ausländischen Staatschefs sein Ohr. In diesem Zusammenhang sind somit die Besuche Bundeskanzler Gorbachs (7. Mai) und des norwegischen Premierministers<sup>4</sup> (9. Mai) von besonderer Bedeutung.

---

4. E. Gerhardsen.

## 66

E 2804(-)1971/2/73  
[DoDiS-30213]

*Der österreichische Bundesminister für auswärtige Angelegenheiten,  
B. Kreisky, an den Vorsteher des Politischen Departements,  
F. T. Wahlen*

S

Wien, 11. April 1962

Ich erlaube mir, Ihnen in der Beilage die Abschrift eines Berichtes über eine Unterredung, die ein Angehöriger der österreichischen Botschaft in Washington mit einem Mitarbeiter Balls hatte, zu übermitteln<sup>1</sup>. Ich wähle diesen aussergewöhnlichen Weg, weil von amerikanischer Seite um strengste Vertraulichkeit der hierbei gemachten Äusserungen gebeten wurde, und ich daher alles vermeiden möchte, was die Geheimhaltung dieses Berichtes gefährden könnte. Ich wollte aber nicht ermangeln, Sie über die ebenso freimütigen wie dezidierten amerikanischen Äusserungen zu informieren, obwohl ich mir

---

1. Vgl. die Abschrift dieses österreichischen Berichtes vom März 1962 (DoDiS-30214).

durchaus bewusst bin, dass es sich bei Mr. Vine um einen noch verhältnismässig jungen und offenbar in der Auswahl seiner Worte noch etwas unerfahrenen Beamten handelt, der aber doch ein weitgehendes Vertrauen des Unterstaatssekretärs Ball geniessen soll<sup>2</sup>.

---

2. Zur amerikanischen Haltung gegenüber den Assoziationsbestrebungen der drei Neutralstaaten vgl. Nr. 63 in diesem Band.

## 67

E 2001(E)1976/17/263

[DoDiS-10395]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

#### FRAIS AFFÉRENTS AU SÉJOUR DE LA DÉLÉGATION DU GPRA EN SUISSE PENDANT LES NÉGOCIATIONS D'EVIAN ET DE LUGRIN

[Genève,] 12 avril 1962

Lors des contacts secrets qui eurent lieu en Suisse au début de 1961 entre des représentants du Gouvernement français et du GPRA<sup>2</sup>, il apparut rapidement que l'un des obstacles essentiels à l'ouverture de pourparlers officiels et publics était le choix du lieu où de tels pourparlers pourraient se tenir.

Le Général de Gaulle insistait pour que ce soit sur territoire français. Le GPRA préférait que la rencontre eût lieu sur sol neutre afin que ses délégués ne se trouvent pas comme lors de la tentative de Melun entièrement entre les mains de leurs interlocuteurs français et par conséquent privés à la fois de communications sûres avec leurs autorités à Tunis et de la liberté d'expression, c'est-à-dire de contact avec la presse.

Le seul moyen permettant de sortir de cette impasse et par conséquent d'arriver à l'ouverture de négociations publiques consistait à tenir la conférence sur sol français, mais à proximité de la frontière, de façon à permettre à la délégation algérienne d'installer sa base de travail et son logement en territoire neutre.

C'est ainsi que le Gouvernement français et le GPRA furent amenés à demander aux autorités suisses de bien vouloir accepter de recevoir sur le sol helvétique la délégation du GPRA pour la durée des négociations.

Comme il était impossible de prévoir quelle serait la durée de la conférence d'Evian ni l'ampleur qu'elle prendrait, un accord avait été passé du côté suisse avec les représentants du GPRA aux termes duquel les autorités

---

1. Ce texte a été dicté au téléphone par O. Long à A. Tripet qui l'a ensuite rédigé et signé. Ce document a été adressé au Chef du DPF, ainsi qu'au Secrétaire général de celui-ci.

2. Cf. DDS, vol. 21, N° 134 (DoDiS-15149) et N° 140 (DoDiS-15150).



suisseraient prendre à leur charge les dépenses afférentes aux services publics (armée, police, services industriels, etc.) et ne demanderaient au GPRA que le remboursement des dépenses de nature privée (logement, entretien, etc.)<sup>3</sup>.

Le délégué du GPRA, M. Boulharouf, m'a demandé récemment de lui donner nos comptes afin de pouvoir régler la part des dépenses incombant au GPRA en vertu du gentlemen's agreement précité.

Comme le montre l'annexe ci-jointe, les dépenses relatives au séjour de la délégation du GPRA à Bois d'Avault en 1961 et au Signal-de-Bougy en 1962 s'élèvent à frs 250'000 environ, dont près de frs 150'000 pourraient être récupérés sur le GPRA.

La question qui se pose est de savoir s'il est de bonne politique de le faire ou s'il vaudrait mieux y renoncer et avoir le bénéfice du geste consistant à dire aux Algériens: «vous étiez nos hôtes». Vu la tradition et les habitudes d'hospitalité en pays arabes, un tel geste serait certainement apprécié à sa juste valeur.

La contribution suisse au cessez-le-feu en Algérie nous vaut de la part de la France la reconnaissance de la valeur de notre politique de neutralité au moment où nous sommes amenés à la réaffirmer face aux tentatives d'intégration politique de l'Europe<sup>4</sup>. De l'autre côté, cette contribution nous apporte à travers le GPRA un capital de «goodwill» dans tous les pays du tiers monde non engagés et ceci plus sûrement que si nous y avions dépensé des centaines de millions de francs au titre de l'aide aux pays sous-développés<sup>5</sup>.

Dans ces conditions, si je peux me permettre une opinion en terminant, il me semble que les quelque frs 150'000 dont nous renoncerions à demander le remboursement au GPRA seraient un bon investissement.

*Tableau des frais approximatifs résultant de l'hébergement de la délégation du GPRA en Suisse en 1961 et 1962*

Selon entente passée entre M. l'Ambassadeur Bucher et M. Boulharouf le 25 mars 1961, les dépenses des services publics vont en principe à la charge de la Confédération, celles de caractère privé à la charge du GPRA. Conformément à cette règle, la répartition des frais serait la suivante, sous réserve de connaître

a. le montant définitif et le détail du décompte du Canton de Genève pour l'hébergement à Bois d'Avault (une certaine somme pourra être déduite pour récupération d'installations dans les baraquements militaires mis à disposition de la délégation algérienne et actuellement en voie de démontage);

b. le chiffre exact du décompte du Canton de Genève relatif à la Maison de la Presse, certaines sommes devant encore être récupérées;

c. le décompte du Canton de Vaud, la somme de fr. 21'010 étant supputée.

3. Cf. le PVCF N° 637 du 5 avril 1961 et le PVCF N° 664 du 11 avril 1961, E 1004.1(-)1000/9/648. Sur les frais effectifs, cf. E 6100B-02/1986/168/148.

4. Cf. table méthodique: Intégration européenne.

5. Cf. table méthodique: Coopération technique avec les pays en voie de développement.

	<i>Confédération</i>	<i>GPRA</i>
Agents cantonaux mis à disposition de la Police genevoise	Fr. 25'424	
Radio et télévision	12'385	
Transports sur le Léman en 1961		16'300
Transports sur le Léman en 1962		5'865
Hélicoptère civil en 1961		45'663
Auto et chauffeur privés à disposition de la délégation au Signal-de-Bougy		5'818
Négociations secrètes (4 <sup>e</sup> trimestre 1961/ 1 <sup>er</sup> trimestre 1962)		8'181
Hébergement à Bois d'Avault (ad a)	33'000 env.	30'000 env.
Maison de la Presse, Genève (ad b)		26'279 env.
Hébergement au Signal-de-Bougy Canton de Vaud		20'075 env.
(frais extraordinaires seulement) (ad c)	21'010 env.	
[Total]	Fr. 100'000	Fr. 150'000

## 68

E 2804(-)1971/2/43  
[DoDiS-30208]

*Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements,  
E. Stopper, an den Bundesrat<sup>1</sup>*

SCHEMATISCHE SKIZZE EINER SCHWEIZERISCHEN ERÖFFNUNGSERKLÄRUNG<sup>2</sup>

B Intern Geheim

[Bern,] 12. April 1962

*I. Gründe, die die Schweiz veranlasst haben,  
ein Verhandlungsgesuch zu stellen.*

1. Die Schweiz als Land im Herzen Europas wird unmittelbar berührt durch Entwicklungen in ihren Nachbarländern, an denen sie direkten und konstruktiven Anteil nimmt.

2. Die Schweiz hat sich an der wirtschaftlichen Zusammenarbeit Europas in den Nachkriegsjahren aktiv beteiligt. Unsere Bemühungen waren darauf gerichtet, einen Beitrag zur wirtschaftlichen Stärkung Europas zu leisten.

3. Die Tendenz zur Schaffung grösserer Wirtschaftsräume und die wirtschaftliche Bedeutung der Integration für Europa.

1. Eine erweiterte Fassung dieses Dokuments wurde als Bericht Stopper im Bundesrat diskutiert. Vgl. Nr. 74 in diesem Band. Vgl. auch die Rede von E. Stopper anlässlich der Botschafterkonferenz vom 25. bis 27. Januar 1962 (DoDiS-30171).

2. Handschriftliche Anmerkungen: 12. 4. 62 und siehe erweiterte Fassung, 14. 4. 1962.

- a. Erhöhung der Produktivität der europäischen Wirtschaft.
  - b. Stärkung der Möglichkeiten des europäischen Beitrages an den wirtschaftlichen Fortschritt der Welt.
4. Der Grad der in Europa erreichten Integration im allgemeinen und der wirtschaftlichen Verflechtung der Schweiz im besondern.
5. Der sich aus der wirtschaftlichen Logik ergebende Wunsch der Schweiz, sich an einem integrierten europäischen Markt zu beteiligen, wird bestärkt durch die Feststellung, dass die Ziele der Integration weitgehend in Einklang stehen mit den Konstanten
- a. der schweizerischen Wirtschaftspolitik (Liberalismus);
  - b. der schweizerischen Aussenhandelspolitik (Intensivierung der Zusammenarbeit; Abbau der Handelsschranken).
6. Schicksal der Schweiz mit Europa nicht nur wirtschaftlich untrennbar verflochten, sondern auch kulturelle und weltanschauliche Verbindung. Die Schweiz als Hüterin eines besonderen politischen Gedankengutes (direkte Demokratie, Föderalismus, individuelle Freiheitsrechte).
7. Die Schweiz anerkennt daher auch die politische Bedeutung der Integration, insbesondere die Anstrengungen nach einer Stärkung freiheitlicher politischer Tendenzen und einer Sicherung der politischen Stabilität.
8. Die schweizerische Neutralität steht nicht im Widerspruch zu den politischen Zielen der EWG. Obschon sie eine Identifizierung mit ihnen ausschliesst, stellt sie keine Behinderung zu deren Verwirklichung dar. Der wahrhafte Charakter der schweizerischen Neutralität leistet einen positiven Beitrag zur Stärkung Europas und stellt, weltpolitisch gesehen, ein Element der Entspannung dar.

## *II. Gründe, weshalb die Schweiz eine Assoziationsregelung anstrebt*

1. Angesichts der politischen Zielsetzung der EWG und der Entschlossenheit der Schweiz, an ihrer Neutralitätspolitik festzuhalten, ergibt sich die Notwendigkeit einer Regelung sui generis. Die Assoziation ist diejenige Form, die der Schweiz die intensivste wirtschaftliche Mitwirkung an einem integrierten europäischen Markt ermöglicht.
2. Diese besondere Regelung muss es den neutralen Partnern ermöglichen, ihre Identität namentlich hinsichtlich der Beziehungen zu Drittstaaten, den neutralitätspolitischen Grundsatz der Allseitigkeit der Handelsbeziehungen, sowie die aus politischen Gründen unter Umständen notwendig werdende Handlungsfreiheit zu wahren. Zu diesem Zweck sind ferner für den Fall internationaler Konflikte ein in geeigneter Form auszugestaltendes Suspendierungs- bzw. Kündigungsrecht sowie die Erhaltung einer unabhängigen kriegswirtschaftlichen Versorgungsbasis erforderlich. Der neutrale Staat hat aber nicht die Absicht, damit den wirtschaftlichen Konsequenzen der Integration auszuweichen. Diese Mittel dienen einzig dem Zweck, das Vertrauen der Drittstaaten in den Willen und die Möglichkeit der unbehinderten Fortsetzung der Neutralitätspolitik zu erhalten.

3. Andererseits kann diese Regelung die politische Bewegungsfreiheit der EWG gewährleisten und eine Einflussmöglichkeit der Neutralen ausschalten. In diesem Sinne erscheinen die Ansprüche, welche die EWG und der neutrale Staat aus politischen Gründen an ein Abkommen stellen müssen, weitgehend als parallel.

4. Angesichts dieser Bedürfnisse hatte die Schweiz mit Genugtuung vermerkt, dass der Römer Vertrag so konzipiert wurde, dass auf Grund von Art. 238<sup>3</sup> eine Assoziierung von Staaten möglich erscheint, welche wirtschaftlich intensiv am integrierten Markt mitwirken wollen, aber aus politischen Gründen keine Vollmitgliedschaft ins Auge fassen können.

### *III. Grundkonzeption des Assoziationsverhältnisses*

#### *A. Allgemeine Grundsätze*

1. Bei der Prüfung des möglichen Inhalts des angestrebten Abkommens knüpft die Schweiz an den Wortlaut von Art. 238 des Römer Vertrags an, auf Grund dessen die EWG Abkommen schliessen kann, «die eine Assoziierung mit gegenseitigen Rechten und Pflichten, gemeinsamem Vorgehen und besonderen Verfahren herstellen». Um diese Gegenseitigkeit herzustellen und um dieser Assoziierung einen vollen Inhalt zu geben, ist die Schweiz bereit, auf den verschiedenen vom Römer Vertrag erfassten Gebieten Verpflichtungen zugunsten der EWG-Mitglieder auf sich zu nehmen. Diese Bereitschaft ergibt sich schon aus der Tatsache, dass die Verflechtung und die bisherige Zusammenarbeit der Schweiz mit dem übrigen Europa nicht nur den Warenverkehr, sondern alle innerhalb der EWG erfassten Bereiche des Wirtschaftslebens, wie das Kapital, die Arbeitskraft und die Dienstleistungen, betroffen hat.

2. Die Schweiz anerkennt, dass die Teilnahme an einem integrierten Markt seitens der einzelnen Länder voraussetzt, dass sie gewillt sind, auf den verschiedenen Sektoren ihrer Wirtschaftspolitik Disziplin zu üben und vor allem Wettbewerbsverzerrungen zu vermeiden, welche das ordnungsgemässe Funktionieren des Marktes und die Gleichheit der Konkurrenzstellung der in seinem Bereich tätigen Unternehmungen beeinträchtigen könnte.

3. Die Schweiz ist bereit, die Zielsetzung ihrer Wirtschaftspolitik derjenigen der EWG weitgehend anzugleichen oder zu koordinieren und die Verwirklichung der Ziele im gleichen Rhythmus wie die EWG anzustreben. Die Tatsache, dass das wirtschaftspolitische Ziel des Römer Vertrages in der Verwirklichung eines freiheitlichen europäischen Marktes besteht und sich in dieser Hinsicht mit der traditionellen schweizerischen Auffassung deckt, dürfte hiefür eine weitgehende Garantie darstellen. Sollte es wider Erwarten im einen oder andern Fall nicht möglich sein, diese Postulate zu erfüllen, so könnten im Falle schädigender Wirkungen entsprechende Ausgleichsmassnahmen vorgesehen werden. Die Schweiz macht es sich zur Richtlinie, dort, wo aus irgendeinem Grunde mit dem Römer Vertrag *identische* Bestimmungen

---

3. Vgl. dazu Nr. 30, Anm. 14, in diesem Band.

nicht möglich erscheinen, Leistungen zu erbringen, die in ihrer wirtschaftlichen Wirkung für den integrierten Markt denjenigen der EWG-Mitglieder *gleichwertig* sind (oder nahe kommen).

*B. Vorgesehener Inhalt des Abkommens*

4. In Ausführung dieser allgemeinen Grundsätze ist die Schweiz bereit, in Anlehnung an den Römer Vertrag im Rahmen der Gegenseitigkeit Verpflichtungen zu übernehmen, die darauf hinzielen

a. die Zölle und mengenmässigen Beschränkungen bei der Ein- und Ausfuhr von Waren sowie alle sonstigen Massnahmen gleicher Wirkung abzuschaffen, wobei allerdings die besonderen Verhältnisse der Landwirtschaft einer besonderen Prüfung bedürfen.

b. ihren Zolltarif [weitgehend mit demjenigen der EWG zu harmonisieren]<sup>4</sup> [im Prinzip dem gemeinsamen Tarif der EWG anzupassen] soweit der erforderliche Spielraum für die Ausübung der Vertragsfreiheit gegenüber Drittstaaten gewährt bleibt;

c. ihre Handelspolitik mit derjenigen der EWG zur Vermeidung von Wettbewerbsverzerrungen im integrierten Markt in wirksamer Weise zu koordinieren;

d. die Wanderfreiheit der Arbeitskräfte herzustellen, wobei die Aufrechterhaltung des demographischen Gleichgewichts der Schweiz zu berücksichtigen ist;

e. [die Wanderarbeiter in Bezug auf die Sozialversicherung den einheimischen Arbeitern gleichzustellen] [den Wanderarbeitern in Bezug auf die Sozialversicherung die gleichen Möglichkeiten wie den einheimischen Arbeitern einzuräumen] [die Sozialversicherung für Wanderarbeiter weiterhin auszubauen];

f. die Dienstleistungen zu liberalisieren;

g. dem Grundsatz der Freiheit des Kapitalverkehrs zuzustimmen;

h. die Landwirtschaft in einer noch eingehend zu prüfenden Weise in den Bereich des Assoziationsabkommens einzuschliessen, [um unter Berücksichtigung der besonderen schweizerischen Verhältnisse zu einer Harmonisierung mit der Landwirtschaftspolitik der EWG zu gelangen];

i. in enger Zusammenarbeit mit der EWG eine Verkehrspolitik zu befolgen, die auf die Verhinderung von Wettbewerbsverzerrungen gerichtet ist;

k. auf private oder öffentliche Praktiken zurückzuführende Beschränkungen des Wettbewerbs zwischen den Teilnehmern am integrierten Markt zu bekämpfen;

l. in Fragen der Konjunktur- und Zahlungsbilanzpolitik mit der EWG eng zusammenzuarbeiten;

m. an die Äufnung des Sozialfonds beizutragen;

n. in geeigneter Weise an die Finanzierung der Europäischen Investitionsbank beizutragen.

---

4. *Eckige Klammern im Original.*

Darüber hinaus ist die schweizerische Regierung selbstverständlich bereit, allfällige andere im Zusammenhang mit dem Assoziationsverhältnis wesentliche Fragen, wie z. B. das Verhältnis der Schweiz zu den assoziierten überseeischen Staaten zu besprechen. Die schweizerische Regierung ist überzeugt, dass die dargestellte Verhandlungsbereitschaft der Schweiz es möglich macht, zu einem Assoziationsabkommen zu gelangen, das auf dem in Art. 238 vorgesehenen Ausgleich von gegenseitigen Rechten und Pflichten beruht.

### *Grundsätze betreffend Institutionen*

5. Der Überblick über die Verpflichtungen, welche die Schweiz auf den einzelnen Gebieten ins Auge fasst, zeigt, dass das von ihr angestrebte Assoziationsverhältnis den wirtschaftlichen Zielen und dem wirtschaftlichen Gehalt des Römer Vertrages weitgehend entspricht. Dagegen ist sich die Schweiz bewusst, dass eine Assoziationsregelung ein besonderes institutionelles Verfahren zur Erreichung dieses Zieles voraussetzt.

a. Die gegenseitigen Verpflichtungen werden im Assoziationsvertrag möglichst eingehend fixiert, was dadurch erleichtert wird, dass seit Abschluss des Römer Vertrages die EWG-Staaten in vielerlei Beziehung zu einer Präzisierung ihrer gegenseitigen Verpflichtungen gelangt sind. (Die Beschlussfassung innerhalb der EWG braucht dadurch nicht präjudiziert zu werden.)

b. Für die spätere Gestaltung von vorderhand erst allgemein gehaltenen Verpflichtungen für die sich noch nicht im gewünschten Umfange Präzisierungen erzielen lassen, werden so konkret als möglich verbindliche Richtlinien aufgestellt.

c. Für die Durchführung des Assoziationsvertrages, die künftige Koordinierung auf den verschiedenen Gebieten der Wirtschaftspolitik und die Präzisierung von allgemein gehaltenen Verpflichtungen ist ein Assoziationsrat zuständig, dessen Mitglieder die EWG einerseits und die Schweiz andererseits sind. Wichtig erscheint insbesondere eine konstruktive Ausgestaltung der Konsultationsmöglichkeiten.

d. Eine zusätzliche Garantie für das gute Funktionieren des Assoziationsverhältnisses könnte in der Errichtung einer Schiedsinstanz liegen. (Dieser könnten u. a. folgende Aufgaben übertragen werden:

I. Prüfung von Klagen über das Nichtvorhandensein der vertraglich vorgesehenen Ähnlichkeit oder Gleichwertigkeit der Wirkung der von der Schweiz zur Erreichung der vertraglichen Ziele angewandten Methoden.

II. Prüfung von Klagen über die Nichteinhaltung der Richtlinien über die Parallelität der vertraglichen Leistungen.

III. Prüfung des Vorhandenseins einer Schädigung, soweit die vertraglich vorgesehene Ähnlichkeit oder Gleichwertigkeit der Wirkung und die vertraglich vorgesehene Parallelität des Erlasses von Massnahmen nicht erreicht ist.

IV. Prüfung der Angemessenheit der von sich geschädigt fühlenden Partnern vorgesehenen Ausgleichsmassnahmen.)

Die schweizerische Regierung ist überzeugt, dass die skizzierte institutionelle Grundkonzeption lebensfähig ist und reibungslos funktionieren kann.

#### *IV. Gemeinsames Interesse am Zustandekommen einer Lösung*

1. Geographisch/wirtschaftliche Komponente. Herstellung eines einheitlichen wirtschaftlichen Raumes, zu dem Schweiz und EWG gehören, als wirtschaftlicher Ausdruck der Solidarität der europäischen Länder.

2. Es gilt, alle konstruktiven Kräfte Europas zu mobilisieren. Die durch die Teilnahme an der Integration bewirkte Stärkung der Wirtschaft der betreffenden Länder schafft auch für die Schweiz zusätzliche Möglichkeiten für die Gewährung von Entwicklungshilfe.

3. Die Existenz neutraler Staaten ist ein Ausdruck der Vielfalt Europas. Durch ihren Einbezug in einen integrierten Markt zeigt die europäische Integrationsbewegung vor der Welt, dass sie schöpferischen Geist und Rücksichtnahme auf die bestehenden Elemente des Zusammenhalts zu verbinden weiss.

#### *V. Verfahrensfragen*

1. Zeitplan bedingt durch das Ziel des Zustandekommens einer gleichzeitigen Lösung für alle EFTA-Länder.

2. Eventuelle Verfahrensvorschläge.

### 69

E 2003(A)1974/52/211  
[DoDiS-30410]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
à l'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati*

L<sup>1</sup> Confidentielle

Berne, 12 avril 1962

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 28 mars<sup>2</sup> à laquelle nous avons voué toute notre attention. Il est évident qu'avec les armes nouvelles, de plus en plus les scientifiques et les militaires travaillent dans de mêmes domaines et que par conséquent une définition et une délimitation exactes des programmes s'imposent.

Dans le cas du CERN, il n'est guère concevable que les programmes puissent s'inspirer de considérations militaires, tout résultat des études sur l'atome devant être publié. Le CERN est, comme on a coutume de le dire, une maison de verre. La seule manière dont la participation d'un Etat au CERN pourrait lui profiter militairement, serait par l'utilisation des connaissances

1. Des copies de ce document ont été adressées à P. Micheli et R. Bindschedler.

2. Cf. la lettre de A. Soldati à F. T. Wahlen du 28 mars 1962, E 2003(A)1974/52/211. Cf. aussi E 2003(A)1974/52/215 et 217.

acquises par un scientifique durant son séjour à Meyrin; ceci naturellement, ne pourrait être évité.

Ce qui tend à nous confirmer dans cette impression, c'est que le CERN n'a jamais fait l'objet de critiques de la part de l'URSS, bien au contraire, il a servi de lieu de rencontre entre les savants de l'Est et de l'Ouest.

Quant à l'OERS, il y a d'abord la possibilité pour chaque Etat qui estimerait que le programme s'écarte des objectifs de la Convention<sup>3</sup> d'opposer son veto au budget, puisque celui-ci doit être approuvé à l'unanimité. Il est vrai qu'il peut être difficile en pratique de déterminer si telle ou telle expérience est absolument étrangère à des préoccupations militaires. Il n'est pas exclu que certaines puissances – contre l'avis même de leurs scientifiques – pourraient désirer utiliser cette organisation européenne au profit de leur potentiel stratégique, et ceci par des moyens détournés, difficiles à déceler. La vigilance de la part de nos représentants s'impose donc; un moyen d'y arriver est la possibilité et le droit pour chaque Etat de faire participer ses propres ressortissants à n'importe quelle expérience entreprise par l'OERS. Mais, à part cette assurance, et celle donnée par le droit de veto, il y a une autre garantie – la plus efficace peut-être – contre de telles tendances, qui consiste en la publication de tous les résultats des expériences; or, le secret exigé par les expériences militaires serait inconciliable avec cette publicité, qui est un des principes de l'Organisation, garanti à l'article III de la Convention.

La vigilance qui s'impose est le souci commun des Etats membres particulièrement intéressés, Suisse, Suède, Autriche, et il serait utile que des consultations courantes s'instituent entre eux. Nous examinons l'opportunité de nous entretenir de ces questions avec les délégués suédois et autrichiens avant la signature de la Convention qui est prévue pour le 22 mai à Paris<sup>4</sup>, et si possible en votre présence.

---

3. *Sur cette Convention créant l'OERS, cf. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'OERS du 7 septembre 1962, FF, 1962, II, pp. 344–358.*

4. *Sur la signature par la Suisse de cette convention, le 14 juin 1962 à Paris, et les débats à ce sujet, cf. le résumé de la proposition du Département politique au Conseil fédéral en vue de la signature par la Suisse de la Convention créant l'OERS du 30 avril 1962 (DoDiS-30412), le PVCF N° 973 du 25 mai 1962 E 1004.1(-)/1/661.2, et le procès-verbal de la séance d'experts du 19 juin 1962 (DoDiS-30414).*



E 2804(-)1971/2/46  
[DoDiS-30218]

*Le Consul général de Suisse à Léopoldville, R. Boetschi,  
au Chef de la Division des organisations internationales  
du Département politique, J. Burckhardt*

BILAN DE L'ACTIVITÉ DE L'ONU AU CONGO

R

Léopoldville, 24 avril 1962

Ce n'est qu'aujourd'hui que je suis à même de vous adresser le bref rapport sur l'activité des Nations Unies au Congo que vous m'avez fait demander juste avant mon départ pour le voyage organisé par le gouvernement pour les chefs de mission et de poste dans la province du Kivu du 14 au 21 avril<sup>1</sup>.

*1. Valeur des opérations civiles et militaires des Nations Unies  
au Congo pour le pays.*

Il me paraît qu'avant de porter un jugement quel qu'il soit, sur l'activité de l'ONUC<sup>2</sup>, il convient de se demander ce qui se serait passé dans ce pays si l'opération des Nations Unies au Congo n'avait pas eu lieu.

Après la mutinerie de la force publique congolaise, du 6 juillet 1960<sup>3</sup>, pratiquement tous les techniciens européens – belges dans leur presque totalité – ont quitté le Congo précipitamment, dans une sorte de panique. Le terme de techniciens doit être pris ici dans son sens le plus large et il comprend tous les spécialistes de l'administration, de l'économie, des services de la justice et de la santé, de l'enseignement etc. Sans eux, le pays n'était plus viable.

Que se serait-il passé si le gouvernement congolais d'alors (Lumumba) n'avait pu faire appel à l'organisation?

Très certainement l'anarchie qui s'était emparée du Congo se serait approfondie. Les troupes métropolitaines belges qui avaient tenté de rétablir la situation dans certains centres, et notamment à Léopoldville, étaient trop peu nombreuses pour réussir dans leur dessein. La population blanche aurait souffert davantage encore et la guerre civile entre régions et tribus diverses se serait déchaînée. Le gouvernement Lumumba aurait peut-être fait appel à certaines puissances étrangères, à celles de l'Est notamment. Il est facile de prévoir ce qu'il serait alors advenu du Congo.

C'est sur le fond de ces probabilités qu'il convient avant tout de juger de la valeur de l'œuvre accomplie par les Nations Unies au Congo sur le plan militaire et sur celui des opérations civiles.

Sur le plan militaire, tout d'abord, les troupes internationales ont rapidement maîtrisé la situation et assuré la sécurité sur la majeure partie du territoire,

1. Annotation manuscrite en marge du document, datée du 1<sup>er</sup> mai 1962: envoyé une copie à Monsieur Bonnart à Genève.

2. *United Nations Operation in the Congo.*

3. Cf. DDS, vol. 21, N° 85 (DoDiS-15248).

notamment dans les centres principaux. Plus tard, chaque fois qu'une crise menaçait d'éclater, elles ont, par leur seule présence ou par un début d'action, réussi à empêcher le pire. Cette mission, elles continuent à l'accomplir avec succès et je crois pouvoir affirmer que leur présence est un élément essentiel de la stabilisation des conditions d'existence au Congo.

C'est peut-être le moment de dire un mot du Katanga. Le problème de cette province congolaise en sécession est fort complexe et le rôle que les Nations Unies ont joué dans les efforts faits jusqu'à présent pour lui trouver une solution ont été et sont toujours très discutés. Je ne crois pas qu'il m'appartienne de prendre position en ce qui concerne cette question.

Sur le plan des opérations civiles les Nations Unies ont fourni au Congo toute l'aide qu'elles ont pu. Vous connaissez bien l'ampleur des efforts qui ont été faits par exemple dans le domaine des experts mis à la disposition du Congo dans les spécialités les plus diverses, efforts auxquels la Suisse a participé et participe encore dans une mesure très grande<sup>4</sup>. Certains de ces experts ont occupé et occupent encore des postes clés dans l'appareil administratif du pays. Qu'il me suffise de nommer par exemple l'Italien Felice Frasca qui, il y a un peu plus d'un an, a succédé au Suisse Walter Umbricht<sup>5</sup> comme président du Conseil Monétaire du Congo. Ces deux personnalités ont certainement sauvé les finances du pays de la plus sombre des catastrophes et ont permis à l'économie congolaise de survivre à la situation déplorable qui a suivi la proclamation de l'indépendance. L'UNESCO, l'OMS<sup>6</sup>, l'OMM<sup>7</sup> ont fourni et fournissent une partie importante des cadres de l'enseignement et des services médicaux et météorologiques – si importants dans ce pays où l'avion est le moyen de transport par excellence – de cet immense pays qui, après les événements de juillet 1960 et la fuite des cadres anciens, en avait été presque entièrement privé.

L'ONUC a organisé des centres de formation professionnelle sur place, elle a contribué dans une grande mesure à organiser les services congolais qui s'occupent de coopération bilatérale avec les pays étrangers, dans le domaine des bourses par exemple.

Il est certain qu'après le départ massif des Belges en juillet 1960, le pays aurait été rapidement et complètement paralysé sans l'arrivée presque immédiate des experts de l'ONU. Je rappelle que par exemple M. Challet, que nous avons mis à la disposition des Nations Unies<sup>8</sup>, est arrivé pratiquement en même temps que les premiers «casques bleus» et a empêché une paralysie et une détérioration irrémédiables des télécommunications congolaises. Ses mérites sont immenses et ils se situent dans le cadre des opérations civiles de l'ONUC.

Le bilan de l'activité de l'ONUC jusqu'à ce jour, je ne crains pas de l'affirmer, se solde dès lors par un bénéfice net plus qu'appréciable et cela malgré

4. Cf. DDS, vol. 21, N° 86 (DoDiS-15335).

5. Cf. DDS, vol. 21, N° 122 (DoDiS-15397).

6. *Organisation mondiale de la Santé.*

7. *Organisation météorologique mondiale.*

8. Cf. DDS, vol. 21, N° 95 (DoDiS-15341).

les inconvénients que présente fatalement une action collective d'une telle envergure.

*2. Avantages qui découlent pour la colonie et les intérêts suisses au Congo de la présence de l'ONUC.*

Ils sont certainement très grands. La colonie suisse a été très éprouvée par les événements qui ont suivi immédiatement la proclamation de l'indépendance<sup>9</sup>. Le sort de nos colonies à l'étranger est en général intimement lié à celui des pays où elles sont établies. Aussi, l'action des Nations Unies au Congo a été bénéfique pour nos compatriotes dans ce pays et pour nos intérêts au Congo en général dans une mesure semblable à celle dans laquelle elle a bénéficié au Congo lui-même. Tous nos compatriotes du Congo ne s'en rendent pas toujours compte. Ils ont quelquefois tendance à critiquer les membres de l'ONUC, dont ils connaissent les hauts salaires, à médire de leur compétence, parce qu'ils la comparent avec celle des anciens fonctionnaires et spécialistes belges qui était très grande. Ils oublient alors combien il doit être difficile à des gens venus de tous les pays du monde, parlant des langues différentes, à faire œuvre commune.

Mais là encore, je crois pouvoir affirmer que sans la présence de l'ONUC la plupart de nos entrepreneurs au Congo auraient dû cesser leurs activités et s'en aller. Grâce, indirectement, à l'ONUC, au fait que tout, sans aller très bien, fonctionne quand même, la plupart d'entre eux ont pu maintenir une activité, même réduite, et conserver une partie tout au moins de leur personnel suisse.

Avant de clore ce rapport, je désirerais dire un mot d'un aspect particulier du problème: celui de la coopération belge à l'ONUC.

A la suite du tragique malentendu de juillet 1960, dû en grande partie au premier ministre d'alors, Patrice Lumumba, et à ses collaborateurs immédiats, les Belges ont été d'emblée éliminés des opérations des Nations Unies au Congo. Cela est certainement fort regrettable. La Belgique est sans doute le pays qui a, d'une part, le plus grand intérêt à ce que le Congo indépendant «fonctionne» et, d'autre part, elle est le pays qui est le plus à même de fournir au Congo les experts les plus qualifiés et les plus nombreux dans tous les domaines. Et les méthodes de ces experts belges, leur mentalité, sont sans doute celles auxquelles les Congolais, malgré tout, sont le plus habitués et, je dirai même, le plus attachés.

Aussi convient-il d'espérer que les actuels efforts – je fais allusion à la mission de M. Sture Linner à Bruxelles – aboutiront et permettront d'intégrer la Belgique et les Belges dans les futures activités de l'ONUC. Selon certains bruits qui circulent à Léopoldville, il serait même question de placer un Belge à la tête de l'ONUC.

---

9. Sur le rapatriement des Suisses au Congo, cf. *DDS*, vol. 21, N° 128 (DoDiS-15378).

## 71

E 2001(E)1976/17/263  
[DoDiS-10396]

*Die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements  
an die schweizerischen diplomatischen Vertretungen<sup>1</sup>*

VERHALTEN GEGENÜBER DEM GPRA

Rs Vertraulich

Bern, 26. April 1962

Wir sind in den letzten Monaten von verschiedenen Aussenposten angefragt worden, wie sie sich gegenüber Mitgliedern und offiziellen Vertretern des «Gouvernement Provisoire de la République Algérienne» verhalten sollen.

Unsere bisherigen Weisungen in dieser Angelegenheit gingen dahin, angesichts der guten Dienste, welche die Schweiz für das Gelingen der französisch-algerischen Verhandlungen geleistet hat, persönlichen und gesellschaftlichen Kontakten mit GPRA-Persönlichkeiten nicht auszuweichen, dagegen eine Teilnahme an offiziellen Anlässen zu Ehren des GPRA zu vermeiden.

Wir haben inzwischen festgestellt, dass seit dem in Evian vereinbarten Waffenstillstand britische, amerikanische und andere westliche Vertreter ihre Zurückhaltung gegenüber dem GPRA auch an offiziellen Anlässen in zunehmender Masse ablegen, wobei zum Teil entsprechende Weisungen der Aussenministerien dieser Länder vorzuliegen scheinen. Angesichts dieser Sachlage ermächtigen wir Sie nunmehr, bei Einladungen zu derartigen Anlässen Ihre Teilnahme nach eigenem Ermessen zu bestimmen, wobei auch das Verhalten anderer westeuropäischer Vertreter und die eventuell zu erwartende Reaktion des Gastlandes in Rechnung zu stellen sind. Übereifer gegenüber dem GPRA ist ebenso zu vermeiden wie allzu betonte Zurückhaltung, die nach den schweizerischen guten Diensten zugunsten der Einigung von Evian wenig angebracht erschiene. Sie wollen sich dabei bewusst sein, dass das GPRA vom Bundesrat nach wie vor nicht anerkannt ist. Sollte Ihnen gegenüber Kritik an der vorstehend umschriebenen schweizerischen Haltung geäussert werden, so wäre darauf hinzuweisen, dass wir uns vor allem vom Wunsch leiten lassen, das Vertrauen sowohl der französischen wie der algerischen Seite zu bewahren, um unsere Nützlichkeit für eventuell erforderliche weitere gute Dienste zu erhalten.

Diese Weisung ist momentan nur für einen Teil der schweizerischen Auslandsvertretungen, namentlich für jene in den Kapitalen der sogenannten «nichtengagierten» Staaten in Afrika und Asien von praktischer Bedeutung. Es schien uns aber doch nützlich, für alle Fälle und im Hinblick auf die zukünftige Entwicklung einem weiteren Kreise schweizerischer Aussenposten davon Kenntnis zu geben.

---

1. Dieses Rundschreiben wurde von R. Probst unterzeichnet und war an die schweizerischen diplomatischen Vertretungen im Ausland sowie an die konsularischen Vertretungen in: Algier, Luxemburg, San Jose, Santo Domingo, Port-au-Prince, Tegucigalpa, Managua, Panama, San Salvador, Asuncion, Rangoon, Singapore, Saigon, Conakry, Léopoldville, Monrovia, Tananarive, Dar-es-Salaam, Freetown, Wellington gerichtet.

E 7111(C)1972/178/102  
[DoDiS-30745]

*Procès-verbal de la séance du 26 avril 1962  
de la Délégation économique permanente*

EXAMEN DU RAPPORT DU 11 AVRIL 1962 DU GROUPE DE TRAVAIL  
SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES, LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX  
ET LES DIVERS FONDS DE LA CEE

1. Le rapport du 11 avril<sup>1</sup> ne diffère que fort peu du premier rapport<sup>2</sup> du groupe de travail; les consultations officieuses du président du groupe avec l'Association suisse des banquiers, la commission fédérale des banques et les représentants des assureurs ont confirmé dans une large mesure les conclusions du premier rapport.

Les problèmes que posent les dispositions du Traité de Rome sur la libération des services et des capitaux doivent être étudiés à la lumière de la conception que la Suisse se fait de l'association: solution institutionnelle inspirée du modèle grec avec un conseil d'association paritaire prenant des décisions à l'unanimité et de façon autonome. Selon les sujets arbitrage en cas de désaccord.

Il devrait y avoir naturellement un certain parallélisme entre les dispositions du Traité de Rome et celles du traité d'association, faute de quoi on en arriverait rapidement à rendre l'association inopérante. Les obligations iront aussi beaucoup plus loin que tout ce que la Suisse a accepté jusqu'à présent sur le plan international.

Dans le domaine financier, il sera probablement facile d'éviter les discordances, mais la tendance à la coordination des politiques économiques, fiscales et monétaires sera plus poussée qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant.

L'intégration économique cependant présuppose une politique financière saine et orthodoxe; la coopération dans ce domaine ne devrait en principe donc pas susciter de difficultés insurmontables.

2. Le Directoire de la Banque nationale a préparé une étude<sup>3</sup> sur les aspects monétaires et financiers de l'association. Ses conclusions sont beaucoup moins optimistes que celles du groupe de travail.

L'association va mettre la Suisse dans une situation difficile. Certes beaucoup des dispositions du Traité de Rome s'inspirent de conceptions analogues à celles de la Suisse; en revanche, l'aspect institutionnel du Traité est inquiétant. Dans le domaine de la politique de conjoncture, de la politique monétaire et des mouvements de capitaux, la liberté d'action de la Suisse sera sensiblement réduite.

La structure du Traité de Rome est marquée par les conditions régnant à l'époque où il fut conçu; les règlements financiers commençaient alors à peine

---

1. *Nicht abgedruckt.*

2. *Nicht abgedruckt.*

3. *Nicht ermittelt.*

à être libérés des entraves qui leur avaient été imposées pendant vingt-sept ans. Le Traité ne cherche donc pas à résoudre les problèmes posés par le retour à la convertibilité externe des monnaies et à un certain automatisme dans les relations financières internationales.

Or la Suisse subit les répercussions du retour à la convertibilité, notamment sur son marché des capitaux. Elle s'est trouvée au centre des mouvements spéculatifs et s'est vue contrainte de mener une politique monétaire qui n'était pas orthodoxe.

La politique monétaire et financière, la politique budgétaire de la Confédération, l'exportation et l'importation de capitaux sont les instruments essentiels de sa politique de conjoncture. L'harmonisation des politiques prévue par le Traité de Rome et les restrictions qui seront imposées à sa souveraineté en matière monétaire ne lui permettront plus d'en jouer avec la même aisance,

Son trafic des capitaux avec l'étranger qui est universel sera entravé et elle sera obligée d'y introduire le principe de la discrimination alors qu'il faudrait maintenir celui de l'universalité des exportations de capitaux.

L'article 67 du Traité de Rome est contraire à l'article 8 de la loi fédérale sur les banques et caisses d'épargne du 8 novembre 1934. L'article 68 alinéa 3 prévoit, il est vrai, une réserve à l'égard des emprunts d'Etat. En revanche, la Suisse perdrait tout contrôle sur les capitaux privés et il deviendrait impossible de régler l'exportation de capitaux en fonction des intérêts de l'économie suisse.

En outre, si l'exportation de capitaux n'est plus contrôlée, le taux de l'intérêt risque de monter en Suisse, d'où hausse des prix et sur le marché national et sur nos exportations.

Les dispositions réglementant la cotation des valeurs dans les bourses suisses n'ont pas la portée de l'art. 8 de la loi fédérale sur les banques et caisses d'épargne. Toutefois par le truchement de la cotation d'actions étrangères, il est théoriquement possible de ponctionner le marché suisse des capitaux. Aussi la Banque nationale désirerait-elle encore approfondir le problème.

Droit d'établissement des banques: l'établissement de banques du Marché commun en Suisse ne cause en soi guère de difficultés, il s'en poserait, en revanche, si pour respecter le principe de la non-discrimination, la Suisse accordait la liberté totale de l'établissement à des établissements provenant d'autres pays que les Six.

En conclusion, le Directoire de la Banque nationale est d'avis que dans les futures négociations avec la CEE, il importe de défendre la souveraineté de la Suisse dans le domaine de la politique de conjoncture ainsi que de la politique monétaire et financière.

3. Les préoccupations du Directoire de la Banque nationale suscitent les observations suivantes de la Délégation économique permanente:

*L'exécution du programme de libération des mouvements de capitaux et des services de la CEE* ne comporte en pratique, guère de difficultés pour la Suisse qui est même allée plus loin que les Six.

*Principe de l'universalité des relations financières de la Suisse.*

Le Traité de Rome n'y fait pas obstacle. Bien qu'il date d'une époque antérieure au retour à la convertibilité, le Traité va dans le sens du libéralisme.

L'article 70 alinéa 1 précise que le Conseil doit «s'efforcer d'atteindre le plus haut degré de libération possible».

En outre, le régime de convertibilité qui est actuellement en vigueur pré-suppose l'universalité des relations financières et les Six sont tous membres du Fonds monétaire qui interdit la discrimination. Il pourrait tout au plus y avoir des difficultés en cas de crise de balance des paiements; le traitement réservé aux membres du Marché commun risquerait d'être plus favorable que celui des Etats tiers.

L'article 67 du Traité de Rome qui prévoit la suppression progressive des restrictions aux mouvements de capitaux n'oblige pas la Suisse à discriminer les Etats tiers et il ne tient qu'à elle de leur accorder les mêmes avantages qu'aux Six.

*Contrôle des mouvements de capitaux en tant qu'élément de la politique de taux d'intérêts*

L'article 8 de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne est contraire au Traité de Rome<sup>4</sup>.

La Suisse devra sans doute alors doter la Banque nationale de moyens d'influencer la conjoncture autres que ceux, notoirement insuffisants, dont elle a disposés jusqu'à présent.

Il faut préciser à ce propos qu'il est illusoire d'espérer garder le contrôle des mouvements de capitaux en tant que facteur de production permettant à la Suisse de conserver à son seul profit le bénéfice d'un marché financier favorable ou de lier exportation de marchandises et exportation de capitaux. Cela serait considéré comme «nur die Rosinen aus dem EWG Kuchen herauspicken». Dans un marché intégré, l'abolition entre les Etats membres des obstacles à la libre circulation des personnes, des marchandises et des services doit nécessairement s'accompagner de celle des obstacles à la libre circulation des capitaux.

En revanche, il est indispensable et il sera sans doute possible de pouvoir maintenir la stabilité du franc suisse, prévenir les perturbations du marché des capitaux (par les mouvements de «hot money») notamment et éviter les déséquilibres de la balance des paiements.

Ceci ne semble nullement inconciliable avec le Traité de Rome qui prévoit à son article 104 que chaque Etat membre pratique la politique économique nécessaire en vue d'assurer l'équilibre de sa balance globale des paiements et maintenir la confiance dans sa monnaie tout en veillant à assurer un haut degré d'emploi et la stabilité du niveau des prix. Quant aux mesures de protection du marché des capitaux interne, elles sont admises en vertu de l'art. 73 du Traité de Rome. Toutefois, l'aspect institutionnel de ces dispositions qui comportent des décisions à la majorité qualifiée et rendent la Commission compétente en dernier ressort ne pourra être repris tel quel dans le traité d'association.

Le Directoire de la Banque nationale désire réserver sa position sur les points mentionnés ci-dessus et procédera à une nouvelle étude du sujet.

---

4. Ajouté dans l'original: S'il est utilisé pour maintenir un niveau d'intérêts artificiellement bas, il ne peut plus constituer la base principale de notre politique de conjoncture monétaire.

4. *Autres problèmes du secteur monétaire et financier. Discrimination en raison de la nationalité (art. 711, 764 a1. 2, 813 et 895 du Code des obligations).*

La délégation économique permanente décide de revenir à ce problème lors de l'examen du rapport du groupe de travail N° 5.

*Actions nominatives*

La délégation économique permanente conclut que puisqu'il s'agit de dispositions du droit privé, il n'est pas certain que les règles adoptées par certaines sociétés suisses en vue de préserver le caractère suisse de leur société soient contraires à l'article 7 du Traité de Rome. Cette question n'est pas du ressort de l'Etat et il n'est pas nécessaire de la mentionner dans les négociations.

*Informations à fournir à la Commission européenne*

La délégation économique permanente pense qu'il serait possible de s'inspirer de la pratique suivie à l'égard de la Banque mondiale à laquelle la Banque nationale fournit des indications globales sur les mouvements de capitaux à destination et en provenance de la Suisse. Il serait toutefois souhaitable que le Directoire de la Banque nationale procède à une étude plus approfondie du problème.

*Règles de concurrence*

La délégation économique permanente estime que le problème devrait être repris dans le cadre du groupe de travail N° 7. Contrairement aux conclusions du groupe de travail N° 8, il lui paraît probable que les différentes conventions liant les banques suisses tombent sous le coup des dispositions anti-cartellaires du Traité de Rome.

La délégation économique permanente pense qu'aucune disposition du Traité de Rome n'est contraire au secret bancaire. Néanmoins, il n'est pas impossible que le secret bancaire puisse être considéré comme une distorsion des conditions de concurrence et soit menacé par l'harmonisation des législations.

*Assurances: nationalité du mandataire général et liberté de la prospection en matière d'assurances.*

La délégation économique permanente pense qu'il est inopportun que la Suisse fasse des réserves sur la nationalité du mandataire général, Elle reprendra ce problème lors de la discussion du rapport du groupe N° 5. En ce qui concerne la liberté de la prospection, elle estime que ce problème se présente également aux Six et qu'il devra être réglé sur le plan européen.



E 2804(-)1971/2/73  
[DoDiS-30212]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen,  
an den österreichischen Bundesminister für auswärtige Angelegenheiten,  
B. Kreisky*

S<sup>1</sup>

Bern, 27. April 1962

Ich bin Ihnen für Ihren persönlichen und vertraulichen Brief vom 11. April<sup>2</sup>, der mir durch Herrn Botschafter Tursky übermittelt wurde<sup>3</sup>, zu grossem Dank verpflichtet.

Obschon die Stellungnahme von Herrn Vine nichts Neues vermittelt, ist es doch erfrischend, eine bereits bekannte Stellungnahme in so burschikoser Art bestätigt zu hören<sup>4</sup>. Ich habe immer mehr den Eindruck, dass man im State Department den Sechs viel weniger Vertrauen entgegenbringt als sie tatsächlich verdienen. Mit andern Worten: Man traut ihnen zu, dass sie durch jedes Entgegenkommen, das gegenüber den Neutralen gezeigt werden könnte, auf Abwege geraten würden.

Unglücklicherweise sind die Fortschritte – oder besser gesagt die fehlenden Fortschritte – in Verhandlungen um die politische Union nicht dazu angetan, diesen Verdacht zu verkleinern. Wir werden also am kommenden 7. und 8. Mai<sup>5</sup> allerhand Stoff zur Unterhaltung vorfinden, um so mehr als Sie bis dahin auch persönliche Eindrücke von Washington mit sich bringen werden.

Ich darf Sie versichern, dass ich den Bericht, den Sie mir zu Verfügung stellten, als höchst vertraulich behandeln werde.

---

1. *Diesem Dokument liegt folgende Notiz von P. Micheli an F. T. Wahlen bei:* M. Le Chef du Département: Merci de m'avoir communiqué cet intéressant rapport. Les déclarations de M. Vine sont d'une brutalité inquiétante. Si elles traduisent l'attitude du State Department – ce qui paraît être le cas – nous allons au devant de bien des difficultés. M. Ball et M. Vine vont encore plus loin que M. Monnet. Ils veulent faire du Marché commun un instrument de leur politique et s'en servir au point de vue militaire.

2. *Vgl. Nr. 66 in diesem Band.*

3. *Vgl. das Schreiben von J. G. Tursky an Wahlen vom 26. April 1962, nicht abgedruckt.*

4. *Vgl. den Bericht der österreichischen Botschaft in Washington vom März 1962 (DoDiS-30214).*

5. *Hinweis auf die Konferenz der drei Neutralstaaten, die diesen Datums in Stockholm stattfand. Vgl. dazu auch Nr. 74 in diesem Band.*

E 1003(-)1994/26/2  
[DoDiS-30217]

## CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal interne de la séance extraordinaire du 2 mai 1962<sup>1</sup>*

[Biberenbad, 2 mai 1962]

### *Intégration européenne*

Le Conseil se réunit en séance extraordinaire pour reprendre l'examen des problèmes d'intégration entamé à Gempenach le 24 mars 1962<sup>2</sup> et discuter, conjointement, la proposition commune du Département politique et du Département de l'économie publique concernant la poursuite des pourparlers d'association et la conférence des ministres des trois Etats neutres de l'AELE qui se réunira à Stockholm<sup>3</sup>. Il décide de traiter successivement la proposition des deux départements et l'exposé Stopper (Einige Gedanken zum Assoziationsverhältnis)<sup>4</sup>.

*M. le Président de la Confédération* ouvre la discussion générale. Il constate qu'un point est clair, à savoir que la Suisse a fait acte de candidature et qu'elle attend encore une réponse. En attendant, un pays du Marché commun (la République fédérale d'Allemagne) prend l'initiative d'engager les neutres à définir les grandes lignes de leur attitude avant même de connaître la décision relative à leur candidature. Ce pays nous demande de soutenir cette initiative. Cela crée une situation un peu confuse et risque de nous amener à discuter avec une fraction de nos interlocuteurs. Je crains qu'on ne s'engage ainsi «bout par bout».

*M. Wahlen* recommande de considérer l'évolution dans son ensemble, et pas seulement l'initiative allemande<sup>5</sup>. Celle-ci est née du fait que la CEE traite les demandes d'association d'une manière dilatoire et qu'on a prétendu que la CEE ignore ce que les neutres désirent véritablement et que la Suisse ne s'intéresserait plus à l'idée de l'association. Il y a eu toutes sortes de déclarations qui ont provoqué une certaine insécurité. Il y a lieu de craindre que les

1. La séance a lieu en présence de tous les conseillers fédéraux et sous la présidence de P. Chaudet. Elle dure de 8 heures 45 à 11 heures 40. Secrétaire: Ch. Oser. En tête du document, ajout à la machine souligné: Approuvé par tous les Conseillers fédéraux individuellement (M. Bourgnecht excepté). Un double de ce document figure dans E 2804(-)1971/2/43.

2. Cf. le procès-verbal interne de cette séance extraordinaire du Conseil fédéral du 24 mars 1962 (DoDiS-30186). Voir aussi la lettre de P. Chaudet à H. Schaffner du 11 avril 1962 (DoDiS-30205).

3. Cf. le PVCF N° 850 du 4 mai 1962 (DoDiS-30219).

4. Exposé d'E. Stopper, Einige Gedanken zum Assoziationsverhältnis, du 20 mars 1962, E 2804/1971/2/43. Cf. N° 68 dans le présent volume. Une copie du dossier envoyé aux conseillers fédéraux à l'occasion de cette séance extraordinaire du Conseil fédéral figure avec cette notice dans E 2804(-)1971/2/105.

5. Au sujet de la proposition allemande demandant aux autorités européennes de prendre position sur les demandes d'association des neutres, cf. la notice de P. R. Jolles à F. T. Wahlen du 13 avril 1962 (DoDiS-30207).

positions à Bruxelles et autres capitales du Marché commun, comme aussi à Washington, se cristallisent d'une manière préjudiciable aux décisions à prendre plus tard. Les craintes exprimées par M. le Président de la Confédération sont compréhensibles. La déclaration qu'il s'agirait de faire tend surtout à montrer que la Suisse maintient sa demande d'association et qu'elle est prête à faire une démarche, laquelle ne devrait cependant pas ouvrir les négociations avant que le cas de la Grande-Bretagne ait été réglé. Nous avons dû faire un peu tôt notre déclaration de décembre 1961<sup>6</sup>, à cause d'une certaine impatience autrichienne, mais l'envoi de la lettre était justifié.

*M. Schaffner* rappelle que M. Bourgknecht avait parlé précédemment de confusion (tour de Babel). Le diagnostic se confirme plus qu'on ne pouvait le prévoir. Les conversations entre les Six et les Sept passent par une crise. Les buts (Europe des patries, Europe des gouvernements, etc.) se modifient au sein de la CEE. Les projets de Gaulle/Fouchet ont échoué. Les petits Etats espèrent pouvoir bénéficier d'une formule qui les protégerait mieux. Chacun se cherche un allié là où il ne peut en trouver un. La CEE ne considère plus les neutres comme bienvenus, mais elle est prête à traiter avec des pays extra-européens comme la Mauritanie et autres ex-possessions françaises. C'est pourquoi l'Allemagne, qui tire grand profit de ses relations commerciales avec les trois neutres, commence à s'inquiéter des grosses sommes qu'elle doit dépenser pour des pays africains qui l'intéressent assez peu. Ce n'est pas «pour nos beaux yeux» que les Allemands désirent nous appuyer. Leur initiative est une manière de reproche adressé aux pays du Marché commun.

Si la Suisse doit faire une déclaration, c'est pour couper court aux bruits qui circulent au sujet de ses intentions. La déclaration montrerait que la Suisse n'entend pas tirer des avantages seulement, sans contrepartie et ne permettrait plus à Ball<sup>7</sup> d'affirmer qu'elle a même renoncé à l'idée d'une association. Nous devons aussi veiller à ce que l'opinion publique suisse sache que le Conseil fédéral a fait un effort loyal dans le sens de l'association. Pour le moment, on peut nous reprocher de n'avoir rien fait. Il ne faut pas attacher trop d'importance à l'initiative allemande. Ce qui est plus important, c'est de préparer les instructions pour la conférence de Stockholm pour que les deux conseillers fédéraux qui seront délégués sachent exactement ce qu'il faut dire dans les discussions avec les neutres.

*M. Spühler* relève qu'il est essentiel de ne pas perdre l'initiative et d'éviter qu'on ne nous adresse des questionnaires. Nous devons pouvoir exprimer spontanément nos idées sur les possibilités d'association. Il faudrait que le groupe des trois neutres reste compact et que la liaison subsiste aussi avec la Grande-Bretagne. Un jour viendra où le Conseil fédéral devra dire clairement au peuple suisse comment il voit les choses, mais il ne doit pas se hâter de le faire. Il importe de ne pas se mettre à la remorque de la commission de la CEE. Il n'est pas très agréable de faire figure de protégés des Allemands, mais il est

---

6. Cf. N° 34 dans le présent volume.

7. Au sujet de sa position sur l'association des neutres à la Communauté économique européenne, cf. N°s 63 et 65 dans le présent volume.

bon que ceux-ci agissent si personne ne veut nous donner l'occasion de faire connaître notre position.

*M. Tschudi* pose la question de l'information des autres capitales.

*M. Wahlen* précise qu'il s'agit, pour la Suisse, de prendre une initiative de façon que les Allemands puissent se borner à l'appuyer. Nous aurons alors les Allemands de notre côté, et aussi les Hollandais. Je ne serais pas opposé à ce qu'on renseigne aussi les autres capitales, comme l'ont fait les Suédois et les Autrichiens.

*M. von Moos* constate que les explications données par MM. Wahlen et Schaffner relèvent que la situation est délicate. Nous sommes en présence des Allemands qui veulent nous rendre service ou veulent en avoir l'air. Il y a les Anglais qui veulent nous aider, probablement parce qu'ils y voient aussi leur intérêt. On ne voit pas très bien ce qu'il y a là-dessous. Il n'est pas agréable de devoir agir. Mais il y a Ball, qui fait ses déclarations et nous oblige à réagir d'une manière ou d'une autre. Nous devons constater que le Conseil fédéral a écrit une lettre qui est restée sans réponse. Je crains, comme M. le Président de la Confédération, qu'agir signifie se laisser engager. La raison m'incite à approuver l'idée d'une démarche mais le sentiment est contraire. Il faudrait en tout cas nous comporter avec prudence, de façon à ne pas couper les ponts derrière nous.

*M. le Président de la Confédération* se déclare vivement préoccupé par la question de la procédure à suivre. Certains arguments avancés ne lui paraissent pas très convaincants. Nous avons déposé une demande en décembre et commençons à avoir des craintes en attendant une réponse qui ne vient pas, qu'on n'a pas la politesse de nous donner. Et maintenant, nous consentons à remettre à l'un des partenaires un cahier des charges. Le temps à disposition devrait être employé pour étudier les différentes hypothèses à envisager, définir les lignes de notre programme et chercher à réaliser l'accord avec les autres neutres. L'équipe des neutres ne doit pas se disloquer et doit s'entendre sur un programme. Nous ne savons pas quel sera notre interlocuteur quand nous soumettrons notre programme à la CEE. Nous ne savons pas quelles seront les tendances du Marché commun dans six mois, notamment en France où se dessine le déclin du gouvernement personnel du Général de Gaulle. Je suis plutôt pour la retenue. Je craindrais de remettre déjà maintenant notre programme à des gens qu'on ne peut pas encore considérer comme «interlocuteur valable», à cause de leurs tendances divergentes et de l'instabilité de la situation politique. Il importe de rester d'accord avec les autres neutres et de maintenir les contacts avec les ministres des pays du Marché commun, mais sans leur livrer des documents.

*M. Wahlen* déclare comprendre les appréhensions de M. le Président de la Confédération. La déclaration de décembre était la seule solution possible. Si notre demande n'est pas traitée par les capitales étrangères comme elle le devrait, est-ce une raison pour rester dans une complète passivité? Non. Il est heureux que le Conseil fédéral se soit prononcé contre l'idée d'une visite à Washington. Le volume de nos échanges avec l'Allemagne (surtout le volume de ce que nous importons d'elle) est tel que les Allemands ont de bonnes raisons de nous soutenir. Les conditions

sont analogues pour les autres neutres. Il est étonnant de voir comment les Anglais restent fidèles à leurs engagements à l'égard de l'AELE. Ils en font une question d'honneur, même s'il y a aussi d'autres raisons. Une déclaration suisse est nécessaire déjà à cause des propos tenus par Ball. La réussite du plan Kennedy dépend de l'entente entre les Six et la Grande-Bretagne. Il est très difficile d'entrevoir que cette entente ne se réalise pas, car ce serait l'échec complet d'une politique vraiment européenne. Nous devons attendre, mais non pas d'une manière passive. La déclaration ne devra pas se faire avant juillet. Ce sera peut-être même en septembre.

*M. Schaffner* déclare qu'il ne faut rien faire qui puisse être utilisé contre la Suisse. Les Allemands auraient pu demander qu'on nous réponde, sans que nous agissions nous-mêmes dans ce sens. On pourra tenir compte de la remarque de M. Tschudi en complétant le chiffre 2 du dispositif. Si les Six étaient polis, ils nous auraient déjà demandé de faire la déclaration d'ouverture. En faisant notre déclaration, nous ne nous adressons pas encore à un interlocuteur valable. Nous nous adressons à des ministres étrangers parmi lesquels nous comptons des appuis (Erhard p. ex.).

*M. Bourgnicht* exprime l'avis qu'il faudrait en principe s'abstenir d'agir sur le plan extérieur, mais que la situation à l'intérieur exige un geste. Une déclaration faite au parlement en juin ne suffirait-elle pas? Il vaut mieux attendre qu'on nous présente un cahier des charges que de tirer d'abord toutes nos cartouches.

*M. Schaffner* constate que le Conseil fédéral n'a pas encore donné la preuve de sa bonne volonté. Il n'est pas certain que le Conseil fédéral doive attendre le cahier des charges, où l'on indiquerait toutes sortes d'obligations à assumer et que nous ne pourrions accepter. Il faut garder l'initiative, en montrant que l'entente en matière douanière paraît assurer l'harmonisation désirée. Nous devons prendre une part active à l'élaboration d'un statut d'association. Celui qui rédige les textes, qui travaille plus que les autres s'assure un avantage. L'expectative pure est la pire des solutions.

*M. le Président de la Confédération*, s'exprimant sur le dispositif de la décision, déclare ne pas apprécier la formule «dem deutschen Vorschlag zustimmen». Il y a là une question de dignité nationale. Nous avons fait une demande. On ne nous a pas répondu. Pourquoi parler maintenant de cette proposition allemande? Je suis d'accord qu'on mette au point notre cahier des charges et qu'on renseigne nos ambassadeurs dans les pays du Marché commun.

*M. Wahlen* constate qu'il y a une alternative: Un des pays du Marché commun ayant pris une initiative, il faut y donner suite ou s'y opposer. Les fonctionnaires qui s'occupent de ces questions sont d'avis qu'on ne peut décliner la proposition allemande. Ce qui est prévu sous chiffre 2 du dispositif nous permet de ne pas faire figure de protégés des Allemands.

*M. Spühler* propose une formule qui tiendrait compte de la crainte exprimée par M. le Président de la Confédération mais ne changerait pas le fond.

Le Conseil termine cette première partie des délibérations en adoptant une formule rédigée par M. Schaffner et qui remplace les chiffres 1 et 2 du dispositif. Elle est rédigée comme suit: «Bei den zuständigen Organen der EWG in Brüssel und in den Hauptstädten der sechs Länder der Wirtschaftsgemeinschaft

sind Aufklärungsdemarchen zu unternehmen in dem Sinne, dass die Schweiz weiterhin an Assoziationsverhandlungen gemäss Art. 238 Römer Vertrag<sup>8</sup> interessiert ist und unter Koordination mit den andern Neutralen bereit ist, die Verhandlungen durch eine Eröffnungserklärung vor dem Ministerrat der EWG einzuleiten.»

Le chiffre 4 est modifié en ce sens que la forme facultative (können) est remplacée par la forme impérative.

Le Conseil passe ensuite à l'examen du rapport Stopper sous la forme condensée intitulée «Schematische Skizze einer möglichen schweizerischen Eröffnungserklärung»<sup>9</sup>.

Les différents points sont approuvés successivement, avec ou sans remarques.

*ch. I.2:* Il y aura lieu de mentionner la contribution suisse apportée sous la forme des crédits monétaires à l'étranger.

*ch. I.4:* Il y aura lieu de ne pas parler des «individuelle Freiheitsrechte».

*ch. I.6:* Il y aura lieu de faire ressortir par des chiffres l'effort militaire de la Suisse au service de la neutralité.

*ch. II.3:* convient de remplacer le terme «gewährleisten» par «nicht behindern».

*ch. III, A.3:* M. Schaffner signale les difficultés de politique intérieure qui se produiront quand la déclaration aura été rédigée, notamment dans le secteur des cartels.

*ch. III, B.4, c:* M. von Moos soulève la question du sens à donner à «coordination de la politique commerciale».

*MM. Schaffner et Wahlen* lui répondent en exposant le problème de la concurrence des pays producteurs d'huile lourde.

*M. von Moos* insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que la Suisse conserve sa liberté du choix des fournisseurs.

*M. Schaffner* mentionne qu'il est prévu de réserver les «courants normaux», lesquels sont d'ailleurs minimes en ce qui concerne les pays de l'Est. Il s'agit d'ailleurs de tarifs douaniers et non pas de restrictions à l'importation.

*ch. III, B.4, d:* *M. von Moos* signale la possibilité de conflits avec la constitution, laquelle réserve de larges attributions aux cantons.

*ch. III, B.4, e:* *M. Tschudi* demande quel est le sens de la phrase, puisqu'il n'y a plus de discrimination en Suisse dans le secteur social, la CEE voulant l'harmonisation des régimes pour les travailleurs nationaux.

*M. Schaffner* donne les explications demandées, en précisant qu'on peut être assez optimiste, car la Suisse ne serait pas appelée à faire plus que les autres pays.

*ch. III, B.4, g:* *M. Schaffner* signale, en réponse à une question de M. le Président de la Confédération, que la question du secret des banques est une chose à part.

*ch. III, B.4, h:* *M. Schaffner* annonce qu'un rapport sur le problème de l'agriculture est en préparation. Il donne quelques informations sur les difficultés à

8 Cf. N° 30, note 14, dans le présent volume.

9. Cf. N° 68 dans le présent volume.

attendre dans ce secteur, mentionne les périodes de transition à aménager et la question des subventions qu'il faudra verser.

*ch. V: M. von Moos* signale qu'il y aura lieu de rappeler les exigences de la procédure interne suisse (décision du parlement, du peuple) et demande s'il ne conviendrait pas de rappeler la nécessité d'adapter ici et là la législation suisse. La «Schematische Skizze» est, à son avis, un peu trop concrète. Il y aurait avantage à supprimer le ch. III A et B. pour ne pas trop s'engager. Il y a aussi la question d'une suspension totale ou partielle du traité d'association en cas de guerre.

*M. Wahlen* répond que la «Skizze» est un peu simpliste par la force des choses. C'est une question de rédaction. Les Suédois ont fait une sorte de «déclaration d'amour» qui, cependant, contient à peu près les mêmes obligations que notre «Skizze». C'est donc plutôt une question de rédaction. La question d'une suspension du traité en cas de guerre doit encore être examinée. La chose paraît possible.

*M. Bourgknecht* pense qu'il faut redouter que l'affaire ne prenne de plus en plus nettement et rapidement une tournure politique et que nous ne puissions finalement plus nous associer à cause de la neutralité. Ne se donne-t-on pas beaucoup de peine pour rien?

*M. le Président de la Confédération* voit un risque dans le fait que l'accord a des chances de se faire sur le plan purement technique et économique mais qu'il pourrait nous lier ensuite sur le plan politique. On finirait par aboutir à des solutions contraires à nos intérêts. Il y aurait avantage à formuler certains points d'une manière moins précise.

*M. Schaffner* déclare partager l'idée qu'il ne faut pas sacrifier notre indépendance et autres biens à l'intérêt économique. Mais il ne faut pas non plus se laisser trop impressionner par l'aspect politique, une grande partie des buts politiques ne pouvant pas être atteints. Le plan Fouchet est un exemple. Autrefois, nous avons déjà conclu des arrangements qui limitaient fortement notre liberté (monétaire, p. ex.) sans que l'indépendance ait été engagée (union latine). Notre liberté en matière douanière est déjà fortement limitée par le GATT. Si nous traitons les questions économiques point par point et prenons garde de ne pas nous laisser prendre par l'engrenage des institutions, nous échapperons à l'emprise politique. Si les choses sont dites d'une façon brutale dans la «Skizze», c'est parce qu'il s'agit d'un simple inventaire, qui doit d'ailleurs rester secret. Les formules finales devront être mises au point avec soin. Des généralités ne suffisent cependant pas pour négocier. Il faut «étouffer». Il suffit que le Conseil fédéral soit d'accord en gros sur le contenu de la «Skizze». Je verrai encore la question de la suspension partielle du traité d'association en cas de guerre.

*M. von Moos* demande si la «Skizze» restera réellement un document interne, qui ne sera pas même communiqué aux neutres.

*M. Schaffner* répond affirmativement en mentionnant que seules les idées qu'il contient seront communiquées.

*M. Wahlen* ajoute qu'à un certain stade il sera évidemment nécessaire d'échanger confidentiellement les documents entre les neutres avant de les présenter aux Six.

*M. Bourgknecht* fait remarquer que le Conseil fédéral se déclare prêt à faire ceci ou ça, mais qu'il ne peut, quant à lui, prendre la responsabilité de traduire ces engagements dans la réalité. On ne sait pas quel sera, le moment venu, l'état des finances fédérales. Il arrivera peut-être un jour où nous regretterons chaque billet de mille francs dépensé mal à propos. Nous avons beaucoup de dettes à rembourser et beaucoup de subventions à payer. Notre économie pourra-t-elle supporter ces charges?

*M. Chaudet* constate que le Conseil a examiné et approuvé les propositions formulées en quatre points par les deux départements intéressés, sous réserve des modifications rédactionnelles demandées. Une décision formelle devra être prise encore, quand les textes auront été revus.

*M. Schaffner* annonce qu'il faudra calculer, sur la base du chiffre de la population des différents pays en cause, les sommes qu'on demanderait à la Suisse de verser aux différents fonds de la CEE. Il y aura aussi lieu de calculer la perte résultant de la disparition des recettes douanières.

*M. von Moos* signale le sens à donner dans son exposé du 16 avril<sup>10</sup> (p. 10) au passage consacré aux questions d'assurance. Le système de surveillance qu'il s'agit de maintenir doit être compris comme un système de surveillance national.

Le Conseil décide que les décisions prises aujourd'hui seront confirmées dans la séance du 4 mai<sup>11</sup>.

---

10. Cf. la lettre de *L. von Moos* à *Schaffner* du 16 avril 1962, E 2804(-)1971/2/105.

11. Cf. note 3.

## 75

E 2300(-)1000/716/4

[DoDiS-30642]

### *L'Ambassadeur de Suisse à Accra, R. Keller, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, P. Micheli*

#### VISITE À LOMÉ (TOGO)

L K Confidentiel

Accra, 2 mai 1962

La République togolaise accéda à l'indépendance le 27 avril 1960. L'an passé, je me trouvai à cette date anniversaire à Freetown, représentant le Conseil fédéral aux fêtes de l'indépendance de la Sierra Leone<sup>1</sup>. Il était donc indiqué que je me rende cette année à Lomé.

La célébration fut rehaussée par la présence de *M. Mennen Williams*, Sous-Secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines, et d'une délégation du Land Hessen. Le Président *Sylvanus Olympio* ne fit aucune déclaration significative. Voici les quelques impressions que j'ai recueillies:

---

1. Sur l'accès à l'indépendance de la Sierra Leone, cf. le rapport politique N° 8 de *R. Keller* à *M. Petitpierre* du 10 mai 1961, non reproduit.



1. Les relations entre le Ghana et le Togo ne m'ont jamais paru aussi mauvaises. Les véhicules automobiles immatriculés dans un des deux pays ne peuvent franchir la frontière de l'autre. Seules les voitures à numéro diplomatique font exception. près l'amorce d'un rapprochement fin 1961 à l'initiative de M. Hubert Maga (Dahomey), la situation s'est de nouveau détériorée. L'explication la plus souvent entendue est que le Président Olympio jouerait la carte d'une Union du Bénin, appuyée sur le Nigéria, et que fort de cette perspective, il aurait rendu au Président Nkrumah la monnaie de sa pièce en adoptant les mêmes mesures vexatoires.

2. Bien que le Gouvernement togolais nie la présence sur son territoire de l'ancien Ministre des finances du Ghana, Gbedemah, j'ai des indices très précis qu'il s'y trouve bel et bien, de retour de Suisse<sup>2</sup>. Il paraît exact en revanche qu'il n'exerce pas d'activité politique. Ses biens au Ghana n'ont fait l'objet d'aucune contrainte, le parc avicole qui lui fut tant reproché n'a jamais été aussi prospère. Dans ces perspectives, une réconciliation avec Nkrumah n'est pas à exclure.

3. La Ligue des Croix-Rouges a délégué un colon suisse de Tunisie, M. Bosshard, aux fins d'enquêter sur le problème des réfugiés et de surveiller la répartition de secours aux victimes de la famine. Réaliste, M. Bosshard considère que la question des réfugiés est d'ordre mineur (au dernier recensement, les réfugiés ne sont plus que 2800, au lieu des 6000 à 10'000 soi-disant dénombrés naguère)<sup>3</sup>. Le malin plaisir de jouer un tour à Nkrumah a dû être pour beaucoup dans la publicité donnée à toute l'affaire. Quant à la famine dans le nord du pays, elle est endémique en cette saison, faute de soudure entre les récoltes. Les Etats-Unis ont apporté une aide en céréales beaucoup trop massive, qui ne fait qu'encombrer les moyens de transport et les magasins. Un appel à la Croix-Rouge suisse ou à nos autorités serait parfaitement injustifié.

4. La petite communauté suisse croît régulièrement. Quatre compatriotes exercent des fonctions d'expert au titre des Nations-Unies. Un groupe suisse, sous l'impulsion d'une entreprise d'aluminium de Lausanne, va se lancer dans la construction de deux beaux immeubles locatifs à Lomé.

5. J'ai rappelé au Ministre des Affaires étrangères que nous avons été encouragés voilà bientôt un an à proposer la conclusion d'un accord de commerce, de coopération technique et de protection des investissements<sup>4</sup>, et que nous en sommes toujours à attendre l'ouverture de pourparlers<sup>5</sup>. Mon expérience rejoint celle de plusieurs de mes collègues, qui ont dû constater que les Togolais faisaient illusion au premier abord, mais qu'ils manquaient gravement d'esprit de suite<sup>6</sup>.

---

2. *Annotation manuscrite en marge*: Auszug für Dossier Gbedemah p.B.15.50.11(Ghana) erstellt. *Pour le dossier correspondant*, cf. E 2001(E)1976/17/448.

3. *Annotation manuscrite en marge*: Kopie ging an I. O. z. K.

4. *Sur le projet et la conclusion de cet accord*, cf. N° 5, note 5, dans le présent volume.

5. *Annotation manuscrite en marge*: s.C.41.Togo.111.0. *Pour le dossier correspondant*, cf. E 2001(E)1976/17/614.

6. *Annotation manuscrite en marge*: Kopie ging an HN.

## 76

E 2804(-)1971/2/54  
[DoDiS-30465]

*Kreisschreiben des Sektionschefs der Abteilung  
für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, R. Probst,  
an die schweizerischen Botschaften in Kairo, Rom, Athen, London,  
Paris, Köln, Brüssel, Den Haag, Belgrad, Washington, Ottawa, Beirut,  
Damaskus, Ankara, Khartum, Djeddah und Bagdad*

NATIONALISIERUNGSVERHANDLUNGEN MIT DER VAR

PO Vertraulich

Bern, 7. Mai 1962

Vom 27. April bis 4. Mai fanden in Bern, wie Ihnen bekannt sein dürfte, zwischen einer schweizerischen Delegation mit Herrn Botschafter Stopper, Direktor der Handelsabteilung, an der Spitze und einer Delegation der VAR, geleitet vom Unterstaatssekretär im ägyptischen Wirtschaftsministerium Zakaria Tewfik, exploratorische Besprechungen über die Probleme statt, die sich zwischen den beiden Ländern namentlich infolge der Massnahmen stellen, welche von ägyptischer Seite gegen schweizerische Vermögenswerte in der VAR ergriffen worden sind (Nationalisierungen, Sequestrierungen etc.)<sup>1</sup>. Über die *Vorgeschichte* sind Sie u. a. durch die Erklärungen orientiert, die Herr *Bundesrat Wahlen* im Dezember 1961<sup>2</sup> (Fragestunde) im Nationalrat und im März 1962<sup>3</sup> (Interpellation Rohner<sup>4</sup>) im Ständerat abgegeben hatte.

Unsere Botschaft in Kairo hat uns im Vorfeld unserer Besprechungen umfassend über die ägyptische Haltung orientiert<sup>5</sup> und die Verhandlungen in wertvoller Weise vorbereitet. Indessen sind uns auch von den Botschaften in

---

1. *Zum Verhältnis zwischen der Schweiz und der VAR respektive zu den die Periode prägenden Nationalisierungsfragen vgl. z. B. die Notiz betreffend Nationalisierung der Société Egyptienne de Ciment Portland Tourah – Le Caire von M. Schmidheiny vom 1. August 1961 (DoDiS-30448), die Notiz betreffend die Nationalisierungsverhandlungen mit der VAR des Volkswirtschaftsdepartements vom 20. September 1961 (DoDiS-30451), das Schreiben von J.-L. Pahud an P. Micheli vom 20. November 1961 (DoDiS-30455), das Schreiben von Pahud an Micheli vom 17. April 1962 (DoDiS-30462), die Notiz Schweizerisch-ägyptische Verhandlungen von R. Probst vom 5. Mai 1962 (DoDiS-30468), das Schreiben von Pahud an Micheli vom 14. Mai 1962 (DoDiS-30469), das Schreiben von Pahud an Micheli vom 25. September 1962 (DoDiS-30472), das Schreiben von Pahud an Micheli vom 16. Oktober 1962 (DoDiS-30476), das BR-Prot. Nr. 2238 vom 28. Dezember 1962 (DoDiS-30480), die Notiz Besprechung Schmidheiny/Boghdadi von Probst vom 19. Juni 1963 (DoDiS-30483) und das BR-Prot. Nr. 2232 vom 29. November 1963 (DoDiS-30485).*

2. *Vgl. die Beantwortung der Fragen der Herren Nationalrat Philipp Schmid und Grendelmeier betreffend Massnahmen der VAR gegen die Schweizer in Ägypten vom 21. Dezember 1961, E 2001(E)1976/17/408.*

3. *Vgl. die Antwort von Herrn Bundesrat Wahlen, Vorsteher des Eidg. Politischen Departements, auf die Interpellation Rohner vom 8. 12. 1961 (Behandlung der Schweizer in Aegypten) vom 21. März 1962 (DoDiS-30458).*

Rom<sup>6</sup> und Athen<sup>7</sup>, wo ägyptische Delegationen kurz zuvor über den gleichen Fragenkomplex verhandelten, sowie aus London<sup>8</sup> und Washington<sup>9</sup> (Besuch von Wirtschaftsminister Kaissouni) Informationen zugekommen, die uns für die Besprechungen äusserst nützlich waren. Wir möchten die Gelegenheit benutzen, diesen Missionen für ihre Berichterstattung auf das beste zu danken.

Wir beehren uns, Ihnen unsererseits anbei eine Notiz<sup>10</sup> zu übermitteln, die über die hängigen Probleme und namentlich auch über die Berner Besprechungen einen Überblick vermittelt. Wir dachten, dass Sie Interesse daran haben könnten, über den bisherigen Gang informiert zu werden. Es ist vorgesehen, die Verhandlungen in einem späteren Zeitpunkt, wahrscheinlich im Juni, in Kairo weiterzuführen.

---

6. Vgl. z. B. das Telegramm Nr. 51 von der schweizerischen Botschaft in Rom an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements vom 19. April 1962, E 2001(E)1976/17/401.

7. Vgl. z. B. das Schreiben von W. Fuchss an Micheli vom 1. Mai 1962, *ibid.*

8. Vgl. z. B. das Schreiben von J. de Stoutz an Micheli vom 26. April 1962, *ibid.*

9. Vgl. z. B. das Telegramm Nr. 114 von der schweizerischen Botschaft in Washington an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements vom 19. April 1962, *ibid.*

10. Vgl. die Notiz Schweizerisch-ägyptische Verhandlungen von R. Probst vom 5. Mai 1962 (DoDiS-30468).

## 77

E 2001(E)1976717/263

[DoDiS-10397]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### MITWIRKUNG DER SCHWEIZERISCHEN BEHÖRDEN BEIM ABSCHLUSS DES WAFFENSTILLSTANDES IN ALGERIEN (BEITRAG FÜR DIE SITZUNGEN DER KOMMISSIONEN FÜR AUSWÄRTIGES VON ENDE MAI 1962)

PO

Bern, 11. Mai 1962

*I.* Wie erinnerlich, waren die letztjährigen französisch-algerischen Verhandlungen von Evian und Lugin, für deren Zustandekommen wir unsere guten Dienste zur Verfügung gestellt hatten, erfolglos verlaufen. Schon bald machte sich indessen bei den Parteien der Wunsch bemerkbar, einen Weg zur Wiederaufnahme des Gesprächs zu finden. Auf Ersuchen beider Seiten erklärten wir uns vergangenen Winter bereit, erneut geheime Kontakte zwischen französischen und algerischen Emissären zu ermöglichen. Als Ort dieser Kontakte wurde die französische Wintersportstation Les Rousses nahe der schweizerischen Grenze (bei St. Cergue) bestimmt.

---

1. Diese Notiz wurde von R. Probst verfasst und unterzeichnet.

In dieser ersten Phase der neuen Gespräche hatten es die schweizerischen Behörden übernommen, die algerischen Emissäre möglichst unbemerkt von Presse und Öffentlichkeit auf schweizerischem Territorium zu beherbergen. Es erschien in der Tat wesentlich, den konfidentiellen Charakter der Wiedernäherung zu wahren, um den Graben des Misstrauens, den die täglichen, teils sensationellen Presseberichte aus Evian, Lugrin und Genf vergangenen Sommer in verhängnisvoller Weise vertieft hatten, zu überwinden.

Die Aufgabe konnte zu einem guten Ende gebracht werden, Beamte der Bundespolizei, des Militärdepartements (Instruktions-Unteroffiziere der motorisierten Truppen als Chauffeure) und des Politischen Departements waren für die Sicherheit, den Transport sowie für die Wahrung einer lückenlosen Diskretion besorgt. Es handelte sich vor allem darum, die achtköpfige algerische Delegation unbemerkt in der Schweiz unterzubringen, die Zusammenkünfte mit den französischen Vertretern in die Wege zu leiten und die täglichen Transporte nach Les Rousses in unauffälliger Weise zu bewerkstelligen. Die internationale Presse, die von der Sache auf Umwegen Wind bekommen hatte, organisierte zwar eine systematische Verfolgung, die in der Zeit vom 10. bis zum 19. Februar viermal den Wechsel der Unterkunft der algerischen Emissäre erforderlich machte. Dennoch gelang es durch geschickte Anordnungen, die Zusammenkünfte durchzuführen, ohne dass deren Ort entdeckt worden wäre. Die Gespräche erlaubten es den beiden Delegationen, in aller Ruhe die wichtigsten Punkte des Waffenstillstands und der damit zusammenhängenden französisch-algerischen Zusammenarbeit herauszuschälen.

*II.* Damit war der Weg geebnet, um die zweite Etappe, nämlich die eigentlichen, offiziellen Gespräche in Angriff zu nehmen. Diese fanden vom 7. bis zum 18. März in Evian statt. Wiederum wurde die algerische Delegation, die aus psychologischen und «optischen» Gründen ihr Standortquartier nicht in Frankreich aufschlagen wollte, vom 6. bis zum 21. März auf schweizerischem Territorium untergebracht.

Da die Verhandlung nunmehr öffentlich bekannt war, erwies es sich angesichts des immer heftigeren OAS-Terrors, der unter Umständen auch zu uns hätte übergreifen können, als erforderlich, die algerische Delegation unter wirksamen Schutz zu stellen. Man dachte zuerst daran, sie, wie das erste Mal, in Bois d'Avault bei Genf unterzubringen. Wegen mehrerer Verschiebungen war aber eine zeitliche Kollision mit der ungefähr gleichzeitig nach Genf angesetzten Abrüstungskonferenz zu befürchten, die die Genfer Polizei schon stark genug belastete. Ausserdem erschien Bois d'Avault, das nur 2 km von der französischen Grenze entfernt liegt, unter den derzeitigen Verhältnissen stark exponiert. Schliesslich verunmöglichte die unmittelbare Nachbarschaft des Flugplatzes von Cointrin den Einsatz von Fliegerabwehr. Es wurde deshalb in letzter Stunde umdisponiert und die Delegation im günstig gelegenen kleinen Hotel des Signal-de-Bougy untergebracht.

Die schweizerischerseits ergriffenen Sicherheitsmassnahmen, für die ein Infanterie-Bataillon, Fliegerabwehr sowie Kontingente der waadtländischen Sicherheitspolizei und Gendarmerie eingesetzt wurden, waren umfangreich. Die Bewachung der Grenze und des Seeabschnittes wurde verstärkt. In der

Regel erfolgte der Transport der algerischen Delegierten nach und von Evian mit schweizerischen Militär-Helikoptern.

III. Bekanntlich war der Abschluss des Waffenstillstandes, der am 18. März in Evian erfolgte, von algerischer Seite mit der Bedingung verbunden, dass der algerische Rebellenchef Ben Bella und seine vier Gefährten, die vor 5 ½ Jahren den Franzosen in die Hände gefallen waren, freigelassen würden. Auf Begehren Ben Bellas wurde die Gruppe von Frankreich auf Schweizerboden verbracht und während einiger Tage ebenfalls im Signal-de-Bougy beherbergt. Sämtliche algerischen Vertreter verliessen unser Land in der Nacht vom 20. auf den 21. März.

IV. Durch ihre guten Dienste hat die Schweiz die äusseren Voraussetzungen für den Abschluss des Waffenstillstands geschaffen. Es wurde uns dafür von beiden Seiten echte Dankbarkeit bekundet. Wir denken hier an die offiziellen Botschaften des französischen Aussenministers Couve de Murville und des GPRA-Präsidenten Ben Khedda, aber ebenso sehr auch an die spontanen Äusserungen des Dankes seitens der Leiter und der Mitglieder beider Delegationen. Besonders die algerischen Emissäre waren nicht nur von unserer Hilfsbereitschaft, sondern auch vom Funktionieren unserer staatlichen und demokratischen Institutionen, die ihr wachsendes Interesse fanden, beeindruckt. Sie erhielten einen Anschauungsunterricht, der, auf längere Sicht, vielleicht nicht ohne Früchte bleiben wird. Ebenso ist zu hoffen, dass unsere guten Dienste auf die Dauer auch der Schweizerkolonie in Algerien zugute kommen werden. Bemerkenswert war ferner, wie das unwillkürliche Misstrauen, das die Algerier zu Beginn der letztjährigen Verhandlungen ihrer schweizerischen Umgebung entgegenbrachten, sukzessive einem echten Vertrauensverhältnis wich. Als kleine Geste sei noch erwähnt, dass sich das GPRA spontan entschlossen hat, für das posthum geborene Kind des durch einen tragischen Unglücksfall beim Signal-de-Bougy ums Leben gekommenen waadtländischen Gendarmen Michel Rossier ein Sparheft zu eröffnen.

Neben dem direkten Nutzen unserer guten Dienste für den Waffenstillstand in Algerien war besonders auch die Gelegenheit willkommen, in einem Zeitpunkt, in dem die schweizerische Neutralität gewissen Anfechtungen ausgesetzt ist, den Wert dieser Neutralität aktiv unter Beweis zu stellen. Die von uns gespielte Rolle ist in der Weltöffentlichkeit vermerkt worden. Namentlich auch unter den zahlreichen «nicht engagierten» jungen Nationen Asiens und Afrikas hat sie uns einen beachtlichen Prestigegewinn gebracht.

V. Das Politische Departement hat dem Bundesrat aus den obigen Erwägungen am 17. April beantragt, die Gesamtheit der Kosten unserer guten Dienste in der Algeriensache, die ursprünglich teilweise den Algeriern mit deren Einverständnis überbunden werden sollten, zu übernehmen. Der beiliegende Text unseres Antrags enthält darüber nähere Angaben.

#### *Nachtrag vom 15. Mai*

Die auch nach Abschluss des Waffenstillstands andauernden Unruhen in den algerischen Städten liessen anfangs Mai sowohl auf algerischer wie auf französischer Seite den Wunsch nach einer neuen direkten Aussprache aufkommen. Auch diese Zusammenkunft wurde auf Begehren beider Seiten wiederum von

der Schweiz vermittelt und ermöglicht. Es waren daran, wie seither auch in der Presse bekannt wurde, der Aussenminister des GPRA, Saad Dahlab, der in der Schweiz untergebracht wurde, und der französische Algerienminister Louis Joxe beteiligt. Das Treffen, das am 11. Mai nahe der Grenze auf französischem Territorium stattfand, führte zu einer gegenseitigen Bekräftigung des Willens, die Abmachungen von Evian ungeachtet aller Hindernisse wie vorgesehen durchzuführen.

## 78

E 7001(C)1975/63/13

[DoDiS-18963]

*Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements,  
E. Stopper, an die Delegation des Bundesrates für Finanz und Wirtschaft*

### ENTWICKLUNGSHILFE AN INDIEN

S

Bern, 14. Mai 1962

Wir gestatten uns, Sie hiermit über eine Aussprache zu orientieren, die am 24. April 1962 in Bern mit Mr. K. B. Lall, indischer Botschafter in Brüssel und Economic Commissioner for Western Europe stattfand. Mr. Lall hat in der letzteren Eigenschaft die Aufgaben von Mr. Swaminathan übernommen, der die Verhandlungen über das Transferkreditabkommen vom 30. Juli 1960<sup>1</sup> führte. Anlass zu dieser Unterredung war der indische Wunsch, die Möglichkeiten weiterer schweizerischer Kredite abzuklären.

Mr. Lall dankte im Namen seiner Regierung für die Freigabe der 2. Tranche des Transferkredits und deren Erhöhung von 40 auf 50 Millionen Franken. Anschliessend erläuterte er die indische Wirtschaftslage unter dem Gesichtspunkt der Entwicklungspläne und des damit zusammenhängenden Finanzbedarfs. Für das 2. und 3. Jahr (1962/64) des zweiten Fünfjahresplanes benötigt Indien den Betrag von 2400 Millionen Dollars in Devisen. Im Rahmen des Weltbank-Konsortiums Indien hat sich USA bereit erklärt, 1000 Millionen Dollars zur Verfügung zu stellen, vorausgesetzt dass die übrigen Mitglieder (Grossbritannien Frankreich, Bundesrepublik Deutschland, Kanada und Japan) gleichviel zusichern. Da die Zusagen dieser Länder bis heute nur 780 Millionen Dollars ausmachen, besteht angesichts der amerikanischen Bedingung die Gefahr eines Fehlbetrags von insgesamt 440 Millionen Dollars. Indien ist daher im Hinblick auf die am 29. Mai 1962 stattfindende Tagung des Konsortiums bestrebt, weitere Kreditzusagen zu erreichen, um die bestehende Finanzlücke möglichst auszufüllen.

Auf Grund dieser Sachlage unterbreitete uns Mr. Lall folgende Begehren:

---

1. Zu diesem Abkommen vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 91 (DoDiS-14497), insbesondere Anm. 3.

Die Schweiz sollte sich vor dem 29. Mai entschliessen, bis zu welchem Betrag sie Indien weitere Finanzhilfe zu gewähren bereit sei, wobei solche Kredite günstigere Rückzahlungs- und Zinsbedingungen als bisher aufweisen müssten (Indien denkt an Kredite auf 15 – 20 Jahre, mit einer Schonfrist von 5 Jahren, während die Konditionen des Transferkredits auf 10 Jahre mit Schonfrist 3 Jahre, Zinssatz 5¾ lauten);

statt einer bilateralen Lösung sollte die Schweiz dem Konsortium beitreten und ihre Hilfe auf diesem Weg leisten.

Mr. Lall wies darauf hin, dass Indien praktisch nur noch über gebundene Kredite verfüge, was den Bezug schweizerischer Waren, für welche sein Land mit fortschreitender Entwicklung ein Markt von steigender Bedeutung sei, erschwere. Für seine notwendigerweise langfristige Planung sollte Indien möglichst bald wissen, ob und mit welchen schweizerischen Krediten es für die nächsten drei Jahre rechnen könne.

Gegenüber diesen indischen Wünschen vertraten wir die Auffassung, dass die Schweiz mit dem Transferkredit, dessen 2. Tranche von 50 Millionen Franken soeben erst freigegeben wurde, vorläufig ihren Beitrag an die indischen Entwicklungspläne glaube geleistet zu haben. Im übrigen sei dieser Kredit proportional durchaus beachtenswert, entspreche doch die 2. Tranche (rund 12 Millionen Dollars) im Verhältnis zum Nationaleinkommen, das bei USA ca. 60 mal grösser sei als bei uns, einer amerikanischen Leistung von ungefähr 720 Millionen Dollars. Indien sollte selbst dafür sorgen, dass unser Transferkredit im Rahmen des Konsortiums als ausseramerikanischer Beitrag angerechnet werde.

Ein Beitritt der Schweiz zum Konsortium könne aus Präjudizgründen nicht in Betracht gezogen werden. Bei diesen Konsortien handle es sich um eine Art «pressure groups», in denen die Länder sich gegenseitig für möglichst hohe Kredite unter Druck setzten.

Andererseits seien uns die Notwendigkeit der Wirtschaftsentwicklung im Zusammenhang mit dem grossen Bevölkerungszuwachs und die politische Bedeutung des indischen Subkontinents durchaus klar, und wir seien daher bereit, die Möglichkeiten für weitere Kredite zu prüfen. Für einen Entscheid sei aber die Lage heute noch nicht reif.

Es zeigt sich immer deutlicher, dass unsere über das Mittel der Exportrisikogarantie gewährte Entwicklungshilfe, wenn sie auch in bezug auf den Umfang im Vergleich zu den Leistungen anderer Länder durchaus als angemessen bezeichnet werden kann, hinsichtlich ihrer *Qualität* (Kreditdauer, Verzinsung, Rückzahlungsbedingungen) einer Überprüfung bedarf. Dies insbesondere im Zusammenhang mit der hohen kurz- und mittelfristigen Verschuldung der Empfangsländer. Wir haben daher gegenüber Mr. Lall, dessen konkreten Begehren wir nicht entsprechen konnten, wenigstens diese künftigen Möglichkeiten offen lassen wollen.

E 2003-03(-)1976/44/165

[DoDiS-30252]

*Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, H. Keller,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT MIT GHANA UND NIGERIA

Kopie<sup>1</sup>  
No KH

[Bern,] 14. Mai 1962

Vom 2. bis 10. Mai hat eine von Herrn Bundesrat Spühler geführte Delegation am Eröffnungsflug der Swissair nach Akkra und Lagos teilgenommen. Ich bin dazu ebenfalls eingeladen worden und habe die Gelegenheit benutzt, Fragen unserer technischen Zusammenarbeit mit diesen Ländern an Ort und Stelle zu bearbeiten.

In Ghana und Nigeria ist die technische Hilfe der Bundesbehörden bisher nicht stark in Erscheinung getreten. Offenbar sind den beiden Ländern von anderer Seite so viele Angebote gemacht worden, dass die Hilfe kleinerer, dazu nicht englisch sprechender Staaten vorerst kaum nötig erschien<sup>2</sup>. Das Interesse der Regierungen von Ghana und Nigeria für das, was die Schweiz an technischer Hilfe bieten kann, ist nun aber im Wachsen. Günstige Erfahrungen einiger westafrikanischer Länder mit schweizerischen Fachleuten und Stipendien tragen wohl dazu bei.

Viel grösser als die Leistungen der Bundesbehörden sind in den beiden genannten Ländern, wie überhaupt in Westafrika, diejenigen privater schweizerischer Organisationen und Unternehmungen. Die Schweizerkolonien in Westafrika entwickeln sich recht günstig. Sie geniessen überall hohes Ansehen und zeichnen sich aus durch Initiative und berufliche Fähigkeit. Es handelt sich vorwiegend um noch junge, tüchtige und unternehmungslustige Mitbürger, deren Ehefrauen meistens ebenfalls Schweizerinnen sind, so dass die Kinder in schweizerischem Geiste heranwachsen und der lebendige Kontakt mit der Heimat erhalten bleibt. Fast ausnahmslos kehren unsere Westafrikaschweizer später wieder in die Schweiz zurück. Sie stellen wertvolle Vorposten unseres Landes dar, nicht nur in wirtschaftlicher, sondern auch in kultureller und anderer Hinsicht. Zu erwähnen sind auch die recht bedeutenden schweizerischen Investitionen, besonders in Ghana.

Die Basler Mission hat in Ghana schon in der ersten Hälfte des vergangenen Jahrhunderts ihre segensreiche Tätigkeit entfaltet und sich auch

---

1. Kopien dieser Notiz gingen an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, an die Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements, an das Sekretariat des Departements des Innern, an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements und an die schweizerischen Botschaften in Akkra und Lagos.

2. Zur amerikanischen technischen Hilfe an Ghana vgl. z. B. das Schreiben von H. Keller an P. Micheli vom 1. November 1961 (DoDiS-30641).



von Anfang an um die Erziehung, Schulung und berufliche Ausbildung der einheimischen Bevölkerung bemüht<sup>3</sup>. In den Schulen und Spitälern der Basler Mission werden heute Lehrer, Krankenschwestern und Handwerker herangebildet. Die Union Handel AG Basel, die sich in mehreren Ländern Westafrikas unter dem Namen Union Trading Co eines ausgezeichneten Rufes erfreut, beschäftigt unter der Leitung tüchtiger Landsleute sehr viele einheimische Angestellte, Arbeiter und Handwerker, die sie schon seit Jahrzehnten beruflich geschult und damit den afrikanischen Nachwuchs zielbewusst herangezogen hat. Schon sehr früh wurden nach Möglichkeit auch Einheimische mit leitenden Funktionen betraut. Besondere Berufsschulen hat die Unternehmung z. B. für Automechaniker errichtet. Es werden aber auch Uhrmacher, Elektriker, Optiker, Spengler, Buchhalter, Korrespondenten, neuerdings auch Verkäufer, ausgebildet. Die Firma hat ferner Reparaturdienste für importierte Aufzüge, Schreibmaschinen, Radioapparate usw. organisiert. Auch andere, jüngere Schweizerfirmen in Ghana und Nigeria leisten ihren Beitrag. Die Zahl dieser Firmen und ihr Gewicht haben in den letzten Jahren zugenommen. In der Brauerei Akkra, in der Baufirma Lang in Akkra, in der Aluminium Manufacturing Co in Lagos, in zwei schweizerischen Parfümeriefabriken in Nordnigeria und in anderen Betrieben sind landeskundige und erfahrene Mitbürger mit der Ausbildung eines immer zahlreicheren beruflichen Nachwuchses beschäftigt. Die Baufirma Lang allein hat während der letzten 20 Jahre mehreren tausend einheimischen Arbeitskräften nicht nur Verdienst, sondern auch eine solide berufliche Ausbildung verschafft. Dass unsere Schweizerfirmen vielfach Produkte ihrer Heimat im Gastland bekanntmachen, war bei den Betriebsbesichtigungen festzustellen, zu denen die Delegation eingeladen wurde.

Diese Situation schafft gute Voraussetzungen für neue Aktionen unserer technischen Hilfe, die sich auf die bestehenden, bewährten schweizerischen Positionen stützen kann. Gegenwärtig wünscht die Regierung Ghanas z. B. unsere Mitwirkung bei der Angliederung einer kleinen Pflegerinnenschule an das Spital der Basler Mission in Agogo. Die Regierung ist bereit, ungefähr den dritten Teil der Kosten selbst aufzubringen. Der Chefarzt des Spitals hat das Projekt, das von schweizerischen Fachleuten nach gründlicher Prüfung befürwortet wird, Herrn Bundesrat Spühler und andern Mitgliedern der Delegation vorgetragen und insbesondere erläutert, dass die Ausbildung von Krankenpflegepersonal einem dringenden Bedürfnis des Gastlandes entspricht. Die Bauarbeiten sollen der bereits erwähnten schweizerischen Firma Lang anvertraut werden. Die Voraussetzungen für ein fachgemässes Vorgehen und für sparsame Verwendung unserer Mittel wären also durchaus gegeben. Die Basler Mission wird dem EPD demnächst ein Gesuch um einen namhaften Beitrag aus Bundesmitteln (gemäss BB vom 13. Juni 1961<sup>4</sup>) unterbreiten.

---

3. Zur von der Basler Mission in Ghana geleisteten Entwicklungshilfe vgl. auch das BR-Prot. Nr. 513 vom 15. März 1963 (DoDiS-30646).

4. Vgl. Nr. 39, Anm. 22, in diesem Band.

5. United Nations Temporary Executive Authority.

Unsere Botschaft in Akkra sowie der dortige Resident Representative des UNTAE<sup>5</sup> beurteilen das Projekt ausgesprochen günstig.

Präsident Kwame Nkruma hat während der Audienz, die er Herrn Bundesrat Spühler am 3. Mai gewährte, bemerkt, er benötige gelegentlich einen schweizerischen Fremdenverkehrsfachmann für einige wenige Wochen zwecks Abklärung der Frage, ob gewisse Pläne zur Entwicklung des Fremdenverkehrs in Ghana Aussicht auf Erfolg hätten. Einem solchen Wunsche könnten wir entsprechen.

In Nigeria haben sich Schwierigkeiten bei der Auswahl von Stipendiaten ergeben. Das dortige Aussenministerium regt nun an, unter den vielen bereits in Deutschland arbeitenden Studenten aus Nigeria einige auszuwählen, die sich besonders für die Ausbildung in der Schweiz eignen, so dass die Sprachschwierigkeiten vermindert und Kandidaten für die deutschschweizerischen Hochschulen gewonnen werden könnten, womit eine zusätzliche Belastung der Westschweiz vermieden werden kann. Ich habe dem Ministerium wohlwollende Prüfung und baldige Stellungnahme durch unseren Botschafter in Lagos in Aussicht gestellt.

Der Verkehrsminister von Nigeria, der die Schweiz 1961 besuchte<sup>6</sup>, hat ein Gesuch um technische Hilfe für den Ausbau des Fernverbindungsnetzes angekündigt. Ein solches Begehren müsste im Einvernehmen mit der Generaldirektion der PTT in Bern behandelt werden. Herr Alfred Langenberger, Direktor der Fernmeldedienste bei der Generaldirektion der PTT, der Mitglied der Delegation war, kennt den Fall bereits.

Die Tatsache, dass ein Mitglied des Bundesrates an der Spitze einer Delegation Ghana und Nigeria (und damit Afrika) erstmals besuchte, hat bei den Regierungen, in Wirtschaftskreisen, in der Presse, vor allem aber auch bei unseren Schweizerkolonien grosses Interesse gefunden. Unsere Landsleute zeigten lebhaftes Genugtuung über den offiziellen Besuch, und die lokalen Behörden fühlten sich geehrt.

Die von der Swissair eingeladenen schweizerischen Pressevertreter hatten Gelegenheit, in Ghana und Nigeria die Probleme der Entwicklungsländer etwas näher kennen zu lernen. Das grosse Vertrauen, das die jungen afrikanischen Staaten gerade unserem Lande entgegenbringen, hat die Journalisten immer wieder überrascht.

---

6. Wahrscheinlich handelt es sich beim hier erwähnten Besucher nicht um Verkehrsminister R. Njoku, sondern um Kommunikationsminister O. Akinfosile, der 1961 im Rahmen einer Informationsreise in Sachen Kommunikation Europa und im März auch die Schweiz besuchte. Vgl. die Notiz von A. Tripet für R. Probst vom 2. März 1961, E 2001(E)1976/17/539. Für Kontakte zum nigerianischen Verkehrsminister vgl. z. B. das vertrauliche Schreiben von G. E. Bucher an J. Burckhardt vom 20. September 1961, E 2200.168(-)1981/165/12.

E 2003-03(-)1976/44/11  
[DoDiS-30148]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT IN SCHWEIZERISCHER SICHT

FF

[Bern,] 15. Mai 1962

Die Technische Zusammenarbeit der Schweiz mit den Entwicklungsländern ist in starkem Ausbau begriffen. Dabei sind die Motive, die unserer Hilfe zugrunde liegen, verschiedener Art. Zunächst wäre das humanitäre Moment zu nennen, die Verantwortung für die vom Schicksal weniger begünstigten Mitmenschen. Dazu kommt ein allgemein politisches Motiv. Die Bedeutung der unabhängig gewordenen unterentwickelten Länder hat in der letzten Zeit gewaltig zugenommen. Die reichen Nationen, ob sie nun Kolonialmächte waren oder nicht, stehen heute den armen Nationen gegenüber, ein Zustand, der zu Spannungen führen muss, wenn nicht die reichen Nationen, zu denen wir gehören, das Nötige tun, die Entwicklungsländer auf jenen Stand zu heben, den sie erstreben. Die Schweiz als weltoffenes Land ist auf die Freundschaft der Entwicklungsländer angewiesen. Es gilt, diese Freundschaft zu erhalten und damit auch einen Beitrag an die Friedenssicherung zu leisten.

Nicht weniger wichtig sind die neutralitätspolitischen Beweggründe. Sie sind ein spezifisch schweizerisches Merkmal. Die Neutralität als Instrument unserer Unabhängigkeit bedarf der sich ständig erneuernden Anerkennung durch das Ausland. Durch Taten soll nicht nur gezeigt werden, dass uns die Neutralität nicht hindert, an Aktionen internationaler Solidarität teilzunehmen, sondern dass wir darüberhinaus gerade dank unserer Neutralität andern Völkern Dienste leisten, die nichtneutrale Staaten nicht oder nicht in diesem Masse erbringen können. Als Neutrale sind wir nicht verdächtig, die Technische Zusammenarbeit in den Dienst irgendwelcher Macht- oder Blockpolitik stellen zu wollen. Unsere Technische Zusammenarbeit begegnet deshalb weniger Hemmungen von Seite der empfangenden Staaten als jene vieler anderer Länder. Insoweit unsere erhöhten Wirkungsmöglichkeiten auf dem Gebiet der Technischen Zusammenarbeit ein Ausfluss unserer Neutralität sind, ergibt sich aus der Technischen Zusammenarbeit eine Aufwertung der Neutralität.

Ausgehend vom Grundsatz der Neutralität, ist unsere Technische Zusammenarbeit nicht-diskriminierend. Das heisst, sie kommt grundsätzlich allen Staaten zugut. In diesem Rahmen ist es uns anheimgestellt, gegenüber den einzelnen Ländern eine mehr aktive oder eine mehr passive Haltung einzunehmen, die Zusammenarbeit zu fördern oder sie mehr von der Initiative des Partnerstaates stimulieren zu lassen. Praktisch ist bis heute unsere Hilfe an

---

1. Diese Notiz wurde von E. Messmer zuhanden von F. T. Wahlen verfasst.

Entwicklungsländer, die zum kommunistischen Block gehören, minim, und das dürfte auch in Zukunft kaum anders sein. Andererseits liegen konkrete Belege dafür vor, dass unsere Zusammenarbeit mit gewissen neutralistischen Ländern sich in verschiedener Richtung günstig ausgewirkt hat.

Allgemein lässt sich sagen, dass eine gleichmässige Verteilung unserer technischen Hilfe auf die verschiedenen Entwicklungsländer nicht unsere Absicht sein kann. Dass ein solches «Gleichgewicht» keine zwangsläufige Folge unserer neutralen Stellung ist, liegt auf der Hand. Eine solche Politik ist aber auch deshalb nicht möglich, weil der Wille und das Vermögen zur Zusammenarbeit nicht bei allen Ländern gleichermaßen ausgeprägt ist. Und schliesslich ist zu beachten, dass jede grössere Aktion technischer Hilfe in einem bestimmten Land zwangsläufig zu gewissen Ungleichgewichten führen muss, positiv ausgedrückt zu gewissen Schwerpunktbildungen. Solche Schwerpunktbildungen sind – im Gegensatz zur eigentlichen «Adoption» eines Entwicklungslandes – durchaus günstig zu bewerten, haben sie doch gewisse längerfristige, positive Ausstrahlungen sowohl im Entwicklungsland selber wie auf unsere Bevölkerung.

Unsere Technische Zusammenarbeit ist uneigennützig, sie will den Entwicklungsländern helfen, sie verfolgt keine Nebenzwecke, seien sie nun handelspolitischer, weltanschaulicher oder religiöser Natur. Das hindert allerdings nicht, dass als Folge unserer Aktionen auf manchen Ebenen positive Wirkungen auf unsere Beziehungen mit den betreffenden Ländern eintreten. Die Uneigennützigkeit unserer Technischen Zusammenarbeit kann auch nicht bedeuten, dass wir von den jeweiligen politischen Beziehungen zu einem bestimmten Entwicklungsland abstrahieren müssten. Es genügt, in diesem Zusammenhang an die unfreundlichen Massnahmen der VAR zu erinnern<sup>2</sup>. In diesem Falle erschien es uns angezeigt, von neuen Aktionen technischer Hilfe vorübergehend abzusehen.

Was nun die Kanäle betrifft, durch die unsere Hilfe geleitet wird, so unterscheiden wir bekanntlich multilaterale und bilaterale Aktionen. Von den für 1962 für Technische Zusammenarbeit budgetierten Ausgaben in Höhe von 18 Mio. sind 11 Mio. für multilaterale Projekte vorgesehen, wovon 8 Mio. an das «Erweiterte Programm» und den «Sonderfonds» der UNO gehen<sup>3</sup>. Mit unserer multilateralen Hilfe fördern wir ein Werk der internationalen Solidarität. Wir stärken die UNO und zeigen damit, dass unsere Nichtmitgliedschaft bei dieser Organisation uns nicht daran hindert, an deren Bemühungen zur Sicherung eines besseren Gleichgewichts unter den Völkern mitzuwirken. Die UNO und ihre Spezialorganisationen (wie FAO, UNESCO, ILO, OMS) verfügen über ein weltweites Netz von erfahrenen Leuten, wie es von einem kleinen Staat

---

2. Vgl. Nr. 40, Anm. 3, in diesem Band.

3. Zu den Beiträgen der Schweiz an das erweiterte Programm der UNO und den UNO Sonderfonds für das Jahr 1962 vgl. das BR-Prot. Nr. 2110 Participation à la réunion du Comité de l'assistance technique (CAT), New York, 27–30 novembre 1961 vom 21. November 1961, E 1004.1(-)/1/655. Zur generellen Budgetierung des Kredits für technische Zusammenarbeit für das Jahr 1962 vgl. das Schreiben Voranschlag 1962. Delegierter für technische Zusammenarbeit von Messmer an E. Stopper vom 26. September 1961, E 6100(B)1980/49/16.

kaum errichtet werden kann, und zugleich können die von einer Vielzahl von Staaten geäußerten Mittel systematisch eingesetzt werden.

Zwischen dem Dienst für Technische Zusammenarbeit und den internationalen Organisationen besteht im übrigen ein ständiger und intensiver Kontakt, woraus sich auf praktischer Ebene in mancher Beziehung eine recht enge und erspriessliche Zusammenarbeit ergeben hat.

Auf dem Gebiet der bilateralen Technischen Zusammenarbeit kommen dem Bund drei Aufgaben zu: Er unterstützt Aktionen privater und öffentlicher schweizerischer Institutionen, er führt selber Aktionen durch, und er bemüht sich um die Koordination aller von der Schweiz ausgehenden Technischen Zusammenarbeit. Hauptträger der bilateralen Technischen Zusammenarbeit waren bisher die privaten Organisationen, die über einen eingespielten Apparat und meist über grosse Erfahrungen verfügen. Deshalb ist der Bund in erster Linie darauf bedacht, Aktionen Dritter zu unterstützen. Immerhin erlaubt der nunmehr für bilaterale Aktionen zur Verfügung stehende Kredit von vorläufig etwa 7 Mio. Fr. im Jahr auch die Verwirklichung bundeseigener Projekte. Der Dienst für Technische Zusammenarbeit ist deshalb zurzeit mit der Abklärung einiger solcher Projekte beschäftigt; sie haben eine Verbesserung der Landwirtschaft zum Ziel, wobei die Hilfe an der Basis, bei der Bevölkerung selbst anzusetzen hätte. Gerade dies ist ein Merkmal schweizerischer Technischer Zusammenarbeit, dass nämlich die Mitwirkung der Bevölkerung, deren Aktivierung im Mittelpunkt steht.

Die Vielfalt und das Gewicht der privaten Hilfe ruft der Frage nach der Koordination unserer Technischen Zusammenarbeit. Es ist in der Tat eine wesentliche Aufgabe des Delegierten für Technische Zusammenarbeit<sup>4</sup>, diese Koordination herzustellen. Dass dies nicht von heute auf morgen möglich ist, liegt auf der Hand. Umso erfreulicher ist die Feststellung, dass praktisch alle grösseren privaten Organisationen loyal mit dem Delegierten zusammenarbeiten, wodurch es möglich ist, Doppelspurigkeiten und Fehlleitungen zu vermeiden.

---

4. H. Keller.

## 81

E 2200.41(-)1977/93/20

[DoDiS-30354]

*Der Sektionschef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, R. Probst,  
an den schweizerischen Botschafter in Paris, A. Soldati*

S PO Vertraulich

Bern, 25. Mai 1962

Herr Generalkonsul Studer<sup>1</sup> hat Ihnen Kopien seiner vertraulichen Schreiben vom 15.<sup>2</sup> und 17. Mai<sup>3</sup> an unser Departement übermittelt, worin er die Frage allenfalls notwendig werdender Repatriierungsmassnahmen für die Algerienschweizer sowie der sich daraus ergebenden Anordnungen für die Aufbewahrung des Mobiliars aufgeworfen hat.

Wir beehren uns, Ihnen orientierungshalber bekannt zu geben, dass wir dem Generalkonsulat heute auf kürzestem Wege wie folgt geantwortet haben<sup>4</sup>:

*1. Swissairtransporte*

Wir stehen für die Eventualität, dass die gegenwärtigen Transportmöglichkeiten in Algerien für heimkehrwillige Schweizer nicht mehr ausreichen sollten, bereits mit der Swissair in Verbindung. Diese ist in der Lage, mit ungefähr ein- bis zweitägiger Vorankündigung eine Maschine nach Algier zu entsenden. Der Maschinentyp würde je nach Disponibilität entweder eine DC 6B, eine Caravelle oder eine Coronado mit durchschnittlich 74 Passagierplätzen sein. Auf Grund des Chartervertrages zwischen dem Bund und der Swissair in der Höhe von 20'000 Fr. pro Flug käme eine Flugpassage bei Vollbelastung des Flugzeugs auf ca. 270 Fr. pro Person zu stehen<sup>5</sup>. Da die Maschine den Hin- und Rückflug am gleichen Tage durchführen müsste, wären die Passagiere zum voraus mit maximal 20 kg Gepäck pro Person vom Generalkonsulat bereitzustellen, um den Verlad unverzüglich vornehmen zu können. Die Passagepreise könnten je nach Wunsch entweder vorher in Lokalwährung an das Generalkonsulat erlegt werden, wobei ihm das Departement weitere Weisungen für die Verwendung der einkassierten Beträge erteilen würde, oder sie wären nach Ankunft des Flugzeugs in Schweizerfranken zu begleichen. Für Notfälle haben wir unsere Vertretung ermächtigt, Gratispassagen zu gewähren, die nachher mit der EZAF abzurechnen wären. Die verfügbaren Flugplätze sind in erster Linie für Nurschweizer und deren Familienangehörige zu reservieren, wobei wir es dem Generalkonsulat überlassen, Doppelbürger in Härtefällen ebenfalls zu berücksichtigen. Die Heimkehrer

---

1. J. Studer, Generalkonsul in Algier.

2. Nicht abgedruckt.

3. Nicht abgedruckt.

4. Vgl. das Telegramm Nr. 61 vom Politischen Departement an das schweizerische Generalkonsulat in Algier vom 25. Mai 1962, E 2200.73(-)1977/81/3.

5. Handschriftliche Anmerkung am Rand: Kinder?

würden bei der Ankunft von der EZAF für die erste Betreuung übernommen. Dabei wären der EZAF vom Generalkonsulat zum voraus die Anzahl und möglichst auch die Personalien jener Rückkehrer zu melden, denen in der Schweiz Unterkunftsmöglichkeiten fehlen oder die einer besonderen Pflege bedürften. Die EZAF wird wem möglich eine Begleitperson bereits auf den Flug delegieren.

## *2. Aufbewahrung von Mobiliar*

Mit dem Vorschlag des Generalkonsulats vom 15. Mai<sup>6</sup>, die Liegenschaft Dar-el-Hassatine als Aufbewahrungszentrum zu verwenden, haben wir uns einverstanden erklärt. Die Entgegennahme der Kader würde natürlich ohne jede Verantwortung des Bundes erfolgen. Dagegen entstünde eine eventuelle Verantwortung gegenüber dem Vermieter bei OAS-Vergeltungsmassnahmen gemäss den Klauseln des Mietvertrags; doch wären wir bereit, diese Verantwortung auf uns zu nehmen. Bezüglich der Nurschweizer und Doppelbürger gelten die gleichen Richtlinien wie unter Ziff. 1. Wir würden mit der Schiffahrtsgesellschaft Keller Line auf Meldung des Generalkonsulats hin Kontakt nehmen, sobald eine genügende Anzahl Kader für einen Schiffstransport vorhanden wäre. Wir setzen voraus, dass die Kosten für Verpackung, Verlad und Transport von unseren Landsleuten getragen werden, sofern es nicht Notfälle sind, die der EZAF möglichst vorgängig zu melden wären. Die Versicherung gegen normale Risiken sowohl für die Einlagerung wie den Transport könnte durch die EZAF organisiert werden, wenn ihr genaue Umzugslisten samt Wertangabe zugestellt werden.

Wir werden Sie über die weitere Entwicklung in bezug auf eventuelle Heimschaffungsmassnahmen orientiert halten<sup>7</sup>.

---

6. Vgl. Anm. 2.

7. Zur Nutzung des Heimschaffungsangebotes vgl. z. B. die Notiz Algerien: Anerkennung, Anknüpfung diplomatischer Beziehungen, Schicksal der Schweizerkolonie von R. Probst vom 20. August 1962 (DoDiS-10402). Zu den Problemen, die den Auslandschweizern in der Folge durch algerische Nationalisierungsmassnahmen erwachsen, vgl. Nr. 185 in diesem Band.

## 82

E 2806(-)1971/57/7  
[DoDiS-30295]

*Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

VISITE DE M. BAUDET, AMBASSADEUR DE FRANCE.

*Copie<sup>2</sup>*  
N MC

Berne, 5 juin 1962

M. Baudet, de retour de Paris, me donne les explications suivantes au sujet de la politique française à l'égard de l'Europe:

Comme on le sait, le Général de Gaulle ne veut pas ouvrir le Marché commun, et par conséquent l'Union politique européenne qu'il voudrait constituer, à de nouveaux venus et particulièrement à la Grande-Bretagne. Pour lui le Marché commun reste le noyau de l'Union européenne et doit être centré sur l'entente franco-allemande qui est essentielle pour assurer la stabilité de l'Europe de demain.

Son attitude a été la cause de sérieuses difficultés avec les partenaires de la France, dont certains insistent pour que l'Angleterre fasse partie de la Communauté économique européenne.

La pensée du Général de Gaulle offre une contradiction qui frappe non seulement beaucoup de hauts fonctionnaires français mais également M. Pompidou, son Premier Ministre. Il leur semble illogique de vouloir faire l'Europe des patries et de ne pas y admettre l'Angleterre, ce qui provoquerait en fin de compte une distorsion dont souffrirait l'ensemble des pays.

Des efforts ont donc été faits pour infléchir la ligne suivie par le Général de Gaulle. Ces efforts, semble-t-il, ne sont pas restés sans effet. La rencontre entre Macmillan et le Président de la République française en témoigne. Le Général de Gaulle a écouté avec attention son hôte. L'on ne sait, toutefois, pas encore dans quelle mesure ce dernier a su convaincre son interlocuteur.

M. Baudet a le sentiment que l'on s'achemine vers une meilleure compréhension des thèses anglaises. Il ne pense pas que son Gouvernement transigera sur les dispositions du Traité de Rome, mais des accommodements seront peut-être possibles en ce qui concerne leur application.

Lors de son séjour à Paris, M. Baudet a également abordé avec M. Wormser la question de l'association des neutres<sup>3</sup>. Du côté français, il n'y a aucune objection de principe à l'égard de cette association, comme cela est le cas aux Etats-Unis. On est tout disposé à nous entendre et à engager une discussion avec nous.

---

1. Cette note, destinée à F. T. Wahlen, est rédigée par P. Micheli.

2. Une copie de cette note est envoyée à E. Stopper et à A. Soldati.

3. Cf. N° 74 dans le présent volume.



E 2804(-)1971/2/72  
[DoDiS-30715]

*Das Präsidium der Schweizerischen Bankiervereinigung  
an den Bundesrat<sup>1</sup>*

*T [Abschrift]*

Basel, 5. Juni 1962

Präsidium der Schweizerischen Bankiervereinigung ist bestürzt über den Wortlaut des Berichtes betreffend wirksamere Bekämpfung der Steuerdefraudation vom 25. Mai<sup>2</sup>, insbesondere über die Ausführungen zur Berufsgeheimhaltungspflicht der Banken. Diese sind geeignet, dem Ausland neue Argumente für die sich bereits abzeichnenden Vorwürfe gegenüber der Schweiz und unserem Bankgewerbe zu liefern, die schweizerische Stellung in den EWG-Verhandlungen zu erschweren und zu steigenden Ansprüchen des Auslandes zu führen. Im Schweizervolk können sie eine ressentimentsgeladene Einstellung gegenüber Banken und Bankgeheimnis provozieren. Diese Einstellung müsste sich zum Nachteil sowohl unserer Wirtschaft als auch unserer Währung und des Bankgewerbes auswirken. Wir erachten es als unerlässlich, die Frage mit der Finanzdelegation des hohen Bundesrates besprechen zu können, bevor der Bericht im Parlament zur Behandlung gelangt<sup>3</sup>. Wir erwarten gerne Vorschlag für Sitzung.

---

1. *F. T. Wahlen berichtete in der Sitzung des Bundesrates vom 8. Juni 1962 vom Empfang dieses Telegramms. Vgl. E 1003(-)1994/26/1. Eine Kopie dieses Telegramms ging an die Nationalbank.*

2. *Es handelt sich um den Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung zur Motion Eggenberger betreffend wirksamere Bekämpfung der Steuerdefraudation vom 25. Mai 1962, BBl, 1962, I, S. 1057–1117. Zu dieser Angelegenheit vgl. die interne Notiz des Politischen Departments vom 19. Juni 1962 (DoDiS-30735) und das Schreiben von E. Reinhardt an Wahlen vom 13. November 1962 (DoDiS-30194).*

3. *H. P. Tschudi berichtete in der 46. Sitzung des Bundesrates vom 29. Juni 1962 über die Sitzung der Finanzdelegation, die hier verlangt wurde. Vgl. das Verhandlungsprotokoll des Bundesrates vom gleichen Tag (DoDiS-30716).*

## 84

E 2003-03(-)1976/44/206

[DoDiS-19021]

*Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements,  
E. Stopper, an den Delegierten für Technische Zusammenarbeit, H. Keller*

## ENTSENDUNG EINER TECHNISCHEN HANDELSMISSION NACH THAILAND

S

Bern, 6. Juni 1962

Mit Ihrem Schreiben vom 24. Mai 1962<sup>1</sup> fragen Sie uns an, welche Folge wir der Anregung unseres Botschafters in Bangkok im letzten Absatz seines Briefes vom 9. Mai<sup>2</sup> zu geben gedenken.

Allgemein war es bisher nicht üblich, dass die Schweiz Handelsmissionen nach näheren oder ferneren Ländern sendet, um entweder Absatzgebiete für eigene oder solche für Produkte des betreffenden Landes zu finden. Wir wissen, dass die meisten anderen Länder ab und zu solche Missionen abordnen, die jeweils aus Behördenmitgliedern und Vertretern der Privatindustrie zusammengesetzt sind. In der Schweiz wurde es bisher der Initiative der Privatindustrie und des Handels überlassen, sich ihre Beziehungen im Ausland selbst zu suchen. Im Falle der Entsendung einer offiziellen Handelsmission unter behördlicher Beteiligung würde sich auch die Frage der Finanzierung eines solchen Unternehmens stellen, für die unseres Wissens weder im Budget der Handelsabteilung noch sonstwo etwas vorgesehen ist. Die Entsendung offizieller Handelsmissionen würde deshalb eine neue Art der Exportförderung darstellen, über die vermutlich der Bundesrat zu entscheiden hätte.

Abgesehen von diesen allgemeinen Erwägungen stellt sich die Frage, ob Thailand das geeignete Objekt für einen Anfang der Betätigung im obgenannten Sinn wäre. Soweit in der Mission auch der Importhandel vertreten wäre, mit dem Ziel, den Handelsverkehr in der Richtung Thailand – Schweiz zu fördern, könnte eine solche Mission gewiss mit Sympathien auf thailändischer Seite rechnen. Wenn aber das Ziel lediglich die Förderung schweizerischer Produkte nach Thailand wäre, so könnte angesichts des Umstandes, dass wir etwa zehnmal mehr nach Thailand exportieren als wir von diesem Land beziehen, kaum mit besonderer Begeisterung auf thailändischer Seite gerechnet werden. Ferner wäre es wohl im Zuge der allgemeinen Tendenz, die unterentwickelten Länder zu unterstützen, von Vorteil, wenn eine Handelsmission auch ein konkretes Programm für die Beteiligung an einem für die Entwicklung des Empfängerlandes förderlichen Werk mit sich bringen würde. Jedenfalls müsste ein solches Unternehmen gründlich vorbereitet werden. Unseres Erachtens bestehen indessen die Voraussetzungen dazu gegenwärtig nicht.

---

1. Vgl. das Schreiben von E. Messmer an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 24. Mai 1962, E 7110(-)1973/41/164.

2. Vgl. das Schreiben von H. Langenbacher an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 9. Mai 1962, *ibid.*

E 2300(-)1000/716/89  
[DoDiS-30589]

*L'Ambassadeur de Suisse à Bruxelles, R. Maurice,  
au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli*

LE PROBLÈME DU RWANDA ET DU BURUNDI À LA VEILLE DE L'INDÉPENDANCE

L Confidentiel

Bruxelles, 19 juin 1962

Voici la manière dont l'Ambassadeur Holvoet, Directeur général des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, m'a résumé les questions qui se posent dans le débat qui a lieu actuellement à New-York au sujet de l'indépendance du Rwanda et du Burundi<sup>1</sup>:

Selon mon interlocuteur, les faits qui prévalent actuellement dans ce problème sont les suivants:

1. Point de vue des deux territoires sous mandat:

a. le Burundi, qui possède un Gouvernement tutsi, c'est-à-dire formé par la caste traditionnellement dirigeante, ne veut pas que la présence des troupes belges se prolonge au-delà de la date de l'indépendance;

b. Le Rwanda, dont le Gouvernement est formé par la classe prolétarienne des Hutus, ne s'oppose pas, quant à lui, au maintien des troupes belges après la date de l'indépendance.

Des déclarations dans ces deux sens ont été faites par les représentants respectifs des deux Gouvernements à la présente assemblée des Nations-Unies à New-York.

c. Aucun des deux futurs Etats indépendants n'est d'accord avec une solution d'union politique entre eux, contrairement au vœu exprimé par l'ONU. Tout au plus pourrait-il s'agir d'une union économique telle qu'elle existe en fait depuis que les deux territoires intéressés ont été placés sous la tutelle de la Belgique.

2. Point de vue belge:

a. Le retrait des troupes belges ne saurait en aucun cas avoir lieu avant la date de l'indépendance; c'est la thèse que M. Spaak soutient en ce moment à New-York, où il a clairement déclaré que la Belgique ne retirerait pas ses troupes aussi longtemps que sa responsabilité de puissance tutellaire n'aurait pas été dégelée par la proclamation de l'indépendance.

b. Comme d'autre part le retrait des troupes stationnées dans ces deux territoires nécessitera, pour des raisons matérielles, des délais pouvant aller de quelques semaines à deux ou trois mois, il n'est pas question non plus que ces contingents armés aient quitté le Rwanda ou le Burundi au jour où l'indépendance entrera en vigueur.

---

1. Sur la reconnaissance de ces deux pays par la Suisse, cf. le PVCF N° 1127 du 22 juin 1962 (DoDiS-30686).

c. D'ailleurs, sans aucune arrière-pensée néocolonialiste, mais conscient des risques de dissension intérieure qui menacent la sécurité des populations, le Gouvernement belge estime qu'il est impossible de laisser ces deux territoires sans forces de surveillance qui soient capables d'assurer le maintien de l'ordre pendant une période transitoire. La Belgique ne pourrait en tous cas pas garantir la présence des techniciens belges qui travaillent – et devraient continuer à travailler – au Rwanda comme au Burundi pour prêter aux autorités locales l'aide dont elles ont besoin si des forces de police suffisantes ne sont pas conservées sur place.

d. Le Gouvernement belge, en prévision des événements qui pourraient se produire, a préparé un plan d'évacuation qui permettrait de retirer en quelques jours les civils belges se trouvant encore dans les deux territoires en cause.

### 3. Point de vue du Secrétaire général des Nations-Unies:

M. Thant est, semble-t-il, opposé à l'envoi dans les territoires du Rwanda et du Burundi de forces onusiennes; il ne tiendrait en effet pas à renouveler l'expérience malheureuse effectuée au Congo et c'est la raison pour laquelle il paraît être favorable au maintien temporaire des troupes belges qui se trouvent déjà sur place et bénéficient de l'expérience nécessaire. Ce point de vue est partagé par plusieurs Gouvernements africains modérés.

### 4. Considérations générales:

Selon l'Ambassadeur Holvoet, la solution du problème qui est ainsi posé et qui, comme vous le savez, est des plus controversée, constituerait à faire admettre par l'assemblée, de même que par les deux Etats intéressés, le Rwanda et le Burundi, que la présence de troupes étrangères, même belges, placées sous l'autorité des futurs Gouvernements indépendants, ne constituerait pas une atteinte à leur souveraineté et par conséquent au principe de l'indépendance. A l'appui de cette thèse, on peut citer de nombreux exemples de territoires africains ayant appartenu à l'Empire britannique ou français et qui, après leur indépendance, ont admis le maintien sur leur sol de troupes appartenant aux anciennes puissances coloniales. C'est à l'aboutissement d'une solution de cette espèce que M. Spaak s'emploierait. D'après mon interlocuteur, si les discussions en cours à New-York ne permettent pas d'aboutir rapidement à une décision satisfaisante, une prolongation du délai prévu pour l'indépendance au-delà du 1<sup>er</sup> juillet n'est pas à exclure.

Il est impossible pour le moment de savoir comment les débats vont s'orienter, étant donné les aspects très contradictoires que présente le problème pris dans son ensemble. Mon interlocuteur n'est pas très optimiste et craint que quelles que soient les décisions votées la Belgique n'ait à subir des reproches. Dans le cas où ses troupes resteraient et devraient intervenir, on l'accusera de néocolonialisme, voire même d'agression, dans le cas où elles se retireraient d'avoir livré deux territoires dont elle avait la responsabilité aux dangers de la guerre civile.

E 1001(-)1967/125/13  
[DoDiS-30357]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen, au Conseil fédéral<sup>1</sup>*

AIDE AUX RÉFUGIÉS D'ALGÉRIE<sup>2</sup>

PAE

Berne, 25 juin 1962

Par votre décision du 4 mai 1962<sup>3</sup>, vous nous aviez autorisés à remettre une somme de 75'000 francs à la Croix-Rouge suisse pour lui permettre l'achat, par l'entremise de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, de tentes destinées à l'hébergement provisoire des réfugiés algériens regagnant leur patrie à la suite des accords d'Evian.

Nous vous avons informés, au dernier paragraphe de notre proposition du 30 avril 1962<sup>4</sup>, que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés se réservait de soumettre sous peu aux Etats membres du Comité exécutif de son programme le budget des moyens financiers nécessaires pour mener à bien le rapatriement des réfugiés d'Algérie; par la même occasion, il demanderait de nouvelles contributions financières de la part des Gouvernements membres du Comité exécutif et de la communauté internationale en général. C'est ce que le Haut Commissaire vient de faire par son appel du 18 juin 1962, lancé conjointement avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, pour obtenir d'urgence une somme de 2'600'000 dollars en espèces, à laquelle devraient s'ajouter des contributions en nature budgétées à 5'760'000 dollars. Le Haut commissaire écrit à ce sujet: «Il est d'autant plus impérieux, je tiens à le souligner, de voir la communauté internationale apporter le concours qui lui est demandé pour assurer jusqu'à la fin de cette année le succès de cette œuvre, que l'on ne saurait pour l'instant anticiper la part que les autorités algériennes seront en mesure de prélever à cette fin sur la contribution globale annuelle de un milliard de nouveaux francs consentie par la France pour le développement de l'Algérie.»

Nous estimons qu'en raison de l'importance humanitaire de cette action de rapatriement, la plus grande depuis l'immédiat après-guerre, il importe que nous nous associons aux efforts généreux que la plupart des pays européens, particulièrement la Suède, la Belgique et le Danemark, sans oublier les Etats-

1. Cette proposition est rédigée par E. Andres et signée par F. T. Wahlen.

2. Au sujet de l'aide suisse aux réfugiés algériens, cf. aussi la notice confidentielle *Algerische Flüchtlinge* de R. Probst à Wahlen du 20 octobre 1961 (DoDiS-10384), la proposition *Algerische Flüchtlinge* du Département politique au Conseil fédéral du 24 octobre 1961 (DoDiS-10414) et la note confidentielle *Politique d'accueil des réfugiés algériens en Suisse* de Probst à P. Micheli du 31 octobre 1961 (DoDiS-10387).

3. Cf. le PVCF N° 853 du 4 mai 1962, E 1004.1(-)/661.1.

4. Cf. la proposition *Hilfe der Schweiz an die algerischen Flüchtlinge* du Département politique au Conseil fédéral du 30 avril 1962, E 1001(-)1967/125/12.

Unis, ont consenti jusqu'à ce jour. Un nouveau geste de la part de la Suisse serait également dans la tradition de son souci constant de voir se régler un des plus épineux problèmes de réfugiés de notre temps.

Nous pensons qu'une contribution de 225'000 francs (environ 50'000 dollars), prélevée sur le crédit affecté aux œuvres d'entraide internationale pour les années 1961/1963, serait indiquée.

Vu ce qui précède, nous avons l'honneur de *proposer*:

1. Une somme de 225'000 francs est accordée au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>5</sup> à la suite de l'appel qu'il a lancé, conjointement avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, le 18 juin 1962, comme contribution à son programme afférant au rapatriement des réfugiés d'Algérie.

2. Cette somme sera prélevée sur le crédit de 13 millions de francs affecté à la poursuite des œuvres d'entraide internationale par l'arrêté fédéral du 21 septembre 1960<sup>6</sup>.

---

5. F. Schnyder.

6. La proposition du Département politique est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 6 juillet 1962, cf. le PVCF N° 1192 daté du même jour, E 1004.1(-)/1/663.1.

## 87

E 2001(E)1976/17/528

[DoDiS-30561]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### ISRAEL-BOYKOTT<sup>2</sup>

SF

Bern, 29. Juni 1962

Am 27. Juni sucht Herr Dr. Kurt Witz, Fürsprecher, im Auftrag der Firma Losinger & Co. AG, Bauunternehmung, Herrn Dr. Probst auf. Losinger steht in Verhandlungen mit Israel über eine Beteiligung<sup>3</sup> am Ausbau des Hafens Eilat am Golf von Akaba. Dieser Auftrag verspricht für die Berner Firma interessant zu werden; sie befürchtet indessen, auf die arabische schwarze Liste zu kommen, wenn sie ihn annimmt. Dr. Witz möchte z. Hd. seines Klienten die Stellungnahme des Departements zu diesem Problem kennen lernen.

Herr Dr. Probst erläutert die verschiedenen Aspekte des Themas «Israel-Boykott».

Die arabischen Staaten betrachten sich nach wie vor als mit Israel im Kriegszustand befindlich und leiten hieraus das Recht ab, wirtschaftliche Kampfmassnahmen gegen diesen Staat zu verhängen. Vom Standpunkt des

---

1. Diese Notiz wurde von P. F. Stauffer verfasst und unterzeichnet.

2. Handschriftliche Anmerkung von R. Probst für P. Micheli vom 30. Juni 1962: Affaire assez intéressante.

3. Handschriftliche Anmerkung: (15 Mio. SFr.). Siehe dazu DDS, Bd. 19, Nr. 138 (DoDiS-9490).

Völkerrechts aus kann hingegen grundsätzlich kaum etwas unternommen werden, sodass wir, wie auch andere Staaten, uns mit dieser Tatsache abzufinden haben. Das schliesst keineswegs aus, dass wir in konkreten Fällen, in denen Schweizer Firmen in Boykottschwierigkeiten geraten, diesen unsern Beistand gewähren.

Auf Grund von Richtlinien der Arabischen Liga haben deren Mitgliedstaaten materiell übereinstimmende Gesetze betreffend den Boykott Israels erlassen. Mit dem Vollzug der Boykottbestimmungen sind ein von der Liga der Arabischen Staaten eingesetztes zentrales Boykottbureau mit Sitz in Damaskus sowie eine Reihe nationaler bzw. regionaler Bureaus beauftragt.

Gemäss den einschlägigen arabischen Vorschriften fällt nicht jeder Geschäftsverkehr mit Israel unter die Boykottandrohung, wohl aber u. a. die Gewährung technischer Hilfe durch eine ausländische Firma sowie die Beteiligung an einer israelischen Gesellschaft. Die beiden erwähnten Punkte könnten allenfalls auf die Firma Losinger Anwendung finden, sofern sie den in Rede stehenden Bauauftrag, wie vorgesehen, in Zusammenarbeit mit einer israelischen Unternehmung übernimmt. Überdies ist zu berücksichtigen, dass es sich bei den arabischen Boykottbestimmungen um politische Vorschriften handelt, die auch nach politischen, nicht nach juristischen Gesichtspunkten interpretiert und angewendet werden. Der Ausbau des Hafens Eilat stellt nun aber ein Bauvorhaben dar, das den Arabern vom politischen Standpunkt aus in höchstem Grade missfallen wird. Es ist daher mit grösster Wahrscheinlichkeit anzunehmen, dass eine daran beteiligte Schweizer Firma auf die schwarze Liste gesetzt wird.

An der Firma Losinger liegt es nun, in Abwägung ihres Interesses am Israel-Geschäft einerseits, an eventuellen Geschäftsmöglichkeiten in den arabischen Staaten andererseits, den Entscheid für oder wider die Beteiligung am Eilat-Projekt zu fällen: Losinger stand übrigens schon vor einigen Jahren einmal mit Israel in Verhandlungen betreffend eine Mitwirkung am Bewässerungsvorhaben für die Wüste Negev. Herr Witz äussert die Befürchtung, dass ein Rückzug vom Eilat-Projekt aus Rücksicht auf die arabischen Boykottmassnahmen für die Firma zur Folge haben könnte, unter eine Art israelischen Gegenboykott zu fallen. Herr Probst bestätigt, dass die Israeli in jüngster Zeit tatsächlich derartige Massnahmen zu ergreifen beginnen.

Herr Witz wird dem Verwaltungsrat von den vorstehend wiedergegebenen Informationen Kenntnis geben und nimmt Kopien der einschlägigen Boykottbestimmungen in Empfang.

## 88

E 2300(-)1000/716/291  
[DoDiS-30156]

*Der schweizerische Botschafter in Moskau, M. Troendle,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen.*

POLITISCHER BERICHT NR. 27. GESPRÄCHE MIT BUNDESKANZLER GORBACH,  
AUSSENMINISTER KREISKY UND GENERALSEKRETÄR BIELKA

*Versandkopie*

*T Nr. 101*

Moskau, 5. Juli 1962, 10 Uhr

*Erhalten: 5. Juli, 10 Uhr 45*

Gorbach ist mit dem Verlauf der Gespräche in Moskau zufrieden. Die sowjetischen Regierungsleute haben zwar konsequent ihre Feindschaft gegenüber dem gemeinsamen Markt bekundet, aber auf der anderen Seite Verständnis gezeigt für die Lage Österreichs, dem sie angesichts seiner wirtschaftlichen Verflechtungen mit Westeuropa und insbesondere mit Deutschland das Recht zubilligen, nach Mitteln und Wegen zu suchen, um eine handelspolitische Diskriminierung zu vermeiden. Allerdings dürfte gegebenenfalls auch die Sowjetunion nicht diskriminiert werden. Es fiel kein Wort der Drohung, wurde aber betont, dass Österreich die korrekten und freundschaftlichen Beziehungen zur Sowjetunion in Frage stelle, wenn es sich auf irgendwie geartete politische Bindungen mit der EWG einlasse. Gorbach erklärte mir, dass seit dem Abschluss des Staatsvertrages<sup>1</sup> die Sowjetregierung darauf geachtet habe, nicht einmal den Schein einer Einmischung in die inneren Angelegenheiten seines Landes zu erwecken. In seinen Ansprachen betonte der Bundeskanzler seinerseits die Bereitschaft, die im Staatsvertrag verankerte immerwährende Neutralität peinlich genau zu respektieren.

Auf meine Frage, ob während der Gespräche mit sowjetischen Partnern auch von unserem Land die Rede war, antwortete mir Aussenminister Kreisky, dass die Stellung der Schweiz nicht direkt diskutiert wurde, dass man aber in Moskau schwer verstimmt sei wegen unserer Osthandelskampagne<sup>2</sup>. Man könne mit dem besten Willen nicht verstehen, welche Gründe zu dieser isolierten Bewegung geführt haben. Generalsekretär Bielka, den ich von früher her gut kenne, will hingegen nichts derartiges vernommen haben, was mich den Mitteilungen Kreiskys gegenüber etwas skeptisch stimmt.

Über das Resultat der vorangegangenen Pariser Besprechungen<sup>3</sup> äusserten sich alle österreichischen Gesprächspartner mit grosser Befriedigung, wegen

---

1. Vgl. *DDS, Bd. 20, Nr. 10* (DoDiS-10061).

2. Vgl. die *Notiz von A. Janner an F. T. Wahlen vom 3. August 1961* (DoDiS-30114), die *Schreiben von P. Micheli an M. Troendle vom 20. Dezember 1961* (DoDiS-30119), die *Notiz von Janner an Wahlen vom 23. Januar 1962* (DoDiS-30139) und die *Notiz von Janner an Wahlen vom 30. Januar 1962* (DoDiS-30152). Weitere Unterlagen dazu finden sich in E 2001(E)1979/28/8.

3. Siehe dazu den *Politischen Bericht Nr. 2 von B. von Fischer an Wahlen vom 30. Juni 1962*, E 2300(-)1000/716/527.



des ihrem Land gegenüber bekundeten freundschaftlichen Verständnisses de Gaulles.

Das in Paris und Moskau gefundene Wohlwollen sei für die österreichische Regierung eine Ermunterung ihres Bestrebens, auf wirtschaftlicher Basis zu einem modus vivendi mit dem gemeinsamen Markt zu gelangen.

## 89

E 2804(-)1971/2/46  
[DoDiS-30220]

### *Notiz des Chefs der Abteilung für internationale Organisationen des Politischen Departements, J. Burckhardt*

#### BESPRECHUNG ANLÄSSLICH DES BESUCHES VON U THANT<sup>1</sup>

PV BJ

Bern, 12. Juli 1962

#### *1. UNO-Sitz Genf*

Spinelli erwähnt die guten Beziehungen zwischen den schweizerischen Behörden und der UNO-Direktion und weist auf gewisse bauliche Schwierigkeiten hin. Es fehlen insbesondere 200 bis 250 Büroräumlichkeiten. Die OMS siedelt erst 1965 in ihr neues Gebäude über. Der grosse Konferenzsaal reiche für 116 Delegationen à 5 bis 8.

Bundesrat Wahlen lenkt das Gespräch auf die Frage der Abhaltung der Generalversammlung der UNO in Genf 1964 und erwähnt die Koinzidenz mit der Landesausstellung.

U Thant teilt mit, dass die Russen eventuell auf die Abhaltung der Generalversammlung 1964 in Moskau aspirieren, allerdings mit geringer Chance. Die Schweiz wäre als Versammlungsort einer Mehrzahl von Ländern, insbesondere den asiatischen und afrikanischen, genehmer als New York.

Seine Frage, ob die Schweiz die Konferenz einzuladen beabsichtige, verneint Bundesrat Wahlen. Die ONU habe in der Schweiz Sitz und brauche deshalb nicht eingeladen zu werden. Einem Wunsch zur Abhaltung der Session in Genf würde selbstverständlich sehr wohlwollend entgegengekommen. Er müsste aber frühzeitig vorgelegt werden.

#### *2. Umsiedlung von Institutionen der UNO nach Berlin*

U Thant fragt, wie man sich in der Schweiz zu diesem Problem verhält. Seiner Ansicht nach wäre es schwierig, die grossen Organisationen, wie FAO, ILO<sup>2</sup> etc. zu verlegen. In Frage käme eventuell die Umsiedlung der ECE<sup>3</sup> oder der Europa-Büros der «Specialized Agencies». Spinelli tönt die Möglichkeit der Wahl Berlins für den Sitz allfälliger neuer Organisationen an (Weltindustrie-Organisationen).

1. Anwesend: F. T. Wahlen, U. Thant, P. Spinelli und J. Burckhardt.

2. Internationale Arbeitsorganisation.

3. Handelskomitee der Europäischen Wirtschaftskommission.

### 3. Bundesrat Wahlen lenkt das Gespräch auf die Situation im Kongo<sup>4</sup>

U Thant legt seine Ansicht eingehend dar: zwei Aspekte stehen für ihn im Vordergrund; der konstitutionelle und der finanzielle.

In Bezug auf den ersteren habe der Vertreter des Generalsekretärs – mit Zurückhaltung, um sich nicht in interne Fragen des Kongos einzumischen – ein System mit gemischtem föderalistisch-zentralistischem Charakter empfohlen. Dies sei Adoula nicht genehm gewesen. Er verfolge zentralistische Tendenzen, die indessen von Tschombé nicht angenommen werden.

Die finanzielle Situation im Kongo sei katastrophal. Während Elisabethville Einnahmen in Höhe von 56 Mill. Dollars, grösstenteils von der Union Minière<sup>5</sup> verzeichne, seien jene Léopoldvilles auf Null. Nach Ansicht U Thants sollte die Union Minière dringendst dazu gebracht werden, einen Teil ihrer Einnahmen an die Zentralregierung zu entrichten, entsprechend dem seit 40 Jahren praktizierten System.

Adoula habe im Sinne eines Verständigungsvorschlags Katanga in der Zentralregierung 2 von 14 Sitzen<sup>6</sup> und dazu die Vizepräsidentenschaft persönlich für Tschombé angeboten. Das schiene U Thant angemessen. Er werde versuchen, bei den Engländern, Franzosen und Belgiern dahinzuwirken, dass sie Tschombé zur Annahme dieses Angebots veranlassen. Die Amerikaner hätten auf ihn keinerlei Einfluss. Spaak sei sehr verständig. Er werde die Sache auch de Gaulle persönlich vortragen. Es sei dringend nötig, eine rasche Lösung zu finden. Die Zeit arbeite für Tschombé, welcher über reichliche Einnahmen verfüge.

Nach Ansichten U Thants könne sich die UNO die Sonderauslagen ihrer Aktion im Kongo (10 Mill. Dollars monatlich) nicht mehr länger leisten. Diese Aktion müsste abgebaut werden. Die Sache gelange eventuell erneut vor den Sicherheitsrat. (Anders als im Kongo sei ein Abbau der Präsenz im Gaza-Streifen nicht möglich, die Feindseligkeiten würden dort wieder aufflammen, sobald die UNO-Kontingente abgezogen würden.)

### 4. Die UNO-Anleihe<sup>7</sup>

Bundesrat Wahlen erwähnt die Schwierigkeit, unsere Beteiligung im Parlament durchzubringen, und unterstreicht in diesem Zusammenhang die Bedeutung des Briefwechsels<sup>8</sup> mit dem Generalsekretär betreffend die friedliche Verwendung unserer Quote, insbesondere Vorschlag Turners<sup>9</sup>, betreffend «earmarking» für administrative Spesen des Genfer Sitzes und des Internationalen Gerichtshofes.

U Thant bemerkt, das sei ein Vorschlag Turners, dem er sich nicht ohne weiteres anschliessen könne. Insbesondere seien auch die Kosten der Kongo-

4. Vgl. Nr. 70 in diesem Band.

5. Union minière du Haut Katanga.

6. Handschriftliche Anmerkung: (sic).

7. Siehe dazu Nrn. 36 und 51 in diesem Band.

8. Vom 17. April 1962, nicht abgedruckt.

9. Vgl. das Telegramm Nr. 68 von E. Thalmann an das Politische Departement vom 3. Juli 1962, nicht abgedruckt.

Aktion zu decken. Der Schweizer Vorbehalt könnte unerwünschte Schule machen.

Bundesrat Wahlen erwähnt die uns aus New York zugekommene Erklärung Turners, dass die Anleihe nur im Rahmen des gewöhnlichen Budgets verwendet werden könne und nicht für Zivilaktionen der ONUC<sup>10</sup>, wie wir dies ursprünglich ins Auge gefasst hätten.

U Thant beabsichtigt, das Sonderarrangement mit der Schweiz notgedrungen in seinen nächsten Bericht über die Situation der Anleihe aufzunehmen.

Dem besonderen Anliegen von Bundesrat Wahlen, anlässlich der bevorstehenden Pressekonferenz in Bern die Frage der Anleihe mit Vorsicht zu behandeln, um die Vertretung vor dem Parlament nicht zu erschweren, wird er Rechnung tragen<sup>11</sup>. Bundesrat Wahlen empfiehlt ihm, vorwiegend allgemein über die Bedeutung der UNO zu reden.

Bundesrat Wahlen schliesst die Unterredung mit einem persönlichen Bekenntnis zur UNO, der als Treffpunkt der Nationen, namentlich der jungen, auf gleicher Ebene und als Stätte weltweiter Zusammenarbeit als Gegengewicht gegen den Regionalismus (neue Form des Nationalismus) grosse Bedeutung zukomme.

U Thant griff noch die Frage der Europäischen Integration auf, doch reichte die Zeit nicht aus, um näher auf sie einzutreten.

---

10. *United Nations Operation in the Congo.*

11. *Die Anleihe über 1,9 Mio. Dollars wurde am 10. September 1962 durch das Parlament ratifiziert. Siehe dazu das Protokoll der Kommission des Ständesrates zur Beratung der vom Bundesrat beantragten Beteiligung der Schweiz an der durch die Generalversammlung der Vereinten Nationen am 20. Dezember 1961 bewilligten Anleihe vom 10. September 1962, nicht abgedruckt.*

## 90

E 2001(E)1976/17/65

[DoDiS-30135]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### EINLADUNG DER STIFTUNG BALZAN AN DEN HERRN BUNDESPRÄSIDENT<sup>2</sup>

AD

Bern, 14. Juli 1962

Das Direktionskomitee der Balzan-Stiftung<sup>3</sup> hat durch Vermittlung von Herrn Nationalrat Maspoli, Delegierter des Bundesrates in diesem Komitee, den schweizerischen Bundespräsidenten zur Teilnahme an der auf den 25. Ok-

---

1. *Diese Notiz wurde von R. Aman verfasst und unterzeichnet und war an F. T. Wahlen gerichtet.*

2. *P. Chaudet.*

3. *Vgl. Nr. 22 in diesem Band, insbesondere Anm. 11. Siehe auch das BR-Prot. Nr. 792 vom*

tober 1962 festgesetzten Zeremonie der Übergabe des erstmals verliehenen Preises der Balzan-Stiftung nach Rom eingeladen. Der schwedische König<sup>4</sup> wird den der Nobel-Preis-Stiftung zuerkannten Preis von 1 Mio. Franken persönlich in Empfang nehmen. Der italienische Staatspräsident Segni wird an der Feier anwesend sein.

Gemäss einer langjährigen bewährten Praxis erwidert der schweizerische Bundespräsident Besuche ausländischer Staatsoberhäupter nicht und er nimmt auch nicht an offiziellen Anlässen im Ausland teil. Zwar begaben sich die jeweiligen Bundespräsidenten anlässlich der Einweihungsfeier des Simplontunnels (1906)<sup>5</sup> und des 50-jährigen Jubiläums (1956) jeweils nach Mailand<sup>6</sup>. In beiden Fällen handelte es sich aber um einen einzigen zusammenhängenden Festakt, dessen einer Teil sich auf schweizerischem und dessen anderer Teil sich auf italienischem Territorium abspielte. Die Bedeutung des Simplontunnels<sup>7</sup> für die Schweiz und unsere Beziehungen zu Italien kann überdies nicht in Parallele mit der Übergabe des Balzan-Preises gesetzt werden. Als es sich um die Frage der Teilnahme von Präsident Gronchi an der Zeremonie in Bern handelte<sup>8</sup>, wurde den Italienern klar zu verstehen gegeben, dass sie nicht mit der Teilnahme des Bundespräsidenten an der Zeremonie in Rom rechnen können, dass dies sogar sehr unwahrscheinlich sei. Wir haben in dieser Beziehung somit freie Hand.

Herr Chaudet ist von Präsident Segni nun allerdings nicht in seiner Eigenschaft als Bundespräsident, sondern von der Stiftung als deren Ehrenpräsident eingeladen worden. Theoretisch könnte man wohl in Betracht ziehen, dass der Bundespräsident in Rom einen «offiziösen» Besuch macht und seine Teilnahme an der Zeremonie dementsprechend organisiert wird. Aus verschiedenen Gründen dürfte dies aber schwer zu realisieren sein.

Die italienische Öffentlichkeit ist mit unseren verfassungsrechtlichen Nuancen nicht vertraut und wird Herrn Chaudet, in welchem Rahmen sein Besuch in Rom auch durchgeführt würde, als schweizerisches Staatsoberhaupt betrachten. Sein Besuch würde zum Gegenbesuch desjenigen von Präsident Gronchi in Bern. Obwohl es sich bei diesem um einen «privaten» Besuch handelte, erhielt er schliesslich beinahe das Gepräge eines Staatsbesuches (Empfang des Bundesrats in corpore, Austausch offizieller Begrüssungsadressen, 16 Begleitpersonen, Extrazug etc.).

Der schwedische König wird, wie sich dies gehört, gewiss nicht als reine Privatperson, sondern mit grossem italienischen Pomp und Zeremoniell zu einem Staatsbesuch empfangen. Wir sind der Meinung, dass dem schweizerischen «Staatsoberhaupt» – die schweizerische demokratische Bescheidenheit in allen Ehren – grundsätzlich die nämliche protokollarische und zeremonielle

---

26. April 1963 (DoDiS-18783) und das Schreiben von Ph. Zutter an Wahlen vom 14. Mai 1963 (DoDiS-18784).

4. *Gustav VI.*

5. *Vgl. DDS, Bd. 5, Nr. 120.*

6. *Vgl. E 2001(E)1970/217/102.*

7. *Vgl. DDS, Bd. 19, Nr. 101 (DoDiS-9014). Siehe auch das Schreiben von Ch. Lenz an das Politische Departement vom 22. Juli 1963 (DoDiS-18752).*

8. *Vgl. E 2001(E)1976/17/500.*

Behandlung und gleiche Ehren zukommen sollten wie dem schwedischen Staatsoberhaupt. Dies liesse sich aber schwerlich mit dem Charakter eines nur «offiziösen», unserer Tradition allenfalls noch entsprechenden Besuches vereinbaren. Würde andererseits die Teilnahme des Bundespräsidenten konsequent als privatoffiziös organisiert, so könnten daraus schiefe, für sein persönliches Prestige und desjenigen der Schweiz unangenehme Situationen entstehen. Das Interesse würde sich auf den schwedischen König und Präsident Segni konzentrieren. Sie würden im Zentrum des Geschehens stehen und es könnte geschehen, dass der Schweiz. Bundespräsident nolens volens etwas in den Hintergrund gedrängt würde. Der Umstand, dass der schwedische König den Millionen-Check persönlich entgegennimmt, darf schliesslich nicht darüber hinwegtäuschen, dass das Ansehen und internationale Prestige der Stiftung noch auf sehr schwachen Füßen steht. Die Errichtung der Italienischen Stiftung Premi war mit Nebenerscheinungen verbunden, die nicht durchwegs erfreulich sind. Man ist das Gefühl nie ganz los geworden, dass das grosse Stiftungsvermögen italienischerseits zum Objekt politischer Einflussnahme, von finanziellen Interessen und des persönlichen Ehrgeizes verschiedener Gruppen und Einzelpersonlichkeiten gemacht wurde, deren Integrität nicht immer über alle Zweifel erhaben ist. Wohl nicht umsonst trug sich Herr Bundesrat Bourgknecht mit dem Gedanken, aus dem Finanzkomitee der Stiftung auszutreten<sup>9</sup>. Herr Bundesrat Tschudi gab seinen Bedenken dadurch Ausdruck, dass er es ablehnte, dem «Comité-Prix» beizutreten. Die Behörden in Bern und Rom sind sich einig darüber, dass das juristische Fundament der Stiftung sehr unvollkommen ist und revidiert werden muss. Offenbar sieht man sich schweizerischerseits auch genötigt, gewissen Ansprüchen der italienischen Organe auf Gewährung fiskalischer Privilegien zu Gunsten der Stiftung entgegenzutreten, und die Errichtung durch die Stiftung eines von ihr zu verleihenden eigentlichen Ordens (Initiative des sattsam bekannten Mazzolini) hat hier und in Rom sehr unangenehm berührt.

Aus allen diesen Gründen muss man sich tatsächlich fragen, ob die Teilnahme des Bundespräsidenten an der Zeremonie in Rom opportun ist<sup>10</sup>. Allenfalls kann vielleicht die Anwesenheit eines ehemaligen Mitgliedes des Bundesrates in Erwägung gezogen werden, wobei natürlich in 1. Linie der Gedanke auf Herrn Alt Bundesrat Etter fällt, der mit der Entstehungsgeschichte dieser Stiftung verbunden ist und deren leitende Persönlichkeiten in Rom kennt.

---

9. Vgl. das Schreiben von J. Bourgknecht an H. P. Tschudi vom 6. November 1961, E 2804 (-)1971/2/9, und das Verhandlungsprotokoll der 16. Sitzung des Bundesrates vom 2. März 1962, E 1003(-)1994/26/1.

10. In seiner Sitzung vom 16. Juli 1962, le Conseil fédéral décide: que M. le Président de la Confédération doit décliner l'invitation et que la Suisse sera représentée par son ambassadeur à Rome. Vgl. BR-Prot. Nr. 1292 vom gleichen Tag, E 1004.1(-)/1/663.2. Siehe auch das Verhandlungsprotokoll der 50. Sitzung des Bundesrates vom 16. Juli 1962, E 1003(-)1994/26/1.

## 91

E 2001(E)1976/17/155  
[DoDiS-30740]

*L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati,  
au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli<sup>1</sup>*

SYSTÈME BANCAIRE SUISSE<sup>2</sup>

Copie  
L

Paris, 20 juillet 1962

1. Lors d'un entretien, le 19 juillet, avec M. Couve de Murville, sur la position française face à l'association avec la CEE, la conversation a roulé sur le système fiscal et bancaire de notre pays.

M. Couve de Murville est «Inspecteur des Finances», il a occupé de hautes fonctions au Ministère des Finances<sup>3</sup>. Il n'est diplomate que depuis 1950. Il a reçu une formation d'économiste, on parle de lui comme d'un futur Ministre des Finances. Il a des parents à Genève. Il connaît donc parfaitement tous les aspects du problème qui nous occupe (le secret bancaire en Suisse), sous l'angle français, comme sous l'angle du Marché commun<sup>4</sup>.

Voici ce qu'il a dit:

a) *Aspect fiscal*: «L'imposition en Suisse est plus légère qu'en France. Votre économie s'en trouve avantagée, mais c'est une affaire qui ne regarde que vous»<sup>5</sup>.

b) *Aspect bancaire*: «Votre système bancaire, en particulier les «comptes numérotés» désavantagent l'Etat français en ce sens qu'une partie du patrimoine français, se trouvant en Suisse, échappe à l'imposition. Les Français ont toujours placé des capitaux en Suisse, pour des raisons qui ont varié avec l'évolution des temps. Le plus souvent, on craignait l'évolution de la politique intérieure en

1. Annotation manuscrite, probablement de la main de P. Micheli: ne pas communiquer en dehors du Département, merci et vu, Mi[cheli].

2. Une note d'A. Soldati relatant le même entretien est envoyée le même jour au Chef du Département politique, F. T. Wahlen (DoDiS-30274).

3. Cf. DDS, vol. 14, annexe au N° 285.

4. A propos des discussions au sujet des effets de l'intégration européenne sur la législation bancaire, cf. N° 72 dans le présent volume.

5. Sur ce sujet, cf. le Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la motion Eggenberger concernant une lutte plus efficace contre la fraude fiscale du 25 mai 1962, FF, 1962, I, pp. 1097-1159. Cf. aussi N° 83 dans le présent volume et les documents y relatifs, le rapport de H. Hess à E. Diez du 15 juin 1962 sur les réactions du monde bancaire au sujet du rapport du Conseil fédéral du 25 mai 1962 (DoDiS-30734), la notice de Hess à Wahlen du 19 juin 1962 au sujet de ce rapport (DoDiS-30735), la lettre de M. Oetterli à A. Hay, P. R. Jolles, P. Micheli, M. Redli et E. Stopper du 9 juillet 1962 (DoDiS-30736) et la circulaire de l'Association suisse des banquiers qui y est annexée (DoDiS-30737). Au même instant, les banquiers se plaignent également d'attaques américaines contre le secret bancaire suisse. A ce sujet, cf. notamment la lettre de S. Schweizer à Wahlen du 12 juillet 1962 (DoDiS-30738) et la réponse de Micheli du 14 juillet 1962 (DoDiS-30739). Cf. aussi la communication de Hess du 1<sup>er</sup> novembre 1963 au sujet d'une publication de l'Association suisse des banquiers aux Etats-Unis (DoDiS-30741).

France et son instabilité. Souvent on a voulu éviter une dévaluation; la plupart du temps, on a voulu échapper au fisc; parfois on veut échapper aux impôts successoraux. C'est un état de fait qui existe depuis très longtemps. Ce n'est pas un ordre de questions dans lequel un Etat (la France) peut imposer à un autre Etat (la Suisse) ses propres desiderata. Je ne vois pas la France abordant ce problème vis-à-vis des autorités suisses. Je ne vois pas non plus la CEE mettant ce problème sur le tapis.»

2. Il y a quelque temps, la même question a été abordée, par la bande, dans une conversation que j'ai eue avec M. Baumgartner, alors qu'il était encore Ministre des Finances. Baumgartner m'a dit : «Je ne comprends pas les raisons qui dictent à la Suisse de se tenir tellement à l'écart du Marché commun.» Étant donné nos rapports très amicaux, je lui ai répondu sur le ton de la plaisanterie: «La raison principale, c'est vous.» – «Pourquoi?» – «Parce qu'un jour ou l'autre le Marché commun nous demandera de nous aligner sur ses positions fiscales et bancaires.» A quoi Baumgartner a répondu : «Pas pendant la présente génération.»

3. Il faut se rendre compte que personne n'ignore en France, du haut en bas, l'existence des «comptes numérotés» et les domiciles plus ou moins fictifs de nombreux Français, notamment à Genève et ses environs. La question est pour ainsi dire du domaine public. Néanmoins, depuis que je me trouve en France (début 1948), je n'ai jamais entendu qu'il nous soit fait de reproche à ce sujet<sup>6</sup>. Les personnes expérimentées savent que la situation de nombreux Français n'est pas régulière à l'égard de la législation française. Toutefois, depuis qu'il n'y a plus en France une idéologie économique de gauche, en fait depuis que les partis du centre sont au Gouvernement, c'est-à-dire depuis 1947, on ne considère pas que le système bancaire suisse (même si son utilisation par les Français a des proportions considérables) fasse beaucoup de tort à la France. C'est une manière de sauvegarder des patrimoines qui ne sont nullement perdus pour la France.

Dans la situation actuelle politique et sociale de la France, les hauts fonctionnaires des Finances et même le personnel politique ressortissent à des milieux qui eux-mêmes utilisent cet état de fait (le secret bancaire suisse).

Il est probablement peu d'hommes influents, issus d'un milieu social moyen ou élevé, représentatifs pour les partis du centre ou de la droite (même du centre gauche), qui n'utilisent ce système de fait.

A mon avis, donc, la position de la France vis-à-vis du système bancaire suisse ne sera pas fonction du Marché commun. Elle pourrait devenir négative du fait d'une nouvelle idéologie économique de gauche, d'un système plus dirigiste, de moins de libéralisme financier. Mais cela supposerait d'abord un déplacement du pouvoir politique à d'autres couches sociales.

C'est de cette modification de la doctrine économique et du pouvoir politique (que rien ne laisse prévoir aujourd'hui) que pourrait provenir dans ce pays une menace vers le système bancaire suisse, beaucoup plus que du Marché commun.

A l'heure actuelle, force est de reconnaître que le pays qui serait le plus fondé à se plaindre du secret bancaire suisse, est la France. Ceci parce que les Français l'utilisent beaucoup plus que les ressortissants de tout autre pays.

Et parce que, si la situation monétaire française est solide depuis l'avènement du Général de Gaulle, les Français savent par expérience que cette solidité monétaire est rarement de longue durée dans leur pays, d'après les leçons de l'histoire économique du XXe siècle.

Néanmoins, aucun courant contraire au secret bancaire suisse n'est perceptible dans la France de 1962. Au contraire!

*Tous les dirigeants souhaitent secrètement qu'il soit maintenu!*

## 92

E 2001(E)1976/17/562

[DoDiS-30510]

### *Das Politische Departement an die polnische Botschaft in Bern*

M<sup>1</sup>

Bern, 23. Juli 1962

Am 12. Juni d. J. ist eine erste Etappe der am 25. Juni in Bern begonnenen schweizerisch-polnischen Wirtschaftsverhandlungen zu Ende gegangen. Gegenstand dieser Unterhandlungen war, neben allgemeinen Fragen des gegenseitigen Waren- und Zahlungsverkehrs, vor allem die völlig unbefriedigende Abwicklung betreffend die Entschädigung der schweizerischen Interessen in Polen<sup>2</sup>.

Gestützt auf dieses Abkommen vertrat die schweizerische Delegation, wie sie dies schon in früheren Verhandlungen getan hatte, den Standpunkt, dass die ganze Entschädigungssumme, von insgesamt 53,5 Millionen Franken, nach Ablauf der 13jährigen Frist, d. h. Ende 1963 fällig werde und somit der bis zu diesem Zeitpunkt nicht transferierte Betrag von voraussichtlich rund 30 Millionen Franken an diesem Termin von der polnischen Regierung zu bezahlen sei.

Nach Auffassung der polnischen Delegation kommt die polnische Regierung ihrer Zahlungsverpflichtung, wie sie sich aus dem Wortlaut des Nationalisierungsabkommens ergebe, vollauf nach, wenn sie fortfahre, nach Ende 1963 die sich auf Grund der vertraglich vorgesehenen Abspaltungsprozedur ergebenden Summen zu bezahlen, bis schliesslich die ganze Globalsumme erreicht sei. Nach schweizerischer Berechnung hätte dies zur Folge, dass, je nach Höhe der polnischen Warenlieferungen nach der Schweiz (30–50 Mio. SFr.), Zahlungsfristen bis 1980 und mehr entstehen würden.

---

1. Es handelt sich um einen Entwurf, der höchstwahrscheinlich den gleichen Wortlaut hat wie das originale Aide-mémoire, das F. T. Wahlen am 25. Juli 1962 J. Koszutski übergab. Vgl. das Schreiben von H. Hess an F. Bauer vom 23. Juli 1962, E 2001(E)1976/17/562, sowie die Notiz Unterredung von Herrn Bundesrat Wahlen mit dem polnischen Botschafter am 25. Juli 1962 von A. Janner vom 25. Juli 1962 (DoDiS-30511).

2. Vgl. das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Polen betreffend die Entschädigung der schweizerischen Interessen in Polen vom 23. Juni 1949, AS 1949, S. 817–821. Siehe auch DDS, Bd. 17, Nrn. 132 (DoDiS-4761) und 134 (DoDiS-4760).



Im Bewusstsein der Bedeutung dieser Liquidationsfrage für die polnisch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen unterbreitete die polnische Delegation einen Vorschlag, durch zusätzliche Clearing-Abspaltungen auf Lieferungen bestimmter Agrarprodukte und Textilerzeugnisse eine Beschleunigung der Nationalisierungszahlungen herbeizuführen<sup>3</sup>.

Die schweizerische Delegation konnte diesem Vorschlag nicht zustimmen, einerseits um nicht wiederum die Bezahlung der Entschädigung von der Lieferung bestimmter polnischer Waren und von der Entwicklung der Importe aus Polen abhängig zu machen, was grosse Ungewissheit in sich bergen und die im Abkommen vorgesehene Zahlungsfrist um viele Jahre verlängern würde, andererseits, weil man sich polnischerseits ausserstande erklärte, die Verpflichtung für die Bezahlung fester jährlicher Raten zu übernehmen für den Fall, dass sich die polnischen Lieferungen nicht im erwarteten Ausmass verwirklichen liessen.

Die schweizerische Delegation betonte nachdrücklich, dass, wenn eine Ausdehnung der vertraglichen Zahlungsfrist wirklich nicht zu umgehen sei, die schweizerische Regierung sich gezwungen sehe, im Interesse der Gläubiger auf einer kurzfristigen Lösung, verbunden mit einer polnischen Zahlungsgarantie, zu bestehen.

Die schweizerische Regierung kann ihre Enttäuschung über die in diesen Verhandlungen an den Tag gelegte polnische Haltung bezüglich der Regelung dieser Liquidationsangelegenheit nicht verhehlen. Es ist ihr nicht verständlich, dass einzig Polen, als grösstes und wohl wirtschaftlich stärkstes Land unter allen Staaten, mit denen die Schweiz ähnliche Abkommen abgeschlossen hat, nicht in der Lage sein sollte, diese Frage in einer für die Gläubiger annehmbaren Weise erledigen zu können. Die polnische Regierung wird gewiss Verständnis dafür aufbringen, dass den schweizerischen Anspruchsberechtigten nicht zugemutet werden kann, noch weitere lange Jahre auf die ohnehin schon niedrig bemessene Entschädigung zu warten und weitere Zinsverluste zu erleiden, nachdem die polnische Wirtschaft vom Jahre 1946 an im vollen Genusse der nationalisierten Objekte steht. Eine rasche und endgültige Lösung für diesen aus der Vergangenheit der schweizerisch-polnischen Wirtschaftsbeziehungen offengebliebenen Schuldenkomplex würde zweifellos zu einer Normalisierung der allgemeinen Wirtschaftsbeziehungen zwischen beiden Ländern und damit zu einer Intensivierung des Güteraustausches beitragen.

Aus diesen Erwägungen gibt die schweizerische Regierung der bestimmten Hoffnung Ausdruck, dass der polnischen Delegation Instruktionen erteilt werden, die die Fortführung und den erfolgreichen Abschluss der Verhandlungen in der angedeuteten Richtung ermöglichen werden.

---

3. Zum Verlauf der polnisch-schweizerischen Wirtschaftsverhandlungen vgl. z. B. die Notiz Erste Phase der schweizerisch-polnischen Verhandlungen 1962 (vom 25. Juni bis 12. Juli 1962 in Bern) von F. Bauer vom 12. Juli 1962, E 2804(-)1971/2/55.

## 93

E 2200.101(-)1976/55/1  
[DoDiS-18880]

*Le Chef de la Division des organisations internationales  
du Département politique, J. Burckhardt,  
à l'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati*

## CONFÉRENCE DU LAOS

*Copie*<sup>1</sup>  
L

Berne, 24 juillet 1962

A l'occasion de l'aboutissement des travaux de la Conférence du Laos<sup>2</sup>, le Conseil fédéral a offert une réception au Palais Eynard, le 22 juillet. M. Dean Rusk, Lord Home, M. Couve de Murville, M. Gromyko, M. Chen Yi et les autres ministres des Affaires étrangères se sont rendus à cette réception. De divers côtés, nous avons appris que le geste des autorités suisses avait été apprécié. Le lendemain, le Chef du Département<sup>3</sup> a été invité au déjeuner offert par les deux Co-Présidents de la Conférence, M. Gromyko et Lord Home. Ce dernier, au nom des délégations, a remercié en termes chaleureux le Gouvernement suisse de son hospitalité. Le Chef du Département, en répondant, a souligné les avantages de la neutralité de la Suisse qui lui permet, sur le plan universel, d'être un lieu de rencontres.

Quant aux résultats de la Conférence, du côté occidental on estime en général que c'était tout ce qu'on pouvait attendre; à défaut d'accord, les hostilités auraient repris et il n'était guère possible aux Occidentaux de combattre efficacement dans un tel théâtre d'opérations. M. Averell Harriman estime extrêmement difficile la phase d'application de l'accord dont l'efficacité dépendra de la coopération soviétique. En effet, au dire de toutes les délégations occidentales, seule l'URSS pourra être à même de faire respecter les termes de l'accord et bloquer les visées du Gouvernement de Pékin.

Enfin, nous avons saisi cette occasion d'évoquer, avec divers ministres des Affaires étrangères de pays d'expression française de l'Asie du Sud-Est, les possibilités d'accroître la coopération sur le plan culturel et technique.

---

1. Copie pour l'Ambassade de Suisse à Bangkok. L'original n'a pas été retrouvé.

2. Il s'agit de la conférence internationale, réunissant 14 pays concernés par le conflit du Laos, inaugurée le 16 mai 1961, qui a adopté, le 22 juillet 1962, une déclaration de neutralité en faveur du Laos, acceptée par les parties en conflit et signée le 23 juillet.

3. F. T. Wahlen.

E 2804(-)1971/2/7  
[DoDiS-30277]

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Soldati,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen.*

L<sup>1</sup> SO Confidentielle

Paris, 26 juillet 1962<sup>2</sup>

1. Par lettre du 20 juillet<sup>3</sup>, j'ai fait part de ma conversation avec M. Couve de Murville sur l'Association. Il s'agissait de l'opinion officielle de la Cinquième République.

Pour l'Élysée, ce qui importe c'est la Confédération politique: un système d'alliance politico-militaire. Il n'y a pas de raison pour inclure, dans ce système dynamique, un pays neutre, sous l'angle tarifaire, pas plus que pour les autres chapitres non commerciaux du Traité de Rome. Le but de «l'Europe» est toutefois non pas d'affaiblir les pays européens voisins et notamment la Suisse. C'est pourquoi le moment venu la Suisse et le Marché commun pourront négocier d'après M. Couve de Murville des réductions tarifaires réciproques sur des listes spécifiques. Ces réductions devront, conformément au GATT, être étendues à tous les pays du monde («erga omnes», clause de la nation la plus favorisée).

L'Europe de la Cinquième République ne s'intéresse pas à ce que les neutres s'alignent sur les harmonisations économiques du Traité de Rome. Elle ne s'intéresse ni à notre système fiscal ni au secret bancaire<sup>4</sup>, puisque nous sommes en dehors du système dynamique politico-militaire.

2. Avec cela tout n'est pas dit. La Cinquième République n'est pas éternelle. Il y a d'autres milieux en France qui voient ces problèmes non sous l'angle de la Confédération gaulliste, mais sous l'angle fédéral des Etats-Unis d'Europe. Ce sont les «vrais» Européens, qui reprendraient, le cas échéant, la construction européenne sous un autre angle, comme ils l'ont fait inlassablement après chaque recul, depuis le plan Schuman (9 mai 1950).

J'ai constaté qu'il ne sert pas à grand-chose de parler des problèmes techniques intéressant l'audition du 24 septembre à Bruxelles, avec les milieux politiques et parlementaires. Les hommes politiques, même illustres, «Européens» (opposés à l'Europe gaulliste) ne vont pas au-delà des généralités, qu'il s'agisse de René Mayer, Maurice Faure, etc., etc. Ils visent l'Union politique sous une forme fédérale. Ils sont trop absorbés par le problème britannique auquel ils sont favorables sous certaines conditions, et à l'Union politique,

1. A la présente est jointe une seconde notice d'A. Soldati, datée du même jour, qui porte sur l'Institut atlantique dirigé par P. Uri (DoDiS-30275).

2. Signature à la main Wah [Wahlen] en haut à droite du document.

3. Cf. N° 91 dans le présent volume, ainsi que la lettre de Soldati à F. T. Wahlen du 20 juillet 1962 (DoDiS-30274).

4. Sur les débats à propos du secret bancaire à cette période, cf. Nos 72 et 91 dans le présent volume.

pour s'occuper des neutres. Il faut reconnaître aussi qu'ils ne savent rien dire de précis, ne connaissent pas la terminologie des technocrates.

3. Je suis donc allé voir le technicien des Fédéralistes, M. Pierre Uri, depuis 1950 le conseiller technique de M. Jean Monnet. Tout en étant indépendant, il a la confiance des Américains. Il a rédigé le Traité de la CECA et le Traité de Rome. M. Uri, qui ne revêt aucune fonction officielle, et est même suspect à l'Élysée, fait entendre évidemment un tout autre son de cloche que M. Couve de Murville:

Il rentre d'un congrès à Vienne (où il avait rencontré M. Nussbaumer<sup>5</sup>, directeur général du Crédit Suisse, qui lui avait parlé de notre position). Endoctriné par des Autrichiens «européens», M. Uri part de l'idée que le cas de l'Autriche est bon parce qu'elle est neutre malgré elle. L'Autriche serait prête à tout accepter. Il croit qu'il n'y a aucune limite, du côté autrichien, à l'acceptation de toutes règles sans exception, y compris l'union douanière, la politique agricole et le reste. J'ai essayé de dire qu'il avait dû rencontrer des industriels favorables à l'Anschluss plutôt que des milieux soucieux des rapports avec l'URSS.

M. Uri estime que le cas de la Suisse est plus difficile, d'abord en raison de l'agriculture. La grande zone de libre échange a échoué, dit-il, parce que la doctrine régnante, à tort ou à raison, refuse une intégration, limitée aux produits industriels et à une minorité de produits agricoles. Il n'accepte pas la doctrine expliquée par M. Nussbaumer que le statu quo de l'agriculture suisse est couvert par la neutralité. Cela peut être vrai en ce qui nous concerne, dit Uri, mais cela s'oppose à la doctrine régnante de l'intégration couvrant tous secteurs de l'agriculture, doctrine acceptée par tous les pays du monde, y compris désormais ceux de l'EFTA, dit-il, sauf nous. Des importations préférentielles, en provenance du Marché commun, limitées au blé et à la viande, c'est-à-dire des préférences par secteur, sont incompatibles avec le GATT. Il n'y en a, d'après lui, pas d'exemple dans le monde actuel.

M. Uri ne croyait plus à l'actualité de notre neutralité. Il a accepté comme valables certains arguments comme nos dépenses militaires, le fait que chaque grand groupement politique doit avoir «ses» neutres. Il accepte l'idée que, comme l'URSS peut proposer la Yougoslavie et les pays afro-asiatiques la Birmanie, l'Europe et les USA peuvent proposer la Suisse comme «leur» neutre, et accepté par les autres parties.

4. M. Uri a soulevé spontanément, à ma surprise, le secret bancaire. Il est, en l'occurrence, un «intellectuel de gauche», mais proche aussi de la pensée américaine comme tout le cercle qui entoure M. Jean Monnet. Il est aujourd'hui consultant économique de la banque Lehman Brothers à New York. Il estime que le secret bancaire est désormais incompatible avec la solidarité occidentale qu'implique un régime d'association. Je lui ai répondu que son opinion n'est pas partagée par tout le monde, du côté des Six. Le Traité de Rome ne dit mot sur ce problème. Le secret bancaire existe en Belgique (où il n'a pas reçu une application de portée internationale comme en Suisse). J'ai ajouté

---

5. Ch.-A. Nussbaumer est à cette date membre du Conseil d'administration de la Société de Banque Suisse, dont il a été Directeur depuis 1932, puis Directeur général de 1940 à 1956 (et non du Crédit Suisse, comme indiqué ici à tort).

que je comprends que le secret bancaire puisse un jour être l'objet d'échanges de vues, au cours de l'évolution ultérieure. Mais je serais étonné que ce problème fût mis sur le tapis dans le cadre des négociations d'association, parce qu'aucune disposition du Traité de Rome ne s'en occupe. Les Six pays membres ne se sont pas encore concertés sur l'entraide fiscale et l'alignement du système bancaire privé! La lettre du Traité ne permet pas une discussion immédiate sur ce sujet.

M. Uri a répondu en «technocrate de gauche» (ou en porte-parole des vues américaines) que l'utilisation du secret bancaire a pris des proportions qui en font un problème pour l'équité financière et fiscale occidentales.

Ceci dit, M. Uri n'est pas un doctrinaire en matière d'Association et je l'ai trouvé prêt à étudier les problèmes suisses sous l'angle du Traité de Rome. Il n'a pas (comme l'a fait M. Couve de Murville, quoique sans utiliser ces mots) dit que là où il n'y a pas de coopération politique, il ne peut y avoir une association économique ressemblant à l'intégration. M. Uri est d'avis par exemple que si l'Autriche n'oppose à l'intégration économique *que* sa neutralité (mais accepte toutes les règles du Traité de Rome) le problème est susceptible d'une solution.

M. Uri est actuellement suspect aux yeux du Gouvernement parce que trop «européen», trop fédéraliste, trop proche de M. Jean Monnet. Il est directeur du groupe d'études de «l'Institut atlantique» à Paris, et l'un des trois «Sages» désignés par l'organisation des Etats américains («Organisation of American States») pour le programme d'alliance pour le Progrès. Il est chargé par l'Organisation des Etats américains de procéder au premier «economic review» d'un Etat latino-américain (la Colombie) en vue d'examiner si son «plan économique» la rend éligible pour l'aide américaine dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès.

Cette conversation m'a confirmé dans une impression dont il est difficile d'avoir des preuves. Le mouvement européen jusqu'ici a travaillé, depuis 1950, dans le secret et par surprise, ne dévoilant son jeu qu'au fur et à mesure. Mais il semble bien que les anciens «Européens», so[ie]nt devenus aujourd'hui «Atlantiques» ou «Occidentaux». Le Président Kennedy, converti à leurs vues sans pouvoir encore le dire entièrement à son propre peuple, vise à une sorte de Confédération atlantique ou occidentale qui commencera sur le plan économique. Un tel projet doit rester dans le secret de quelques organismes ou personnalités privés, d'après les méthodes suivies jusqu'ici, jusqu'au moment où il s'agit d'un programme techniquement bien préparé auquel on a gagné des leaders dans chaque parti et syndicat des pays intéressés. Cela ne peut que rester dans l'ombre, aussi longtemps que la politique de la Cinquième République s'oppose sur tous les plans à la politique américaine. Mais ces tendances ne promettent rien de bon aux neutres pour les années à venir, sauf peut-être la chance de rester en dehors de ce grand brassage!

## 95

E 2804(-)1971/2/107  
[DoDiS-30278]

*Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

Empfangskopie<sup>2</sup>

T Nr. 220

Washington, 30. Juli 1962, 19.20

Erhalten: 31. Juli, 09.30

In meinem heutigen Gespräch mit Dean Rusk, erwähnte ich, dass bei den drei neutralen Staaten gelegentlich die Auffassung bestehe, die amerikanische Opposition gegen die Assoziation verfolge den Endzweck, die Neutralen zur Aufgabe der Neutralität zu zwingen. Rusk: «das Gegenteil ist der Fall. Wir wollen verhindern, dass durch die Assoziation der Neutralen der Neutralismus in der EWG, die wir als eine politische Organisation sehen, um sich greife.» (Soviel ich weiss, ist es das erste Mal, dass der Staatssekretär oder einer seiner Untergebenen diesen Gedanken so deutlich ausspricht). Meinem Einwand, dass die Schweiz eine solche Entwicklung weder wünsche noch in irgendeiner Weise begünstigen könnte, begegnete Rusk damit, dass die Gefahr eben doch bestehe, unabhängig vom Willen der Neutralen selbst, die Schweiz zur Aufgabe ihrer Neutralität veranlassen zu wollen, die durch Beherbergung der Laoskonferenz<sup>3</sup>, durch ihre Dienste im Algerienkonflikt<sup>4</sup>, durch die ausgezeichnete Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba<sup>5</sup> ihre Nützlichkeit wiederum erwiesen habe, sei im Staatsdepartement nie gesagt und nie erwogen worden. Dass Rusk die wirtschaftlichen Probleme, die die EWG den Neutralen stellt, ungenügend kennt, ging daraus hervor, dass er sagte, man müsse doch annehmen, dass der gemeinsame Markt seinen Aussentarif liberalisieren werde und dass die Auswirkungen auf die Neutralen weniger schwerwiegend seien, als diese annehmen. «Ich glaube», sagte Rusk, «dass es im politischen Interesse der Schweiz selbst liegt, einen klaren Abstand gegenüber der EWG zu wahren.»

---

1. Handschriftliche Anmerkung oben rechts Wah [Wahlen].

2. Eine Kopie ging auch an P. Micheli.

3. Vgl. Nr. 93 in diesem Band.

4. Vgl. Nr. 77 in diesem Band.

5. Vgl. Nr. 54, Anm. 2, in diesem Band.

E 2003-03(-)1976/44/1  
[DoDiS-30149]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

DIE BILATERALE TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT DER SCHWEIZ  
MIT ENTWICKLUNGSLÄNDERN (RÉSUMÉ)

[Bern,] August 1962

Die technische Zusammenarbeit der Schweiz befindet sich in einer eigentlichen Aufbauphase. Wohl wurden seit Jahren Stipendien gewährt und Experten nach Entwicklungsländern entsandt, aber der Umfang dieser Aktionen war doch eher bescheiden. Erst die neue gesetzliche Grundlage vom Juni 1961<sup>2</sup> liess einen systematischen Ausbau der Leistungen zu. Denn nicht nur wurde der finanzielle Rahmen von vorher 1 Mio. (1961: 1,5 Mio.) auf jährlich 7 Mio. SFr. erweitert<sup>3</sup>, sondern auch der sachliche Aktionsbereich wurde ausgedehnt. Da indessen der neue Kreditrahmen praktisch erst seit 1962 gilt, liegen noch keine ganzjährigen Erfahrungszahlen vor, so dass die Daten nur ein unzureichendes Bild des gegenwärtigen Ausbaus der technischen Hilfe geben.

*1. Grundsätze*

Für die technische Zusammenarbeit der Schweiz mit Entwicklungsländern ist eine Anzahl von Grundsätzen massgebend. Dazu gehören:

a. Technische Hilfe – soweit sie gewünscht wird – soll an alle Entwicklungsländer gewährt werden, ohne Rücksicht auf das jeweilige politische System. Dieses Prinzip entspricht der Universalität der Aussenbeziehungen der Schweiz und dem unpolitischen Charakter unserer Technischen Zusammenarbeit.

b. Das Entwicklungsland, dem technische Hilfe geleistet wird, muss sich an der betreffenden Aktion finanziell beteiligen. Eine solche Zusammenarbeit auf der Basis der Mitverantwortung gilt als eine der Voraussetzungen für erfolgreiches Handeln.

c. Die Aktionen müssen sich sinnvoll in die ökonomische und soziale Entwicklung bzw. das Entwicklungsprogramm eingliedern, wobei dringliche Projekte bevorzugt werden.

d. Der Umfang der technischen Hilfe der Schweiz als Kleinstaat wird immer verhältnismässig gering sein. Deshalb wird besonders darauf geachtet, dass den Entwicklungsländern ausschliesslich mit (auf deren spezifische Bedürfnisse ausgerichteten) Qualitätsleistungen an die Hand gegangen wird.

1. Diese Notiz, wurde mit grosser Wahrscheinlichkeit von H. Keller verfasst.

2. Vgl. Nr. 39, Anm. 2, in diesem Band.

3. Zusatz im Originaltext: die multilaterale Hilfe erfolgt zu 3,5 Mio. Fr. über das Erweiterte Programm der UNO, zu 4,5 Mio. über den UN-Sonderfonds, und 3 Mio. sind für Gemeinschaftsaktionen zusammen mit der UNO und ihren Agencies reserviert (wozu noch die jährlichen freiwilligen Beiträge an eine Reihe von Spezialorganisationen zu rechnen wären).

e. Die Zusammenarbeit erfolgt nicht nur von Regierung zu Regierung; der massgebende Gesetzestext schreibt vielmehr vor, dass die Eidgenossenschaft aus dem Kredit für technische Zusammenarbeit auch an private schweizerische Institutionen und Organisationen, die auf dem Gebiet der technischen Zusammenarbeit tätig sind, Beiträge gewähren soll.

## 2. Stipendiaten

Die Zahl der Stipendien für berufliche Weiterbildung und für Hochschulstudien in der Schweiz hat sich deutlich erhöht. Während im letzten Jahr rund 290 bilaterale Stipendiaten aufgenommen worden sind (wovon 90 für Hochschulstudien)<sup>4</sup>, beläuft sich die Zahl bereits per 31. Juli 1962 auf rund 230. Auf das Wintersemester 1962/63 werden sodann weitere 60 Universitätsstipendiaten aufgenommen. Noch im Jahre 1961 waren die bilateral zugesprochenen Stipendien insgesamt nur wenig zahlreicher als die multilateralen; dieses Verhältnis hat sich im laufenden Jahr deutlich zugunsten der bilateralen Stipendiaten verschoben – eine Entwicklung, die sich künftig noch akzentuieren dürfte.

Von den Ende Juli 1962 in der Schweiz weilenden Stipendiaten der Eidgenossenschaft stammte der grösste Teil aus Afrika und den europäischen Entwicklungsländern; in einigem Abstand folgen die Asiaten, und am schwächsten vertreten sind die Lateinamerikaner, was im wesentlichen mit Sprachschwierigkeiten zusammenhängt<sup>5</sup>.

## 3. Ausbildungskurse

Die Stipendienpolitik wird immer mehr auf die Durchführung von ad hoc Ausbildungskursen für (in der Regel) national einheitliche Gruppen ausgerichtet. Auf eine sinnvolle Verbindung von Theorie und praktischem Stage wird dabei besonderes Gewicht gelegt. Teilweise werden diese Kollektivkurse in Zusammenarbeit mit Spezialorganisationen der UNO geplant und verwirklicht. In der Periode 1961/62 wurden Kurse organisiert u. a. für Werkmeister verschiedener Branchen (Israel, 4 Monate), Müllereifachleute (Griechenland, 16 Monate), Bauzeichner (Kongo-Léopoldville, 12 Monate), Schulinspektoren (Somalia, 20 Monate), medizinische Labortechniker (Togo, 12 Monate), unteres Hotelpersonal (Griechenland/Tunesien, 24 Monate), Geodäsie (diverse, 22 Monate). Weitere Kurse für PTT-Personal, für Bankangestellte und Hotelkader sind in Vorbereitung.

Um eine möglichst grosse Breitenwirkung im Entwicklungsland zu erzielen, werden überdies spezielle Kurse für Lehrpersonal durchgeführt, so in der allgemeinen Mechanik für Gewerbeschullehrer (Kongo-Léopoldville, Iran), in der Unterrichtstechnik für landwirtschaftliche Lehrkräfte aus 11 fran-

4. *Zusatz im Originaltext:* Für Hochschulstudien von Ausländern ist ein fünfjähriger Sonderkredit von 9 Mio. Fr. ausgesetzt worden.

5. *Zusatz im Originaltext:* Beizufügen wäre noch, dass 9% aller an schweizerischen Hochschulen immatrikulierten Studierenden aus Entwicklungsländern stammen. An der Universität Genf beträgt dieser Prozentsatz gar 20. Auch wenn es sich hierbei zum kleinsten Teil um Bundesstipendiaten handelt, gehört dieses Bild doch mit in diesem Zusammenhang.



zösischsprachigen Ländern (6 Monate), die alsdann ihrerseits im Heimatland Landwirtschaftslehrer ausbilden. Dieser Kurs soll 1963 für Lehrer aus spanischsprachigen Entwicklungsländern und 1964 für solche aus dem englischen Sprachgebiet durchgeführt werden.

#### 4. *Experten*

Im Jahre 1961 arbeiteten 80 Experten auf den verschiedensten Fachgebieten in 34 verschiedenen Ländern; davon wurden aber nur 18 bilateral vermittelt. In den ersten sieben Monaten dieses Jahres ist das Verhältnis ähnlich: von den 97 ausgesandten Experten waren nur 15 bilateral. Das eindeutige Überwiegen der multilateralen Expertenmissionen<sup>6</sup> kontrastiert scharf mit der Situation in den meisten andern Ländern. Die Ursache dafür liegt auf zwei verschiedenen Ebenen:

a. Einmal ist zu berücksichtigen, dass die Schweiz bisher (Sommer 1962) wenig staatliche bilaterale Wirtschafts- und Finanzhilfe gewährt hat; die Nachfrage nach Experten, die üblicherweise aus der Wirtschaftshilfe – auch der ungebundenen – herauswächst, spielt somit im Falle der Schweiz nicht.

b. Umgekehrt erklärt sich die relativ hohe Zahl von multilateralen Experten vor allem dadurch, dass für die UNO aus politischen Gründen oftmals Experten aus einem neutralen Land besonders erwünscht sind. Das ist besonders augenfällig im Blick auf den Kongo<sup>7</sup>, wo in den vergangenen zwei Jahren weit über 200 Fachleute im Dienste der UNO tätig waren und die Schweiz proportional das grösste Kontingent stellt.

#### 5. *Projekte*

Die grösseren Mittel, die der Eidgenossenschaft für technische Hilfe nunmehr zur Verfügung stehen, ermöglichen es auch, kombinierte Projekte in einzelnen Entwicklungsländern in Angriff zu nehmen. Im Jahre 1962 ist ein erster Schritt in dieser Richtung getan worden. Es handelt sich vorerst um die Verwirklichung von landwirtschaftlichen Siedlungsprojekten, wobei die Verbesserung der Agrarstruktur und -technik und der Aufbau ergänzender Produktionszweige im Vordergrund stehen.

#### 6. *Materiallieferungen und Studienreisen*

Gelegentlich wird im Rahmen der technischen Zusammenarbeit Demonstrations-, Forschungs- und Studienmaterial an Entwicklungsländer geliefert, meist in engem Zusammenhang mit der Tätigkeit schweizerischer Experten. Ferner werden in beschränktem Umfang kurzfristige Aufenthalte von Wirtschaftsführern und hohen Regierungsbeamten aus Entwicklungs-

---

6. *Zusatz im Originaltext:* das noch viel drastischer zum Ausdruck kommt, wenn auch die von der UNO und ihren Spezialorganisationen direkt engagierten Experten mitberücksichtigt werden (vgl. Ziffer 4b).

7. *Für einen Überblick über die von der Schweiz in Zusammenarbeit mit der UNO geleistete technische Hilfe im Kongo vgl. z. B. den Antrag Technische Zusammenarbeit, Finanzierung der schweizerischen Spezialisten-Gruppen innerhalb der zivilen Operationen der UNO im Kongo des Politischen Departements vom 6. Februar 1963 (DoDiS-30234).*

ländern finanziert, soweit sie der Abklärung von Problemen dienen, die für die Entwicklung des betreffenden Landes von besonderer Bedeutung sind.

### 7. Zusammenarbeit mit privaten Hilfsorganisationen

Typisch für die schweizerischen Verhältnisse auf dem Gebiet der technischen Hilfe ist die grosse Zahl von privaten Hilfsorganisationen und deren Verankerung in der Bevölkerung und in der Wirtschaft. Neben den christlichen Missionen und kirchlichen Hilfswerken ist eine Reihe von privaten Institutionen in den verschiedensten Entwicklungsbereichen tätig, wie Schul- und Erziehungswesen, Berufsbildung, Landwirtschaft usw. Zum Teil verwirklichen sie umfangreiche kombinierte Projekte. Die jährlichen Ausgaben aller dieser Stellen dürften sich auf gegen 20 Mio. Fr. belaufen.

Die Eidgenossenschaft fördert diese privaten Aktionen, indem die Realisierung konkreter Projekte bei Bedarf durch wesentliche Beiträge unterstützt wird. Diese Mitfinanzierung gilt als eine der wichtigsten Aufgaben im Rahmen der staatlichen Politik technischer Assistenz. Daneben werden auch an Forschungs- und höhere Lehranstalten in der Schweiz, soweit sie in hervorragender Weise im Dienste der Entwicklungshilfe tätig sind, namhafte Beiträge à fonds perdu aus dem Kredit für technische Zusammenarbeit ausgeschüttet.

### 8. Organisation

Die Stelle, die sich mit der technischen Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern befasst, ist der Delegierte des Bundesrates für technische Zusammenarbeit im Politischen Departement (Aussenministerium), der über einen Stab von zurzeit (Sommer 1962) 40 Mitarbeitern verfügt. Seine Ausgabenkompetenzen sind auf Fr. 30'000 limitiert; über Aktionen, deren Kosten Fr. 100'000 nicht übersteigen, entscheidet der Chef des Politischen Departements (Aussenminister) im Einvernehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement (Finanzministerium); für Ausgaben über Fr. 100'000 liegt die Entscheidungsbefugnis beim Bundesrat.

Daneben gibt es drei gesetzlich festgelegte Konsultativorgane.

1. Das Komitee für Technische Zusammenarbeit<sup>8</sup>, dem Vertreter der interessierten Departemente (Ministerien) und der Kommission für Technische Zusammenarbeit (vgl. Ziffer 2 hernach) angehören und dem in erster Linie die Koordination unter den Departementen obliegt, das aber auch Stellung nimmt zu grundsätzlichen Fragen sowie zu bedeutenderen Projekten.

2. Die Kommission für Technische Zusammenarbeit<sup>9</sup>, die sich aus rund 30 ausserhalb der Verwaltung stehenden Mitgliedern zusammensetzt, mindestens zweimal jährlich tagt und sich dabei zu grundsätzlichen Fragen sowie über die Programme der Technischen Zusammenarbeit ausspricht.

3. An der Konferenz für Technische Zusammenarbeit, die einmal jährlich einberufen wird und an der all jene Kreise vertreten sind, die sich mit Technischer Zusammenarbeit befassen, findet ein Meinungs- und Erfahrungsaustausch statt, durch den neue Initiativen zu Aktionen technischer Hilfe angeregt werden sollen.

Die wichtigsten privaten Institutionen, soweit sie sich auf breite Kreise der Bevölkerung abstützen (einschliesslich der kirchlichen), sind in der Schwei-

zer Auslandhilfe (einer Art Dachorganisation) organisatorisch zusammengefasst. Diese dient zugleich als Clearingstelle für Projekte ihrer Mitglieder, die dem Delegierten zur Mitfinanzierung unterbreitet werden sollen.

---

8. Zum Komitee für technische Zusammenarbeit vgl. E 2003-03(-)1976/44/17.

9. Zur Bestellung der Mitglieder dieser Kommission vgl. das BR-Prot. Nr. 240 vom 2. Februar 1962 (DoDiS-30743).

## 97

E 2001(E)1976/17/483

[DoDiS-18977]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

EXPORTATIONS D'ARMES EN INDONÉSIE<sup>2</sup>. VISITE DE M. VAN VOORST,  
2<sup>E</sup> SECRÉTAIRE DE L'AMBASSADE DES PAYS-BAS LE 2 AOÛT 1962

SE Confidentielle

Berne, 7 août 1962

M. Van Voorst me communique ce qui suit:

L'Indonésie, qui désirait se procurer au Danemark des armes pour ses forces de police, s'est vu opposer un refus de la part de ce pays. Les autorités indonésiennes ont alors déclaré au représentant de la maison danoise qu'elles ne comprenaient pas l'attitude du Danemark étant donné que d'autres Etats, parmi lesquels la Suisse, continuaient à livrer des armes sans aucune limitation. Le Gouvernement hollandais désire savoir si cette information est exacte.

Je réponds à M. Van Voorst que le même argument a été utilisé auprès des représentants de maisons suisses, les Indonésiens faisant état des livraisons d'armes à d'autres pays. Je lui expose ensuite brièvement les dispositions appliquées en Suisse en matière d'exportation de matériel de guerre, celle-ci étant soumise à un contrôle très strict. En cas de conflit, les livraisons aux Etats en cause subissent des restrictions encore plus sévères ou sont même complètement arrêtées.

Dans le cas de l'Indonésie, je précise qu'elles ont été pratiquement nulles depuis le début de cette année et qu'en outre les dernières livraisons portaient sur des exportations autorisées antérieurement<sup>3</sup>. Nous avons donc tenu compte de la situation résultant du conflit relatif à la Nouvelle Guinée. J'ajoute qu'il s'agit toutefois de dispositions provisoires prises sur le plan pratique pour ne pas renforcer le potentiel militaire de l'une ou l'autre des parties dans les circonstances actuelles.

---

1. Cette notice est rédigée par J. Schneeberger.

2. A ce sujet, cf. DDS, vol. 21, N<sup>os</sup> 21 (DoDiS-15205) et 144 (DoDiS-15208).

3. Pour un bilan des exportations d'armes en Indonésie, cf. le PVCF N<sup>o</sup> 296 du 13 février 1962 (DoDiS-18976).

Il est vrai que d'autres éléments entrent en jeu pour la Hollande dont la position est différente (solidarité occidentale, obligations qui lui sont imposées pour sa propre défense) et que, d'autre part, elle bénéficie du développement technique de sa propre industrie d'armements.

Les mesures que nous prenons n'ont par conséquent pas toujours les mêmes répercussions pour elle. Néanmoins, si nous prononcions une interdiction formelle et absolue celle-ci en raison de notre politique de neutralité devrait, de même, s'appliquer avec une égale rigueur aux deux parties avec les conséquences que cela aurait également sur nos exportations aux Pays-Bas. Je mentionne à cet égard qu'une importante livraison de matériel électronique lui a été faite l'année dernière.

Une suspension provisoire, qui n'a jusqu'à maintenant pas provoqué de réaction officielle du Gouvernement indonésien, nous paraît mieux appropriée aux circonstances et nous laisse notre liberté d'appréciation selon l'évolution de la situation<sup>4</sup>. Nous pensons que de leur côté les autorités hollandaises ne tiendront pas à susciter une prise de position rigide de notre part. Je signale à ce propos que nous ne voudrions pas contribuer à pousser l'Indonésie dans le camp communiste.

M. Van Voorst se déclare très satisfait de mes explications. Pour terminer, j'exprime l'espoir que les nouvelles relatives à un prochain règlement du conflit se confirmeront.

---

4. *Le Conseil fédéral se prononce dans le même sens. Cf. le PVCF N° 1719 du 1<sup>er</sup> octobre 1962 (DoDiS-18978).*

## 98

E 2001(E)1976/17/364  
[DoDiS-18990]

### *Note au Service juridique du Département politique*<sup>1</sup>

STURZENEGGER & CIE, GRUTCHEMIE KONSORTIUM, BÂLE;  
AVOIRS SÉQUESTRÉS AU CANADA

Berne, 10 août 1962

Lors de la signature de l'accord interséquestre canado-suisse en août 1954<sup>2</sup>, il avait été convenu que le cas cité en marge et considéré par l'Office suisse de compensation comme un intérêt suisse devait être exclu du champ

---

1. *Cette note est signée par J. Schneeberger.*

2. *Cf. l'Accord entre la Confédération suisse et le Canada sur la résolution des conflits de séquestre relatif aux biens allemands sis sur leurs territoires respectifs du 27 août 1954 (DoDiS-10477). Cet accord n'a pas été publié dans les recueils officiels. Un exemplaire du texte signé est annexé à la proposition du Département politique au Conseil fédéral du 8 juin 1954 (DoDiS-9705). Voir aussi le PVCF N° 1053 du 19 juin 1954 (DoDiS-9704).*

d'application de l'accord. Toutefois, en dépit des preuves fournies, le Canada n'a pas jugé opportun jusqu'ici de débloquer les avoirs en question. Les tergiversations du séquestre canadien proviennent sans doute du fait que la Maison Sturzenegger est impliquée dans le litige Interhandel<sup>3</sup> et a également des avoirs séquestrés aux Etats-Unis. Les autorités d'Ottawa reconnaissent elles-mêmes que les Etats-Unis surveillent de très près les affaires canadiennes de séquestre et leur ont demandé à plusieurs reprises d'être très prudentes dans ce domaine afin de ne pas créer des précédents qui pourraient compromettre la liquidation de cas de ce genre en territoire américain. D'autre part, diverses organisations – anciens combattants, mutilés de guerre – contrôlent l'activité du séquestre canadien, obligeant celui-ci à justifier toute transaction forfaitaire. Enfin, étant donné que les Américains ont effectué une enquête approfondie sur Interhandel, les Canadiens ont jugé inutile – puisque les lois américaines et canadiennes dans le domaine du séquestre sont semblables – de procéder à de nouvelles investigations et ils ont préféré jusqu'ici attendre la décision des tribunaux américains.

Sur nos instances cependant, le Ministère des Affaires extérieures a maintenant saisi de l'affaire le Ministère canadien de la Justice qui tranchera, à son avis, si les ayants-droit sont de nationalité suisse ou non. S'il conclut que les avoirs bloqués appartiennent, au sens de la législation canadienne, à des ennemis, le MAE examinera alors de plus près la procédure que nous avons suggérée à la demande des intéressés suisses, soit l'application à ce litige, par analogie, de l'art. 10 de l'accord interséquestre prévoyant le recours à un arbitre mutuellement acceptable.

En vue de cet examen, notre Ambassade à Ottawa estime que le point suivant devrait être clairement exposé aux autorités canadiennes: la différence qu'il y a entre les avoirs d'une société (actions, obligations et autres papiers-valeur, etc.) et une participation de cette même société dans une autre société<sup>4</sup>. Nous vous saurions gré, par conséquent, de bien vouloir nous mettre en mesure de fournir les arguments utiles à notre Ambassade. Celle-ci est d'avis que la distinction dont il s'agit devrait permettre de dissocier les affaires Sturzenegger et Grutchemie Konsortium, au Canada, de l'affaire Interhandel, aux Etats-Unis<sup>5</sup>.

---

3. Sur l'affaire Interhandel, cf. N° 16 dans le présent volume.

4. Cf. la lettre de A. Zehnder à P. Micheli du 2 août 1962, non reproduite.

5. Pour une prise de position du Service juridique du Département politique, communiquée à l'Ambassade de Suisse à Ottawa, cf. la lettre de R. Probst à Zehnder du 4 octobre 1962, non reproduite.

E 2001(E)1976/17/416

[DoDiS-30264]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

## VERBINDUNG MIT DER SPANISCHEN POLIZEI

PO Streng vertraulich

Bern, 23. August 1962

1. Wie Sie wissen, wünscht Spanien – zwecks Überwachung der subversiven Tätigkeit spanischer Gastarbeiter gegen ihre Regierung<sup>2</sup> – in Zusammenarbeit mit der Bundespolizei einen Polizeibeamten, der<sup>3</sup> diplomatischen Status erhalten sollte, auf der spanischen Botschaft in Bern zu plazieren. Am 13. Juni und am 2. August haben der spanische Botschafter bzw. sein «Ministre-Conseiller»<sup>4</sup> bei Herrn Dir. Mäder von der Fremdenpolizei, am 8. August der «Ministre-Conseiller» beim Chef der Bundespolizei vorgesprochen (vgl. Beilagen<sup>5</sup>). Herr Bundesrat Wahlen hat Sie auf seine Rückkehr hin um Ihren «préavis» gebeten; Herr Bundesrat von Moos gedenkt seinerseits, die Sache nach Rückkehr unseres Departementschefs im Bundesrat zur Sprache zu bringen.

Die von den Herren Mäder und Amstein eingenommene vorsichtige, eher negative Stellungnahme scheint mir richtig. Insbesondere teile ich die Bedenken von Dr. Amstein. Es stimmt zwar, dass die Bundespolizei, im Rahmen ihrer Kompetenzen, bereits zu zwei in Bern auf den betreffenden Botschaften tätigen sog. Polizeiattachés (USA<sup>6</sup> und Grossbritannien) Beziehungen unterhält<sup>7</sup>. Doch hat schon Dr. Amstein auf die wesentlichen Unterschiede gegenüber dem Fall der Spanier wie folgt hingewiesen:

«Die Vertreter der amerikanischen und der britischen Polizeibehörden befinden sich in politischer Hinsicht *nicht* mit ihren in der Schweiz lebenden Angehörigen, sondern lediglich mit der Spionageabwehr gegen Osten. Zudem sind meistens *wir* Nutzniesser dieser Zusammenarbeit.

Es handelt sich um Vertreter von Staaten, die auf demokratischer Grundlage – ähnlich wie die Schweiz – aufgebaut sind. Es ist nicht ausser acht zu lassen, dass in Spanien ein politisches System herrscht, welches unserer Auffassung über demokratische Freiheiten nicht entspricht.

Wollte man die Anwesenheit des Herrn Llovera in Bern bewilligen, müsste ihm auch eine bestimmte Tätigkeit erlaubt werden. Die Gefahr, dass er – nach den bekannten Methoden der politischen Polizei von Diktaturstaaten – versuchen würde, mit Spitzeln und Agenten in die Kreise spanischer Fremdarbeiter

---

1. Diese Notiz wurde von R. Probst verfasst und unterzeichnet und war an P. Micheli gerichtet.

2. Vgl. Nr. 108 in diesem Band.

3. Handschriftlich eingefügt: wohl.

4. J. P. de Lojendio Irure und M. de la Calzada.

5. Vgl. das Schreiben von A. Amstein an L. von Moos vom 8. August 1962 (DoDiS-30265).

6. Vgl. die Notiz von R. Aman vom 1. September 1961 (DoDiS-30251).

7. Vgl. Nr. 133 in diesem Band.

in unserem Lande einzudringen, besteht offensichtlich. Unliebsame Zwischenfälle lägen im Bereich der Möglichkeit.»

Diese Überlegungen sind sicher zutreffend. Namentlich der Umstand, dass sich der spanische Polizeibeamte – im Gegensatz zum amerikanischen und britischen Funktionär – mit seinen eigenen bei uns lebenden Staatsangehörigen befassen würde, scheint bedeutungsvoll. Im übrigen sei nur an die Affäre Mercier/Dubois<sup>8</sup> erinnert, um sich die innewohnenden Risiken zu vergegenwärtigen.

3. Dr. Amstein hat seine Gesprächspartner darauf aufmerksam gemacht, dass es Sache der spanischen Behörden wäre, vorerst auf diplomatischem Wege über das EPD die Bewilligung für die beabsichtigte Tätigkeit eines spanischen Polizeifunktionärs einzuholen. Nachdem indessen die übrigen Äusserungen der Herren Amstein und Mäder wenig verheissungsvoll klangen, ist zu hoffen, dass die spanische Botschaft von sich aus auf die weitere Verfolgung der Angelegenheit verzichtet.

Sollte ein solcher Vorstoss dennoch erfolgen, so könnte, um nicht vollständig ablehnend zu sein, im Sinne des Vorschlags von Dr. Amstein am Schluss seiner Notiz geantwortet werden; es heisst dort:

«Andererseits ist nicht zu leugnen, dass wir ein Interesse daran haben an einem beschränkten Gedankenaustausch mit den Spaniern – insbesondere über frühere kommunistische Tätigkeit von heute in der Schweiz arbeitenden Spaniern – *in Spanien*. Zur Beobachtung der politisch extremen Tätigkeit der Spanier *in der Schweiz* ist die Mitarbeit der spanischen Polizei durchaus nicht erwünscht! Dieser nützliche Gedankenaustausch kann jedoch auch durchgeführt werden, ohne dass ein Vertreter der spanischen Polizei in Bern seine Zelte aufschlägt. Wie mit verschiedenen anderen Staaten könnte auch mit Spanien ein Übermittlungsweg für Anfragen und Antworten gefunden werden. Das hätte zudem noch den Vorteil, dass alles schriftlich niedergelegt und eine Kontrolle jederzeit möglich wäre.

Als Zwischenlösung liesse sich folgendes denken (um die Spanier nicht in ihrem Stolz zu verletzen):

Der Vertreter der spanischen Polizei in Paris oder derjenige in Bonn wird mit der beabsichtigten Verbindung zur Bundespolizei betraut, wobei derselbe beispielsweise alle 2–3 Monate nach Bern zu uns kommt, um die hängigen Fälle zu besprechen. Dies wäre tragbar.»

Diese Zwischenlösung böte Gelegenheit zu einem gewissen, auch für die schweizerischen Behörden nicht unnützen Informationsaustausch, ohne die Unzukömmlichkeiten und Risiken der ständigen Anwesenheit eines spanischen Agenten in Bern mit sich zu bringen<sup>9</sup>.

8. Vgl. *DDS, Bd. 20, Nrn. 110 (DoDiS-12035), 113 (DoDiS-12740) und 118 (DoDiS-11354)*.

9. Vgl. auch das *Verhandlungsprotokoll der 56. Sitzung des Bundesrates vom 4. September 1962*, E 1003(-)1994/26/1: [...] M. von Moos signale le cas d'un officier de police (Llovera) occupé à l'Ambassade d'Espagne pour y exercer des fonctions de police et pose la question de savoir si ce personnage peut être accrédité. M. Amstein songe à une solution intermédiaire consistant à admettre que l'officier de police stationné à l'Ambassade d'Espagne dans un pays voisin soit autorisé à entretenir quelques contacts utiles avec la police fédérale.

M. Wahlen exprime l'avis qu'une accréditation ne serait pas indiquée. Le fait qu'un poste correspondant a été créé par d'autres pays n'est pas déterminant, les circonstances n'étant pas les mêmes. L'intéressé ne se conformerait pas aux instructions de la police suisse. Le cas espagnol pourrait être un précédent pour l'Italie.

## 100

E 1001(-)1967/125/58

[DoDiS-19042]

*Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner,  
an den Bundesrat*

### AUFHEBUNG DES GEBUNDENEN ZAHLUNGSVERKEHRS MIT DER TÜRKEI

At Dispositiv für die Presse

Bern, 13. September 1962

1. Die Zahlungen zwischen der Schweiz und der Türkei wickelten sich seit Kriegsende gemäss Abkommen über den Warenaustausch und die Regelung des Zahlungsverkehrs vom 12. September 1945<sup>1</sup> ab. Hauptzweck dieser und der früheren Zahlungsvereinbarungen war schweizerischerseits den Gegenwert der schweizerischen Einfuhr aus der Türkei in den Dienst der Förderung der Ausfuhr nach diesem Lande zu stellen. Das bisherige Abkommen bot jedoch keine wirksame Handhabung für die Wahrung der traditionellen Exportstruktur. Ausserdem konnte die Türkei frei über ihre Guthaben verfügen, so dass trotz der vertraglichen Rückzahlungspflicht praktisch keine absolute Bindung der Zahlungsmittel bestand. Seitdem der Warenaustausch zwischen beiden Ländern für die Schweiz aktiv geworden ist, vermochte das Abkommen auch nicht Zahlungsrückstände zu verhindern; für deren Heimschaffung mussten eine Reihe kompensationsähnlicher Geschäfte und Sondervereinbarungen abgeschlossen werden.

1958 sah sich die türkische Regierung zum Erlass eines Moratoriums für kommerzielle Schulden und zur Einführung eines Sanierungsprogramms genötigt. Diese Massnahmen, denen ein neues Aussenhandelsregime folgte, schufen den Ausgangspunkt für die Gewährung von massiven Krediten unter der Aegide der OECE; an diesen war auch die Schweiz mit 1,5 Mio. \$ beteiligt. Dank diesen Krediten und der Konsolidierung von umfangreichen kommerziellen Schulden traten im Zahlungsverkehr mit der Türkei geordnete Verhältnisse ein.

Die türkischen Zahlungen gemäss dem schweizerisch-türkischen Kreditabkommen vom Dezember 1958<sup>2</sup> und den multilateralen Konsolidie-

1. Vgl. das Abkommen über den Warenaustausch und die Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Türkischen Republik vom 12. September 1945, AS, 1945, S. 763–771.

2. Vgl. das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der türkischen Republik betreffend Gewährung eines Kredites an die Türkei vom 22. Dezember 1958, BBl, 1958, II, S. 842–861.



rungsabkommen sowie die laufenden Überweisungen für kommerzielle Forderungen und für unsichtbare Leistungen erfolgen seit 1959 pünktlich. Fehlbeträge im bilateralen Zahlungsverkehr wurden jeweils von der Türkei über das Europäische Währungsabkommen und zum Teil aus ausländischen Krediten (USA, OECD, usw.) gedeckt.

Obwohl die Gründe, die 1945 zum Abschluss des Abkommens führten, dahingefallen waren und trotzdem die meisten OECD Staaten seit der Ersetzung der europäischen Zahlungsunion durch das europäische Währungsabkommen (Dezember 1958) den freien Zahlungsverkehr mit der Türkei einführten, hat die Schweiz einzig aus Vorsicht den gebundenen Zahlungsverkehr weiterhin aufrechterhalten. Diese Vorsichtsmassnahme kann nunmehr aufgehoben werden, nachdem es sich erwiesen hat, dass die 1958 eingeleitete internationale Kredithilfe an die Türkei weiterhin befriedigend funktioniert und aller Voraussicht nach sogar erweitert werden wird. Ein Rückfall, d. h. eine Rückkehr der Türkei vom EWA<sup>3</sup>-Regime zum für ihre wirtschaftliche Entwicklung ungeeigneten Bilateralismus ist unter den gegenwärtigen Verhältnissen, trotz der noch unstillen Finanzlage, undenkbar.

2. Aus Kreisen des Import- und Welthandels ist wiederholt das Begehren gestellt worden, das die Konkurrenzfähigkeit hemmende und durch die Entwicklung praktisch unnütz gewordene Abkommen aufzuheben. Anfangs dieses Jahres hat deshalb die Handelsabteilung im Einvernehmen mit den interessierten Wirtschaftskreisen den türkischen Behörden einen entsprechenden Vorschlag unterbreitet<sup>4</sup>. Nach langwierigen Bemühungen auf diplomatischer Ebene haben die türkischen Behörden nun anfangs August überraschenderweise vorgeschlagen, das Abkommen von 1945 sofort ausser Kraft zu setzen<sup>5</sup>. Um diese günstige Gelegenheit nicht zu verpassen und weitere Zeit zu verlieren, verzichtete die Handelsabteilung darauf, die Verständigung von der vorgängigen formellen Anpassung der schweizerischen Vorschriften abhängig zu machen. So wurde die Vereinbarung von 1945 samt Zeichnungsprotokoll und Protokollen I, II, III und beigelegten Briefen am 8. August 1962 durch den beiliegenden Notenaustausch<sup>6</sup> mit sofortiger Wirkung aufgehoben. In einem ebenfalls beiliegenden Schreiben<sup>7</sup> hat die Türkei gleichzeitig die vom Politischen Departement für die schweizerischen Finanzgläubiger gewünschte Zusicherung hinsichtlich des künftigen Transfers abgegeben. Durch Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 9. August wurden die an Verkehr mit der Türkei interessierten Kreise entsprechend unterrichtet und die Einzahlungspflicht suspendiert.

Damit ist der gebundene Zahlungsverkehr, wie er seinerzeit durch das schweizerisch-türkische Clearingabkommen vom 29. Dezember 1933<sup>8</sup> ein-

3. *Europäisches Währungsabkommen.*

4. *Vgl. das Schreiben von P. R. Jolles an E. Kessler vom 30. Dezember 1961, E 2001(E)1976/17/624, und das Telegramm Nr. 4 von Kessler an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 9. Februar 1962, ibid. Vgl. auch E 7110(-)1973/41/106.*

5. *Vgl. das Telegramm Nr. 20 von der schweizerischen Botschaft in Ankara an das Politische Departement vom 3. August 1962, E 2001(E)1976/17/624.*

6. *Nicht abgedruckt.*

7. *Nicht abgedruckt.*

geführt und seither ununterbrochen beibehalten werden musste, dahingefallen.

3. Da das multilaterale Abkommen über die Handelsschulden von in der Türkei niedergelassenen Personen vom 11. Mai 1959 und das bilaterale Abkommen über die technischen Anwendungsmodalitäten vom 23. Juli 1959<sup>9</sup> in Kraft bleiben, ist es unerlässlich der Schweizerischen Verrechnungsstelle, die mit der Abwicklung dieser Vereinbarungen beauftragt bleibt, weiterhin die Möglichkeit zu geben, auf den Zahlungen im Rahmen dieser Abkommen nach der Schweiz die Gebühren zu erheben. Diesem Umstand wird in Art. 3 des beiliegenden Entwurfes<sup>10</sup> für einen Bundesratsbeschluss<sup>11</sup> betreffend den Zahlungsverkehr mit der Türkei Rechnung getragen.

Wir stellen den *Antrag*:

1. vom obigen Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen;
2. den beiliegenden Entwurf für einen sofort in Kraft tretenden Bundesratsbeschluss über den Zahlungsverkehr mit der Türkei zu genehmigen;
3. die Aufnahme des Notenwechsels und des Bundesratsbeschlusses in die Eidgenössische Gesetzessammlung anzuordnen<sup>12</sup>.

8. Vgl. das Schweizerisch-türkische[s] Clearingabkommen vom 29. Dezember 1933, AS, 1934, S. 189–192. Siehe auch DDS, Bd. 10, thematisches Verzeichnis: 22. Turquie. 22.1. Traité de commerce et de clearing.

9. Zu diesen unveröffentlichten Abkommen vgl. K I/2029. Für weitere Angaben, siehe auch die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Gewährung eines Kredites an die Türkei (vom 10. Oktober 1958), BBl, 1958, II, S. 842–847.

10. Nicht abgedruckt.

11. Vgl. den Bundesratsbeschluss betreffend den Zahlungsverkehr mit der Türkei vom 21. September 1962, AS, 1962, S. 1063 f.

12. Der Antrag wurde vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 21. September 1962 gutgeheissen. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1673 vom 21. September 1962, E 1004.1(-)/1/665.2.

## 101

E 2804(-)1971/2/106

[DoDiS-30291]

*Le Délégué aux accords commerciaux, O. Long,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
et au Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*

No<sup>1</sup> Personnel et confidentiel

Berne, 21 septembre 1962

Un de mes amis suisses<sup>2</sup> qui pratique M. Couve de Murville depuis une quinzaine d'années et qui vient de passer une dizaine de jours de vacances en sa compagnie me dit:

1. Des copies de ce document sont adressées à P. Micheli, E. Stopper et à P. R. Jolles.

2. Indication manuscrite de Long: il s'agit de M. René Payot, directeur du Journal de Genève, qui me l'a confié à titre strictement personnel et confidentiel.

1. C. de M.<sup>3</sup> ne lui a pas caché que du côté français, on (le Général de Gaulle) n'est pas favorable à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Il a admis que le projet de répartition des prélèvements sur les produits agricoles introduit par la Délégation française à 3 heures du matin, lors de la dernière rencontre entre les Six et le Royaume-Uni, avait été présenté dans le dessein de freiner la négociation qui avançait trop vite au gré de Paris.

2. En revanche, à l'égard de la Suisse, le Gouvernement français est animé des meilleures intentions. Il reconnaît la valeur de la neutralité suisse qui ne doit pas être un obstacle à un arrangement avec le Marché commun. Ceci n'exclut pas, toujours selon C. de M., une négociation économique notamment en ce qui concerne l'agriculture.

3. C. de M. estime que la Suisse devrait se méfier de l'Angleterre qui la trahira comme elle a toujours trahi lorsque ses intérêts sont en jeu. De même la Suisse, en cherchant son chemin vers le Marché commun, ne devrait pas trop s'embarrasser de l'Autriche et de la Suède. La position de la Suisse serait plus forte et ses chances plus grandes si elle opérait seule, plutôt que d'avoir ces deux pays à tirer dans son sillage.

Telle est la façon de penser de C. de M. rapportée par l'un de ses amis de longue date qui est en même temps un observateur politique très sûr et expérimenté.

A mon avis, la contradiction n'est qu'apparente entre la réserve exprimée au sujet de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun et l'invite à la Suisse de tenter sa chance seule.

C. de M. est trop intelligent et cynique pour se faire des illusions sur la possibilité qu'a le Général de Gaulle de bloquer éternellement la réunion des Six et de l'Angleterre. D'autre part, depuis l'échec de la négociation sur la grande Zone européenne de libre-échange en décembre 1958<sup>4</sup>, la tactique de la France a toujours été d'essayer de dissocier les pays maintenant membres de l'AELE.

---

3. *M. Couve de Murville.*

4. *Le 15 décembre 1958, date à laquelle se tient un Conseil des Ministres de l'OECE, marque la fin de la négociation sur la grande zone de libre-échange. Cf. E 2001 (E)1972/33/C 40 et C 67. Sur les vues du Général de Gaulle à propos de ce projet, cf. DDS, vol. 21, Nos 19 (DoDiS-15014) et 28 (DoDiS-15032).*

## 102

E 2804(-)1971/2/43  
[DoDiS-30292]

*Le Chef du Département politique, F. T. Wahlen,  
au Conseil des Ministres de la Communauté économique européenne*

DÉCLARATION DE LA SUISSE AU CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMUNAUTÉ  
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE LE 24 SEPTEMBRE 1962 À BRUXELLES<sup>1</sup>

1. Le Gouvernement suisse a informé la Communauté économique européenne, par sa lettre du 15 décembre 1961<sup>2</sup>, du désir de mon pays de participer sous une forme appropriée au marché européen intégré dont les six Etats membres de la CEE ont pris l'initiative et dont ils ont poursuivi avec succès la réalisation. J'ai aujourd'hui l'honneur d'exposer devant le Conseil et la Commission de la Communauté les motifs de la requête de la Suisse. Je remercie le Conseil de l'occasion qu'il a bien voulu donner à mon gouvernement de lui faire part de ses intentions. Je m'efforcerai d'indiquer les titres auxquels nous souhaitons une participation de la Suisse, la contribution qu'elle peut espérer apporter à l'œuvre entreprise par les membres fondateurs de la Communauté ainsi que les arrangements qui pourraient être conclus entre mon pays et la Communauté.

2. L'attachement de mon pays à l'Europe est la conséquence naturelle de sa situation au cœur du continent, de son histoire et de son appartenance à la culture occidentale. Les échanges spirituels et intellectuels entre la Suisse et les autres pays de l'Europe si riches et animés, se doublent de relations économiques et financières multiples. Cette interdépendance crée, sur le plan moral, une solidarité que nous désirons maintenir et élargir et, sur le plan économique, une communauté d'intérêts que nous souhaitons renforcer. Elle fait comprendre pourquoi la Suisse a toujours cherché à collaborer dans toute la mesure possible avec les autres pays européens et pourquoi elle a pris, après la dernière guerre, une part active à la coopération qui a trouvé son point de départ dans les efforts accomplis pour rendre aux pays européens force et vitalité.

3. Le développement spectaculaire de la technique et l'essor économique général ont rendu la division internationale du travail toujours plus nécessaire et fructueuse et ont par conséquent contribué à resserrer les liens de la Suisse avec ses voisins. Cette évolution confirme notre pays dans sa foi en une politique commerciale libérale. La Suisse, privée de ressources naturelles et d'accès direct à la mer, a pu ainsi fonder la plus grande part de son activité industrielle sur la transformation et la spécialisation des marchandises importées. Une telle spécialisation, qui se situe à un stade avancé de la transformation des produits,

---

1. Pour la version originale en allemand de cette déclaration, cf. l'annexe au PVCF N° 1661 du 21 septembre 1962 (DoDiS-30371). Sur les discussions internes précédant cette déclaration, cf. Nos 68 et 74 dans le présent volume, ainsi que le procès-verbal de la commission consultative de politique commerciale du 10 juillet 1962 (DoDiS-30754).

2. Cf. N° 34 dans le présent volume.

présuppose, vu les dimensions du marché suisse, l'ouverture de larges débouchés à l'étranger. En fait, la vie économique de notre pays a toujours débordé les limites étroites de nos frontières politiques. Pour toute une série d'industries, l'exportation représente plus de 90% de la production. Dans son ensemble, l'exportation suisse, qui couvre un large éventail de biens, se mesure par un chiffre équivalent à quelque 25% du produit national.

Par habitant, le commerce extérieur de la Suisse est un des plus élevés du monde; il dépasse de beaucoup la moyenne des Etats membres de la Communauté; il est quatre fois supérieur à celui des Etats-Unis. Nos relations commerciales s'étendent à l'ensemble des pays du monde. Cependant, la part européenne prédomine, ce qui est naturel puisque l'interpénétration de notre économie avec celle de nos voisins est particulièrement avancée. Aussi la proportion du commerce avec l'Europe est-elle de quelque 80% pour les importations et de plus de 60% pour les exportations. Avec les six pays de la Communauté, ces chiffres étaient l'année dernière de 62% pour les importations et de 42% pour les exportations; l'excédent commercial en faveur de la Communauté dépassait trois milliards et demi de francs suisses. Nous importons plus, en provenance de certains pays de la Communauté, que d'autres Etats membres ayant une population plusieurs fois supérieure à la nôtre. C'est ainsi que, l'année dernière, nos importations en provenance de la République fédérale d'Allemagne ont atteint, en chiffres ronds, 3,7 milliards de francs; elles se sont élevées à 1,5 milliard en provenance de la France; à 1,25 milliard en provenance de l'Italie et à 1 milliard en provenance des pays du Benelux. L'intensité particulière des échanges entre mon pays et la Communauté ressort également du fait que notre commerce avec les six pays de la Communauté a atteint, en 1961, par habitant, environ 2000 francs alors que le montant du commerce interne de la Communauté, plus le commerce d'importation et d'exportation avec la Suisse, s'établissait en moyenne, par habitant, à 640 francs.

Aux relations commerciales s'ajoute le réseau des prestations de services dont l'importance est particulièrement grande dans les relations de mon pays avec les autres pays européens. L'exportation suisse de capitaux à destination des pays de la Communauté est également très élevée. Environ 630'000 travailleurs étrangers originaires pour la plupart des pays membres de la Communauté sont occupés en Suisse, soit plus d'un quart de la population laborieuse. Je pourrais multiplier les exemples qui illustrent l'interpénétration des activités économiques de nos pays. Ils montrent jusqu'à quel point sont déjà réunies les conditions d'une participation de la Suisse à un marché européen intégré et combien les effets de son exclusion seraient négatifs.

4. Etant donné la densité et la variété de ses relations économiques, la Suisse est naturellement portée à donner son appui aux efforts de réduction ou d'élimination des barrières aux échanges. C'est pourquoi elle a soutenu l'œuvre de l'OECE qui lui a permis de normaliser ses relations commerciales et financières avec les pays européens dans un sens conforme à sa politique libérale traditionnelle. C'est aussi pourquoi elle est en faveur de la création et de l'élargissement d'un grand marché européen et qu'elle prête son concours, sur le plan mondial, au maintien de la convertibilité des monnaies et à la li-

béralisation progressive des échanges. C'est dans le même esprit qu'elle s'est déjà engagée dans la voie de l'intégration économique et qu'aujourd'hui, en plein accord avec ses partenaires de l'Association européenne de libre-échange, elle recherche, par l'une des voies offertes par le Traité de Rome, une solution équilibrée lui permettant, à compter de la même date que ses partenaires de l'AELE, d'apporter sa contribution au marché européen intégré.

5. L'élargissement des marchés, rendu souhaitable par les conditions mêmes de la production moderne, doit fortifier l'économie européenne et, par voie de conséquence, accroître le potentiel économique qu'elle pourra mettre à la disposition des pays en voie de développement, objectif à la réalisation duquel la Suisse désire participer énergiquement. Des étapes décisives ont déjà été franchies en vue de cet élargissement des marchés. Dans certains domaines, il a même été possible d'accélérer l'exécution du Traité de Rome comme de la Convention de Stockholm. Ces circonstances sont, nous l'espérons, de nature à alléger les problèmes posés par l'extension du Marché commun et à faciliter la recherche d'une entente entre la communauté et les pays qui, comme la Suisse, souhaitent non seulement maintenir et développer des échanges traditionnels, mais encore participer plus activement à une œuvre économique dont ils reconnaissent pleinement la valeur.

6. Nous sommes conscients du fait qu'en créant le Marché commun, qui institue notamment la libre-circulation des personnes, des marchandises et des capitaux, la Communauté a prévu d'autres mesures économiques destinées à consolider les bases de la libre concurrence et à établir une responsabilité commune pour le bon fonctionnement de ce marché. Nous sommes résolus à assumer notre part d'obligations et de responsabilités.

7. Dans les arrangements à conclure avec la Communauté, la Suisse devra cependant sauvegarder sa neutralité, garante de son indépendance, sa structure fédéraliste et son système de démocratie directe. Démocratie directe, fédéralisme et neutralité marquent la personnalité politique de la Suisse. Ils sont le résultat de sa diversité intérieure et forment la base de sa stabilité politique qui, à notre avis, a eu des effets favorables sur ses relations avec les pays tiers. J'aimerais le répéter, la Suisse attache un intérêt positif aux efforts entrepris pour unir l'Europe. Elle considère l'élimination des sources de conflit entre les membres de la Communauté comme un facteur fondamental de ces efforts. Pays fondé sur des principes de démocratie et de liberté individuelle, la Suisse est aussi déterminée à faire tout ce qui est en son pouvoir, dans le cadre de sa neutralité, pour contribuer au maintien de la paix et de la liberté dans le monde.

8. La neutralité de la Suisse a un caractère permanent et non pas occasionnel ou passager. Son origine remonte au début du 16<sup>e</sup> siècle. Elle constitue historiquement une garantie de cohésion interne pour un pays placé au carrefour de trois civilisations, lié à quatre domaines linguistiques et pratiquant deux confessions principales.

La neutralité suisse est partie du droit des gens, notamment depuis qu'elle a été incorporée dans les traités et les actes de Vienne et de Paris de 1815 et le Traité de Versailles de 1919. Elle a été solennellement reconnue comme étant «dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière» (Acte de Paris du

20 novembre 1815) et comme «contribuant au maintien de la paix» (doctrine de la Société des Nations).

Les bouleversements qui, au cours de ce siècle, ont transformé l'Europe et le monde et marqué le début d'une nouvelle évolution, ont placé la neutralité suisse dans un contexte international nouveau et plus large. Ainsi que l'ont démontré de multiples exemples au cours de ces dernières années, la neutralité conserve son sens et sa raison d'être. Elle permet à mon pays de remplir – en Europe et dans d'autres continents – des tâches qui, dans certains cas, ne peuvent être confiées qu'à un pays ayant une neutralité permanente.

La neutralité de la Suisse ne se limite pas à l'application des règles du droit de neutralité en cas de guerre, mais constitue une maxime fondamentale de la politique extérieure en temps de paix. Cette maxime, qui est consacrée par la Constitution fédérale, donne à la politique de la Suisse ses caractères de stabilité et de continuité. Elle répond aux convictions profondes du peuple suisse qui la considère comme le moyen par lequel mon pays peut le mieux servir les intérêts de la paix. Par ailleurs, mon pays ne laisse pas un vide militaire au milieu de l'Europe. Il s'impose au contraire un lourd effort pour maintenir un important dispositif de défense destiné à décourager une agression éventuelle contre le territoire de la Confédération.

9. Je désirerais maintenant indiquer les points auxquels notre statut de neutralité nous commande de vouer la plus grande attention, tout en relevant d'ailleurs que la politique de neutralité n'est pas en opposition avec une collaboration économique, même très poussée. Cependant, certaines limites doivent être tracées qui, bien qu'essentielles pour mon pays, ne peuvent avoir qu'une importance marginale pour le marché intégré dans son ensemble. A cet égard, le Gouvernement suisse distingue, avec toute la rigueur possible et bien que cela soit parfois difficile, les éléments politiques des éléments économiques, de manière à éviter que des intérêts purement économiques ne soient couverts par des formules destinées à répondre aux préoccupations touchant la neutralité.

10. Le premier point à mentionner concerne la politique commerciale vis-à-vis des pays tiers. Pour conduire sa politique de neutralité, il est nécessaire que la Suisse puisse prendre elle-même les décisions déterminant sa politique commerciale vis-à-vis des pays tiers, en particulier qu'elle conserve le pouvoir de conclure des accords commerciaux et tarifaires. Cela n'empêchera cependant pas d'assurer une coordination satisfaisante des politiques tarifaires et commerciales, et notamment de réaliser une harmonisation suffisante des tarifs extérieurs ainsi que de limiter les divergences dans la mesure compatible avec le maintien du pouvoir de conclure des accords avec les pays tiers. La Suisse précisera en temps utile comment cette coordination pourrait être organisée. Permettez-moi d'affirmer dès maintenant qu'il nous paraît possible d'éviter toute perturbation du marché intégré. Les éléments de souplesse nécessaires ne seront pas destinés à donner à notre pays des avantages économiques allant au-delà des avantages analogues dont peuvent bénéficier les Etats membres de la Communauté.

11. En deuxième lieu, la Suisse doit être en mesure de conserver une base d'approvisionnement suffisante pour une économie de guerre. Cet objectif

pourra le plus souvent être atteint par le stockage de biens essentiels. Mais une telle mesure ne sera pas toujours appropriée ou suffisante; je pense tout particulièrement au maintien, dans le pays, d'un potentiel adéquat de production agricole en prévision des perturbations éventuelles de l'approvisionnement du pays. Nous souhaiterions pouvoir examiner avec la Communauté les méthodes par lesquelles il serait possible de répondre à notre préoccupation.

12. Enfin, il se peut que les dispositions qui, en temps normal, seraient parfaitement compatibles avec la neutralité, doivent être modifiées ou suspendues dans certaines circonstances. En d'autres termes, la Suisse devrait disposer, dans son accord, d'une clause s'inspirant de celle de l'article 224 du Traité de Rome, qui reconnaît aux Etats membres une faculté de dérogation, notamment en cas de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre. Des dispositions devraient être naturellement prévues afin d'éviter les perturbations qui pourraient en résulter pour la politique commune de la Communauté. Il n'est pas exclu, cependant, que dans une situation particulièrement tendue, cette faculté ne soit pas suffisante, de sorte que la Suisse, *ultima ratio*, devrait être en mesure de dénoncer l'accord. Une décision aussi radicale n'interviendrait cependant que dans des circonstances extrêmes et d'ailleurs imprévisibles.

13. Le Conseil fédéral a examiné, à la lumière de ces considérations, de quelle manière la Suisse pourrait participer au marché européen intégré. Il lui semble que ce soit l'association prévue à l'article 238 du Traité de Rome<sup>3</sup> qui réponde le mieux aux conditions de fait. Cette solution permettrait, à notre avis, de dissiper des craintes éventuelles, selon lesquelles la participation d'un pays neutre pourrait compromettre la poursuite des objectifs autres qu'économiques que la Communauté se propose d'atteindre. Etant donné toutefois que l'article 238 ne définit l'association qu'en termes généraux, le Gouvernement suisse, en s'efforçant de concevoir une solution, a dû s'appuyer sur des hypothèses de travail.

La première de ces hypothèses touche aux institutions. Les organes de décisions jouent un rôle important dans le fonctionnement d'un marché intégré, dynamique par nature. Ce qui est vrai pour la Communauté le sera aussi pour l'association. Etant donné que la Communauté désirera sans doute préserver pleinement sa liberté de décision, une solution au problème institutionnel pourrait consister en un Conseil d'association, dans lequel seraient représentées, d'une part, la Communauté et, d'autre part, la Suisse. Elle donnerait à la Communauté l'assurance que le pays associé ne serait pas conduit, en faisant valoir les considérations qui lui sont particulières, à porter atteinte aux décisions de la Communauté ou à freiner son développement. Une telle formule pourrait répondre au besoin de la Suisse, qui dérive de sa politique de neutralité, de conserver son identité et de participer à l'adoption des décisions la concernant. Pour assurer un fonctionnement efficace de l'association et prévenir des difficultés lorsque surgiraient des divergences d'opinion ou d'appréciation dans des cas particuliers, il y aurait lieu d'insérer dans l'accord des dispositions

---

3. Cf. N° 30, note 14, dans le présent volume.



appropriées, par exemple des consultations régulières entre la Communauté et la Suisse, consultations qui devraient pouvoir intervenir non seulement au sein du Conseil d'association mais aussi au stade de l'élaboration des décisions à prendre. Les divergences éventuelles touchant à l'exécution des obligations du traité d'association pourraient, en cas de besoin, être portées devant un organe arbitral, statuant à la majorité, qui se prononcerait, selon les cas, soit sur le fond du problème soit sur d'éventuelles mesures de compensation. Il est cependant possible d'imaginer d'autres arrangements; la solution la plus appropriée ne pourra être dégagée qu'à un stade déjà avancé des négociations, en prenant en considération la substance matérielle de l'accord.

14. La deuxième hypothèse sur laquelle repose notre conception est que l'association ne devrait pas s'étendre à certains domaines seulement mais devrait avoir un contenu économique large conforme au fait que la coopération traditionnelle de la Suisse avec les pays européens touche déjà à de nombreux secteurs de la vie économique. Nous ne cherchons pas à obtenir une situation privilégiée par rapport aux pays membres actuels ou futurs de la Communauté. Si dans certains cas, que nous espérons avoir l'occasion d'exposer par le détail lorsque sera venu le moment d'ouvrir des négociations, nous devons suggérer des arrangements qui diffèrent partiellement de ceux du Traité de Rome ou des instruments d'exécution adoptés ultérieurement, notre objectif sera de vous faire des propositions équilibrées, caractérisées, ainsi que l'exige l'article 238, «par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières».

15. Permettez-moi de passer rapidement en revue les principaux secteurs qui se trouveraient inclus dans l'association et de présenter à leur sujet quelques commentaires, sans préjudice des solutions institutionnelles qui seront finalement retenues.

En ce qui concerne la création du marché intégré pour les marchandises, les services et les capitaux, les dispositions de l'accord d'association pourraient s'appuyer largement sur celles du Traité de Rome, compte tenu de la position que j'ai déjà indiquée au sujet de la politique commerciale et du tarif applicables aux pays tiers. Pour la main-d'œuvre et l'établissement, la situation démographique créée par la présence de travailleurs étrangers qui représentent déjà plus d'un quart de la population active devrait être prise en considération. En ce qui concerne l'agriculture, nous pouvons nous rallier en principe aux objectifs fixés à l'article 39 du Traité de Rome. Le Conseil fédéral est résolu à maintenir une paysannerie forte et une agriculture productive. L'agriculture suisse se heurte toutefois à des difficultés particulières en raison des conditions climatiques, topographiques, structurelles et économiques qui se traduisent par des coûts de production nettement supérieurs à ceux de la Communauté. La réalisation des objectifs de la politique agricole dans le cadre de l'association pose donc des problèmes complexes. Nous souhaiterions pouvoir les approfondir avec l'aide de la Communauté en vue de trouver une solution appropriée. En matière de transport, la proximité géographique de nos pays rend leur coopération indispensable. Nous sommes par conséquent désireux de collaborer avec la Communauté en vue d'établir une politique de transport aussi rationnelle que possible, ainsi que la Communauté elle-même

l'envisage. Nous sommes d'accord d'adopter des dispositions destinées à éviter que l'abolition des obstacles aux échanges soit contrecarrée par des ententes privées ou des monopoles, ou la concurrence faussée par des subventions, des aides de toute nature, des pratiques de dumping, etc.

Nous estimons également qu'une coopération très étroite est requise dans les questions touchant à la conjoncture, à la politique monétaire et notamment à l'équilibre des balances de paiement.

Le Gouvernement suisse est prêt à discuter de tout autre problème que la Communauté désirerait soulever dans le contexte d'une association, et notamment de la participation suisse au fonds social ou à la banque d'investissement. Il est disposé à envisager le versement d'une contribution adéquate au fonds de développement.

Dans l'ensemble, je puis une fois encore donner l'assurance que la Suisse est disposée à coopérer étroitement avec la Communauté, dans les divers secteurs couverts par l'association, afin de faciliter le fonctionnement du marché intégré et d'assurer des conditions de concurrence équitables.

16. Nous sommes par ailleurs conscients du fait que les règles institutionnelles des accords d'association que la Communauté pourrait conclure avec différents pays devront être d'une manière ou d'une autre coordonnées afin d'éviter la mise sur pied d'un appareil administratif trop lourd. De même serait-il nécessaire de régler les relations non seulement de la Communauté avec le pays associé mais aussi des différents Etats associés entre eux.

17. Je voudrais enfin saisir cette occasion pour déclarer que la Suisse se réjouit des relations qui se sont développées avec les deux autres Communautés européennes. Les accords conclus avec la Communauté du charbon et de l'acier ont créé une base utile pour des rapports mutuellement avantageux. La collaboration qui a été amorcée de manière pragmatique avec la Communauté européenne de l'énergie atomique est pour nous un élément précieux dans la coopération internationale pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. La Suisse est prête à discuter en temps opportun le développement futur de ces relations.

18. Depuis le 29 mars 1923, la Principauté de Liechtenstein est liée à la Suisse par un traité d'union douanière<sup>4</sup>. De l'avis des Gouvernements de la Suisse et du Liechtenstein, il y aurait lieu, au cours des négociations entre la Suisse et la CEE, d'examiner également, en accord avec le Gouvernement de la Principauté, la question des relations entre la Principauté de Liechtenstein et la CEE en tenant compte des liens étroits qui existent entre la Principauté et la Suisse. La solution de ce problème devrait résider dans l'adhésion du Liechtenstein au traité d'association qui serait conclu entre la Suisse et la CEE.

19. Et voici mes conclusions.

Je vous ai exposé aussi clairement que possible, je l'espère, la position générale et les intentions de la Suisse ainsi que la contribution que mon pays pense pouvoir apporter, sur le plan économique, à l'œuvre entreprise par les membres de la Communauté.

4. Cf. *DDS*, vol. 8, table méthodique: II.17.1 Liechtenstein. Pour le texte de ce traité, cf. *FF*, 1923, II, pp. 397-444; *RO*, 1923, tome 39, pp. 564-579.

Je vous ai également présenté le cadre dans lequel nous concevons notre contribution. Ce cadre est déterminé par les obligations permanentes, ressortissant au droit des gens, que nous impose un statut de neutralité, répondant à la volonté délibérée du peuple suisse. Pour l'Europe, dont nous faisons partie, mais aussi pour les autres continents, l'existence de ce statut – avec toutes les limitations qu'il implique pour nous – se révèle sans cesse utile. Les garanties, auxquelles notre neutralité nous commande de ne pas renoncer, ne portent pas atteinte à la substance de l'association. La Suisse, de par ses origines spirituelles et politiques, est un pays profondément attaché à l'idéal européen et les buts qu'elle vise sont en harmonie avec le renforcement et le développement de l'Europe. La maxime de la neutralité ne peut, ni dans le cas de la Suisse ni dans celui de l'Autriche ou de la Suède, freiner la construction de l'Europe. Nous sommes au contraire convaincus que la neutralité de ces Etats constitue un complément utile du système européen tendant au rapprochement des peuples et à une coopération toujours plus étroite, souhaités par nous et par les pays qui nous entourent. Le concours de la Suisse à la grande œuvre de la Communauté, qui s'édifie dans un espace économique avec lequel nous avons les relations les plus intenses, s'inscrit dans la logique des faits.

La Suisse ne demande pas des avantages unilatéraux; l'accord d'association qu'elle suggère devra être équilibré et équitable pour tous. Notre objectif essentiel est de sauvegarder et de développer la coopération et l'intégration déjà réalisées entre nos pays.

La Communauté, à l'article 2 du Traité de Rome, s'est fixée la mission «de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit». Notre pays approuve cet objectif et espère que par l'association au Marché commun il aura la possibilité de contribuer à sa réalisation.

### 103

E 7001(C)1975/63/23

[DoDiS-18769]

*Notiz des Chefs des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit,  
M. Holzer<sup>1</sup>*

#### VERHANDLUNGEN MIT ITALIEN

Bern, 9. Oktober 1962

Mit Ihrem Einverständnis habe ich mit Herrn Minister Pazzaglia, dem Chef der italienischen Delegation für das Einwanderungs- und das Sozialversicherungsabkommen, Fühlung genommen, um die ins Stocken ge-

1. Diese Notiz war an H. Schaffner gerichtet.

ratenen Gespräche wieder aufzunehmen<sup>2</sup>. Da bei der bisherigen Haltung der Italiener, wie sie im Memorandum von Stresa vom April dieses Jahres<sup>3</sup> zum Ausdruck kam, mit dem baldigen Abschluss eines neuen Staatsvertrags nicht zu rechnen war, dachte ich daran, im Rahmen der Commission mixte einige Fragen mehr technischer Natur auf administrativer Ebene zu regeln. Herr Minister Pazzaglia erklärte sich zu einer Zusammenkunft bereit und nahm unsere Einladung nach Lugano an. An der Besprechung vom 6. Oktober nahm schweizerischerseits, ausser dem Unterzeichneten, auch Herr Dr. Mäder teil<sup>4</sup>. Auf Wunsch von Herrn Pazzaglia wurde nachträglich noch Herr Saxer nach Lugano gebeten.

Die Besprechung war ein voller Erfolg. Die Italiener scheinen nunmehr eingesehen zu haben, dass sie, wenn sie an ihren ursprünglichen Forderungen festhalten, noch geraume Zeit, wenn nicht Jahre, auf ein neues Abkommen warten müssen und dass ihnen dadurch auch die namhaften Vorteile auf dem Gebiet der Sozialversicherung, die wir ihnen schon im Juni 1961 in Rom angeboten hatten<sup>5</sup>, entgehen. Dazu kommt, dass die Regierung ständig von der Opposition mit parlamentarischen Interventionen behelligt wird, wie es nun eigentlich um die Abkommen stehe und was die Regierung zu tun gedenke, um die Stellung der Italiener in der Schweiz zu verbessern. Diese Gründe mögen den italienischen Unterhändler veranlasst haben, die beiden strittigsten Fragen – die Gleichstellung der Saisonarbeiter, die während 5 Jahren mindestens 45 Monate in der Schweiz gearbeitet haben, mit den übrigen Arbeitnehmern und die Versicherung der in Italien zurückgebliebenen Familienmitglieder – auszuklammern, in der Meinung, dass sie von uns zur Prüfung entgegengenommen und in einem späteren Zeitpunkt geregelt werden, möglicherweise im Zusammenhang mit dem Assoziationsvertrag mit der EWG<sup>6</sup>.

Zu dieser Auflockerung der italienischen Haltung mag auch beigetragen haben, dass die Schweiz von sich aus, ohne neue Verhandlungen abzuwarten,

---

2. Zu diesen Verhandlungen vgl. die Note *Négociations entre la Suisse et l'Italie en matière d'assurances sociales à Rome du 7 au 17 juillet 1961* von J. Schneeberger an R. Kohli vom 24. Juli 1961 (DoDiS-18745), das *Exposé Les pourparlers italo-suissees sur les assurances sociales et l'immigration vom 11. Dezember 1961* (DoDiS-18751), die *Notiz Italienische landwirtschaftliche Arbeitskräfte vom 1. März 1962* (DoDiS-18746) und das *BR-Prot. Nr. 995 vom 29. Mai 1962* (DoDiS-18757).

3. *Memorandum vom 25./26. April 1962*. Vgl. die *Beilagen zum Schreiben von Holzer an P. Micheli vom 1. Mai 1962*, E 2001(E)1976/17/508. Siehe auch die *Beilage zum Schreiben von Micheli an Ph. Zutter vom 7. Juni 1962*, E 2200.19(-)1976/112/8.

4. Ein Protokoll dieser Besprechung konnte nicht ermittelt werden. Für weitere Angaben zur Organisation dieser Besprechung vgl. das *Schreiben von Holzer an G. Pazzaglia vom 2. Oktober 1962*, E 7170(B)1977/67/260.

5. Vgl. die *Notiz Italien-Verhandlungen, Anruf von Herrn Dir. Holzer aus Rom von R. Probst an Kohli vom 23. Juni 1961*, E 2001(E)1976/17/502. Siehe auch das *Protokoll Réunion interdépartementale du 13 juin 1961 au sujet des négociations avec l'Italie en matière d'immigration et d'assurances sociales vom 13. Juni 1961* (DoDiS-14904) und das *BR-Prot. Nr. 1113 vom 16. Juni 1961* (DoDiS-14922).

6. Vgl. *thematisches Verzeichnis: Europäische Integration*.

ein Entgegenkommen gezeigt hat. So wurde durch Bundesratsbeschluss vom 21. September 1962<sup>7</sup> verfügt, dass ausländische landwirtschaftliche Arbeitnehmer auch für ihre im Ausland wohnenden Kinder Anspruch auf Kinderzulagen haben; ebenso wurden von uns aus die Vorschriften über die Grenzsanitätskontrolle gelockert. Beide Massnahmen wurden in Italien sehr günstig aufgenommen.

Es wurde vereinbart, dass wir Herrn Minister Pazzaglia einen neuen Entwurf für das Einwanderungsabkommen zur Stellungnahme unterbreiten<sup>8</sup>. Auch das Sozialversicherungsabkommen soll unter Weglassung der Bestimmung über die Familienversicherung bereinigt werden. Falls nicht neue, unvorhergesehene Komplikationen eintreten, dürfen wir damit rechnen, dass noch Ende dieses Jahres oder zu Beginn des nächsten Jahres die beiden Abkommen unter Dach gebracht werden können, womit unsere Beziehungen zu Italien, aber auch zur EWG fühlbar entlastet werden.

Ich füge bei, dass Herr Minister Pazzaglia erneut seine schwersten Bedenken gegen die Beziehung von Experten der Arbeitgeber und Arbeitnehmer vorbrachte. Die Mitwirkung der Gewerkschaften bei den Verhandlungen wäre für sie höchst unangenehm, da sie die Kommunisten als die repräsentativste Gewerkschaft berücksichtigen müssten und zumal damit auch ein Präjudiz für die weitem Verhandlungen mit den EWG-Ländern geschaffen würde<sup>9</sup>. Man wird diese Frage nochmals vor dem Zusammentritt der Verhandlungsdelegation besprechen müssen. Falls der Vertrag bis auf Einzelheiten zum voraus bereinigt werden kann und die Streitfrage der Familienversicherung<sup>10</sup>, für die sich der Gewerkschaftsbund interessiert hat<sup>11</sup>, ausgeklammert wird, dürfte das Interesse an der Teilnahme bei den Verhandlungen nicht mehr allzu gross sein. Selbstverständlich würden wir den Gewerkschaftsbund und die übrigen Gewerkschaften vorher über den Inhalt des Vertrages orientieren, wie dies schon bisher geschehen ist.

---

7. Vgl. den Bundesratsbeschluss betreffend die Änderung der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über die Familienzulagen für landwirtschaftliche Arbeitnehmer und Kleinbauern vom 21. September 1962, AS, 1962, S. 1067.

8. Vgl. die Beilage zum Schreiben von Holzer an Pazzaglia vom 3. November 1962, E 2001(E)1976/17/508.

9. Zur Rolle der italienischen Arbeitergewerkschaften vgl. die Notiz *Activité des syndicats italiens en Suisse* von P. Cuénoud vom 11. Januar 1963 (DoDiS-18758).

10. Siehe dazu das Protokoll *Négociations italo-suisse en matière d'assurances sociales* (novembre 1961) vom 2. Dezember 1961, E 2001(E)1976/17/507.

11. Vgl. dazu das Protokoll über die Konferenz mit den Spitzenverbänden der Arbeitgeber und Arbeitnehmer vom 8. September 1961, 15 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude von R. Jost vom 13. September 1961, E 2001(E)1976/17/502.

## 104

E 2003-03(-)1976/44/200

[DoDiS-30687]

*Interne Notiz des politischen Departements<sup>1</sup>*AKTENNOTIZ ÜBER DEN BESUCH EINER REGIERUNGSDELEGATION AUS RWANDA<sup>2</sup>

KH

[Bern,] 10. Oktober 1962

Staatspräsident Kayibanda spricht in Begleitung seines Finanzministers Gaspar Zyimana und zwei weiterer Herren vor, um sich zu erkundigen, ob die Schweiz in der Lage wäre, seinem jungen Staatswesen technische Hilfe zu leisten<sup>3</sup>. K. erklärt, er habe sein Anliegen heute auch Bundespräsident Chaudet vorgetragen<sup>4</sup> und dieser habe ihm geantwortet, wahrscheinlich werde das Politische Departement Mittel und Wege finden, die verlangte technische Hilfe im einen oder anderen Falle zu leisten.

Die Besucher zeigen besonderes Interesse für eine zuverlässige Beratung auf dem Gebiet des Fremdenverkehrs. Das Klima sei in Rwanda so günstig wie selten irgendwo in Afrika, die meisten Siedlungen befänden sich auf 2000 m über Meer und würden sich als Erholungsort bestens eignen. Wie diese günstigen Voraussetzungen aber ausgenützt werden könnten, sollte von erfahrenen Fachleuten beurteilt werden. Erst wenn deren positive Meinung vorliege, wolle man dann prüfen, was weiter vorzukehren sei.

Ich erkläre, wir seien grundsätzlich bereit, ein offizielles Gesuch wohlwollend zu prüfen und abzuklären, ob wir auf diesem Gebiete helfen könnten. Hinweise auf unsere Aktionen in Tunesien<sup>5</sup>, Türkei<sup>6</sup>, Persien<sup>7</sup>, Thailand<sup>8</sup>

---

1. Diese Notiz wurde von H. Keller verfasst.

2. Kopien dieser Notiz gingen an F. T. Wahlen, an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, an R. Ulrich und an das schweizerische Generalkonsulat in Leopoldville.

3. Zur technischen Hilfe der Schweiz an Rwanda vgl. z. B. den Bericht Günstige und ungünstige Umstände für eine schweizerische Entwicklungshilfe in Rwanda von Ulrich vom 31. Mai 1963 (DoDiS-30255), das BR-Prot. Nr. 1830 vom 4. Oktober 1963 (DoDiS-30688) oder den Antrag Coopération technique «Volontaires suisses pour les pays en voie de développement» vom 9. Dezember 1963 (DoDiS-30259).

4. Dokumente zur Unterredung zwischen P. Chaudet und G. Kayibanda konnten nicht ermittelt werden; Kayibanda hielt sich in der Woche vom 8. bis 12. Oktober privat in der Schweiz auf vgl. das Schreiben von R. Maurice an H. Keller vom 28. September 1962, nicht abgedruckt.

5. Zur technischen Hilfe der Schweiz an Tunesien vgl. Nr. 28, Anm. 2, in diesem Band.

6. Zur technischen Hilfe der Schweiz an die Türkei vgl. das Schreiben von E. Kessler an H. Keller vom 18. Dezember 1961 (DoDiS-19045), die Notiz Projekt Kars/Osttürkei von R. Wilhelm vom 20. Oktober 1962 (DoDiS-19046) oder das Schreiben von R. Keller an Micheli vom 14. Oktober 1963 (DoDiS-19043).

7. Für einen Überblick zur technischen Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und dem Iran vgl. z. B. das Schreiben von W. Sigg an A. R. Lindt vom 6. Juni 1963, E 2003-03 (-)1976/44/176.

8. Zur technischen Hilfe der Schweiz an Thailand vgl. z. B. das BR-Prot. Nr. 1928 vom 18. Oktober 1963 (DoDiS-19024).

usw., ferner auf die Ausbildung junger Überseer in Spezialkursen in der Schweiz.

K. erwähnt, man benötige auch ausländische Hilfe für den Ausbau des Strassennetzes und die Erschliessung der Wasserkräfte. Ich antworte mit einem Hinweis auf unsere Beraterfirmen, unsere Fachindustrie und die Projektionsbüros. Auf dem Gebiet der hydro-elektrischen Kraftwerke zeigen die Besucher besonders reges Interesse; sie scheinen schon einiges über unsere Leistungen zu wissen.

Als weitere Sektoren nennen die Gäste die Viehzucht und die Verwertung von Naturgas. Ich antworte, bei Viehzucht sei eine Mitwirkung unseres Landes denkbar, während wir in der Naturgaswirtschaft kaum etwas bieten könnten.

K. erkundigt sich nach unseren Bedingungen für Experten und Stipendiaten. Ich orientiere ihn eingehend über die bei uns üblichen Modalitäten und weise darauf hin, dass infolge der Überfüllung der westschweizerischen Hochschulen Universitätsstipendien nur noch in beschränktem Ausmass und nur dann erteilt werden können, wenn die Kandidaten sehr gut ausgewiesen sind und eine unserer Landessprachen wirklich genügend beherrschen. Bessere Möglichkeiten bestehen für die Ausbildung an Fach- und Berufsschulen in Handel und Gewerbe.

K. weiss bereits, dass Herr R. Ulrich, Adjunkt bei der Eidgenössischen Finanzverwaltung, von der UNO als Berater für Fiskalpolitik nach Rwanda entsendet werden soll. Er fügt bei, auf Grund der früher mit schweizerischen Experten gemachten Erfahrungen würden es die Behörden seines Landes begrüssen, wenn auch noch schweizerische Fachleute auf andern Sektoren eingesetzt werden könnten. Er erwähnt Landwirtschaft, Aussenhandel und monetäre Fragen. Im übrigen will K. uns nach seiner Rückkehr ausführlich schreiben, wo unsere Hilfe ihm besonders erwünscht erscheint.

Beim Abschied erklärt er noch, schweizerische Missionare und Missionarinnen hätten in seinem Lande hervorragende Arbeit geleistet und stünden allgemein in hohem Ansehen.

## 105

E 2001(E)1976/17/416  
[DoDiS-30289]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### SPANISCHER POLIZEIATTACHÉ<sup>2</sup>

PO Streng vertraulich

Bern, 12. Oktober 1962

Der spanische Botschafter hat am 11. Oktober auf eigenen Wunsch in der Angelegenheit Llovera (für die Vorgeschichte vgl. Notiz vom 3. Oktober<sup>3</sup>) bei Herrn Bundesrat Wahlen vorgeschrieben.

1. Diese Notiz wurde von R. Probst verfasst und unterzeichnet.

2. Vgl. Nr. 99 in diesem Band.

3. Nicht abgedruckt.

Herr de Lojendio erläutert und verteidigt einleitend seinen Plan in gleicher Weise, wie er dies bereits am 21. September<sup>4</sup> gegenüber Herrn Bundesrat von Moos getan hatte.

Der Chef des Politischen Departements<sup>5</sup> weist demgegenüber auf unsere Gesetzgebung hin. Durch StGB 271 und 272 sind Amtshandlungen für einen fremden Staat auf Schweizerboden, ebenso der politische Nachrichtendienst «zum Nachteil der Schweiz oder ihrer Angehörigen oder Einwohner» (zu denen auch die spanischen Gastarbeiter gehören) untersagt. Die geplante Tätigkeit von Herrn Llovera kann deshalb nicht gestattet werden, und dessen eventuelle Eingliederung ins Botschaftspersonal vermöchte daran nichts zu ändern. Wir wüssten die Offenheit, mit der uns der Botschafter seine Absichten darlegte, zu schätzen; dadurch lassen sich schwerwiegendere Komplikationen, die ansonst hätten entstehen können, vermeiden; wir müssten aber mit der gleichen Offenheit auf die im Rahmen unserer Rechtsordnung gegebene Unzulässigkeit hinweisen. Die – übrigens sehr strikte – Überwachung politisch extremer Tätigkeiten auf Schweizerboden sei, als Ausfluss unserer Souveränität, einzig unsere Aufgabe und könne nicht mit ausländischen Funktionären geteilt werden.

Eine andere Sache wäre es, wenn es sich darum handeln würde, zwischen der spanischen und der Bundespolizei auf *polizeilicher* Ebene einen Gedankenaustausch herzustellen. Ein solcher Kontakt läge im gegenseitigen Interesse beider Polizeien (z. B. Vermittlung spanischer Informationen über frühere kommunistische Tätigkeit heute in der Schweiz arbeitender Spanier). Er könne jedoch auch herbeigeführt werden, *ohne* dass ein Vertreter der spanischen Polizei in Bern Aufenthalt nehme oder gar in das Botschaftspersonal eingegliedert werde. So könnte beispielsweise ein Vertreter der spanischen Polizei in Paris oder in Bonn oder direkt aus Madrid mit der Verbindung zur Bundespolizei betraut werden, wobei er periodisch zu Besuchen nach Bern käme, um mit dem Chef der Bundespolizei häufige Fälle zu erörtern.

Diese Lösung (die vorher mit Dr. Amstein abgesprochen worden war) scheint dem Botschafter nun doch einzuleuchten. Er sieht ein, dass sie den Vorteil hätte, die polizeilichen Kontakte im beidseitigen Interesse gänzlich aus der diplomatischen Sphäre (EPD und Botschaft) herauszuhalten, und er erklärt sich demzufolge bereit, seinen ursprünglichen Plan fallen zu lassen. Es wird vereinbart, dass der Polizeifunktionär Llovera zur näheren Besprechung eines solchen Vorgehens direkt mit Dr. Amstein, bei dem er schon früher vorgesprochen hatte, Kontakt nehmen wird. Es ist klar, dass sich der skizzierte Gedankenaustausch auf polizeilicher Ebene seitens der Bundespolizei im Rahmen der «Vorschriften des EJPD über die Erteilung von Auskünften des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft an ausländische Amtsstellen, vom 29. April 1958»<sup>6</sup> abwickeln wird. Dr. Amstein beabsichtigt, sich diesen Kontakt persönlich vorzubehalten<sup>7</sup>.

4. Vgl. die Notiz von Probst vom 21. September 1962, nicht abgedruckt.

5. F. T. Wahlen.

6. Vgl. AS, 1958, S. 267 f.

7. Vgl. das Schreiben von A. Amstein an L. von Moos vom 30. Oktober 1962, E 4001(D)1973/125/43: Llovera, der aller Wahrscheinlichkeit nach als Verbindungsmann der spanischen Polizei zur



Botschafter de Lojendio bittet unter diesen Umständen, die Note seiner Botschaft vom 19. September 1962<sup>8</sup>, worin für Llovera um die Legitimationskarte des Protokolls nachgesucht wurde, als hinfällig zu betrachten. Die Note erheischt somit keine Antwort mehr. Llovera selbst wird die Schweiz, nach getroffener Vereinbarung mit der Bundespolizei, verlassen.

---

Bundespolizei bezeichnet werden wird, nimmt seinen Wohnsitz entweder in Deutschland oder in Frankreich. Herr Llovera wird periodisch bei mir vorsprechen, um gewisse Fälle spanischer Kommunisten zu besprechen. Ich habe Herrn Llovera gestützt auf unsere Gesetzgebung untersagt, direkt Verbindung zu Spaniern in der Schweiz aufzunehmen.

8. Nicht abgedruckt.

## 106

E 2001(E)1976/17/394

[DoDiS-19007]

### *Das Politische Departement an den schweizerischen Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer*

*Versandkopie*

T<sup>1</sup> Nr. 49 PO Streng geheim

[Bern.] 23. Oktober 1962, 09.10

1. Anschliessend an Briefing der neutralen und neutralistischen Botschafter über Kuba-Aktion am Montag Abend nahm der amerikanische Staatssekretär<sup>2</sup> Botschafter Lindt auf die Seite und sagte ihm – sehr ernst – ungefähr folgendes: «Ich spreche mit Ihnen rein persönlich, und was ich sage, sollte nicht mit meinem Namen verknüpft werden. Die Lage ist so ernst, dass auch Ihr Land in Mitleidenschaft gezogen werden könnte. Wäre es nicht möglich, dass Ihr Botschafter in Havanna aus eigener Initiative und jeden Auftrag meinerseits verneinend Castro fragen würde, wie er sich die Zukunft Kubas vorstelle. Denn es ist Kuba, das in einer möglichen Entwicklung zuerst leiden würde. Könnte er nicht an jene Rede Kennedys erinnern, wonach US über alles mit Kuba verhandeln könnten, vorausgesetzt dass Kuba nicht mit der Sowjetunion alliiert ist und keine sowjetischen Basen auf seinem Boden beherbergt? Überlegen Sie sich dies einmal.» Lindt blieb vollständig unverbindlich. Er gewann Eindruck, dass der Staatssekretär offenbar Verhandlungen mit einem tatsächlich unabhängigen kommunistischen Kuba für möglich hält und sogar wünscht, sofern Fidel Castro noch in Lage ist, sich von Russland loszusagen.

2. Geben Euch diese Anregung mit erheblichen Vorbehalten weiter. Wir möchten unbedingt den Eindruck unangebrachter und überhasteter Demarche, die zu Missverständnissen Anlass geben könnte, vermeiden. Glauben Euch aber Staatssekretär Rusk's Überlegungen für alle Fälle nicht vorenthalten

---

1. Dieses Telegramm wurde von R. Probst verfasst. Kopien gingen an J. Burckhardt und R. Bindschedler.

2. D. Rusk.

zu können. Unsere Meinung geht dahin, dass Ihr keine auffällige Initiative ergreifen solltet, um mit Fidel Castro in gewünschtem Sinne ins Gespräch zu kommen. Sollte sich jedoch Gelegenheit bieten, dies ohne Aufsehen zu tun oder sollte Castro, was nicht ganz ausgeschlossen wäre, eventuell von sich aus auf Zukunftsprobleme zu sprechen kommen, so könntet Ihr, sofern Euch Atmosphäre geeignet erscheint, rein persönlich und ohne jegliche Berufung auf Bern oder Washington Bemerkungen in vorstehendem Sinne fallen lassen<sup>3</sup>.

---

3. Vgl. dazu das Telegramm von E. Stadelhofer an das Politische Departement vom 25. Oktober 1962, nicht abgedruckt, das Telegramm von A. R. Lindt an das Politische Departement vom 26. Oktober 1962, nicht abgedruckt, das Telegramm vom Politischen Departements an Lindt vom 27. Oktober 1962, nicht abgedruckt, und das Schreiben von Stadelhofer an P. Micheli vom 17. November 1962, nicht abgedruckt.

## 107

E 2001(E)1976/17/394

[DoDiS-30223]

### *Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt, an das Politische Departement*

*Empfangskopie*

T Nr. 323 Geheim

Washington, 26. Oktober 1962, 19.45

*Erhalten:* 27. 10. 1962<sup>1</sup>, 02.30

Assistant secretary Tyler<sup>2</sup> sagte mir soeben, dass er bestrebt sei, mich mit grösster Offenheit über die Lage zu informieren, da die schweizerische Regierung auf Grund ihrer Aufgaben in Kuba darauf Anspruch habe<sup>3</sup>. Er bat seine Angaben als geheim zu behandeln.

1. Die amerikanischen Luftaufnahmen ergaben nicht nur, dass die Arbeiten an den Basen weitergeführt werden, sondern zeigen auch Vorkehrungen, die sich nur so deuten lassen, dass die Missiles operationsbereit gemacht würden.

2. Die Lage zeichnet sich heute durch ein schwerwiegendes Dilemma aus. Auf der einen Seite möchte Amerika vermeiden, Chruschtschew in eine Lage zu manövrieren, die ihn menschlicher Voraussicht nach zum Gegenschlage zwingt, andererseits kann Amerika es nicht zulassen, tatenlos in einer Lage zu verharren, die grösste militärische und politische Risiken in sich schliesst. Militärisch: das ganze Sicherheitssystem der NATO ist in Frage gestellt. Die Verwundbarkeit Amerikas ist vielfältig gesteigert. Im Falle eines Abschliessens der Missiles aus

---

1. Im Original auf 26. 10. 1962 datiert.

2. W. R. Tyler.

3. Die Schweiz vertritt die Interessen der USA in Kuba seit dem 6. Januar 1961. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 116 (DoDiS-15005). Siehe dazu auch Nrn. 121, 141 und 164 in diesem Band sowie die Notiz von D. Rusk an A. R. Lindt vom 8. November 1962 (DoDiS-30389) und das Schreiben von E. Stadelhofer an F. T. Wahlen vom 21. März 1963 (DoDiS-18949).

Kuba ist die Zeit für die Warnung praktisch auf ein nichts reduziert. Politisch: das Vertrauen der europäischen Alliierten in die Möglichkeit Amerikas, sie zu schützen, wird untergraben.

3. Aus diesem Dilemma ergibt sich folgendes: Amerika ist zu Verhandlungen bereit, nicht aber gewillt, diese in die Länge ziehen zu lassen. Denn dies würde der Sowjetunion erlauben, ihre Basen weiter auszubauen, der Appell U Thants<sup>4</sup> arbeitete in die Hände der Russen, indem er amerikanische Blockade und russische Zufuhr auf die gleiche Ebene stellte. Er geht am wesentlichen vorbei – der Unmöglichkeit Amerikas zu dulden, dass die russischen Basen weiter ausgebaut werden. Ein erster Schritt auf dem Verhandlungsweg, der eine vorläufige Entspannung bringen würde, wäre dieser: die Einstellung aller Arbeiten an den Basen in Kuba. Stevenson ist soeben beauftragt worden, diesen Punkt U Thant klarzumachen. Der zweite Schritt aber müsste darin liegen, durch Kontrolle und Inspektion sicherzustellen, dass die Missiles entladen würden und in diesem Zustand verblieben. Es ist schwer zu sagen, welchen Gegenpreis Amerika für die russische Zustimmung zu diesem Vorschlag zahlen könnte. Eine Aufgabe amerikanischer Basen, z. B. in der Türkei, würde mit Bestimmtheit zu einer Vertrauenskrise, wenigstens in diesem Lande, dann aber auch in Italien und in Deutschland, führen. Jeder Preis aber, der eine Zersetzung der westlichen Allianz bedingt, wäre nicht annehmbar.

4. Für diese schwierigen diplomatischen Schritte steht wenig Zeit zur Verfügung. Frage: wie lang? Antwort: einige Tage.

5. X. rechnet bestimmt im Falle eines amerikanischen Vorgehens mit einer amerikanischen *[sic]*<sup>5</sup> russischen Reaktion. Er glaubt, dass Moskau nur insoweit überrascht worden ist, als es mit einer langsameren amerikanischen Massnahme gerechnet hätte, würden die russischen Basen in Kuba von Amerika durch konventionelle Bomben zerstört, würde wahrscheinlich Moskau mit der Zerstörung durch konventionelle Waffen alliierter Basen, z. B. in der Türkei, antworten. Es ist schwer zu glauben, dass dann nicht die NATO-Verteidigungsverpflichtung in Funktion treten müsste.

6. Das Staatsdepartement ist beunruhigt, dass in Europa die Schwere der Krise nicht verstanden wird, die Hauptstädte Westeuropas scheinen sich allzu stark von der scheinbaren Mässigung Chruschtschews und den Vorgängen in den Vereinigten Nationen einlullen lassen.

7. Schliesslich machte X. eine Anspielung, die in Zusammenhang mit dem stehen kann, was ich Ihnen in meinem 306 mitgeteilt habe<sup>6</sup>. Kuba, sagte X., hat jede politische Bedeutung verloren. Schliesslich sind die Basen nicht in kubanischen sondern in russischen Händen.

---

4. Appell vom 24. Oktober 1962.

5. Wahrscheinlich: energischen.

6. Vgl. das Telegramm von Lindt an Wahlen vom 22. Oktober 1962, nicht abgedruckt. Siehe auch Nr. 106 in diesem Band.

## 108

E 2804(-)1971/2/55  
[DoDiS-30478]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den Bundesrat<sup>1</sup>*

## SPANISCHE AGITATION

B PO

Bern, 30. Oktober 1962

*I. Ausgangslage*

In den letzten Monaten hat sich in unserem Land eine vermehrte gegen das Regime von General Franco gerichtete Agitation bemerkbar gemacht<sup>2</sup>. Sie wird im wesentlichen getragen von schweizerischen gewerkschaftlichen Kreisen, die wie erinnerlich beispielsweise Ende Juni in Genf gegen die Zulassung der offiziellen spanischen Arbeitnehmerdelegation an der Jahresversammlung des BIT<sup>3</sup> manifestiert hatten, sowie vom schweizerischen Aktionskomitee für eine politische Amnestie in Spanien, das mit entsprechenden Komitees im westlichen Ausland in Verbindung steht und dem bei uns u. a. so bekannte Leute wie der Theologe Karl Barth, der Dirigent Ernest Ansermet, der Schriftsteller Arnold Kübler, der Verleger Nationalrat Conzett, der Präsident des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, Hermann Leuenberger, Nationalratspräsident Brin-  
golf, alt Ständerat Klöti, die Nationalräte Gallus Berger, Oprecht, Gitermann, Nobelpreisträger Ruzicka etc. angehören.

Soweit es sich um Veranstaltungen eines schweizerischen Komitees, getragen von schweizerischen Rednern vor der schweizerischen Öffentlichkeit handelt, ist dagegen im Rahmen unserer verfassungsmässig garantierten Freiheitsrechte nichts einzuwenden. Das Politische Departement kommt immer wieder in die Lage, diesen Standpunkt gegenüber Beschwerden ausländischer Staaten mit allem Nachdruck zu verfechten.

Die Lage gestaltet sich dort schwieriger, wo – wie nunmehr bei der Diskussion um die spanischen Probleme – einerseits in zunehmendem Masse ausländische Redner für öffentliche Veranstaltungen beigezogen werden und andererseits versucht wird, als tragendes Element solcher Kundgebungen bewusst auch ausländische, in unserem Lande tätige Arbeitskräfte zu mobilisieren. Namentlich die Bundesanwaltschaft, aber auch die Fremdenpolizei und das Politische Departement hatten sich schon verschiedentlich mit den daraus erwachsenden Schwierigkeiten zu befassen. Gerade aus den letzten Wochen sei an die Veranstaltungen erinnert, die mit dem aus den spanischen Gefängnissen entlassenen spanischen Dichter Marcos Ana<sup>4</sup> vom Komitee für die politische Amnestie in verschiedenen Schweizerstädten organisiert wurden. Bekanntlich sind im Zusammenhang damit diesen Monat u. a. im Zürcher Kantonsrat Interpellationen eingereicht worden, die von Polizeidirektor

1. Dieser Bericht wurde von R. Probst verfasst.

2. Vgl. Nrn. 14, 99 und 105 in diesem Band.

3. Internationales Arbeitsamt.

4. Mit bürgerlichem Namen F. Macarro-Castillo.

Dr. Zumbühl beantwortet wurden. Unterdessen haben neue Veranstaltungen dieser Art am 16. Oktober in Genf, am 27. Oktober in Lugano, am 29. Oktober in Lausanne und sehr wahrscheinlich am 30. Oktober in La Chaux-de-Fonds stattgefunden, über die auch in der Presse eingehend berichtet worden ist<sup>5</sup>. Die Genfer Veranstaltung hat der spanischen Botschaft in Bern Anlass gegeben, dem Politischen Departement am 18. Oktober die in Kopie beiliegende Note<sup>6</sup> zu überreichen; es ist anzunehmen, dass auch die weiteren Veranstaltungen zu solchen Demarchen führen werden. Obwohl die in der spanischen Note enthaltenen Kritiken und Beschwerden teils über das Ziel hinausschiessen und für die schweizerische Einstellung nicht wegleitend sein können, liegt hier doch ein Problem vor, das in unserem eigenen wohlverstandenen Interesse der näheren Prüfung bedarf.

## *II. Politische Reden von Ausländern*

Was zunächst die Teilnahme aus dem Ausland beigezogener ausländischer Redner an öffentlichen oder geschlossenen Versammlungen in der Schweiz betrifft, so ist hier die Rechtslage einigermaßen klar. Massgebend ist der Bundesratsbeschluss betreffend politische Reden von Ausländern, vom 24. Februar 1948<sup>7</sup>, der u. a. bestimmt, dass solche Ausländer nur mit besonderer Bewilligung über ein politisches Thema reden dürfen, dass sie sich jeder Einmischung in innerschweizerische politische Angelegenheiten zu enthalten haben und dass die Bewilligung zu verweigern ist, wenn eine Gefährdung der äusseren oder inneren Sicherheit des Landes oder Störungen von Ruhe und Ordnung zu befürchten sind. Über die Bewilligung entscheidet die Kantonsregierung, wobei sich der Bundesrat vorbehalten hat, für die Kantone verbindliche Richtlinien zu erlassen oder im Einzelfall selbst über die Zulassung oder Ablehnung eines ausländischen Redners zu entscheiden.

Dieser Bundesratsbeschluss sollte eigentlich genügen, um die Lage unter Kontrolle zu halten, verbindliche Richtlinien sind zwar u. W. vom Bundesrat nicht erlassen worden; in der Praxis ist es aber doch wohl so, dass die kantonalen Behörden in kritischen Fällen zumeist mit der Bundesanwaltschaft vorgängig Fühlung nehmen. Hinsichtlich der Manifestationen betreffend Spanien hat die Bundesanwaltschaft überdies die obersten Polizeibehörden der Kantone mit Rundschreiben vom 6. Dezember 1961<sup>8</sup> noch ausdrücklich gebeten, sich vor Erteilung einer Redebewilligung mit Bern in Verbindung zu setzen. Dennoch scheint es weiterhin an der wünschbaren Koordination zu fehlen. So hat beispielsweise Genf dem Dichter Marcos Ana nicht gestattet, das Wort zu ergreifen, während Zürich und andere Städte ihm dies erlaubten. Eine einheitliche Anwendung des Bundesratsbeschlusses, der zugegebenermaßen der Interpretation einigen Spielraum lässt, wäre deshalb nützlich. Es wäre zu prüfen, was von Seiten des Justiz- und Polizeidepartements vorgekehrt werden könnte, um hier eine bessere Koordinierung und eine

---

5. Vgl. E 2001(E)1976/17/47.

6. Vgl. Anm. 5.

7. Vgl. AS, 1948, S. 119 f.

8. Vgl. Anm. 5.

korrekte Auslegung des Bundesratsbeschlusses in allen Fällen herbeizuführen. Eventuell müsste der Bundesrat nunmehr doch zur Erteilung verbindlicher Richtlinien schreiten.

### *III. Politisierung der spanischen Arbeiter in der Schweiz*

Bedeutend heikler erscheinen die Probleme, die sich aus der Anwesenheit einer grossen Anzahl ausländischer Arbeitskräfte in unserem Lande ergeben. Für die Teilnahme dieser Leute an politischen Manifestationen liegt noch keine genauere gesetzliche Regelung vor. Ohne Zweifel besteht aber ein schweizerisches staatliches Interesse daran, dass diese Arbeiter, solange sie in der Schweiz sind, von der Auseinandersetzung über Streitfragen, die die Innenpolitik ihres Heimatstaates zum Gegenstand haben, möglichst ferngehalten werden. Es könnte sich in der Tat als folgenschwer erweisen, wenn die italienischen Arbeiter in unserem Lande, die fast eine halbe Million ausmachen, politisch aktiviert würden<sup>9</sup>. Gerade in dieser Hinsicht scheint man aber in Bezug auf die rund 44'000 spanischen Arbeitskräfte seitens gewisser schweizerischer Kreise mit etwelcher Sorglosigkeit vorzugehen. Die Verantwortung dafür liegt weitgehend bei den schon erwähnten privaten Organisatoren der Kundgebungen zu spanischen Fragen. Wir besitzen allerdings keine rechtliche Handhabe, spanische Arbeiter an Zutritt zu solchen Kundgebungen zu verhindern. Es wäre u. E. auch keineswegs wünschbar, und verträge sich schwerlich mit unseren freiheitlichen Traditionen, dies zu tun. Was aber verhindert werden sollte, ist, dass es die schweizerischen Organisatoren solcher Kundgebungen bewusst darauf anlegen, spanische Arbeiter zur Teilnahme an den Veranstaltungen aufzufordern und solche Veranstaltungen teils sogar zu eigentlichen «spanischen» Kundgebungen ausarten zu lassen. Es ist dies in den letzten Monaten an einigen Orten wiederholt geschehen, so u. a., indem die Propaganda für eine bevorstehende Kundgebung der fraglichen Art nicht nur in unserer betreffenden Landessprache, sondern auch durch Verteilung von Flugblättern in spanischer Sprache und an Orten, wo eine grössere Zahl spanischer Arbeiter anzutreffen war, betrieben wurde (Beispiel: Aufruf für die Protestversammlung gegen die offizielle spanische Arbeitnehmerdelegation Ende Juni in Genf<sup>10</sup>). Ins gleiche Kapitel gehört, wenn in den Kundgebungen im Anschluss an die Hauptreferate deren spanische Übersetzungen oder Zusammenfassungen verlesen werden (so in Genf, Zürich etc.) oder wenn gar gewisse Voten von vorneherein in spanischer Sprache erfolgen (Marcos Ana in Zürich). Die Folge solcher Praktiken ist, dass schon mehrmals derartige Veranstaltungen eine überwiegende Mehrzahl spanischer Teilnehmer aufwiesen und, statt eine Meinungsäusserung von Schweizerbürgern zu sein, zu einer Kundgebung spanischer Arbeitskräfte in der Schweiz gegen ihre eigenen heimatlichen Behörden ausarteten. Dass es dabei gelegentlich auch zu lautstarken und handgreiflichen Auseinandersetzungen zwischen Spaniern selbst (Ruhestörung!) gekommen ist, sei nur am Rande vermerkt.

9. Vgl. dazu Nr. 170 in diesem Band.

10. Vgl. dazu die Notiz Genfer Gewerkschaftsdemonstration gegen Spanien von Probst vom 30. Juni 1962, E 2001(E)1976/17/47.

In einen ähnlichen Zusammenhang gehört der Umstand, dass von der sozialistischen Partei Genf neuerdings ein Bulletin für die spanischen Arbeiter in spanischer Sprache herausgegeben wird (Beilage<sup>11</sup>). Dass darin gewerkschaftliche und ähnliche Fragen behandelt werden, erscheint ohne weiteres angängig. Es geht aber u. E. zu weit, wenn das Bulletin auch zu Angriffen gegen den spanischen Staat und seine Regierung verwendet wird.

Die geschilderte Entwicklung liegt bestimmt nicht im schweizerischen Interesse. Die Meinungs-, Vereins- und Versammlungsfreiheit, die dem Schweizer eingeräumt ist, sollte nicht dazu dienen, Ausländer in der Schweiz gegen ihre Behörden aufzuwiegeln. Das Regime Franco ist zwar in der schweizerischen öffentlichen Meinung seit jeher auf wenig Sympathien gestossen. Daneben bleibt aber die Tatsache bestehen, dass die Schweiz mit Spanien *normale Beziehungen* unterhält. Diese Beziehungen werden durch die geschilderten Vorkommnisse, gegen die Madrid begreiflicherweise reagiert, zweifellos beeinträchtigt.

Neben diesen aussenpolitischen Gesichtspunkten ist auch zu erwägen, ob unsere *innere* Ruhe und Sicherheit durch die politische Aktivierung der ausländischen Arbeitermassen nicht beeinträchtigt werden könnte. Unter den spanischen Arbeitern lässt sich bereits, jedenfalls in grösseren Zentren wie Genf und Lausanne, eine gewisse Unrast feststellen. Wenn sie sich verstärken sollte und wenn ähnliches auch im Sektor der italienischen Fremdarbeiter zur Gewohnheit würde, liessen sich die Folgen nur schwer absehen.

Zu diesen Überlegungen, seien sie nun aussen- oder innenpolitischer Natur, gesellen sich noch *wirtschaftliche* Erwägungen. Unsere Wirtschaft ist heute auf die Anwesenheit ausländischer Arbeitskräfte angewiesen. Die Spanier stellen darunter das zweitgrösste Kontingent dar. Der Bund hat mit Spanien 1961 ein Abkommen über die Anwerbung spanischer Arbeitskräfte und deren Beschäftigung in der Schweiz abgeschlossen<sup>12</sup>, das bisher gut funktionierte. Als angesichts der bekannten Schwierigkeiten im Hinblick auf die Erneuerung des Einwanderungs- und des Sozialversicherungsabkommens mit Italien<sup>13</sup> Rom als Druckmittel dieses Frühjahr den Zustrom italienischer Landarbeiter weitgehend unterband, waren unsere Behörden und unsere Landwirtschaft froh, aus Spanien entsprechenden Ersatz nachziehen zu können. Natürlich profitiert auch Spanien von der Möglichkeit, überzählige Arbeitskräfte nach der Schweiz abzugeben. Unser eigenes Interesse ist aber zumindest ebenso gross. Nun wirkt es aber stossend, wenn diese Arbeitskräfte, um die wir uns von Staates wegen bemühen, einmal in der Schweiz, systematisch in eine politische Aktion gegen ihre eigene Regierung eingespannt werden. Angesichts der zunehmenden Schwierigkeiten (soziale Unruhen etc.), die sich dem spanischen Regime entgegenstellen, wäre es nicht undenkbar, dass man sich spanischerseits gegenüber unseren Arbeitskraftwünschen zurückhaltender zeigen könnte, wenn man in Madrid die Überzeugung gewänne, dass die spanischen

---

11. Vgl. Anm. 5.

12. Für dieses Abkommen vom 2. März 1961 vgl. AS, 1961, S. 981 ff.

13. Vgl. Nrn. 20, 22, 103, 169 und 180 in diesem Band.

Arbeiter bei uns gegen das Regime aufgehetzt werden. Die Folgen für unsere Wirtschaft, namentlich die Landwirtschaft, wären beträchtlich. Auch diesen Aspekt gilt es zu beachten.

Es wäre u. E. nützlich, wenn man sich dieser Gedankengänge und Zusammenhänge vermehrt bewusst würde. Die kantonalen Polizeidirektionen dürften es in der Hand haben, in Zusammenarbeit mit der Bundesanwaltschaft dafür zu sorgen, dass Veranstaltungen schweizerischer Organisationen, die spanische Fragen zum Gegenstand haben, ihrem Zweck nicht entfremdet werden, dass eine bewusste und gewollte Ausdehnung auf die spanische Arbeiterschaft (spanische Flugblätter, Übersetzungen etc.) unterbleibt, dass solche Manifestationen nicht als Mittel zur politischen Mobilisierung der Spanier in der Schweiz gegen ihre eigene Regierung dienen. Unseren politischen Freiheiten wäre damit u. E. keinerlei Abbruch getan.

Daneben dürfte von den Kantonen wohl auch erwartet werden, dass im Rahmen der bestehenden Rechtsordnung gewissen Übertreibungen ein Riegel geschoben wird. Wir denken z. B. an das Bild, das anlässlich der letzten Genfer Manifestation zur Schau gestellt wurde, worauf gemäss Pressemeldungen General Franco zu sehen gewesen sei, der, hinter Gefängnisgittern, zwischen den Augen von einem Blitz getroffen wird (Beleidigung eines fremden Staatsoberhauptes?), oder an die Aushängung der alten republikanischen Fahne Spaniens, wie sie bei den Kundgebungen in Genf und Zürich erfolgte. Auch solche Vorkommnisse wären inskünftig nach Möglichkeit zu vermeiden.

#### *IV. Schlussbemerkungen*

Man kann sich fragen, ob es sich nicht als nötig erweisen wird, allgemeingültige Rechtssätze zu schaffen, um angesichts des ungeahnten Zustroms ausländischer Arbeitskräfte deren Politisierung in der Schweiz zu verhindern. Es ist dies allerdings ein heikles Gebiet, das sorgfältiger und zeitraubender Prüfung bedürfen wird. Indessen kann nicht so lange zugewartet werden. Angesichts der «spanischen» Agitation, die in den letzten Wochen in mehreren Schweizerstädten besorgniserregendes Ausmass angenommen hat, erscheint es dem Politischen Departement vordringlich, dass sich der Bundesrat im Sinne der obigen Ausführungen mit dem Problem befasst. Eine gewisse Ratlosigkeit der Kantone macht wohl ein klärendes Wort von Seiten der obersten Landesbehörde erforderlich. Es wäre zu prüfen, was getan werden kann und soll, um zu vermeiden, dass innenpolitische Konflikte aus den Heimatstaaten unserer Gastarbeiter auf die Schweiz übergreifen, und namentlich, dass einer solchen Entwicklung von schweizerischen Kreisen Vorschub geleistet wird. Es geht darum, durch *Präventivmassnahmen* dafür zu sorgen, dass uns die Situation nicht aus der Hand gleitet<sup>14</sup>.

---

14. Zur Reaktion des Bundesrates vgl. das Verhandlungsprotokoll der 73. Sitzung des Bundesrates vom 9. November 1962, E 1003(-)1994/26/1.



E 2001(E)1978/84/1045  
[DoDiS-30012]

*Le Chef de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers  
et du travail, M. Holzer, au Chef de la Division des Affaires politiques  
du Département politique, P. Micheli*

RECRUTEMENT DE MAIN-D'ŒUVRE YOUGOSLAVE

L

Berne, 31 octobre 1962

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1<sup>er</sup> octobre 1962<sup>1</sup> qui était accompagnée de la copie de celle que vous a fait parvenir l'Ambassade de Suisse en Yougoslavie<sup>2</sup>.

L'Ambassade de Suisse en Yougoslavie vous fait part de l'intérêt croissant que portent les employeurs suisses à la main-d'œuvre yougoslave, de même que cette dernière à une prise d'emploi en Suisse. Elle relève à ce sujet que le nombre de ressortissants yougoslaves et d'employeurs suisses qui s'adressent à elle et aux deux consulats de Suisse dans ce pays s'est accru dans une forte mesure au cours de ces derniers mois. Cette situation a pour conséquence directe un surcroît de travail pour le personnel de ces représentations diplomatique et consulaires.

Les employeurs suisses ont effectivement constaté que la main-d'œuvre yougoslave s'adaptait facilement à nos us et coutumes, ainsi qu'à nos conditions de travail. La Yougoslavie serait par conséquent une source de main-d'œuvre que notre économie serait heureuse d'utiliser, si l'importance des sources actuelles de main-d'œuvre venait à diminuer. Nous voudrions ainsi que cette possibilité ne soit pas compromise par des actions précipitées en opérant un recrutement massif de main-d'œuvre yougoslave qui ne tiendrait pas compte des réglementations yougoslaves en vigueur en la matière et des intérêts des autorités de ce pays. Toutefois un recrutement généralisé de main-d'œuvre en Yougoslavie ne paraît pas répondre actuellement à un besoin marqué, étant donné que la main-d'œuvre qui pourrait y être disponible est essentiellement une main-d'œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée comme le fait remarquer l'Ambassade de Suisse dans ce pays. Or les besoins en main-d'œuvre semi-qualifiée ou non qualifiée ont pu généralement être couverts en ayant recours principalement à la main-d'œuvre italienne et espagnole. L'effectif en août 1962 de la main-d'œuvre étrangère soumise à contrôle était en effet de 644'706 travailleurs étrangers, à savoir une augmentation importante de 96'394 personnes par rapport à la même période de l'année précédente.

Si un recrutement généralisé en Yougoslavie n'est pas aujourd'hui nécessaire, les ressources en main-d'œuvre dont dispose ce pays pourraient intéresser notre agriculture si elle n'était plus en mesure de trouver la main-d'œuvre dont elle a besoin dans les pays actuels de recrutement.

---

1. Cf. la lettre de A. Janner à M. Holzer du 1<sup>er</sup> octobre 1962, non reproduite.

2. Cf. la lettre de A. R. Ganz à P. Micheli du 25 septembre 1962, non reproduite.

De toute façon, il n'est pas souhaitable que nos représentations diplomatiques ou consulaires participent directement, de quelque manière que ce soit, à un recrutement de main-d'œuvre en Yougoslavie ou dans d'autres pays. L'Ambassade de Suisse en Yougoslavie et ses deux consulats devraient par conséquent se limiter à donner aux personnes et entreprises intéressées des renseignements d'ordre général. Naturellement, dans des cas d'espèce, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que des employeurs suisses ou, cas échéant, des organisations professionnelles, recrutent de la main-d'œuvre en Yougoslavie, pour autant que les prescriptions de police des étrangers soient respectées. Nous relevons à ce sujet que la police fédérale des étrangers a donné, en date du 11 janvier 1962, des directives aux autorités cantonales de police des étrangers au sujet de l'admission de travailleurs étrangers provenant de pays éloignés de la Suisse<sup>3</sup>. Ces directives sont applicables aux travailleurs yougoslaves.

---

3. Cf. la circulaire Conditions préalables pour la délivrance d'autorisations de séjour à des travailleurs étrangers provenant de pays éloignés de L. von Moos du 11 janvier 1962 (DoDiS-30749). Sur cette thématique, cf. aussi N° 155 dans le présent volume.

## 110

E 1001(-)1967/125/14  
[DoDiS-30441]

### *Le Conseil fédéral aux Etats signataires des Conventions de Genève*

Appel<sup>1</sup>

[Berne, 31 octobre 1962]

En sa qualité de gérant des Conventions de Genève et de Gouvernement du pays auquel échoit traditionnellement l'honneur de convoquer les conférences diplomatiques de la Croix-Rouge, le Conseil fédéral estime devoir attirer l'attention des Gouvernements qui ont adhéré à ces conventions sur les considérations suivantes:

La dix-neuvième Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à la Nouvelle Delhi en 1958<sup>2</sup>, exprima le désir que la vingtième Conférence eût lieu en 1963, année du Centenaire de la Croix-Rouge, et à Genève, ville d'où l'idée de la Croix-Rouge a rayonné dans le monde. Malheureusement, de regrettables divergences de vues de nature politique se sont manifestées pendant et après la Conférence de la Nouvelle Delhi et ont amené la Commission permanente de la Croix-Rouge à renvoyer la vingtième Conférence internationale de Ge-

---

1. Le texte original de cet appel est annexé à une proposition du Département politique au Conseil fédéral du 31 octobre 1962, non reproduite. L'envoi de cet appel est discuté lors de la séance du Conseil fédéral du 2 novembre 1962. Cf. le PVCF N° 1913 daté du même jour (DoDiS-30439). Cf. également la Décision prise par la Commission permanente de la Croix-Rouge Internationale au sujet de la vingtième Conférence internationale de la Croix-Rouge, en novembre 1962 (DoDiS-30442).

2. Cf. DDS, vol. 20, N° 128 (DoDiS-11355), et DDS, vol. 21, N° 113 (DoDiS-16064).

nève à l'année 1965 et de se contenter en 1963 d'un congrès du Conseil des délégués de la Croix-Rouge.

Il convient de rappeler le contenu de la résolution N° 35, adoptée par la dix-neuvième Conférence internationale de la Croix-Rouge, en 1958, et qui, en se fondant sur un principe fondamental de la Croix-Rouge, souligne que «dans le domaine de la Croix-Rouge, les critères de reconnaissance qui sont de règle dans les rapports entre Etats ne s'appliquent pas et que, par conséquent, les décisions concernant les invitations à la Conférence de la Croix-Rouge n'établissent pas et ne sauraient établir de précédents dans d'autres domaines». Si la Croix-Rouge peut exiger que sur le champ de bataille l'ami et l'ennemi soient protégés et soignés de la même manière, elle doit pouvoir demander aussi que les représentants de Gouvernements qui ne se reconnaissent pas réciproquement, ou qui même sont en conflit, se réunissent dans un but uniquement humanitaire et d'intérêt commun à tous.

Le Centenaire de la Croix-Rouge que le monde entier célébrera l'année prochaine est celui d'une noble idée de caractère universel et non politique. C'est précisément parce qu'elle ne fait pas de distinction entre ceux qui souffrent que la Croix-Rouge a été en mesure d'apporter aide et secours à d'innombrables êtres humains lors de guerres ou de misère. Le Conseil fédéral suisse est profondément soucieux à l'idée que l'activité de la Croix-Rouge pourrait être entravée et ne plus se déployer partout où il y a des maux à soulager. Il lance donc un appel solennel à tous les Gouvernements qui ont adhéré aux Conventions de Genève en les engageant à observer les principes de la Croix-Rouge et à sauvegarder son caractère universel et humanitaire en dehors de toutes considérations politiques.

## 111

E 2001-01(E)1987/78/484

[DoDiS-18923]

### *Bericht des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### SCHWEIZERISCHES VERHALTEN GEGENÜBER PEKING BZW. TAIPEH

JR

Bern, 5. November 1962

#### *I. Rotchina*

1. Man kann sich nachträglich fragen, ob es richtig war, die Volksrepublik China bereits 1950 anzuerkennen und mit ihr diplomatische Beziehungen aufzunehmen. Sicher entsprang der damalige Entschluss neutralitätspolitischen Erwägungen bzw. unserem Wunsch nach möglichst universellen Beziehungen, abgesehen davon, dass wir uns – und wie sich seither gezeigt hat mit Erfolg – die Möglichkeit des schweizerischen Interessenschutzes wahren wollten.

---

1. Dieser Bericht wurde von A. Janner verfasst und unterzeichnet.

2. Rebus sic statibus ergibt sich grundsätzlich die Konsequenz, bei Abstimmungen über die Aufnahme Rotchinas in eine internationale Organisation dafür zu stimmen. Wir honorieren damit den Stand unserer gegenseitigen Beziehungen und tragen überdies zur Universalität derartiger Organisationen bei.

3. In den letzten Jahren wurden jedoch unsere Delegationen angewiesen, sich der Stimme zu enthalten mit folgenden – heute nicht mehr stichhaltigen – Gründen (vgl. Notizen vom 11. 5. 59 und 27. 10. 59<sup>2</sup>):

a. Eine positive Stellungnahme zu Aufnahmegesuchen in Spezialorganisationen der UNO sei inopportun, solange die Aufnahme Pekings in UNO hängig. Dieses Argument erscheint nicht schlüssig, weil beispielsweise auch die Bundesrepublik Deutschland, Südvietnam und Südkorea nicht in der UNO sind, wohl aber ihren Spezialorganisationen angehören.

b. Es bestünde das Risiko, dass die Schweiz «allenfalls als einziger nicht kommunistischer Staat mit den Warschaupaktmächten stimmt». Eine solche Situation wird dank der unabhängig gewordenen afroasiatischen Welt nicht mehr eintreten. Es sei erinnert an die Abstimmung der Generalversammlung der UNO am 30. Oktober 1962, in welcher u. a. sämtliche skandinavischen Staaten (inkl. neutrales Schweden), Grossbritannien, die meisten indochinesischen Länder, ferner Indien und etliche Afrikaner zu Gunsten Rotchinas stimmten (trotz chinesischer Aggression gegen Indien).

c. Es könne nicht Sache der Schweiz sein, «bei derartigen Abstimmungen an politischen Auseinandersetzungen zwischen West und Ost teilzunehmen». Dieses Argument ist an sich richtig, aber es verliert an Gewicht, wenn wir uns daran erinnern, dass wir nur die Bundesrepublik Deutschland anerkennen und im Begriffe stehen, mit Südvietnam und Südkorea<sup>3</sup> – unilaterale – Beziehungen aufzunehmen. Vom Moment an, wo wir nur *einen* Teilstaat<sup>4</sup> anerkennen, besteht keine Veranlassung, nicht auch konsequent für ihn zu stimmen.

d. Das Argument, wir sollten uns gegenüber Rotchina der Stimme enthalten, weil wir uns auch gegenüber der DDR enthalten, übersieht die entscheidende Tatsache, dass das Pendant zu Rotchina im Falle Deutschland die Bundesrepublik ist. Die DDR-Situation entspricht derjenigen Formosas.

4. Schliesslich sei erwähnt, dass eine positive Einstellung gegenüber Rotchina uns ein gewisses Alibi im Ostblock verschaffen kann, falls uns vorgerechnet werden sollte, wir hätten im Falle Deutschland, Vietnam und Korea nur die antikommunistische Hälfte anerkannt.

## II. Nationalchina

Grundsätzlich könnten wir gegen Formosa stimmen bzw. für dessen Ausschluss aus internationalen Gremien. Aus Gründen politischer Opportunität und mit Rücksicht auf immer noch existierende, wenn auch geringe schweizerische Interessen sollten wir uns jedoch stets enthalten. Dasselbe gilt in vermehrtem Masse – angesichts der erheblichen schweizerischen Interessen

2. Nicht abgedruckt.

3. Vgl. Nr. 13 in diesem Band.

4. Zur Verhaltensweise der Schweiz in ihren Beziehungen mit politisch geteilten Staaten vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 148 (DoDiS-15235).

– für die DDR und wird inskünftig per analogiam auch für Nordvietnam und Nordkorea zu gelten haben. Diese «Enthaltungsdoktrin» ist im übrigen auch geeignet, weitgehend dem Vorwurf zu begegnen, wir nähmen Stellung zu politischen Auseinandersetzungen zwischen West und Ost.

## 112

E 2804(-)1971/2/106

[DoDiS-30300]

### *Interne Notiz des Politischen Departments<sup>1</sup>*

#### USA UND ASSOZIATION DER SCHWEIZ UND DER EWG<sup>2</sup>

HN

[Bern,] 5. November 1962

Minister Weitnauer berichtete der Ständigen Wirtschaftsdelegation am 1. November über seine Gespräche mit zahlreichen hohen Beamten in Washington von Mitte Oktober (anlässlich Uhren- und GATT-Sondierungen<sup>3</sup>).

Das Staatsdepartement ist offensichtlich davon überzeugt, dass wir an der Neutralität festhalten werden. Die Wertung dieses Entschlusses ist verschieden. Die grösste Achtung hat man aber allgemein vor unserem Verteidigungsaufwand, der als grösser und wirkungsvoller anerkannt wird als bei manchem NATO-Partner.

Bezüglich der Integration hält man nach wie vor eine Assoziation der Schweiz für unzweckmässig, und zwar aus zwei Überlegungen:

a. Nicht ausgesprochen, aber spürbar ist das Missfallen an der Diskriminierung der USA, resp. Besserstellung der Schweiz. Da die USA und ihre Freunde nicht teilnehmen können, soll auch die Schweiz von den wirtschaftlichen Vorteilen einer Assoziation nicht profitieren können. Unser Gegenargument, wegen der geographischen Lage der Schweiz und ihrer starken Wirtschaftsintegration mit der EWG hinke ein Vergleich mit den USA, wird im allgemeinen anerkannt.

b. Ausgesprochen wird als Hauptargument der politische Aspekt. Man ist sich klar bewusst, dass die politische Integration der EWG noch sehr wenig weit gegangen ist. Man ist aber tief davon überzeugt, dass die politische Einigung Europas für die USA von wesentlichem Interesse ist. Dieses Ziel darf aber nicht gefährdet werden dadurch, dass heute schon Sonderarrangements abgeschlossen werden. Das Ziel der USA-Politik ist daher, die Assoziation zu verschieben, nicht aufzuheben. Man sagt sich, dass die EWG in 2 bis 3 Jahren politisch so konsolidiert ist, dass sie Ausnahmen ertragen kann. Ferner wer-

1. Diese Notiz wurde von H. Hess verfasst und an F. T. Wahlen, P. Micheli, J. Burckhardt, R. Bindschedler, R. Probst, A. Janner, T. Schmidlin und E. Diez gesandt.

2. Handunterschrift oben rechts: Wah [Wahlen], zur Bestätigung der Kenntnisnahme.

3. Zum GATT vgl. z. B. das Exposé Integration und Welthandel von H. Schaffner vom 29. August 1963 (DoDiS-30358) und die Notiz von A. Zehnder an F. T. Wahlen vom 29. November 1963 (DoDiS-18903).

den die Assoziationsverhandlungen dann durch die praktische Durchsetzung des Kennedy-Planes erleichtert sein. Der heutige Zollschatz der EWG von durchschnittlich ungefähr 12% (entspricht auch unseren Zahlen) wird dann auf 6% reduziert sein, womit die Diskriminierung der USA gegenüber der Schweiz geringer wird.

Die USA werden uns nicht hindern, mit den Verhandlungen schon bald zu beginnen, da dies Sache Europas sei. Die Verzögerung des Abschlusses liege aber im Interesse der USA.

Im *GATT* ist man daran, die «Kennedy-Runde» vorzubereiten. Restümiert sieht Minister Weitnauer den Ausblick auf diese Verhandlungen so:

1) Die USA haben ein Interesse am Zollabbau. Sie müssen nun versuchen, die wirtschaftlichen Nachteile ihrer Förderung der Integration Europas zu reduzieren. Die EWG, besonders Frankreich, hat kein Interesse.

2) Die Verhandlungen berühren alle drei wesentlichen Probleme der Weltwirtschaft und haben daher grösste Bedeutung: Handelsbeziehungen zw. industrialisierten Staaten, die Weltlandwirtschaftsprobleme, das Verhältnis entwickelter Staaten zu den unterentwickelten.

3) Nur schon die Präliminarien, die man zu diskutieren beginnt, zeigen die Bedeutung der Probleme: Man sagt sich gegenseitig, auf gleicher Basis könne eigentlich erst verhandelt werden, einerseits wenn die USA den «Buy American Act», das Escape Clause System und die zahlreichen extrem hohen Zölle auf ein erträgliches Mass reduzieren, und andererseits wenn die EWG die Grenzen für die landwirtschaftlichen Produkte den USA und ihren Freunden öffne<sup>4</sup>.

---

4. Handunterschrift: Mi [Micheli], zur Bestätigung der Kenntnisnahme.

## 113

E 1003(-)1994/26/1

[DoDiS-30390]

### CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal interne de la 73<sup>e</sup> séance du 9 novembre 1962<sup>1</sup>*

Extrait<sup>2</sup>

#### *Mission du CICR à Cuba<sup>3</sup>*

M. le Président a été renseigné par Gonard sur la séance tenue hier par le CICR. Ruegger a télégraphié<sup>4</sup> pour que l'on désigne le plus tôt possible le chef de l'équipe suisse. (Ce serait le Lt. col. Rothenbühler.) Le CICR est en-

---

1. *Présidence: P. Chaudet, secrétaire: Ch. Oser, ouverture: 8 h 30, clôture: 12 h 20.*

2. *Cette question avait aussi été abordée dans le procès-verbal interne de la 71<sup>e</sup> séance du 2 novembre 1962, E 1003(-)1994/26/1.*

3. *Sur l'éventuelle mission du CICR à Cuba, cf. E 2003(A), 1974/52/180, ainsi que le télégramme du CICR à P. Ruegger du 8 novembre 1962 (DoDiS-30383) et la notice interne du Département politique du 19 novembre 1962 (DoDiS-18940).*

4. *Cf. le télégramme de Ruegger à L. Boissier du 8 novembre 1962, E 2003(A) 1974/52/180.*

core hésitant. Il avait confié à Ruegger une mission d'information seulement. Gonard doute de l'efficacité des contrôles. U Thant serait d'accord de laisser une large autonomie aux contrôleurs. Le CICR décidera lundi après le retour de Ruegger.

M. Wahlen déclare avoir encore de grandes appréhensions. Le CICR s'est déjà engagé et ne peut pas bien faire machine arrière. Les USA sont impatients. Il eût mieux valu que le CICR refuse dès le début. Il est vrai qu'on cherche une formule qui ne l'engage pas: le Lt. col. Rothenbühler serait responsable devant l'ONU. Si l'on veut un contrôle neutre, il vaudrait mieux s'adresser à la Suisse qu'au CICR.

M. Schaffner déclare partager l'avis de M. Wahlen. Il faudrait chercher à exercer une influence sur le CICR, par l'intermédiaire de M. Petitpierre par exemple. On devrait aider le CICR à faire machine arrière. On pourrait dire que la Suisse serait disposée, le cas échéant, à se charger d'une mission, à la place du CICR.

M. Tschudi a eu l'impression, après une conversation avec Meuli, que les membres du CICR ne sont pas tous exactement renseignés sur les sentiments du Conseil fédéral.

M. von Moos déclare être du même avis que ceux de ses collègues qui viennent de s'exprimer. Il voudrait savoir qui insiste auprès du CICR pour qu'il se charge d'une mission (ONU? USA?) et quelle serait exactement cette mission.

M. Wahlen répond que U Thant a fait aux trois pays intéressés (USA, URSS, Cuba) une proposition avec trois variantes et que la variante «CICR» a été acceptée par les trois pays. Il est question de trois bateaux de contrôle. Il n'est pas certain qu'on découvrirait toutes les armes chargées à bord.

M. Bonvin pense que les statuts actuels du CICR lui interdisent d'accepter le mandat. En l'acceptant, le CICR sortirait des limites de sa fonction normale, risquerait de compromettre son crédit et pourrait se trouver engagé à un moment où il devrait avoir les mains libres pour exercer son activité normale. Il importerait de renseigner clairement le CICR sur l'attitude du Conseil fédéral.

M. le Président de la Confédération craindrait aussi de voir diminuer le crédit moral du CICR. Il y a peut-être compétition entre CICR et Ligue des sociétés de Croix-Rouge. Faut-il intervenir auprès de M. Petitpierre?

M. Wahlen déclare s'être déjà entretenu avec M. Petitpierre, qui était assez favorable à la nouvelle formule intermédiaire. J'ai aussi parlé de l'affaire à M. Boissier.

M. le Président de la Confédération dit avoir entendu des diplomates s'étonner des intentions du CICR.

M. Schaffner craint que si on laisse l'affaire de Cuba se régler sous le paravent du CICR celui-ci risque d'y laisser sa réputation. La politique de neutralité de la Suisse en pâtirait aussi. Les USA ne seront pas tendres pour nous si la mission aboutit à un échec. Si l'on veut un contrôle neutre, il conviendrait de prendre directement des Suisses et des Suédois – ou des Suisses seulement – mais pour qu'ils exercent un contrôle sérieux.

M. Wahlen rappelle que le Conseil fédéral n'a pas de délégués au CICR et n'a pas d'instructions à lui donner. Il ne peut que conseiller. Contact sera de nouveau pris avec M. Boissier.

M. Spühler exprime également l'avis que le CICR peut difficilement revenir en arrière, mais qu'il faut quand même lui faire connaître les sentiments du Conseil fédéral, à l'égard d'une action qui ne serait pas conforme à ses statuts et nuirait au crédit de la Suisse.

## 114

E 2003(A)1974/52/218

[DoDiS-30459]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

CE

Berne, 14 novembre 1962

Après la première phase – exclusivement scientifique – de la découverte spatiale, nous entrons déjà dans une phase économique d'exploitation commerciale.

Le satellite Telstar a accéléré cette évolution<sup>2</sup>. Les avis diffèrent encore sur le genre de satellite qui sera utilisé (satellite fixe à très haute altitude ou satellite mobile analogue au Telstar qui est suivi par les antennes des stations au sol); mais l'avis unanime des techniciens est qu'un système de télécommunications spatiales, rentable pour satisfaire les besoins civils, est en voie de réalisation et pourra devenir opérationnel dans un ou deux ans.

Cette perspective place les gouvernements et les milieux de l'économie privée devant des problèmes nouveaux: comment agir pour ne pas être privé des avantages et bénéfices qui découleront de la mise en service de réseaux de télécommunications spatiales? En effet, celui qui contrôlera un réseau ou une partie de réseau pourra tirer des avantages sous forme d'abonnements, de taxes, etc.; celui qui sera prêt techniquement et industriellement sera en mesure de vendre de l'équipement.

Comment se présente la situation sur le plan international?<sup>3</sup>

*Etats-Unis:* Les Américains ont une imposante avance technique, industrielle et institutionnelle, grâce au Telstar et au Satellite Communications Bill. Ils entendent profiter de leur expérience de précurseur et proposent un système mondial de télécommunications spatiales dans lequel ils pourraient espérer jouer le rôle de «promoteur» et de leader. Notamment leur situation avantageuse au sein d'une organisation mondiale serait de

1. Cette notice est rédigée par S. F. Campiche.

2. Le premier satellite de télécommunications Telstar a été lancé avec succès le 10 juillet 1962. Cf. la notice Les PTT et la recherche spatiale de B. Delaloye du 15 novembre 1962 (DoDiS-30461).

3. Cf. la notice, plus développée, de E. Andres à R. Bindschedler du 25 janvier 1963 (DoDiS-30471).



nature à accentuer leur prestige dans le Tiers-monde. Washington envoie ces jours-ci en Europe une délégation qui cherchera à intéresser les divers pays européens aux idées américaines. Cette délégation se trouvera à Berne le 22 novembre<sup>4</sup>.

*Europe*: L'initiative américaine a surpris Paris, Londres et Cologne qui n'avaient pas encore eu le temps de prendre position à l'égard de ces problèmes. On s'interroge encore dans ces capitales sur l'opportunité d'accueillir à Cologne au CEPT (Conseil européen des Postes et Télégraphes) les délégués américains qui ont exprimé le désir d'assister à cette réunion à caractère exclusivement européen; mais une décision positive interviendra sans doute.

Les autorités *françaises* sont en faveur de la création d'une société européenne, éventuellement mixte, pouvoirs publics et économie privée. Cette société n'exclurait pas la création d'une organisation mondiale qui seule pourrait traiter certains problèmes d'intérêt global, mais, aux yeux des Français, elle agirait comme interlocutrice efficace de l'Europe avec les Etats-Unis; si les Etats européens agissaient en ordre individuel et dispersé, les conditions d'utilisation du réseau risqueraient d'être moins avantageuses. Ensuite, comme deuxième étape, la société européenne, grâce aux progrès scientifiques et techniques réalisés entretemps en Europe, pourrait elle-même construire et gérer un réseau de satellites.

*Londres* semble incliner vers les vues françaises; sans doute voit-on en elles des chances d'utilisation du Blue Streak. Les négociations de la Grande-Bretagne avec le Marché commun l'amènent sans doute à adopter une attitude favorable à l'égard des plans conçus à Paris. D'autre part, l'Angleterre nourrit également des projets de réseau régional (Commonwealth).

A *Stockholm*, une station de radio-astronomie va être utilisée dans une année environ comme école de télécommunications spatiales. Par la suite, cette installation servira de station de sol pour un réseau de télécommunications et desservira sans doute les autres pays scandinaves.

En *Suisse*, dès que nous avons appris les projets au sujet des télécommunications spatiales, la division des organisations internationales a constamment tenu au courant la Direction générale des PTT, et des échanges de vues ont eu lieu. Nous devrions nous entendre sur l'attitude que nous devons observer à Cologne<sup>5</sup>, ne serait-ce que sur le plan institutionnel. Si nous pouvons donner notre appui à la thèse française, nous pourrions peut-être en retirer des avantages futurs. Nous devons également veiller à ce qu'Eurospace soit à même de faire valoir son point de vue au sujet d'une participation éventuelle de l'économie privée.

Nous ne devons pas perdre de vue la possibilité que la Suisse puisse être envisagée comme siège d'une organisation européenne éventuelle; en effet, notre pays, profitant des ambitions concurrentielles des grandes puissances, pourrait être à même de jouer un rôle dans l'organisation future. Nous devons

---

4. Cf la notice rédigée par Andres, suite à son entretien à ce sujet, avec deux fonctionnaires du Département d'Etat américain, le 22 novembre à Berne (DoDiS-30464). Cf. aussi N° 128 dans le présent volume.

attirer l'attention de l'industrie sur les chances qui ne manqueront pas de s'ouvrir pour elle et nous devons hâter la création de la commission faïtière qui était déjà prévue en juin 1962 et qui, si elle était créée aujourd'hui, faciliterait nos consultations.

---

5. *La réunion du Conseil européen des postes et télégraphes (CEPT) à Cologne a lieu le 2 décembre suivant. Sur cette réunion, cf. note 3, ainsi que le rapport de R. Hartmann du 19 décembre, non reproduit.*

## 115

E 2804(-)1971/2/45

[DoDiS-30593]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

CRÉATION, À L'OCDE D'UN CENTRE DE DÉVELOPPEMENT;  
ADHÉSION DE LA SUISSE

*[Berne, 23 novembre 1962]*

La création d'un Centre de développement, dans le cadre de l'OCDE, fit l'objet d'une proposition du Secrétaire général de l'Organisation en novembre 1961 à l'occasion de la première réunion du Conseil au niveau ministériel. A la suite d'un débat, qui permit à la délégation suisse d'exprimer l'espoir d'une collaboration étroite du Centre de développement de l'OCDE aussi bien avec les pays moins favorisés qu'avec les institutions spécialisées en matière de planification commune, les ministres chargèrent l'OCDE des études préparatoires. Un rapport d'experts indépendants fut par la suite discuté au sein du Comité exécutif puis du Conseil qui adopta une décision portant création d'un Centre de développement et établissant les statuts de ce Centre. Cette décision fut approuvée le 31 juillet 1962 par tous les représentants des pays membres, ceux de certains pays, dont la Suisse, ayant réservé la décision définitive de leurs autorités<sup>2</sup>.

Aux termes des statuts, le Centre et son Secrétariat feront partie intégrante du Secrétariat de l'OCDE et seront, par conséquent, soumis aux directives

---

1. *Cette notice non datée est rédigée à l'intention du Conseil fédéral. Il s'agit du résumé d'une proposition du Département politique au Conseil fédéral du 19 novembre 1962. Celle-ci est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 23 novembre 1962. Cf. le PVCF N° 2017 daté du même jour, E 1004.1(-)/1/667.2. Pour une discussion des enjeux de cette adhésion, cf. le procès-verbal Beitritt der Schweiz zum DAC du Département politique du 9 décembre 1963 (DoDiS-30596). Voir aussi E 2001(E)1976/17/244.*

2. *A propos de la réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE des 16 et 17 novembre 1961 à Paris, cf. le PVCF N° 2086 du 14 novembre 1961 (DoDiS-30582), la déclaration de la Suisse à cette occasion, N° 24 dans le présent volume, ainsi que le rapport du 23 novembre 1961 (DoDiS-30584). Sur l'activité de ce centre pour l'aide au développement, cf. le rapport de A. Soldati du 21 novembre 1961 (DoDiS-30587).*

et au contrôle du Conseil. Le financement sera assuré principalement par des contributions ordinaires versées par les pays participants membres de l'OCDE et calculées d'après le barème général des contributions au budget de l'organisation. La part de la Suisse s'élèverait, pour la première année, à environ CHF 511'500.- Enfin une clause de retrait permet à tout pays participant de mettre fin à l'application de la décision en donnant un préavis de douze mois.

L'aide aux pays en voie de développement constitue l'un des trois objectifs essentiels de l'OCDE. A ce titre la création d'un Centre de développement réunissant la participation de tous les pays membres est la première mesure concrète de l'organisation en faveur des pays tiers en voie de développement. Le Centre aura une activité avant tout consultative qui consistera à faciliter la satisfaction des besoins en tirant parti des disponibilités en matière d'aide au développement économique principalement dans le domaine de la formation et de la recherche. Cette activité devrait permettre d'engager une coopération effective entre les cadres des pays en voie de développement et les spécialistes du développement économique dont disposent les pays membres. Toutes les activités du Centre qui pourraient le placer devant des problèmes politiques doivent toutefois être soumises à l'approbation du Conseil. Le fait que celui-ci établit ses directives à l'unanimité doit donc limiter le risque d'une orientation politique et géographique déterminée dans l'œuvre du Centre. En tant qu'organe de coordination, le Centre pourra éviter, dans une large mesure, les doubles emplois avec d'autres institutions internationales ou avec les programmes bilatéraux d'aide technique des pays membres, ceci d'autant mieux que les relations avec les institutions nationales s'établiront selon la demande des délégations nationales près l'OCDE. Pour la Suisse, le Délégué du Conseil fédéral à la coopération technique<sup>3</sup> maintiendrait des contacts étroits avec la Délégation suisse près l'OCDE. Vu le but visé par la création du Centre et le contrôle exercé par le Conseil, la Suisse n'a aucune raison de montrer plus de réserve à l'égard du Centre qu'elle ne l'avait fait pour son adhésion à l'OCDE<sup>4</sup>. Son abstention ne serait d'ailleurs pas comprise. Une participation au Centre s'inscrit donc bien dans la ligne de la politique suisse. Cette adhésion contribuerait de plus – en cas d'association aux activités d'aide au développement de la CEE – à maintenir un certain équilibre entre les pays bénéficiaires de son programme d'aide multilatérale.

---

3. H. Keller.

4. Cf. DDS, vol. 21, N°143 (DoDiS-14884).

## 116

E 2804(-)1971/2/72  
[DoDiS-30199]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen,  
an den Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt, E. Reinhardt*

Kopie<sup>1</sup>  
S BRW

Bern, 26. November 1962

Mein Lieber,

Ich möchte Dir bestens für Deine Mitteilung vom 13. November 1962<sup>2</sup> danken. Die in Aussicht genommene Beteiligung der Kreditanstalt an der Gründung von vier neuen Banken in Afrika hat mich sehr interessiert. Es ist dies eine schweizerische Beteiligung an der Entwicklungshilfe, die vielleicht nicht sehr stark in die Augen springt, aber im Endeffekt sich doch sehr positiv auswirken wird.

Es wird mich freuen, gemäss Deiner Anregung, in nächster Zeit zu einem Gespräch mit Dir zu kommen. Ausser dem Anliegen, das Du besonders nennst, würde ich mich gerne mit Dir über einen andern Aspekt der Entwicklungshilfe unterhalten, der mir sehr am Herzen liegt. Es handelt sich um die Stellung von Finanz- und Bankexperten für unsere bilaterale Hilfe an Entwicklungsländer. Gegenwärtig ist beispielsweise in noch vertraulichem Gesprächsstadium ein Gesuch der algerischen Regierung um einen solchen Experten. Es handelt sich natürlich in Rücksicht auf die grosse Finanzhilfe Frankreichs an das unabhängig gewordene Land um eine heikle Mission, die wir nur im Einvernehmen mit Frankreich übernehmen möchten. Ich bin aber überzeugt, dass sie nicht nur im Interesse Algeriens sondern auch Frankreichs läge, weil wahrscheinlich die algerische Regierung eher geneigt wäre, schweizerischen als französischen Ratschlägen zu folgen. Ich nenne diesen Fall nur beispielsweise. Er zeigt aber das grosse Interesse, das wir unter den verschiedensten Gesichtspunkten hätten, derartigen Anfragen entsprechen zu können.

Nun stossen wir aber in der Praxis immer auf die grosse Schwierigkeit, dass weder die Nationalbank noch unsere grossen Privatbanken in der Lage zu sein scheinen wirklich erstklassige Kräfte auch nur für kürzere Perioden zur Verfügung zu stellen. Ich freue mich, mit Dir dieses Problem besprechen und geeignete Wege finden zu können, um besser in der Lage zu sein, den Bedürfnissen zu entsprechen.

---

1. Kopien dieses Schreibens gingen an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, an die Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements und an den Delegierten für Technische Zusammenarbeit.

2. Vgl. das Schreiben von E. Reinhardt an F. T. Wahlen vom 13. November 1962 (DoDiS-30194).

## 117

E 2001(E)1976/17/211  
[DoDiS-30302]

*L'Ambassadeur de Suisse à Londres, A. Daeniker,  
au Chef du Bureau de l'intégration, P. R. Jolles<sup>1</sup>*

L HO<sup>2</sup>

Londres, 26 novembre 1962

Par lettre du 16 de ce mois<sup>3</sup>, vous m'avez demandé de me prononcer sur la question de savoir s'il serait opportun, utile, voire nécessaire d'étendre à la Grande-Bretagne votre action en faveur d'une meilleure compréhension du point de vue de la Suisse en matière d'intégration.

L'opportunité d'une action de caractère de celle que vous envisagez devrait être jugée, semble-t-il, en fonction, d'un côté, de l'attitude de l'opinion responsable et éclairée à l'égard de notre position, de l'autre, des difficultés auxquelles nous pourrions nous heurter. En ce qui concerne le Royaume-Uni, cette attitude peut être décrite comme suit:

a. Les membres du Gouvernement et les échelons supérieurs de l'administration comprennent parfaitement notre position, est-il besoin de le répéter? Ils l'estiment d'autant plus raisonnable, constructive même, qu'elle s'insère parfaitement dans la conception que les Britanniques se font de la Communauté élargie. Je dois pourtant faire observer en passant que, du moins chez quelques hauts fonctionnaires, la compréhension qu'ils manifestent à l'égard de notre cas ne signifie pas nécessairement qu'ils adhèrent pleinement – pour certains, c'est le contraire qu'il faudrait dire – aux arguments (neutralité, structure politique interne, etc.) qui justifient nos thèses; ils acceptent notre position plutôt comme une donnée de fait et ceci à un double titre, celui du droit international et celui de l'AELE.

b. Les membres du Parlement, ceux de l'opposition surtout, ne cessent de rappeler au Gouvernement les engagements qu'il a contractés à l'égard des pays neutres, notamment dans le cadre de l'AELE. La préoccupation que ces rappels expriment témoigne sans doute d'un attachement à l'idée d'une fusion moins rapide et moins intense des entités participantes d'une «communauté élargie» plus souple dans ses moyens et géographiquement plus étendue dans ses objectifs. Mais je ne me souviens pas qu'aucun d'entre ces parlementaires n'ait jamais passé jugement sur le bien-fondé des thèses fondamentales des neutres sur leur valeur intrinsèque. Dans l'esprit de la plupart d'entre eux, la Suisse tout particulièrement bénéficie d'un préjugé favorable en raison de la permanence de sa neutralité et, surtout, des œuvres humanitaires auxquelles celle-ci est associée. Mais cela ne signifie pas toujours qu'ils souscrivent réellement aux raisons de notre position. J'ai eu l'occasion, il y a quelques temps déjà, de commenter les propos

---

1. Cette lettre a été rédigée par M. Heimo.

2. Des copies de cette lettre sont adressées à P. Micheli et E. Stopper.

3. Cf. E 2001(E)1976/17/207.

de quelques membres de «l'Anglo-Swiss Parliamentary Group»<sup>4</sup> dans les termes suivants:

«Tant et aussi longtemps que nous nous efforçons de justifier notre statut de neutralité par les services de tous ordres qu'il nous permet de rendre à la communauté internationale, nous sommes compris, voire félicités et encouragés. Toutefois, dès que nous tentons de faire valoir des arguments d'ordre historique ou juridique et que nous recourons à des justifications d'ordre interne – diversités démographiques, linguistiques, etc., fédéralisme, démocratie directe –, une certaine incompréhension se manifeste et des objections apparaissent. Celles-ci s'expliquent, en partie du moins, par le fait que eu égard aux traditions, à la structure politique et à la position internationale qui caractérisent le Royaume-Uni, en contraste avec la Suisse, la sensibilité et le «langage» politique de nos amis britanniques sont très différents des nôtres. Il est difficile de faire comprendre les raisons profondes de notre attitude à des interlocuteurs, même bien disposés, dès lors qu'ils donnent à certains mots-clefs un contenu sensiblement différent de celui que nous leur attribuons.»

De plus, dans le cas de certains parlementaires, l'AELE semble être plus un élément du problème de l'adhésion du Royaume-Uni dont on se sert à des fins de politique interne que l'instrument d'un principe que l'on sert parce que l'on est attaché aux conceptions de la vie internationale qu'il incarne. Il est vrai qu'il est le plus souvent difficile de faire le départ entre ces deux aspects: ce n'est qu'en sondant les reins et les cœurs qu'on pourrait y parvenir.

c. Quant à l'attitude de l'opinion publique, dans l'acceptation générale de ce terme, je crois qu'il ne faut guère se faire d'illusions: le nombre de ceux qui sont en mesure de comprendre notre position, parce que connaissant notre pays, son histoire et ses institutions, devrait être limité.

Eu égard à ce qui précède, force est de conclure qu'un effort supplémentaire destiné à accroître la compréhension de nos thèses serait très fructueux en Grande-Bretagne. Le terrain y est relativement favorable, étant donné la position tant du Gouvernement que de l'opposition à l'égard de l'AELE en général et des pays neutres en particulier.

Quant aux moyens de cet effort, celui que vous suggérez<sup>5</sup> paraît excellent. Encore faudra-t-il trouver des personnalités dans le monde de la presse qui soient désireuses d'éclairer leurs lecteurs sur les particularités du cas de notre pays; mais cette tâche ne devrait pas être trop difficile à accomplir. Puis-je mentionner dans ce contexte que je pense moins à la presse quotidienne – à l'exception du Times, et peut-être du Financial Times – qu'à la presse hebdomadaire; l'un ou l'autre journal du dimanche (Sunday Times, Observer, par exemple) et surtout des revues comme l'Economist, le Statist, etc. Il me paraît en effet que, s'agissant d'une action allant quelque peu en profondeur, les

4. *Au sujet de ce groupe réunissant les membres de la Chambre des Communes qui s'intéressent tout particulièrement aux relations anglo-suisse, cf. la lettre de G. Daeniker au Bureau de l'intégration, du 7 juin 1962, E 2200.40(-)1984/34/13. Le texte cité dans la lettre du 26 novembre se trouve dans celle du 7 juin.*

5. *Cf. la lettre de P. R. Jolles du 7 mai 1963, E 2001(E)1976/17/207.*

articles de la presse quotidienne ne peuvent être que sommaires et sont vite oubliés, tandis que ceux qui paraissent dans les hebdomadaires peuvent être plus élaborés et leur influence est plus durable. A vrai dire, beaucoup dépend de l'objectif que vous poursuivez: s'il s'agit de faire mieux comprendre au rédacteur ou journaliste les particularités du cas suisse en vue d'améliorer, à long terme, si l'on peut dire, le contenu de ses analyses ou correspondances, il en irait autrement et la presse quotidienne devrait être incluse. Quoi qu'il en soit, il me serait utile de connaître les conditions financières précises dans lesquelles le ou les rédacteurs ou journalistes dont il s'agit se rendraient en Suisse.

Quant à la publication en langue anglaise d'ouvrages traitant des divers aspects de notre position, elle serait d'autant plus utile qu'elle pourrait servir pour l'ensemble du monde anglo-saxon. Leur diffusion sera toutefois limitée par le fait que l'intérêt du lecteur éventuel devra être au moins équivalent aux frais à encourir pour se procurer la publication. C'est pourquoi l'on pourrait peut-être aussi songer à faire publier des articles couvrant le même sujet dans des revues plus ou moins spécialisées – histoire, droit, économie, politique internationale. Ces articles bénéficieraient, automatiquement, d'une diffusion au niveau souhaitable et proportionnée au nombre des abonnés; on pourrait en faire des tirés-à-part.

En bref, il est indéniable qu'un effort du genre de celui que vous envisagez serait fructueux, car le terrain est bien préparé. Serait-il utile, nécessaire? Utile, cet effort le serait évidemment. Il est moins facile de changer d'attitude lorsque celle-ci ne repose pas uniquement sur des raisons formelles ou d'opportunité, mais aussi sur une connaissance approfondie du cas et de ses justifications, voire sur une ferme conviction. Quant à la nécessité d'un tel effort, certains pourraient en douter en prétextant que ce qui importe en l'occurrence, ce sont, finalement, les engagements contractés par le Gouvernement britannique et les assurances répétées qu'il a données aux pays membres de l'AELE; or, à cet égard, nous avons tout lieu d'être satisfaits. Pourtant, il faut bien constater que les termes de l'engagement, étant souples, pourraient prêter à interprétation quelque peu divergente. Dès lors, ou de plus, on ne saurait écarter complètement l'éventualité d'un conflit – celui-ci pourrait provenir d'un trop grand décalage dans le calendrier des diverses négociations ou même de divergences de fond – entre l'intérêt politique majeur du Royaume-Uni en tant que puissance mondiale et celui des partenaires de l'Association. C'est à la lumière de cette éventualité que la nécessité d'un effort spécial devrait être appréciée. Il est vrai qu'il ne faudrait pas se leurrer sur l'efficacité des moyens que nous pouvons mettre en œuvre, eu égard à l'importance de l'enjeu pour la Grande-Bretagne. Pour ma part, j'incline néanmoins à penser que l'action que vous envisagez serait à la fois utile et nécessaire: la fermeté d'intention présente du Gouvernement britannique ne saurait être mise en doute, mais il serait prudent de mettre toutes les chances possibles de notre côté.

Renseignements pris auprès de leurs Ambassades à Londres, ni la Suède, ni l'Autriche n'ont entrepris d'actions du genre de celle que vous envisagez. Des journalistes britanniques se sont rendus dans ces pays au cours des derniers mois, mais à leur initiative et à leurs frais. L'objet de leurs visites n'était pas centré principalement sur les problèmes d'intégration.

## 118

E 1001(-)1967/125  
[DoDiS-30726]

*Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements, R. Bonvin,  
an den Bundesrat*

BETEILIGUNG DER SCHWEIZ AN INTERNATIONALEN WÄHRUNGSMASSNAHMEN

At

Bern, 1. Dezember 1962

1. Wie im Antrag des Finanz- und Zolldepartements vom 4. Juli 1962 dargelegt<sup>1</sup>, wurde die Schweiz durch einen Brief von Per Jacobsson, Generaldirektor des Internationalen Währungsfonds (IMF), vom 14. Dezember 1961 gebeten, die Möglichkeit einer Mitwirkung an der sog. Verständigung von Paris zu prüfen<sup>2</sup>. Darin verpflichten sich 10 Industriestaaten, dem IMF nötigenfalls zusätzliche Mittel bis zu einem Gesamtbetrag von 6 Milliarden Dollars zur Verfügung zu stellen. Diese Verständigung, welche am 24. Oktober 1962 in Kraft getreten ist, bildet einen wirksamen Beitrag zur Stabilisierung der internationalen Währungslage.

Im April dieses Jahres fand mit Herrn Jacobsson eine erste informelle Aussprache über eine allfällige Beteiligung der Schweiz an der Verständigung von Paris statt, bei welcher Gelegenheit die beidseitigen Standpunkte abgegrenzt wurden<sup>3</sup>.

2. Mit Beschluss vom 6. Juli 1962<sup>4</sup> hat der Bundesrat das Finanz- und Zolldepartement sowie das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigt, mit dem IMF Verhandlungen zu führen, zwecks Abschluss einer Vereinbarung über die Beteiligung der Schweiz an der Verständigung von Paris.

Der Bundesrat entschied ferner, nicht zuletzt in Berücksichtigung innenpolitischer Überlegungen – dass die von der Schweiz einzugehenden Verpflichtungen den Betrag von 865 Millionen Franken (200 Millionen Dollars) und eine Laufzeit von gesamthaft 5 Jahren nicht überschreiten dürfen.

Im Juli wurde dem IMF als Diskussionsgrundlage der Entwurf zu einem Rahmenabkommen unterbreitet. Mitte November übermittelte uns der IMF einen Gegenentwurf in Form eines Briefwechsels<sup>5</sup>.

4. Am 21./22. November 1962 fanden nun unter der Leitung der Herren Generaldirektor Jacobsson und Botschafter Stopper weitere Verhandlungen statt. Sie haben zu einer weitgehenden Übereinstimmung geführt, die im beiliegenden Entwurf zu einem Briefwechsel ihren Niederschlag gefunden hat<sup>6</sup>. Der grundsätzlich bereinigte Briefwechsel wird allerdings im Lichte spä-

1. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1206 vom 6. Juli 1962, das auf diesem Antrag beruht (DoDiS-30725). Vgl. zu dieser Sitzung auch die interne Aktennotiz von F. T. Wahlen vom 29. Juni 1962 (DoDiS-30724).

2. Vgl. dazu Nrn. 31 und 57 in diesem Band.

3. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1206 vom 6. Juli 1962 (DoDiS-30725).

4. Vgl. Anm. I.

5. Vgl. E 7110(-)1973/41/34, E 7110(-)1974/31/42 und E 2200.36(-)1976/154/122.

6. Nicht abgedruckt.



terer bilateraler Besprechungen – vgl. unten sub. c. – nochmals zu überprüfen sein. Das Verhandlungsergebnis lässt sich wie folgt zusammenfassen:

a. Der IMF ist mit dem Abschluss einer Rahmenvereinbarung einverstanden, zieht aber die Form des Briefwechsels einem eigentlichen Abkommen vor. Ein solches Vorgehen würde für den Fonds weniger praktische und rechtliche Probleme aufwerfen. Diese Lösung dürfte auch für uns annehmbar sein, indem dadurch die Abmachung mit dem IMF etwas allgemeiner gehalten werden kann und die bilateralen Verträge als Hauptinstrumente unserer Mitwirkung an Gewicht gewinnen. Diese Konzeption hat intern schweizerisch auch den Vorzug, dass die Eidg. Räte nicht vor ein «fait accompli» gestellt werden. Für das parlamentarische Verfahren wäre in diesem Falle nämlich den Eidg. Räten der Antrag zu einem sog. Ermächtigungsbeschluss zu unterbreiten, der dem Bundesrat die Kompetenz gäbe, sich an der zur Diskussion stehenden Hilfsaktion zu beteiligen. Der Briefwechsel mit dem IMF würde erst nach Inkrafttreten des Ermächtigungsbeschlusses unterzeichnet.

b. Es war nicht notwendig, hinsichtlich der in Aussicht genommenen schweizerischen Beteiligung im Ausmasse von 865 Millionen Franken weitere Konzessionen zu machen, obwohl Herr Jacobsson es nach wie vor begrüssen würde, wenn der Betrag erhöht werden könnte.

c. Wie bereits in unserem Antrag vom Juli 1962 dargelegt<sup>7</sup>, soll die schweizerische Mitwirkung an einer Hilfsaktion auf Grund bilateraler Abkommen erfolgen. Es ist vorgesehen, solche Abkommen zunächst lediglich mit den Vereinigten Staaten und eventuell mit Grossbritannien – als Träger der Hauptwährungen – abzuschliessen. Für allfällige Gesuche anderer Staaten würde eine wohlwollende Prüfung zugesichert; damit würde dem Umstand Rechnung getragen, dass die Verständigung von Paris multilateral aufgebaut ist.

In den bilateralen Abkommen wären die Art und die Bedingungen unserer allfälligen Unterstützung festzulegen und, soweit durchführbar, auch das Prinzip der Gegenseitigkeit der Währungshilfe zu verankern.

d. Im Vordergrund steht nach wie vor der Gedanke, dass die Hilfe wenn immer möglich durch die Nationalbank und nicht durch den Bund erfolgen sollte. Dafür eignen sich besonders sog. Swap-Operationen, die im Verkauf von Schweizerfranken gegen ausländische Währung mit Rückkauf auf Termin bestehen<sup>8</sup>. Unter Umständen müssten aber auch Darlehen in Schweizerfranken oder Gold eingeräumt werden. Für den Fall, dass diese Transaktionen nicht kurzfristiger Natur sind, oder diesen Charakter nachträglich verlieren, hätte sich der Bund bereit zu erklären, die Forderungen auf Verlangen der Nationalbank zu übernehmen und ihr die aufgewendeten Mittel zurückzuerstatten. Mit einer solchen Rücknahmegarantie würde die Stützungsaktion im Sinne des Nationalbankgesetzes praktisch kurzfristig; damit wäre es unserer Notenbank möglich, derartige Operationen normalerweise selbst durchzuführen, auch wenn sie längerfristiger werden sollten.

e. Wir sind in der Gestaltung der bilateralen Abkommen grundsätzlich frei. Immerhin legt der IMF Wert darauf, dass die Rückzahlungsbedingungen

7. Vgl. Anm. 1.

8. Vgl. dazu Nr. 151 in diesem Band.

für unser Land nicht günstiger sind als für die an der Verständigung von Paris beteiligten Staaten. Diese Frage wird im Zusammenhang mit den bilateralen Vereinbarungen noch überprüft werden müssen.

f. Hinsichtlich der Auslösung konkreter Hilfsmassnahmen ist folgendes Vorgehen in Aussicht genommen: Die Schweiz ist nur verpflichtet sich an einer bestimmten Hilfsaktion zu beteiligen, soweit sie mit dem hilfsbedürftigen Staat ein bilaterales Abkommen abgeschlossen hat. Der IMF würde uns – ähnlich wie den Teilnehmern der Verständigung von Paris – nach vorheriger Konsultation einen Vorschlag über das Ausmass unserer Mitwirkung unterbreiten. Sofern in der Folge eine Unterstützungsaktion zustande kommt, wäre die Schweiz gehalten, ihren Beitrag in der Grössenordnung des Vorschlages des IMF, soweit dieser den Bestimmungen des bilateralen Abkommens entspricht, zu erbringen. Sollte indessen die Lage unserer Zahlungsbilanz oder der Stand unserer Währungsreserven dies notwendig machen, so wäre die Schweiz berechtigt, ihren Beitrag nicht oder nur in einem beschränkteren Umfange zu leisten.

g. Unsere Hilfsleistung wäre in erster Linie für den Fall vorzusehen, dass die an der Verständigung von Paris direkt beteiligten Staaten eine gemeinsame Aktion beschliessen. Je nach den gegebenen Verhältnissen könnte es sich indessen als angezeigt erweisen, eine Hilfe schon vor dem Zustandekommen eines entsprechenden Beschlusses zu gewähren. Der Entwurf zu einem Briefwechsel mit dem IMF sieht die Durchführung solcher Vorausaktionen vor und gibt der Schweiz grundsätzlich die Möglichkeit, solche Leistungen auf unsere Gesamtverpflichtung anzurechnen. Die Frage der Anrechenbarkeit wird allerdings im konkreten Fall nicht immer leicht zu entscheiden sein.

Die unter d. erläuterte Rücknahmegarantie des Bundes gegenüber der Nationalbank würde bei solchen Vorausaktionen ebenfalls wirksam, soweit es sich dabei um Operationen handelt, denen der Bundesrat zugestimmt hat.

h. Der Briefwechsel enthält ferner Klauseln, wonach der IMF nötigenfalls seine Dienste für die Abwicklung der bilateralen Abkommen zur Verfügung stellt, sowie darüber, dass sich die beiden Parteien über alles Wesentliche in diesem Zusammenhang auf dem Laufenden halten.

i. Schliesslich werden als Gültigkeitsdauer der Vereinbarung vier Jahre in Aussicht genommen.

5. Da die bilateralen Abkommen die eigentliche Grundlage bilden für unsere Hilfsleistungen, ist es nunmehr angezeigt, zunächst einmal mit den Vereinigten Staaten ins Gespräch zu kommen, um abzuklären, wie ein solcher Vertrag gestaltet werden könnte und wie er sich in der Praxis verwirklichen liesse. Später wäre wohl auch mit Vertretern Grossbritanniens zu verhandeln. Hierauf wären die Besprechungen mit dem IMF, zwecks abschliessender Bereinigung des Briefwechsels, erneut aufzunehmen.

6. Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen, beehrt sich das Eidg. Finanz- und Zolldepartement, Ihnen zu

*beantragen:*

a. Der Bundesrat nimmt vom vorstehenden Bericht des Finanz- und Zolldepartements zustimmend Kenntnis.

b. Das Finanz- und Zolldepartement und das Volkswirtschaftsdepartement bzw. die Nationalbank werden ermächtigt, mit den Vereinigten Staaten

sowie mit Grossbritannien Besprechungen zu führen mit dem Zwecke, die Wünschbarkeit und die Möglichkeiten des Abschlusses bilateraler Abkommen abzuklären.

c. Das Finanz- und Zolldepartement wird beauftragt, den Entwurf zu einer Botschaft an die Eidg. Räte und zu einem Bundesbeschluss auszuarbeiten<sup>9</sup>.

---

9. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Mitwirkung der Schweiz an internationalen Währungsmaßnahmen (vom 1. März 1963), *BBl*, 1963, I, S. 349–364. Siehe auch den Bundesbeschluss über die Mitwirkung der Schweiz an internationalen Währungsmaßnahmen vom 4. Oktober 1963, *BBl*, 1963, II, S. 809 f.

## 119

E 1001(-)1967/125/59

[DoDiS-30608]

*Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Schaffner,  
au Conseil fédéral*

ACCORD DE COMMERCE, DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS  
ET DE COOPÉRATION TECHNIQUE AVEC LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU CAMEROUN

P

Berne, 28 décembre 1962

Dans le courant de l'année 1962, le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun nous a informés de son désir d'engager des pourparlers en vue de conclure avec la Suisse un accord commercial destiné à remplacer celui qui règle, jusqu'au 31 décembre 1962, nos relations économiques avec la susdite République, soit l'accord commercial franco-suisse du 29 octobre 1955<sup>1</sup>.

Un projet d'accord-cadre, élaboré à l'intention des pays africains de la zone franc, fut remis par l'entremise de notre Ambassade à Lagos au Gouvernement de la République fédérale du Cameroun aux fins d'examen et de contre-propositions éventuelles.

Ce projet d'accord semblable à ceux déjà signés avec la République du Niger<sup>2</sup>, la République de Guinée<sup>3</sup>, la République de la Côte d'Ivoire<sup>4</sup> et la République du Sénégal<sup>5</sup> est divisé en trois parties:

---

1. Pour le texte de l'Accord commercial entre la France et la Suisse du 29 octobre 1955, cf. *RO*, 1955, pp. 1092–1111. Cf. aussi *DDS*, vol. 20, N° 16 (DoDiS-11514) et N° 135 dans le présent volume.

2. Sur l'accord conclu entre la Suisse et la République du Niger, cf. N° 59 dans le présent volume.

3. Sur l'accord conclu entre la Suisse et la République de Guinée, cf. N° 47 dans le présent volume, en particulier note 2.

4. Sur l'accord conclu entre la Suisse et la République de la Côte d'Ivoire, cf. le *PVCF* N° 911 du 15 mai 1962 (DoDiS-30609).

5. Sur l'accord entre la Suisse et la République du Sénégal, cf. l'Accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique du 16 août 1962 entre la Confédération

il définit le cadre général de l'assistance technique et scientifique (art. 1<sup>er</sup>)<sup>6</sup>

il règle les échanges commerciaux entre la République fédérale du Cameroun et la Suisse sur la base de la nation la plus favorisée (art. 2 à 6)

il consacre et dépasse même les principes fixés par le droit des gens dans le domaine de la protection des investissements en assurant notamment le transfert des revenus et du produit de la liquidation de ces investissements; cette partie de l'accord est également assortie d'une clause arbitrale (articles 7 et 8)

A ce projet est joint une liste de contingents d'importation en République fédérale du Cameroun qui puisse permettre le maintien, voire l'extension des possibilités d'exportation dont nous disposons dans le cadre des allocations accordées à cet Etat africain dans l'accord commercial franco-suisse<sup>7</sup>.

Notre projet a été approuvé par les Camerounais. Toutefois, certaines questions de détail (p. ex. fixation de la durée de validité supplémentaire des articles 7 et 8 en cas de dénonciation de l'accord) sont encore à préciser. Il est indispensable que notre Ambassadeur à Lagos, auquel on a déjà donné toutes les instructions utiles<sup>8</sup>, se rende à Yaoundé, capitale du Cameroun, sitôt après le jour de l'An, pour régler ces questions avec des personnalités camerounaises qui ne s'y trouveront qu'à ce moment-ci et procéder à la signature de l'accord. Il a été convenu avec le Département politique que la durée de validité supplémentaire des articles 7 et 8 pourrait être fixée à 10 ans au lieu de 12, si cela s'avérait absolument nécessaire.

L'accord serait applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1963, son entrée en vigueur définitive dépendant toutefois de la ratification ultérieure par chacune des deux Parties Contractantes.

Vu ce qui précède, le Conseil fédéral *décide*:

1. d'approuver le rapport ci-dessus;
2. de prendre note du projet d'accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique entre la Confédération suisse et la République fédérale du Cameroun;
3. d'autoriser M. Giovanni Enrico Bucher, Ambassadeur de Suisse à Lagos, de procéder à la signature de cet accord et de le munir des pleins pouvoirs nécessaires<sup>9</sup>.

---

suisse et la République du Sénégal, *FF*, 1962, II, pp. 377–384. *Pour la ratification de cet accord, cf. la lettre J. J. de Tribolet à P. Micheli du 7 mai 1963 (DoDiS-30616).*

6. *Pour le détail des articles, cf. l'Accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique du 28 janvier 1963 entre la Confédération suisse et la République fédérale du Cameroun, FF*, 1963, I, pp. 1388–1392.

7. *Pour la liste jointe au projet d'accord, cf. l'Accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique du 28 janvier 1963 entre la Confédération suisse et la République fédérale du Cameroun, FF*, 1963, I, p. 1392 s.

8. *Pour les instructions de la Division du commerce, cf. la lettre de E. Moser à G. E. Bucher du 24 octobre 1962, E 7001(-)1973/41/117.*

9. *La proposition du Département de l'Economie publique est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 28 décembre 1962, cf. le PVCF N° 2258 daté du même jour, E 1004.1(-)/1/668.2.*

E 1001(-)1967/125/15

[DoDiS-30487]

*Le Président de la Confédération, W. Spühler,  
au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, L. Benvenuti*

L<sup>1</sup>

Berne, 4 janvier 1963

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la lettre du 17 décembre 1962<sup>2</sup> par laquelle Votre Excellence a bien voulu nous donner connaissance de la résolution prise par le Comité des Ministres d'inviter la Suisse à adhérer au Conseil de l'Europe. Nous vous remercions de cette obligeante communication qui a retenu toute l'attention du Conseil fédéral<sup>3</sup>.

Le Gouvernement suisse se félicite particulièrement de ce qu'un lien nouveau soit sur le point de s'ajouter à ceux, déjà nombreux, qui unissent traditionnellement notre pays aux autres Etats de ce continent. Il se réjouit aussi de voir s'ouvrir pour la Suisse une voie nouvelle de collaboration internationale sur le plan européen.

Le Conseil fédéral sait donc gré au Comité des Ministres de l'invitation qu'il a reçue par votre intermédiaire et vous serait obligé d'être l'interprète auprès du Conseil de l'Europe des sentiments de vive satisfaction qu'il a éprouvés pour la démarche dont il vient d'être l'objet.

Conformément à notre constitution, c'est aux Chambres fédérales qu'il appartient d'approuver l'entrée de la Confédération au Conseil de l'Europe et d'autoriser la remise, à Strasbourg, de l'instrument nécessaire à cet effet<sup>4</sup>. S'étant déjà prononcés favorablement sur le principe d'une adhésion de notre pays, le Conseil national et le Conseil des Etats prendront probablement l'arrêté fédéral requis du point de vue formel au cours de la prochaine session parlementaire, qui aura lieu en mars 1963. Ainsi donc, nous présumons que, dès le printemps, les autorités fédérales seront à même de remettre l'instrument d'adhésion, ce qui permettra à leurs représentants de participer, comme membres de plein droit, aux travaux du Comité des Ministres et de l'Assemblée consultative.

---

1. La lettre est aussi signée par Ch. Oser. Le texte de cette lettre a été accepté par le Conseil fédéral dans sa séance du 4 janvier 1963. Cf. le PVCF N° 9 daté du même jour, E 1004.1(-)/1/669.1.

2. La lettre du 17 septembre 1962 et la résolution du Conseil de l'Europe, non reproduites, figurent en annexe à la présente proposition.

3. Sur les délibérations au sein du Conseil fédéral au sujet de l'adhésion de la Suisse au Conseil de l'Europe, voir les séances des 16 janvier, des 6 et 23 février, du 22 mai, des 15 et 18 juin, 14 et 21 septembre, 26 octobre et 10 décembre 1962, E 1003(-)1994/26/1.

4. Cf. Message du Conseil fédéral (du 15 janvier 1963) concernant l'adhésion de la Suisse aux statuts du Conseil de l'Europe, *FF*, 1963, I, pp. 109–112.

## 121

E 2804(-)1971/2/6  
[DoDiS-30391]

*Der schweizerische Botschafter in Washington, A. R. Lindt,  
an das Politische Departement*

*Empfangskopie*

T Nr. 9

Washington, 10. Januar 1963, 20.10

*Erhalten:* 11. Januar, 08.30

Für Bundesrat Wahlen. Anlässlich meines heutigen Abschiedsbesuches sprach Staatssekretär Rusk in besonders herzlicher Weise seinen Dank für die Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba durch die Schweiz<sup>1</sup> aus. Die von der Schweiz geleistete Arbeit sei durch eine Hingabe gekennzeichnet, wie sie im amtlichen Verkehr selten sei. «Wir haben wieder einmal feststellen können, wie notwendig die Existenz eines Staates ist, der sich ausserhalb der politischen Spannungen zu halten versteht und dadurch in der Lage ist, schwierige Aufgaben zu übernehmen, die kein anderes Land erfüllen könnte. Die Schweiz tut dies mit bewundernswerter Selbstverständlichkeit und grosser Sachkenntnis.

Rusk hatte sich die Mühe genommen, vor drei Tagen mit Robert Kennedy über Interhandel<sup>2</sup> zu sprechen. Nach dem Attorney General wird die Vergleichsmöglichkeit gegenwärtig mit den Führern des Kongresses sondiert, da die Frage auch innenpolitische Aspekte hat.

Der Staatssekretär äusserte sich besorgt über die Stockung im Integrationsprozess<sup>3</sup>. Die Erkenntnis der schwerwiegenden politischen Nachteile, die aus einem Scheitern der Beitrittsverhandlungen Englands für den ganzen Westen erwachsen könnten, sollte noch rechtzeitig eine Wiederbelebung des Prozesses ermöglichen.

Auf den 15. Januar hat mich der Präsident zu sich gebeten.

---

1. Die Schweiz vertrat die amerikanischen Interessen in Kuba seit dem 6. Januar 1961 vgl. Nr. 107, Anm. 3, in diesem Band.

2. Zu dieser Angelegenheit vgl. Nr. 16, Anm. 1, in diesem Band.

3. Vgl. Nr. 123 in diesem Band.

E 2804(-)1971/2/40  
[DoDiS-18927]

*Aktennotiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

UNTERREDUNG MIT DEM CHINESISCHEN BOTSCHAFTER,  
HERRN LI CHING-CHUAN, VOM 15. JANUAR 1963

[Bern,] 15. Januar 1963

Der chinesische Botschafter überbrachte mir die Wünsche seiner Regierung zum neuen Jahr und sprach sich sehr befriedigt über die Beziehungen zwischen den beiden Ländern aus.

Er erwähnte namentlich seine Begegnung mit Herrn Botschafter Naville in Peking, verbreitete sich über die Verdienste unseres Botschafters und erklärte, die Regierung sei sehr glücklich, in der Person von Herrn Keller einen ebenso kompetenten Vertreter der Schweiz begrüßen zu können.

Er sagte dann, die einzige trübe Stelle in den schweizerisch-chinesischen Beziehungen sei die starke Verminderung des Handelsverkehrs in den letzten Jahren. Ich erwartete, dass er damit auf die Osthandelskampagne zu sprechen kommen wolle. Nachdem er sich längere Zeit in allgemeinen Ausführungen ergangen hatte, fragte ich ihn direkt, auf welche Ursachen er diesen Rückgang zurückführe. Der Botschafter sagte dann zu meiner Überraschung, dass es eine einzige Erklärung gebe, nämlich die gewaltigen wirtschaftlichen Schwierigkeiten, vor die sich die Chinesische Volksrepublik gestellt sehe. Er verbreitete sich eingehend über den industriellen Rückschlag, über die Stilllegung der Konstruktion von Fabrikneubauten, die Schwierigkeiten in der Beschaffung von Investitionsgütern usw. und kam dann insbesondere auf die Agrarkrise zu sprechen, die er nicht ausdrücklich auf klimatische Schwierigkeiten allein zurückführte. Die Agrarkrise hätte zur Folge, dass nicht nur die chinesischen Agrarexporte zum Stillstand gekommen seien, sondern dass sehr grosse Mengen von Nahrungsmitteln, namentlich Getreide, eingeführt werden müssten, was es der Volksrepublik verunmögliche, in der Schweiz Investitionsgüter zu kaufen.

Auf meine Frage, auf welchen Zeitpunkt er die Überwindung dieser Schwierigkeiten für möglich halte, sagte er, dies sollte in wenigen Jahren möglich sein und er hoffe, dass die Schweiz trotz der gegenwärtigen Schwierigkeiten den potentiellen Wert des immensen chinesischen Marktes nicht aus den Augen verliere. Als Beispiel führte er an, dass es wohl seiner Regierung nicht möglich sein werde, in kurzer Frist jedem Chinesen die Anschaffung einer Uhr zu ermöglichen, dass aber für den wahrscheinlichen Fall, dass eine solche Anschaffung für jede Familie möglich werde, ein Absatz von 100 Millionen Uhren in Frage käme. Um den Faden der Beziehungen nicht abreißen zu lassen, hätte die Chinesische Regierung Herrn alt Bundesrat Petitpierre zu einem Besuch eingeladen, den er leider im Moment nicht ausführen könne.

Der Botschafter kam dann kurz auf den Grenzkonflikt China – Indien zu sprechen. Er bezog sich auf die Überreichung des Briefes von Chou en-Lai

durch den Geschäftsträger<sup>1</sup>. Ohne jede polemische Note stellte er fest, dass China die militärischen Operationen abgebrochen hätte und dass eine Lösung in Aussicht stehe, die sicher auch von einer friedliebenden Nation wie der Schweiz begrüsst werde. Die Colombo-Konferenz der Neutralisten hätte eine Basis geschaffen, die für Peking durchaus annehmbar sei, aber von New Delhi noch nicht angenommen wurde. Peking sei aber gewillt, auf der Suche nach Frieden zu bestehen trotz gewisser Flugzeugprovokationen von Seite Indiens, die sich in den letzten Tagen ereignet hätten.

In den Darlegungen des Botschafters fiel der grosse Unterschied auf mit den seinerzeitigen äusserst polemischen Ausführungen des Geschäftsträgers.

---

1. Vgl. *das Schreiben von Zhou Enlai an die indische Regierung vom 15. November 1962, resp. die französische Übersetzung desselben*, E 2200.174(-)1981/200/19.

## 123

E 2804(-)1971/2/106

[DoDiS-30306]

*Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen,  
und an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner*

No<sup>1</sup>

Bern, 15. Januar 1963

Die Rede de Gaulles<sup>2</sup> hat in weiten Kreisen den Eindruck bestärkt, dass Frankreich nunmehr endgültig entschlossen sei, die England-Verhandlungen zum Scheitern zu bringen. Wir haben diesen Vormittag schon die ersten telefonischen Anfragen erhalten, welches die Rückwirkungen auf das Assoziationsgesuch der Schweiz sein werden. Ich wäre Ihnen um Mitteilung dankbar, ob es Ihnen richtig scheint, wenn das Integrationsbüro gegen aussen folgende Stellungnahme einnehmen würde:

---

1. Kopien dieser Notiz gingen an P. Micheli, E. Stopper, O. Long, A. Weimauer und P. Würth.  
2. Am 14. Januar hielt Ch. de Gaulle eine Rede, die seine ablehnende Haltung gegenüber dem britischen Beitrittsgesuch zur EWG klar zum Ausdruck brachte. Zu dieser Rede und den Reaktionen, die sie auslöste, vgl. Nrn. 130, 131, 136 und 139 in diesem Band sowie das Schreiben La conférence de presse du 14 janvier 1963 von A. Soldati an F. T. Wahlen vom 16. Januar, E 2300(-)1000/716/356. Für einen Überblick über die britischen Reaktionen auf die Rede de Gaulles vgl. den Politischen Bericht Nr. 6 von A. Daeniker vom 23. Januar 1963, E 2300(-)1000/716/252. Zu den Rückwirkungen der Rede auf die Erweiterungsversuche der EWG und auf die schweizerische Haltung zur EWG, vgl. auch Nrn. 123, 130, 131, 136 und 139 in diesem Band. Vgl. auch das Telegramm Nr. 12 von Soldati an Wahlen vom 18. Januar 1963 (DoDiS-30309), das Telegramm Nr. 14 von Soldati vom 22. Januar 1963 (DoDiS-30311), den Bericht Erste Überlegungen zu den Rückwirkungen des Scheiterns der England-Verhandlungen auf die Schweiz von H. Schaffner vom 7. Februar 1963 (DoDiS-30314) und den Politischen Bericht Nr. 14 von Soldati an Wahlen vom 13. Februar 1963 (DoDiS-30702).



1. Es ist nicht an uns, aus der Rede de Gaulles Folgerungen über ihren Einfluss auf den weiteren Gang der England-Verhandlungen zu ziehen. Diese Verhandlungen sind zur Stunde in Brüssel aktiv im Gange; offizielle Meldungen aus Brüssel über besondere neue Wendungen oder gar grundsätzliche Entscheidungen liegen nicht vor. Wir vermeiden jedenfalls, den Eindruck zu erwecken, dass das Scheitern der England-Verhandlungen von uns als sicher vorweggenommen wird.

2. Was die Haltung der Schweiz zur europäischen Integration anbetrifft hat die Rede de Gaulles keine überraschenden neuen Gesichtspunkte ergeben. Insbesondere war der Hinweis de Gaulles auf die Assoziation als Möglichkeit einer lockereren Verbindung, die den politischen Kern der EWG nicht tangiert, in einer Art und Weise formuliert, die unserer Konzeption der Assoziation in keiner Weise widerspricht.

3. Falls der Fragesteller insistiert zu wissen, was die Schweiz unter der Hypothese eines Scheiterns der England-Verhandlungen tun würde, könnte folgendes gesagt werden:

a. Das Assoziationsgesuch vom 15. Dezember 1961<sup>3</sup> und die Brüsseler Erklärung vom 24. September 1962<sup>4</sup> haben klar zum Ausdruck gebracht, dass die Schweiz von der Annahme einer allgemeinen Erweiterung der EWG ausgeht. Unsere Schritte sind im Rahmen der EFTA-Solidaritätserklärung von London<sup>5</sup> erfolgt. Auch seitens der EWG wurde den England-Verhandlungen Priorität eingeräumt und die Beantwortung der Gesuche der Neutralen vorderhand zurückgestellt. Falls mit Bezug auf die England-Verhandlungen eine grundsätzlich neue Situation entsteht, muss diese von der Schweiz, vor allem auch im Rahmen der EFTA, neu geprüft werden.

b. Ob und inwieweit sich eine Änderung mit Bezug auf das schweizerische Assoziationsbegehren ergibt, wird erst beurteilt werden können, wenn die Stellungnahme der EWG in den England-Verhandlungen abgeklärt ist, insbesondere wenn bekannt ist, ob eine grundsätzliche Weigerung zur Erweiterung der EWG vorliegt oder lediglich eine Stellungnahme mit Bezug auf die möglichen Formen dieser Erweiterung.

4. Jedenfalls bleibt das Problem der Überwindung der wirtschaftlichen Spaltung Europas gestellt, so dass sich in der grundsätzlichen schweizerischen Haltung, die darauf abzielt, Mittel und Wege zu einer Überwindung dieser Spaltung und einer Erhaltung des wirtschaftlichen Integrationsgrades zu finden, nichts ändern wird. Über die Methoden, mit denen dieses Ziel erreicht werden kann, hat sich die Schweiz seit Jahren zu Konsultationen und Verhandlungen mit den übrigen europäischen Ländern bereit erklärt.

5. Allfällige Fragen mit Bezug auf die Rückwirkungen auf den Kennedy-Plan und die Möglichkeit einer Alternativlösung durch einen Zusammenschluss EFTA/Commonwealth/USA wären dahingehend zu beantworten, dass nach einer kürzlichen Erklärung von George Ball der Kennedy-Plan auch im Falle eines Scheiterns der England-Verhandlungen aufrechterhalten bleibt. Aller-

---

3. Vgl. Nr. 34 in diesem Band.

4. Vgl. Nr. 102 in diesem Band.

5. Vgl. Nr. 3 in diesem Band.

dings wäre die Bedeutung der 80%-Klausel in ihrer gegenwärtigen Formulierung ihres wesentlichen Inhaltes beraubt. Die im Frühjahr zusammentretende Ministerkonferenz des GATT wird die Durchführung der neuen Zolltarifkonferenz (Kennedy-Runde) im Jahre 1964 formell zu beschliessen haben. Diesem mit Sicherheit zu erwartenden Beschluss würde im Falle eines Scheiterns der England-Verhandlungen umso grössere Bedeutung zukommen.

Zu den Spekulationen über verschiedene Alternativmöglichkeiten von Zusammenschlüssen wird nicht Stellung genommen, dafür aber an die Bedeutung der bestehenden und wohl funktionierenden Organisation, der EFTA, erinnert<sup>6</sup>.

---

6. Für weitere Reaktionen auf die Rede de Gaulles vgl. das Telegramm Nr. 6 der schweizerischen Botschaft in London an das Politischen Departement vom 16. Januar 1963, E 2804(-)1971/2/107, das Telegramm Nr. 4 von P. Würth an das Integrationsbureau vom 16. Januar 1963, *ibid.*, und das Telegramm Nr. 10 von Soldati an das Integrationsbureau vom 17. Januar 1963, *ibid.* Vgl. auch Nr. 125 in diesem Band.

## 124

E 2300(-)1000/716/510

[DoDiS-18877]

*Der schweizerische Botschaftsrat in Washington, H. K. Frey,  
an das Politische Departement*

NASSAU UND EUROPÄISCHE INTEGRATION VON BONN AUS GESEHEN.  
INFORMATION EINES DEUTSCHEN DIPLOMATEN,  
FRÜHER KABINETTSCHIEF VON PROFESSOR HALLSTEIN, (X)<sup>1</sup>

PB Nr. 7 FY

Washington, 16. Januar 1963

Das noch letztes Jahr periodisch geäusserte Misstrauen Bonns über die amerikanische Bereitschaft, im Fall einer massiven Krise für Berlin und sogar für die Bundesrepublik einzustehen, hatte seine Hauptträger in *von Brentano* und *Strauss*. Jener war stets auf der Lauer, neue Beweise der amerikanischen Unzuverlässigkeit in Bezug auf die *Deutschland-Politik* zu entdecken. Dieser widersetzte sich einer Erhöhung der Atomschwelle durch Verstärkung der konventionellen Mittel und forderte ein *Mitspracherecht beim Atomwaffen-Einsatz*, aus Angst, die USA könnten nach einer entscheidenden Niederlage der in Deutschland stationierten NATO-Truppen ein Arrangement mit der Sowjetunion treffen, wobei der intakte Atom-Deterrent den USA soviel Verhandlungsraum liesse, um den Grossteil Europas, aber nicht die Bundesrepublik, zu retten.

Diese düsteren Perspektiven sind durch die *Kuba-Erfahrung* entkräftet worden. Es hat sich gezeigt, dass der moderne Krieg nicht durch einen

---

1. Es handelt sich um R. F. Pauls, persönlicher Referent des Staatssekretärs Hallstein im Auswärtigen Amt zwischen 1952 und 1956.

überraschenden Atomschlag gekennzeichnet ist, sondern durch ein subtiles System von Zügen und Gegenzügen, unter Verwendung aller gegebenen diplomatischen und militärisch-konventionellen Mittel, mit der «nuclear force» als «ultima ratio» im Hintergrund. Kuba ist gewonnen worden, weil die USA am Konfliktsort konventionell so stark waren, um das Odium des «first strike» auf den Gegner zu überwälzen, der es aber wegen des zu hohen Risikos nicht auf sich nehmen konnte. Dieser für die Zukunft hoch bedeutsame Vorgang hat wieder zum Bewusstsein gebracht, dass auch der an Mitteln Mächtige seine Macht nur dann verwirklichen kann, wenn er von ihr nicht übermässig Gebrauch macht, sondern sie gleichsam homöopathisch, den Krisenstufen angepasst, appliziert.

Es zeugt für die Folgerichtigkeit der amerikanischen Politik, dass sie nach der höchst eindrucksvollen Demonstration in Kuba nun den Schritt in *Nassau* getan hat, der die *europäische Allianzpolitik* auf eine reale Basis stellen soll. Praktisch gesehen sind die heutigen konventionellen Streitkräfte in Mitteleuropa, d. h. die rund 28 in der Bundesrepublik stationierten Divisionen, stark genug, um einem überraschenden sowjetischen Vorstoss aus dem gegenwärtigen Unterkunftsraum in der DDR zu begegnen. Sowjetische Truppenbewegungen aus den übrigen Warschau-Pakt-Ländern würden frühzeitig genug entdeckt, um das diplomatisch-militärische Schachspiel à la Kuba in Gang zu setzen, bevor Kriegshandlungen überhaupt begonnen haben. Trotz dieser an sich günstigen Ausgangslage ist es notwendig, das konventionelle Kräftepotential zu erhöhen, um z. B. im Falle eines sowjetischen Durchbruchs bei Hamburg an die Nordsee – eine besonders verwundbare Stelle – den Rückzug ohne Atomwaffen-Einsatz zu erzwingen. Der amerikanische Atom-Deterrent, der sich heute zum europäischen wie 96 : 4 verhält und in Kürze 99 : 1 verhalten wird, ist dabei natürlich vollständig genügend, um jeglichem NATO-Schachzug ein apokalyptisches Schwergewicht zu verleihen. Aber die Amerikaner waren weise genug, zu erkennen, wie beruhigend es für die Europäer sein muss, über einen eigenen Deterrent zu verfügen, so klein er im Verhältnis zum amerikanischen auch ist. – Die noch auf *Strauss* eingestellten deutschen Generäle haben Mühe, solche Gedankengänge zu akzeptieren, der neue Verteidigungsminister *von Hassel* wird aber auf die neue Linie einschwenken.

Die USA betreiben nachdrücklich den *britischen Beitritt zur EWG*, weil sie erkannt haben, dass eine Kongruenz zwischen der Militärallianz der NATO und der wirtschaftlichen Integration notwendig ist, wenn das Fernziel, der politische Zusammenschluss Europas, erreicht werden soll. Dass dieses Fernziel mit dem Beitritt Englands, Dänemarks und Norwegens nicht mehr über die *Supranationalitätsideologie* der Integrations-Frühzeit realisiert werden kann, ist evident, doch wird damit nur der Weg, nicht das Ziel, verändert. Irland z. B. würde sich sicher der NATO anschliessen müssen, wenn es der EWG beiträte. *Jean Monnet* hat dies seit längerem eingesehen und sich dementsprechend von der Supranationalität abgewandt. Die Brüsseler Kommission erkennt die Richtigkeit des von USA und Monnet vorgezeichneten Weges, sieht aber auf der andern Seite, dass ihr mit der Verbreiterung der EWG die Hoffnung, einmal auch politisches Zentrum sein zu können, entgleitet und sie zu einem Sekretariat mit wirtschaftspolitischen Kompetenzen wird. Der *Widerstand de Gaulle's*

gegen den britischen Eintritt<sup>2</sup> lässt sich daher kaum durch seine Ablehnung der Supranationalität erklären. Im Gegenteil müsste man sogar annehmen, dass das «l'Europe des Patries» mit der EWG-Verbreiterung eher erreicht würde als im engen Sechser-Kreis. De Gaulle geht es aber offensichtlich um ganz anderes, nämlich um die Ablehnung der NATO und damit des europäischen Zusammenschlusses überhaupt. – Aussenminister *Schröder* unterstützt Washington in seiner Haltung mit Nachdruck. *Adenauers* Haltung ist allein durch die Sorge diktiert, die de Gaulle'sche Freundschaft zu verlieren.

Die *Assoziationsbegehren der europäischen Länder* müssen unter dem oben beschriebenen Aspekt im Rahmen der NATO-Konzeption beurteilt werden. So wie *Griechenland* werden auch die NATO-Staaten *Türkei* und *Portugal* Assoziierungsverträge erhalten, so schwierig das wirtschaftlich auch sein mag. Die Assoziation *Spaniens* hängt von der militärisch-politischen Bedeutung dieses Landes ab. Diese Frage bedarf noch weiterer Klärung, Man kann erwarten, dass die USA sie bald einmal anpacken werden. Die *neutralen Länder*, so berechtigt ihre wirtschaftlichen Anliegen sind, haben keinen Platz in einer solchen politisch-militärischen Allianz. Die EWG muss mit ihnen *Handelsarrangements* treffen, die ihnen volle Satisfaktion gibt, ohne sie politisch-militärisch zu binden. Hiermit trägt die EWG im Grunde nur ihrem Neutralitätsstatut Rechnung.

---

2. Vgl. dazu Nr. 123, insbesondere Anm. 2, in diesem Band.

## 125

E 1003(-)1994/26/2  
[DoDiS-30308]

### CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal interne de la 4<sup>e</sup> séance du 18 janvier 1963<sup>1</sup>*

[Berne, 18 janvier 1963]

#### *Déclarations du général de Gaulle*

*M. Wahlen* constate que la conférence de presse<sup>2</sup> n'a, au fond, rien apporté qui doive surprendre. Si l'analyse des textes pouvait laisser quelques doutes quant aux intentions, la suite des événements a éclairci les choses. Les «cinq» se sont donnés beaucoup de peine dans la recherche d'une solution qui arrange les affaires. La Grande-Bretagne a également fait un effort. La France pendant ce temps est restée silencieuse. Couve de Murville a dit ensuite aux «cinq» sa déception de voir les pourparlers continuer nonobstant les déclarations du général de Gaulle. Il leur a reproché une atteinte à l'esprit communautaire et

---

1. Absent: *H. Schaffner*, présidence: *W. Spühler*, procès-verbal: *Ch. Oser* et *F. Weber*, ouverture: 9 heures, clôture: 11 heures.

2. Il s'agit de la Conférence de presse tenue par le Général de Gaulle le 14 janvier 1963, dans laquelle le chef de l'Etat français déclare son opposition à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, cf. N° 123 dans le présent volume, en particulier note 2.

demandé une séance secrète des «six». Il aurait voulu voir les Anglais prononcer eux-mêmes le «fini», mais ceux-ci n'ont pas voulu causer de court-circuit. Heath s'est déclaré prêt à négocier encore. La séance secrète s'est terminée sans qu'il y ait eu entente entre les «Six». Spaak y a fait la proposition de nommer un comité pour établir le «bilan». Les «Cinq» ont accepté la proposition, mais Couve de Murville a voulu en référer à de Gaulle. Celui-ci cédera-t-il sous la pression de l'opinion publique de toute l'Europe occidentale? Il semble que non. Il y a des gens qui pensent, à Bruxelles, que le «non» de de Gaulle marquerait la fin de la CEE. Si Adenauer ne suit pas de Gaulle, la France sera isolée. S'il le suit, le profil politique France/Allemagne s'accroîtra. Et puis il y a la crise dans le domaine nucléaire, qui ajoute à la crise de l'Europe occidentale.

Après la conférence de de Gaulle, le Conseil fédéral a été à peu près le seul pays à ne pas prendre position. Cela a été une bonne chose. Nous avons aussi bien fait de ne pas entreprendre, précédemment, des voyages dans les capitales, comme l'ont fait l'Autriche et la Suède. La presse voudra savoir si le Conseil fédéral a eu un échange de vues et tiré des conclusions. Il n'est pas facile de savoir ce qu'on doit lui dire. Je pense m'exprimer à peu près comme suit: «Le Conseil fédéral regrette l'évolution des événements mais ne porte pas de jugement sur l'attitude française. La Suisse devra s'entendre avec les «Six» d'une manière ou d'une autre. Elle désire fermement la création d'un grand marché européen sur une base multilatérale. L'AELE a été l'instrument forgé à cette fin, mais elle n'a pas donné les résultats attendus.» Je mentionnerai la demande anglaise d'adhésion à la CEE et la déclaration anglaise de solidarité avec les Etats de l'AELE. La Grande-Bretagne mérite un compliment pour sa loyauté. J'ajouterai que l'AELE subsiste et doit continuer son œuvre. Les USA sont maintenant placés devant des réalités qu'ils ont ignorées jusqu'ici. Si la CEE subsiste, elle sera forcée de pratiquer le protectionnisme agricole. Les USA s'en aperçoivent maintenant. Le sixième «round» du GATT aura lieu quand même. La lutte contre la surchauffe devient un problème de toute importance.

*M. von Moos* se demande si la non-adhésion de la Grande-Bretagne aura pour effet de modifier la physionomie de la CEE et s'il y aura une marche en arrière. Nos préparatifs internes en vue d'une intégration doivent-ils être maintenus? Reverdin et Dürrenmatt ont-ils rapporté des informations intéressantes de leur voyage en Grande-Bretagne? De Gaulle n'a-t-il pas fait une allusion aux trois neutres en termes favorables?

*M. Chaudet* pense que le Conseil fédéral devrait être prudent dans ses déclarations à la presse. Il ne devrait pas dire qu'il regrette les faits mais plutôt dire qu'il les suit. Il ne faudrait pas dire que la position prise par la France est un malheur pour l'Europe. Cela n'est pas certain. Les divergences causées par les déclarations du général de Gaulle inciteront peut-être les «Six» à assouplir leur politique. Le temps travaillera pour nous. L'attitude des USA dans la question nucléaire m'inquiète. Les USA veulent s'assurer le monopole nucléaire dans le camp occidental. Ils tendent à un «désengagement» en Europe et à considérer une guerre en Europe comme «marginale» pour eux. L'attitude de de Gaulle est peut-être dans l'intérêt du continent. Un fossé se creuse entre le peuple français et de Gaulle. La situation économique de la

France est-elle vraiment brillante?<sup>3</sup> On prétend que les quatre semaines de vacances prévues dans les usines Renault masquent un chômage. Nous avons intérêt à ce que de Gaulle poursuive sa politique<sup>4</sup>. Nous devons être prudents dans nos communiqués concernant la lutte contre la surchauffe économique. Le discours de M. Schaffner<sup>5</sup> a été une chose excellente, mais ça devrait suffire pour le public. Ne pas laisser entrevoir un succès dont on n'est pas absolument sûr<sup>6</sup>. Les milieux bancaires commencent à manifester une certaine indiscipline à l'égard du Gentlemen agreement<sup>7</sup>.

*M. Tschudi* est d'avis que le Conseil fédéral a bien fait de rester jusqu'ici sur la réserve. Il n'est pas possible de tirer publiquement des conclusions<sup>8</sup>. Il faudrait éviter de dire «regretter», car ce serait une critique pour de Gaulle. Et puis, jusqu'à quel point des regrets seraient-ils sincères?

*M. Bonvin* déclare que l'essentiel est de rester nous-mêmes et de garder notre «force de bienveillance disponible et discrète», pour le bien de notre âme et la neutralité. Les rappels historiques de M. Wahlen montrent l'existence d'une volonté permanente de faire l'Europe. L'Angleterre, en porte-à-faux, deviendrait-elle européenne ou s'orientera-t-elle du côté des USA? Les Anglais de plus de 50 ans ne peuvent se faire à l'idée d'une intégration complète, telle que le veut la France. On comprend ainsi que la réponse donnée à la Grande-Bretagne soit: tout ou rien. La solidité de l'économie française s'est affirmée depuis deux ans, ce qui ressort de la situation du franc. Mais des problèmes sociaux et politiques peuvent l'ébranler rapidement. L'attitude de de Gaulle répond peut-être à une stratégie politique, derrière laquelle il y a la perspective de la bombe à hydrogène. On dit que de Gaulle serait très favorable à la Suisse, à cause de ses bons offices dans l'affaire algérienne. Nous devons continuer nos études en les axant sur les variantes possibles: association à la CEE, maintien de l'AELE, isolement. En tout état de cause, nous devons chercher à garder notre capacité de concurrence et par conséquent, la valeur du franc. Le Conseil fédéral doit aborder le patronat suisse, auquel on doit partiellement la surchauffe. Il faut que les entreprises s'orientent vers les investissements qui augmentent la productivité, et pas vers les autres. Le gentlemen agreement des banques a été respecté jusqu'à présent, mais il y a afflux d'argent étranger arrivant par des canaux privés et contre lequel on est démuné.

*M. le Président de la Confédération*<sup>9</sup> relève que le discours de de Gaulle n'a pas constitué une surprise. Seule la brutalité a frappé. Que fallait-il entendre

---

3. Une première version corrigée ensuite à la main indique: n'est pas si brillante que ça. Les [quatre semaines].

4. *Biffé*: même s'il va trop loin.

5. Il s'agit du discours de H. Schaffner en réponse à l'interpellation Bächtold Lutte contre l'inflation, cf. Bull. Sten. CN, 1962, pp. 827-832. Ce discours est reproduit dans un tiré-à-part de la Feuille officielle suisse du commerce du 7 janvier 1963, cf. E 7110(-)1974/31/10.

6. Une première version corrigée à la main indique: qui ne viendra peut-être pas.

7. Il s'agit du Gentlemen's Agreement conclu le 1<sup>er</sup> avril 1962 entre la BNS et les banques qui prévoit de limiter les crédits bancaires. Pour une copie de cet accord, cf. E 7110(-)1974/31/9.

8. *Biffé*: Tant pis si le besoin d'information de la presse n'est pas satisfait.

9. W. Spühler.

par une CEE des onze ou des dix-huit? Je ne crois pas encore à la possibilité d'une dissolution de la CEE à cause de l'absence de la Grande-Bretagne. Nous devons considérer les grandes perspectives. De Gaulle n'est pas éternel et il n'est pas non plus la France, dans les relations internationales. On peut en dire de même d'Adenauer. La marche vers l'intégration se poursuivra, malgré le grand trouble actuel. Il s'agit de savoir si nous voulons collaborer, librement ou contraints. Il y aura un peu des deux. Le silence que nous avons gardé jusqu'à présent était de bonne politique. Il convient de ne pas exprimer un jugement de valeur, des regrets. Nous devons dire que l'idée d'une intégration subsiste, pour la Suisse aussi, et que l'AELE poursuit son existence. M. Wahlen a raison de mentionner la loyauté de la Grande-Bretagne à l'égard des autres états de l'AELE. En ce qui concerne la lutte contre la surchauffe, il importe d'avoir une conception uniforme.

*M. Bonvin* fait remarquer que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE serait un avantage pour la Suisse, en ce sens que cela nous aiderait à charpenter l'Europe d'une manière fédéraliste.

*M. Wahlen* relève que la disparition de la CEE provoquerait une fêlure profonde en Europe. La ligne Paris/Bonn inquiétera les autres pays. Les Pays-Bas, m'a dit Mansholt<sup>10</sup>, reverront leur conception, si la Grande-Bretagne n'entre pas dans la CEE. Si Adenauer ne suit pas de Gaulle, la France sera si isolée que de Gaulle devra revoir la situation. Les groupes de travail dans l'administration doivent subsister, mais on verra plus tard ce qu'il faut faire. Il est difficile de travailler sur des hypothèses fragiles. Heath a montré beaucoup d'optimisme, mais c'était un optimisme de commande. Dürrenmatt<sup>11</sup> m'a fait rapport sur son voyage mais ne m'a rien appris de neuf. Sa seule conversation importante a été celle avec Thomas<sup>12</sup>. De Gaulle n'a pas parlé des neutres dans sa déclaration. La possession de la bombe à hydrogène par la France ne résoudreait pas encore le problème pour ce pays. Il ne saurait comment la transporter. Les «regrets» dont j'ai parlé risquent d'être interprétés comme un jugement de valeur. Je n'en parlerai pas. Dois-je vraiment me rendre dans la salle de la presse? Ne suffit-il pas d'y envoyer le chancelier dire qu'il y a eu échange de vues et c'est tout? La Grande-Bretagne a accepté tout le traité de Rome. La divergence porte sur une question de calendrier. Avec de la bonne volonté, on aurait pu s'entendre. De Gaulle est très favorable à la Suisse. C'est une raison de plus pour ne pas exprimer de critiques. Le Conseil constate qu'il convient que M. Wahlen se rende auprès des journalistes à l'issue de la séance<sup>13</sup>.

[...] <sup>14</sup>

11. *Sur les relations entre F. T. Wahlen et P. Dürrenmatt*, cf. E 2804(-)1971/2/38.

12. *Ce personnage n'a pas pu être identifié.*

13. *A propos de cette conférence de presse*, cf. le communiqué d'agence der Bundesrat zur Krise in Brüssels rédigé le 18 janvier 1963, E 2001(E)1976/17/242. *Sur la position du Département politique suite à l'ajournement des négociations de la CEE avec la Grande-Bretagne*, cf. le télégramme circulaire aux Ambassades suisses dans les pays de la CEE du 21/22 janvier 1963, E 2001(E)1976/17/208.

14. *Objets suivants*: Pro Juventute, Intérêts allemands à Cuba, Séance des commissions hors de Berne, Révision de la LAMA, 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Office fédéral des assurances

sociales, Club alpin suisse, Votation sur la seconde initiative atomique, Association pour le suffrage féminin, Déclarations de de Gaulle. *Sous ce dernier point, communication suivante*: M. Wahlen donne connaissance d'un télégramme de l'ambassadeur Soldati qui renseigne sur l'état d'esprit existant dans les milieux officiels français. On voit que la France prend son parti des «remous» causés par les déclarations. *Le télégramme en question est probablement le télégramme N° 10 du 17 janvier 1963, E 2804(-)1971/2/107. Cf. aussi le télégramme N° 12 d'A. Soldati à F. T. Wahlen du 18 janvier 1963 (DoDiS-30309) et le télégramme N° 14 de Soldati à Wahlen du 22 janvier 1963 (DoDiS-30311).*

## 126

E 2804(-)1971/2/40

[DoDiS-18942]

*Le Secrétaire général du Département politique, P. Micheli,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

VISITE DE MCKINNEY, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,  
CHEZ LE CHEF DU DÉPARTEMENT

No<sup>1</sup>

Berne, 31 janvier 1963

M. McKinney aborde les sujets suivants:

### *1. Visite de M. Cleveland en Suisse*

M. Cleveland a été obligé de renvoyer sa visite en Suisse car il a dû se rendre au Congo (voir notice ci-jointe<sup>2</sup>). Il cherchera à faire tout de même une apparition à la «Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées» à Genève vers le 10 février.

### *2. Force armée des Nations Unies*

Lors du dernier entretien entre le Chef du Département et l'Ambassadeur des Etats-Unis, il avait été question de l'utilité pour les Nations Unies de disposer d'une force armée permanente<sup>3</sup>. A ce sujet, l'Ambassadeur des Etats-Unis remet une étude faite par le State Department<sup>4</sup>.

### *3. Yémen*

La Grande-Bretagne a décidé de ne pas reconnaître, pour le moment, le Yémen. D'autre part, les efforts déployés par les Etats-Unis afin que Nasser retire ses troupes du Yémen, n'ont pas abouti jusqu'à maintenant. M. McKinney remet une notice<sup>5</sup> (en annexe) en réponse à deux questions que j'avais, il y a quelque temps, posées à M. Kellermann.

1. Des copies de cette notice sont envoyées à A. Zehnder, A. R. Lindt et P. R. Jolles.

2. Non reproduite.

3. Cf. la notice de P. Micheli à F. T. Wahlen du 19 novembre 1962, non reproduite.

4. Non reproduite.

5. Non reproduite.



#### 4. *Togo*

Les Etats-Unis craignent une tentative du Ghana d'établir sa domination sur le Togo (voir notice ci-jointe<sup>6</sup>).

#### 5. *Marché Commun*

Un échange de vues intervient entre le Chef du Département et l'Ambassadeur des Etats-Unis sur la situation créée par le refus de la France d'accepter l'Angleterre dans la Communauté Economique Européenne<sup>7</sup>. M. McKinney déclare qu'à Washington on s'interroge sur la balance des forces entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. On y considère que le danger soviétique demeure très grand.

Pour M. Wahlen, la conclusion à tirer de la crise actuelle est qu'on ne peut pas combiner une union économique et une union politique. Pour sa part, la Suisse a toujours trouvé qu'il fallait séparer les deux choses. L'Occident serait renforcé par une large zone de libre-échange. Cette solution aurait l'avantage de laisser la petite Europe des Six poursuivre sa voie tout en permettant une participation des Anglais et des neutres au Marché Commun. Se reportant à la conception américaine, selon laquelle les avantages politiques d'une Communauté Economique Européenne compensaient les sacrifices économiques que celle-ci représentait pour les Etats-Unis. M. Wahlen se demande où sont ces avantages politiques aujourd'hui. Pour McKinney un groupe économiquement fort peut être utile dans la défense contre la menace soviétique. M. Wahlen estime qu'il serait vain de vouloir constituer un groupe autarcique.

M. McKinney s'interroge sur le contenu politique actuel de la Communauté Economique. M. Wahlen pense que ce contenu se réduit aujourd'hui à l'accord franco-allemand<sup>8</sup> dont la valeur est relative. M. Wahlen et M. McKinney tombent d'accord pour constater que le Marché Commun n'a plus guère du contenu politique depuis l'échec du plan Fouchet<sup>9</sup>.

M. McKinney est personnellement enclin à partager les idées du Chef du Département sur l'inopportunité de vouloir faire jouer un rôle politique à une association économique. Il a fait les mêmes constatations lorsqu'il était à l'Agence Atomique de Vienne. Les Etats-Unis avaient alors voulu faire de cette organisation technique une organisation politique ce qui n'a pas réussi. M. Wahlen demande si le «Trade Expansion Act», qui a été «streamlined» pour les Six plus la Grande-Bretagne, serait valable aujourd'hui pour un plus grand nombre de pays. M. McKinney ne le sait pas.

M. Wahlen observe que ceux qui veulent faire l'unité politique de l'Europe sont toujours trop pressés. C'est l'unité économique qui renforcera l'Europe. Si l'entente franco-allemande ne donne pas de résultat, l'on peut imaginer que

---

6. *Non reproduite.*

7. *A ce sujet, cf. Nos 53, 123 et 125 dans le présent volume.*

8. *Signé le 22 janvier 1963. A ce sujet, cf. le rapport politique N° 10 de A. Soldati à F. T. Wahlen du 28 janvier 1963 (DoDiS-30307).*

9. *Pour diverses informations sur le plan Fouchet, cf. N° 74 dans le présent volume, ainsi que la lettre de l'Ambassade de Suisse à Paris à F. T. Wahlen du 27 décembre 1961 (DoDiS-30166) et le rapport politique N° 32 de Soldati à Wahlen du 11 juillet 1962 (DoDiS-30700).*

de Gaulle se détourne alors du Marché Commun en l'appelant le «machin».

Le Chef du Département demande si le gouvernement des États-Unis est actuellement disposé à tenir compte plus sérieusement de l'AELE. M. McKinney l'espère. M. Wahlen rappelle que l'AELE est le bouclier de l'Autriche et de la Finlande. Il regrette qu'il y ait une tendance générale à considérer les petits pays comme des quantités négligeables.

#### 6. *Interhandel*

Le Chef du Département demande où en est l'affaire Interhandel<sup>10</sup>. M. McKinney répond que les discussions ont progressé. Il a l'impression qu'on est près d'une entente.

#### 7. *Passage en Suisse du Chef du Service «Foreign Aid» à Washington*

Il sera à Genève prochainement. M. McKinney compte le réunir avec M. Lindt.

---

10. *Sur cette affaire, cf. Nos 16, 121, 124 et 138 dans le présent volume.*

## 127

E 2003-03(-)1976/44/156

[DoDiS-30370]

*L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard,  
au Délégué à la coopération technique, H. Keller*

ASSISTANCE TECHNIQUE SUISSE À L'ALGÉRIE<sup>1</sup>

L MD

Alger, 31 janvier 1963

Lors des visites de courtoisie que j'ai faites, comme il se doit, aux membres du Gouvernement algérien, la plupart de mes interlocuteurs en ont profité pour formuler des demandes d'assistance technique. A cette occasion, j'ai recueilli certaines impressions générales qu'il me paraît utile de vous communiquer:

1. Comme vous le savez, il y avait en Algérie en 1960 une population européenne de plus d'un million d'individus; elle n'en compte plus, aujourd'hui, que 150'000. D'une manière générale, la très grande majorité des activités supérieures dans tous les domaines étaient entre les mains des Européens. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1960 sur un total de 22'800 emplois dans le secteur des finances, des banques et des transactions, 19'600 étaient occupés par des non-musulmans. Dans le domaine de l'hygiène, de la santé, de l'éducation, du culte et de l'administration, la situation était un peu meilleure puisque sur

---

1. *Au sujet de l'aide technique suisse à l'Algérie, cf. N° 116 dans le présent volume. Voir aussi la lettre de S. Marcuard à A. R. Lindt du 21 janvier 1963 (DoDiS-30369), la notice Technische Hilfe für Algerien de R. Probst à P. Micheli du 6 février 1963 (DoDiS-30372), la lettre de O. Long à Lindt du 3 mai 1963 (DoDiS-30402) ou le PVCF N° 2242 du 30 novembre 1963 (DoDiS-30411).*

282'000 emplois, il n'y en avait que 111'000 entre les mains de non-musulmans. Quant à l'agriculture évoluée, elle était composée à 40% de non-musulmans. Enfin, le tiers des commerçants étaient d'origine européenne. Ces quelques chiffres suffisent pour illustrer les difficultés avec lesquelles le Gouvernement algérien se trouve aux prises après le départ massif des Européens. Partout, on manque de cadres et si on veut éviter une détérioration grave, sinon un effondrement des structures économiques et administratives du pays, il faut remédier à tout prix et le plus rapidement possible à cette pénurie.

L'assistance technique suisse devrait donc, à mon sens, réserver une fraction importante des moyens qu'elle entend consacrer à une aide à l'Algérie à la formation des cadres: octroi de bourses pour des études dans nos universités, dans nos écoles spécialisées (Technicum, Institut Forestier, Ecole Hôtelière), paiement d'un complément de salaire aux enseignants suisses prêts à s'expatrier etc. Il me paraît d'autant plus nécessaire de faire un effort spécial dans ce domaine que la langue d'enseignement dans plusieurs de nos hautes écoles est le français<sup>2</sup>. En outre, l'épineuse question de la formation préparatoire ne se pose pas en général pour les Algériens qui reçoivent dans leur pays d'origine une formation préparatoire comparable à celle qui est donnée dans les pays occidentaux. Si donc la Commission fédérale des bourses pour les étudiants étrangers devait en arriver, comme le souhaitent certains de ses membres, à concentrer l'octroi de bourses sur quelques pays, l'Algérie devrait être de ceux-ci.

2. Le Gouvernement algérien paraît bien décidé à améliorer les conditions de vie de la masse agricole. Il s'agit donc pour lui de recréer des centres de formation, de réorganiser le crédit agricole et de trouver les cadres nécessaires (ingénieurs agronomes, administrateurs, comptables, mécaniciens)<sup>3</sup> pour que l'essai de réforme agraire que l'on est en train d'expérimenter sur un million de hectares de terres vacantes réussisse.

L'assistance technique suisse dans ce domaine, auquel le Président du Conseil<sup>4</sup> donne un droit de priorité, serait donc particulièrement indiquée (aide dans le secteur forestier, mise à disposition d'experts dans le secteur de la viticulture, de l'élevage etc.)<sup>5</sup>.

3. Dans le domaine de l'information également nous pouvons utilement fournir à l'Algérie une aide technique précieuse. L'Algérie indépendante cherche actuellement sa voie. Elle désire se libérer des formes anciennes et les remplacer par des solutions nouvelles et originales. Son programme législatif est vaste: élaboration de la constitution, de lois individuelles sur la nationalité, sur les chapitres du droit civil, sur les questions sociales etc. Ayant du respect et de l'admiration pour notre pays, elle s'intéresse tout spécialement à nos institutions. Elle nous demande de la documentation. Les textes dont elle estime avoir besoin devraient être mis à disposition rapidement et les documentations sollicitées devraient être soigneusement préparées.

2. *Annotation manuscrite en marge*: Westschweiz ist leider schon stark beansprucht.

3. *Annotation manuscrite en marge*: Schwer zu finden.

4. *A. Ben Bella*.

5. *Annotation manuscrite en marge*: ja.

4. Enfin, il y a quelques secteurs particuliers où nous sommes tout spécialement qualifiés pour fournir une certaine forme d'aide, par exemple la cartographie, le tourisme, la création de centres de formation horlogère etc<sup>6</sup>.

C'est en m'inspirant des considérations qui précèdent que j'ai transmis aux services suisses compétents quelques-unes des nombreuses demandes qui m'ont été adressées depuis mon arrivée à Alger. La plupart de ces requêtes contenaient certains points auxquels nous pouvons, me semble-t-il, rapidement donner suite. Je me plais notamment à espérer qu'il sera fait droit dans des délais raisonnables aux demandes de documentations qui m'ont été faites<sup>7</sup> et que les textes sollicités seront acheminés à Alger par des voies aussi rapides que possible<sup>8</sup>.

---

6. *Annotation manuscrite en marge*: ja.

7. *Cf. la lettre de Marquard à la Division des Affaires politiques du Département politique du 3 janvier 1963, non reproduite. Le Garde des Sceaux algérien demande à recevoir cinq exemplaires de 14 recueils juridiques suisses. Ces documents sont envoyés à Alger par bateau le 7 février 1963, cf. la notice de C. Gander du 19 février 1963, non reproduite.*

8. *Annotation manuscrite de H. Keller en bas du document*: Ich habe heute Kopie dieses Briefes an polit. Abt. EPD gesandt, zwecks baldiger Aussprache mit uns. Evt. Sollte ein Beamter unseres Dienstes, wie auch Herr Grässli vorschlug, kurzfristig an Ort u. Stelle gehen. Meinen Nachfolger, der sich sehr für Algerienprobleme interessiert, habe ich gestern schon in kurzen Zügen über die neuen Aufgaben für Algerien orientiert.

## 128

E 2003(A)1974/52/218

[DoDiS-30474]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

ENTRETIEN AVEC M. GILL CARTER<sup>2</sup>, LE 2 FÉVRIER

CE Confidentiel

[Berne,] 4 février 1963

J'ai passé la soirée de samedi avec M. Carter à Gstaad. Il avait, par l'intermédiaire d'amis communs, manifesté le désir de me voir pour me parler des télé-communications spatiales<sup>3</sup>. Nous avons donc fait un tour d'horizon. Nous sommes tombés d'accord sur trois points:

– Nécessité d'un réseau global selon l'idée américaine, dirigé par un organisme de gestion qui reste à être déterminé. Le Département d'Etat souhaite des échanges de vue au sujet du système de gestion.

---

1. *Cette notice est rédigée par S. F. Campiche.*

2. *Conseiller spécial pour les communications par satellite du Secrétaire adjoint pour les affaires économiques du Département d'Etat américain. A propos de «Gill» William C. Carter, cf. la Note sur la visite à Berne, le 22 novembre 1962, de deux fonctionnaires du Département d'Etat américain venus nous entretenir de la Communications Satellite Corporation rédigée le 26 novembre 1962 par E. Andres (DoDiS-30464).*

3. *Cf. N° 114 dans le présent volume.*

– Utilité d'une société européenne qui deviendrait l'interlocuteur régional des Américains. M. Carter pense qu'une société du genre «corporation», telle que par exemple Eurochemic<sup>4</sup>, pourrait être une bonne formule et serait, semble-t-il, l'idée préconisée par les Scandinaves. Les Allemands auraient dit également à M. Carter qu'ils pourraient approuver une telle formule.

– Admission par les Américains que la société européenne ainsi formée ne remplirait pas simplement le rôle d'agent de coopération pour l'instauration du système mondial, mais que son but économique serait de sauvegarder les intérêts futurs de l'industrie européenne. M. Carter m'a assuré formellement que les Etats-Unis encourageraient cette idée car ils ne veulent pas établir un monopole de satellites américains.

La raison pour laquelle M. Carter verrait avec faveur la mise sur pied d'une société du type «corporation» réside dans le désir des Américains de ne pas perdre du temps et une telle formule serait à leur avis plus rapidement réalisable qu'une organisation intergouvernementale.

Washington désire éviter que les pays sous-développés se sentent mis à l'écart. C'est pourquoi on cherche aux Etats-Unis des formules qui permettront à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine de collaborer et profiter du système global. Si Londres avait maintenu ses idées de système Commonwealth, le plan américain n'en aurait pas été facilité, mais, semble-t-il, les Britanniques pourront accepter dans ses grandes lignes les principes décrits ci-dessus.

M. Carter estime que la Suisse, étant donné sa neutralité, pourrait jouer un rôle utile pour mettre les idées en bonne voie. Il souhaiterait que nous continuions à procéder à des échanges tout à fait officieux d'idées pour éviter que chacun ne cristallise ses pensées dans des voies trop divergentes. Il serait heureux que nous lui disions notre impression sur les résultats des travaux du Comité ad hoc. Il est prêt à nous donner tout conseil et renseignements<sup>5</sup>.

---

4. Sur Eurochemic, cf. le PVCF N° 115 du 18 janvier 1963, E 1004.1(-)/1/669.2.

5. Sur les suites de cette discussion, voir la notice L'Europe et les télécommunications spatiales rédigée par Campiche le 26 février 1963 (DoDiS-30477).

## 129

E 2003(A)1974/52/158

[DoDiS-18991]

*L'Ambassadeur de Suisse à New Delhi, J.-A. Cuttat, au Chef de la Division des organisations internationales du Département politique, J. Burckhardt*

L C Urgent

New Delhi, 5 février 1963

Me référant au message par voie rapide du 31 janvier<sup>1</sup>, au procès-verbal de la séance du 15 janvier<sup>2</sup> – reçu le 1<sup>er</sup> février seulement – et au rapport du 11 décembre du «Verein für tibetische Heimstätten in der Schweiz», adressé au Département de Justice et Police<sup>3</sup>, tous trois relatifs au projet d'établir en Suisse environ 1000 réfugiés tibétains (appelé dorénavant «projet Wenger»), j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une série de considérations qui complètent ma lettre du 10 décembre (p. 3 ss.) et que je vous prie de porter également à la connaissance du Chef du département<sup>4</sup>.

Il résulte de votre message sus-indiqué que, malgré mes objections évoquées dans ma lettre du 10 décembre<sup>5</sup>, le Département de Justice et de Police soumettra au Conseil fédéral une proposition favorable au projet Wenger<sup>6</sup>. Vous estimez avoir suffisamment tenu compte de mes appréhensions en exigeant que ces réfugiés soient organisés chez nous en communautés comprenant également des membres de leurs familles incapables de subvenir à leurs besoins.

Ma première réaction avait été de m'incliner. Toutefois, après avoir lu le procès-verbal, réexaminé le rapport susvisé du 11 décembre et creusé la question avec M. Rieben, l'expert suisse qui revient fraîchement du Népal, et différents autres informateurs au courant des particularités ethniques des Tibétains, j'estime de mon devoir de vous dire que le projet Wenger comporte une forte dose de dilettantisme, d'irréflexion, et par conséquent d'irresponsabilité.

Un trait qui frappe à la lecture des deux derniers des trois documents dont il s'agit, c'est que l'on n'y voit pas trace d'un effort visant à se placer au point de vue des Tibétains eux-mêmes, ni même de les avoir consultés sérieusement. Je crains que ce touchant élan de bienfaisance, à l'insu de ses auteurs, ne procède moins du souci d'aider réellement les réfugiés que de celui de satisfaire les bienfaiteurs eux-mêmes et l'engouement suisse pour

---

1. Cf. le télégramme N° 7 de l'Ambassade de Suisse à New Delhi au Département politique du 31 janvier 1963, non reproduit.

2. Cf. le Protokoll über die Konferenz betreffend Hilfe an Tibetflüchtlinge du 15 janvier 1963, non reproduit.

3. Non reproduit.

4. F. T. Wahlen.

5. Cf. la lettre de J.-A. Cuttat à J. Burckhardt du 10 décembre 1962, non reproduite.

6. Cf. le PVCF N° 621 du 29 mars 1963 (DoDiS-18992). Le Conseil fédéral se prononce en faveur de la proposition, moyennant certaines garanties.

les Tibétains. Ceci apparaîtra mieux si l'on examine successivement les deux possibilités que voici:

- ou bien les réfugiés resteront en Suisse,
- ou bien ils retourneront au Népal ou en Inde (un jour peut-être au Tibet).

1. S'ils restent en Suisse définitivement, quelle sera leur situation humainement parlant? On nous dit que les ouvriers tibétains établis à Waldstatt<sup>7</sup> s'y plaisent. A-t-on pris soin de l'examiner à fond? J'en doute s'il faut en croire les rumeurs persistantes venant du Népal, suivant lesquelles ils écrivent de Waldstatt à leurs parents ou amis au Népal qu'ils n'ont qu'un désir, celui de rentrer en Asie. La chose n'est guère surprenante, me dit M. Rieben – qui a sérieusement examiné sur place ce problème –, dès lors que le Tibétain vit essentiellement en clan et éprouve beaucoup plus douloureusement que l'Occidental un sentiment d'oppression, d'exil et de déracinement quand il est transplanté. Il suffit d'avoir visité quelques camps de réfugiés tibétains pour mesurer le degré du « choc de culture » qu'ils doivent ressentir.

A cela s'ajoute l'incertitude du retour. Interrogé sur ce que nous ferions si les réfugiés réclamaient leur rapatriement, un membre du « Verein für tibetische Heimstätten in der Schweiz » a répondu, en haussant les épaules: « Nous les renverrons en Asie. » Cela trahit une tendance à traiter les Tibétains comme instruments ou objets plutôt que comme personnes ou sujets pleinement humains.

Autre considération: j'apprends qu'un exode des réfugiés se produit dans les deux camps népalais du CICR<sup>8</sup>, notamment parce que les Tibétains répugnent à la vie sédentaire. Argument de plus pour ne pas se faire trop d'illusion sur la possibilité de les employer chez nous comme ouvriers ou valets de ferme. (« Die Schweiz braucht Knechte », a déclaré ledit membre du V. f. t. H.)

Je doute fort, dans ces conditions, qu'une véritable assimilation puisse se produire, d'autant plus que les Tibétains seraient dispersés par groupes dans divers communes et cantons où ils seraient environnés de Suisses peu aptes à saisir leur mentalité et à leur faciliter l'adaptation.

2. Plus pertinentes encore m'apparaissent les objections dans l'hypothèse d'un retour en Asie. En effet, ces ouvriers tibétains employés chez nous comme menuisiers, charpentiers, ferblantiers, artisans ou paysans apprendront des méthodes de travail soit mécanisées soit trop perfectionnées pour être utilisables dans les régions qu'ils rejoindraient. M. Rieben me signale, par exemple, que les erreurs concernant les plans de Dhorpatan et de Pokhara et même le projet de Jiri consistent à avoir tenté de rendre agricoles et donc sédentaires des peuplades qui doivent rester nomades et se consacrer à l'éle-

7. Pour plus d'informations sur l'accueil de réfugiés tibétains en Suisse, cf. la notice concernant Tibet-Flüchtlinge in Nepal de Burckhardt du 25 août 1961 (DoDiS-18997).

8. Sur les activités du CICR en faveur des réfugiés tibétains, cf. la notice de J. Burckhardt du 25 août 1961 (DoDiS-18997), la lettre de Cuttat à Burckhardt du 16 janvier 1962 (DoDiS-18998), le PVCF N° 733 du 18 avril 1962 (DoDiS-18999), la lettre de L. Boissier à F. T. Wahlen du 12 février 1963 (DoDiS-19000), le PVCF N° 1145 du 17 juin 1963 (DoDiS-19003) et la lettre de P. Micheli à O. Schürch du 5 décembre 1963 (DoDiS-18996).

vage<sup>9</sup>. (C'est la seule manière de les rendre autosuffisantes, et cela suppose précisément l'absence d'outils perfectionnés (ou d'électricité) qui créeraient de nouveaux besoins exposés à ne pouvoir être satisfaits.) – Autrement dit, à l'instar de ce qui arrive aux boursiers, ces réfugiés, après s'être sentis déracinés en Suisse, n'en rentreraient pas moins chez eux plus incapables encore qu'avant de remplir la tâche à laquelle les «bienfaiteurs» suisses s'étaient imaginés les avoir rendus plus aptes. Quand il s'agit d'adultes bien-portants, c'est dans leur ambiance d'origine et nulle part ailleurs qu'il faut pratiquer l'aide et l'assistance humaines aussi bien que «techniques». Toute autre solution ne fait que des inadaptés.

Pouvons-nous prendre la responsabilité d'une œuvre d'assistance allant à fin contraire? Ne risquons-nous pas ainsi de tromper notre opinion publique ainsi que les communes et les cantons?

Pour étayer ce qui précède, voici deux remarques de source compétente. La première se trouve dans un récent ouvrage sur «La civilisation tibétaine»<sup>10</sup>: «Le Tibet», dit M. Stein, «éveille des réflexes aussi contradictoires qu'irréfléchis chez les Européens...». La seconde a pour auteur M. P. M. S. Blackett, éminent homme de science britannique, appelé par le gouvernement indien pour l'étude des problèmes d'assistance technique: «Dans bien des cas, dit cet expert, la formation des Indiens à l'étranger n'a pas été productive parce que les idées qu'ils importaient n'étaient pas utilisables dans les conditions de vie en Inde.»

Les remarques qui précèdent n'ont d'autre but que de mettre le Chef du département en état de réexaminer le projet Wenger avant que le Conseil fédéral ne soit saisi de la proposition dont il s'agit<sup>11</sup>.

---

9. Cf. la notice de E. Rieben du 16 novembre 1962, annexée au document mentionné à la note 5.

10. Ouvrage de R. A. Stein, publié à Paris en 1962.

11. Pour la réponse du Conseil fédéral à la proposition du Département fédéral de Justice et Police du 9 mars 1963, cf. le PVCF N° 621 du 29 mars 1963 (DoDiS-18992).



E 2804(-)1971/2/8a  
[DoDiS-30316]

*Protokoll der Besprechung der Chefbeamten des Politischen Departements<sup>1</sup>*

Vertraulich

[Bern, 7. Februar 1963]<sup>2</sup>

*1. Fragen der europäischen Integration*

*Minister Jolles* zu den Wirkungen des Scheiterns der Verhandlungen mit Grossbritannien<sup>3</sup> auf unser Verhandlungsgesuch<sup>4</sup>. Wir sollten uns vorläufig passiv verhalten. Der nächste Schritt liegt ohnehin in Brüssel. Unsere Erklärung vom 24. 9.<sup>5</sup> lässt sich auch im neuen Licht sehen. Einzig den Wunsch nach einer möglichst umfassenden Assoziation hätten wir vielleicht abgeschwächt. Es ist nicht ausgeschlossen, dass Frankreich gegenüber uns Erklärungen abgibt, ähnlich denjenigen gegenüber Dänemark. Sie hätten wenig zu bedeuten, da es, ausser bei negativen Entscheiden, nicht auf Frankreich allein ankommt. Die Möglichkeit einer Assoziation mit der EWG sollten wir nicht von vornherein ausschliessen. Wenn die EWG uns zum Eintritt in Verhandlungen auffordert, werden wir darauf einsteigen müssen. Wir werden aber doppelt vorsichtig sein. Das Scheitern der britischen Verhandlungen zeigt, dass Frankreich die EWG zu machtpolitischen Zwecken benutzt. Dies braucht aber nicht zu einer Politisierung der EWG zu führen. Vielmehr kann sich eine Verlagerung der politischen Auseinandersetzung in andere Gremien (Westeuropäische Organisation, neue Organisationen) daraus ergeben.

*Botschafter Micheli* wünscht, dass die bedeutenderen Papiere, die vom Integrationsbüro an die Mitglieder der ständigen Wirtschaftsdelegation gehen, wie z. B. dasjenige vom 1.2.<sup>6</sup>, auch an die Chefbeamten des EPD verteilt werden.

*Minister Jolles* sagt dies zu und bittet Botschafter Micheli, ihm jeweils die Papiere zu nennen, die eine solche Verbreitung erfahren sollen.

*Botschafter Micheli*: Eine Assoziation mit der EWG scheint unter den heutigen Umständen kaum möglich und wünschbar. Die geistigen Voraussetzungen fehlen dazu. Auf eine Entpolitisierung der EWG kann man erst für eine weitere Zukunft hoffen. Trotzdem brauchen wir das Verhandlungsgesuch nicht zurückzuziehen. Es ist an der EWG, sich nunmehr zu ihrem Verhältnis zu den andern europäischen Staaten zu äussern. Wenn wir über unsere Haltung sondiert werden, können wir antworten, wir halten an unserem bisherigen Programm fest.

*Botschafter Lindt*: Wir sind in eine neue Phase eingetreten, deren Richtung wir vorläufig nicht kennen, weshalb wir keine eindeutige Haltung einnehmen

1. Anwesend: F. T. Wahlen, P. Micheli, A. R. Lindt, M. Grässli, R. Bindschedler, P. R. Jolles, H. Keller, S. F. Campiche, R. Pestalozzi.

2. Die Sitzung fand am 4. Februar statt.

3. Zum Scheitern dieser Verhandlungen vgl. Nr. 123, insbesondere Anm.2, in diesem Band.

4. Vgl. Nr. 34 in diesem Band.

5. Vgl. Nr. 102 in diesem Band.

6. Vgl. E 2001(E)1976/17/148.

können. Die Spaltung innerhalb der EWG betrifft nur die politischen Fragen. In den wirtschaftlichen Fragen ist die EWG nicht geschwächt. Es ist möglich, dass die 5 gegen eine Ausweitung ohne Grossbritannien sind.

*Minister Bindschedler:* Das Problem, das England stellt, ist nicht so sehr im Konflikt mit de Gaulle zu sehen als in der Denaturierung der ursprünglichen Integrationstendenz föderalistischer Natur. Eine EWG mit stark supranationalen Tendenzen ist für England untragbar. Das Problem wird unabhängig von der Person de Gaulle's bestehen bleiben, wenn sich England nicht wandelt. Ein Rückzug des Verhandlungsgesuchs wäre eine politische Demonstration und deshalb unopportun. Sollten wir zu Verhandlungen aufgefordert werden, so müssen wir sie aufnehmen, aber mit Zurückhaltung (mit dem Ziel, dass sie scheitern), denn die EWG ist ein technischer Apparat im Dienste der französischen Hegemonie-Bestrebungen. Mit der Westeuropäischen Organisation können wir nichts zu tun haben; sie ist ein militärisches Bündnis. Die sauberste Lösung für die nächsten 10 Jahre wäre eine Regelung unserer Probleme durch klassische Handelsverträge.

*Minister Jolles:* Wenn nicht mit Entgegenkommen der EWG auf wirtschaftlichem Gebiete gerechnet werden kann, dann gilt dies für eine Assoziation so gut wie für Handelsverträge. In diesem Falle ist die Kennedy-Runde unsere beste Hoffnung. Eine andere Entwicklung ist aber nicht ausgeschlossen. Zwar werden die bisherigen Ergebnisse der EWG nicht in Frage gestellt werden. Aber es könnte sich ein verstärkter Widerstand der 5 gegen den französischen Protektionismus geltend machen. Die Entwicklung der EWG braucht nicht im bisherigen Tempo weiterzugehen. Wenn diese (nicht sehr wahrscheinliche) Entwicklung eintritt, sollte eine lockere Assoziation möglich sein. Die Kommission wird kaum in nächster Zeit einen Vorstoss unternehmen können und ein baldiger Beschluss des EWG-Ministerrates ist nicht zu erwarten. Auf Sondierungen könnten wir mit der Gegenfrage antworten. Bundesrat Wahlen stellt Einigkeit fest, dass wir das Gesuch hängig lassen. Es hängt formell nicht vom Ausgang der britischen Verhandlungen ab.

*Minister Jolles* zu den Rückwirkungen des Verhandlungs-Abbruchs auf die EFTA-Politik: Anfänglich stand eine gewisse Erziehungsfunktion der EFTA und die Erleichterung des Anschlusses ihrer Mitglieder an die EWG im Vordergrund. Heute hat die Funktion einer Ersatzlösung als grösserer Markt an Bedeutung zugenommen. Die statistischen Zahlen für 1962 zeigen, dass unsere Exporte nach den EFTA-Staaten, wenn auch langsam, stärker steigen als diejenigen nach der EWG (z. Z. 17,9%). Es fragt sich, ob und wie die EFTA zu aktivieren ist. Dies kann geschehen durch Aufnahme neuer Mitglieder: Jugoslawien (politisch interessant, wirtschaftlich nicht), Spanien (wird von Frankreich umworben), Irland (hat nur Interesse, wenn Landwirtschaft nicht ausgeklammert wird), Island, oder, mit weitreichenden Folgen, die Länder des Commonwealth und USA, was für uns neutralitätspolitische Probleme stellen würde. Die Aktivierung kann auch durch eine Intensivierung erfolgen: Schärfere Erfüllung der bestehenden Verpflichtungen, etwa bei den Fiskalzöllen und den Monopolgebühren (es besteht eine lange schweizerische Sündenliste, die bisher nur langsam abgebaut wurde). Ausdehnung der EFTA-Tätigkeit auf den Landwirtschafts-Sektor: dänische, norwegische, portugiesische Ini-

tiativen in diesem Sinne sind wahrscheinlich. Der von uns zu bezahlende Preis würde in Zoll- und Kontingents-Abbau bestehen und in der Einräumung von Präferenzen.

*Bundesrat Wahlen:* Ist es denkbar, die französischen Kontingente zu reduzieren?

*Minister Jolles:* Eine Aufspaltung der Kontingente für französische Ware wird wegen Algerien nötig sein. Die Kontingente für Wein sollen total um 200'000 hl erhöht werden, wobei der Zuwachs für Frankreich prozentual weniger stark ist als für andere Länder. Portugal erhält einen höheren Zuwachs.

*Bundesrat Wahlen:* Ist die österreichische Wirtschaft tatsächlich so auf einen Anschluss an die EWG angewiesen, wie das Minister Bock behauptet?

*Minister Jolles:* Es ist eine Studie hierüber im Gange. Nicht so sehr der Zollabbau innerhalb der EWG, als die Zollerhöhung auf den gemeinsamen Aussentarif hin scheint die Befürchtung ausgelöst zu haben. Wir studieren auch die Verwundbarkeit Österreichs gegenüber allfälligen russischen Retorsions-Massnahmen. Die Zusammenarbeit mit den Neutralen geht nur so weit, als sie sich in einer gleichen Lage befinden. Das war bei der Vorbereitung der Eröffnungserklärungen der Fall. Es wurde nicht versucht, die Politiken der Neutralen einander anzugleichen, sondern Gegenstand der Konsultationen waren verhandlungstechnische Probleme. Die Gefahr, dass die Österreicher aus der EFTA-Front ausbrechen, kann kaum durch unsern Einfluss beschworen werden. Die Beamten Tagung vom 15. 2. wird vielleicht nähere Aufschlüsse über Österreichs Absichten bringen. Schweden ist nach wie vor an einer Zusammenarbeit mit der Schweiz interessiert.

*Botschafter Micheli:* Die EFTA ist beizubehalten, schon um nicht Frankreich diesen Triumph zu geben. Sie sollte aber nicht zu einem Instrument gegen die EWG werden. Ihr unpolitischer Charakter ist zu betonen. Eine Ausdehnung auf neue Mitglieder ist kaum opportun. Die Solidaritätserklärung von London<sup>7</sup> ist nicht Angelpunkt der EFTA-Politik. Es ist zu prüfen, wie weit sie uns heute noch bindet.

*Botschafter Lindt:* Für die Amerikaner ist die Einigung Europas im Vordergrund. Der Fehlschlag der britischen Verhandlungen wird sie von dieser Politik nicht abbringen. Alles was der Einigung Europas entgegensteht, wird von ihnen unfreundlich angesehen. Sie werden gegen eine Aufbauschung der EFTA sein. Übrigens auch die Engländer, die ja den Beitritt in die EWG nach wie vor wollen. Allerdings hat England ein Interesse, dass die EFTA bis auf weiteres zusammenbleibt. Es wird sich für die EFTA darum handeln, die Schwierigkeiten einzelner ihrer Mitglieder zu mildern. Die EFTA-Solidarität verpflichtet uns in unserem Verhalten zur EWG zur Zurückhaltung. Ob wir mit der EWG verhandeln sollen, hängt von der politischen Konstellation ab. Wir sollten insgeheim jene Tendenzen unterstützen, die gegen die französischen Hegemonie-Bestrebungen gerichtet sind. In unserer EFTA-Politik sollten wir im Auge behalten, dass diese Organisation von einer Grossmacht abhängig ist. Die Zusammenarbeit mit Schweden und Österreich hat dem Ansehen

---

7. Für den Wortlaut dieser Erklärung vgl. das *Communiqué* Ministerial meeting of the EFTA council, London, 27<sup>th</sup>-28<sup>th</sup> (Pledge of London) vom 28. Juni 1961 (DoDiS-30785).

unserer Neutralität nicht gut getan. Auch hier sollen zwar die Konsultationen weitergeführt werden, aber mit Distanz.

*Minister Jolles:* Politische Überlegungen sprechen für Zurückhaltung auf der ganzen Linie, wir haben aber auch die wirtschaftlichen Realitäten zu berücksichtigen. Wir stehen in einer Entwicklung, wo regionale Präferenz-Zonen geschaffen werden. Unsere Wirtschaft ist verwundbar, unsere Ausweichmöglichkeiten sind gering. 66% unserer Ausfuhr gehen nach EWG- und EFTA-Ländern, 23% (wenn wir von den USA absehen) ausser Europa. Hier ist eine Intensivierung der Wirtschaftsbeziehungen kaum möglich, ein Rückgang sogar wahrscheinlich. Die meisten dieser Länder können nur noch auf Kredit importieren. Sie haben ihre Einfuhrmöglichkeiten überspannt und ihre Kreditwürdigkeit strapaziert. Es fragt sich, ob wir uns aus politischen Gründen in eine Igel-Stellung zurückziehen sollen. Handelsverträge bekommen wir nur bei Gewährung entsprechender Vorteile. Als Niedertarif-Land ohne Importkontingente können wir nur noch bei Landwirtschaft und Gewerbe Konzessionen machen.

*Bundesrat Wahlen:* Die amerikanische Politik ist in einer Sackgasse. Das Bestreben, es in Europa nur noch mit einem einzigen Partner zu tun zu haben, führte zu einem Fiasko. USA kann es sich auf die Dauer auch nicht leisten, wirtschaftliche Nachteile der Einigung Europas in Kauf zu nehmen, wozu es ursprünglich bereit war. Auch in Bezug auf die Methoden tut Besinnung not (Verzicht auf Kraftäusserungen und Diktate). Die Solidaritätserklärung von London hat eine gewisse Abhängigkeit geschaffen, doch sollte dieses Moment nicht übertrieben werden. Dagegen würde eine Ausdehnung der EFTA auf USA starken Bedenken rufen. Eine gemeinsame Front der Neutralen ist problematisch. Wir müssen unsern guten Willen zeigen, die Probleme der andern EFTA-Staaten studieren und ihnen wenn möglich entgegenkommen.

*Minister Bindschedler:* Die EFTA wird auf die Dauer für uns nicht sehr nützlich sein, doch besteht kein Grund, jetzt eine negative Initiative zu nehmen. Rechtlich gesehen ist die Solidaritätsverpflichtung schon heute erledigt. Es war zwar eine gegenseitige Verpflichtung, aber von begrenzter Dauer, für eine bestimmte, nunmehr abgeschlossene Phase. Politisch wäre es aber inopportun, diese Frage jetzt aufzuwerfen. Die Zusammenarbeit mit den andern Neutralen sollte abgebaut werden. Die Verschiedenheiten in der Anwendung der 3 Neutralitäten sind zu gross (unglückliche politische Initiativen Schwedens in der UNO, Unzuverlässigkeit Österreichs). Wir riskieren, dass das Verhalten der andern auf die Beurteilung unserer Neutralität abfärbt.

*Bundesrat Wahlen:* Österreich, das eigentlich an der Zusammenarbeit unter den Neutralen das grösste Interesse hat, tut am meisten, sie in Frage zu stellen. Die grossen Dienste, die die Neutralen Finnland leisten, sollten mitberücksichtigt werden.

*Minister Jolles:* Die Unterschiede in der Neutralitätspolitik der 3 sind nie zu verwischen versucht worden. Sie kamen denn auch in der Eröffnungserklärung<sup>8</sup> zum Ausdruck. Wir haben aber mit unserer Zusammenarbeit erreicht, dass

---

8. Vgl. Anm. 5.

die Neutralitätserfordernisse klargestellt wurden, was nicht von vornherein selbstverständlich war. Die Neutralen mussten sich davor schützen, von der EWG gegeneinander ausgespielt zu werden<sup>9</sup>.

[...] <sup>10</sup>

---

9. Zum Ergebnis dieser Diskussion vgl. Nr. 131 in diesem Band sowie das BR-Prot. Nr. 281 vom 12. Februar 1963 (DoDiS-30457).

10. Weitere Traktanden: Wissenschaftliche Attachés, Dominikanische Republik, Austeilung von Anträgen an den Bundesrat, Beamtenordnung III.

## 131

E 1003(-)1994/26/2

[DoDiS-30327]

### BUNDESRAT

*Verhandlungsprotokoll der 11. Sitzung vom 12. Februar 1963<sup>1</sup>*

[...] <sup>2</sup>

#### *Bericht über die Integrationsfrage*

Herr von Moos ist mit den Ausführungen im persönlichen Bericht des Herrn Schaffner vom 7. Februar<sup>3</sup> und im gemeinsamen Bericht des EPD und EVD vom 9. Februar 1963<sup>4</sup> einverstanden. Mit seinen Bemerkungen wolle er dieses Einverständnis mit der vorgezeichneten Haltung nicht in Frage stellen. Zu den drei im Bericht Schaffner erwähnten theoretischen Möglichkeiten könnte man wohl intern «das Dahinfallen des Verhandlungsgesuches» als vierte Möglichkeit beifügen. Herr Staatssekretär Lahr habe davon gesprochen. Man könnte diese Möglichkeit aber auch subsumieren unter Ziffer 2 «Zuwartende Haltung». Es handle sich hier um eine rechtstheoretische Frage, der man einige Aufmerksamkeit schenken sollte.

Richtig sei, dass man weiter unsere Solidarität mit den EFTA-Partnern aufrecht halten wolle, auch mit den beiden Neutralen, obwohl sich viel geändert habe. Die Solidarität mit den Neutralen präsentiere sich heute etwas anders.

---

1. *Vorsitz: W. Spühler, Schriftführer: F. Weber, Beginn: 9 Uhr, Schluss: 11 Uhr 40.*

2. *Vorangehende Traktanden:* Beschwerde Adolf Grüninger, Mitlödi, betr. Nichtbankwürdigkeit von Fleisch, kleine Anfrage Bösch vom 17. Dezember 1962: Ermächtigung der PTT-Betriebe zu vorzeitigen Materialbestellungen für die Jahre 1964 und 1965, Beschwerde betr. Wiedereinbürgerung der Frau Olga Lionnet-Coeudevey, Sochaux.

3. *Vgl. die Notiz Erste Überlegungen zu den Rückwirkungen des Scheiterns der England-Verhandlungen auf die Schweiz von H. Schaffner an die Mitglieder des Bundesrates vom 7. Februar 1963 (DoDiS-30314).*

4. *Die Diskussion basierte auf dem gemeinsamen schriftlichen Antrag des Politischen Departements und des Volkswirtschaftsdepartements vom 9. Februar 1963, E 1001(-)1967/125/15. Vgl. auch das BR-Prot. Nr. 281 vom 12. Februar 1963 (DoDiS-30457).*

Nachdem einzelne Neutrale besondere Wege gehen, wären auch wir eigentlich nicht mehr gebunden.

Interessiert habe ihn die Erwägung, unsere Erklärung könne etwas restriktiv interpretiert werden. Diese Interpretation sollte uns dazu führen, auch am Gedanken einer umfassenderen Kündigungsmöglichkeit möglichst festzuhalten.

Die Londoner Erklärung von 1962<sup>5</sup> sei in ihrem Sinne völlig umgekehrt worden. Sie sei abgegeben worden unter der Voraussetzung, dass England vorausmarschiere, dass es aber nicht definitiv abschliessen dürfe, bevor nicht auch die Beitrittsmöglichkeit der andern EFTA-Staaten geregelt sei. Heute stehe man vor der Sachlage, dass England nicht als Vollmitglied beitreten könne, aber selber eine Assoziation ausschliesse, sodass auch die Frage, ob die Londoner Erklärung noch gelte, offen sei.

*Herr Wahlen* bemerkt, dass man heute feststellen dürfe, dass sich in der Integrationsfrage die bundesrätliche Politik bewährt habe. Der seinerzeitige Vorwurf, «wir hätten den Zug verpasst» erweise sich im Lichte der Entwicklung als eine Absurdität. Wären wir Mitglieder der EWG, stünden wir heute in der gleichen demütigenden Stellung wie die Beneluxstaaten. Später habe man erklärt, wir hätten uns assoziieren sollen. Wenn man zurückblicke auf das Verhalten der Amerikaner und der sechs EWG-Staaten, dann zeige sich, dass eine Assoziierung nicht in Frage kommen konnte, wegen der Gefahr, dass wegen der Gewährung eines solchen Sonderstatutes andere ausbrechen könnten. An der EFTA-Botschaft des Bundesrates<sup>6</sup> wäre auch heute nichts zu ändern. Wir seien in der EFTA auch in der neuen Situation. Sollte ein Schatten auf unsere Grundsätze der Unabhängigkeit und Neutralität fallen, so würden wir uns zurückziehen. Der Entscheid der Frage, ob unser Gesuch zusammen mit den andern Beitritts- und Assoziationsgesuchen dahingefallen seien, müsse man der EWG überlassen. Herr Wahlen begreife nicht, wieso Norwegen zu seinem Entschluss gekommen sei, sein Beitrittsgesuch als dahingefallen zu erklären, während die Engländer ausdrücklich feststellen, dass ihr Wille zum Beitritt bestehen bleibe.

Was die Solidarität der Neutralen betreffe, sei es gut gewesen, dass die drei Neutralen trotz den unterschiedlichen Rechtsgrundlagen in den wesentlichen Punkten Übereinstimmung erzielt und ihr Vorgehen koordiniert hätten. Wenn nun die Österreicher ihren Weg selber gehen wollen, hätten wir wohl kaum Anlass ihren Schutzengel zu spielen. Es frage sich, ob man, wie dies übrigens der österreichische Botschafter<sup>7</sup> im Privatgespräch am Diplomatendiner angeregt habe, Österreich warnen sollte, was bei der internen Meinungsverschiedenheit

---

5. *Falsche Angabe im Original. Die Ministertagung in London fand am 28. Juni 1961 statt. Zum Wortlaut der anschliessend veröffentlichten Deklaration vgl. das Communiqué Ministerial meeting of the EFTA council, London, 27<sup>th</sup>–28<sup>th</sup> (Pledge of London) vom 28. Juni 1961 (DoDiS-30785).*

6. *Es handelt sich um die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Freihandels-Assoziation vom 5. Februar 1960, BBl, 1960, I, S. 841–1104.*

7. *J. G. Tursky.*

in der Regierung kaum Erfolg haben dürfte. Auch Herr Kreisky habe jetzt mit Sondierungen begonnen, ob ein Einzelgang Aussichten hätte. Es sei zu hoffen, dass er die Antwort erhalte, dass dies aussichtslos sei. Keiner der 5 Länder der EWG, die der französischen Haltung entgegengetreten seien, könnten jetzt hier ein Entgegenkommen zeigen. Man werde die Neutralitätssolidaritätsfront weiter im Auge behalten, wenn wir auch nach dem Verhalten Österreichs nicht mehr gebunden seien.

Die Erklärung von London erachte er bei der ganzen Sachlage nicht mehr als verbindlich. Sie habe tatsächlich eine Umkehrung erfahren und sei rechtlich nicht mehr wirksam. Man müsse sich auf eine lange Wartefrist gefasst machen und zunächst einmal abwarten, bis die «Kennedyrunde» durch sei (s. Schreiben von Herrn Schaffner)<sup>8</sup>. England hätte an eine neue Fassung der Solidaritätserklärung gedacht. Die 7 EFTA-Länder könnten sich über das Fortbestehen der Solidarität verständigen. Man müsse abwarten, wie England seinen Weg finden werde. Macmillan sei in einer äusserst schwierigen Lage. Bisher habe sich im Verhältnis England-EWG nichts herauskristallisiert.

Was eine Ausdehnung der EFTA betreffe, teile er grundsätzlich die von Herrn Schaffner in seinem Bericht vom 7. Februar vertretene Meinung. Eine Ausdehnung der EFTA auf den Commonwealth und die USA müsste wohl zu einem Bruche zwischen EWG und EFTA führen.

*Herr Chaudet* teilt ebenfalls die Auffassung, dass von den drei theoretischen Möglichkeiten nur die eine in Frage komme, nämlich abzuwarten und weiter Kandidat zu bleiben. Mit einer Aktivierung unseres Assoziationswunsches würden wir uns nur lächerlich machen, bei einem Rückzug unserer Erklärung würde der Eindruck erweckt, dass wir nicht wissen was wir wollen. Die EWG bestehe fort und funktioniere. Ein Rückzug würde auch wie eine Unterstützung Englands wirken. Das ganze Problem müsste man in die gesamte internationale Lage stellen, wo die Spannungszeichen überall zunehmen. In solchen Lagen sollten wir ruhig bleiben und nicht noch Öl ins Feuer giessen. Wir sollten deshalb in der EFTA weitermachen und daraus das bestmögliche Resultat ziehen.

*Herr Schaffner* stimmt den Ausführungen von Herrn Wahlen in allen Teilen zu und erklärt sich vor allem dafür dankbar, dass Herr Wahlen die EWG-Politik als die einzig mögliche bezeichnet habe. Man hätte überhaupt nie die Alternative eines andern Weges gehabt und man braucht sich daher nicht einmal etwas einzubilden, dass man den richtigen Weg gegangen sei. Herr Schaffner weist dies an Hand der Entwicklung nach. Als sich seinerzeit herauskristallisiert hätte, dass eine europäische Freihandelszone verwirklicht werden könnte, sei durch den Coup von Herrn Soustelle<sup>9</sup> das Erreichte genau so torpediert worden, wie dies heute bei der EWG der Fall sei. Herr Schaffner habe noch als Chef der Handelsabteilung, nach dem Scheitern der Freihandelszone, im

---

8. Vgl. Anm. 3.

9. Es handelt sich um die Rede, die J. Soustelle, ehemaliger Generalgouverneur in Algerien und französischer Informationsminister in der dritten Regierung de Gaulle (1. Juni 1958–8. Januar 1959), am 14. November 1958 im Namen der französischen Regierung gehalten hatte. Die Verhandlungen zum Aufbau einer grossen Freihandelszone in Europa waren durch diese Rede abgebrochen worden. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 47 (DoDiS-15943).

Auftrage des Bundesrates sondiert, wie es mit einer bilateralen Assoziation stünde. Die Antwort hätte gelaute, der Augenblick wäre nicht günstig. Man könne nicht der kleinen Schweiz eine solche Ausnahmestellung geben, bevor nicht die andern in Aussicht genommenen Staaten dabei wären als Vollmitglieder. Nachher habe man den Weg über die EFTA versucht und England vorausgeschickt. Im Momente des in Aussicht stehenden Erfolges sei wieder ein französisches Veto gekommen, das vom Januar 1963.

Man dürfe sich jetzt nicht so verhalten, dass uns die alte Stellungnahme für England ausgelegt werden könne. Deshalb wäre es falsch, das Gesuch zurückzuziehen. Wir sollten der Sache den Lauf lassen. Mit einer Einladung der EWG werde man nicht rechnen müssen. Die zuständige Kommission hätte übrigens dem EWG-Parlament einen Bericht erstattet über die Assoziationsmöglichkeit der Neutralen. Diese Grundlage sei sehr schlecht. Kreisky sei von den Franzosen vollständig abgewiesen worden. Man dürfe den innenpolitischen Sorgen Österreichs keine zu grosse Bedeutung beimessen. Der Alleingang werde zu keinem Ziel führen. Was das englische Versprechen anbelange, hätten wir allen Grund zu wünschen, dass es nicht geändert werde.

Es sei interessant festzustellen, wie man im Norden reagiere. Die grossen sozialdemokratischen Parteien hätten grosse Aufrufe gemacht, dass es jetzt vor allem darauf ankomme, konkurrenzfähig zu bleiben. Auch in England erkläre man, dass die Angelegenheit so lange dauern werde, dass man die Konkurrenzfähigkeit erhalten müsse. Auch die Schweiz müsse jetzt das eigene Haus in Ordnung halten. Die Ungewissheit der weiteren Entwicklung der Integration bringe es mit sich, dass die Investitionstätigkeit nachlasse und dass Unternehmen wie Sulzer Arbeiter entlasse und Brown Boveri ebenfalls an Abbau denke. Wir würden<sup>10</sup> durch die Diskriminierung einen zunehmenden Druck auf die Exportkonjunktur erleben, und müssten nun auch die innere Disziplin fördern, um konkurrenzfähig bleiben zu können.

*Herr Bonvin* stellt ebenfalls fest, dass die Ereignisse die Richtigkeit der Politik der Schweiz bewiesen hätten. Auf der wirtschaftlichen Ebene gehe die Gemeinschaft weiter. Die politische Gemeinschaft sei durch die Franzosen zerstört worden. Weil wir nur die wirtschaftliche Gemeinschaft wünschen, müssten wir in der EFTA weiter machen und schauen, dass die EFTA aufrecht erhalten bleibe, sodass wir trotz der politischen Schwierigkeiten weiter leben können. Wir sollten fortfahren unsere Unternehmen zu ermuntern, ihre Konkurrenzfähigkeit zu erhöhen und Erscheinungen wie sie sich im Tabakgeschäft zeigen, entgegenzutreten.

Der *Herr Bundespräsident*<sup>11</sup> bemerkt, dass man die hypothetische Frage stellen könnte, in welche Situation wir kämen, wenn uns die EWG mitteilen würde, wir wären bei ihr willkommen? Das wäre für uns das Nachteilhaftigste. Aus der Antwort auf diese hypothetische Frage ergebe sich der Hinweis auf unser Verhalten. Ein Alleingang käme nicht in Frage, auch wenn man uns grösste Avancen machen würde. Unser Gesuch solle aufrecht erhalten blei-

---

10. *Gestrichen*: bald eine Abkühlung der Konjunktur erleben.

11. *W. Spühler*.



ben. Es würde aber wohl nichts schaden, wenn die EFTA-Ministerkonferenz ausdrücklich zum Schlusse käme, dass die Gesuche aufrecht erhalten bleiben, dass aber für den Augenblick die Aufnahme in die EWG illusorisch geworden sei. Die Voraussetzungen seitens der EFTA-Länder seien noch die gleichen, doch bestehe keine praktische Möglichkeit der Verwirklichung.

Man bleibe nach wie vor im Wartezimmer, als was die EFTA von Anfang an aufgefasst worden sei. Man sollte aber dieses Wartezimmer etwas komfortabler ausbauen, indem man die EFTA aktiviere. Je stärker die Gruppe der EFTA sei, desto stärker stehe sie auch gegenüber der EWG da. Im Zollabbau sollte die EFTA mit der EWG Schritt halten.

Eine neue Solidaritätserklärung erachtet der Sprechende als nicht tunlich, dagegen wäre es nützlich, das gute Zusammenhalten zu proklamieren und die Sondierungen einzelner EFTA-Länder nicht als Schwächung der EFTA erscheinen zu lassen.

Der USA sollte begreiflich gemacht werden, dass es in Europa noch etwas anderes gebe als die EWG. Man sollte ihr auch begreiflich machen, warum wir in einem solchen Gebilde nicht als Vollmitglied mitmachen könnten. Das Gespräch mit den USA wäre zu intensivieren.

Die Entwicklungsländer würden in Opposition gedrängt zur EWG. Auch hier müssten wir gegenüber den Entwicklungsländern mit der EWG gleichziehen.

*Herr Wahlen* erinnert daran, dass unsere Ausfuhr folgende Verteilung aufweise: nach Übersee, 23%. Diese Exporte seien nur ausdehnungsfähig, wenn wir sie selbst vorfinanzieren; nach Europa, 67%. Nach USA, 10%. Es ergebe sich daraus, dass wir in erster Linie auf Europa angewiesen seien. Deshalb solle die EFTA die Aufgabe eines Verständigungsinstrumentes beibehalten.

Nach dieser Aussprache heisst der Rat den gemeinsamen Bericht des EPD und des EVD einstimmig gut.

[...] <sup>12</sup>

---

12. *Folgende Traktanden*: Umfrage, Einladung Indien, Einladung an die Gemeindepräsidenten der Franches Montagnes, Lage in Irak, Besoldungen und Ruhegehälter der Bundesräte, Konferenz von leitenden Funktionären der politischen Polizei der Kantone mit der Bundespolizei, Knabenmusiktreffen in Chur, Urlaub des Herrn Bundespräsidenten, Protokoll der letzten Sitzung.

## 132

E 7110(-)1974/31/135

[DoDiS-30376]

*L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard,  
au Directeur de la Division du commerce  
du Département de l'Economie publique, E. Stopper*

ACCORD COMMERCIAL ALGÉRO-SUISSE<sup>1</sup>

L MD

Alger, 12 février 1963

Faisant suite à notre échange de messages rapides concernant la réglementation future des relations commerciales algéro-suisse<sup>2</sup>, j'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit:

Dès réception de votre communication, j'ai demandé une entrevue à M. Khobzi, Ministre du commerce, qui a paru surpris par l'information que vous avait fournie le Quai Branly<sup>3</sup>. Selon lui, la délégation algérienne était uniquement compétente pour discuter de la réglementation des échanges avec la France. A en croire cependant un collaborateur du Ministère des Affaires étrangères, il semblerait que la délégation française ait bel et bien soulevé la question d'un maintien du statu quo à la suite de votre proposition de réduire le contingent d'importation de vins français de la quantité généralement importée d'Algérie. Les Algériens auraient alors fait savoir à leurs interlocuteurs français qu'en attendant la conclusion d'un accord algéro-suisse, ils ne voyaient pas d'inconvénient à ce que nos échanges se déroulent provisoirement selon le système en vigueur jusqu'au 31 décembre dernier.

Quoi qu'il en soit, selon M. Khobzi il serait nécessaire de convenir bilatéralement d'une base contractuelle nouvelle pour les échanges algéro-suisse. Le nouveau tarif douanier algérien et les dispositions modifiant le régime actuel des importations seront publiés, sauf imprévu, à la fin de ce mois. Sitôt après, M. Khobzi estime que des contacts pourraient s'établir utilement entre l'Ambassade et la Direction du commerce extérieur en vue de «déblayer le terrain préalablement à l'envoi d'une délégation suisse».

Compte tenu de ce qui précède, il s'agit maintenant de fixer le cadre des négociations à venir. A mon avis, on peut envisager deux possibilités; mes préférences personnelles vont à la première d'entre elles sous certaines conditions.

---

1. *Au sujet de l'accord commercial entre la Suisse et l'Algérie, cf. Nos 134, 135, 159 et 184 dans le présent volume. Cf. aussi la note Visite chez M. Lakhdari, Directeur de la Division Europe-Amérique au Ministère des Affaires étrangères de D. Kappeler à S. Marcuard du 11 février 1963 (DoDiS-30374), le PVCF N° 910 du 10 mai 1963 (DoDiS-30403), le PVCF N° 1407 du 19 juillet 1963 (DoDiS-30416) ou la lettre de Marcuard à E. Stopper du 11 octobre 1963 (DoDiS-30408).*

2. *Cf. les télégrammes échangés entre Marcuard et la Division du commerce du Département de l'économie publique le 6 et 7 février, non reproduits.*

3. *Ministère français du Commerce extérieur.*

1. Comme vous l'avez déjà fait avec d'autres pays nouvellement indépendants<sup>4</sup>, nous pourrions tenter de conclure d'emblée un accord tripartite portant sur les échanges commerciaux, la coopération économique et technique et la protection des investissements. D'une manière toute générale, on peut en effet penser que mieux vaut battre le fer pendant qu'il est chaud; or, nous disposons pour le moment d'un «good will» qu'il paraît indiqué d'utiliser. En outre, on appréciera certainement du côté algérien le fait que nous soyons prêts à négocier rapidement un accord d'ensemble. On peut craindre que, plus tard, des accords plus avantageux ayant été conclus, nous présentions moins d'intérêt pour nos interlocuteurs et que si nous nous montrons des partenaires un peu difficiles les Algériens le ressentent davantage. Enfin, grâce à notre position relativement forte dans le secteur commercial, nous pourrions espérer obtenir quelques avantages, même dans le domaine de la protection des investissements où nous n'offrirons certainement pas grand-chose.

L'accord tripartite que nous devrions nous efforcer de conclure devrait être toutefois plus précis que l'accord passé entre la Suisse et la Tunisie<sup>5</sup>, et cela notamment dans le domaine de la coopération technique et celui des investissements de capitaux.

2. Nous pourrions essayer de proposer la conclusion d'un accord commercial provisoire, renouvelable si nécessaire à la fin de l'année et renoncer pour le moment à négocier dans le domaine de l'assistance technique et des investissements. Cette façon de faire nous permettrait d'attendre les élections prévues pour l'été et la mise en place d'un nouveau Gouvernement. Nous aurions la possibilité de surveiller l'application pratique du code des investissements, dont la publication prochaine est annoncée, et de faire un certain nombre d'expériences pratiques dans le secteur de l'assistance technique. Etant donné le calendrier politique de l'année, une négociation d'ensemble ne pourrait toutefois avoir vraisemblablement lieu dans cette dernière hypothèse qu'au début de 1964, le nouveau Gouvernement ayant besoin de quelque temps pour se mettre au courant des affaires.

C'est avec intérêt que je prendrai connaissance de votre point de vue au sujet de ce qui précède; je vous saurais gré notamment de me dire si vous m'autorisez à prendre les contacts proposés avec la Direction du commerce extérieur.

Copie de cette lettre est transmise à la Division des Affaires politiques du Département politique fédéral<sup>6</sup> et au Délégué à la coopération technique à Berne<sup>7</sup>.

---

4. *Des accords ont été conclus, jusqu'à ce moment, avec la Tunisie, cf. Nos 5 et 28 dans le présent volume, avec le Niger, cf. N° 59 dans le présent volume, avec la Guinée, cf. N° 47 dans le présent volume, avec la Côte d'Ivoire, cf. le PVCF N° 911 du 15 mai 1962 (DoDiS-30609), avec le Sénégal, cf. la lettre de J.-J. de Tribolet à P. Micheli du 7 mai 1963 (DoDiS-30616), avec le Congo-Brazzaville, cf. das Abkommen über den Handelsverkehr, den Investitionsschutz und die technische Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Kongo-Brazzaville, BBl, 1963, I, S. 236-239, et avec le Cameroun, cf. N° 119 dans le présent volume.*

5. *Sur l'accord entre la Suisse et la Tunisie, cf. note précédente.*

6. Cf. E 2001(E)1976/17/265.

7. Cf. E 2003-03(-)1976/44/156.

## 133

E 4001(D)1973/125/43

[DoDiS-30249]

*Interne Notiz des Justiz- und Polizeidepartements<sup>1</sup>**BETR. AUSLANDVERBINDUNGEN DER BUNDESPOLIZEI<sup>2</sup>*

Persönlich

Bern, 13. Februar 1963

1. Beiliegend erlaube ich mir, Ihnen die auf Ende 1962 erstellte Statistik über den Auslandsverkehr des Kommissariates IV der Bundespolizei zur Kenntnisnahme zuzustellen<sup>3</sup>.

2. Mit Genugtuung kann festgestellt werden, dass die Meldungen aus dem Ausland immer mehr zu den ergiebigsten Quellen unserer Erkenntnisse und zu den wichtigsten Hilfsmitteln für unsere Tätigkeit im Interesse des Staatsschutzes werden. Ich darf in diesem Zusammenhang insbesondere auf die Fälle Gonda (Cattin)<sup>4</sup> und Borovicka<sup>5</sup> erinnern – Fälle, die wir dank den Meldungen aus ausländischen Quellen entdecken konnten. Die Verbindungen mit dem Ausland basieren zum grössten Teil auf der persönlichen Bekanntschaft zwischen den Leitern der ausländischen Abwehrdienste und dem Unterzeichneten. Das ergibt sich aus der Eigenart der behandelten Materie. Deshalb sind periodische persönliche Kontakte unerlässlich. Meistens kommen die Ausländer in die Schweiz, um uns in Bern zu besuchen. Zu wiederholten Malen wurde ich jedoch zu Gegenbesuchen eingeladen. Bis jetzt habe ich dies mit Ausnahme von Köln immer abgelehnt. Es scheint mir jedoch der Zeitpunkt gekommen zu sein, da ich diese Einladungen nicht mehr zurückweisen kann. Dies nicht nur aus diplomatischer Höflichkeit, sondern im Interesse der gemeinsamen Anstrengungen. Ich kann nämlich an Ort und Stelle im Ausland verschiedene Erkenntnisse erhalten, die für unsere Arbeit wertvoll sind (gemeinsame Aussprachen, Polizeiorganisation, Modus operandi, Archive etc.). Aus diesem Grunde bitte ich Sie höflich um generelle Genehmigung, solche Einladungen anzunehmen. Selbstverständlich werde ich mir erlauben, Sie im einzelnen Fall zu orientieren und Ihre besondere Genehmigung einzuholen.

Nun habe ich kürzlich eine Einladung erhalten des Generaldirektors der französischen Polizei (Directeur général de la Sûreté nationale). Herr Generaldirektor Maurice Grimaud bittet mich, Ende April/anfangs Mai dieses Jahres seine Dienste in Paris zu besuchen. Ich wäre Ihnen sehr verbunden, wenn Sie mir die Bewilligung erteilen würden der Einladung Folge zu leisten; der Aufenthalt in Paris würde 3–4 Tage dauern. Diese Zusammenkunft in Paris hätte zudem den Vorteil, dass ich – wie dies schon längere Zeit mein Wunsch ist – nach geeigneten Referenten Ausschau halten könnte, die zu gegebener

---

1. Diese Notiz wurde von A. Amstein unterzeichnet und war an L. von Moos gerichtet.

2. Vgl. auch Nr. 99, Anm. 5, in diesem Band.

3. Nicht abgedruckt.

4. F. Cattin, alias V. Gonda. Vgl. das BR-Prot. Nr. 826 vom 1. Mai 1962, E 1004.1(-)/1/661.1.

5. Vgl. das BR-Prot. Nr. 1756 vom 13. September 1961, E 1004.1(-)/1/653.2.

Zeit in der Schweiz referieren könnten, beispielsweise über die Kommunistische Partei Frankreichs und ihre Auswirkungen oder über die Erfahrungen der Franzosen in der Abwehr fremder Nachrichtendienste.

Darf ich um Ihre Einwilligung bitten.

Dieses Schreiben erfolgt im Einverständnis mit dem Herrn Bundesanwalt<sup>6</sup>.

---

6. H. Fürst.

### 134

E 2001(E)1976/17/265

[DoDiS-30378]

*Le Vice-Directeur de la Division du commerce  
du Département de l'Economie publique, E. Moser,  
au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
P. Micheli<sup>1</sup>*

L<sup>2</sup>

Berne, 15 février 1963<sup>3</sup>

Vous savez sans doute que l'avenir de nos relations économiques avec l'Algérie constitue à l'heure qu'il est une inconnue en raison de l'attitude divergente qu'ont adoptée les Gouvernements français et algérien à ce sujet<sup>4</sup>. D'un côté, les autorités françaises préconisent la reconduction pure et simple du régime en vigueur jusqu'à fin 1962, soit l'intégration des rapports algéro-suisse dans le cadre de l'accord franco-suisse en cours de renouvellement pour l'année 1963. De l'autre côté, le Gouvernement algérien, tout au moins le Ministère du Commerce, a fait savoir à notre Ambassade à Alger qu'il entendait régler bilatéralement toutes les relations économiques avec les pays tiers. Cela signifierait donc que, contrairement à ce qu'affirment les Français, les Algériens ne sont pas disposés à déléguer les compétences à la France pour assurer leurs rapports économiques avec la Suisse. Devant ces informations contradictoires, Paris nous affirmant que le Ministère des Affaires étrangères algérien l'a autorisé à négocier avec la Suisse, nous ignorons quelle solution sera finalement retenue.

---

1. Une copie de cette lettre est envoyée à l'Ambassade de Suisse à Alger.

2. Deux feuillets sont agrafés à cette lettre; l'un de E. Messmer à R. Probst: Siehe unsere Notiz v. 26. 2. 63, l'autre de Probst à Herren Dr. Hess / Geiser. Ich weiss nicht, auf welche Notiz sich Herr Messmer bezieht. Mit separaten Verträgen vollauf einverstanden. Glaube aber nach wie vor, dass die Verträge simultan geschlossen werden sollten, nicht jene, die den Algeriern etwas geben, zuvor, und die, mit denen wir etwas haben möchten (Investitionsschutz!) nachher; sonst sehen wir die letzteren nie.

3. *Annotation manuscrite en marge*: Lindt Betreffs Technischer Zusammenarbeit ziehe ich separaten Abschluss vor. Vertrag sollte auch auf substantielle Fragen eintreten.

4. *Sur les négociations économiques avec l'Algérie, cf. N° 132 dans le présent volume.*

Afin d'être prêts à toute éventualité, à celle d'une négociation bilatérale également, nous avons prié le Vorort et l'Union suisse des paysans de nous faire part de leur point de vue et de leurs suggestions. Nous estimons en effet qu'au cas où la solution française serait abandonnée, il conviendrait de ne pas trop attendre pour entamer des pourparlers commerciaux directs avec Alger.

La question se pose maintenant de savoir quelle ampleur donner à ces négociations éventuelles. Convient-il de les limiter aux seules questions commerciales, ou est-il au contraire préférable de les étendre notamment au domaine des investissements et de la coopération technique, comme nous l'avons fait avec la Tunisie<sup>5</sup>, par exemple?

Nous pensons, quant à nous, que si négociation il y a, il vaudrait mieux la faire porter sur tous les domaines où nous avons des intérêts à défendre et des offres de collaboration à faire et ceci pour deux raisons<sup>6</sup>:

1. En liant les différents éléments de nos rapports avec l'Algérie, nous pensons pouvoir parvenir à un meilleur résultat qu'en procédant en ordre dispersé et différé. En faisant des concessions dans certains domaines, nous estimons pouvoir en obtenir davantage dans d'autres.

2. Le «good-will» dont jouit notre pays auprès de l'équipe dirigeante de l'Algérie mérite d'être exploité avant que l'ingratitude, ou simplement l'oubli, ne le réduise à des proportions insignifiantes.

Nous sommes également d'avis que même si la conclusion d'un accord commercial avec l'Algérie était remise à plus tard, il conviendrait d'étudier sérieusement s'il ne serait pas opportun de négocier sans plus attendre des accords de protection des investissements et de coopération technique et scientifique<sup>7</sup>. Les intérêts suisses engagés en Algérie, que ce soit sous forme d'investissement de sociétés suisses, ou sous forme de biens détenus par des compatriotes, sont relativement importants, méritent qu'on s'inquiète de leur sort et qu'on fasse tout pour les soustraire à l'appétit naissant des nationalistes algériens.

Aussi vous saurions-nous gré de bien vouloir examiner cette question et de nous faire part des vos remarques<sup>8</sup>.

5. *Sur l'accord entre la Suisse et la Tunisie, cf. N° 5, note 4, dans le présent volume.*

6. *Annotation manuscrite en marge de A. Geiser: à mon avis, oui.*

7. *Annotation manuscrite en marge de Geiser: en principe, oui – mais alors lier ces deux affaires – en d'autres termes: ne pas négocier le n° 2 [coopération technique] sans le n° 1 [protection des investissements].*

8. *Pour la réponse de la Division des Affaires politiques du Département politique, cf. la lettre Eventuelles négociations économiques avec l'Algérie de P. Micheli à E. Stopper du 5 mars 1963, E 7110(-)1974/31/135.*

## 135

E 7110(-)1974/31/100  
[DoDiS-30705]

*Le Délégué aux accords commerciaux, O. Long, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper*<sup>1</sup>

## NÉGOCIATIONS FRANCE

N

Genève, 15 février 1963

J'ai poursuivi, les 13 et 14 février, mes démarches à Paris en vue du renouvellement de l'accord commercial avec la France<sup>2</sup>.

L'Algérie reste la pierre d'achoppement. En effet, on m'a déclaré au Ministère des Affaires étrangères comme à celui des affaires économiques que l'on avait convaincu la délégation algérienne qui était récemment à Paris, qu'il était de l'intérêt de l'Algérie de continuer à commercialiser ses produits (c'est-à-dire son vin) par l'intermédiaire de la France. Dans ces conditions, selon Paris, les Algériens seraient d'accord que le contingent de vin ouvert par la Suisse à la France ne soit pas ventilé en 1963 et reste entièrement au bénéfice de la France.

Lorsque j'ai demandé à mon interlocuteur, le Directeur des accords commerciaux du Ministère des Affaires étrangères<sup>3</sup>, si je pourrais avoir une confirmation de cet assentiment algérien, signée par un ministre compétent, sa belle assurance s'est trouvée un peu ébranlée. Toutefois, on continue d'espérer à Paris que l'on aura d'ici très peu de jours la confirmation qu'Alger est d'accord de continuer à vendre en 1963 son vin par l'intermédiaire de la France.

Quels que soient nos doutes à cet égard, nous sommes donc obligés de patienter encore. Cela est d'ailleurs nécessaire pour faire échec à la tactique française qui consiste à nous amener à préciser, à l'égard des Algériens, ce qui en fait semble peu clair encore sur le plan franco-algérien. De cette façon, si Alger n'était pas aussi convaincu qu'on veut bien l'affirmer à Paris de son intérêt à commercer en 1963 par l'intermédiaire de la France, nous aurions à subir les effets de la mauvaise humeur algérienne tandis que nos voisins français garderaient la totalité de leur contingent de vin.

Afin de nous permettre d'attendre encore patiemment, j'ai obtenu à titre d'acompte sur l'exercice 1963 l'ouverture pour la durée d'un trimestre de la totalité des contingents existant encore à l'importation en France.

La négociation continue<sup>4</sup>.

1. Une copie de cette note est envoyée à P. Micheli, à H. Homberger et à R. Hartmann.

2. Il s'agit de l'Accord commercial entre la Suisse et la France, conclu le 29 octobre 1955, cf. RO, 1955, pp. 1092-1111. Cf. aussi DDS, vol. 20, N° 16 (DoDiS-11514) et N° 119 dans le présent volume.

3. C. de Margerie.

4. En mars, la négociation aboutit sur la prorogation d'un an de l'accord commercial franco-suisse de 1955, cf. la lettre de W. Senger à E. Stopper du 9 avril 1963 (DoDiS-30704).

## 136

E 2804(-)1971/2/29  
[DoDiS-30328]

*Procès verbal de la séance de la commission  
des Affaires étrangères du Conseil national*

PV Confidentiel

[Berne, 21 février 1963]

[...]¹

*1. Orientierendes Referat von Herrn Bundesrat Wahlen über die internationale Lage*

*Herr Wahlen* schildert die Wandlungen, welche in den letzten Monaten in den internationalen Beziehungen eingetreten sind. Insbesondere kommt er auf die Lage zu sprechen, die durch den Abbruch der britischen Verhandlungen über den Beitritt in die EWG entstanden ist, und schildert die Ergebnisse der Ministerkonferenz der EFTA-Staaten in Genf².

*Herr Bretscher* fragt, wie es mit dem schweizerischen Assoziationsgesuch stehe und was wir in dem allerdings unwahrscheinlichen Falle tun würden, dass die EWG uns zur Aufnahme von Assoziationsverhandlungen auffordert. Er möchte ferner gerne wissen, ob eine Erklärung des Bundesrates in der Märzsession veranlasst werden soll.

*Herr Furrer* weist auf die Bedeutung des Verhältnisses China-Russland hin. Wenn es so weiter geht, wird eine Spaltung der beiden eintreten. China ist die viel grössere Gefahr für uns als Russland. Herr Furrer verweist auf das Buch von Lucien Bodard «Alpdruck China», das einen niederschmetternden Eindruck hinterlässt. Wir werden in China nicht als neutral betrachtet, sondern als Angehöriger des kapitalistischen Lagers. Es scheint, dass sich die fremden Botschaften in Peking grosse Demütigungen gefallen lassen müssen.

*Herr Wick*: Unsere Lage ist nicht schlechter nach dem 14. Januar³ als vorher. In gewissen Kreisen hat man sogar aufgeatmet. Die europäische Integration hatte eine Richtung genommen, in der die Grossmächte eine zu grosse Rolle spielten. Der Rückschlag hat sein Gutes. Das Bewusstsein, dass man die Entwicklung nicht forcieren kann, ist gestärkt worden. Wir sollten in unsern Integrationsbemühungen nicht nachlassen. Wir können sie heute mit weniger Gefahr betreiben.

---

1. Cette séance est présidée par le Conseiller national W. Bretscher. Sont présents les conseillers nationaux suivants: G. Borel, E. Bösch, H. Konzett, A. Furrer, W. von Greyerz, H. Monfrini, H. Schuler, K. Wick. Excusés: A. Borel, E. Franzoni, A. Schaller. F. T. Wahlen est également présent. Le Procès-verbal de la séance est élaboré par R. Pestalozzi. La séance débute à 15 h 15.

2. A ce sujet, cf. Nos 130 et 131 dans le présent volume.

3. A cette date, le Président Ch. de Gaulle déclare son opposition à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Cf. Nos 123 et 125 dans le présent volume.



*Monsieur G. Borel:* Les événements de Bruxelles ont soulevé de vives discussions à Genève même en dehors des milieux économiques. Une prise de position par le Conseil fédéral serait fort désirable. M. Borel préconise la promotion d'organisations telles que GATT et OECD qui ont une vocation étendue et qui ne limitent pas l'indépendance de leurs membres. Elles devraient également ouvrir leurs portes aux pays de l'Est si ceux-ci désirent sincèrement la coexistence. La CEE vise trop la création d'un nouvel Etat. Une intégration plus lente, mais fondée sur une plus large base est préférable. A l'instar de Trotsky, les Chinois essaient de sortir de leurs difficultés en forçant l'expansion du système. Les Russes tendent à se limiter à ce qui est réalisable (à l'instar de Staline). La paix est le mieux servie par une politique de coordination économique libérale et générale. Il faut y collaborer activement et ne pas assumer une position d'attente.

*Monsieur Monfrini:* L'attitude de l'actuel Gouvernement français n'a pas fondamentalement modifié le problème de notre association à la CEE. Nous pouvons considérer notre demande d'association<sup>4</sup> comme suspendue du fait de l'échec des pourparlers britanniques, car nous ne voulions jamais aller plus loin que la Grande-Bretagne. L'intégration européenne a subi un ralentissement, un arrêt temporaire. Il n'est pas nécessaire de retirer la demande d'association. L'AELE gagne en importance comme instrument d'un développement parallèle à celui de la CEE destiné à faciliter la synthèse qui doit se faire un jour. Monsieur Monfrini désire obtenir la confirmation que c'est bien ce but que vise l'AELE.

*Herr Schuler:* Wir können leider nicht sicher sein, dass es sich nur um einen vorübergehenden Rückschlag handelt. Wir haben in der Integrationsfrage eine doppelte Seele. Wir wünschen einerseits der Integrationsidee Erfolg, andererseits wollen wir unsere Selbständigkeit möglichst wenig beeinträchtigen lassen. Ein Rückzug des Assoziationsgesuchs ist nicht nötig. Werden wir zur Aufnahme der Verhandlungen aufgefordert, so können wir annehmen, sollten aber die Verhandlungen mit Zurückhaltung führen. Eine Erklärung im Parlament im jetzigen Zeitpunkt hält Herr Schuler nicht für opportun. Man kann nichts Neues sagen, ohne sich vorzeitig festzulegen. Die Frage einer parlamentarischen Intervention könnte vor der Junisession wieder geprüft werden. Trifft es zu, dass die Schweiz in Genf auf ein verschärftes Tempo in der Entwicklung der EFTA gedrängt hat?

*Herr von Greyerz:* Das Nein de Gaulle's hat einen beträchtlichen Einfluss auf die Integrationsfreudigkeit der Schweizer gehabt. Freilich wuchs schon vorher die kritische Stimmung gegen die Assoziation. Heute ist die Ansicht weit verbreitet, die Assoziation sei gegenstandslos geworden. Bei dieser Lage wäre es unmöglich, sich in Assoziationsverhandlungen einzulassen. Während der britischen Verhandlungen wurde ein Absprung Grossbritanniens von der EFTA befürchtet. Es wäre merkwürdig, wenn wir nun unsererseits einen solchen Absprung versuchen sollten. Im Moment können wir nicht viel mehr tun, als unser Gesuch anhängig zu lassen und keinerlei auffällige Schritte zu unternehmen.

---

4. Cf. Nos 32 et 34 dans le présent volume.

*Herr Conzett:* Die Londoner Solidaritätserklärung von 1961<sup>5</sup> besteht noch zu Recht. Man müsste deshalb bei Verhandlungen die Berücksichtigung der Interessen der andern EFTA-Partner vorbehalten.

*Monsieur G. Borel:* Notre demande d'association est sans actualité. Il ne faudrait pas se borner à activer l'AELE, mais revenir à des notions plus universelles, favoriser des organisations qui ne sont pas exclusives. Une déclaration du Conseil fédéral devant le parlement serait utile en vue des élections, car la question ne devrait pas nous diviser à ce moment là. Il faudrait tâcher de maintenir l'unité de nos vues telle qu'elle existait lors de la déclaration du 24 septembre 1962<sup>6</sup>.

*Herr Bretscher* würde nicht sagen, dass die Situation für uns heute besser ist als vor der Pressekonferenz de Gaulle's, sie ist aber klarer. Man sieht heute die harten Realitäten besser. Die Situation, vor der wir stehen, ist nicht mehr dieselbe wie im Augenblick der Einreichung unseres Gesuches um Aufnahme von Assoziationsverhandlungen. In der öffentlichen Meinung ist eine gewisse Unsicherheit festzustellen, gehen doch die Ansichten vom Rückzug des Assoziationsgesuchs bis zu dessen aktiver Weiterbetreibung. Herr Bretscher ist auch der Auffassung, dass uns die EFTA-Solidaritätserklärung noch immer bindet. Die Aufforderung zur Aufnahme von Verhandlungen würde uns vor einen heiklen Entscheid stellen.

*Herr Wahlen:* Die Auffassung, dass das Assoziationsgesuch hinfällig geworden sei, ist nicht richtig. Die Engländer haben nicht einen Abbruch der Verhandlungen hingenommen, sondern nur einen Unterbruch. Es wäre ein Fehler, das Gesuch zurückzuziehen, Wir müssen für unser Verhältnis zur EWG eine Lösung finden und das Gesuch ist ein Anknüpfungspunkt, auch wenn es nicht in der Form behandelt werden sollte, die wir uns vorstellten. Das Integrationsklima hat sich in der Tat in der Schweiz verschlechtert. Die Gegner der Integration denken indessen die Probleme nicht zu Ende. Mit bilateralen Handelsverträgen kommen wir nicht weit, denn wir haben als Niedertarifland ohne Kontingente wenig Konzessionsmöglichkeiten, es sei denn auf dem Gebiete des Gewerbes, der Inlandindustrie und der Landwirtschaft. Wenn wir zur Aufnahme von Verhandlungen aufgefordert würden, wäre das nicht so schlimm. Wir müssten die Begründung unseres Gesuchs auf gewisse Arbeitshypothesen aufbauen, da die Grundlage des Gesuchs, Art. 238 des Römer Vertrags, von der EWG noch nicht ausgelegt wurde. Wir könnten entgegenen, dass wir zuerst wissen möchten, welches der Standpunkt der EWG zu unsern Arbeitshypothesen ist. Wir könnten auch nach den Absichten der EWG hinsichtlich der Regelung des Verhältnisses zu den andern EFTA-Staaten fragen und auf diese Weise den Ball zurückspielen.

Es ist für den Bundesrat schwierig, heute seinen Standpunkt in der Öffentlichkeit darzulegen. Wir müssen vermeiden, moralische Urteile abzugeben. Als Kleinstaat und neutraler Staat ist uns Zurückhaltung geboten.

---

5. Vgl. Nr. 4, Anm. 5, in diesem Band.

6. Vgl. Nr. 102 in diesem Band.

Wenn ein Gefühl der Erleichterung beim Abbruch der britischen Verhandlungen gerechtfertigt war, so deshalb, weil Grossbritannien bei Fortgang der Verhandlungen weitere grosse Konzessionen hätte machen müssen, die indirekt unsere eigenen Verhandlungen erschwert hatten, namentlich auf dem Landwirtschaftssektor. Der Abbruch der Verhandlungen hat eine klare Lage gebracht. Wir sind aber unserem Ziel, einer Integration nach unserem Muster, nicht näher gekommen. Ein föderatives, freiheitliches Europa ist ein hohes Ideal. Trotzdem dürfen wir ihm, angesichts der Unsicherheit seiner Verwirklichung auf absehbare Zeit hinaus, keine Opfer an wesentlichen Staatsgrundsätzen oder gar in der Einschränkung der Unabhängigkeit unseres Landes bringen. Es ist nicht leicht, über diese Dinge im Parlament zu sprechen, ohne einem Misstrauen Ausdruck zu geben, dass als an eine bestimmte Adresse gerichtet empfunden würde. Gewiss haben die Räte ein Recht auf Aufklärung über die Haltung des Bundesrates. Es gibt aber kaum Neues zu sagen. Die Stellungnahme vor dem Parlament müsste vorsichtig sein und könnte von manchen als übervorsichtig taxiert werden. Wollte man aber freimütiger sprechen, so würde man Anstoss erregen. Die EFTA ist heute so wenig wie je Selbstzweck. Ihre Tätigkeit ist auf Verständigung mit der EWG, aber auch mit den ausserhalb Europas stehenden Ländern gerichtet. Wir werden uns weiterhin um eine möglich breite Basis unserer aussenwirtschaftlichen Beziehungen bemühen. Auch die OECD hat in diesen Bemühungen ihren Platz, obwohl sie als atlantische Organisation uns als Neutralem gewisse Sorgen bereiten mag. Zum Verhältnis Russland-China: In Russland kommt eine neue Generation zum Zuge, für die die Revolution vorbei ist. Die Kritik an der Ära Stalin zeigt den Sowjetbürgern, dass die Partei nicht unfehlbar ist. Die gegenwärtige Entwicklung ist wohl nicht rückgängig zu machen, es sei denn durch ein neues Terrorregime. Herr Wahlen verweist auf das Buch von Klaus Mehnert «Peking und Moskau», das die Verhältnisse sehr objektiv schildert. Die gegenwärtige Spannung zwischen Russland und China kann zu einer endgültigen Spaltung führen, womit sich für Europa neue Perspektiven auftäten. Unsere Beziehungen zu China sind normal. Unsere Botschaft wird nicht diskriminiert. Sowohl in Russland wie in China ist der Nationalismus ein starker Faktor.

*Herr Bretscher* begreift die Hemmungen gegen eine Erklärung im Parlament. Da wir im Mai im Europarat anlässlich der ersten Sitzung, in welcher die Schweiz als Vollmitglied auftritt<sup>7</sup>, etwas sagen müssen über unsere integrationspolitische Haltung, könnte es indessen Kollegen geben, die sich daran stossen, dass man über diese Dinge nicht zuerst im eigenen Parlament spricht.

*Herr Wahlen* möchte sich nicht gegen eine Erklärung in der Märzsession aussprechen, bevor der Bundesrat die Frage erörtert hat und genau überlegt worden ist, was eventuell gesagt werden könnte.

*Herr Bretscher* zur Behandlung der Vorlage über den Europarat: Der Ständerat wird die Priorität haben. Herr Bretscher gedenkt deshalb die Kommission

---

7. Vgl. Nr. 120 in diesem Band.

(die vielleicht wieder durch weitere Mitglieder des Rats ergänzt werden wird) erst nach Beschlussfassung durch den Ständerat einzuberufen.

[...]⁸

---

8. La suite de la séance porte principalement sur la nomination de l'Ambassadeur de Suisse à Washington, A. R. Lindt, comme délégué du Conseil fédéral à l'aide technique et sur la nomination de l'ancien délégué du Conseil fédéral à l'aide technique, H. Keller, comme ambassadeur de Suisse à Pékin. Cf. le procès-verbal du 21 février 1963 (DoDiS-30328).

## 137

E 2003(A)1974/52/180

[DoDiS-30731]

*L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard,  
au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
P. Micheli*

### MISSION DU CICR EN ALGÉRIE

L MD Confidentiel

Alger, 26 février 1963

J'ai l'honneur de vous faire part des renseignements suivants sur la mission dont viennent de s'acquitter à Alger M. S. Gonard, ancien Commandant de Corps d'armée, Vice-Président du CICR, et M. J. de Heller. Cette délégation a quitté hier l'Algérie fort satisfaite des résultats obtenus.

En effet, à l'occasion de l'entretien que nos compatriotes eurent le 21 de ce mois avec le Président du Conseil des ministres, M. Ahmed Ben Bella réaffirma qu'il ferait tout son possible pour faciliter la tâche dont le CICR voulait bien se charger; il signa, séance tenante, le projet d'accord (cf. annexe<sup>1</sup>) préparé par le CICR et accéda sans hésitation à la demande formulée en fin d'audience par le Commandant de Corps Gonard, tendant à pouvoir visiter dès le lendemain la prison principale d'Alger à Maison-Carrée.

Le 22 février, les délégués du CICR retrouvèrent à la résidence pour dîner le Président du Conseil accompagné des ministres des Affaires étrangères<sup>2</sup>, de la Défense nationale<sup>3</sup>, de la Justice<sup>4</sup> et de la Santé<sup>5</sup>. L'Ambassadeur de France<sup>6</sup> et l'un de ses premiers collaborateurs étaient également présents. Avant l'arrivée du Président, M. S. Gonard demanda à M. Gorse si la France serait prête, en cas de besoin, à assurer la protection des harkis libérés, du lieu

---

1. Non reproduit.

2. M. Khemisti.

3. H. Boumédiène.

4. A. Ben Toumi.

5. M. S. Nakkache.

6. G. Gorse.

de leur détention jusqu'au port d'embarquement, et à prendre à sa charge les frais de transport de ces derniers (éventuellement de leurs familles) en France. Sans enthousiasme, M. Gorse répondit affirmativement.

Au cours de la soirée, une nouvelle suggestion fut faite à M. Ahmed Ben Bella; le Vice-Président du CICR proposa, en effet, de libérer immédiatement les harkis détenus à Maison-Carrée ayant moins de 20 ans ou plus de 60 ans. Alors que le Président du Conseil accueillait cette nouvelle requête avec faveur, les ministres de la justice et de la santé s'en montraient préoccupés, craignant que ces libérations soient suivies d'assassinats, ce que certains journaux ne manqueraient pas de présenter comme une nouvelle preuve de l'insécurité en Algérie. Quoiqu'il en soit, on décida que le CICR demanderait le lendemain aux détenus de Maison-Carrée, remplissant les conditions d'âge indiquées plus haut, s'ils désiraient bénéficier d'une mesure de faveur de ce genre. Selon le résultat de ce sondage, on étendrait ensuite la mesure en question à toutes les prisons d'Algérie. Pour Maison-Carrée seulement, il s'agit d'une centaine de harkis et pour le reste de l'Algérie de 500 à 600 détenus. A un moment donné, la conversation s'engagea sur Cuba; le Président du Conseil confirma l'existence entre lui et Fidel Castro de liens affectifs et sentimentaux mais précisa qu'il ne partageait pas les idées et conceptions politiques de ce dernier. Le Vice-Président du CICR ayant mentionné les difficultés auxquelles le Comité se heurtait à Cuba, M. Ben Bella, après avoir relevé que l'action du Comité dans ce pays serait bien nécessaire, déclara vouloir en parler au nouvel Ambassadeur de Cuba à Alger.

Les investigations faites le lendemain à Maison-Carrée permirent d'établir que tous les harkis désiraient être libérés et qu'ils estimaient pouvoir rentrer dans leurs villages sans danger.

Le lundi, le Vice-Président du Comité International de la Croix-Rouge et M. de Heller rentraient en Suisse pour faire rapport et organiser le travail qu'entreprendra ces prochains mois le CICR en Algérie. Le même soir, alors que le corps diplomatique présentait ses vœux au Président du Conseil à l'occasion des fêtes marquant la fin du Ramadan, M. Ahmed Ben Bella me dit combien il appréciait l'aide que lui donnait une œuvre suisse pour régler un problème particulièrement délicat; il était actuellement en train d'examiner les dossiers individuels des détenus susceptibles de bénéficier de la mesure de clémence envisagée avec le Commandant de Corps Gonard.

Quant à l'ampleur de la tâche future du CICR en Algérie, je me bornerai à relever que M. de Broglie remit au Comité lors de son passage à Genève une liste de 2000 personnes disparues postérieurement au 19 mars 1962; après un examen minutieux du CICR, cette liste, comportant de nombreuses erreurs, fut réduite à quelque 850 noms.

Quant aux harkis, il s'agirait, selon les estimations algériennes, de 2000 à 3000 détenus et, selon celles du CICR, de 5000 à 6000 personnes.

Le Vice-Président du CICR fut très favorablement impressionné par la manière d'être directe et franche du Président du Conseil. A ce sujet, je relaterai par exemple que M. Ahmed Ben Bella et ses collaborateurs se rendirent à mon invitation dans une seule voiture sans être accompagnés de motards ou d'agents de police. Cette simplicité toute démocratique me

frappe particulièrement si je me remémore les arrivées du Général Kassem<sup>7</sup> entouré d'une importante garde du corps civile et militaire.

---

7. Avant sa nomination à Alger, S. Marcuard a été en poste à Bagdad à partir d'avril 1959.

## 138

E 2001(E)1978/84/445  
[DoDiS-18891]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### NACH DEM ABSCHLUSS DES INTERHANDELKOMPROMISSES<sup>2</sup>

Bern, 7. März 1963

1. *Presse*. In den USA hat das Justizdepartement bereits am 3. März durch eine Pressekonferenz vom Kompromiss Kenntnis gegeben<sup>3</sup>. Das Communiqué der Interhandel erschien abredgemäß erst am 4. März<sup>4</sup>. Die beiden Darstellungen weichen in der Präsentation verständlicherweise von einander ab, besonders indem in den USA von einem Verkaufspreis von 200 Mio. \$ gesprochen wird, während Dr. Schaefer auch von 250 und 300 Mio. spricht. Wegen der fixen Abzüge verbessert sich das Verhältnis zu Gunsten Interhandel bei grösserem Erlös. Solange in der Schweiz (Montagsmorgen) nur die amerikanische Version bekannt war, zeigte sich eine gewisse Beunruhigung.

Die Zeitdifferenz in der Publikation mag Absicht gewesen sein, jedenfalls war sie sicher von gutem. Ein Überblick über die Presse zeigt, dass sich die Interhandlgegner in den USA (z. B. Senator Keating) gegen den Kompromiss als zu generös Sturm laufen. Gefährdet scheint die Vereinbarung aber nicht zu sein. Nach Genehmigung durch den Richter wird sie in Kraft treten.

In der Schweiz ist mit dem Erscheinen des kurzen, ruhigen und selbstbewussten Communiqués von Dr. Schaefer<sup>5</sup> eine allgemeine Beruhigung, geradezu Befriedigung zu konstatieren. Vereinzelt traditionelle Kämpfer schimpfen noch über die amerikanische Regierung; redaktionelle Artikel jedoch sind sachlich und nüchtern; man bereitet die Salonfähigkeit der Interhandel vor. Nicht der leiseste Vorwurf an die schweizerischen Behörden. Auch Dr. Schaefer kommt gut weg.

2. Dr. Schaefer bereitet nun die Generalversammlung der Interhandel vor, welche den Kompromiss genehmigen muss. Allgemein nimmt man an, dass dies geschehen wird.

---

1. Diese Notiz wurde von H. Hess verfasst und unterzeichnet und war an P. Micheli gerichtet.

2. Zur Interhandel-Affäre vgl. Nr. 16, Anm. 1, in diesem Band.

3. Vgl. die Beilage zum Schreiben von A. Zehnder an Micheli vom 5. März 1963, nicht abgedruckt.

4. Vgl. das Communiqué Interhandelsabkommen vom 4. März 1963 (DoDiS-18893).

5. Vgl. Anm. 4.

Dr. Schaefer sagte mir am 2. März, er sei mit dem Erfolg nicht ganz zufrieden, er habe den Kompromiss aber ohne weitere Verzögerung auch im Interesse der allgemeinen Beziehungen Schweiz-USA abgeschlossen. Dr. Schaefer mag dieses etwas fadenscheinige Argument auch an der Generalversammlung verwenden. Wie bei Dr. Schaefer's Brief an den Departementschef mit 2 Fassungen<sup>6</sup>, wovon die heftigere für amerikanische Ohren bestimmt war, werden wir ein Auge zudrücken können. Wir können nur zu froh sein, wenn Dr. Schaefer die richtige Taktik findet, um die letzten Klippen noch zu umschiffen.

Für die Bankgesellschaft und den dynamischen Dr. Schaefer war es zweifellos von grösster Bedeutung jetzt während der Hochkonjunktur die eingefrorenen Guthaben realisieren zu können. Die Interhandel mit einem Kapital von einigen 100 Mio. Fr. liquiden Mitteln ist für Dr. Schaefer ein gewaltiger Machtzuwachs. Jedenfalls Dr. Pfenninger, Generaldirektor des Bankvereins, den ich an seine ersten Kompromissversuche für Interhandel in Washington erinnerte, schien mir neben aller Bewunderung für das erfolgreiche Durchhalten Schaefer's auch etwas Neid zu spüren.

Gerade die Kritik in den USA am Kompromiss scheint mir zu zeigen, dass Dr. Schaefer das höchstmögliche Resultat erreicht hat.

---

6. Vgl. das Schreiben von A. Schaefer an F. T. Wahlen vom 18. Februar 1963, nicht abgedruckt.

### 139

E 2300(-)1000/716/89  
[DoDiS-30590]

*L'Ambassadeur de Suisse à Bruxelles, J.-L. Pahud,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

ENTRETIEN AVEC M. SPAAK,  
VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RP N° 2

Bruxelles, 12 mars 1963

Du fait des circonstances que j'ai exposées dans ma Lettre politique N° 1<sup>1</sup>, c'est le 7 mars seulement – soit dix jours après la présentation de mes lettres de créance au Roi Baudouin – que j'ai eu ma première entrevue avec M. Spaak.

Après s'être excusé de n'avoir pu recevoir lui-même la copie de mes lettres, M. Spaak m'exprima ses remerciements et la reconnaissance de son Gouvernement pour la protection des intérêts belges en Egypte par la Suisse<sup>2</sup>.

Il me demanda ce que je pensais quant à la solidité du régime de Nasser, ce qui nous amena à un tour d'horizon de la situation politique générale au

---

1. Non reproduite.

2. Sur cette protection, qui s'étend du 27 février 1961 au 7 avril 1964, cf. E 2001(E)1976/17/347.

Moyen-Orient. En ce qui concerne la reprise des relations diplomatiques entre la Belgique et la RAU, il me déclara: «Pour ma part, je fais «l'Oriental», j'attends. Nous ne sommes pas pressés et il n'y a pas de raison que nous renoncions à la demande plus que raisonnable que nous avons formulée pour une reprise des relations (expression de regrets de la part de la RAU et reconnaissance par elle du principe de l'indemnisation pour l'incendie de l'Ambassade), car ce qu'elle nous a fait au Caire est grave, très grave.»

L'entretien passa alors sur les circonstances de la crise de la CEE<sup>3</sup>. Je rapporte ici, aussi textuellement que possible, des phrases qui prennent un relief particulier dans la bouche du Ministre belge des Affaires étrangères. «Le veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE a été un pavé énorme qui a provoqué des remous dont, disons-le entre nous, nous sommes loin d'être remis.» Mon interlocuteur enchaîne: «Avouons-le, c'est le grand désarroi et cela d'autant plus qu'avec le Général de Gaulle – qui s'exprime en phrases sibyllines – on en est réduit aux hypothèses quant à savoir ce qu'il veut exactement. Plusieurs hypothèses sont possibles mais il est difficile de savoir quelles peuvent être celles qui sont fondées. Que veut-il? Dans cette incertitude, nous ne savons, pour le moment, que faire (sic).»

Un bref dialogue s'échange sur les hypothèses possibles et le Ministre poursuit: «Ce n'est certes pas ce que nous avons voulu en signant le Traité de Rome. Ce n'est pas pour cette Europe des Patries, de conception nationaliste – sous forme d'une pyramide avec la France au sommet et à la base la piétaille – que nous avons abandonné une partie de notre *liberté politique* (sic).» C'est la façon atténuée que mon interlocuteur utilisa pour désigner ce que l'observateur appellerait plus volontiers: souveraineté ou indépendance.

Le Ministre poursuit: «la délégation française n'a pas pu nous fournir d'arguments tant soit peu clairs ou convaincants quant à l'attitude du Général. M. Couve de Murville, dans le fauteuil où vous êtes assis, m'a déclaré: si vous permettez, nous reparlerons de tout cela après l'échec de vos amis travaillistes.» Et mon interlocuteur d'enchaîner: «il n'est certes pas certain que les travaillistes gagnent les élections mais il n'est pas non plus certain que, s'ils arrivent au pouvoir, ils prennent position contre l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.»

L'heure avançait. Je fis encore allusion au passage à Bruxelles, la veille, de M. Merchant. Le Ministre résume que l'envoyé américain lui a précisé:

1. que les USA continuent à considérer que leur propre défense est intimement liée à celle de l'Europe,
2. que les USA ne peuvent admettre la dispersion du risque que comporte l'arme nucléaire.

Tout l'entretien – qui dura trente minutes – s'est déroulé dans une atmosphère que je puis qualifier d'aimable et détendue. Au moment où je prenais congé de lui, le Ministre, en réitérant ses regrets de n'avoir pu recevoir lui-même la copie de mes lettres en raison de ses occupations du moment, ajouta: «n'hési-

---

3. Sur la crise de la CEE, évoquée par la conférence de presse de Ch. de Gaulle, cf. N° 123 dans le présent volume, en particulier note 2.



tez pas à demander à me voir personnellement chaque fois que vous l'estimerez nécessaire.» Il répéta cette phrase alors que je franchissais la porte.

La durée de cette première entrevue que j'ai estimé devoir limiter au temps indiqué plus haut – d'autres visiteurs attendaient dans l'anti-chambre –, le «désarroi» que mentionnait mon interlocuteur, l'absence de questions de sa part au sujet de la position suisse, m'ont fait juger opportun de ne pas aborder spontanément ce point au cours de ce premier contact. L'impression «agréable» que j'en retire est évidemment toute personnelle et sans point de comparaison car seuls les interlocuteurs suisses de M. Spaak au cours des mois écoulés et avant l'échec de Bruxelles pourraient juger valablement d'un éventuel changement d'atmosphère à notre égard.

## 140

E 2001(E)1976/17/147

[DoDiS-30751]

### *La Banque nationale suisse aux représentations diplomatiques suisses*

#### COMMUNICATIONS D'ORDRE MONÉTAIRE ET FINANCIER À L'INTENTION DE NOS REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES

R N° 187

Berne, 12 mars 1963<sup>1</sup>

Depuis notre communication du mois d'août<sup>2</sup>, la préoccupation principale des autorités monétaires suisses a continué d'être la lutte contre l'expansion exagérée de l'économie et contre le renchérissement des prix – ou ce qui revient au même contre la dépréciation monétaire – qui en résulte. Le maintien de la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie est particulièrement important pour un pays comme la Suisse, dont l'existence économique dépend aussi fortement des ventes à l'étranger. La défense de notre force concurrentielle est rendue plus indispensable que jamais par l'incertitude qui, depuis l'échec des négociations entre l'Angleterre et le Marché commun, règne quant à la possibilité d'une entente avec cette Communauté.

De la fin du mois d'avril 1961, date à laquelle le mouvement de hausse s'est amorcé, au mois de janvier 1963, l'indice des prix à la consommation est passé de 184,3 à 198,0 points, ce qui représente une hausse de 7,5% en une vingtaine de mois. C'est là une des conséquences les plus immédiates et à la fois les plus dangereuses de l'état de surexpansion dans lequel se trouve l'économie suisse. Nous avons dit, dans nos bulletins précédents<sup>3</sup>, que ce mouvement de surexpansion était parti des exportations, pour s'étendre ensuite aux investis-

1. Il s'agit de la date à laquelle le Département politique envoie ce rapport, rédigé à la fin février 1963.

2. Cf. le rapport N° 186 de la Banque nationale suisse, daté de la mi-août 1962, non reproduit.

3. Cf. notamment le rapport N° 182 du mois d'août 1962 (DoDiS-30757) et le rapport de W. Schwegler du 16 juin 1961 (DoDiS-30758).

sements et à la consommation intérieure, et qu'il avait en outre été favorisé par un puissant afflux de fonds venus de l'étranger. Nous ne reviendrons donc pas sur les causes de cette évolution. Nous avons aussi déjà signalé, à côté de la hausse des prix, deux autres conséquences du développement exagéré de la conjoncture, à savoir: l'appel toujours plus fort à la main-d'œuvre étrangère (645'000 travailleurs étrangers soumis au contrôle en août dernier) et le déficit croissant de la balance commerciale.

Cette détérioration de la balance du commerce extérieur est importante en raison de ses répercussions sur le plan monétaire. Elle est due au fait que – notre capacité de production étant utilisée à l'extrême – les exportations n'ont pas pu se développer au même rythme que les importations qui, elles, ont été poussées par la demande interne en biens d'équipement et en biens de consommation. Ainsi, sous l'effet de la haute conjoncture, le déficit traditionnel de la balance commerciale est passé de 1 milliard en 1959 à 3,4 milliards en 1962. Ce gros déficit n'a pas pu être compensé par l'excédent de la balance des transactions invisibles, si bien que notre balance des revenus, d'active qu'elle était à l'ordinaire, est devenue passive. Elle a dû se solder, en 1962, par un déficit de l'ordre de 1,3 milliard, alors qu'elle accusait encore, en 1959, un excédent de 0,8 milliard.

*Evolution du solde de la balance des revenus de 1959 à 1962  
(en milliards de francs)*

	1959	1960	1961	1962
Balance commerciale	-1,0	-1,5	-2,8	-3,4
Balance des invisibles	+1,8	+1,9	+1,9	+2,1
Balance des revenus	0,8	0,4	-0,9	-1,3

Si l'on considère l'importance des investissements intérieurs et les exportations de capitaux, les déficits accusés depuis deux ans par la balance des revenus auraient dû entraîner un sensible resserrement du marché financier et monétaire, qui aurait probablement imposé un frein au développement de la conjoncture. Si ce resserrement ne s'est pas produit, c'est, comme on le sait, parce que l'afflux net des capitaux venus de l'étranger a compensé, et au delà, le déficit de la balance des revenus.

C'est là une situation assez paradoxale. En effet, normalement les capitaux ne sont guère attirés par les pays dont la balance des revenus est déficitaire; on les voit plutôt fuir ces pays. L'explication du paradoxe est complexe. Pour une bonne part, les mouvements de fonds vers notre pays ont leur origine dans des événements politiques (affaire de Cuba par exemple). En pareil cas, les considérations politiques priment généralement les considérations purement économiques. L'afflux de fonds peut aussi être formé en majeure partie de capitaux suisses qu'on rapatrie, en attendant de pouvoir les replacer à l'extérieur de façon sûre et rémunératrice (ainsi lors de la chute du cours des actions à la bourse de New York, en mai 1962). Il semble aussi que l'étranger, qui cherche un refuge pour ses capitaux, considère moins l'évolution de notre balance des revenus que l'importance de nos réserves monétaires et la tenue du franc

suisse sur le marché des changes. Or il se trouve que les capitaux fugitifs qui se déversent dans notre pays concourent eux-mêmes à l'augmentation de nos réserves monétaires et à la fermeté de notre monnaie! D'une façon générale, on peut dire que la réputation du franc suisse est telle, que la confiance dont il jouit ne paraît être entamée ni par l'évolution déficitaire de notre balance des revenus, pas plus que par la diminution du pouvoir d'achat intérieur de notre monnaie.

Monétairement, cela n'est pas nécessairement un bien, car cela nous expose, suivant les événements politiques ou monétaires, à demeurer le lieu de refuge des capitaux fugitifs, ce qui n'est nullement souhaitable, particulièrement dans la période de surexpansion économique que nous traversons.

L'influence des mouvements internationaux de fonds sur notre marché monétaire et financier et, partant, sur notre économie explique que la Banque nationale, à côté des mesures d'ordre interne auxquelles nous reviendrons plus bas, a été conduite à vouer un soin particulier à la collaboration monétaire internationale, dont un des buts est précisément de décourager autant que possible les mouvements de hot money, ou tout au moins de neutraliser leurs effets.

Déjà le Gentlemen's Agreement conclu avec les banques en été 1960 en vue d'enrayer l'afflux de fonds étrangers<sup>4</sup> peut être considéré comme une contribution – autonome celle-là – à la sauvegarde de la stabilité monétaire internationale, puisqu'en décourageant les fonds étrangers de venir chercher asile chez nous, on incite en même temps ces fonds à demeurer dans le pays qu'ils ont tendance à fuir. Ce Gentlemen's Agreement, qui avait déjà été prolongé à deux reprises, vient de l'être une nouvelle fois<sup>5</sup>, cela pour une période de six mois. L'afflux de fonds consécutif à la crise de Cuba a en effet montré que la Suisse n'était pas encore à l'abri des mouvements de fonds perturbateurs. Dans ces conditions, et compte tenu de la tension conjoncturelle, il eût été imprudent de renoncer à cet instrument de politique monétaire.

Nous avons exposé, dans notre communication d'août 1962<sup>6</sup>, le mécanisme des accords de «swap» passés en juillet entre la Federal Reserve Bank de New York, d'une part, et la Banque nationale suisse et la Banque des règlements internationaux, d'autre part. En vertu de ces accords, la Banque nationale et la Banque des règlements internationaux peuvent être appelées à mettre des francs suisses à la disposition de la Federal Reserve Bank, contre des dollars, pour une durée fixée en principe à trois mois, mais qui peut être prolongée. Le cours auquel les montants échangés sont restitués au terme de l'opération étant fixé, les dollars mis à disposition de la Banque nationale et de la Banque des règlements internationaux bénéficient d'une garantie de change<sup>7</sup>.

4. Sur ce Gentlemen's Agreement, passé entre les établissements bancaires et la Banque nationale le 15 août 1960, cf. E 6100(B)1984/59/13. Cf. aussi la lettre de la Banque nationale à l'Association suisse des banquiers du 28 juillet 1961 (DoDiS-30755) et la conférence du 7 juin 1963 de R. Motta devant l'Association des banquiers privés de Suisse (DoDiS-30756). Cf. aussi Nos 125, note 7, et 176 dans le présent volume.

5. Sur cette prolongation, cf. E 6100(B)-01/1984/59/13 et E 7110(-)1974/31/8.

6. Cf. note 2.

Lors d'un afflux de dollars vers la Suisse, ces «swap» permettent aux Etats-Unis, avec les francs suisses mis à la disposition de la Federal Reserve Bank, d'acheter à la Banque nationale les dollars qui ont afflué chez elle, de sorte que la Banque nationale, qui ne garde jamais qu'une partie de ses réserves monétaires en dollars, n'a pas besoin de demander aux Etats-Unis la conversion de ces dollars en or. En même temps ces opérations de «swap» permettent de procéder à un épongeage de fonds combiné avec une exportation de capitaux. Dans le cas d'un «swap» entre la Federal Reserve Bank et la Banque nationale, cette dernière cède aux banques, contre des francs suisses, les dollars qui ont été mis à sa disposition par la Federal Reserve Bank et qui, nous l'avons vu, bénéficient d'une garantie de change; les banques utilisent ces dollars pour des placements aux Etats-Unis. Dans le cas d'un «swap» entre la Federal Reserve Bank et la Banque des règlements internationaux, cette dernière utilise les dollars qu'elle reçoit pour des placements qu'elle fait aux Etats-Unis; l'effet d'épongeage est obtenu par le fait que la Banque des règlements internationaux se procure les francs suisses qu'elle doit remettre à la disposition de la Federal Reserve Bank en les empruntant aux banques suisses ou en les prélevant sur ses avoirs.

En juillet dernier, sur la base des accords conclus à cet effet, un «swap» de 50 millions de dollars avait été exécuté entre la Banque nationale et la Federal Reserve Bank de New York. Deux autres «swap», d'un montant total de 60 millions de dollars avaient été exécutés entre la Banque des règlements internationaux et la Federal Reserve Bank. Par la suite, le montant des «swap» exécuté par la Banque des règlements internationaux a pu être ramené à 35 millions de dollars, tandis que, pour le reste, les opérations étaient renouvelées.

Lors de l'affaire de Cuba, en octobre dernier, une importante vague de capitaux s'est de nouveau déversée sur la Suisse. En quelques jours, la Banque nationale a dû reprendre pour 230 millions de francs de dollars au marché; en outre des dollars représentant une quarantaine de millions de francs ont été achetés pour le compte de la Federal Reserve Bank. Pour décharger le portefeuille de devises de la Banque nationale, un nouveau «swap» de 20 millions de dollars a été exécuté entre la Banque des règlements internationaux et la Federal Reserve Bank. Comme dans les opérations précédentes, cette dernière a utilisé les francs suisses mis à sa disposition pour acheter une partie des dollars qui avaient afflué à la Banque nationale. Cette fois la Banque des règlements internationaux s'est procuré les francs suisses destinés à la Federal Reserve Bank en effectuant un «swap» or contre francs suisses avec la Banque nationale. En effet, vu l'approche de l'échéance de fin d'année, il n'était pas indiqué de demander ces francs suisses aux banques, surtout qu'une autre opération – l'achat de dollars à terme par la Federal Reserve Bank – permit, comme nous l'expliquerons plus bas, d'enlever des fonds au marché.

A l'heure actuelle, les opérations de «swap» avec la Federal Reserve Bank portent donc sur 105 millions de dollars (Banque nationale 50 millions, Banque des règlements internationaux 55 millions). Si notre balance des revenus – ce qui est à prévoir – continue d'être déficitaire, et si de nouveaux événements politiques ou monétaires ne provoquent pas de nouveaux mouvements de capitaux vers la Suisse, la Banque nationale suisse devrait peu à peu être amenée à vendre des dollars au marché. Comme elle aurait à acheter ces dollars aux

Etats-Unis, cela procurerait à la Federal Reserve Bank les francs suisses qui lui sont nécessaires pour la liquidation des opérations «swap».

Nous avons fait allusion, quelques lignes plus haut, à propos des mouvements de fonds déclenchés par l'affaire de Cuba, à l'achat à terme de dollars par la Federal Reserve Bank sur le marché suisse. Il s'agit là d'une opération destinée à faciliter les placements aux Etats-Unis et, par là même, à dégorger le marché suisse. Il en a été fait usage abondamment ces dernières années. La Federal Reserve Bank de New York charge la Banque nationale suisse – qui n'est pas autorisée à opérer elle-même à terme sur les devises – d'acheter des dollars à terme sur le marché suisse. Les banques disposent ainsi, pour des placements aux Etats-Unis, de dollars dont le cours est assuré. Ces opérations ont pour autre effet, en affermissant le cours du dollar à terme, de réduire l'écart entre ce cours et le cours du dollar comptant, ce qui réduit le coût de l'assurance contre le risque de change et favorise par là également les placements aux Etats-Unis. Les transactions à terme faites pour le compte de la Federal Reserve Bank, qui portaient sur 146 millions de dollars au début de l'année 1962 ne portent plus actuellement que sur une cinquantaine de millions de dollars.

Il faut rapprocher des opérations faites par la Banque nationale à des fins, à la fois, de politique conjoncturelle et d'entraide monétaire internationale, la politique financière de la Confédération. On sait que la Confédération, pour ne pas augmenter la liquidité du marché, a renvoyé à plus tard le remboursement de dettes que l'état de ses finances lui aurait permis d'éteindre. Ces fonds, du point de vue conjoncturel, sont donc neutralisés. En revanche, on ne peut pas dire qu'ils soient stérilisés, car, pour la majeure partie, ils ont été placés soit en bons du Trésor américain en dollars, soit en dollars ou en livres sterling auprès de banques suisses, soit en dollars, livres ou francs suisses auprès de la Banque des règlements internationaux, soit, nouvellement et comme nous allons le voir ci-dessous, en obligations du Trésor américain libellées en francs suisses. Au total, ces placements de la Confédération représentent environ un milliard et demi de francs suisses.

La coopération monétaire entre la Suisse et les Etats-Unis s'est enrichie, en octobre 1962, d'un nouvel instrument: l'émission par le Trésor américain de titres libellés en francs suisses. L'émission de ces titres facilite les placements aux Etats-Unis. En effet, ces papiers étant libellés en francs suisses, il n'est pas nécessaire, comme c'est le cas pour les placements en dollars, de se couvrir contre le risque de change en revendant les dollars à terme, ce qui a le désavantage de peser sur le cours à terme de cette devise. Les titres du Trésor américain en francs suisses sont de deux sortes. La première catégorie est constituée par des obligations d'Etat, dont l'échéance est de 15 ou 16 mois. Ces titres sont destinés à la Confédération, qui a ainsi pu placer jusqu'ici 350 millions de francs suisses aux Etats-Unis et relever des placements en dollars assurés contre le risque de change. La seconde catégorie est constituée par des bons du Trésor américain dont l'échéance est de cinq ou huit mois et qui peuvent être dénoncés rapidement. Ces bons du Trésor sont destinés à la Banque nationale, qui en détient pour 207 millions de francs. Grâce à ce placement, la Banque nationale compense une partie des frais d'intérêts que lui occasionnent les rescriptions de stérilisation, d'un montant de 400 millions de

francs, qui ont été émises en octobre 1960. Pour les Etats-Unis, l'émission de titres en francs suisses a l'avantage de procurer au Trésor américain des francs suisses à court terme ou à moyen terme, qui peuvent être utilisés par exemple pour l'achat d'or auprès de la Banque nationale.

On constate que toutes les opérations de coopération monétaire précitées visent à la fois un effet interne – actuellement modération de la conjoncture – et un effet externe: affermissement des monnaies clés. La Suisse a d'ailleurs un intérêt éminent à la stabilité de ces monnaies, en raison des inconvénients que lui causent les mouvements de hot money. C'est pourquoi la Suisse entend poursuivre et, au besoin, intensifier sa collaboration sur le plan monétaire international. C'est ainsi que des pourparlers sont en cours entre la Confédération et le Fonds monétaire international, en vue de préparer la participation de la Suisse à l'aide monétaire qui a été convenue, en décembre 1961 à Paris, entre dix pays industriels, membres du Fonds monétaire international<sup>8</sup>. Cet accord, on le sait, a pour but de mettre à disposition du Fonds monétaire international des ressources complémentaires, pour lui permettre d'agir efficacement dans l'hypothèse où des mouvements de fonds de caractère spéculatif mettraient en danger une des principales monnaies, le dollar ou la livre notamment. La Suisse n'étant pas membre du Fonds monétaire international, elle ne peut pas être partie à cet accord. On a cependant prévu une procédure particulière, qui doit permettre à la Suisse de collaborer aux mesures d'entraide prévues par l'accord de Paris. Sous forme d'un échange de lettres, la Confédération passera avec le Fonds monétaire international un accord qui servira de cadre aux conventions bilatérales d'assistance monétaire que la Suisse conclura avec les pays intéressés. Le montant maximal de l'aide suisse représentera probablement 860 millions de francs. C'est la Confédération qui assumera les obligations prévues par les arrangements à conclure, mais en principe leur exécution sera confiée à la Banque nationale.

Si la Banque nationale a essayé de mettre sa politique de change au service de sa politique conjoncturelle, elle n'a pas cessé pour autant de lutter contre la surexpansion de l'économie sur le plan intérieur. C'est ainsi, notamment, que les taux d'accroissement prévus par la convention sur la limitation des crédits entrée en vigueur en avril 1962 ont encore été réduits de 5% pour 1963. Le taux d'accroissement autorisé pour les comptes débiteurs, pour les avances à des corporations de droit public et pour les effets de change est de 82% de l'augmentation enregistrée en 1960 ou 1961. Pour les placements hypothécaires, la marge d'accroissement autorisée est de 108% de l'accroissement constaté durant l'année de référence. Par ailleurs, la Banque nationale a continué d'inciter, et les pouvoirs publics, et l'économie elle-même, à faire preuve de modération, notamment dans le secteur clé de la construction.

Pour autant qu'on puisse juger de la situation au début de cette année 1963, il ne semble pas qu'il faille s'attendre à un prochain relâchement de

---

7. *A ce sujet, cf. E 2001(E)1976/17/131 et E 2200.36(-)1976/154/122.*

8. *A ce sujet, cf. Nos 31, 57 et 118 dans le présent volume. Sur la suite des pourparlers, cf. E 7110/1974/31/42.*

l'activité économique. En effet, en dépit d'un certain ralentissement constaté çà et là à l'étranger et malgré le rythme peut-être moins rapide des entrées des nouvelles commandes, les carnets de commandes de notre industrie sont encore bien garnis. D'autre part, les projets de construction sont toujours très importants. Pour le seul secteur public, les projets d'investissements (constructions et commandes à l'industrie) pour les cinq prochaines années s'élèvent à non moins de 29 milliards de francs (13 milliards de plus que pour les années 1958 à 1962).

Quant au marché de l'argent et des capitaux, il continue à faire preuve d'une aisance qu'on peut qualifier de remarquable si l'on tient compte de l'importance des investissements. On a cependant assisté au raidissement de certains taux. C'est ainsi que la plupart des banques locales (mais non les banques cantonales qui sont restées à 3½%) ont maintenant augmenté de 3½ à 3¾% l'intérêt qu'elles servent sur les bons de caisse. On note la même tendance pour les emprunts publics par obligation, qui offrent un rendement supérieur d'environ ¼% au rendement des emprunts émis au début de 1962. Dans le secteur hypothécaire, les taux demandés par les banques pour leurs prêts sur des bâtiments industriels ou artisanaux ont été majorés çà et là. En outre, dans quelques régions, certains établissements de crédit foncier et certaines banques locales ont élevé de 3¾ à 4% le taux d'intérêt pour les nouvelles hypothèques en premier rang sur les maisons d'habitation. En revanche, les banques cantonales ont toutes maintenu, pour ces prêts, le taux de 3¾%. Les taux relatifs aux anciennes hypothèques n'ont pas subi de modification.

Il est probable que le marché demeurera relativement aisé au cours de ce premier trimestre. Différentes raisons permettent de le penser. Premièrement, la convention sur la limitation des crédits imposant aux banques une certaine retenue en matière de prêts, contribue à renforcer leurs liquidités. Deuxièmement, la Confédération aura à procéder prochainement à certains remboursements. Troisièmement, si notre balance des paiements avec l'extérieur devait devenir passive, la liquidation des «swap», dont nous avons parlé plus haut, ramènerait des fonds aux banques. Enfin, le froid et la neige qui ont marqué cet hiver ont imposé un frein naturel à l'activité dans le secteur du bâtiment. En revanche, la situation pourra être plus tendue dans les trimestres suivants, surtout si le déficit de la balance des revenus devait continuer d'augmenter et ne plus être compensé par un apport de fonds de l'extérieur.

Comme de coutume, nous joignons à ce rapport un aperçu des changements qui se sont produits dans les états de situation de la banque d'émission.

(en millions de fr.)	23. 2. 1962	31. 12. 1962	23. 2. 1963
Encaisse or	10'739	11'543	10'648
Devises	719	867	797
Portefeuille effets sur la Suisse	50	124	72
Avances sur nantissement	6	72	8
Bons du Trésor de l'étranger en CHF	–	207	207
Correspondants en Suisse	12	78	11
Billets en circulation	7023	8506	7603

Engagements à vue Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	2317	2294	2392
autres engagements	579	506	142
Comptes de virements de banques temporairement liés:	1035	1035	1035
Engagement à terme	400	373	400
(en pourcent)	23. 2. 1962	31. 12. 1962	23. 2. 1963
Couverture-or des billets en circulation	152,92	135,71	140,04
Couverture-or de l'ensemble des engagements à vue:	108,27	102,10	105,03

Taux officiel d'escompte 2% depuis le 26 février 1959.

Taux officiel pour avances sur nantissement 3% depuis le 26 février 1959.

## 141

E 2300(-)1000/716/156

[DoDiS-30238]

### *Le Département politique à l'Ambassade de Suisse à Washington*

T<sup>1</sup> N° 86

Berne, 13 mars 1963, 15 h 20

Votre lettre 27 février 1963<sup>2</sup> relative notre mandat sauvegarde des intérêts américains à Cuba<sup>3</sup>. Rapport politique N° 1 d'ambassadeur Stadelhofer<sup>4</sup> ne provoqua pas d'instructions particulières de notre part. Comme vous le savez l'information politique n'est pas comprise dans les services que rendons à nos mandants; aussi devons nous être très prudents en communiquant aux Américains des renseignements transmis par notre Ambassadeur à Cuba. Considérons toutefois qu'il est du devoir de puissance protectrice de renseigner puissance mandante sur circonstances et conditions dans lesquelles s'exerce sa mission dans l'intérêt même de cette dernière. C'est pourquoi mettons nous toujours amba[ssade] US au courant des propositions ou suggestions de Stadelhofer, de manière que jugeons la mieux appropriée. Savons également que State Department attache du prix à connaître façon de voir de notre Ambassadeur à Cuba. Avons cependant constaté que nombre de propositions transmises par nos soins n'éveillèrent pas d'écho à Washington.

1. Ce télégramme a été rédigé par J. Richard.

2. Non retrouvée.

3. Sur la représentation des intérêts des Etats-Unis à Cuba, cf. N° 107, note 3, dans le présent volume.

4. Cf. le rapport de E. Stadelhofer à F. T. Wahlen du 17 janvier 1963, E 2300(-)1000/716/156.



Ne pouvons guère donner à Stadelhofer de précisions sur politique américaine envers Cuba, nos mandants se montrant très discrets. Comme vous le savez il s'agit en effet d'une question délicate touchant la politique intérieure des Etats-Unis. Gouvernement américain est du reste seul juge de sa politique envers Gouvernement de Fidel Castro, et il ne nous appartient pas pour des raisons évidentes de nous mêler de cette question. Stadelhofer est parfaitement au courant de cette situation. Il sait également qu'il doit nous rapporter directement et sans tarder toutes suggestions faites, même verbalement par Fidel Castro, Ministre Roa ou autres hautes personnalités cubaines, et qu'il ne doit pas agir sans être en possession des directives du State Department transmises par voie officielle c'est-à-dire par le canal de l'amba[ssade] US et du Département.

Vous rappelons que pour communications de caractère purement technique touchant notamment à l'organisation des vols de rapatriement<sup>5</sup> vous êtes autorisé à servir d'intermédiaire entre le State Department et notre ambassade à La Havane. Richard donna précisions à ce sujet à votre collaborateur Martin avant son départ pour Washington.

---

5. Sur le rapatriement des prisonniers de la Baie des Cochons, coordonné par le Service des intérêts étrangers de l'Ambassade de Suisse à La Havane, cf. E 2200.36(-)1976/154/7 et 8. Voir aussi la lettre de Stadelhofer à J. Burkhardt du 31 janvier 1963 (DoDiS-18945), le rapport de Stadelhofer à P. Micheli du 8 février 1963 (DoDiS-30227), la lettre de Stadelhofer à Wahlen du 21 mars 1963 (DoDiS-18949) et la lettre de Ch. Masset à la Division des organisations internationales du Département politique du 30 mai 1963, E 2001(E)1976/17/394.

## 142

E 2300(-)1000/716/356  
[DoDiS-30317]

*L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

CONVERSATION AVEC «LE PÈRE DE L'EUROPE»<sup>1</sup>

RP N° 20 SO Confidentiel

Paris, 15 mars 1963

Avec ses 74 ans, l'apparence pas solide, et un fil de voix, M. Jean Monnet semble ne pas représenter beaucoup plus qu'un vieux philosophe, qu'on ne vient écouter que pour la valeur intrinsèque que quelques-uns peuvent attribuer à ses idées. Le bruit qu'à la fin du présent septennat du Général de Gaulle, en 1966, il pourrait être présenté comme candidat à la présidence par les partis démocratiques, semble démenti par son aspect.

---

1. J. Monnet.

### 1. La rupture

*M. Monnet:* La conférence de presse du 14 janvier<sup>2</sup> a fait beaucoup de mal. Elle a tué la confiance entre les partenaires du Marché commun. Elle est intervenue à un moment important. Les Anglais avaient effectué une conversion, à mon avis, absolument sincère, dans le sens de l'Europe. Ils étaient décidés à jouer le jeu aussi loyalement que n'importe lequel des Six. Comme le dit Raymond Aron dans son article d'aujourd'hui, 12 mars, dans le Figaro, aucune argumentation peut détruire le fait que l'Angleterre fait partie de l'Europe parce qu'elle est issue de la même civilisation et parce qu'elle appartient à la même famille psychologique.

Le mouvement européen a connu d'autres échecs, même assez graves. Tel le rejet par l'Assemblée Nationale, à Paris, en août 1954, de la Communauté européenne de Défense<sup>3</sup> (Europäische Verteidigungs-Gemeinschaft). A la longue, rien ne peut arrêter le mouvement européen, parce qu'il va dans le sens de l'histoire, en ce qui concerne du moins les Grandes Puissances européennes. S'il subit un échec dans un secteur, il ne faut pas insister dans cette voie: on mobiliserait inutilement des antagonismes, on les renforcerait, il faut trouver un autre domaine, différent, dans lequel on peut commencer à établir une petite coopération qui, de fil en aiguille, mènera à une nouvelle relance.

Mais chaque échec a des conséquences capitales, qu'il est inutile de se dissimuler. Si la France, comme ses cinq partenaires, avait accepté en 1954 la CED, il y aurait aujourd'hui un seul uniforme militaire européen. Il n'y aurait pas d'armée allemande. Les problèmes insolubles qui divisent l'Occident en ce moment (pouvoir de décision pour la défense atomique autonome européenne; degré de confiance que peuvent placer dans leur défense les Allemands eux-mêmes, et les partenaires de l'Allemagne; difficulté des négociations entre Washington et les capitales européennes) n'existeraient pas s'il n'y avait aujourd'hui qu'une armée européenne, comme prévu par la CED en 1954.

L'échec du 14 janvier 1963 entraîne des conséquences très fâcheuses. Ainsi, les Français posent aujourd'hui comme «préalable» à la participation des Six au «Kennedy round»<sup>4</sup> que les cinq partenaires acceptent d'abord à Bruxelles leur proposition, non encore entérinée, pour compléter la politique agricole commune.

*Question:* Ce qui étonne un «outsider» est le fait que l'administration américaine ait pu baser sa politique étrangère en Europe (politique militaire atlantique, politique économique dans le cadre du Trade Expansion Act), qu'elle ait pu faire adopter une législation par le Congrès, sur l'hypothèse que le Royaume-Uni entrerait sans difficulté dans le Marché commun.

2. Il s'agit de la conférence de presse de Ch. de Gaulle, cf. N° 123 dans le présent volume, en particulier note 2.

3. Sur le projet de CED, cf. DDS, vol. 18, N° 138 (DoDiS-7700) et DDS, vol. 19, N° 2 (DoDiS-8611), note 3, et N° 3 (DoDiS-9646). Cf. aussi la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 27 novembre 1953 (DoDiS-10170).

4. Sur cette négociation concernant la libération du commerce mondial, cf. N°s 112, note 3, 162 et 179 dans le présent volume.

Comment le Gouvernement américain a-t-il pu aller aussi loin sans assurer ses arrières, notamment là où il était facile de prévoir qu'il y avait des complexes psychologiques défavorables, à savoir à Paris?

*M. Monnet:* Pour ce qui est, d'abord, du Royaume-Uni, M. Heath, homme que j'apprécie beaucoup, m'a dit à plusieurs reprises qu'il avait demandé, avant l'ouverture de la négociation, et depuis, au Ministre des Affaires étrangères à Paris, s'il y avait des obstacles à l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, autres que ceux tirés du Traité de Rome. M. Heath m'a dit que M. Couve de Murville lui a répété, à plusieurs reprises, que tout ce que l'Angleterre avait à faire pour assurer son adhésion, était de se conformer à toutes les règles économiques et techniques du Traité de Rome, sans exception. En dehors des problèmes tarifaires, agricoles, etc., issus du Traité de Rome, il n'existait aucun autre préalable à l'adhésion de la Grande-Bretagne.

Le Gouvernement américain a agi de la même manière. M. George Ball m'a personnellement assuré avoir posé la même question, à plusieurs reprises, à M. Couve de Murville, et avoir obtenu, jusqu'à son passage à Paris, en décembre 1962, la même réponse. Le Gouvernement américain était persuadé que l'élargissement qu'il désirait de la CEE ne dépendait que du Royaume-Uni.

M. George Ball a confirmé ce que je dis dans une lettre (publiée), adressée le 15 février 1963 au Sénateur Douglas, «Chairman of the Joint Economic Committee».

On y lit: «Le Gouvernement américain s'était assuré au préalable auprès des six Gouvernements du Marché commun, et en particulier auprès du Gouvernement français, qu'il n'y avait aucun autre préalable à l'adhésion du Royaume-Uni, que la stricte acceptation des règles issues du Traité de Rome.»

J'irai même plus loin, et ne vous cacherai pas que, le vendredi 11 janvier, trois jours avant la conférence de presse du Président de la République, M. Couve de Murville m'assurait personnellement, une fois de plus, que tout ce qu'on demandait à l'Angleterre, c'était de se conformer strictement et sans aucune dérogation à la totalité des règles issues du Traité de Rome.

Or la candidature du Royaume-Uni, au cours de la conférence de presse du 14 janvier, a été refusée pour des raisons étrangères au Traité de Rome.

*Question:* N'y avait-il pas quand même des indices qui permettaient d'admettre, dès avant le 14 janvier, que du moins le Président de la République et le Chancelier allemand ne souhaitaient pas vraiment l'union avec les Anglais? N'y avait-il pas des indices qu'ils souhaitaient des difficultés dans la négociation technique, tout en étant conscients, à ce moment-là, que la France et l'Allemagne seules ne pouvaient pas assumer publiquement la responsabilité d'une rebuffade?

*M. Monnet:* Cette attitude était admissible. Il était loisible au Président et au Chancelier de ne pas souhaiter dans leur for intérieur l'adhésion du Royaume-Uni, d'exiger de tirer le maximum des négociateurs anglais en cours de négociation, aussi longtemps qu'ils ne perdaient pas le contact, qui a duré jusqu'au 13 janvier 1963, avec les autres partenaires du Marché commun. Aussi longtemps qu'on ne se séparait pas du Benelux et de l'Italie, la France et l'Allemagne avaient le droit de se montrer difficiles. Ce que la

France n'avait pas le droit de faire, c'était de récuser isolément l'Angleterre, par surprise, pour des raisons étrangères aux problèmes, économiques et techniques.

## 2. Le problème nucléaire

*Question:* Qu'est-ce qui va se passer?

*M. Monnet:* On a subi un échec. La coexistence des Six est presque remise en cause. Dans le domaine politique (entre les Six) l'impasse est totale. Personne ne peut prévoir quand et comment on connaîtra une relance. Elle viendra, parce que personne n'est «anti-européen» en Europe occidentale. Seulement, chacun est «européen» à sa manière. Cela veut dire que les délais seront longs et le démarrage difficile.

Tout est dominé aujourd'hui par la nécessité d'une défense nucléaire relativement autonome des nations européennes. Il s'agit d'un problème diplomatique et psychologique, plus que d'un problème réel, ou d'un problème véritablement militaire. En réalité, la défense atomique des nations européennes est assurée par l'Amérique et par l'Amérique seulement, et cela pendant un bon nombre d'années encore.

Néanmoins, l'amour-propre des nations européennes (le nationalisme européen, si vous voulez), la conscience qu'ont prise d'elles-mêmes les nations européennes, une prospérité et une susceptibilité qui précèdent de dix ans une vraie possibilité d'autonomie militaire, font qu'il faut leur donner cette satisfaction morale d'un appareil politique et militaire permettant l'illusion que l'Europe serait en mesure d'assurer elle-même sa défense nucléaire.

Ce problème doit faire sourire ceux qui voient les choses de haut, et jugent des questions avec réalisme. Mais c'est un de ces problèmes d'opportunité politique, que les hommes d'Etat sont appelés à résoudre.

Il ne connaîtra pas de solution aussi longtemps qu'un seul doigt, et un doigt européen, ne sera autorisé (dans certaines circonstances définies d'avance, d'un commun accord) à presser le bouton qui déclenchera la riposte du «secteur européen» de la défense atomique occidentale. Ce doigt ne peut être que celui d'une autorité politique, dont seront convenues, et qu'auront acceptée, les nations européennes.

On retourne au point de départ. Les pays européens ont besoin d'une autorité politique qui aura, en fait, à prendre des décisions suprêmes. Preuve supplémentaire qu'à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, pour des raisons techniques, on ne peut se passer d'une autorité politique européenne aux pouvoirs étendus, par la force des choses, dans certains secteurs.

Tout le monde est d'accord pour dire que, pour quelques années encore, la défense atomique de l'Europe peut rester ce qu'elle est aujourd'hui, en fait une défense américaine. Tout le monde est d'accord que la recherche d'une solution remplira les quelques années dont on dispose. Personne ne s'attend à des résultats rapides d'une négociation aussi difficile que celle que vient de commencer M. Livingston Merchant<sup>5</sup>.

---

5. Pour la négociation en vue d'une limitation de l'armement nucléaire qui aboutit au traité de Moscou sur l'arrêt partiel des essais nucléaires, cf. Nos 162, 166 et 167 dans le présent volume.

### 3. *L'évolution du Chancelier*

*Question:* Une dernière demande, si elle n'est pas indiscreète. Comment peut-on expliquer que le Chancelier Adenauer, qui a été un de vos disciples, de 1950 à 1960 un des «pères de l'Europe», qui jusqu'il y a deux ans défendait farouchement le Marché commun, Euratom, la CECA, et leurs Commissions, ait fait depuis une évolution aussi marquante dans le sens de l'Europe gaulliste?

*M. Monnet:* Le Chancelier Adenauer a des mérites historiques immenses. Il aurait pu faire beaucoup de politiques, il a fait une politique pro-occidentale et pro-européenne, ce dont on ne saurait lui être assez reconnaissant.

C'est un esprit politique, il ne pense pas en termes d'économie. Il a été, à plusieurs reprises, excédé par les prises de position, par les difficultés soulevées par M. Spaak et M. Luns. Le Comité Fouchet pour «l'Europe politique» était, comme vous le savez, d'inspiration gaulliste. Il recherchait une coopération intergouvernementale, et non supranationale, en politique étrangère. Ce n'était pas l'idée des «Européens», mais c'était un petit pas en avant dans un domaine où l'on n'avait pas fait de progrès. Au cours d'une réunion ministérielle, à Paris, en février 1961, M. Luns a déclaré qu'il s'opposait à la coopération politique proposée par la France parce qu'elle n'était pas supranationale. Ce veto a arrêté les travaux. près cette séance, le Chancelier est venu me voir. Il était dans une rage folle à l'égard de M. Luns qui retardait les progrès, même imparfaits et partiels, qu'on pouvait faire vers une coopération politique. Pour trop bien faire, M. Luns, plus royaliste que le roi, arrêta tout.

Lors d'une nouvelle réunion du Comité Cattani, en mai 1962, M. Spaak et M. Luns ont posé un nouveau préalable: ils ne seraient d'accord avec rien aussi longtemps que le Royaume-Uni n'aurait pas adhéré au Marché commun.

Ces difficultés et ces retards, suscités par le Benelux contre les premiers pas d'une coopération politique, expliquent que le Chancelier, fatigué d'attendre les atermoiements belges et hollandais, ait finalement accepté le traité bilatéral franco-allemand du 22 janvier, en vue d'arriver à temps à une étape solennelle, ce qui est assez compréhensible de la part d'un homme de 87 ans qui va prendre sa retraite.

### 4. *La Suisse*

J'expose à M. Monnet la position officielle du Conseil fédéral en matière d'association. Un certain temps pourra s'écouler avant que, dans l'ordre des priorités existant, la Communauté des Six soit prête à s'intéresser véritablement et sincèrement au problème de l'association des neutres. Je voudrais alors lui poser une question, relative à la phase 1959-1962, qui, à mon sens, n'a plus qu'un intérêt historique et qui ne m'intéresse qu'en tant que telle.

---

*Cf. aussi, notamment sur la question d'une adhésion suisse à ce traité, la notice Pacte de Moscou de P. Micheli du 2 août 1963 (DoDiS-30603), la lettre de Micheli à F. T. Wahlen du 9 août 1963 (DoDiS-30604), le télégramme de C. Caillat-Bordier du 14 août 1963 (DoDiS-30605), le rapport Beitritt der Schweiz zum Abkommen über das Verbot der Kernwaffenexperimente de R. Bindschedler du 8 août 1963 (DoDiS-30594) et la notice Besuch des chinesischen Botschafters beim Generalsekretär de B. Dumont du 27 août 1963 (DoDiS-30619).*

En ce qui me concerne personnellement (en Suisse on ne partage pas cette opinion), je considérais, lors des conversations que j'ai pu avoir entre 1959 et 1962 avec des membres de la Commission, des hauts fonctionnaires, et des représentants permanents à Bruxelles, qu'en fait (d'après mon appréciation personnelle) le désir d'arriver à une association réelle, préférentielle, du type grec, avec les neutres, était nul chez les Six et à la Commission.

Puis-je donc demander si cette position était due à l'un des deux motifs suivants:

a. Les Six désirent créer un vrai Etat, unifié avec une politique étrangère et une politique militaire homogènes. Si on accorde des dérogations aussi importantes que celles de politique étrangère et de politique militaire à un partenaire, même associé, on affaiblit l'objectif qu'on s'est fixé, à savoir *un* Etat, *une* politique étrangère, *une* politique militaire. Sur le plan politique, les Six sont encore trop faibles pour permettre à trois partenaires associés des dérogations importantes à leur objectif principal.

b. Ou bien ne voulait-on pas accorder une «prime» matérielle à la neutralité. En donnant leur bénédiction à la neutralité de trois pays européens, et leur accordant les mêmes bénéfices matériels qu'aux autres, les «Européens» ont-ils craint d'encourager le neutralisme en Allemagne et en Italie?

*M. Monnet:* Il ne s'est agi, dans le passé, ni de l'une ni de l'autre de ces deux raisons.

J'avais posé moi-même qu'il fallait dépasser l'état d'esprit étroitement national, à Paris comme à Bonn, et dans les autres capitales des Six. Il fallait accepter qu'une autorité, élue sur des bases non nationales (la Commission), puisse arbitrer des problèmes infra-nationaux, en se situant sur un plan supérieur à l'égoïsme national, en s'inspirant de considérations objectives, scientifiques, et tenant compte de l'intérêt de tous dans leur ensemble, mais pas de l'intérêt d'un pays.

C'est en dépassant le stade de l'égoïsme national qu'on peut créer des habitudes, des décisions objectives tenant compte de l'intérêt général, et non de l'intérêt spécifique. J'ai établi comme la loi numéro un de la Communauté que celui qui veut participer à notre entreprise doit se soumettre (en ce qui concerne le Marché commun, dans le domaine économique) à des décisions émanant d'un plan non gouvernemental, de l'Institution supranationale, la Commission.

Mes amis et moi avons considéré comme un test pour l'admission des candidats la question de savoir s'ils acceptent cette loi fondamentale de la Communauté. Si on ne l'impose pas à tout nouvel adhérent, on ne dépassera pas le stade national, ce qui est nécessaire, entre autres, pour solutionner le problème de l'avenir de l'Allemagne, et pour d'autres raisons.

Après les expériences très récentes, je considère cela aujourd'hui un peu sous un autre angle. Je reconnais que, dans ma construction d'alors, j'avais négligé un point fondamental. J'avais oublié que «les Français et les Allemands ne sont pas des démocrates» (sic). Les Français sont républicains, mais ils ne sont pas démocrates. Nous ne pouvons rien faire en Europe sauf par la démocratie. C'est pourquoi, à mon avis, l'adhésion du Royaume-Uni est indispensable. Le système politique britannique est imprégné de démocratie.

La construction européenne a besoin de cet esprit, de cette expérience, et de cette tradition.

J'en suis arrivé à me dire que les Scandinaves sont de vrais démocrates, de même que les Suisses, et que nous avons besoin de ces pays si nous voulons avoir une Europe démocratique qui tienne en balance certains ferments présents dans le peuple français et dans le peuple allemand. Si c'était à recommencer, pour ma part (je ne peux parler qu'en mon seul nom personnel), je ferais aujourd'hui plus de facilités aux Scandinaves et aux Suisses, dans l'intérêt de la Communauté.

*Question:* Nous avons toujours pensé que notre expérience de pays s'exprimant dans plusieurs langues, faisant co-exister plusieurs races dans un système véritablement démocratique, pouvait être utile aux Européens. Mais il y a le préalable de notre situation internationale: nous tenons à conserver entière notre neutralité, qui est dans l'intérêt général.

*M. Monnet:* Votre neutralité ne gêne pas. Ce qui est nécessaire, c'est que vous acceptiez certaines décisions supra-nationales, par exemple dans certains domaines, les cartels, les transports ou l'agriculture. Il faut se plier à des critères objectifs, supérieurs aux échelons gouvernementaux.

Mais j'estime aujourd'hui (sous cette condition) que la présence britannique au sein du Marché commun et l'association des Scandinaves et des Suisses, participant à des institutions comme le Parlement européen, seraient utiles, dans son propre intérêt, à la Communauté européenne.

Bien entendu, je parle à titre privé. Et il faut d'abord sortir du tunnel, ce qui prendra un certain nombre d'années!

## 143

E 2001(E)1978/84/999  
[DoDiS-30396]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

IH

Berne, 17 mars 1963

A. Au début de 1958 une délégation suisse se rendit à Prague pour entamer avec les autorités tchécoslovaques des négociations portant sur la cession à ces autorités, contre une somme appropriée, des propriétés suisses en Tchécoslovaquie qui n'avaient pu être comprises dans l'Accord entre la Confédération suisse et la République tchécoslovaque concernant l'indemnisation des intérêts suisses en Tchécoslovaquie du 22 décembre 1949<sup>2</sup>.

Ces propriétés sont de trois catégories différentes:

a. divers immeubles nationalisés après l'entrée en vigueur de l'accord précité;

1. Notice rédigée par A. Janner et adressée à F. T. Wahlen.

2. Cf. l'Accord entre la Confédération suisse et la République tchécoslovaque concernant l'indemnisation des intérêts suisses en Tchécoslovaquie du 22 décembre 1949, RO, 1950, pp. 21-25.

b. quelques biens-fonds suisses pris en charge par des autorités locales en vertu d'un décret spécial, sans que l'indemnité prévue ait été versée à leurs propriétaires, sous prétexte que les dispositions d'application de ce décret ainsi que les modalités d'indemnisation doivent encore être adoptées;

c. certains immeubles administrés par les pouvoirs publics ou liquidés par l'Etat, après que les propriétaires aient dû recourir à des avances consenties par l'Etat moyennant l'inscription d'une hypothèque, parce que les revenus, déduction faite des impôts et des taxes, ne suffisent pas à en assurer l'entretien.

B. A la dernière minute, les autorités tchécoslovaques présentèrent une série de desiderata. Elles demandaient en particulier que soit examinée la question des effets de certains jugements rendus par des tribunaux suisses. Ceux-ci auraient systématiquement négligé les intérêts tchécoslovaques en Suisse, en empêchant notamment les entreprises nationales tchécoslovaques de disposer librement de leurs biens situés en Suisse et de les utiliser.

Les revendications tchécoslovaques ont été rejetées par la délégation suisse qui rappela que, d'après les principes du droit des gens généralement reconnus, les mesures de nationalisation prises par un Etat ne peuvent s'étendre qu'au territoire de cet Etat. S'agissant d'atteinte à la propriété découlant du droit public, tout effet extraterritorial leur fait défaut. Dans ces circonstances, il ressortissait exclusivement aux tribunaux de juger à qui appartient, lors d'une succession juridique, la propriété des biens de ressortissants et d'entreprises tchécoslovaques situés en Suisse. Les négociations ont alors été interrompues (MM. Diez et Schmidlin ont rédigé les rapports ci-joints<sup>3</sup> sur le déroulement de ces négociations<sup>4</sup>). Depuis, il n'a plus été possible de les reprendre.

C. A l'occasion de la visite de courtoisie que le Ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, M. David, vous a rendue le 30 mars 1962<sup>5</sup>, il a été fait allusion à ces questions encore en suspens et à l'espoir que nourrissent les autorités suisses d'ouvrir de nouvelles négociations. M. David n'était pas au courant des détails, mais il exprima sa certitude que si nous avions abouti sur les questions principales, les nationalisations, il pourrait en être de même sur des points accessoires.

D. Depuis la suspension des négociations en février 1958, la situation n'a pas évolué. Vu les intérêts suisses touchés par les différentes mesures de nationalisation et pour des raisons de principe, nous vous proposons de soulever le problème lorsque le nouveau Ministre de Tchécoslovaquie en Suisse, M. Soucek, vous rendra visite<sup>6</sup>. Il va de soi, cependant, que le moment venu, M. le Ministre Parodi entreprendrait les démarches nécessaires auprès des autorités tchécoslovaques.

---

3. *Non reproduits.*

4. *Les négociations ont eu lieu du 27 janvier au 4 février 1958 à Prague. A ce sujet, cf. le rapport de T. Schmidlin du 5 février 1958, E 2001(E)1972/33/246.*

5. *Cf. la notice Besuch von Aussenminister David de Janner du 29. März 1962 (DoDiS-30399) et la notice Visite de courtoisie de M. David, Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie de P. Micheli du 31 mars 1962, E 2804(-)1971/57/4.*

6. *Sur la reprise des négociations, cf. le rapport Bericht über die Nationalisierungsverhandlungen in Prag Ende November 1963 de Janner du 17 décembre 1963 (DoDiS-30443).*



P. S.

Ein Hinweis, dass das schweizerisch-tschechoslowakische Nationalisierungsabkommen von 1949 zur vollen gegenseitigen Zufriedenheit fristgemäss (innert 10 Jahren) erfüllt wurde, wäre angezeigt, ergänzt durch die Bemerkung, dass es infolgedessen auch möglich sein sollte, die wenigen noch wenigen Nationalisierungsfragen ebenfalls zu liquidieren.

## 144

E 2001(E)1978/84/426

[DoDiS-18902]

### *Der schweizerische Botschafter in Washington, A Zehnder, an das Politische Departement<sup>1</sup>*

*Empfangskopie*

T Nr. 131

Washington, 4. April 1963, 17.00

*Erhalten:* 5. April, 8.30

Wurde heute von Präsident Kennedy empfangen im Sinne zweiten Teils der Zeremonie Überreichung Beglaubigungsschreibens. Kennedy leitete das Gespräch. Er dankte für die wirksame Art, mit welcher Schweiz humanitäre amerikanische Interessen in Kuba vertrete<sup>2</sup>. Nach Befragung über meine Karriere fragte er mich, ob ich schon in Washington gewesen bin, was mir ermöglichte, zurückgehend auf das Jahre 1946, über die schweizerische Neutralität zu sprechen und den Wandel in deren Beurteilung in der hiesigen Administration zu betonen<sup>3</sup>. Kennedy erwiderte darauf, dass von ihm aus gesehen die Schweiz ruhig neutral bleiben könne. Seine Hauptsorge sei, eine gut arbeitende wirtschaftliche westliche Gemeinschaft zu schaffen, um eine Rezession im Westen zu verhindern. Ich benutzte diesen Anlass, um die Nützlichkeit des «trade expansion acts» zu betonen und ihm zu sagen, dass die schweizerische Regierung diesen Akt begrüsse und bereit sei, in Verhandlungen zu treten. Als ich beifügen wollte, leider bestehe die «escape clause»<sup>4</sup> für Uhren immer noch, unterbrach er mich lebhaft und sagte er schätze den Beitrag der Schweiz zum Zwecke der Überwindung einiger amerikanischer Zahlungsbilanz Schwierigkeiten.

Ich bin versucht, aus der Verlegung des Akzents vom politischen auf den wirtschaftlichen, den nationalen Velleitäten Europäischer Staaten vermehrt Rechnung zu tragen, wenn in der wirtschaftlichen Zusammenarbeit Fortschritte erzielt werden könnten. Jedenfalls gilt dies für die Beziehungen USA zur neutralen Schweiz.

1. *Dieses Telegramm trägt einen Stempel:* Nach Kenntnisnahme vertraulich vernichten.

2. *Vgl. Nr. 54, Anm. 2, in diesem Band.*

3. *Anspielung auf die hartnäckigen Verhandlungen mit den Alliierten in Washington im Jahre 1946. Siehe dazu DDS, Bd. 16, thematisches Verzeichnis: IV.2. Allgemeine Finanzbeziehungen.*

4. *Zur Annahme dieser Klausel vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 63 (DoDiS-7803) und DDS, Bd. 19, Nr. 10 (DoDiS-9205).*

Was die anschliessende Befragung durch die Presse anbetrifft, so stimmt die UPI<sup>5</sup>-Meldung im grossen ganzen mit Ausnahme meiner Antwort auf die Frage über die Typhus-Epidemie in Zermatt. Ich antwortete, dass auf Rücksicht auf die vielen Touristen sorgfältig vorgegangen werden musste, dass jedoch die notwendigen Schritte eingeleitet worden sind. Der Rest der Phrase stimmt. Der Journalist gab übrigens einfach der hier vorherrschenden Meinung Ausdruck, die sicherlich nicht ganz falsch ist.

---

5. *United Press International.*

## 145

E 1001(-)1967/125/15

[DoDiS-30665]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, F. T. Wahlen, an den Bundesrat<sup>1</sup>*

### FREUNDSCHAFTSVERTRAG MIT LIBERIA

At PO/HL

Bern, 10. April 1963

Anlässlich eines Staatsbesuches, den der liberische Präsident William V. S. Tubman im Jahre 1956 unserem Lande abstattete<sup>2</sup>, wurde erstmals die Frage des Abschlusses eines Freundschaftsvertrages zwischen der Schweiz und Liberia erwogen. Die Anregung dazu war ursprünglich von der Union Handels-Gesellschaft AG in Basel ausgegangen, die in Liberia umfangreiche Investitionen besitzt. Unser Vorstoss bezweckte, das gute Klima, das die schweizerisch-liberischen Beziehungen in jenem Zeitpunkt kennzeichnete, für die Schaffung eines staatsvertraglichen Rahmens zu nützen und damit auch die Zukunft unserer relativ bedeutenden Kolonie in Liberia (etwa 200 Personen) und deren wirtschaftliche Interessen möglichst zu sichern. Nachdem unser Vorschlag zunächst kein konkretes Echo gefunden hatte, konnten die Verhandlungen seit 1960 in mehreren Phasen entscheidend gefördert werden.

Der heute vorliegende Vertragstext<sup>3</sup>, der am 13. Februar 1963 in Monrovia vom Verweser unseres dortigen Generalkonsulates, Vizekonsul Wolf, und Unterstaatssekretär Wilmot Davis paraphiert worden ist<sup>4</sup>, unterscheidet sich vom ursprünglichen Textentwurf in mehrfacher Hinsicht. Einerseits konnte auf schweizerischen Wunsch, nachdem hiefür vorerst erheblicher Widerstand von liberischer Seite überwunden werden musste, eine Investitionsschutzklausel eingebaut werden, wie sie in ähnlicher Weise bereits in mehreren Verträgen

---

1. Dieser Antrag wurde von R. Probst und A. Hohl verfasst und von F. T. Wahlen unterzeichnet.

2. Zu diesem Besuch vgl. E 2001(E)1970/217/81.

3. Nicht abgedruckt.

4. Für diesen Vertragstext vgl. den Anhang zum Schreiben Liberia; Freundschaftsvertrag von H. Taverna an P. Micheli vom 13. Februar 1963, E 2001(E)1976/17/525.

mit anderen afrikanischen Staaten Aufnahme gefunden hat<sup>5</sup>. Ein Vorbehalt, auf dem die liberischen Behörden beharrten, wonach sich im Falle allgemeiner nationaler Stabilisierungsmassnahmen in Bezug auf den freien Kapitaltransfer Einschränkungen als notwendig erweisen könnten, bei denen aber die Meistbegünstigung aufrecht erhalten bliebe, wurde in einen Briefwechsel verwiesen<sup>6</sup> (Beilage). Andererseits wurde auf liberischen Wunsch ein ausführlicher Artikel über die gegenseitigen diplomatischen und konsularischen Vertretungen, der uns annehmbar erschien, eingebaut. Schliesslich fanden wir uns bereit, eine Bestimmung aufzunehmen, wonach sich keine der beiden Parteien in die inneren Angelegenheiten der anderen einmischen werde. Dieses Anliegen, das von unserem Standpunkt aus als selbstverständlich erscheint, das aber von der liberischen Seite mit besonderer Insistenz verfochten wurde, lässt sich nur aus dem antikolonialen Reflex der afrikanischen Staaten verstehen. Auf die im Freundschaftsvertrag ursprünglich vorgesehene Schiedsklausel konnte verzichtet werden, da die Verhandlungen über den Abschluss eines separaten Vergleichs- und Schiedsvertrages zwischen der Schweiz und Liberia so weit fortgeschritten sind, dass mit der gleichzeitigen Unterzeichnung beider Verträge gerechnet werden kann.

Der vorliegende Vertragstext, der die Zustimmung sämtlicher interessierten Bundesstellen gefunden hat, umfasst acht Artikel:

*Art. 1* stellt fest, dass zwischen den beiden Vertragspartnern dauernder Friede und immerwährende Freundschaft herrschen sollen;

*Art. 2* stipuliert hinsichtlich der den Staatsangehörigen des Partnerlandes eingeräumten Rechte (Niederlassung, Verfügungsgewalt usw.) die Reziprozität; vorbehalten bleiben bestehendes und künftiges Verfassungs- und Gesetzesrecht. Für Rechts- und Verwaltungsverfahren gilt das «*traitement national*». Auf die Ausfuhr von Vermögenswerten und persönlicher Habe wird die Meistbegünstigung angewandt;

*Art. 3* regelt den Austausch diplomatischer und konsularischer Vertretungen;

*Art. 4* enthält die Nichteinmischungsklausel;

*Art. 5* unterstellt Handels-, Transit-, Zoll- und Zahlungsangelegenheiten der Meistbegünstigung. Ausgenommen bleiben die im Rahmen bestehender oder künftiger Zollunionen, Freihandels- oder Währungszone geltenden Präferenzen;

*Art. 6* bestimmt hinsichtlich der Behandlung alter und neuer Investitionen – je nachdem sich das eine oder andere günstiger auswirkt – entweder das «*traitement national*» oder die Meistbegünstigung. Die freie Transferierbarkeit aller Erträge wird zugesichert. Expropriationen und Nationalisierungen dürfen nur im Öffentlichen Interesse und gegen angemessene Entschädigung vorgenommen werden;

*Art. 7* erstreckt die Anwendbarkeit des Artikels 5 für die Dauer der schweizerisch-lichtensteinischen Zollunion auf das benachbarte Fürstentum;

---

5. Für eine Übersicht über die afrikanischen Staaten, mit denen die Schweiz bis zu diesem Zeitpunkt Verträge abgeschlossen hatte vgl. Nr. 132, Anm. 4, in diesem Band.

6. Nicht abgedruckt.

Art. 8 enthält den Ratifikationsvorbehalt, regelt die Inkraftsetzung und stipuliert eine einjährige Kündigungsfrist. Nach einer allfälligen Kündigung soll die Investitionsschutzklausel (Art. 6) noch weitere 10 Jahre für die vor der Kündigung vorgenommenen Investitionen wirksam bleiben. Das Politische Departement beehrt sich, dem Bundesrat zu *beantragen*:

1. dem am 13. Februar 1963 paraphierten Entwurf eines Freundschaftsvertrages (samt Briefwechsel) zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Liberia wird zugestimmt;

2. der schweizerische Botschafter in Akkra, Herr Guy von Keller, wird ermächtigt, den Vertrag unter Ratifikationsvorbehalt, möglichst gleichzeitig mit dem Vergleichs- und Schiedsvertrag, zu unterzeichnen und den ergänzenden Briefwechsel vorzunehmen<sup>7</sup>.

---

7. Der Antrag des Politischen Departements wurde vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 30. April 1963 angenommen. Vgl. das BR-Prot. Nr. 820, E 1004.1(-)/1672.2. Der Freundschafts- und Handelsvertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Liberia wurde am 23. Juli 1963 abgeschlossen. Vgl. BBl 1963, II, S. 1329–1332.

## 146

E 2804(-)1971/2/54  
[DoDiS-18768]

### *Interne Notiz des Politischen Departements*<sup>1</sup>

#### TRANSPORT ITALIENISCHER ARBEITER ZU DEN PARLAMENTSWAHLEN IN ITALIEN<sup>2</sup>

Bern, 11. April 1963

Auf Grund von Unterredungen, die ich heute morgen mit den Herren Figini, Fahrplanchef SBB, Dr. Pedotti, BIGA, Vaney, Amt für Verkehr hatte und über die ich Herrn Botschafter Micheli noch kurz orientieren konnte<sup>3</sup>, gestatte ich mir, Ihnen folgendes zu unterbreiten:

1. Wie erinnerlich, hat der Bundesrat am 26. März auf italienisches Ansuchen hin beschlossen, den Transport von 130'000 italienischen Arbeitern zur Teilnahme an den Parlamentswahlen vom 27. April zu organisieren<sup>4</sup>. Ein Viertel davon soll am 23. April, ein weiteres Viertel am 25. April, die verbleibende Hälfte am 26. April befördert werden. Der Bundesrat hat dabei

---

1. Diese Notiz für F. T. Wahlen wurde von R. Probst verfasst.

2. *Handschriftliche Anmerkung von Wahlen*: Telephon mit R. Probst; sofort dafür sorgen, dass die SBB auf allen geeigneten Zügen, jedenfalls durch ein Communiqué, bekannt geben, dass die Züge 26. April schon ausverkauft sind: Botschaft benachrichtigen. Bericht R. Probst: Herr Figini SBB wird viel ungesagtes wissen.

3. Vgl. die Notiz Transport italienischer Arbeiter von Probst an P. Micheli vom 11. April 1963, E 2001(E)1976/17/508.

4. Vgl. das BR-Prot. Nr. 601 vom 26. März 1963, E 1004.1(-)/1671.2.

ausdrücklich festgestellt, dass die Beförderung nur möglich ist, wenn diese Staffeln eingehalten wird (Beilage 1<sup>5</sup>).

2. Nach den Erfahrungen der letzten Tage stellen sich indessen der Durchführung der geplanten Staffeln schwere Hindernisse entgegen. Während die 60'000 Plätze der Extrazüge vom 26. April schon fast ausverkauft sind, ist noch keine einzige Reservation für die Extrazüge des 23. und 25. April erfolgt. Die Gründe dafür sind offenbar doppelter Art;

– einerseits trachten die italienischen Arbeitnehmer eine zusätzliche Lohn-einbusse durch verlängerte Abwesenheit, die bei Benützung der früheren Züge eintreten würde, zu vermeiden;

– andererseits und vor allem suchen die schweizerischen Arbeitgeber selbst, ihre italienischen Arbeiter von einer Abreise vor dem 26. April abzuhalten, um keine Arbeitsausfälle und Produktionseinbussen zu erleiden. Verschiedentlich seien den Arbeitern für das Ausharren am 23., 24. und 25. April sogar Sonderprämien versprochen worden. Ein Unternehmen wie die Schweiz. Wagonfabrik, deren bester Kunde die SBB ist, hat sich auf deren Anfrage hin strikte geweigert, in Bezug auf das frühere Abreisedatum Entgegenkommen zu zeigen.

3. Es ist unter diesen Umständen auf den 26. April ein Massenzustrom italienischer Arbeiter zu erwarten, den die SBB, wie sie kategorisch erklärt, nicht absorbieren kann<sup>6</sup>. Ihr Wagenpark ist durch die geplante Aktion bereits voll beansprucht; es werden sogar aus Frankreich und Deutschland Wagen zugezogen, um die Extrazüge nach Italien bereitstellen zu können. Aus dem gleichen Grund lassen sich auch die ohnehin schon voll ausgelasteten fahrplanmässigen Züge nach Italien nicht verstärken. Die SBB sieht sich daher genötigt, am 26. und 27. April die Benützung der Fahrplanmässigen Züge für italienische Wähler zu sperren. Soweit diese nicht schon die Extrazüge vom 23. und 25. April benützen oder in den Extrazügen des 26. April (60'000 Personen) Platz finden, werden sie an den Wahlen nicht teilnehmen können. Im Einvernehmen mit Herrn Micheli habe ich der SBB geantwortet, dass wir sie nicht davon abhalten könnten, jene Massnahmen zu treffen, die ihnen technisch und organisatorisch unumgänglich erscheinen<sup>7</sup>.

4. Die vorliegende Entwicklung ist aber, wie ich auch der SBB gegenüber betonte, höchst bedauerlich. Sie zeugt vor allem von einem mangelnden psychologischen Verständnis unserer Industrie, die weiterreichende Überlegungen vor ihrem mittelbaren Nutzen zurückstellt. Es ist zu befürchten, dass die drastische Beschneidung der italienischen Wählerzahlen aus der Schweiz in Italien böses Blut machen wird, nachdem man uns vorerst für die Bekundung unseres guten Willens dankbar war. Der gute Willen ist zwar bei den Behörden weiterhin vorhanden; er fehlt aber offenbar bei grossen Teilen der Arbeiterschaft. Die Kritik wird diese Unterscheidung kaum machen und ganz einfach die «Schweiz» und die «Schweizer» angreifen. Ruhestörungen

---

5. Nicht abgedruckt.

6. Vgl. das Schreiben von H. Gschwind an W. Spühler vom 19. März 1963, E 2001(E)1976/17/508. Siehe auch E 7001(C)1975/52/17 und E 4300(B)1971/4/16.

7. Mündliche Antwort. Vgl. die Aktennotiz Transport italienischer Arbeiter von Probst vom 11. April 1963, E 2001(E)1976/17/508.

und Krawalle seitens grösserer, eventuell politisch aufgewiegelter italienischer Arbeiterscharen, denen die Abreise am 26. April nicht mehr gewährt werden kann, sind ebenfalls in Rechnung zu stellen.

Mit Schreiben vom 29. März hatte Herr Bundesrat Schaffner die Spitzenverbände der Wirtschaft bereits um verständnisvolle Berücksichtigung des Wunsches der italienischen Regierung und der getroffenen Transportdispositionen gebeten (Beilage 2<sup>8</sup>).

Ich frage mich, ob es unter den gegebenen Umständen nicht ratsam wäre, wenn sich der Chef des EVD (wenn nicht der Bundesrat) noch einmal in einem dringenden Aufruf an die Arbeitgeber wenden würde. Es würde sich m. E. darum handeln, sie auf die letzte Entwicklung hinzuweisen und an ihren guten Willen sowie an ihr Verantwortungsgefühl zu appellieren, damit sie es den bei ihnen tätigen Italienern – falls noch nicht geschehen – durch rechtzeitige Entlassung ermöglichen, ihrer Bürgerpflicht in der Heimat nachzukommen. Ein gewisser Erfolg sollte von einem derartigen Schritt erwartet werden können. Wir hätten zudem selbst das beruhigende Bewusstsein, das Menschenmögliche getan zu haben, um unser Versprechen gegenüber der italienischen Regierung einzuhalten. Da die Transport- und Reservationsvorbereitungen in vollem Gange sind, müsste ein solcher Schritt gegebenenfalls bald, d. h. noch im Lauf der Woche nach Ostern erfolgen können.

---

8. Nicht abgedruckt.

## 147

E 2001(E)1976/17/97  
[DoDiS-30752]

*Der schweizerische Generalkonsul in New York, H. W. Gasser,  
an den Sektionschef des Rechtsdienstes des Politischen Departements,  
E. Diez*

### VERMÖGEN RASSISCH ODER RELIGIÖS VERFOLGTER AUSLÄNDER ODER STAATENLOSER<sup>1</sup>

S

New York, 16. April 1963

Mit Schreiben vom 2. April 1963<sup>2</sup>, von dem ich eine Kopie erhielt, erkundigte sich unsere Botschaft bei Ihnen über den gegenwärtigen Stand der oben erwähnten Angelegenheit.

---

1. Zu dieser Frage vgl. *DDS, Bd. 16, Nrn. 61 (DoDiS-65), 67 (DoDiS-68) und 75 (DoDiS-17), Anm. 2, DDS, Bd. 17, Nr. 19 (DoDiS-2004) sowie die interne Notiz des Politischen Departements vom 27. Mai 1957 (DoDiS-13455) und die Notiz von R. Bindschedler an W. Stucki vom 23. Mai 1957 (DoDiS-13454). Vgl. auch das Schreiben von N. Goldmann an L. von Moos vom 13. Februar 1962 (DoDiS-30706).*

2. Vgl. E 2200.36(-)1976/154/19.

Nachdem die für den Bundesbeschluss<sup>3</sup> festgelegte Referendumsfrist am 10. April offenbar unbenutzt abgelaufen ist und sich bei mir tagtäglich in zunehmendem Masse Interessenten über die zu erfüllenden Formalitäten bei der Geltendmachung von Ansprüchen erkundigen, sehe ich Ihrem Bericht<sup>4</sup> mit Interesse entgegen. Ich kann in diesem Zusammenhang übrigens auch auf mein Schreiben vom 11. Juli 1961 an die Abteilung für Politische Angelegenheiten<sup>5</sup> und deren Bericht vom 24. Juli 1961 hinweisen<sup>6</sup>. Nach Rücksprache und im Einverständnis mit unserer Botschaft erlaube ich mir heute, Ihre Aufmerksamkeit auf den folgenden Punkt hinzulenken:

Abgesehen von den zu erwartenden Anmeldungen aus Israel und einigen Zentren in Südamerika dürften sich wohl die meisten Ansprüche auf New York konzentrieren. Auf Grund der von mir bis anhin gemachten Erfahrungen rechne ich, soweit New York betreffend, mit Zehntausenden von Anmeldungen. Wenn auch die grosse Mehrzahl der Ansprecher kaum in der Lage sein dürfte, für die in der Schweiz befindlichen Vermögenswerte einen Rechtstitel nachzuweisen oder glaubhaft zu machen, so werden wir uns doch mit deren Anmeldungen zu befassen haben. Dazu kommt, dass in den Vereinigten Staaten keine Zivilstandsregister nach schweizerischem Muster geführt werden und wir uns oft mit der Entgegennahme von Affidavits – deren Beweiswert meines Erachtens gering ist – begnügen müssen. Die in diesem Zusammenhang sich ergebenden Probleme sind der Justizabteilung von den gemeinsam erledigten Nachlassfällen her bestens bekannt. Auf welchem Weg auch immer die zu erwartenden Anmeldungen von Ansprüchen verwiesen werden – wir werden uns mit diesen Schwierigkeiten zu befassen haben. Im Hinblick auf den nun bevorstehenden Erlass der Ausführungsbestimmungen lag mir daran, Ihnen von den obigen Überlegungen Kenntnis zu geben.

Abschliessend noch folgendes:

Wie ich Sie bereits am 11. Juli 1961 wissen liess<sup>7</sup>, hat der Bundesbeschluss in den New Yorker Pressekreisen ein gewaltiges Echo ausgelöst. In regelmässigen Abständen erkundigen sich bei mir Journalisten über den neuesten Stand der Dinge.

Es liegt in der Natur der Sache und des hiesigen Pressewesens, dass die bis anhin veröffentlichten Meldungen nicht immer den Tatsachen entsprechen, ja in einigen Fällen ausserordentlich tendenziös waren. Es sei in dieser Hinsicht bloss daran erinnert, dass der Bundesbeschluss hier nicht in erster Linie auf seinen Inhalt hin überprüft, sondern in der üblichen mystifizierenden Weise in Zusammenhang mit dem Bankgeheimnis gebracht wurde. Nachdem nun die ganze Angelegenheit derart ins Rampenlicht gerückt wurde, frage ich mich, ob

---

3. *Es handelt sich um den Bundesbeschluss über die in der Schweiz befindlichen Vermögen rassistisch, religiös oder politisch verfolgter Ausländer oder Staatenloser vom 20. Dezember 1962, BBl, I, 1963, S. 23–28 (DoDiS-2108). Vgl. auch die Botschaft zu diesem Beschluss, Vgl. BBl, I, 1962, S. 933–949.*

4. *Vgl. E 2200.36(-)1976/154/19.*

5. *Vgl. E 2200.52(-)1981/114/42.*

6. *Vgl. E 2200.52(-)1981/114/42.*

7. *Vgl. Anm. 5.*

es nicht angezeigt wäre, die amerikanische Presse zu gegebener Zeit in Form eines Kommuniqué mit dem wesentlichen Inhalt des Bundesbeschlusses und vor allem den Ausführungsbestimmungen vertraut zu machen. Die betreffende, mit einer Sperrfrist versehene Mitteilung sollte uns indessen rechtzeitig in englischer Übersetzung zugestellt werden, damit sie hier gleichzeitig mit der Publikation in der Schweiz veröffentlicht wird. Andernfalls besteht die kaum abwendbare Gefahr, dass die Übersee-Korrespondenten der hiesigen Blätter die Sache, wenn nicht gerade falsch so doch zumindest ungenau darstellen.

## 148

E 2001(E)1976/17/392

[DoDiS-18933]

### *Der schweizerische Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer, an das Politische Departement*

*Empfangskopie*

T Nr. 554 Dringend und Geheim

Havanna, 30. April 1963, 23.58

*Erhalten:* 1. Mai, 19.30

1. Am 24. April um 11 Uhr nachts suchte mich FC<sup>1</sup> erneut in Residenz auf zu einer Besprechung unter vier Augen. Formeller Grund war der Ausschluss der Krankheitsfälle gemäss Weisung des Staatsdepartements bei vorgestrigem CRUS<sup>2</sup>-Schiff<sup>3</sup>. Anschliessend bestätigte er den Wunsch einer Art 2 – 3 tätigen Studienbesuchs der Schweiz, welchen er angesichts seiner Stellung nur durchführen könne, wenn eine geeignete Kontaktnahme mit Bundesrat gesichert. Von den Skandinavischen Ländern erwähnte er nur Schweden, unter Hinweis auf die Neutralität; bemerkte nichts über Österreich.

2. Ich wies auf Interesse IKRK-Besuch in Kuba hin. Er entgegnete, ein solcher sei an und für sich willkommen, aber der Besuch hiesiger Gefängnisse bilde einen schwierigen Punkt, da er als Inspektion ausgelegt werden könnte<sup>4</sup>. FC liess durchblicken, dass bei einem allfälligen Besuch<sup>5</sup> in der Schweiz eine Kontaktnahme mit dem IKRK erfolgen könnte.

3. FC beharrte auf Angabe Grössenordnung einer allfälligen Entschädigung Nestlé-Fabriken<sup>6</sup>. Meine Antwort: der hier meines Wissens einmal von kuba-

1. F. Castro.

2. Amerikanisches Rotes Kreuz.

3. Zu dieser Angelegenheit, welche die Repatriierung amerikanischer Staatsangehöriger nach Miami betrifft, vgl. das Schreiben von E. Stadelhofer an F. T. Wahlen vom 21. März 1963 (DoDiS-18949).

4. Zur Frage der amerikanischen Gefangenen in Kuba vgl. das Schreiben von Stadelhofer an P. Micheli vom 10. Januar 1963 (DoDiS-30399).

5. Zu diesem allfälligen Besuch vgl. das Telegramm Nr. 553 von Stadelhofer an Wahlen vom 24. April 1963 (DoDiS-18932).

6. Vgl. dazu Nr. 168 in diesem Band. Siehe auch die Note Intérêts Nestlé à Cuba von J. Schneeberger vom 21. November 1961 (DoDiS-30104), das Schreiben von Stadelhofer an Micheli vom 19. September 1963 (DoDiS-30352), das Schreiben von Stadelhofer an E. Stopper vom



nischer Seite erwähnte Wert von 10–12 Mio. Dollars sei m. E. zu niedrig. Entgegnung FC: bei dieser Grössenordnung wäre in Anbetracht der gegenwärtigen Wirtschaftslage eine längere Abschlagzahlung notwendig. Auf meine Frage, ob er sich noch eine andere Lösung vorstellen könnte, Antwort: teilweise oder gänzliche Rückgabe sehr schwierig, da nicht in kubanisches Wirtschaftssystem passend, aber es sei nichts unmöglich in Kuba.

4. Am 25. April wurde der päpstliche Geschäftsträger<sup>7</sup> unerwartet von FC zu einstündigem Besuch im Präsidentenpalais empfangen. FC erwähnte die Möglichkeit eines Schweizerbesuchs und erklärte, wahrscheinlich in Rom Zwischenhalt machen zu müssen, falls er nach Abschluss der Russlandreise den Staatsbesuch in Algerien mache. Dabei würde er gerne dem Papst einen Höflichkeitsbesuch abstatten. Frage sei auch, wie er sich gegenüber der italienischen Regierung verhalten müsse. Gleichenabends äusserte sich FC in Universität Havanna äusserst lobend über die Friedensbestrebungen und die Persönlichkeit des gegenwärtigen Papstes und fand für objektive Tätigkeit hiesiger Nuntiatur anerkennende Worte.

5. Am 30. April bat mich Roa zu sich und fragte mich, ob bereits eine Antwort aus Bern eingetroffen sei. Ich unterrichtete ihn gemäss Eurem 34<sup>8</sup>. Roa erklärte, dass bisher ausser der Schweiz, nur Sondierung bei Vatikan erfolgt. Solche bei der italienischen Regierung, nach Eintreffen einer positiven Antwort des Vatikans, wahrscheinlich, eventuell erfolge auch eine in Paris. Er glaubt, dass der Russlandbesuch FC bis mindestens 15. Mai dauert und keine anderen Länder des Ostblocks, ausser eventuell Tschechoslowakei, besucht werden. Er versprach, mich schnellstens über mögliches Datum für einen allfälligen Schweizerbesuch zu unterrichten<sup>9</sup>. Habe nachdrücklichst auf die Notwendigkeit der Geheimhaltung, bis Zustandekommen Besuchs feststeht und zwingendes Erfordernis vorheriger Abstimmung über Art, Ort und Zeit der Publikation, hingewiesen.

6. Bestätigt Eintreffen Kabels.

---

19. Dezember 1963 (DoDiS-30375) sowie DDS, Bd. 21, Nrn. 98 (DoDiS-14968) und 112 (DoDiS-14971).

7. Nicht identifiziert.

8. Vgl. das geheime Telegramm Nr. 34 vom Politischen Departement an Stadelhofer vom 27. April 1963, nicht abgedruckt.

9. Stadelhofer wurde am 9. Mai 1963 darüber informiert, dass Castro nach Abschluss seines Russland-Besuchs [...] direkt nach Kuba zurückkehren werde und auf den Besuch anderer Länder und damit auch Vatikan und Schweiz verzichten müsse. Vgl. das Telegramm Nr. 31 von Stadelhofer an das Politische Departement vom 9. Mai 1963, nicht abgedruckt.

## 149

E 2804(-)1971/2/47

[DoDiS-30242]

*Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

UNTERREDUNG MIT GENERALSEKRETÄR U THANT VOM 3. MAI 1963 IN GENÈVE

Bern, 6. Mai 1963

Die Unterredung dauerte ca. 50 Minuten.

Ich finde U Thant trotz der grossen Schwierigkeiten, die er zu bewältigen hat, sehr ruhig und in sich gefestigt. Mein allgemeines Urteil geht dahin, dass er seine Verantwortung spürt und sich bemüht, sich ihr in Unparteilichkeiten gewachsen zu zeigen, dass er aber in Gefahr ist, durch seine Berater unzuweckmässig vorzugehen und dass er noch nicht über die Kenntnisse der Einzelheiten verfügt, die man bei einer wirklich massgebenden Leitung des äusserst komplizierten Apparates voraussetzen würde.

Die Unterredung bezieht sich auf folgende Punkte:

Ich orientiere ihn aus eigener Initiative kurz über die von der Schweiz erwarteten Leistungen an das Gebäude der OMS, an die Renovation des Palais des Nations und das Aménagement der Place des Nations<sup>1</sup>. Damit im Zusammenhang mache ich auch auf die steigenden Anforderungen aufmerksam, die von Seiten der UNICEF und des Special Fund an uns gestellt werden und erwähne kurz unsere Leistung in Kongo<sup>2</sup> über die er orientiert ist. Im Anschluss an diese letzte Bemerkung kommt er auf das Kongo-Problem im allgemeinen und die Ausbildung von Instruktoren und Offizieren im speziellen zu sprechen. Ich sage ihm, dass wir nach wie vor nicht in der Lage wären, Instruktoren in den Kongo zu entsenden. Dagegen wären wir bereit, im äussersten Notfall die Ausbildung von 1–2 Klassen von Offiziersanwärtern zu je 20–30 Mann zu prüfen (Resultat der Aussprache im Bundesrat vom 3. Mai 1963<sup>3</sup>).

Im Anschluss daran erwähnt U Thant auch das Internationale Rote Kreuz. Ich gebe ihm, unter ausdrücklicher Erwähnung, dass es sich um eine persönliche Meinung handle, die jedoch vom Bundesrat geteilt werde, unsere Reserve hinsichtlich des Beizugs des Roten Kreuzes für Aktionen der Friedenswahrung bekannt. U Thant scheint diese Überlegungen zu verstehen.

Da gegenwärtig die Sitzung des ACC (Administrative Coordination Committee) stattfindet, teile ich U Thant auch einige unserer Beobachtungen über Schwächen in der technischen Zusammenarbeit der Vereinten Nationen, namentlich aber der UNTAO (UN-Technical Assistance Operations) bekannt. Hier wird es besonders deutlich, dass U Thant noch nicht über die notwendigen

---

1. Vgl. E 2003(A)1978/29/417.

2. Vgl. Nr. 70 in diesem Band.

3. Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 32. Sitzung des Bundesrates vom 3. Mai 1963, E 1003 (-)1994/26/2.

Kenntnisse hinsichtlich der Organisation der technischen Hilfe verfügt. So ist er beispielsweise hinsichtlich der personellen Aspekte der UNTAO nicht im Bild.

U Thant kommt dann auf die Finanzlage der Vereinigten Nationen zu sprechen und äussert sich eher pessimistisch. Bekanntlich liegen der demnächst zusammentretenden Konferenz drei Anträge vor: Die Vereinigten Staaten wollen im Sinne des Avis consultatif des Haager Gerichtshofs, dass sich alle Mitgliederländer nach Massgabe des für das gewöhnliche Budget gültigen Schlüssels an Friedenssicherungsaktionen beteiligen. Die Lateinamerikaner wünschen die Beteiligung gemäss Schlüssel auf 5 Millionen Dollars jährlich zu beschränken, während die wirtschaftlich stärkeren Mitglieder für Beträge, die diesen Plafond übersteigen, in verstärktem Masse beizuziehen wären. England hat eine Kompromissformel in dem Sinne eingebracht, dass dieser Plafond auf 10 Millionen Dollars zu erhöhen wäre. U Thant fürchtet, dass eine Mehrheit der Generalversammlung sich für die lateinamerikanische Formel entschliessen wird, was das dornige Problem der Festsetzung der stärkeren Beteiligung der Industrieländer ungelöst liesse. Er macht keine Anspielungen auf die bestehende oder eine allenfalls später in Aussicht zu nehmende Anleihe.

Was die Generalversammlung betrifft, so hält U Thant an seinem Plan, sie 1965 in Genf abzuhalten, fest. Nach Angaben von Herrn Gottret sollen im Sekretariat starke Kräfte bestehen, die diese Lösung nicht für glücklich halten, sondern auch die Generalversammlung 1965 in New York abhalten möchten.

Für 1964 ist die Abhaltung der Welthandelskonferenz in Genf vorgesehen. Wegen Kollisionen mit den Generalversammlungen der OMS und des BIT plant U Thant, sie in zwei Hälften zu zerlegen. Der erste Teil würde März/April 1964, der zweite Teil August/September 1964 stattfinden. Ein Beschluss ist jedoch noch nicht gefasst.

Endlich kommen wir noch auf das Mandat des Hochkommissärs<sup>4</sup> zu sprechen. U Thant hat sich diese Frage noch nicht überlegt und möchte einen Entschluss auf den Juli zurückstellen, wenn er wieder in Genf sein wird. Ich orientiere Herrn Schnyder direkt über Einzelheiten des Gesprächs.

---

4. F. Schnyder.

## 150

E 2001(E)1976/17/505  
[DoDiS-18767]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

VERSTAATLICHUNG DER ITALIENISCHEN ELEKTRIZITÄTSINDUSTRIE<sup>2</sup>.  
DISSKUSSION DER ARBEITSGRUPPE ITALIEN  
DER SCHWEIZERISCHEN BANKIERVEREINIGUNG VOM 13. MAI

Prot. HN Streng vertraulich

Bern, 16. Mai 1963

Unter dem Vorsitz von Präsident Schaefer versammelten sich Vertreter der Grossbanken, Elektrowatt und Indelec und Herr Hentsch.

1. *Umfang der Interessen.* Die Bankiervereinigung machte eine Enquête über den Umfang der betroffenen Interessen. Ergebnis:

	<i>Total ohne ital. Besitz</i>	<i>davon Schweizer Besitz</i>
Total von Schweizer Banken Verwaltet	87 Mia. Lit.	31 Mia. Lit.
davon ital. Elektroholdings (Edison, Centrale), die nicht direkt betroffen sind	<u>50 Mia. Lit.</u> 37 Mia. Lit. = 260 Mio. SFr.	<u>13 Mia. Lit.</u> 18 Mia. Lit. = 126 Mio. SFr.
+ Anteil einer Grossbank, die sich bisher weigerte, Aufteilung zu machen		<u>4 Mia. Lit.</u> 22 Mia. Lit. = <u>150 Mio. SFr.</u>

Die Berechnung basiert auf dem Kurs vom Juni 1961.

Nach Gesetz gilt das Mittel der Kurse 1. 1. 59–31. 12. 61, welches 10–20% niedriger als Juni 1961, aber bedeutend höher als Kurs Ende 1962 ist. In den 150 Mio. SFr. hat es also noch eine Reserve. Eine zweite Enquête<sup>3</sup> zeigte, dass sich alle Schweizerbesitzer für eine Anleihe interessieren. Bisher sprach man den Italienern gegenüber von 200–300 Mio. SFr. Sie werden nun angenehm überrascht sein.

2. *Kreis der Begünstigten.* Herr Schaefer ist kategorisch: eine Vorzugslösung kann *nur für den Schweizerbesitz* mit einiger Aussicht auf Erfolg verlangt werden. Dies bedingt eine entsprechende Schweizerbesitzerklärung. Wer soll sie abgeben? Nur die Grossbanken, wäre zu eng, alle Mitglieder der Bankierverei-

1. Diese Notiz wurde von H. Hess verfasst und unterzeichnet.

2. Zu dieser Angelegenheit vgl. auch die Note von P. Micheli an Hess vom 28. April 1962 (DoDiS-18786) und das Schreiben von Ph. Zutter an Micheli vom 2. Mai 1962 (DoDiS-18970).

3. Vgl. die Notiz von Hess an Micheli vom 20. Juni 1962 (DoDiS-18756).

nigung zu weit. Also Mitglieder der Affidavit-Konvention A mit Kontrollrecht der Bankiervereinigung. Die Erklärung soll nicht Affidavit genannt werden, möglichst formlos und mit wenig Publizität.

Dr. Singer von der Kreditanstalt ist besorgt wegen dieser Erklärung. Er meint, dass alle nicht mit der Erklärung versehenen Aktien Gefahr laufen, als nicht versteuerter italienischer Besitz konfisziert zu werden. Das würde den Schweizer Banken enorme Verluste bringen und ihren Kredit gefährlich tangieren. Vor dem Dilemma, keine Sonderlösung für den Schweizerbesitz oder die Erklärung, ist er aber auch für letzteres.

Man versichert ihm, dass die Gefahr nicht so gross sei, da die Banken auch bedeutenden drittausländischen Besitz (so französischen in Genf) verwalten. Durch entsprechende Publizität der Bankiervereinigung im gegebenen Moment soll versucht werden, den von Singer befürchteten Schaden möglichst abzuwehren.

3. *Vorzugslösungen für den Schweizerbesitz.* Die Entschädigung in 5½% Lireobligationen auf 10 Jahre ist ungenügend. Auf Grund der Kontakte mit Gouverneur Carli von der Banca d'Italia zeichnen sich folgende Möglichkeiten ab:

a) Der Schweizerbesitz an 5½% italienischen Obligationen erhält eine Kursgarantie der Banca d'Italia, ohne Kotierung in der Schweiz. Aussichtslos, da die Italiener damit zwei Tranchen schaffen würden, mit einem Kurs von ca. 120 der Obligationen *mit* Kursgarantie (interessantes Geschäft für die Aktionäre).

b) 4½% Anleihe für 10 Jahre, mit Kursgarantie und Kotierung in der Schweiz. Die Zinsdifferenz ginge als Kommission an die Banca d'Italia für die Garantie. Vielleicht könnte der Bund die Stempelsteuer reduzieren. Der Kurs käme wohl auf 104/105, also interessant.

c) Italienische Banken wären bereit, den gesamten schweizerischen Titelbesitz gegen bar zu übernehmen zu einem Kurs von ca. 90%. Schaefer hält auch das für nicht uninteressant, da die Entschädigung höher ist als der Kurs der Aktien Ende 1962.

Schaefer will wissen, auf welche Lösung er tendieren soll. Die Aussprache zeigt, dass die Holdings eine Barabfindung möglichst nahe an 100% wünschen. Die Banken tendieren aber auf eine Anleihe (Kommission), auch im Interesse der Kunden (sichere Anlage, wohl über pari).

*Schaefer resümiert unser Verhandlungsbegehren:*

In erster Linie: Kurzfristige Barauszahlung in SFr.

In zweiter Linie: Alternative: Entweder 10-jährige 4½% Anleihe mit Kursgarantie, wobei die Banken den Anteil der Holdings gegen bar übernehmen und ans Publikum abgeben könnten oder 90% Barkauf der italienischen 5½% Bonds über italienische Banken.

Formell: Sofort formlose Orientierung Carlis und Ersuchen um Ansicht<sup>4</sup>. Eigentliche Verhandlungen erst möglich, wenn eine dazu fähige italienische Regierung besteht.

4. Zur Reaktion von G. Carli, der eine Vermittlerrolle zu spielen bereit war, vgl. die Beilage zum Zirkular Italie/Nationalisation des entreprises d'électricité von der Schweizerischen Bankiervereinigung vom 11. Juli 1963, nicht abgedruckt.

Schaefer hält eine Intervention des EPD in diesem Stadium nicht für zweckmässig. Er glaubt, mit seinen Beziehungen zum bestmöglichen Resultat zu gelangen. (Ob das EPD im Interesse der Banken einmal bei der Begründung, warum der Schweizerbesitz allein bevorzugt wurde, mithelfen kann, wird wohl davon abhängen, ob der Vereinbarung irgendein offizieller Charakter gegeben wird<sup>5</sup>.)

---

5. Für eine Stellungnahme des Politischen Departements vgl. das Schreiben von Hess an die Schweizerische Bankiervereinigung vom 22. Juli 1963, nicht abgedruckt.

## 151

E 2804(-)1971/2/73

[DoDiS-30343]

### *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen*

UNTERREDUNGEN MIT DEN HERREN JEAN REY, MINISTER,  
UND S. L. MANSHOLT VOM 17. UND 18. MAI 1963 IN GENÈVE<sup>1</sup>

[Bern,] 29. Mai 1963

Ich benützte meine Teilnahme am Vortrag des Herrn Minister Rey vom 17. Mai zu einer eingehenden Aussprache mit ihm, die am nächsten Tag von einem etwa einstündigen «tour d'horizon» mit Mansholt gefolgt wurde. Die Diskussion drehte sich namentlich um den Stand des Assoziationsgesuches der Schweiz und der übrigen Neutralen mit besonderer Berücksichtigung des Falles Österreich sowie um die Möglichkeiten von Konsultationsarrangements.

Beide Herren bestätigten mir, dass die Kommission und namentlich auch sie persönlich das Assoziationsgesuch der Schweiz nach wie vor als pendent betrachten. Sie hatten Kenntnis von der Stellungnahme des Bundesrates anlässlich der Beantwortung der Interpellation Rohner<sup>2</sup> und sagten mir, dass sie die darin zum Ausdruck kommende Haltung als vernünftig und dem gegenwärtigen Stand der Integrationsbestrebungen in Europa als angemessen betrachten. Über den Zeitpunkt und die Art der Fortführung allfälliger Gespräche vermochten sie keine Aufschlüsse zu erteilen. Immer wieder kam die Ungewissheit der Haltung Frankreichs gegenüber dem englischen Beitrittsgesuch und damit gegenüber der ganzen Erweiterung der EWG zum Ausdruck. Herr Mansholt äusserte sich, wie er das schon anlässlich unseres Gesprächs vom 23. September in Brüssel getan hatte, eher pessimistisch. So sagte er, nach seiner Ansicht würde die EWG einen échec der Kennedy-Runde, der wiederum durch die Haltung Frankreichs herbeigeführt würde, kaum überleben.

---

1. Zur Vorbereitung dieser Unterredungen vgl. die Notiz von P. R. Jolles an F. T. Wahlen vom 15. Mai 1963 (DoDiS-30333).

2. Vgl. *Sten. Bull. SR*, 1963, S. 69–73. Zur bundesrätlichen Antwort auf die am 7. März 1963 eingereichte Interpellation vgl. E 2001(E)1976/17/242, E 7111(C)1972/178/105 und E 2804(-)1971/2/38.

So kam es denn auch zu keinen schlüssigen Folgerungen hinsichtlich allfälliger Konsultationsarrangements zwischen der EFTA, resp. einzelnen Mitgliedern und der EWG. Ich gab der Meinung Ausdruck, dass der von Couve de Murville geäußerte Gedanke, den Konsultationsbedürfnissen könne durch eine Akkreditierung eines EWG-Botschafters bei der EFTA Rechnung getragen werden, nach unserer Ansicht keine Lösung darstelle. Beide Herren waren der Auffassung, dass direktere Kontakte nötig seien, dass aber Frankreich im speziellen Fall Grossbritanniens in dieser Beziehung nach wie vor äusserste Reserve zeige.

Im Anschluss daran kam es noch zu einem Gedankenaustausch über den Fall Österreich. Auf gestellte Fragen antwortete ich, dass weder die EFTA als solche noch die Schweiz im speziellen gegen die angebahnten Kontakte etwas einzuwenden hätten. Ich machte jedoch darauf aufmerksam, dass sich von einem gewissen Punkte an die Frage der EFTA-Solidarität stellen werde und dass namentlich auch im Interesse Österreichs die ganze Angelegenheit sehr vorsichtig behandelt werden müsse, um nicht eine diesem Lande schädliche Reaktion der Sowjetunion zu provozieren. Beide Herren äusserten die Ansicht, dass es nicht gerade glücklich gewesen sei, dass sich ausgerechnet die Deutsche Bundesrepublik mit so viel Wärme dem Anliegen der Österreichischen Regierung annehme. Im Übrigen war aber bei den beiden Herren die Bereitwilligkeit unverkennbar, den Österreichern nach Möglichkeit entgegen zu kommen. Es schien mir besser, in diesem Zusammenhang keinerlei Fragen hinsichtlich der Rückwirkungen einer österreichischen Lösung auf die Behandlung der übrigen Beitritts- und Assoziationsgesuche, namentlich derjenigen der zwei andern Neutralen, zu stellen.

## 152

E 2200.14(-)1985/136/24  
[DoDiS-30562]

*Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit, A. R. Lindt,  
an den schweizerischen Botschafter in Beirut, G. Keel*

BETRIFFT: ERFOLGSERMITTLUNG DER SCHWEIZERISCHEN  
BILATERALEN TECHNISCHEN ZUSAMMENARBEIT

Rs<sup>1</sup> RH

Bern, 29. Mai 1963

Die Frage der Evaluation – der Erfolgsermittlung – erlangt in unserer Arbeit eine immer grössere Bedeutung. Es ist klar, dass nicht nur wir wissen möchten, sondern auch die schweizerische Öffentlichkeit, Parlament und

---

1. Dieses Rundschreiben ging auch an folgende Auslandvertretungen: Abidjan, Addis-Abeba, Akkra, Ankara, Athen, Bagdad, Bangkok, Beirut, Belgrad, Bogota, Colombo, Dakar, Damaskus, Dar-es-Salaam, Djakarta, Douala, Kairo, Karachi, Khartum, Léopoldville, Lissabon, Madrid, Manila, Mexico, Nairobi, New Delhi, Panama, Port-au-Prince, Rabat, Saigon, San José, Sofia, Teheran, Tel-Aviv und Tunis.

Presse, einen Anspruch darauf haben zu erfahren, was mit den zu Gunsten von Entwicklungsländern eingesetzten schweizerischen Mitteln und Kräften erreicht worden ist. Für unsern Dienst ist es besonders bedeutsam, aus dem bisher Geleisteten Lehren für künftige Aufgaben zu ziehen. Ausserdem müssen wir bereits heute an die Erneuerung des Bundeskredits denken und die umfangreichen Vorarbeiten dazu im Laufe des Jahres zum Abschluss bringen, wozu eine gründliche Überprüfung des mit den 60 Millionen des ersten Kredits Erreichten unumgänglich ist<sup>2</sup>.

Für diese Erfolgsermittlung sind wir in erster Linie auf Ihre Mitarbeit angewiesen. Untersuchungen internationaler Organisationen und anderer Geberstaaten haben ergeben, dass mitunter 25 bis 50 % der Personen, denen eine Aus- oder Weiterbildung erteilt worden ist, das Gelernte nicht oder nur in geringem Masse anwenden bzw. anwenden können. Der Anteil der Expertengutachten oder Materiallieferungen, die ohne oder nur von geringem Nutzen waren, dürfte oft ähnliche Ausmasse erreichen. Natürlich interessiert es uns, ob der schweizerischen technischen Hilfe im Durchschnitt das gleiche Schicksal beschieden war.

Zu Gunsten Ihres Gastlandes sind bis Ende 1962 die in der beiliegenden Liste<sup>3</sup> aufgeführten Aktionen schweizerischer technischer Zusammenarbeit realisiert worden<sup>4</sup>. Festzustellen inwiefern diese Tätigkeit dort eine Wirkung ausgeübt hat, dürfte nicht zuletzt auch für Sie von Interesse sein. Wir werden uns deshalb bemühen, Sie über alle unsere Aktionen auf dem laufenden zu halten und Ihnen, wie bis anhin, die Adressen der zurückkehrenden Stipendiaten sowie die Bereitstellung schweizerischer Experten und die Lieferung von Material regelmässig zu melden. Auf der andern Seite wären wir Ihnen dankbar, wenn Sie feststellen könnten, welche Erfolge – oder Misserfolge – den in der erwähnten Beilage angeführten Aktionen zuteil geworden sind. Über laufende Aktionen und spätere Unternehmungen würden Sie uns von Fall zu Fall Bericht erstatten.

Wir sind uns bewusst, dass die Erfüllung dieses Informationsauftrages, wie die Erfahrung zeigt, vielfach mit nicht unerheblichen Schwierigkeiten verbunden ist. Namentlich werden Regierungs- und Verwaltungsstellen eine Befragung oft als Einmischung empfinden. Immerhin dürften die Schwierigkeiten nicht in allen Sparten die gleichen sein.

a. *Materiallieferungen:*

Hier ist es zweifellos am leichtesten, sich direkt nach dem Schicksal des Gelieferten zu erkundigen, was unauffällig mit der Frage nach der Bewährung des zur Verfügung gestellten Materials geschehen kann. Bei dieser Gelegenheit kann vielleicht auch in Erfahrung gebracht werden, ob das Material zweckentsprechend verwendet und sachgemäss unterhalten wird und ob es seither auf Kosten der Regierung oder von anderer Seite ergänzt oder ersetzt worden ist.

---

2. Zu diesem ersten Kredit vgl. Nr. 39, Anm. 23, in diesem Band.

3. Nicht abgedruckt.

4. 1962 waren drei Stipendiaten zu Ausbildungszwecken in der Schweiz.



b. *Experten:*

Was die Expertisen betrifft, steht es den Entwicklungsländern natürlich frei, deren Schlussfolgerungen anzunehmen oder nicht. Dennoch müsste ein Weg gefunden werden, um festzustellen, ob und in welchem Umfange einem schweizerischen Expertenbericht Folge gegeben wurde, bzw. warum nicht. Dass dies in der Regel nicht auf offiziellem Wege geschehen kann, wenn angenommen werden muss, dass die einheimische Behörde eine solche Kontrolle als Einmischung empfände, liegt auf der Hand. Eine vertrauliche Befragung informierter Personen sollte sich aber bewerkstelligen lassen.

c. *Stipendiaten:*

Für Angehörige von Entwicklungsländern, die in der Schweiz bzw. auf unsere Kosten anderswo aus- oder weitergebildet wurden, dürfte sich die direkte persönliche Befragung als der geeignetste und am leichtesten gangbare Weg erweisen, sei es anlässlich eines allgemeinen oder besonderen Empfanges der in erreichbarer Nähe Wohnenden, sei es durch Angehörige der Schweizerkolonie oder durch andere Vertrauensleute Ihres Postens.

Besonders folgende Punkte würden uns interessieren:

1. Welches ist die gegenwärtige Tätigkeit des ehemaligen Stipendiaten?
2. In welchem Ausmasse kann er die in der Schweiz erworbenen Kenntnisse anwenden?
3. Wie beurteilt er im ganzen seine Ausbildung in der Schweiz?

Mehr noch als in den andern Fällen ist hier vielleicht eine schriftliche Erkundigung zu vermeiden, die erfahrungsgemäss weniger aufschlussreich ausfällt als eine persönliche, informelle Aussprache und die zudem für den Interessierten allenfalls nachteilige Folgen zeitigen könnte.

Aus den eingangserwähnten Zeitgründen wären wir Ihnen sehr zu Dank verpflichtet, wenn Sie uns bereits bis Ende Juli nächsthin einen Bericht über Erfolgsermittlung für die, gemäss Beilage, seit dem 1. Januar 1961 in Ihrem Gastlande durchgeführten Aktionen erstatten könnten<sup>5</sup>.

Ihren Mitteilungen sehen wir mit grossem Interesse entgegen und sprechen Ihnen für die Bemühungen in dieser Angelegenheit zum voraus unsern verbindlichen Dank aus.

---

5. Für die Situation im Libanon vgl. den Bericht der schweizerischen Botschaft in Beirut an das Politische Departement vom 28. Juni 1963, E 2003-03(-)1976/44/185, sowie den Bericht der schweizerischen Botschaft in Beirut an das Politische Departement vom 9. Juli 1963, nicht abgedruckt.

## 153

E 2003-03(-)1976/44/200

[DoDiS-30258]

*Notice interne du Département politique<sup>1</sup>**[Berne, 10 juin 1963]*

L'Ambassadeur A. R. *Lindt*, Délégué du Conseil fédéral suisse à la coopération technique, visite le Rwanda à la suite des demandes d'assistance présentées par le Gouvernement rwandais<sup>2</sup> après la visite en Suisse, en octobre dernier, de Son Excellence Monsieur Grégoire *Kayibanda*, Président de la République rwandaise<sup>3</sup>.

Monsieur *Lindt* tient à discuter des projets concrets et efficaces qui se prêtent à une coopération fructueuse entre les peuples rwandais et suisse. Un tour d'horizon des différentes possibilités d'assistance portent sur:

1. *Le Tourisme*: Le Gouvernement suisse est prêt à envoyer un expert ou directement ou par le truchement des Nations Unies. Cet expert devrait pouvoir commencer son travail au Rwanda à la fin juillet. Le Gouvernement suisse n'est pas à même de financer des hôtels et des entreprises de tourisme ce qui incombe à l'initiative privée. Tout développement touristique est cependant une œuvre de longue haleine.

2. *La Santé*: Le Délégué du Conseil fédéral est disposé à étudier la possibilité d'envoyer 3 médecins suisses au Rwanda qui pourraient assumer la direction d'un hôpital et former des cadres auxiliaires. Etant donné le manque de médecins en Suisse, il serait prématuré de fixer dès maintenant les modalités de cette étude. La coopération technique suisse, d'autre part, ne finance pas la construction ou l'administration d'hôpitaux qui appartiennent davantage au domaine humanitaire qu'à celui du développement.

3. *Projets combinés*: La coopération technique suisse a fait l'expérience que ce sont des projets combinés qui peuvent influencer le plus rapidement et de la manière la plus constructive et durable le développement économique et social d'un pays. Le projet combiné peut inclure en principe l'envoi d'experts et de spécialistes aussi bien pour l'étude du projet que pour sa gestion, la formation du personnel local et, moyennant des crédits à intérêt nominal et à longue durée, l'expédition de matériel et, dans quelques cas, la participation au financement du projet. Dans cet ordre d'idée, la coopération technique suisse a étudié deux projets qui impliqueraient sa participation à:

A. *Une Société coopérative rwandaise.*

Sous direction rwandaise, des spécialistes suisses pourraient assumer la gestion de la coopérative jusqu'au moment où des citoyens rwandais pourraient

---

1. *La notice contient une annotation manuscrite signée par R. Wilhelm*: Cette notice a été envoyée aux ministères compétents du Gouvernement rwandais; la discussion de cette notice a eu lieu avec le Conseil des ministres et le Président de la République le 10 juin 1963 à Kigali.

2. *Cf. l'Appel du Gouvernement rwandais à la coopération et l'assistance technique suisses de G. Kayibanda à H. Keller du 27 octobre 1962, non reproduit.*

3. *Sur cette visite, cf. N° 104, note 4, dans le présent volume.*

leur succéder. Ces spécialistes se chargeraient spécialement de l'achat et de la vente. Utilisant tous les contacts des marchés internationaux, ils essaieraient de faire profiter la coopérative et ses membres des prix les plus avantageux. L'exécution de cette politique ne manquerait pas d'avoir une certaine influence sur la balance des paiements. L'importance en serait proportionnelle au chiffre d'affaires de la coopérative. La Suisse pourrait également envisager de prêter à la coopérative une partie plus ou moins grande des fonds de roulement nécessaires, ceci présumerait évidemment un bilan parfaitement assaini. Aussi le transfert de ces fonds devrait-il se faire au cours libre. Dans cette première phase, un mécanicien suisse qui s'occuperait du parc des véhicules et formerait des mécaniciens rwandais, pourrait être inclus dans le groupe des spécialistes si le fonctionnement de la coopérative s'avérait satisfaisant et rationnel, la coopération rwandaise-suisse pourrait passer à la seconde phase. Il s'agirait alors de doter la coopérative de petites industries qui pourraient en augmenter la valeur des produits agricoles exportables ou fabriquer des articles jusqu'à présent importés de l'étranger. Entrent en ligne de compte que des fabrications simples. La Suisse pourrait participer à ce développement par l'envoi d'outils et de machines. Le remboursement des prêts suisses se ferait en monnaie rwandaise et le capital récupéré serait réinvesti au Rwanda dans des projets de développement économique et social.

Cette participation suisse pourrait de toute façon s'intégrer dans le cadre général du développement des coopératives rwandaises.

#### *B. Développement agricole.*

Le projet le plus concret qui pourrait commencer sur une échelle relativement modeste et s'élargir logiquement plus tard sera la meilleure. Aussi là, plusieurs phases – et pour chaque phase, les deux Gouvernements signeraient un accord – s'imposeraient. Au commencement, on choisirait une région dont le développement serait spécialement important. L'importation de taureaux pour l'amélioration de la race bovine, des essais pour des cultures nouvelles, l'utilisation des engrais, etc. précéderaient l'extension des expériences à une vallée entière. Dans la phase d'extension, on pourrait envisager la création de petites industries et de coopératives agricoles et de consommation dans la région. Un groupe de spécialistes suisses collaboreraient à la réalisation du projet.

La coopération technique suisse ne pourrait entamer les deux projets en même temps. Elle serait disposée à donner la priorité au projet de la coopérative si le Gouvernement rwandais partagerait ce point de vue<sup>4</sup>.

#### *4. Projets spéciaux.*

D'autres projets d'envergure mineure pourraient être pris en considération au moment opportun.

---

4. *Le projet de la société coopérative est poursuivi, cf. le PVCF N° 1830 du 4 octobre 1963 (DoDiS-30688).*

## 154

E 1001(-)1967/125/16  
[DoDiS-30423]

*CONSEIL FÉDÉRAL*  
*Procès-verbal de la séance du 21 juin 1963*

*Troisième prorogation de l'accord instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales<sup>1</sup> (COPERS)*

1. Par arrêté fédéral du 7 mars 1963, le Conseil fédéral a été autorisé à ratifier la convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales<sup>2</sup>. Il décida dès lors, le 15 mars 1963<sup>3</sup>, de charger le Département politique de déposer auprès du Gouvernement français l'instrument de ratification de cette convention, qui avait été signée par dix pays européens le 14 juin 1962 à Paris. Le dépôt de l'instrument de ratification de la Suisse a été effectué le 16 avril 1963.

2. Une enquête effectuée par le secrétariat de la COPERS auprès des Etats membres a révélé que, eu égard au stade actuel des procédures de ratification, il était impossible que l'Organisation européenne de recherches spatiales (OERS) vît le jour avant la fin de l'année 1963. Il est donc nécessaire de prévoir une nouvelle prorogation de l'accord de Meyrin qui, après deux prorogations, n'est valide que jusqu'au 30 juin 1963.

A toutes fins utiles, nous exposons ci-après les diverses étapes de la participation suisse à la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales :

Quote-part suisse (francs français)

a. Accord de Meyrin (27 février 1961 au 26 février 1962) Budget: 935'000 francs français.	31'100	(3,33%)
b. Première prorogation de l'accord (27 février 1962 au 26 février 1963) Budget: 5'500'000 francs français.	177'100	(3,22%)

---

1. *A propos de la participation de la Suisse à la COPERS, cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'Organisation européenne de recherches spatiales du 7 septembre 1962, FF, 1962, II, pp. 325-361. Cf. aussi la lettre de F. T. Wahlen à A. Soldati du 12 avril 1962 (DoDiS-30410), le résumé de la proposition adressée par le Département politique au Conseil fédéral le 30 avril 1962 en vue de la signature par la Suisse des textes constitutifs de l'Organisation européenne de recherches spatiales (DoDiS-30412), le procès-verbal de la séance d'experts en matière de satellites et de télécommunications du 19 juin 1962 (DoDiS-30414); cf. aussi N° 128 dans le présent volume.*

2. *Cf. l'Arrêté fédéral approuvant la convention qui institue une organisation européenne de recherches spatiales, RO, 1966, pp. 1291-1310.*

3. *Cf. le PVCF N° 506 du 15 mars 1963, E 1004.1(-)/1/671.2.*

c. Deuxième prorogation de l'accord  
 (27 février 1963 au 30 juin 1963) 180'950 (3,29%)  
 Budget: 5'500'000 francs français.

3. Le projet d'un troisième protocole de prorogation de l'accord de Meyrin, jusqu'au 31 décembre 1963, a été mis définitivement au point lors de la quinzième réunion du groupe de travail juridique, administratif et financier de la COPERS les 4 et 5 juin 1963<sup>4</sup>, de sorte que le nouveau protocole pourra être ouvert à la signature lors de la dixième session de la COPERS, convoquée pour le 21 juin 1963 à Paris.

4. L'article premier du projet de troisième protocole prévoit que la durée de validité de l'accord de Meyrin sera prorogée jusqu'au 31 décembre 1963, si la convention n'est pas entrée en vigueur avant cette date. Le montant des contributions à verser par les gouvernements signataires pendant la période couverte par la troisième prorogation est de 10'800'000 francs français; la part de la Suisse, qui constitue le 3,29% de cette somme, s'élève à 355'320 francs français. (cf. annexe au projet de troisième protocole).

Les contributions des Etats membres permettront à la COPERS de poursuivre la préparation des plans, le recrutement du personnel et l'établissement des programmes scientifiques et techniques. Devant la nécessité de proroger l'activité de la Commission préparatoire, les délégations n'ont pas voulu perdre de temps et, ne désirant pas que l'organisation tourne à vide, ont décidé que la COPERS ferait tous les travaux qui, normalement, auraient été exécutés par l'OERS à ses débuts, sauf ceux comportant des frais d'investissement. Les prévisions de dépenses se fondent sur les estimations suivantes:

a. Les effectifs passeront de 89 tels qu'ils étaient à la fin du deuxième exercice financier (premier mars 1962 au 28 février 1963) à 264 à la fin du troisième exercice financier (premier mars 1963 au 31 décembre 1963).

b. Il y aura à passer à l'extérieur dix gros contrats portant sur des avant-projets majeurs et d'équipement technique, ainsi que quelques contrats portant sur la construction.

c. Le budget de la COPERS n'a à couvrir aucun élément du coût du programme opérationnel, lequel ne sera mis en œuvre qu'après l'entrée en vigueur de la convention, à l'exception des traitements de l'équipe de formation technique.

d. La somme de 3,9 millions de francs français (fonds de transition) doit être dès maintenant prévue pour la fin du troisième exercice financier afin d'assurer la couverture des besoins minima correspondant aux dépenses du personnel et aux dépenses générales de l'OERS pendant les trois premiers mois de 1964, en attendant la rentrée des premières contributions dues à l'OERS par les Etats membres. D'autre part, les fonds qui n'auraient pas été dépensés au 31 décembre 1963 ou au moment de l'entrée en vigueur de la convention, si elle intervient avant cette date, seront transférés à l'OERS (art. 6 du premier protocole).

*4. Ce projet de protocole est annexé à cette proposition du Département politique et non reproduit ici.*

5. Conformément à la décision du Conseil fédéral du 24 février 1961<sup>5</sup>, la délégation suisse à la réunion de la COPERS du 21 juin 1963 sera composée du professeur Marcel Golay, président de la Commission suisse des recherches spatiales<sup>6</sup>, comme chef de la délégation, et de M. Samuel Campiche, suppléant du chef de la Division des organisations internationales du DPF.

Vu ce qui précède, le Département politique a l'honneur de proposer:

1. La délégation suisse est autorisée à signer, lors de la séance de la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales qui aura lieu à Paris le 21 juin 1963, le troisième protocole prorogeant l'accord instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales; elle est autorisée à accepter le budget de 10'890'000 francs français de dépenses, comportant un versement de la part de la Suisse de 355'320 francs français.

2. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pleins pouvoirs de la délégation<sup>7</sup>.

---

5. Cf. le PVCF N° 353 du 24 février 1961, E 1004.1(-)1000/9/646.2.

6. A propos de cette commission, cf. la proposition du Département politique du 30 avril 1963, E 2003(A)1974/52/218. Voir aussi le PVCF N° 2076 du 8 novembre 1963, E 1004.1(-)1000/9/679.1, et la notice du Département politique sur L'Europe et les télécommunications spatiales du 26 février 1963 (DoDiS-30477).

7. La proposition est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 21 juin 1963. Cf. le PVCF daté du même jour, E 1004.1(-)1000/9/674.2.

## 155

E 7170(B)1977/67/265

[DoDiS-30019]

### *Interne Notiz des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit<sup>1</sup>*

#### ZUKÜNFTIGE DECKUNG DES BEDARFES AN AUSLÄNDISCHEN ARBEITSKRÄFTEN

Bern, 14. Juni 1963

Wie ich Ihnen bereits bekanntgegeben habe und wie ich auch am letzten Amtrapport kurz antönte, beschäftigen uns gegenwärtig nicht bloss die mit der Beschränkung der Zahl ausländischer Arbeitskräfte im Zusammenhang stehenden Probleme, sondern auch die Fragen, ob und in welcher Weise wir in Zukunft die für die Aufrechterhaltung aller Sparten unserer wirtschaftlichen Tätigkeit einschliesslich der öffentlichen Dienste, Spitäler usw. unerlässlichen ausländischen Arbeitskräfte beschaffen können. Selbstverständlich steht nach wie vor die Vorkehr zur Eindämmung einer weiteren starken Zunahme des Ausländerbestandes im Vordergrund, und es ist zu hoffen, dass bereits die Augustbestandeserhebung 1963 ein günstiges Bild über die direkten oder

---

1. Diese Notiz wurde von G. Pedotti unterzeichnet und war an M. Holzer gerichtet.

indirekten Auswirkungen des BRB vom 1. 3. 63<sup>2</sup> sowie über andere, gegen ein allzu starkes Ansteigen der Ausländer wirkende Kräfte wie Dämpfung der Konjunktur, Bestellungenrückgänge, weniger optimistische Beurteilung der künftigen Wirtschaftsaussichten, Schwierigkeiten in der Beschaffung ausländischer Arbeitskräfte usw., vermitteln wird. Wir werden uns im übrigen bald schon darüber Klarheit verschaffen müssen, ob und bejahendenfalls welche Vorkehren zur Ablösung des BRB vom 1. 3. 63 in Aussicht zu nehmen sind. Hierüber hat anlässlich der Konferenz mit den Arbeitsämtern vom 11. Juni 1963, welche den Fragen der Durchführung des BRB vom 1. 3. 63 und den allfälligen Massnahmen zur Ablösung dieses BRB gewidmet war, eine ausgiebige Aussprache stattgefunden, über deren Verlauf und Ergebnis ich Sie bald schon mit einem ausführlichen Bericht orientieren werde.

Die Frage, ob wir in Zukunft die unerlässlichen Arbeitskräfte werden beschaffen können, beschäftigt nicht nur uns, sondern noch viel stärker weiteste Kreise unserer Wirtschaft. Ich habe mich hierüber schon eingehend mit Herrn Dr. Schwarb vom Zentralverband, aber auch mit Vertretern anderer Arbeitgeberorganisationen und der Landwirtschaft, unterhalten und dabei immer den Standpunkt vertreten, dass vorläufig die Frage der Beschränkung der Zahl der ausländischen Arbeitskräfte im Vordergrund steht und dass bei dieser Situation vor allem aus politischen Gründen nicht erwartet werden könne, dass z. B. bald schon neue Rekrutierungsabkommen mit Ländern wie Griechenland, der Türkei usw. in Erwägung gezogen werden. Ich gab aber zu verstehen, dass angesichts der zunehmenden Rekrutierungsschwierigkeiten in Italien (Ziff. 1), besonders aber in Spanien (Ziff. 2) jetzt schon abgeklärt werden müsse, welche Möglichkeiten bestehen, vor allem für Mangelberufe in weiter entfernten Ländern wie Griechenland, der Türkei und Portugal die andernorts nicht mehr rekrutierbaren unerlässlichen ausländischen Arbeitskräfte zu beschaffen, und welche Voraussetzungen rechtlicher, administrativer, organisatorischer und anderer Natur erfüllt sein müssen, um, ohne ein Rekrutierungsabkommen abzuschliessen, aus solchen Ländern die Arbeitskräfte zu beschaffen (Ziff. 3). Dabei konnte ich darauf hinweisen, dass das BIGA sich nicht erst heute, sondern, soweit es um die Türkei und Griechenland geht, schon seit Jahren mit diesen Fragen befasst und dass unser Amt auf Grund einer eingehenden Korrespondenz mit unseren Botschaften in Athen und Ankara, aber auch gestützt auf andere Informationsquellen, über die Situation verhältnismässig gut unterrichtet sei, so dass, sofern etwas unternommen werden müsse, es bloss noch darum gehen könne, gewisse zusätzliche Abklärungen vorzunehmen und Unterlagen zu beschaffen.

Nach diesen einleitenden Bemerkungen möchte ich mich nun konkret zu der Situation bezüglich der einzelnen Länder äussern und Vorschläge und Anregungen unterbreiten.

---

2. Vgl. den Bundesratsbeschluss über die Beschränkung der Zulassung ausländischer Arbeitskräfte, AS, 1963, S. 190–192.

1. Soweit es um unser wichtigstes Rekrutierungsland, um *Italien*<sup>3</sup>, geht, ist die Situation bekanntlich die gleiche wie sie in den vergangenen Jahren war. Abgesehen von der Landwirtschaft haben im grossen und ganzen unsere schweizerischen Arbeitgeber sei es im Rahmen der normalen Rekrutierung, sei es vor allem dank der Einreise der sogenannten faux-touristes, die üblicherweise aus Italien stammenden Arbeitskräfte erhalten, wobei allerdings die Rekrutierungsgebiete sich immer mehr nach Süden verlagerten und parallel damit auch eine Abnahme der Qualifikation verbunden war. Interessant ist, dass, soweit es um die Zahl der erstmaligen Bewilligungen an italienische Arbeitskräfte geht: zum ersten Mal seit Jahren im ersten Quartal 1963 ein starker Rückgang (10'000, etwa 7–8% weniger als im 1. Quartal 1962) eingetreten ist, weshalb es nicht verwunderlich wäre, wenn im August der Bestand an Italienern statt wie bisher zuzunehmen zum ersten Mal zurückgehen würde. Es hält schwer, sämtliche Ursachen dieser Entwicklung festzuhalten. Sie stehen teilweise im Zusammenhang mit der Situation in Italien, teilweise gehen sie aber auch auf die direkten und indirekten Auswirkungen unseres BRB vom 1. 3. 63 zurück, insbesondere auf das Verhalten gewisser Arbeitgeber, soweit es um die Einstellung nicht qualifizierter italienischer «faux-touristes» geht.

Da wir nicht wissen, ob die Verhandlungen über das Emigrationsabkommen bald wieder aufgenommen<sup>4</sup> und welchen Verlauf und welches Ergebnis sie allenfalls haben werden, steht einzig fest, dass für die Zukunft noch mit einem weiteren Unsicherheitsfaktor zu rechnen ist. In diesem Zusammenhang möchte ich nochmals betonen, wie dringend notwendig es ist, das Junctim zwischen dem bereits unterzeichneten Sozialversicherungsabkommen<sup>5</sup> und der zur Diskussion gestellten Revision des Emigrationsabkommens für solange aufrecht zu erhalten, als letzteres Abkommen nicht im Sinne unserer Vorschläge vom vergangenen November bereinigt wird bzw. die Italiener in rechtsgültiger und bindender Weise erklären, sie verzichten auf die Weiterführung der Revisionsverhandlungen.

2. Die Entwicklung in diesem Jahr hat unsere Annahme, dass die Einwanderung aus *Spanien* mit dazu beitragen werde, den unerlässlichen Bedarf der Wirtschaft vor allem in Mangelberufen wie der Landwirtschaft zu decken und Ausfälle in andern Rekrutierungsländern wie Italien auszugleichen, erneut bestätigt. Während, wie erwähnt, im ersten Quartal die erstmaligen Bewilligungen der Italiener um 10'000 zurückgegangen sind, haben sie, soweit es um die Spanier geht, um etwa 5000 zugenommen.

Aber auch mit den Aussichten bezüglich der Weiterentwicklung der Einwanderung aus Spanien ist es nicht zum besten bestellt. In meinem Bericht

---

3. Vgl. *thematisches Verzeichnis*: Konjunktur- und Migrationspolitik.

4. Vgl. die *Notiz Verhandlungen mit Italien von Holzer vom 9. Oktober 1962* (DoDiS-18769).

5. Vgl. das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Italienischen Republik über soziale Sicherheit, abgeschlossen in Rom, 14. Dezember 1962, *AS, 1964, S. 727–742*. Siehe auch das *Exposé Les pourparlers italo-suissees sur les assurances sociales et l'immigration vom 11. Dezember 1961* (DoDiS-18751).



über Verlauf und Ergebnis meiner Abklärungen und Besprechungen in Madrid in der zweiten Aprilhälfte<sup>6</sup> habe ich dargelegt, dass vor allem in letzter Zeit in der Einstellung der spanischen Behörden zur Auswanderung in dem Sinn ein starker Wandel eingetreten ist, als diese Auswanderung angeblich aus wirtschaftlichen, in Wirklichkeit aber wohl aus politischen Erwägungen, statt gefördert immer stärker gehemmt wird. Die Landwirtschaft hat trotz abgegebener Versprechen immer noch nicht die angeforderte Zahl spanischer Landarbeiter erhalten, und das, was für Teile unserer Wirtschaft und einzelne Betriebe viel schwerwiegender ist, ist inzwischen eingetreten, nämlich eine ausserordentliche Behinderung der namentlichen Rekrutierung. Auch auf diese Möglichkeit habe ich bereits im Bericht hingewiesen, und ich möchte im folgenden kurz auf den gegenwärtigen Stand der Dinge und auf das weitere Vorgehen eintreten.

In Ziffer 2 meines Schreibens vom 1. Mai 1963 an den Generaldirektor der spanischen Auswanderungsanstalt<sup>7</sup>, von dem ich eine Lichtpause beilege (Beilage 1<sup>8</sup>), habe ich unter Hinweis auf das Abkommen, die Verhandlungen der Commission mixte sowie die schweizerische Praxis dargelegt, was wir unter namentlicher Rekrutierung verstehen und wie wir sie durchgeführt haben möchten. Da der Leiter der Auswanderungsanstalt in einem Schreiben vom 16. Mai 1963 (Beilage 2<sup>9</sup>) eine einschränkende Auslegung des Begriffes gab, ersuchte ich sofort Herrn Coigny von unserer Botschaft in Madrid, abzuklären, welches nun eigentlich die Haltung und das Vorgehen der spanischen Behörden seien. Der Generaldirektor der Auswanderungsanstalt wich einer Aussprache mit dem zuständigen Mitarbeiter unserer Botschaft aus und erliess dann Ende Mai eigenmächtig und unilateral, ohne uns, die Arbeitgeber und ihre Organisationen vorher hierüber orientiert zu haben, eine Anordnung, die eine einschneidende Einschränkung der namentlichen Rekrutierung bewirken wird (Beilage 3<sup>10</sup>). Einem grossen Teil der schweizerischen Arbeitgeber, welche Gesuche um namentliche Rekrutierung eingereicht hatten, wurden dieses Schreiben und gleichzeitig ihre Gesuche und Arbeitsverträge zugestellt mit der Aufforderung, bekanntzugeben, ob eine der Voraussetzungen, die nach spanischer Ansicht für die Bewilligung eines namentlichen Gesuches bestehen (Arbeit beim Arbeitgeber, enge familiäre Beziehungen usw.) erfüllt sei.

Ich habe nach Fühlungnahme mit den Arbeitgeberorganisationen unverzüglich dem Sozialattaché der spanischen Botschaft in Bern bekanntgegeben, dass wir mit diesem im Widerspruch zum Abkommen und zu andern Abmachungen stehenden Vorgehen nicht einverstanden seien, und als ich von ihm erfuhr, dass der Generaldirektor der spanischen Auswanderungsanstalt Anfang Juni für einige Tage in Genf weile und auch nach Bern zu kommen beabsichtige, habe ich eine Aussprache mit Herrn Garcia-Trevijano vereinbart

---

6. Vgl. den Bericht Rekrutierung spanischer Arbeitskräfte, insbesondere von Landarbeitern, für das Jahr 1963 von Pedotti vom 23. April 1963 (DoDiS-30456).

7. J. A. Garcia-Trevijano.

8. Nicht abgedruckt.

9. Nicht abgedruckt.

10. Nicht abgedruckt.

(Beilage 4<sup>11</sup>). In den Verhandlungen mit Herrn Garcia-Trevijano konnte erreicht werden, dass die spanische Auswanderungsanstalt bis Ende Juni Gesuche um namentliche Rekrutierung gleich behandle wie bis anhin und dass sie sich bereit erklärte, die Ende 14. Mai zurückgeschickten Gesuche, sofern sie bis Anfang Juli wieder nach Madrid retourniert werden, in Wiedererwägung zu ziehen und zu erledigen. Die Organisationen der Wirtschaft, die Arbeitsämter und die Arbeitgeber, von denen wir wussten, dass sie solche Gesuche zurückgeschickt erhalten haben, sind gemäss beiliegenden Zirkularschreiben über die Situation orientiert worden (Beilagen 5<sup>12</sup> und 6<sup>13</sup>). Ich brauche an dieser Stelle nicht besonders zu betonen, dass das Vorgehen der Spanier heftige Reaktionen bewirkte und dass die inzwischen eingetretene Ruhe nur vorübergehend sein wird. Wir müssen uns deshalb darüber klar werden, was nach dem 1. Juli geschieht und was wir vorzukehren haben.

In diesem Zusammenhang schlage ich folgendes vor:

a. Ich werde dem Generaldirektor der spanischen Auswanderungsanstalt unter Bezugnahme auf mein Schreiben vom 1. Mai 1963 und in Bestätigung dessen, was ich an der Aussprache vom 6. Juni 1963 mündlich bekanntgab, kurz und bündig erklären, dass wir uns mit dem spanischen Vorgehen, soweit es um die namentliche Rekrutierung geht, nicht einverstanden erklären können, da es im Widerspruch zum Auswanderungsabkommen vom 2. März 1961<sup>14</sup>, zu den Vereinbarungen in der Commission mixte und zur schweizerischen Praxis bei der namentlichen Rekrutierung in allen Ländern steht. Dieses Schreiben wird kaum die gewünschte Wirkung haben.

b. Deshalb schlage ich vor, dass jetzt schon ein Schreiben an unsere Botschaft in Madrid vorbereitet wird, mit welchem sie ersucht wird, beim Auswanderungsamt und wenn nötig bei der vorgesetzten Stelle zu intervenieren, um zu erreichen, dass auf diese Einschränkungen bei der namentlichen Rekrutierung verzichtet wird. Bei dieser Gelegenheit wäre wiederum zu betonen, dass, weil diese einseitige Massnahme im Widerspruch zum Abkommen und zu den bisherigen Abmachungen steht, uns Gelegenheit geboten werden müsse, z. B. in Verhandlungen der Commission mixte unseren Standpunkt nochmals zu vertreten, um dann zu schauen, ob eine beidseits akzeptable Regelung zustande kommt.

c. Nach meiner Auffassung muss, wie ich bereits in meinem Bericht über meine Reise nach Madrid und später Ihnen gegenüber mündlich bekanntgegeben habe, schweizerischerseits gestützt auf Art. 18 des Auswanderungsabkommens vom 2. 3. 61 die sofortige Einberufung der Commission mixte zur Behandlung dieses Problems gefordert werden. An sich wäre es das beste, wenn diese Kommission schon vor den Ferien zusammenkommen würde; wenn dies nicht möglich ist, ist eine Zusammenkunft für den Frühherbst in Aussicht zu nehmen.

---

11. Nicht abgedruckt.

12. Nicht abgedruckt.

13. Nicht abgedruckt.

14. Vgl. das Abkommen zwischen der Schweiz und Spanien über die Anwerbung spanischer Arbeitskräfte und deren Beschäftigung in der Schweiz, AS, 1961, S. 981 ff.

Abschliessend möchte ich betonen, dass ich die Chancen, mit Spanien zu einer auch für uns günstigen Regelung nicht nur der Frage der namentlichen Rekrutierung, sondern auch jener der Rekrutierung weiterer grösserer Zahlen spanischer Arbeitskräfte, vor allem solcher für die Landwirtschaft für das Jahr 1964, zu gelangen, nach den gemachten Erfahrungen nicht als sehr aussichtsreich beurteile. Diese Auffassung wird von Herrn Dr. Schwarb und auch von der Leitung des Schweiz. Bauernverbandes geteilt. Wie einleitend erwähnt, werden gegenwärtig und wohl auch in nächster Zukunft Bedeutung und Auswirkungen der vorübergehenden Auswanderung spanischer Arbeitskräfte nach westeuropäischen Staaten von höchster Stelle negativ gewertet, und dies hat seine Rückwirkungen auf das Verhalten des Auswanderungsamtes und der Provinzialbehörden. Unsere Situation ist, soweit es um die namentliche Rekrutierung geht, auch deswegen ungünstig, weil, soweit ich vernommen habe, die Deutschen sich mit der Einschränkung, die Spanien bezüglich der namentlichen Rekrutierung auch uns gegenüber festlegen möchte, bereits einverstanden erklärt haben. Es wird schwer halten, von den Spaniern eine für uns günstigere Behandlung zu erwirken. Sollten die Spanier auf einer für uns unakzeptable Ordnung der namentlichen Rekrutierung und anderer Fragen bestehen und sollte die Mitwirkung der Auswanderungsanstalt bei der offiziellen Rekrutierung zunehmend wirkungsloser und fragwürdiger werden, so wird man bald schon schweizerischerseits zu verstehen geben müssen, dass auch wir für eine korrekte Durchführung des Abkommens nicht mehr garantieren können und dass wir für uns und die Arbeitgeber sowie für ihre Organisationen volle Handlungsfreiheit vorbehalten müssten. Man muss sich dessen bewusst sein, dass bei einer solchen durchaus möglichen Stellungnahme für das Jahr 1964 an eine kollektive Rekrutierung nicht mehr gedacht werden könnte, was weitgehendste Konsequenzen haben müsste. Hierüber habe ich auch schon mit der Leitung des Schweiz. Bauernverbandes gesprochen, und dieser Sachverhalt ist für den Bauernverband massgebend für die Umschau nach andern Rekrutierungsgebieten (vor allem Portugal und Tunesien).

Auf alle Fälle steht fest, dass uns die Spanier immer mehr Schwierigkeiten bereiten werden. Bei dieser Sachlage vertrete ich den Standpunkt, dass man mit der früher auch von uns befürworteten baldigen Revision des Sozialversicherungsabkommens<sup>15</sup> zuwarten sollte, eine Ansicht, die ich letzthin Ihnen und auch Herrn Vizedirektor Motta gegenüber vertreten habe.

3. Nachdem zu befürchten ist, dass bald schon in Italien, vor allem aber in Spanien, aus den in Ziff. 1 und 2 angeführten Gründen und vielleicht auch aus weitem Ursachen zusätzliche Schwierigkeiten in der Rekrutierung ausländischer Arbeitskräfte entstehen werden, müssen wir uns im Interesse der in besondere Bedrängnis geratenen Zweige unserer Wirtschaft wohl oder übel bald schon und obgleich das Problem der Beschränkung der Zahl der ausländischen Arbeitskräfte nach wie vor vordringlich sein wird, mit der

---

15. Vgl. das Abkommen zwischen der Schweiz und Spanien über Sozialsicherheit vom 21. September 1959, AS, 1960, S. 795–805.

Frage befassen, was vorzukehren ist, um in andern Ländern die ausfallenden und allenfalls zusätzlich benötigten Arbeitskräfte zu beschaffen. Im Vordergrund steht die Beschaffung der Arbeitskräfte für die Landwirtschaft und von unqualifiziertem Personal der Nahrungsmittel- und Textilindustrie, der Anstalten sowie des Gast- und vielleicht auch des Baugewerbes. Mit der Beschaffung qualifizierter Arbeitskräfte, die ohnehin nur in verhältnismässig geringer Zahl in andern als unsern Nachbarländern gefunden werden können, möchte ich mich in diesem Zusammenhang nicht befassen, wobei allerdings gesagt sei, dass, sofern z. B. mit Griechenland und der Türkei eine allgemeine Regelung herbeigeführt werden könnte, diese sich selbstverständlich auch günstig für die Beschaffung kleinerer Zahlen qualifizierter Arbeitskräfte auswirken müsste.

Wie Ihnen bekannt und wie bereits einleitend erwähnt, kommen als mögliche Rekrutierungsländer in Betracht zunächst Griechenland und die Türkei, dann auch Portugal und allenfalls Jugoslawien, weshalb ich kurz auf die Situation bezüglich dieser Länder eintreten möchte.

a. Gegenwärtig werden in der Schweiz rund 5000 griechische Arbeitskräfte beschäftigt<sup>16</sup> und zwar vor allem im Gastgewerbe, aber auch in der Textil- und Nahrungsmittelindustrie mit Schwergewicht in der Ostschweiz. Bemühungen im Rahmen von Einzelaktionen, zunächst für das Hotelgewerbe und dann für die Anstalten und den Hausdienst vor allem unqualifizierte Arbeitskräfte zu beschaffen, hatten wenig Erfolg (Hotelgewerbe) oder kamen bisher gar nicht zustande (Krankenanstalten). Hingegen gelang es einigen Arbeitgebern wie der Mikron in Biel, aber auch solchen der Ostschweiz, in grösserer Zahl griechische Arbeitskräfte zu beschaffen. Von Zeit zu Zeit bereiten die griechischen Behörden Schwierigkeiten, indem sie z. B. trotz Vorliegen der Zusage einer Aufenthaltsbewilligung und eines Arbeitsvertrages die Pässe nicht ausstellen.

Da Griechenland nach wie vor für die Rekrutierung einer beschränkten Zahl von Arbeitskräften interessant bleiben wird, sollte versucht werden, mit diesem Land zu einer Regelung der Angelegenheit zu gelangen, ohne dass ein eigentliches Rekrutierungsabkommen abgeschlossen zu werden braucht. Es bestehen Anhaltspunkte dafür, dass seitens Griechenlands vor allem Gewicht auf den Abschluss eines Sozialversicherungsabkommens gelegt wird. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf beiliegende Aktennotiz von Herrn Merlin über ein Gespräch mit Frau Römer-Spörri, die sich schon seit Jahren der Betreuung der griechischen Arbeitskräfte annimmt und mit welcher wir schon seit langem Kontakt haben (Beilage 7<sup>17</sup>).

Nach meiner Auffassung sollte man über unsere Botschaft in Athen auf Grund von Aussprachen mit den zuständigen Ministerien abzuklären versuchen, wie die Situation eigentlich ist, und, sofern wirklich ein Sozialversicherungsabkommen genügen sollte, wären bald schon diesbezügliche Verhandlungen

16. Vgl. die Notiz *Main-d'œuvre grecque en Suisse* von R. Probst vom 24. Oktober 1961 (DoDiS-19023). Vgl. auch E 7170(B)1977/67/266 und E 2200.28(-)1976/11/6.

17. Nicht abgedruckt.

aufzunehmen, wobei darauf hinzuweisen wäre, dass bezüglich Rekrutierung, Einreise, Lohn- und Arbeitsbedingungen usw. die zuständigen schweizerischen Behörden in der Lage sei, alle Garantien zu leisten (vgl. Ziff. 4).

Ich werde Ihnen demnächst einen Entwurf für ein Schreiben an unsere Botschaft in Athen vorlegen.

b. Gegenwärtig werden in der Schweiz 1000 bis 2000 türkische Arbeitskräfte in den verschiedensten Branchen unserer Wirtschaft beschäftigt. Während die durch Vermittlung der Migros-Türk<sup>18</sup> und ihres türkischen Mitarbeiters, Herrn Balkanli, vor allem für die schweizerische Maschinenindustrie beschäftigten etwa 100 qualifizierten Arbeitskräfte nach den uns zugekommenen Mitteilungen dank der ausgezeichneten Auswahl sehr befriedigen, wird die vom Schweiz. Bauernverband gemeinsam mit Migros-Türk/Balkanli letztes Jahr eingeleitete Aktion zur Rekrutierung von etwa 50 landwirtschaftlichen Arbeitskräften nicht so günstig beurteilt. Nur ein Teil der türkischen Arbeitskräfte ist im Rahmen der Bemühungen der Migros-Türk vermittelt worden – im letzten Jahr etwa 200 –, alle übrigen wurden auf Grund anderer Verbindungen beschafft. Zu einer wahren Plage ist die Flut der Offerten von Arbeitskräften durch mehr als zweifelhafte türkische Vermittlungsstellen, Schreibbüros usw. für die Behörden, die Arbeitgeberorganisationen, aber auch einzelne Arbeitgeber, geworden. In dieser Sache haben wir bekanntlich eine rege Korrespondenz mit unserer Botschaft in Athen gepflogen<sup>19</sup>, welche angeregt hat, man möge für die Vermittlung türkischer Arbeitskräfte der Migros-Türk sozusagen eine Monopolstellung einräumen, was wir jedoch aus rechtlichen und andern Erwägungen ablehnen mussten, obschon dieser Weg einigermaßen Gewähr für eine zweckmässige Rekrutierung geboten hätte.

Dank der Korrespondenz mit unserer Botschaft in Athen und weiteren Abklärungen war es möglich, über das für die Rekrutierung türkischer Arbeitskräfte auch auf Grund der türkischen Gesetzgebung und Praxis einzuschlagende Verfahren Aufschluss zu erhalten, und diese Angaben sind im Entwurf für ein Merkblatt zuhanden der Arbeitgeber und ihrer Organisationen zusammengefasst worden. Dieses Merkblatt<sup>20</sup>, in welchem übrigens auch auf das Erfordernis eines Dienstvertrages aufmerksam gemacht wird, ist vor allem deshalb bisher nicht herausgegeben worden, weil es nicht opportun gewesen und nicht verstanden worden wäre, wenn in einem Zeitpunkt, in dem die Behörden auf eine Beschränkung der Zahl der ausländischen Arbeitskräfte dringen, die Wirtschaft gleichzeitig von den gleichen Behörden offiziell darüber informiert worden wären, welches Vorgehen zur Beschaffung türkischer Arbeitskräfte einzuschlagen sei.

Dieses Merkblatt kann aber wenn nötig bald schon herausgegeben werden. Im übrigen haben wir immer noch mit unserer Botschaft in Ankara Verbindung wegen der mit der Rekrutierung türkischer Arbeitskräfte im Zusammenhang

---

18. Zur Gründung der Migros-Türk vgl. E 2001(E)1978/84/1022 und E 2200.11(-)1978/77/24. Vgl. auch E 2200.159(-)1981/99/5.

19. Nicht ermittelt.

20. Vgl. das Merkblatt für Arbeitgeber betreffend die Anwerbung und Beschäftigung von Arbeitnehmern aus entfernteren Ländern vom 18. April 1963, E 7170(B)1977/67/248.

stehenden Fragen, und ich werde Ihnen demnächst ein weiteres Schreiben in dieser Sache zur Unterschrift vorlegen.

Im übrigen habe ich letzthin anlässlich einer Vorsprache des Leiters der Migros-Türk, Herrn Kantonsrat Ketterer, Zürich, mit seinem türkischen Mitarbeiter, Herrn Balkanli, die Gelegenheit benützt, um zu erfahren, ob diese Stelle in der Lage wäre, auch grössere Zahlen vor allem auch von unqualifizierten türkischen Arbeitskräften für bestimmte Zweige unserer Wirtschaft, Anstalten usw. zu rekrutieren. Wie Herr Ketterer zu verstehen gab, wäre dies mit der gegenwärtigen Organisation und dem heutigen Personalbestand dieser Vermittlungsstelle nicht möglich.

c. Sie wissen, dass der Schweiz. Bauernverband im Einvernehmen mit unserem Amt und der Eidg. Fremdenpolizei abzuklären versucht, ob aus Portugal<sup>21</sup> in grösserer Zahl Landarbeiter für unsere Landwirtschaft beschafft werden können. Herr Bundesrat Schaffner ist ebenfalls orientiert und befürwortet diese Abklärungen.

Mit Herrn Dir. Juri ist vereinbart worden, dass er mit Unterstützung unserer Botschaft in Lissabon anlässlich seines Aufenthaltes in dieser Stadt Anfang Juni dieses Jahres in Gesprächen mit Vertretern der Bauernorganisationen, aber auch im Rahmen von Vorsprachen bei den zuständigen Ministerien, abzuklären versucht, ob Möglichkeiten bestehen würden, im nächsten Jahr portugiesische Landarbeiter in grösserer Zahl (2'000 und mehr) zu rekrutieren. Ich werde demnächst in einem Gespräch mit Herrn Juri erfahren, welches Resultat seine Abklärungen hatten.

Es ist mir bekannt, dass die Krankenanstalten, aber auch die Nahrungsmittelindustrie, hoffen, in Portugal Arbeitskräfte, die aus andern Ländern – vor allem unsern Nachbarländern – heute nur noch in ungenügender Zahl rekrutiert werden können und die möglicherweise aus den in Ziff. 2 genannten Gründen nicht mehr aus Spanien beschafft werden können, zu gewinnen.

Wir werden demnach Portugal als Rekrutierungsland im Auge behalten müssen, wobei man sich darüber im klaren sein muss, dass wahrscheinlich das Interesse der portugiesischen Regierung und Behörde an einer Auswanderung aus ähnlichen Gründen, wie dies für Spanien der Fall sein wird, ein äusserst geringes sein dürfte.

d. Es sei vermerkt, dass es dem Schweiz. Bauernverband gelungen ist, dank dem Entgegenkommen kantonaler Behörden der Westschweiz und im Einvernehmen mit der Eidg. Fremdenpolizei etwa 200 tunesische landwirtschaftliche Arbeitskräfte zu beschaffen. Angesichts der ausgezeichneten Erfahrungen mit diesen durch tunesische Stellen sorgfältig ausgewählten jungen Arbeitern (Söhne selbständiger Landwirte) hofft der Bauernverband, diese Aktion nächstes Jahr ausdehnen zu können, um vielleicht etwa 1000 Tunesier für die Erntearbeiten im nächsten Jahr einsetzen zu können.

Im weitem hat der Bauernverband vor Jahren schon sehr gute Erfahrungen gemacht mit der Beschäftigung jugoslawischer Landarbeiter<sup>22</sup>, die als

21. Vgl. E 7170(B)1977/67/250.

22. Vgl. das Schreiben *Recrutement de main-d'œuvre yougoslave* von Holzer an P. Micheli vom 31. Oktober 1962 (DoDiS-30012).

Praktikanten in ausgewählten Bauernbetrieben während eines Erntejahres arbeiteten. Sollte sich zeigen, dass die kollektive Rekrutierung in Spanien nächstes Jahr auf noch grössere Schwierigkeiten wie im laufenden Jahr stossen würde oder überhaupt nicht zustande käme (Ziff. 2 oben am Schluss), so wird man behördlicherseits wohl oder übel Bemühungen des Bauernverbandes, aus Jugoslawien eine beschränkte Zahl landwirtschaftlicher Arbeitskräfte zu beschaffen, unterstützen müssen. Dabei sei vermerkt, dass in Deutschland heute mehr als 20'000 jugoslawische Arbeitskräfte beschäftigt werden, wobei die Rekrutierung in und die Ausreise aus diesem kommunistischen Land, obschon Deutschland mit Jugoslawien die diplomatischen Beziehungen abgebrochen hat, absolut in Ordnung und im Rahmen der geltenden jugoslawischen und deutschen Vorschriften geht.

4. Ich habe in der Einleitung die Gründe erwähnt, welche es gegenwärtig verunmöglichen, eigentliche Rekrutierungsabkommen mit Ländern wie Griechenland, Portugal, der Türkei usw. abzuschliessen. Da sich bei der Beschaffung und Beschäftigung von Arbeitskräften aus entfernteren Ländern aber zusätzliche besondere Fragen stellen, die irgendwie geregelt werden müssen, besonders wenn sich die Rekrutierung grösserer Zahlen als notwendig erweisen sollte, so erscheint es unerlässlich, dass zum mindesten schweizerischerseits die erforderlichen strengen Vorschriften nicht zuletzt zum Schutze dieser Arbeitskräfte erlassen werden.

Soweit es um die Einreise und die Zulassung dieser Arbeitskräfte geht, sind in den beiden Kreisschreiben des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements vom Januar 1962<sup>23</sup> und April 1963<sup>24</sup> die notwendigen Vorschriften erlassen worden, wobei auf das Erfordernis der Zusicherung, auf die Garantieleistung für die Reisekosten, auf Vorsorge für Wohnungen und Betreuung, auf das Vorliegen eines schriftlichen Dienstvertrages usw. verwiesen sei. Dieser amtliche schriftliche Dienstvertrag sollte nun möglichst bald bereinigt werden, damit er gemeinsam mit dem ebenfalls im Entwurf vorliegenden Merkblatt den Arbeitgeberorganisationen zuhanden ihrer Mitglieder übergeben werden kann.

Nach meiner Auffassung ist angesichts der Sorge, welche die Arbeitgeber, vor allem auch die Vertreter der Spitzenverbände, bezüglich der Beschaffung der erforderlichen Arbeitskräfte in nächster Zukunft haben, und ihres Wunsches, für eine beschränkte Rekrutierung allenfalls weiter entfernte Länder in Aussicht zu nehmen, der Zeitpunkt für die Herausgabe eines Dienstvertrages ein günstiger. Ich habe bereits Herrn Dr. Schwarb angedeutet, dass, weil aus den ihm bekanntgegebenen Gründen der Abschluss von Rekrutierungsabkommen kaum in Erwägung gezogen werden können, auf andere Weise dafür gesorgt werden müsse, dass absolute Gewähr für eine richtige Rekrutierung und Beschäftigung von Arbeitskräften aus solchen Ländern geboten sein müsse, was nicht zuletzt auch diese Länder selber verlangen, und dass hiefür bestimmt der autonome schweizerische Dienstvertrag, der, wie er auf Grund eines Schreibens der Eidg. Fremdenpolizei wisse, gegenwärtig in unserem Amt bereinigt werde, das geeignete Instrument bilden werde. Im übrigen hat Herr Dr. Schwarb ersucht, dass bald das von der

Eidg. Fremdenpolizei in Aussicht gestellte Gespräch wegen der Verwendung der Dienstverträge stattfindende, und ich habe ihm erklärt, ich werde Ihnen diesen Wunsch weiterleiten, was hiermit geschehen ist.

23. Vgl. das Kreisschreiben Conditions préalables pour la délivrance d'autorisations de séjour à des travailleurs étrangers provenant de pays éloignés vom 11. Januar 1962 (DoDiS-30749).

24. Vgl. das Kreisschreiben Voraussetzungen für die Zulassung von Arbeitskräften aus entfernteren Ländern; Ergänzungen zu unserem Kreisschreiben Nr. 1/62 vom 11. Januar 1962 vom 10. April 1963 (DoDiS-30760).

## 156

E 2001(E)1976/17/260

[DoDiS-30405]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

#### SUPPRESSION DU VISA AVEC L'ALGÉRIE

ZN

Berne, 18 juin 1963

Le 13 juin a eu lieu une réunion à la Police fédérale des étrangers. Etaient présents:

Monsieur L. Dessibourg, Chef de section à la Police fédérale des étrangers

Monsieur R. Probst, Chef de section au Département politique fédéral

Monsieur D. Kappeler, Deuxième Secrétaire à l'Ambassade de Suisse en Algérie

Monsieur J. Zwahlen, Juriste au Département politique fédéral

Lors des précédentes séances réunissant les représentants des autorités fédérales intéressées, il avait été convenu de traiter en principe sur un pied d'égalité les trois pays du Maghreb en ce qui concerne la suppression du visa<sup>2</sup>. Cependant, comme on le sait, on avait hésité à procéder à cette abolition avec l'Algérie pour différentes raisons. L'une d'entre elles, majeure, provenait de l'instabilité politique qui a suivi l'accession à l'indépendance de ce pays. Cependant, la position de cet Etat s'est consolidée entre-temps, de sorte que cet obstacle peut être considéré comme surmonté.

Restait le fait du nombre déjà très grand et toujours croissant de travailleurs algériens en France. Evalués approximativement à un demi-million, ils présentent pour nous un danger sous le rapport de la main-d'œuvre<sup>3</sup>. Les

1. Cette notice est rédigée par J. Zwahlen.

2. Cf. la Notice sur la conférence tenue dans les bureaux de la Police fédérale des étrangers à Berne, le 23 octobre 1962, à 9 heures, concernant le problème des visas pour les pays du Maghreb: Tunisie, Algérie, Maroc de R. Probst du 5 novembre 1962, non reproduite.

3. Sur la question des travailleurs algériens, cf. la lettre Main d'œuvre algérienne de P. Micheli à S. Marcuard du 27 février 1963 (DoDiS-30398).



autorités fédérales compétentes se sont efforcées de l'éliminer en prenant certaines décisions qui sont entrées en vigueur depuis lors. Elles s'appliquent aux travailleurs provenant de pays éloignés. A cet égard donc, la situation a aussi pu être clarifiée dans une certaine mesure.

La difficulté qui persiste encore provient d'ailleurs. Elle est due au fait que les Algériens établis en dehors de leur pays n'ont pas encore été en mesure de se faire délivrer par leurs représentants diplomatiques et consulaires des passeports algériens. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons été amenés à devoir considérer comme valables jusqu'au 30 juin les anciennes cartes d'identité françaises détenues par les Algériens. En Suisse, le problème évoqué ci-dessus se complique encore. En effet, il n'existe pas, dans notre pays, de représentations diplomatique et consulaires algériennes régulièrement constituées. Par voie de conséquence, même si des passeports pouvaient être établis et délivrés par les missions algériennes à l'étranger, les Algériens en Suisse ne seraient pas en mesure de s'en procurer sur notre territoire pour le moment. Or, ce sont précisément les passeports dont il faudra se munir quand le visa sera supprimé.

Quant à la situation des Suisses se rendant en Algérie, elle est demeurée équivoque et contradictoire depuis l'accession à l'indépendance de cet Etat. En règle générale, nos ressortissants ont bénéficié d'une mesure de tolérance qui leur a permis de ne pas avoir à se munir de visa pour se rendre en Algérie. Il y eut cependant quelques difficultés à propos de cas isolés.

En date du 10 juin 1963, M. Benamar de la représentation algérienne officielle à Genève nous a fait savoir que les citoyens suisses continuaient à être dispensés du visa d'entrée en Algérie jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1963<sup>4</sup>. D'après les explications de M. Kappeler, cette décision serait due à une nouvelle démarche de notre Ambassade à Alger auprès du Ministère des Affaires étrangères. Il n'est pas exclu que l'on arrive à proroger encore au-delà de l'échéance fixée ce modus vivendi. De toute façon, nous aurions intérêt à demander un éclaircissement de la situation pour dissiper à l'avenir toute équivoque.

Ce tour d'horizon a permis aux participants d'arriver aux conclusions suivantes:

1. Le principe de l'abolition du visa avec l'Algérie est acquis comme il l'a été pour le Maroc<sup>5</sup> avec qui cette mesure deviendra effective le 1<sup>er</sup> juillet et avec la Tunisie<sup>6</sup> un peu plus tard. Ce point pourrait être confirmé aux autorités algériennes.

2. Toutefois, à cette occasion, il y aurait lieu de leur expliquer qu'un accord sur la circulation des personnes ne pourrait être conclu que lorsque les représentations diplomatique et consulaires de la République algérienne en Suisse seront installées et en mesure de fonctionner. Il est vrai que l'Office

4. Cf. la lettre de M. Benamar à Probst du 10 juin 1963, non reproduit.

5. Pour l'échange de notes relatif à la suppression du visa avec le Maroc, cf. la lettre de E. Bernath à L. von Moos du 28 mai 1963, E 2001(E)1976/17/532.

6. L'abolition du visa avec la Tunisie entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1963, cf. la circulaire de la Police fédérale des étrangers du 18 juillet 1963, E 2001(E)1976/17/617. Au sujet de l'attitude tunisienne en matière de suppression du visa, cf. aussi la notice Algérien de Probst du 24 novembre 1962 (DoDiS-30366).

algérien qui est destiné à tenir lieu par la suite de Consulat général à Genève est déjà implanté. Il pourrait commencer à travailler régulièrement dès que le Gouvernement algérien aura demandé l'exequatur. Le service du protocole de notre Département a déjà rendu attentif à cette formalité M. Benamar qui est provisoirement à la tête de cet Office. Quant à l'Ambassadeur M. Bentami dont l'entrée en fonction a été retardée pour des raisons de santé, il arrivera prochainement en Suisse d'après les dernières informations reçues de notre Ambassade à Alger. Il est à espérer qu'il remettra ses lettres de créance le plus rapidement possible et que sa chancellerie diplomatique pourra être établie dans le courant de l'automne.

3. En attendant l'installation en Suisse de cette «infrastructure» algérienne, l'Ambassade de Suisse à Alger pourrait expliquer la situation au Ministère des Affaires étrangères et lui suggérer de proroger la situation actuelle (pas de visa d'entrée pour les ressortissants suisses) jusqu'au moment où ce dispositif ayant été mis en place, l'abolition réciproque des visas pourra devenir effective.

## 157

E 2001(E)1976/17/622  
[DoDiS-19038]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

#### AFFAIRE HOCHSTRASSER<sup>2</sup>

NGE

Berne, 25 juin 1963

La SA Hochstrasser & C<sup>ie</sup> à Kussnacht-Zurich, maison honorablement connue et qui travaille depuis plus de 100 ans avec la Turquie, se trouve impliquée dans une affaire de devises touchant à ce pays.

Il s'agit d'un important achat de noisettes, du début de l'année 1959, qui n'a pas été payé par le clearing turc.

La société Hochstrasser se défend d'avoir commis une infraction quelconque au contrôle des changes turc. L'achat s'est fait sur la base d'une licence spéciale d'exportation, accordée pour le déblocage d'avoirs libanais en Turquie et l'opération s'est déroulée avec le concours de toute une série d'intermédiaires. Hochstrasser rejette la responsabilité des manipulations frauduleuses sur certains de ces intermédiaires, en particulier sur la Banque Mercantile de Genève, déclarée en faillite en 1960, et l'un de ses dirigeants, André Hirsch.

1. Cette notice est rédigée par A. Geiser et signée par H. Hess. Elle est adressée à P. Micheli. Une copie est envoyée à l'Ambassade de Suisse à Ankara.

2. Annotation manuscrite en marge de Micheli: M. Hess [biffé]: d'accord avec le télégramme dont j'ai cependant biffé une phrase. L'Amb. de Turquie va partir en vacances et a déjà pris congé de moi. Il n'est guère possible d'avoir encore un entretien avec lui.

L'affaire est extrêmement compliquée. Bien qu'inclinant à ajouter foi aux déclarations de la société Hochstrasser, il ne nous est pas possible de nous rendre compte de ce qui s'est passé exactement et nous ne savons pas si quelque imprudence n'a pas tout au moins été commise par Hochstrasser.

Quoi qu'il en soit, cette firme ou plus exactement sa filiale à Istanbul, Hochstrasser Ltd, dirigée par M. von Moos, ressortissant suisse d'excellente réputation, se trouve incriminée dans cette affaire.

Le 16 avril 1960, un embargo commercial a été prononcé contre la firme Hochstrasser à Istanbul et par extension contre la maison-mère. Le 19 octobre 1960, Hochstrasser Ltd et M. von Moos, parmi une série d'autres accusés, ont été mis en accusation pour infraction aux dispositions sur la protection de la monnaie turque. Le procès vient de prendre fin en première instance et M. von Moos a été condamné à 15 ans de prison (plus une très forte amende et 10 ans d'interdiction de commerce) et arrêté sur-le-champ.

La SA Hochstrasser & Cie nous avait déjà approchés en 1959 et 1960<sup>3</sup> au sujet de ses difficultés. Le Département et l'Ambassade à Ankara ont cherché à lui venir en aide, sans toutefois prendre position sur le fond de l'affaire. Pour plus de deux ans ensuite, nous n'avons plus rien entendu de Hochstrasser. Ce n'est qu'en mars 1963, devant l'imminence d'une condamnation de M. von Moos, que l'avocat de la société Hochstrasser, Me Lüchinger à Zurich, s'est à nouveau adressé à nous<sup>4</sup>. Par la suite, un collègue se joignit à Me Lüchinger pour prendre en main la défense de Hochstrasser; il s'agit du Conseiller national Furgler<sup>5</sup> (qui s'est également entretenu de l'affaire avec le Conseiller fédéral Schaffner<sup>6</sup>).

Le Département et l'Ambassade ont derechef accordé leur aide à la société Hochstrasser. Il va de soi cependant que nous nous sommes abstenus de toute intervention dans le procès en cours en Turquie. C'est aux intéressés qu'il appartient de se disculper dans cette affaire fort délicate. En revanche et en marge du procès, donc sur un plan commercial et non judiciaire, notre Ambassade a mis tout en œuvre pour tenter de créer un climat favorable à la société Hochstrasser et chercher à obtenir en particulier la levée de l'embargo. Entre autres démarches, signalons le fait que l'Ambassadeur a obtenu pour un représentant de Hochstrasser et les deux avocats précités des audiences chez le Ministre des Finances et le Ministre du Commerce, audiences auxquelles M. Keller a accompagné les porte-paroles de la maison suisse<sup>7</sup>.

La condamnation de M von Moos, qui nous a été communiquée hier par télégramme d'Ankara (dont copie<sup>8</sup> vous a été remise) ne saurait nous laisser indifférents. C'est pourquoi nous avons préparé le câble ci-joint<sup>9</sup>, priant M. Kel-

3. Cf. E 2001(E)1976/17/625.

4. Cf. la lettre de H. G. Lüchinger à A. Geiser du 22 mars 1963, non reproduite.

5. Cf. la lettre de K. Furgler à F. Melen du 25 avril 1963 et la lettre de R. Keller à Micheli du 26 avril 1963, non reproduites.

6. Cf. Aucun document sur cette entrevue n'a été retrouvé.

7. Cf. la lettre de Keller à Micheli du 18 juin 1963, non reproduite.

8. Non reproduite.

9. Non reproduit.

ler d'accorder à ce compatriote tout le soutien possible – sur le plan humain il va de soi, puisque nous ne saurions nous attaquer de front au jugement et à la procédure qui l'a précédé.

Pour l'instant, nous ne croyons pas que l'on puisse faire plus. Nous continuons à suivre cette affaire de très près. Nous nous demandons ainsi s'il serait indiqué que vous vous en entreteniez avec l'Ambassadeur de Turquie à Berne. La chose peut toutefois être quelque peu délicate pour lui, car on a l'impression que la condamnation de M. von Moos n'est pas exempte de considérations de politique interne (statuer un exemple dans la répression de fraudes en matière de devises!?). Nous pourrions toujours revoir cette question selon ce que nous apprendrons encore dans l'intervalle<sup>10</sup>.

---

10. *Sur les suites de l'affaire, cf. la notice Fall Hochstrasser/Nonmoos de P. F. Stauffer à Micheli du 8 juillet 1963 (DoDiS-19039), la lettre de Micheli à la Division du commerce du 14 octobre 1963 (DoDiS-19040) et la lettre de R. Probst à Keller du 17 décembre 1963 (DoDiS-19041).*

## 158

E 2003-03(-)1976/44/32  
[DoDiS-18988]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### ENTWICKLUNGSPROJEKTE IN NEPAL

RH

Bern, 27. Juni 1963

Zur Weiterführung der vom Schweizerischen Hilfswerk für aussereuropäische Gebiete (SHAG) in Nepal begonnenen Entwicklungsaktion und zur Ausführung bundeseigener Projekte für das laufende Jahr hat der Bundesrat beschlossen, den Betrag von 827'000 Franken zu bewilligen, nachdem er die Tätigkeit des SHAG in Nepal bereits im vergangenen Jahr mit 444'000 Franken unterstützt hatte. Er vereinbarte ferner, die in Nepal vom Internationalen Komitee vom Roten Kreuz seit Juni 1960 zu Gunsten der tibetanischen Flüchtlinge entfaltete Mission zu Lasten des Bundes zu übernehmen und weiterzuführen<sup>2</sup>. Zu diesem Zwecke hat er einen vorläufigen Kredit von 142'000 Franken und ausserdem ein zinsfreies, in zehn Jahren rückzahlbares Darlehen von 200'000 Franken gewährt, das als Starthilfe für den im Rahmen dieser Aktion geplanten Aufbau einer selbsttragenden Keimindustrie benötigt wird. Ein weiterer rückzahlbarer Kredit von 50'000 Franken soll der Errichtung eines Käselagerhauses in Kathmandu dienen.

Bereits seit 1957 ist das SHAG in Nepal tätig. Auf vielen Fachgebieten und vorab in den schwer zugänglichen und besonders bedürftigen Berggegenden hat es ein Werk entfaltet, das sowohl von der nepalesischen Regierung als auch

---

1. Diese Notiz wurde von H.-U. Rentsch verfasst.

2. Vgl. Nr. 129, Anm. 8, in diesem Band.

vom Volke ausserordentlich geschätzt wird. Bis Ende 1962 hat der Bund die Leistungen des SHAG, die schon heute vielerorts durch die Selbsthilfe der lokalen Bevölkerung ergänzt werden, mit insgesamt 916'000 Franken unterstützt. Sie umfassen ein Molkereiprogramm in Kathmandu, ein Käseprogramm auf den Hochweiden des Himalaya und die Errichtung eines landwirtschaftlichen Zentrums in Jiri/Ostnepal. Dieses erste landwirtschaftliche Versuchszentrum für die Bergegebiete Nepals besteht aus einer Zuchtstation für Wasserbüffel und Schweine, einem Zentrum für Futterbau, Forst- und Weidewirtschaft und schliesst ein umfassendes Förderungsprogramm für die umliegenden Täler auf Grund der in Jiri gemachten Erfahrungen ein. Ausserdem wurde in Jiri ein Spital gebaut und in Balaju bei Kathmandu eine Mechanikerwerkstätte eingerichtet, die auch die berufliche Ausbildung einheimischen Nachwuchses betreibt.

Heute gilt es, diese Aktionen weiterzuführen und auszubauen. Da das SHAG ausserstande ist, die dazu erforderlichen Mittel aufzubringen und vom Lande Nepal wegen seiner grossen Armut eine wesentliche finanzielle Leistung nicht erwartet werden kann, hat sich der Bund bereit erklärt, die Differenz zwischen den Gesamtkosten und der Eigenleistung des SHAG zu übernehmen. Zu vollen Lasten übernimmt er überdies ein Wald- und Weideprojekt zur Entwicklung geeigneter Berggebiete, sowie ein Tiefbauprojekt zum Ausbau der Wasserversorgung und zur Erstellung von Brücken. Die Ausführung auch dieser beiden bundeseigenen Projekte wird dem SHAG übertragen, das bereits erfahrene Experten auf dem Platze hat.

Im Interesse der Gesamtplanung und -leitung und um sich der gründlichen Erfahrung, über die das SHAG in Nepal verfügt, und seiner personellen Präsenz in diesem Lande zu bedienen, hat der Bund auch das zu Gunsten der dort befindlichen tibetischen Flüchtlinge ausgearbeitete Entwicklungsprojekt dieser Organisation zur Durchführung übertragen.

Schätzungsweise an die 10'000 Flüchtlinge, die sich infolge der bekannten Ereignisse genötigt sahen, ihre Heimat zu verlassen, sind in Nepal geblieben, wo sie vom Internationalen Komitee vom Roten Kreuz, gemeinsam mit dem Schweizerischen Roten Kreuz, betreut wurden. Schon früh erkannte man jedoch, dass es mit der sanitärschen und medizinischen Betreuung nicht sein Bewenden haben konnte, sondern dass es darum ging, die Flüchtlinge in die Wirtschaft des Gastlandes zu integrieren, damit sie mit der Zeit selbst für ihren Unterhalt aufkommen, ja an der Entwicklung Nepals mitwirken können. Die anfänglich rein humanitäre Aktion gewann damit zusehends den Charakter technischer Zusammenarbeit und sprengte so den üblichen Rahmen einer Rotkreuztätigkeit. Als daher das IKRK die Beendigung seiner Mission in Aussicht stellte, wandte sich die nepalesische Regierung, welcher an der Weiterführung der erfolgversprechenden Aktion durch ein neutrales Land gelegen war, an die Schweiz.

Im Auftrage des Dienstes für technische Zusammenarbeit wird nun das SHAG das Werk weiterführen, was die landwirtschaftliche und handwerkliche Ausbildung der Flüchtlinge betrifft, während sich das Schweizerische Rote Kreuz der humanitären Seite der Aktion annimmt. Doch soll sich das zu verwirklichende Projekt nicht einseitig auf die Flüchtlinge beschränken; vielmehr

wird ganz besonderes Gewicht darauf gelegt, dass das Werk die Regionen, wo Tibetaner sich aufhalten, als Ganzes erfasst und damit in gleichem Masse auch Nepalesen zugute kommt.

Neben der Erschliessung von Hochtälern, die für die allseitige Entwicklung besonders günstige Voraussetzungen bieten, ist an die Förderung der in diesen Gegenden, namentlich unter den tibetanischen Flüchtlingen, bereits heimischen Teppichweberei gedacht. Ein Fachmann, zur Abklärung der damit verbundenen wirtschaftlichen Möglichkeiten nach Nepal entsandt, hat festgestellt, dass bei einer durchaus möglichen Qualitätsverbesserung und entsprechender Werbung allein in Europa jährlich die Produktion von 3000 Teppichwebern abgesetzt werden könnte, womit für rund 9000 Personen eine Existenzgrundlage geschaffen wäre. Soll die Aktion mit der Zeit selbsttragend werden, bedarf sie jedoch der nun gewährten Starthilfe.

Von allen diesen Projekten, die, gesamthaft betrachtet, dazu angetan sind, in absehbarer Zeit den Lebensstandard der Bevölkerung sichtbar zu heben, darf eine grosse Ausstrahlung auf die umliegenden Gebiete erwartet werden. Mögen die Bundesbeiträge, im Vergleich zum Werk, das vollbracht werden soll, gering erscheinen, so gilt es zu bedenken, dass bei der Genügsamkeit der einheimischen Bevölkerung mit einem Schweizerfranken in Nepal ein Mehrfaches von dem zu schaffen ist, was in Europa möglich wäre. Zur Durchführung der Projekte scheint sich unser Land besonders zu eignen, verfügt es doch in der Entwicklung solch unwegsamer Gebiete und Talschaften über eine grosse Erfahrung. Die eifrige Mitwirkung der nepalesischen Bevölkerung darf auf Grund der bisherigen Ergebnisse als gesichert betrachtet werden. Damit sind auch die Voraussetzungen gegeben, die verschiedenen Projekte später in nepalesische Hände zu übertragen und die finanzielle und personelle Beanspruchung unseres Landes stufenweise abzubauen<sup>3</sup>.

---

3. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 123 (DoDiS-14754) sowie Nr. 129 in diesem Band und das Schreiben von L. Boissier an F. T. Wahlen vom 12. Februar 1963 (DoDiS-19000). Vgl. auch die Notiz von J. Burckhardt vom 25. August 1961 (DoDiS-18997), das Schreiben von J. A. Cattat an Burckhardt vom 16. Januar 1962 (DoDiS-18998), das BR-Prot. Nr. 733 vom 18. April 1962 (DoDiS-18999), das BR-Prot. Nr. 621 vom 29. März 1963 (DoDiS-18992), das BR-Prot. Nr. 1145 vom 17. Juni 1963 (DoDiS-19003) und das Schreiben von E. Mentha an A. R. Lindt vom 3. Juli 1963 (DoDiS-19004).

## 159

E 7001(C)1975/52/13  
[DoDiS-30418]

*Notice interne du Département de l'Economie publique*

RÉSUMÉ

[Berne, 12 juillet 1963]

Par la présente proposition<sup>1</sup>, nous soumettons, pour approbation, l'accord commercial entre la Confédération suisse et la République algérienne, conclu le 5 juillet à Alger, ainsi que les échanges de lettres y annexées<sup>2</sup>, et un protocole additionnel à l'accord aérien<sup>3</sup> (assurance du libre transfert des revenus).

L'accord commercial est semblable à ceux déjà conclus avec d'autres pays africains. Il prévoit notamment le règlement des échanges en devises convertibles, ainsi que des contingents pour les produits suisses dont l'importation en Algérie est soumise à des restrictions quantitatives. En sens inverse, les exportateurs algériens ont l'assurance de pouvoir écouler leurs produits en Suisse.

Pour ce qui a trait à la protection des investissements, un accord n'a pas encore été conclu, cette question devant faire l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale algérienne (code des investissements). Il était par conséquent impossible au Gouvernement algérien de conclure un traité bilatéral sans préjuger des décisions qui seront prises au cours du débat de l'Assemblée. Il a toutefois été procédé à un «*pactum de contrahendo*» qui prévoit un nouvel examen de cette question le plus rapidement possible en vue d'aboutir à la conclusion d'un traité sur la protection des investissements.

L'examen de l'accord de coopération technique, que nous envisagions de conclure, a été remis à une date ultérieure, les Algériens nous ayant remis un contre-projet à revoir. Ce problème pourra être repris ensemble avec celui de la conclusion d'un accord sur la protection des investissements.

---

1. Il s'agit de la proposition du Département de l'économie publique du 12 juillet 1963, E 1001 (-)1967/125/62. Cette proposition est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 19 juillet 1963, cf. le PVCF N° 1407 daté du même jour, E 1004.1(-)/1/675.2. Tombant sous le coup des pleins pouvoirs du Conseil fédéral sur les mesures de défense économique envers l'étranger, l'accord commercial est ratifié sans consultation des Chambres et n'est donc pas publié immédiatement. Pour le texte de cet Accord commercial entre la Confédération Suisse et la République algérienne démocratique et populaire, cf. RO, 1990, pp. 248–251.

2. Non reproduites.

3. Non reproduit.

## 160

E 2804(-)1971/2/106  
[DoDiS-30349]

*Der Chef des Integrationsbureaus, P. R. Jolles,  
an die schweizerischen Botschaften in den EWG-Hauptstädten,  
in den EFTA-Hauptstädten, in Moskau, in Washington,  
und an die schweizerische Mission bei der Europäischen Gemeinschaften  
in Brüssel*

S Streng vertraulich

Bern, 19. Juli 1963

In verhältnismässig kurzer Frist hat der nach dem am 28. Januar erfolgten Abbruch der England-Verhandlungen stärker zutage getretene Drang Österreichs zur EWG dazu geführt, dass in Brüssel der «Fall Österreich» auf die Tagesordnung gesetzt wurde und dass die EWG-Behörden diesbezüglich mit der Bereitstellung von Vorakten begonnen haben. Seit unserem Schreiben vom 7. Mai<sup>1</sup> hat der EWG-Ministerrat am 31. Mai den ständigen Regierungsvertretern in Brüssel den Auftrag erteilt, gemeinsam mit der EWG-Kommission das österreichische Problem zu prüfen und bis Ende Juli Bericht zu erstatten. Ferner nahm der Ministerrat von der Erklärung der Kommission Kenntnis, dass diese mit der österreichischen Delegation in Verbindung stehe und beabsichtige, ihre Kontakte fortzuführen und die österreichischen Bedürfnisse näher abzuklären. Das Mandat ist somit ausserordentlich vorsichtig formuliert worden und nimmt weder den dadurch zu fassenden grundsätzlichen Beschluss über die Aufnahme von Verhandlungen mit Österreich vorweg, noch enthält es Hinweise auf die Richtung, in welcher eine Lösung gesucht werden sollte, (Couve de Murville soll an der betreffenden Ratssitzung erklärt haben, es gebe grundsätzlich drei Varianten: Assoziation in Form einer Zollunion, Freihandelszone oder nicht-präferenzialer bilateraler Handelsvertrag.) Die Sondierungsgespräche haben in Brüssel am 4. Juli begonnen und sollen dieser Tage abgeschlossen werden. Die Kommission sucht mit der österreichischen Vertretung in Brüssel sowie mit aus Wien beigezogenen Experten die wirtschaftlichen und politischen Probleme zu eruieren und das Ausmass der österreichischen Adaptationsbereitschaft bzw. der unabdingbaren Vorbehalte wirtschaftlicher und politischer Art abzuklären, um bis Ende Juli dem Ministerrat einen Bericht unterbreiten zu können, auf dessen Grundlage weitere Beschlüsse gefasst werden sollen. In diesen Gesprächen, die seitens der EWG von Herrn Rey und Herrn Seeliger geführt werden, soll darauf hingewiesen worden sein, dass kein festes Programm vorliegt und von der in Griechenland und neuerdings im türkischen Abkommen verankerten Assoziationskonzeption in dem Sinne abgewichen

---

1. Es handelt sich um ein streng vertrauliches Schreiben des Integrationsbureaus an die schweizerischen Botschaften in den EWG- und EFTA-Hauptstädten sowie an die Schweizerische Mission bei den Europäischen Gemeinschaften in Brüssel, das die wichtigsten Elemente der schweizerischen Haltung gegenüber allfälligen Fragen zu einer Reaktivierung des schweizerischen Assoziationsgesuches darlegte. Für eine Kopie dieses Schreibens vgl. E 2001(E)1976/17/209.



werden müsse, dass ein späterer Vollbeitritt Österreichs zum vornherein ausgeschlossen werde. Offenbar wird in dieser ersten Phase vorderhand ein Inventar der zu behandelnden Fragen aufgestellt, die dann im Herbst vertieft werden sollen. Eine grundsätzliche Entscheidung über die Möglichkeit von eigentlichen Verhandlungen und die anzustrebende Regelung dürfte kaum vor Ende des Jahres fallen.

Die Behandlung des Falles Österreich ist für uns aus drei Gründen von besonderer Bedeutung. Erstens, weil Rückwirkungen auf die österreichische Mitgliedschaft bei der EFTA entstehen könnten; zweitens, weil sich Rückschlüsse auf die Haltung, die die EWG gegenüber benachbarten Drittstaaten einzunehmen gedenkt, ergeben werden, und drittens, weil ein Präzedenzfall für das Ausmass der Berücksichtigung der neutralitätspolitischen Vorbehalte geschaffen werden könnte. Mit Bezug auf diesen dritten Punkt ist natürlich auch die Interpretation, die Österreich diesen Neutralitätserfordernissen in den Sondierungsbesprechungen geben wird, von erheblicher Bedeutung. Der Leiter des Rechtsdienstes des österreichischen Aussenministeriums, Minister Kirchschräger, hatte regelmässig an unseren früheren Beamtenbesprechungen teilgenommen und ist mit den Vorarbeiten bestens vertraut. Trotzdem ist die Gefahr natürlich naheliegend, dass die österreichischen Gesprächspartner unter innenpolitischem Druck die praktischen Auswirkungen dieser Erfordernisse minimisieren werden, wobei ihnen dies bei den handelspolitischen und kriegswirtschaftlichen Vorbehalten durch die Tatsache erleichtert werden wird, dass der Welthandel für Österreich weniger ins Gewicht fällt als für die Schweiz, der österreichische Zoll etwa auf dem gleichen Niveau liegt wie der Aussenzoll der EWG und die Verhältnisse der österreichischen Landwirtschaft günstiger sind als der schweizerischen. Die neutralitätspolitische Stellungnahme Österreichs sollte daher die unsrige nicht präjudizieren dürfen. Wir haben denn auch keine weiteren Konsultationen mit Österreich gesucht, die den falschen Eindruck hätten erwecken können, als ob die von Österreich in Brüssel allenfalls abgegebenen Erklärungen mit uns koordiniert worden seien. Aus der gleichen Überlegung haben wir auch darauf verzichtet, dem schwedischen Beispiel zu folgen und einen Beamten nach Brüssel zu entsenden, der während der neutralitätspolitischen Sondierungsgespräche Österreichs in Brüssel anwesend wäre, ohne die Möglichkeit zu haben, an diesen Gesprächen persönlich teilnehmen und eine eigene Meinung vertreten zu können.

Angesichts der erwähnten Zusammenhänge sind für uns alle Informationen, die eine Beurteilung der im Falle Österreich zu erwartenden weiteren Entwicklungen erleichtern, ausserordentlich wertvoll.

Interessant und wichtig sind in diesem Zusammenhang die hinsichtlich einer Assoziation Österreichs bei den sechs EWG-Staaten im Spiele stehenden wirtschaftlichen und politischen Interessen. In dieser Hinsicht verfügen wir zur Zeit nur über lückenhafte Informationen und wir wären Ihnen somit dankbar, wenn Sie uns behilflich sein könnten, diese nutzbringend zu ergänzen.

Mit Bezug auf die wirtschaftliche Sachlage stellt sich vor allem die Frage, was für Interessen in den einzelnen EWG-Ländern durch eine Assoziierung Österreichs allenfalls tangiert würden. Inwiefern bestehen bei den Sechs wirtschaftlich begründete Widerstände gegen einen Anschluss Österreichs an die

Wirtschaftsgemeinschaft und wie weit könnten sich dieselben als wichtiges Hindernis gegen eine Assoziierung auswirken? Welches sind im konkreten Fall die nationalen Produktionszweige im EWG-Raum, welche durch eine Zollunion mit Österreich in Mitleidenschaft gezogen würden?

Hinsichtlich des politischen Aspekts handelt es sich um die politischen Ziele, die bei den einzelnen EWG-Partnern deren Stellungnahme zum Fall Österreich beeinflussen dürften. Einem Bericht unserer Mission in Brüssel<sup>2</sup> entnehmen wir z. B. folgendes: Die Deutsche Bundesrepublik, welche früher die These des jeder Präzedenzwirkung entbehrenden «Spezialfalls Österreich» verfocht, scheint sich nunmehr der holländischen Konzeption angeschlossen zu haben, wonach durch die Assoziierung Österreichs ein Präjudiz geschaffen wird. Für die Holländer sind offenbar gerade die präjudizierenden Auswirkungen der springende Punkt, bzw. der Aspekt, der sie bewegen könnte, ein Abkommen mit Österreich im Hinblick auf dessen wegebeneffekt für andere Assoziations- und Beitritts-Gesuche zu genehmigen. Es stellt sich somit die Frage, ob die Präjudiz-These Schule macht und ob z. B. auch Italien (nebst Belgien/Luxemburg) bei der Aussicht auf eine endgültige Sprengung des kleineuropäischen Rahmens wirtschaftliche und anderweitige politische Bedenken zurückstellen würde. In diesem Falle könnten die Franzosen wieder in eine ähnlich isolierte Situation gedrängt werden wie anlässlich des Abbruchs der England-Verhandlungen im Januar d. J. Frankreich wird sicher mit allen Mitteln zu verhindern suchen, dass durch ein Abkommen mit Österreich das allgemeine Problem der Ausweitung der Wirtschaftsgemeinschaft erneut gestellt wird. Mitteilungen unserer Botschaft in Paris<sup>3</sup> war im Übrigen zu entnehmen, dass das Studium der wirtschaftlichen Aspekte einer österreichischen Assoziierung von den französischen Behörden zurzeit nicht weitergeführt wird. Kann man daraus folgern, dass Paris bereits eine grundsätzliche Entscheidung gegen eine Assoziation Österreichs getroffen hat oder haben die Franzosen Grund zur Annahme, dass hinsichtlich der Behandlung des österreichischen Assoziationsgesuchs in Brüssel vorderhand ohnehin keine Fortschritte zu erwarten sind? In diesem Zusammenhang war es interessant zu vernehmen, dass anlässlich einer Informationstagung über das EWG-Kartellrecht, der Sprecher der EWG erklärte, dass man den Österreichern vermutlich vorschlagen werde, sich mit einem nichtpräferenziellen, GATT-konformen Abkommen zu begnügen und sich vorläufig darauf zu konzentrieren, die österreichische Wirtschaft durch Angleichung an die EWG-Verhältnisse integrationsreif zu machen. Der EWG-Sprecher versuchte indirekt darzulegen, dass, ungeachtet der Beispiele Griechenland und Türkei, die anders gelagert wären, eine Assoziation wegen objektiver Schwierigkeiten nicht möglich sein dürfte. Wie Sie sehen, gelangen wir im politischen Bereich nur zu verschiedenen mit Fragezeichen versehenen Spekulationen. Wir sind Ihnen deshalb für die Mitteilung diesbezüglicher Beobachtungen in jedem Falle äusserst dankbar.

Während die Aussichten auf eine gemeinsame Stellungnahme der Sechs zum österreichischen Assoziationsgesuch durch das Spiel der verschiedenen

---

2. Nicht ermittelt.

3. Nicht ermittelt.

wirtschaftlichen und politischen Interessen immer noch sehr im Ungewissen gehalten werden, suchen die Österreicher den Ernst ihrer Absichten unter Beweis zu stellen. Beispielsweise soll ein von Handelsminister Bock ausgearbeitetes Siebenpunkte-Programm die österreichische Wirtschaft durch Liberalisierungen, Ausbau des Kapitalmarktes usw. auf die geplante Assoziierung, gleichzeitig jedoch auch auf eine mögliche Verschärfung der Diskriminierung vorbereiten. Unbeantwortet bleibt allerdings vorderhand die Frage, wie die zurzeit gegen den Konkurrenzansturm des westlichen Auslands abgeschirmten österreichischen Produzenten an dem Tage reagieren würden, an welchem sie sich den Zutritt zum Sechsermarkt durch Schleifung des ganzen protektionistischen Burgwalls erkaufen müssten.

## 161

E 2804(-)1971/2/55

[DoDiS-30066]

### *Notiz des Vorstehers des Politischen Departements, F. T. Wahlen<sup>1</sup>*

Bern, 24. Juli 1963

Herr Aussenminister *Kreisky* telephonierte mir heute wegen der Verhandlungen für eine Anleihe von 50 Millionen Schweizerfranken, die seit längerer Zeit von Herrn Generaldirektor Dr. E. Reinhardt von der Schweizerischen Kreditanstalt mit dem österreichischen Finanzministerium geführt werden. Er machte mir Angaben über die Laufzeit, die Bedingungen und den Zweck der Anleihe, die ich als bekannt voraussetzen darf<sup>2</sup>.

In letzter Zeit hätten sich nun bedeutende Schwierigkeiten ergeben, die nach den Herrn *Kreisky* zugekommenen Mitteilungen zu einem Ehec führen könnten.

Er würde dies ausserordentlich bedauern, da in einem solchen Falle wahrscheinlich nur der deutsche Markt als Alternative in Frage käme. Herr *Kreisky* bat mich deshalb, mein möglichstes zu tun, um den Abschluss der Verhandlungen noch diesen Herbst möglich zu machen.

In Abwesenheit von Herrn Bundesrat *Schaffner* und Herrn Botschafter *Stopper* setzte ich mich telephonisch mit Herrn Generaldirektor *Reinhardt* in Verbindung, der mir den Gang der bisherigen Verhandlungen und die Intervention des Vororts sowie einzelner Firmen wie *BBC* und *Rieter*, *Winterthur*<sup>3</sup>, hinsichtlich der Umsatzsteuerfrage skizzierte. Er machte darauf aufmerksam,

1. Kopien gingen an *H. Schaffner*, *E. Stopper* und an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements.

2. Vgl. dazu die Notiz von *H. Hess* an *F. T. Wahlen* vom 26. Juli 1963 (DoDiS-30067) und das Telegramm der schweizerischen Botschaft in Wien an *Stopper* vom 17. Juli 1963, E 2001(E)1976/17/344.

3. Zu den diversen Interventionen vgl. E 2001(E)1976/17/344, E 7110(-)1974/31/119 und E 7110(-)1974/31/120.

dass diese Interventionen ebenso sehr das Steuersystem der Deutschen Bundesrepublik visieren, das mit demjenigen Österreichs übereinstimmt. Offenbar hofft man auf Grundlage eines Erfolges in Wien auch einen Druck auf die deutschen Steuerbehörden ausüben zu können.

Es ist mir nicht bekannt, auf welche Bestimmungen (GATT, EFTA?) sich diese Interventionen stützen. Es scheint mir jedoch sehr fraglich, ob es angängig ist, ein Junktim zwischen den beiden Fragen herzustellen. Die Schweiz würde sich jeden Fall eine Intervention in Fragen der internen Steuergesetzgebung lebhaft verbitten.

Nach meiner Auffassung, die sich allerdings nicht auf eingehende Kenntnis der ganzen Sachlage stützen kann, sollte die Anleihe, falls alle übrigen Voraussetzungen gegeben sind, ohne Rücksicht auf die Steuerfrage gewährt werden<sup>4</sup>.

---

4. Zur weiteren Entwicklung dieser Frage vgl. die Notiz Kreditsperre gegen Österreich wegen Umsatzsteuerfragen von Hess vom 26. Juli 1963 (DoDiS-30067) und die Notiz Kredite an Österreich von Hess vom 26. November 1963 (DoDiS-30076).

## 162

E 2001(E)1976/17/444  
[DoDiS-30326]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

#### CONVERSATION AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES<sup>2</sup>

[Paris, 26 juillet 1963]

##### *1. L'accord tripartite de Moscou<sup>3</sup>, du 25 juillet*

«Cet accord ne nous intéresse pas. S'il nous avait intéressés, nous nous serions associés aux pourparlers qui ont mené au paraphe. Nous aurions pu nous prévaloir ainsi du droit de veto que les partenaires se sont réservés. D'ailleurs l'accord peut être mis en cause à tout moment. Chaque partenaire peut s'en retirer ou le contester. Il n'apporte rien de nouveau. C'est une farce. C'est un accord à bien plaire pour celui qui le signe, et il ne peut pas être imposé à ceux qui ne le signent pas.

«Ceci dit, il ne nous rend pas heureux. L'accord est important comme manifestation d'un climat de la recherche d'ententes croissantes entre les Etats-Unis et l'URSS. Le 4<sup>ème</sup> paragraphe du préambule dit que les trois chefs de délégation ont discuté la proposition soviétique d'un pacte de non

---

1. Cette notice est annexée à la lettre confidentielle de A. Soldati à F. T. Wahlen du 26 juillet 1963, non reproduite.

2. M. Couve de Murville.

3. Sur cet accord entre les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et l'Union soviétique sur l'arrêt partiel des essais nucléaires, cf. N° 142, note 5, dans le présent volume.

agression entre l'OTAN et le Traité de Varsovie. Les trois gouvernements ont décidé de consulter leurs alliés respectifs sur cette question, «dans l'intention d'arriver à un accord satisfaisant pour tous les participants». Ils ont donc pris un engagement de négocier, dans l'intention d'arriver à la conclusion d'un pacte de non agression.

«Les conséquences de la dernière guerre sont ce qu'elles sont en ce qui concerne l'Europe satellisée et, en particulier, l'Allemagne divisée et Berlin. Du côté français, on a toujours été de l'avis que l'état de choses ne doit pas être officiellement reconnu et légitimé. Nous savons qu'on ne peut le changer que par la force; il n'est pas souhaitable d'utiliser la force dans le présent. Il faut donc vivre avec cet état de choses sans le considérer comme légitime, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, en hommage aussi au principe de l'autodétermination des Allemands.

«La politique russe a toujours consisté à consacrer comme un état de choses légal, reconnu par les Puissances occidentales et garanti par elles, la situation de l'Europe satellisée, la division de l'Allemagne et Berlin. Il est clair qu'on ne peut pas entrer dans cette voie. Ce serait bafouer nos principes démocratiques sur la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Puissances occidentales ne peuvent reconnaître et légitimer ce qui a été acquis par la force et contre le vouloir des populations intéressées, et ce qui ne pourra jamais satisfaire les Allemands.

«Il ne faut donc entrer dans aucune négociation qui puisse marquer l'intéressement occidental à une reconnaissance du statu quo. On ne peut que le subir, comme un statut imposé et précaire. Or les Russes veulent mener les Américains et les Anglais vers la reconnaissance légale de ce qui est, et consolider ainsi à jamais le statu quo comme un arrangement définitif et légitime pour l'Europe. Cette tendance, il faut au contraire la repousser d'emblée. C'est ce que les Anglo-Saxons n'ont pas fait à Moscou. La Conférence de Moscou n'est d'ailleurs que la suite d'autres contacts et plans antérieurs entre Anglo-Saxons et Russes.

«La tendance se dégage de continuer à négocier après l'accord tripartite sur les tests nucléaires, d'abord un pacte de non agression, ensuite la prévention de la guerre par surprise, la zone partiellement dénucléarisée des deux côtés de l'Elbe, sans parler de la ligne de téléphone directe Washington-Moscou. Cette tendance place d'abord les Allemands dans une situation difficile. Leur sort, leur avenir, leur sécurité sont engagés dans cette affaire.

«Que vont-ils faire, compte tenu de leur désir de ne pas déplaire à l'Amérique, dans laquelle ils voient leur meilleur gage de sécurité et de défense? Elle heurte désormais ouvertement les principes sacro-saints de la politique allemande. Le Chancelier Adenauer quittera le pouvoir le 8 octobre; que se passera-t-il ensuite?

«Nous nous opposons à cette ligne de négociations. Nous défendons ainsi leurs vrais intérêts. L'Allemagne est une puissance économiquement et militairement toujours plus importante, qui est pour tout le monde un point d'interrogation. Nous essayons de la contrôler, de l'entourer politiquement par le Marché commun et par la coopération politique des Six. C'est la meilleure manière d'exercer sur elle une sorte de tutelle amicale dans l'intérêt général.

Cette troisième force, que nous préparons, est le meilleur moyen d'aider et de surveiller l'Allemagne, dans l'intérêt général et dans le sien. Il sera intéressant de voir désormais quelle voie choisiront les Allemands entre les solutions américaines, dures à avaler pour eux, et la ligne de résistance à la Russie et d'intégration dans l'Europe, que nous leur offrons.

## 2. *L'Angleterre et le Marché commun*

«Nous étions opposés aux contacts entre le Royaume-Uni et le Marché commun. Pour des raisons politiques, nous avons fini par accepter le compromis consistant en des contacts via l'UEO<sup>4</sup>. Ceux-ci ne sont, à notre avis, qu'une farce. Il n'est pas question de poser à nouveau, au sein de l'UEO, la réouverture des négociations pour l'adhésion du Royaume-Uni. Si tel était le cas, nous opposerions notre veto.»

Je demande si la question de contacts semblables entre le Marché commun et les autres pays de l'AELE est posée.

Le Ministre répond que la France avait proposé qu'il y eût un agent du Marché commun à Genève, en contact avec le Secrétaire général de l'AELE, et inversement. «Les Anglais s'y sont opposés, parce qu'ils veulent surtout maintenir ouverte leur propre négociation avec les Six, pour des motifs politiques. Ils veulent saper les Six par l'intérieur. La question de contacts avec d'autres pays de l'AELE, dans le cadre de l'UEO, ne se pose pas pour la France. D'après l'arrangement UEO, on s'y borne à s'expliquer réciproquement des voies qu'on prend de part et d'autre dans sa politique économique. C'est un compromis diplomatique. Il ne répond pas à un besoin. Tout le monde sait quelle est la politique économique du voisin, elle n'a rien de secret. Des contacts entre le Danemark et les Six, à l'UEO, dans ce cadre, ne sont pas nécessaires. Les autres pays de l'AELE connaissent la politique économique suivie au Marché commun, et inversement. Si on a besoin d'informations supplémentaires, il y a la voie diplomatique normale. L'Angleterre a toujours cherché à torpiller le Marché commun, d'abord de l'extérieur. Elle a cherché ensuite à le torpiller par l'intérieur, en demandant son adhésion, dans l'idée d'arriver successivement à la zone de libre échange atlantique que souhaitent les Etats-Unis. On sape par là la base économique commune des Six, fondement nécessaire de l'Europe politique.

«Il faudra faire quelque chose pour l'Autriche, mais on ne sait encore quoi. Les Autrichiens, pour des raisons de politique intérieure, ne savent pas ce qu'ils veulent. Un arrangement compréhensif avec l'Autriche comportera sa sortie de l'AELE. Au sein des Six, l'Allemagne seule s'intéresse à l'association de l'Autriche: il s'agirait d'un «Anschluss économique». Nous Français ne pouvons pas y être très favorables.

«Vous Suisses êtes raisonnables. Vous avez compris que vos alarmes étaient excessives et injustifiées. La discrimination du Marché commun n'est pas une catastrophe pour votre économie. Vos exportations vers le Marché commun ont augmenté. Vous prenez une vue plus sereine des choses.»

---

4. *Union de l'Europe occidentale.*

J'observe alors, de mon côté, que nous ne renonçons pas à un arrangement avec le Marché commun. Nous estimons que le moment n'est pas propice pour mettre ce problème, à l'heure présente, sur le tapis. Mais nous ne renonçons aucunement à l'idée d'une association qui est dans la nature des choses.

Couve approuve, en disant qu'il y a des problèmes posés. Le Danemark, par exemple, se trouve devant des problèmes évidents d'exportations agricoles, qui demandent un règlement. Tout cela devra être revu à son heure. Il reconnaît qu'il existe un problème des petits pays de l'AELE. Sa déclaration sur ce point semble plutôt de la nature des apaisements diplomatiques habituels et dilatoires.

### 3. *Le Kennedy Round*<sup>5</sup>

«On a prédit, après le 14 janvier<sup>6</sup>, la fin de l'entreprise du Marché commun. Nous avons franchi l'étape du 1<sup>er</sup> juillet, nouvel abattement des tarifs intérieurs (4% de ce qu'ils étaient en 1958). La politique agricole commune, qui semblait presque impossible à atteindre, est en vue, même en ce qui concerne les problèmes les plus difficiles: les céréales et leur futur prix européen. Le choc du 14 janvier n'a pas empêché de franchir depuis, et récemment, des étapes délicates et importantes. Le Marché commun, continue.

«Une conception commune existe pour le Kennedy Round. Nous participerons à cette négociation, avec un front commun. Nous défendons d'ailleurs les intérêts de tout le monde, y compris la Suisse, en nous efforçant d'ouvrir des voies à l'exportation européenne vers l'Amérique. On dit que la France est la source de toutes difficultés. Les Américains surtout le disent. Nous ne demandons que des concessions égales de part et d'autres, du côté de l'Amérique aussi, avant d'aboutir au Kennedy Round. C'est une position équitable et d'intérêt général.

### 4. *Le dollar*

«Le problème le plus important actuellement est le dollar. Les mesures prises par les Américains ressemblent beaucoup à un début de *«Devisen-Bewirtschaftung»*. Ils ne semblent pas être conscients de l'étendue des mesures plus incisives qu'ils pourront être amenés dans l'avenir à prendre. Il devrait y avoir plus de contact entre la France et la Suisse sur ce problème important. Il faudra s'habituer à vivre dans un monde où il n'y aura plus de *«devise de réserve»*, de *«devise pour les règlements internationaux»*, comme l'était le dollar. Une telle devise n'est pas nécessaire à la vie économique internationale. L'or suffit à ce rôle.»

Pour conclure le Ministre se félicite de constater qu'il n'y a aucun problème bilatéral entre la France et la Suisse. Il y en a eu un quand la Suisse pensait que la France était à l'origine d'une discrimination tarifaire, dont elle serait

5. Sur cette négociation sur la libération du commerce mondial, cf. Nos 112, 142 et 179 dans le présent volume.

6. Allusion à la conférence de presse tenue par Ch. de Gaulle au sujet de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Cf. N° 123, note 2, dans le présent volume.

la victime. L'expérience a montré que les dégâts ne sont pas grands, au contraire, et que la construction d'une Europe politique a un sens. Les Suisses l'ont compris. Il a loué ensuite l'attitude raisonnable de notre presse.

Il passera ses vacances, comme d'habitude, début août, à Crans-sur-Sierre.

### 163

E 2300(-)1000/716/122

[DoDiS-30618]

*L'Ambassadeur de Suisse à Dakar, J.-J. de Tribolet,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

#### POLITIQUE DU SÉNÉGAL VIS-À-VIS DU PORTUGAL ET DE LA GUINÉE

RP N° 5

Dakar, 26 juillet 1963

Au moment où notre pays va assumer la sauvegarde des intérêts portugais au Sénégal<sup>1</sup>, il vous intéressera sans doute de savoir l'opinion que le Président du Conseil des Ministres ad interim, M. Fofana, vient de m'exprimer au sujet de la position de son pays envers le Portugal d'une part et envers le seul territoire colonial portugais se trouvant aux confins du Sénégal, la Guinée, d'autre part.

La presse sénégalaise a fait récemment état d'un voyage accompli à Lisbonne par un ressortissant portugais habitant Dakar, M. Pinto-Bull. Ce dernier aurait agi en tant que porte-parole des aspirations guinéennes à l'émancipation et, toujours d'après la presse, il serait regardé avec une certaine faveur aussi bien par les autorités sénégalaises que, semble-t-il, par le Gouvernement portugais lui-même, puisque c'est le Ministre des Affaires étrangères en personne, M. Nogueira qui l'a reçu.

M. Fofana m'a déclaré à ce sujet que M. Pinto-Bull est aussi bien inconnu de lui que de la totalité des membres du Gouvernement sénégalais. Ce dernier observe pour le moment une prudente réserve vis-à-vis de M. Pinto-Bull qui prétend être revenu de Lisbonne chargé d'un pli pour le Gouvernement sénégalais. Pour l'instant M. Fofana ne désire pas recevoir ce pli ni en prendre connaissance. L'accueil bienveillant que M. Pinto-Bull a reçu à Lisbonne est justement la raison pourquoi les milieux gouvernementaux sénégalais éprouvent de la méfiance vis-à-vis de lui.

Pour le Sénégal, le mouvement pour le moment encore le plus représentatif des aspirations guinéennes est le FLING (Front de Libération pour l'Indépendance nationale de la Guinée) dont les adeptes sont d'authentiques Guinéens de race Diola et Mandeng, c'est-à-dire deux tribus dont les populations chevauchent la frontière guinéo-sénégalaise.

---

1. Le Conseil fédéral se déclare disposé à assumer la représentation des intérêts portugais au Sénégal, cf. le PVCF N° 1417 du 24 juillet 1963, E 1004.1(-)/1/675.2.



Le Gouvernement sénégalais ferme les yeux sur l'activité de ces gens à condition qu'ils ne se fassent pas remarquer et que lorsqu'ils prennent la décision de franchir la frontière guinéenne ils ne reviennent plus en arrière. Autrement dit, le Sénégal interdit l'usage de son territoire comme base d'opération pour des éléments mobiles armés qui iraient frapper en Guinée pour se réfugier ensuite en territoire sénégalais. Lorsque de tels révolutionnaires sont connus, on les fait arrêter et on les désarme.

M. Fofana m'a confirmé que du côté de la Guinée ex-française les nationalistes guinéens se sont groupés autour d'un troisième leader, M. Cabral. Ce dernier s'appuie sur des formations armées et, semble-t-il, bien entraînées, opérant dans le Sud de la Guinée portugaise à partir du territoire guinéen. On peut donc dire que ou bien le Gouvernement de M. Sékou Touré ne possède pas une police aussi effective que celle du Sénégal ou bien sa tolérance a des limites plus larges que celles de ce dernier pays. A la faveur de cette situation les commandos de M. Cabral se seraient rendus maîtres d'à peu près un tiers du territoire de la Guinée portugaise.

M. Fofana m'a confirmé aussi que l'Organisation de l'Unité africaine et, tout particulièrement le Comité de Dar-es-Salam, n'a pas seulement en vue d'apporter un appui d'abord diplomatique, puis s'il le fallait, militaire, aux territoires africains administrés par le Portugal, mais également de venir en assistance aux différents mouvements nationalistes surgis de ces territoires afin que les rivalités de clans qui se manifestent au détriment de la campagne de libération soient résolues par la fusion des organisations nationalistes en compétition.

C'est ainsi qu'en marge de la réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de l'Unité africaine qui s'ouvrira à Dakar le 1<sup>er</sup> août, un comité ad hoc cherchera le contact avec les porte-parole des mouvements nationalistes anti-portugais en vue de les persuader de se rallier à une doctrine politique et à un programme d'action uniques.

J'ai tenu à obtenir à ce propos la précision suivante que M. Fofana m'a volontiers fournie. La Suisse, puissance protectrice des intérêts portugais au Sénégal, peut admettre que ce dernier pays ne consentira à la reprise de relations normales entre lui et le Portugal que lorsque le problème des colonies portugaises en Afrique aura été résolu dans son ensemble. En d'autres termes, même si le cas particulier de la Guinée portugaise devait bientôt s'engager sur la voie d'une solution satisfaisante pour l'Afrique, cela ne voudrait pas dire encore que nous serions à la veille de voir des rapports normaux se rétablir entre le Sénégal et le Portugal.

Il y a une année encore nous aurions pu nous demander si le Président Sékou Touré ne jouait pas dans cette affaire un jeu quelque peu équivoque. En effet, entre 1958 et 1963 on a vu des périodes durant lesquelles des armes étaient clandestinement envoyées du Sénégal aux adversaires politiques du régime Touré tandis qu'en sens inverse les nationalistes casamançais recevaient des encouragements à fomenter des troubles séparatistes.

M. Fofana m'a assuré qu'aujourd'hui la réconciliation de la Guinée et du Sénégal exclut toute manœuvre de ce genre. La Guinée et le Sénégal sont entièrement d'accord pour coopérer avec les autres Etats africains à l'élabo-

ration commune d'une solution des différents problèmes nationaux découlant de la domination coloniale en Afrique. Ce qui se passera donc probablement, c'est qu'à un moment donné, quand les événements auront mûri, on verra l'Afrique reconnaître un mouvement ou un parti politique considéré comme représentant seul le nationalisme et la souveraineté guinéens. Quand cette dernière aura été acceptée et reconnue par le Portugal, la Guinée portugaise se trouvera dans une situation comparable à celle qu'occupera bientôt la Gambie à laquelle le Gouvernement britannique est sur le point d'accorder sa complète indépendance. Il appartiendra alors aux Guinéens seuls de décider s'ils veulent vivre indépendants ou s'ils désirent se rattacher par des liens plus ou moins étroits soit à la Guinée soit au Sénégal. Cette question d'ailleurs ne revêt qu'une importance relative si on l'examine à la lumière de la politique qui a inspiré la charte d'Addis Abeba, charte qui voudrait mener le continent vers un effacement toujours plus grand des frontières nationales des Etats africains.

Il y a peu de temps j'avais abordé le même sujet avec l'Ambassadeur de France<sup>2</sup> dont l'avis m'intéressait du fait que les liens de la Communauté et un accord d'assistance militaire pourraient selon les circonstances engager une responsabilité française dans un conflit plus ou moins localisé entre troupes portugaises et troupes sénégalaises à la frontière guinéenne. L'Ambassadeur de France a écarté cette éventualité avec un sourire rempli d'assurance en m'affirmant qu'il n'y a rien au monde dont les Sénégalais soient plus effrayés qu'un incident militaire sénégaloportugais. Je suis convaincu, m'a-t-il dit, que le Sénégal aura bien soin de l'éviter. Vu les traités franco-sénégalais et les responsabilités spéciales qui en résultent pour l'Ambassadeur de France, j'ose penser que celui-ci savait de quoi il parlait en annonçant une opinion aussi catégorique.

---

2. L. Paye.

## 164

E 2001(E)1976/17/310  
[DoDiS-18955]

*Le Conseiller d'Ambassade suisse à La Havane, Ch. Masset,  
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

NATIONALISATION DU BÂTIMENT DE L'ANCIENNE CHANCELLERIE  
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS À LA HAVANE<sup>1</sup>

L MT Confidentielle

La Havane, 28 juillet 1963

Comme suite à mon rapport du 24 juillet 1963<sup>2</sup>, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit.

La décision prise par le Gouvernement cubain visait non seulement à répondre à la congélation des avoirs cubains aux Etats-Unis, mais aussi à porter un coup au prestige de ce pays. Mais d'emblée, suivant comment ce «coup» serait donné, je me rendis compte qu'il pourrait aussi nous atteindre notamment si, passant outre au bon sens, le Gouvernement cubain décidait de s'installer par la force dans le bâtiment placé sous notre protection. Il ne s'agissait pas là d'une hypothèse académique, mais bien d'une sérieuse perspective pouvant devenir réalité le 26 juillet 1963. En effet, la décision de nationalisation avait été prise le 23 juillet 1963, soit 3 jours avant la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la première attaque armée du mouvement castriste contre le régime de Batista, sous la forme d'une tentative de s'emparer du Fort Moncada, le 26 juillet 1953. Il apparaissait évident, pour les observateurs diplomatiques, que Fidel Castro souhaitait pouvoir annoncer publiquement, le 26 juillet, non seulement la nationalisation, mais aussi l'occupation de l'ancienne Ambassade américaine.

C'est donc fort préoccupé que je me rendis au second entretien avec M. le Ministre Roa, mercredi le 24 juillet à midi. Je savais que la position ferme fondée sur le droit des gens que j'avais adoptée la veille avait été approuvée par le Département, M. le Conseiller Victor Martin me l'ayant téléphoné de Washington, après s'être entretenu avec M. Jean Richard<sup>3</sup>. Je n'avais cependant pas encore reçu d'instructions télégraphiques<sup>4</sup>.

Je vous ai rendu compte de cet entretien par la voie la plus rapide<sup>5</sup>. Il vous intéressera en outre de savoir que M. Roa, qui est professeur de droit

1. Sur cette affaire, cf. le télégramme N° 643 du Département politique à Ch. Masset du 24 juillet 1963 (DoDiS-30257), le procès verbal Conférence chez le Secrétaire Général du Département le 26 juillet 1963 de J. Ch. Richard du 26 juillet 1963 (DoDiS-30260), le télégramme N° 312 de A. Zehnder au Département politique du 28 juillet 1963 (DoDiS-30261) et la lettre de E. Stadelhofer à P. Micheli du 29 novembre 1963 (DoDiS-30422). Voir aussi le N° 171 dans le présent volume.

2. Cf. la lettre confidentielle de Masset à F. T. Wahlen du 24 juillet 1963, non reproduite.

3. Cf. le télégramme N° 296 de l'Ambassade de Suisse à Washington au Département politique du 24 juillet 1963, non reproduit.

4. Celles-ci sont contenues dans le télégramme N° 643 du Département politique à Masset du 24 juillet 1963 (DoDiS-30257).

international public, a constamment cherché à justifier l'acte de nationalisation en invoquant «les violations du droit des gens commises par les Etats-Unis contre Cuba». Il s'estimait, dans ces conditions, en état de pouvoir ignorer la Convention de Vienne<sup>6</sup>, que je lui citai à plusieurs reprises après lui avoir lu, en espagnol, l'article 45<sup>7</sup>. Etant donné nos positions opposées, il n'y avait en l'état aucune solution, vu que l'Ambassade de Suisse ne pouvait pas abandonner la chancellerie américaine, placée sous sa protection et que de toutes façons la dignité de la Suisse ne pouvait souffrir des mesures d'évacuation rapides qui eussent pris toutes les apparences d'une expulsion, même dans l'hypothèse de négociations sur l'exécution de la loi de nationalisation.

Ce n'est qu'après cet entretien que me parvinrent les longues instructions où il est dit que la notion des immunités diplomatiques n'empêche pas la nationalisation d'un immeuble qui est la propriété d'un gouvernement étranger. S'agissant d'un bâtiment possédant le statut diplomatique au bénéfice des immunités diplomatiques et placé sous la protection de notre pays, cette affirmation me surprit vivement. Je me demandais comment on pouvait admettre le transfert du droit de propriété de cet immeuble sans le consentement du propriétaire et en outre comment la Suisse pouvait accepter une telle mutation en l'absence d'un accord, tandis que le droit international lui prescrivait impérativement de maintenir le statut quo. En conséquence je décidai de gagner du temps en me bornant à porter à la connaissance du Gouvernement cubain que M. l'Ambassadeur Stadelhofer arriverait à Cuba muni des instructions nécessaires «pour la mise au point des mesures d'exécution de la décision cubaine» et je demandai que le Gouvernement cubain voulût bien attendre son arrivée avant de prendre des mesures pratiques irrévocables.

A 18 heures, M. l'Ambassadeur Carrillo, Chef du Protocole, que j'allais voir au Ministère, me déclara que le Gouvernement cubain était d'accord d'attendre l'arrivée de M. Stadelhofer, dimanche le 28 juillet, pour discuter de l'exécution de la loi nationalisant l'ancienne chancellerie américaine. Il précisa que son Gouvernement ne reviendrait en aucun cas sur la décision de nationalisation. Il m'avait rappelé téléphoniquement, avant l'entretien, la déclaration que m'avait faite la veille M. Roa, à savoir qu'indépendamment des instructions que pourrait recevoir l'Ambassade de Suisse, la loi de nationalisation était exécutable. Usant ainsi d'ambiguïté, les autorités cubaines gardaient la voie libre pour occuper l'immeuble.

J'invitai M. le Conseiller P. von May, Chef du Service des IE<sup>8</sup> et nos collaborateurs, MM. Alexis Kurth et Hugo Wey, à prendre des dispositions conservatoires au sujet de nos archives. Cependant, s'agissant d'un immeuble de 6 étages comprenant de vastes caves et contenant quantité de documents,

---

5. Cf. le télégramme N° 605 de Masset au Département politique du 24 juillet 1963, non reproduit.

6. Convention sur l'immunité diplomatique adoptée le 14 avril 1961.

7. Article sur la protection des locaux et des archives.

8. Intérêts étrangers (Service des intérêts étrangers de l'Ambassade de Suisse à La Havane).

archives, dépôts, coffres-forts etc., les précautions que nous pouvions prendre se limitaient naturellement au retrait des dossiers les plus confidentiels qui furent déposés dans l'Ambassade de Suisse proprement dite.

Ce n'est que dans la matinée du vendredi 26 juillet que je reçus le texte de la protestation américaine<sup>9</sup> à remettre au Gouvernement cubain. Je demandai à voir M. le Ministre Roa à midi; le Ministère m'informa à 11 heures que M. Roa me recevrait à l'heure sollicitée. Lorsque je fus introduit dans le bureau de M. Roa, s'y trouvait aussi M. Fidel Castro qui me salua sèchement et froidement. Le Maître de Cuba était visiblement dans un état de passion et de violence contenues avec peine. M. Roa semblait mal à l'aise et contraint. Je remis la note à M. Fidel Castro qui la lut rapidement puis la tendit à M. Roa. S'adressant à moi, F. C. dit sévèrement: «Comment le Gouvernement américain peut-il invoquer maintenant le droit international alors qu'il n'a cessé de le violer dans toute sa politique contre Cuba? Est-ce que l'invasion de Playa Giron était conforme au droit international? Est-ce que la crise des Caraïbes et le blocus de Cuba étaient conformes au droit des gens? Est-ce que la congélation des avoirs cubains aux Etats-Unis est licite? Ne pensez-vous pas que ces multiples violations justifient amplement la nationalisation par Cuba de cette propriété américaine?» Il attendit. Je répondis qu'en ma qualité de représentant de la Suisse, je n'étais pas venu pour prendre position ou parti dans les différends opposant Cuba aux Etats-Unis, mais que j'étais présent à titre de représentant des intérêts américains dont la Suisse exerçait le mandat avec l'accord du Gouvernement cubain. Regardant la note de protestation, F. C. affirma qu'il ne craignait pas le Gouvernement des Etats-Unis... ni le Gouvernement Suisse, me lança-t-il avec un regard furieux. Il avait pris la décision de nationaliser le bâtiment, il l'exécuterait et peu lui importaient les conséquences qui en résulteraient. S'emballant, et en quelque sorte pour justifier son geste, il accusa les Etats-Unis de ne pas lui avoir versé intégralement le paiement en marchandises de l'indemnité prévue pour la libération des prisonniers de l'invasion de Playa Giron. Selon lui, le Gouvernement américain lui devrait encore 10 à 12 millions de dollars. Et là-dessus, me prenant à partie, il me dit: «et la Suisse a aussi participé un peu à ces négociations.» Je lui répondis posément que dans l'affaire en question nous n'avions joué aucun rôle. Il se remit à parler avec colère contre les Etats-Unis et déclara qu'il ne pouvait nullement s'engager à surseoir à l'exécution de la loi de nationalisation car il était vraiment pressé de montrer aux Américains qu'il ne les craignait pas. Je le rendis alors attentif au fait que mercredi soir, le Chef du Protocole m'avait communiqué oralement l'accord du Gouvernement cubain, d'attendre l'arrivée de M. Stadelhofer avant de n'entreprendre aucun acte d'exécution. Il me répondit qu'il s'était agi là d'une déclaration de bonne volonté, rien de plus, et que cela ne le liait pas. De son côté, M. Roa renchérit en me rappelant qu'il m'avait clairement exposé dans notre entretien de mercredi, qu'indépendamment des instructions que je pourrais recevoir, la loi était exécutable. Je rétorquai courtoisement que la déclaration du Chef

---

9. Cf. le télégramme N° 646/647 de la Division des intérêts étrangers du Département politique à Masset du 26 juillet 1963, non reproduit.

du Protocole engageait le Gouvernement et réitérai au Premier Ministre que mon Gouvernement m'avait chargé de prier instamment le Gouvernement cubain d'attendre l'arrivée de M. Stadelhofer pour discuter l'affaire avant de procéder à des actes d'exécution irrévocables. Je poursuivis, en revenant à l'objet de l'entretien, qu'il s'agissait d'observer la Convention de Vienne signée et par le Gouvernement de Cuba et par les Etats-Unis, Convention applicable dans le cas concret du bâtiment de l'ancienne chancellerie américaine, et que j'espérais que le Gouvernement cubain accepterait de discuter paisiblement l'affaire à l'arrivée de M. Stadelhofer. M. Fidel Castro, qui visiblement n'avait en tête que l'exécution immédiate de la loi, s'écria: «Que m'importe le Gouvernement des Etats-Unis, je m'en moque, et je pense de même du Gouvernement Suisse.» Voyant que la discussion prenait une tournure hostile à l'égard de notre pays, je regardai tranquillement le Premier Ministre et M. Roa et je leur dis: «Mon pays a toujours été correct dans ses relations avec le Gouvernement cubain et entend le rester et par conséquent je vous prie instamment, M. le Premier Ministre, de bien vouloir prendre sérieusement en considération la demande de mon Gouvernement qui vous serait obligé d'attendre l'arrivée de M. l'Ambassadeur Stadelhofer avant de passer à des actes irrévocables.» Mon principal interlocuteur, que mon calme et mon refus de m'engager dans la polémique parurent impressionner, me répondit: «Le Gouvernement cubain examinera cette demande, mais quant à moi, je ne m'engage à rien», et me saluant à peine il sortit brusquement du Ministère. Je priai alors M. Roa de bien vouloir donner l'autorisation d'atterrissage à La Havane pour l'avion à bord duquel arriverait M. Stadelhofer, le 28 juillet, et en même temps de bien vouloir, dès que possible, me faire connaître la réponse du Gouvernement cubain à ma requête visant à ne rien entreprendre avant le retour de M. Stadelhofer. M. Roa me déclara qu'il ne manquerait pas d'examiner la question. Il paraissait soucieux et mécontent.

Je quittai donc le Ministère en pensant que je pouvais m'attendre au pire.

Etant donné les propos désagréables que le Premier Ministre avait prononcés, dans un moment d'excitation, il est vrai, à l'égard de la Suisse, je me demandais s'il convenait que je prisse part, dans la tribune présidentielle, à la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire du 26 juillet, manifestation à laquelle j'étais convié. Je demandai conseil par téléphone à M. l'Ambassadeur Zehnder, qui m'engagea à m'y rendre.

A 16 h 30, le Premier Ministre commença son discours (qui dura 3 heures) devant une foule estimée à plusieurs centaines de milliers de personnes. Le fond de sa harangue visait essentiellement le Gouvernement des Etats-Unis et sa politique, appelait à la révolution les pays de l'Amérique latine et finalement, exhortait le peuple au travail. Je poussai un soupir de soulagement lorsqu'il aborda la question de la nationalisation en déclarant qu'il était disposé à discuter avec l'Ambassade de Suisse l'évacuation de l'immeuble et sa remise au Gouvernement cubain. Cela signifiait qu'il avait renoncé à l'occuper le jour même et que cela allait nous donner le temps de chercher une solution sans compromettre nos relations avec Cuba.

Son discours terminé, M. Fidel Castro salua successivement les Délégations spéciales des pays socialistes, les Chefs de missions des pays amis puis ceux

des pays occidentaux. Me voyant, il vint à moi, me serra amicalement la main et me dit: «Vous voyez, je vous ai donné publiquement la réponse que vous m'avez demandée.» S'adressant aux personnes qui l'entouraient, il déclara, très souriant: «Il me semble que cette cérémonie s'est très bien déroulée, qu'elle a eu une participation extraordinaire et je vous remercie d'être venus».

A peine rentré chez moi, le Chef du Protocole m'appela téléphoniquement pour me faire savoir que M. le Ministre Roa m'attendait à 21 h 30. Je me rendis au Ministère où M. Roa me confirma que le Gouvernement cubain était d'accord d'attendre l'arrivée de M. Stadelhofer pour «discuter les mesures d'exécution de la nationalisation».

Je remerciai M. Roa de sa déclaration en ajoutant que j'espérais que le délai et les négociations devaient nous permettre d'éviter que l'affaire prît une tournure malheureuse.

Pendant que j'assistais à la célébration du 26 juillet, M. von May et ses collaborateurs se trouvaient dans l'immeuble menacé et procédaient activement à mettre des lettres de protection sur toutes les armoires et coffres contenant les archives du Service des IE. Pour le cas d'une violation de l'immeuble par la force, j'avais instruit mes collaborateurs de s'y opposer en protestant énergiquement. A trois, ils n'auraient pu opposer une résistance physique à un groupe de miliciens armés et je ne désirais nullement qu'ils le fissent au prix de leur vie. Pour prévenir, dans cette perspective, l'arrestation des employés cubains de garde, M. von May les renvoya chez eux. Il ne les rappela que lorsque le danger disparut.

## 165

E 2804(-)1971/2/50  
[DoDiS-30602]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

DÉMARCHE COMMUNE DE L'AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI  
ET DU CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,  
LE 29 JUILLET 1963, AU SUJET DE L'ACCORD INTERVENU À MOSCOU  
SUR L'ARRÊT PARTIEL DES ESSAIS D'ARMES NUCLÉAIRES

Berne, 29 juillet 1963

L'Ambassadeur britannique<sup>2</sup> et le Chargé d'affaires a. i. des Etats-Unis<sup>3</sup> ont remis aujourd'hui au Secrétaire général du Département politique<sup>4</sup>, en présence de M. Samuel Campiche, les notes ci-jointes<sup>5</sup> qui accompagnaient le

1. Notice non signée.

2. P. F. Grey.

3. H. J. Kellermann.

4. P. Micheli.

5. Non reproduites.

texte de l'accord tripartite paraphé à Moscou le 25 juillet<sup>6</sup>. Ils ont exprimé le désir que la Suisse adhère dès que possible à cet accord<sup>7</sup>. Ils attachent une valeur morale à une adhésion de la Suisse étant donné le caractère humanitaire qu'ils voudraient donner à l'accord. Ils espèrent que le plus grand nombre possible de pays signeront l'accord.

L'Ambassadeur de Grande-Bretagne a précisé que le Royaume-Uni était soucieux de voir de nombreux pays occidentaux signer sans délai une telle convention, afin d'éviter qu'un déséquilibre n'apparaisse avec ceux qui la signeraient dans le camp communiste ou neutraliste.

L'accord entrera en vigueur après ratification par les gouvernements américain, britannique et soviétique. On espère que les ratifications interviendront dans de brefs délais. En ce qui concerne les Etats-Unis, une majorité des deux tiers du Sénat est requise; le Sénat est en session cet été. En attendant les signatures d'autres Etats, des déclarations publiques d'intention de signer seront reçues avec satisfaction par les trois grandes puissances.

Nos interlocuteurs ont relevé que l'accord était ouvert à tous les pays, sans exclusion, mais que des signatures ne pouvaient pas être considérées comme des actes de reconnaissance réciproque (cette remarque visait principalement la Chine et l'Allemagne de l'Est).

A une question, qui leur fut posée, nos interlocuteurs reconnurent que l'accord présentait certaines faiblesses (absence de contrôle international, poursuite des essais souterrains, dénonciation arbitraire au moyen d'un préavis de trois mois, etc.).

Le Secrétaire général du Département politique a répondu qu'il ferait rapport au Conseil fédéral et que l'affaire serait aussitôt examinée par les Départements intéressés<sup>8</sup>. Une décision cependant ne pourrait être prise très rapidement puisque le Conseil fédéral était en vacances. Il a ajouté que les autorités suisses avaient salué avec satisfaction la conclusion de l'accord de Moscou. Celui-ci pourrait constituer un premier pas vers le désarmement que tous les peuples souhaitent ardemment.

---

6. Non reproduit. Sur cet accord, cf. aussi Nos 166 et 169 dans le présent volume.

7. Une démarche analogue est faite le 2 août 1963 par le Chargé d'affaires a. i. de l'URSS auprès de Micheli. Cf. la notice Pacte de Moscou de Micheli du 2 août 1963 (DoDiS-30603).

8. Sur la position du Conseil fédéral, cf. N° 167 dans le présent volume.



E 2003(A)1974/52/213  
[DoDiS-30607]

*L'Ambassade de Suisse à Paris*  
*au Secrétaire général du Département politique, P. Micheli<sup>1</sup>*

*Copie de réception*

T N° 256

Paris, 20 août 1963, 18 h 35

Reçu: 21 août, 10 h 30

J'ai eu conversations avec hauts fonctionnaires du quai d'Orsay, dont Lallo, sur l'accord nucléaire de Moscou et sa signature éventuelle par la Suisse<sup>2</sup>. Voici les remarques qu'ils m'ont faites à titre personnel, en relevant que le Gouvernement français n'entendait nous donner ni conseils ni avis:

1. Ce traité, si l'on ne considère que sa substance, a peu de valeur parce qu'il ne prévoit que des engagements limités et révocables. Il ne mérite pas, à ce titre, la sanction des nations pressenties par les Américains, les Anglais et les Russes.

2. On ne voit pas comment la Suisse pourrait jamais procéder à des essais nucléaires dans l'atmosphère ou sous l'eau. En signant le traité, elle souscrirait à des engagements n'ayant pour elle aucune réalité.

3. L'indépendance [*de la*] Suisse exige une défense nationale adéquate, organisée librement, sans concours ni contraintes de l'extérieur, et sans limite définie par un traité. La Suisse ne devrait signer aucun traité concernant des armements et leur mise au point, même pas celui de Moscou, de crainte qu'il ne constitue un précédent.

4. Le traité témoigne d'une détente des relations Est-Ouest. Khrouchtchev utilise cette détente dans sa lutte de propagande contre Pékin, ce qui donne aux signatures des nations pressenties par l'URSS l'allure d'un plébiscite anti-chinois. Quant aux Américains, il semble qu'en négociant ce traité, ils se soient entre autres préoccupés d'aggraver le conflit sino-soviétique et d'isoler la Chine. En signant le traité, la Suisse favoriserait la poursuite de fins qui ne sont pas les siennes.

5. La détente, quels que soient les motifs des puissances qui l'ont provoquée, est bienvenue, elle encourage l'espoir qu'il n'y ait plus de crise aussi dangereuse que celle de Cuba, dont la gravité n'a pas toujours été comprise en Europe occidentale. En tant que témoignage de cette détente, le traité mérite l'approbation d'un pays de tradition pacifique et humanitaire comme la Suisse. Pour que le sens de cette approbation soit clair, la solution ne serait-elle pas que la Suisse, au lieu de signer, fasse une déclaration?

---

1. Ce télégramme est signé par C. Caillat.

2. A ce sujet, cf. N<sup>os</sup> 162, 165, 167 et 169 dans le présent volume.

## 167

E 1003(-)1994/26/2  
[DoDiS-30595]

*BUNDESRAT*  
*Verhandlungsprotokoll der 55. Sitzung vom 23. August 1963<sup>1</sup>*

Auszug

[Bern, 23. August 1963]

[...]²

*Beitritt der Schweiz zum Abkommen vom 5. August 1963 über das teilweise Verbot von Kernwaffenexperimenten<sup>3</sup>*

*Herr von Moos* erklärt, dass er der Frage, als sie auftauchte, skeptisch bis negativ gegenübergestanden sei. Er habe sich gesagt, das Abkommen spiegle etwas vor und erwecke nicht realisierbare Hoffnungen. Dazu komme der Verdacht, dass noch andere Gründe dahinter stecken. Die Bedenken könne man heute noch hegen, doch seien sie nicht mehr ausschlaggebend für die Unterzeichnung bzw. den Beitritt.

Man könne vermuten, dass Russland zugestimmt habe, weil es sich mit seinen Flügen ins Weltall überfordert habe und es wirtschaftlich nicht mehr stark genug sei, um den Wettlauf mit den Atomversuchen durchzustehen, ohne damit die Wohlförderung aufs Spiel zu setzen. Dazu komme die gewollte Isolierung Rotchinas. In diesem Punkte werde auch unsere Neutralitätspolitik etwas berührt.

Die Befürchtung des deutschen Botschafters<sup>4</sup>, wegen Anerkennung der DDR, sei hier nebensächlicher Natur. Er teile hier die Auffassung des EPD. Diese Überlegungen solle man deutlich in der Botschaft erwähnen.

Kurz sei im Bericht des EPD<sup>5</sup> die Frage des fakultativen Referendums gestreift. In dieser Hinsicht könnte man sagen, dass eigentlich nicht ein jederzeitiges Kündigungsrecht bestehe, sondern nur eine jederzeitige Kündigungsmöglichkeit. Das Kündigungsrecht nach Artikel 4 sei verbunden mit ausserordentlichen Ereignissen, die lebenswichtige Interessen eines Landes gefährden. Diese Frage müsse man noch gründlicher überlegen. Als ein solches Ereignis käme wohl auch eine Änderung des Abkommens in Frage, der wir nicht zustimmen könnten. Wir hätten dann wohl das Recht zu kündigen, es frage sich

---

1. *Vorsitz: Bundespräsident W. Spühler. Abwesend: R. Bonvin (bis 9 Uhr 30). Schriftführer: Ch. Oser und F. Weber, Beginn: 9 Uhr, Schluss: 11 Uhr 50.*

2. *Vorangehende Traktanden: Kleine Anfrage Bachmann vom 12. Juni 1963, Massnahmen zur Verwertung der Kernobsternte 1963.*

3. *Vgl. dazu auch Nrn. 162, 165, 166 und 169 in diesem Band. Siehe auch die Notiz von R. Bindschedler Beitritt der Schweiz zum Abkommen über das Verbot der Kernwaffenexperimente vom 8. August 1963 (DoDiS-30594) und die Notiz von P. Micheli vom 9. August 1963 (DoDiS-30604).*

4. *W. F. von Welck. Siehe dazu die Notizen von Micheli vom 9. August und vom 20. August 1963, E 2003(A)1974/52/213.*

5. *Vgl. die Beilage zum BR-Prot. Nr. 1557 vom 23. August 1963 (DoDiS-30612).*

dann aber, ob nicht im betreffenden Zeitpunkt aus psychologischen Gründen ein Austritt viel schwieriger wäre, weil dann auch die Gefahr der Isolierung noch grösser wäre als heute.

Positiv müsse die Tatsache gewertet werden, dass die weitere Verseuchung der Atmosphäre verhindert wird durch den Stopp weiterer Versuche. Für den Beitritt spreche auch der Umstand, dass uns der Nichtbeitritt international gesehen psychologische und moralische Nachteile brächte.

Wenn man die positiven und negativen Elemente abwäge, dann hätten die positiven Elemente mehr Gewicht. Er opponiere der Unterzeichnung nicht.

*Herr Chaudet* anerkennt die positiven Aspekte des Abkommens, soweit sie Schlüsse zulassen auf den Willen, die Versuche zu stoppen und mit der Abrüstung ernst zu machen. Eine öffentliche Erklärung des Bundesrates, dass er dieses Abkommen begrüsse, hätte aber genügt, um unser Einverständnis vor aller Welt zu bekunden. Seines Erachtens wäre eine solche Erklärung heute noch möglich.

Beim Abkommen handle es sich um ein politisches Abkommen. Nach dem Ingress gehe das Ziel auf die Verwirklichung eines allgemeinen Abrüstungsabkommens. Dabei müsse man aber feststellen, dass nicht einmal der Stopp der Atomversuche ein vollständiger sei und die unterirdischen Versuche nicht umfasse.

Für die Beschaffung kleinkalibriger Nuklearwaffen benötige man nun aber ein Material, das man sich auf dem Wege unterirdischer Explosionsversuche beschaffen könne. Beide Blöcke wissen nicht, wie weit der andere in dieser Hinsicht aufgerüstet sei.

Das Abkommen stabilisiere lediglich die erreichten Positionen und beeinträchtige die Aufrüstung derjenigen, die auch eine Atombewaffnung wollen.

Die Unterzeichnung des Abkommens bringe uns in Widerspruch mit unserer Neutralitätspolitik. Wir unterwerfen uns den Ländern, die Atomwaffen besitzen. Der Inhalt des Abkommens umfasse weit mehr als die Einstellung der Atomversuche. Sobald es Staaten gebe, die das Abkommen ablehnen, werde es für die Schweiz riskant, ihm zuzustimmen. Als neutrales Land sollte man nicht das Spiel der einen Gruppe mitmachen. Wie werden Frankreich und Rotchina auf einen solchen Schritt reagieren? Wird es nicht heissen, wir hätten unsere Neutralitätspolitik selbst in Frage gestellt?

Die Unterzeichnung des Kelloggpaktes<sup>6</sup> sei etwas ganz anderes gewesen. Damals seien wir Mitglied des Völkerbundes gewesen, heute gehören wir der UNO nicht an. Als neutrales Land können wir nicht Stellung nehmen gegen die Politik anderer Länder. Auch der Vatikan werde dem Abkommen nicht beitreten.

Er bezweifle sehr, ob wir wirklich am Beginne einer atomaren Abrüstung stehen. Die Frage eines Beitrittes könnte man prüfen, wenn man darüber einige Sicherheit hätte.

Der heutige Frieden sei nur ein Zustand der Nichtkriegführung (grosse Seemanöver, gewaltige Luftmanöver, dazu die enorme Verbesserung der Aus-

---

6. Vgl. *DDS*, Bd. 9, Nr. 422 und Beilagen.

rüstung und Bewaffnung der in den Satellitenstaaten stationierten russischen Truppen, Verstärkung der Berliner Mauer durch Minenfelder usw.)

In Kuba werde die Regierung Castro weiterhin unterstützt. Herr Chaudet gibt Einzelheiten bekannt über die Fortsetzung der russischen Waffenlieferungen an Kuba. Es sei offensichtlich, dass Russland Kuba behalten wolle, als Stützpunkt für die Ausbreitung des Kommunismus in Südamerika.

Dazu kommen alle die Unruheherde, die von Russland geschürt werden (kommunistische Bewegungen in Afrika, die Agitation gegen Portugal und Südafrika, die Zwischenfälle in Korea, in Laos und Vietnam usw.).

Chruschtschew habe ausdrücklich bei der Propagierung des Abkommens erklärt, dass die kommunistische Aktion trotz allem unvermindert weitergehe. Man helfe damit der Arbeiterklasse in den kapitalistischen Ländern und könne so am besten die revolutionären Bewegungen in diesen Ländern verstärken. Es werden auch Anleitungen gegeben, die Kleinbauern und andere Kreise in die Arbeiterklasse einzubeziehen.

Überall auf der Welt sehe man den Einfluss der Sowjets. Die internationale Lage sei in Fluss. Sie könne sich jederzeit ganz unerwartet verschärfen in Richtung Krieg oder Revolution.

Was den Bericht des EPD anbetreffe, glaube der Sprechende nicht an den Willen der Atommächte, die Atomwaffen abzubauen. Die Gefahr des Atomkrieges bestehe weiter. Wenn wir dann aber daran gehen wollten uns auszurüsten, um dieser Gefahr zu begegnen, stünde dem unsere Unterschrift unter dem Abkommen entgegen.

Die Welt werde nicht durch die Versuche mit Atomexplosionen zerstört werden, sondern durch die vorhandenen Vorräte an Atomwaffen.

*Herr Chaudet* glaubt nicht daran, dass die moralischen Aspekte die Nachteile einer Unterzeichnung überwiegen.

Das EPD gebe zu, dass wir einem unwiderstehlichen Zwang folgen müssen. Unter IV c.<sup>7</sup> werde zugegeben, dass die drei Grossmächte die Herren der Lage seien, und dass wir uns bei einer Änderung des Abkommens Mehrheitsbeschlüssen unterziehen müssen, bei denen sie eine ausschlaggebende Stellung haben und zwar in einer Materie, die auch einen hochpolitischen Aspekt habe.

Die Anspielung auf die Artikel des Iswestija und des Roten Stern zeige, dass wir die Angelegenheit gut prüfen müssen. Es stelle sich die Frage was wir machen, wenn man uns z. B. später auffordern sollte, einem Nichtangriffspakt zwischen der NATO und dem Warschauerpakt beizutreten.

Wenn wir Interesse hätten, uns aus dieser Affäre zu ziehen, müssten wir an die eidg. Räte gelangen. Wir stünden unter dem Druck unserer öffentlichen Meinung und unter dem Druck der Weltmeinung. Somit würden wir die grössten Schwierigkeiten haben, wenn wir uns wieder zurückziehen wollten.

Vom Standpunkt der Landesverteidigung aus sei zu betonen, dass uns die Unterzeichnung verhindern werde, uns jemals mit Atomwaffen auszurüsten.

*Herr Chaudet* glaubt, dass für uns eine moralische Zustimmungserklärung genügen würde, um der Einladung gerecht zu werden. Man werde, wenn man

---

7. Vgl. Anm. 5.

uns heute noch nicht ganz verstehe, vielleicht später einmal anerkennen, dass es die Schweiz verstanden habe, sich der Propagandawirkung zu entziehen und sich nicht habe für andere einspannen lassen. Eine solche Erklärung würde unserer Neutralitätspolitik viel besser entsprechen als die Unterzeichnung des Abkommens.

Es sei sehr bedauerlich, dass man einen so wichtigen Regierungsentscheid fällen müsse, ohne dass man Zeit habe, die Frage gründlich zu prüfen und den Landesverteidigungsrat zu konsultieren. Unsere Bevölkerung sei gegenüber dem Abkommen sehr reserviert und spüre instinktiv, dass das Abkommen für uns keinen grossen Wert habe. Die Befürworter rekrutieren sich zum grossen Teil aus den Kreisen, die schon die Atombewaffnung bekämpft hätten.

Der Bundesrat sei die einzige Instanz, die das Volk hier auf den richtigen Weg führen könne. Unsere öffentliche Meinung werde uns verstehen, wenn wir eine gute Erklärung abgeben und ausführlich begründen, warum wir dem Abkommen nicht beitreten können.

Sollte eine Volksinitiative für die Unterzeichnung lanciert werden, dann werde man ihr die Gründe für unsere Stellungnahme ebenfalls entgegenhalten.

Herr Chaudet schliesst mit dem Antrag, das Abkommen nicht zu unterzeichnen, sondern eine einseitige Erklärung abzugeben.

*Herr Tschudi* beurteilt die Angelegenheit zunächst vom Standpunkt des EDI aus, d. h. im Hinblick auf die Probleme der öffentlichen Gesundheit und der Hygiene. Er stellt fest, dass die Kommission zur Überwachung der Radioaktivität das Abkommen begrüsst und der Hoffnung Ausdruck gegeben habe, dass es dauern und dass man es einhalten werde. Vom Gesichtspunkte der öffentlichen Gesundheit aus müsse das Abkommen positiv beurteilt werden. Heute bestehe wegen der Radioaktivität kein Grund zur Beunruhigung, ausgenommen in Bezug auf das Zisternenwasser im Jura. Bei weiteren Versuchen mit noch grösseren Kalibern würde sich die Situation rasch verschlimmern.

Das Abkommen sei tatsächlich noch sehr unvollkommen. Man sei auch nicht sicher, ob sich die Grossmächte daran halten werden. Man hätte es sicherlich lieber gesehen, wenn auch die unterirdischen Versuche und die Aufrüstung mit Atomwaffen aufhören würden. Das Abkommen sei aber ein erster positiver Schritt und deshalb dürfe man es nicht von vorneherein ablehnen. Man müsse es in Beziehung setzen zu Verträgen wie dem Verbot der Verwendung von Giftgasen<sup>8</sup>. Wir müssten uns also fragen, ob wir genügend Grund hätten, um in der heutigen Situation nicht beizutreten?

Selbstverständlich stelle sich zuerst die Frage der Neutralität. Rechtlich stehe, wie sich aus allen Ausführungen ergeben habe, der Vertrag nicht in Widerspruch zur Neutralität. Neutralitätspolitisch könne man die Neutralität nicht bis ins Extreme durchführen. Man müsse auch auf die internationale Solidarität Rücksicht nehmen.

---

8. Genfer Protokoll vom 17. Juni 1925 über das Verbot der Verwendung von erstickenden, giftigen oder ähnlichen Gasen. Für den Beitritt des Bundesrates vgl. DDS, Bd. 9, Nr. 59.

Bezüglich Landesverteidigung sei festzustellen, dass Atomversuche in der Luft und im Wasser in ganz Europa niemals möglich wären. Man müsse sich auch fragen, ob wir unterirdische Versuche bei uns durchführen könnten? Auch bei pessimistischer Beurteilung gelange man deshalb zur Feststellung, dass das Abkommen unsere Vorbereitungsmöglichkeiten für die Landesverteidigung nicht beeinträchtige. Das Risiko, dass man nicht mehr so leicht zurücktreten könne bestehe, doch sei jeder Beitritt zu einem Abkommen mit Risiken verbunden. Da die positiven Aspekte überwiegen, sei der Sprechende bereit, die Risiken zu übernehmen.

Mit einer Sympathieerklärung bald nach dem Zustandekommen des Abkommens hätte man sich vielleicht dem Beitritt entziehen können. Heute riskiere man, sich mit einer solchen Erklärung zu blamieren.

*Herr Schaffner* ist ebenfalls der Meinung, dass wir eine schmale Möglichkeit gehabt hätten, uns mit einer Deklaration der Unterschrift zu entziehen, was vielleicht die Ideallösung gewesen wäre. Man hätte erklären können, wir begrüßen das Abkommen, da wir<sup>9</sup> nicht über die Elemente verfügen, um solche Versuche zu machen, brauchten wir uns<sup>10</sup> nicht anzuschliessen.

Angesichts der Schwierigkeiten, auf die Herr Chaudet hingewiesen habe, müsse man sich fragen, ob nicht<sup>11</sup> folgende Lösung denkbar wäre. Man würde erklären, dass wir es begrüßen, dass Luft und Wasser nicht mehr weiter verseucht werde und dass wir es begrüsst<sup>12</sup>, wenn man noch weiter hätte gehen können. Wir seien unsererseits willens, die gleichen Verpflichtungen aus freien Stücken zu übernehmen, solange als das Abkommen in Kraft sei. Formaliter könnten wir nicht unterzeichnen, weil das Abkommen nicht weltweit gelte und zu Gruppenbildung führe.

Mit dem langen Zuwarten<sup>13</sup> habe die Angelegenheit in der öffentlichen Diskussion zu viel Gewicht erhalten und deshalb werde man eine Antwort<sup>14</sup> von uns verlangen. Könnte man nicht die Lösung mit einer Erklärung konsultativ vorbereiten mit den auswärtigen Kommissionen, aber nicht mit andern Gremien? Herr Schaffner weist auf die guten Erfahrungen hin, die man mit diesem Vorgehen bei der Erklärung von Brüssel<sup>15</sup> gemacht habe.

*Herr Bonvin* hält dafür, dass beide Hauptpartner (Sowjetrussland und USA) unter Druck gehandelt hätten. In den USA spiele die Rücksicht auf die Wahlen die grosse Rolle. Man könne sich auch fragen, ob die Atommächte auf dem Gebiete der Kernwaffen neue Lösungen gefunden hätten, weshalb die Versuche nicht mehr so notwendig seien.

Für uns stelle sich die Frage, was wir als ein Volk tun wollen, das den Frieden will und die Ordnung in der Freiheit, und das in seiner Politik die Lösungen im Wege der Diskussion und nicht der Gewalt suche. Können wir

---

9. *Handschriftlich eingefügt*: aber.

10. *Handschriftlich eingefügt*: formell.

11. *Handschriftlich eingefügt*: theoretisch.

12. *Handschriftlich eingefügt*: hätten.

13. *Handschriftlich eingefügt*: längern Zeitablauf.

14. *Handschriftlich eingefügt*: Beitrittsentscheidung.

15. Vgl. Nr. 102 in diesem Band.

erklären, wir machen nichts, weil wir uns nicht in die Konflikte der Grossen einmischen wollen?

Wir müssen doch von unserem Standpunkte aus die Entspannung begrüßen. Der Vergleich mit dem Verbot des Gaskrieges sei naheliegend. Das Abkommen sei ein Weg, der zum Frieden führen könne. Die Möglichkeit, nichts zu machen, scheidet damit für uns von vorneherein aus. Es stelle sich also die Frage, welche der folgenden Möglichkeiten wir wählen sollen:

1. Kann man heute noch eine blosser Erklärung abgeben? Hier wäre es richtig gewesen, wenn man das sofort gemacht hätte.

2. Unterzeichnung mit gewissen Reserven.

3. Unterzeichnung ohne Reserven.

Von diesen Möglichkeiten komme nur in Frage die Unterzeichnung mit Reserven. Eine Konsultation der auswärtigen Kommissionen wäre wertvoll, nicht aber die Konsultation des Landesverteidigungsrates, der in der Angelegenheit nicht kompetent genug sei.

Da wir physisch in der Unmöglichkeit sind, irgendwelche Versuche mit Atomexplosionen irgendwo in der Schweiz zu machen, erfolgt unsere Zustimmung gewissermassen gratis. Für Versuche blieben uns im besten Falle die Kavernen in den Alpen, was nicht unter das Verbot fallen würde.

Wir sind moralisch engagiert, durch die Wichtigkeit der Aufgabe eine Psychose des Friedens zu schaffen. Entsprechend unserer Politik müssen wir uns zur Unterzeichnung entschliessen.

*Herr Bonvin* stellt die Frage, ob es möglich wäre, noch eine Konsultation der auswärtigen Kommissionen vorzunehmen oder ob man heute Beschluss fassen müsse?

Der *Hr. Bundespräsident*<sup>16</sup> teilt die Beurteilung des Abkommens durch Herrn Chaudet im Hinblick auf die internationale Politik des Kommunismus weitgehend. Auch die Amerikaner beurteilen die Situation ähnlich.

Militärisch sei uns das Abkommen in keiner Weise hinderlich. Atomwaffen könnten wir uns nur beschaffen durch Kauf von der NATO oder durch Eigenentwicklung. Eine Erprobung in der Luft oder im Wasser sei für uns unmöglich. Aber in unserem dicht besiedelten Land erscheinen auch unterirdische Versuche als ausgeschlossen. Somit stelle das Abkommen für uns kein Hindernis dar für unsere nukleare Bewaffnung.

Der Sprechende sehe einen nahen inneren Zusammenhang des Abkommens mit den Rotkreuzabkommen. Es liege im Gebiete des Verbotes gewisser Waffen. Die Verhinderung der Verseuchung der Luft sei ein Ziel, das weitgehend im Zusammenhang stehe mit den humanitären Aufgaben des Roten Kreuzes.

Wegen der möglichen vertraglichen Weiterungen des Abkommens habe sich der Sprechende auch Sorgen gemacht. Hier habe man zwar die Kündigungsmöglichkeit, doch sei er ebenfalls überzeugt, dass eine Kündigung für uns nicht leicht wäre. Es stünden aber so wichtige Interessen auf dem Spiel, dass man das Risiko in Kauf nehmen müsse.

---

16. *W. Spühler.*

Der Sprechende sehe keine neutralitätspolitischen Nachteile. Die Schweiz könne beitreten, ohne dass man ihr von irgendeiner Seite einen Vorwurf machen könne. Neutralität könne niemals bedeuten, dass wir nur beitreten können, wenn die ganze Welt mitmache. Wenn das so weit ginge, dann sei das gleichbedeutend mit der Aufgabe unserer Entscheidungsfreiheit, mit der Abhängigkeit von andern und mit der Isolierung.

Auch der Sprechende habe sich die Frage vorgelegt, ob es möglich wäre, den Vertrag nicht zu unterzeichnen und stattdessen eine Erklärung abzugeben. Man habe in der Diskussion erklärt, dass wir sofort hätten handeln müssen und es gebe Kreise die behaupten, dass wir zu lange gewartet hätten. Das stimme allerdings nicht, denn solche Probleme könne man nicht ohne gründliche Prüfung lösen.

Eine Erklärung, dass die Einstellung der Versuche begrüsst werde und dass man nicht daran denke, selber Versuche zu machen, hätten schliesslich alle Staaten abgeben können, die in Bezug auf Atomversuchsmöglichkeiten gleich stünden wie wir. Diese Staaten haben fast alle trotzdem unterzeichnet.

Er habe sich weiter gefragt, ob man eine weitergehende Erklärung abgeben sollte im Sinne von Herrn Schaffner. Auch dafür sei der Moment verpasst. Vielleicht gebe es eine Möglichkeit, wenn wir über das hinausgehen wollten was wir bisher über unsere Atombewaffnung gesagt haben. Wir müssten erklären, dass wir überhaupt keine Versuche mit Atomwaffen unternehmen werden und dass wir keine Atomwaffen anschaffen werden, wenn man uns nicht dazu zwingt. Eine solche Erklärung wäre doch wohl nicht angängig. Die Welt erwarte unsern Beitritt zum Abkommen und das 100-jährige Jubiläum von Roten Kreuz<sup>17</sup> weise uns in die gleiche Richtung.

Was den Landesverteidigungsrat betreffe, so sei festzustellen, dass er nicht das Gremium sei, um Ratschläge in politischen Fragen zu erteilen. Für eine vorherige Konsultation der auswärtigen Kommissionen sei der Moment auch vorbei. Man könne doch der Presse heute nicht erklären, man habe über die Angelegenheit beraten aber keine Beschlüsse gefasst. Man verlange vom Bundesrat in der Aussenpolitik eine Führung. Deshalb müsse man heute beschliessen und die auswärtigen Kommissionen nachher orientieren.

*Herr Wahlen* nimmt Stellung zu den einzelnen Voten.

Er stellt fest, dass wohl alle das mehrfach geäusserte Gefühl der Skepsis teilen. Die Motive der drei Mächte seien vielfältig und nicht bei allen die gleichen. Es stehe viel Politik dahinter. Es wäre besser gewesen, wenn sie die Verantwortung allein übernommen und auf die ganze Propagandapolitik verzichtet hätten.

Dass ein Unterschied zwischen Kündigungsmöglichkeit und Kündigungsrecht bestehe sei ihm neu. Verfassungsmässig bestehe jedenfalls kein Unterschied.

Was die Schwierigkeiten, die dem Abkommen inhärent seien, betreffe, so hätte der vorzeitige Vertragsbruch durch eine Partei automatisch die Folge, dass die andern auch sofort zurücktreten würden. Das Vertragsinstrument würde

---

17. Zur Genfer Konvention vom 22. August 1864 und zum Beitritt der Schweiz vgl. DDS, Bd. I, thematisches Verzeichnis: VI.4. Convention de Genève.



dann einfach zerbrechen und alle Unterzeichner würden ihre Handlungsfreiheit wieder gewinnen. Man führe ja auch die Vorbereitungen für die Fortsetzung der Versuche bei den Atommächten weiter. Bei einem Vertragsbruch würden die Versuche sofort wieder aufgenommen.

Die zweite Möglichkeit sei, dass in das Abkommen weitergehende Verpflichtungen eingebaut würden. Wenn damit weitere Entspannungen erreicht würden, so sollten wir darüber nur froh sein. Die erste Entspannung, die wir vor uns haben, sollten wir nicht unbeachtet vorbeigehen lassen. Die unangenehmste Folge des Beitrittes wäre, wenn man später dazu gelangen sollte, Europa zur kernwaffenfreien Zone zu erklären.

Wenn Herr Chaudet bedauert habe, dass nicht sofort eine Erklärung abgegeben worden sei, dann könne er nur antworten, dass das gar nicht möglich gewesen wäre. Das hätte nicht der Art des Bundesrates entsprochen, schwerwiegende aussenpolitische Probleme zu erledigen. Im EPD hatte man versucht, eine solche Erklärung zu redigieren. In Frage käme nur eine Erklärung die weiter ginge als das Abkommen. Dazu müsste man wegen unserer eigenen Atombewaffnung Vorbehalte einbauen, die zu Falschinterpretationen Anlass geben und die Erklärung selbst in den Augen anderer Staaten abwerten würden.

Die Auffassung von Herrn Chaudet, dass man das Abkommen nicht mit dem Kelloggspakt vergleichen könne, teile der Sprechende. Dagegen teile er die Auffassung nicht, dass der Beitritt zum Abkommen eine Stellungnahme gegen Frankreich und Rotchina bedeute. Wenn wir nichts unternehmen, so bedeute<sup>18</sup> das eine Stellungnahme gegen die drei Atommächte. Auch die Nichtunterzeichnung hätte eine ähnliche Wirkung.

Mit dem Beitritt haben wir die Möglichkeit, den humanitären Bestrebungen weiter zu helfen. Dieser Gedanke soll auch in der Botschaft deutlich zum Ausdruck kommen.

Wenn Kuba noch nicht unterzeichnet hat, dann sei das auf das Lavieren zwischen Rotchina und Russland zurückzuführen. Es wäre möglich, dass es für seine Unterschrift noch Vorteile herausholen wolle. Sollte es nicht mitmachen, dann wäre das ein Minuspunkt für Chruschtschow.

Wenn die aussenpolitische Lage auch unerfreulich sei, so wie sie Herr Chaudet schildere, so bringe doch der Vertrag eine Entspannung. Der Konflikt Russland/China schafft den Satelliten mehr Bewegungsfreiheit. Die Spaltung des kommunistischen Blockes gehe deshalb weiter als eine blosse Zweiteilung.

Wenn Herr Chaudet erkläre, dass nicht die Versuche die Gefahr bedeuten, sondern die Vorräte an Atomwaffen, so müsse festgestellt werden, dass dem Stopp in der Verseuchung von Luft und Wasser doch grosse Bedeutung zukomme. Wollten die USA die Megatonnenzahl Russlands erreichen, dann würde die Verseuchungsgefahr noch gewaltig zunehmen. Die Verseuchung habe<sup>19</sup> trotz der Einstellung der Versuche<sup>20</sup> zugenommen.

---

18. *Handschriftliche Anmerkung*: wenn man auf diese Weise argumentieren wolle.

19. *Handschriftlich eingefügt*: stellenweise.

20. *Handschriftlich eingefügt*: wegen des Ausfalls aus der Stratosphäre.

Was die Haltung der Öffentlichkeit betreffe, teile er ebenfalls die Auffassung von Herrn Chaudet, dass kein Enthusiasmus bestehe. Herr Wahlen hat die Presse sehr eingehend studiert. Leute wie Dürrenmatt, Reverdin, Dr. Egger, seien für die Unterzeichnung. Bei Herrn Bretscher hätte er den Eindruck gehabt, er wolle dem Bundesrat die Bewegungsfreiheit lassen. Man könne zusammenfassend sagen, dass die kompetente schweizerische Öffentlichkeit für die Unterzeichnung sei.

Auf keinen Fall könnte sich der Sprechende einverstanden erklären, das Thema dem Landesverteidigungsrat zu unterbreiten. Das würde nur zu einer grossen Debatte über die schweizerische Atombewaffnung führen.

*Herr Wahlen* rügt scharf den Artikel von Oberst Mark in der Schweizerischen Militärzeitung<sup>21</sup> und versteht nicht, dass man solche Leute nicht zurückhalten könne. Er nehme die Attacken in den Sowjetzeitungen nicht besonders ernst, aber man sollte ihnen keinen Grund dazu geben. Der Bundesrat müsse einmal zu einer gewissen Doktrin in dieser Frage kommen. Man müsse einmal wissen was bei der Beschaffung von Atomwaffen für die Schweiz möglich sei und was nicht.

*Herr Wahlen* teilt die Auffassung des Herrn Bundespräsidenten, dass für uns keine Möglichkeit bestünde für die Durchführung unterirdischer Versuche. Er möchte bitten, dass man die Aussprache über das ganze Problem der Atombewaffnung bald einmal durchführen könne<sup>22</sup>.

Das Neutralitätsrecht werde bei Unterzeichnung des Abkommens nicht berührt. Die Neutralitätspolitik werde berührt, doch sollten wir den Begriff der Neutralität nicht selbst zu stark strapazieren in der öffentlichen Auseinandersetzung. Der Bundesrat sei die einzige Instanz, die über die Zulässigkeit zu beschliessen habe.

Dem Vorschlag des EPD betreffend Aufnahme eines Passus über die Freiheit der Entscheide über unsere Atombewaffnung, könne er zustimmen. Über die endgültige Formulierung müsse man sich noch einigen.

Der Ersatz des Beitrittes durch eine Erklärung könne ernstlich nicht in Frage kommen. Man könnte uns das so auslegen wie wenn wir sagen würden: «Wir können es nicht tun, deshalb versprechen wir, es nicht zu tun!»

Was die Konsultation der auswärtigen Kommissionen betrifft, müsste man bei einer Erklärung eine Konsultation vorsehen. Wenn man sich dagegen zur Unterzeichnung entschliesse, dann müsse der Bundesrat einen Beschluss fassen und nachher die Kommissionen orientieren. Sonst würde die Konsultation bedeuten, dass wir das endgültige Entscheidungsrecht delegieren. Herr Wahlen hofft, dass der Rat heute entscheide, damit er am Dienstag die aussenpolitische Kommission des Nationalrates orientieren könne.

Er beantragt Zustimmung zum Antrage des EPD. Eine grosse Anzahl von Fragen würden dann in der Botschaft eingehend gewürdigt. Die Botschaft werde die Erklärung bedeuten, unter welchen Voraussetzungen wir beitreten.

21. W. Mark, Atomwaffen für die Schweizer Armee – Können oder wollen?, *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, August 1963, Nr. 8, S. 445–450. Siehe auch E 5001(G)1977/71/10.

22. Siehe dazu das Protokoll der Sitzung der Militärdelegation des Bundesrates vom 28. November 1963 (DoDiS-30493).

*Herr Chaudet* fragt, ob man nicht den Entscheid auf Dienstag verschieben könne. Er glaube persönlich nicht, dass eine Erklärung im Sinne von Herrn Schaffner unmöglich wäre. Damit hätten wir eine starke Stellung und würden uns nicht ins Schlepptau nehmen lassen. Dafür sollte man aber einen Text vor sich haben. Wenn man heute entscheide, müsse man das tun ohne die Alternative ernstlich geprüft zu haben.

*Herr Wahlen* antwortet, dass die Schweiz nicht in der gleichen Lage sei wie der Vatikan, der keine Verteidigungspflichten habe. Als Staat, der seine Verteidigung durchführen muss, müssten wir unsere Vorbehalte machen, wodurch die Erklärung einfach zweideutig würde.

*Herr von Moos* erklärt, dass er Herrn Chaudet in der Sache selbst weitgehend beipflichte. Er habe nur seine ebenso grosse Skepsis durch die humanitären Gesichtspunkte überwinden können. Man könne den Beitritt nicht durch eine Erklärung ersetzen. Der Termin dafür sei verpasst.

Herr von Moos hätte es vorgezogen, wenn man das Communiqué<sup>23</sup> erst am Dienstag herausgeben könnte, damit man sich über die Formulierung noch unterhalten könne. Er sei damit einverstanden, dass die Botschaft die erwarteten Verdeutlichungen bringe.

*Herr Bonvin* hält dafür, dass das in der Westschweiz wegen der Atombewaffnung bestehende Malaise noch vergrößert würde, wenn wir nicht unterzeichnen. Im Communiqué müsse betont werden, dass sich aus unserem Beitritt keine Schwächung unserer Landesverteidigung ergeben dürfe.

*Herr Tschudi* schlägt vor, dass das EPD das Communiqué sofort neu redigieren solle und dass der neue Text in einer Extrasitzung am Nachmittag beraten werde.

*Herr Wahlen* schlägt vor, den Zusatz laut Mitbericht des EMD<sup>24</sup> wie folgt zu bereinigen: «Abs. 2 mit dem Hinweis auf die Erklärung von 1958» soll weggelassen werden, ebenso der «Abs. 4» der nicht notwendig sei, weil er nur eine Wiederholung bedeute.

«Absatz 3 und 1» sollen in einen Absatz zusammengefügt und ins Communiqué eingebaut werden.

*Herr Schaffner* empfindet ein Missbehagen über die Zwangslage und das Prozedere. Ist es wirklich nicht möglich, uns autonom bereit zu erklären, alles das ebenfalls zu erfüllen was in Moskau abgemacht worden sei ohne einen formellen Beitritt zu vollziehen?

Die vorliegende Fassung des Communiqués schein ihm einige gefährliche Erklärungen<sup>25</sup> zu enthalten. Das Communiqué sollte weniger ausführlicher und etwas «trockener» im Tone werden<sup>26</sup>.

Der *Herr Bundespräsident* schlägt vor, die Beratungen um 16 Uhr 30 fortzusetzen.

23. Entwurf vom 23. August 1963. Vgl. E 2003(A)1974/52/213.

24. Vom 22. August 1963. Vgl. die Beilage zum BR-Prot. Nr. 1557 vom 23. August 1963 (DoDiS-30612).

25. Handschriftliche Anmerkung: wenn man auf diese Weise argumentieren wolle.

26. Handschriftlich eingefügt: über die Entspannung.

*Herr Wahlen* bittet um konkrete Vorschläge für die Änderungen des Communiqués. Man stehe hier vor ähnlichen Schwierigkeiten wie bei der Abgabe einer Erklärung. Der Rat beschliesst, um 16 Uhr 30 eine Nachmittagsitzung abzuhalten.

Die Beratungen über dieses Geschäft werden hier unterbrochen<sup>27</sup>.

---

27. Zur Wiederaufnahme der Diskussion vgl. das Verhandlungsprotokoll der 55. Sitzung des Bundesrates vom 23. August 1963, Nachmittagsitzung (Beginn: 16 Uhr 30. Schluss: 17 Uhr 45), nicht abgedruckt: [...] Nach längerer Diskussion über einen Vermittlungsantrag Schaffner, der statt von «neutralitätsrechtlichen und neutralitätspolitischen Gründen», von «immerwährender Neutralität» oder «unserer Neutralität» sprechen möchte, entscheidet sich der Rat für die ursprüngliche Fassung des EPD, womit betont werden soll, dass man gefunden habe, dass auch keine neutralitätspolitischen Gründe dagegen sprechen. Eine zu allgemeine Fassung würde nur wieder Fragen und Diskussionen heraufbeschwören. Zur definitiven Stellungnahme des Bundesrates, siehe auch das BR-Prot. Nr. 1557 vom 23. August 1963 (DoDiS-30612) und die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Genehmigung des in Moskau geschlossenen Abkommens über das Verbot von Kernwaffenversuchen in der Luft, im Weltraum und unter Wasser (vom 13. September 1963), *BBl*, 1963, II, S. 615–621.

## 168

E 2001(E)1976/17/392

[DoDiS-30262]

*Der schweizerische Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer,  
an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, P. Micheli*

### NESTLÉ-MARKEN

L Vertraulich

Havanna, 26. August 1963

Mit Bezug auf die Überreichung einer Note betreffend die Aufnahme von Verhandlungen über die Höhe der Entschädigung für die unbefugte Benützung der Nestlé-Marken<sup>1</sup> beehre ich mich wie folgt über die seit meiner Rückkehr unternommenen Schritte Aufschluss zu geben:

1. Wie Sie bereits wissen, stattete ich unmittelbar nach meiner Ankunft in Havanna, d. h. am 29. Juli, Aussenminister Roa einen Höflichkeitsbesuch ab<sup>2</sup>, wobei indes gemäss vorheriger telefonischer Vereinbarung das aktuellste

---

1. Vgl. die interne Notiz des Politischen Departements vom 21. November 1961 (DoDiS-30104), die interne Notiz des Politischen Departements vom 29. Mai 1963 (DoDiS-30239), das Schreiben von E. Stadelhofer an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements vom 19. September 1963 (DoDiS-30352), den Bericht von Stadelhofer an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements vom 15. August 1962, E 2001(E)1976/17/392, die interne Notiz des Politischen Departements vom 29. März 1962, E 2001(E)1976/17/395, sowie E 2001(E)1976/17/392.

2. Handschriftlich unterstrichen.

Thema, die Nationalisierung der USA-Kanzlei<sup>3</sup>, nicht zur Sprache kam. Ich erwähnte dagegen, dass die vorgesetzten schweizerischen Behörden kurz nach Antritt meiner Ferien in der Schweiz und damit lange vor dem amerikanischen Blockierungsdekret und dem kubanischen Nationalisierungsgesetz beschlossen hätten, bei meiner Rückkehr nach Havanna dem Aussenministerium die eingangs erwähnte Note überreichen zu lassen. Sie sei bereit und werde übergeben, sobald darüber Klarheit bestehe, dass die Aufrechterhaltung der Custodia durch die Schweiz an der früheren USA-Kanzlei kubanischerseits ausser jedem Zweifel stehe, d. h. auf die Anwendung von Gewalt zu unserer Entfernung verzichtet und damit automatisch das Gebäude uns belassen werde. Dr. Roa war sehr interessiert, zu vernehmen, dass die Schweiz zur Entsendung der erwähnten kleinen Delegation bereit sei, machte indes keine weiteren Bemerkungen.

2. Am 12. August hatte ich bei einem Nachtessen in der holländischen Botschaft Gelegenheit, mich ausführlich mit Industrieminister *Guevara*<sup>4</sup> zu unterhalten, den ich gleich wie Dr. Roa unterrichtete. Das Gespräch lässt sich wie folgt rekapitulieren:

a. Dr. Guevara möchte die *Verhandlungen rasch aufnehmen*, sie aber *nicht auf die Festsetzung der Entschädigung für die unbefugte Markenbenutzung beschränken, sondern den ganzen Nationalisierungskomplex Nestlé behandeln und gleichzeitig eine bilaterale Vereinbarung*<sup>5</sup> über die gegenseitigen *Handelsbeziehungen* unter Einschluss eines *Abzahlungsplans für Nationalisierungs- und ev. ähnliche Entschädigungen*<sup>6</sup> abschliessen. Weiter unterstrich er das grosse Interesse der kubanischen Regierung, mit der Nestlé eine Abmachung über die weitere Verwendung ihrer Marken durch das nationalisierte Unternehmen zu treffen. Auf meine Bemerkung, dass bereits das alljährlich zur Verlängerung gelangende schweizerisch-kubanische Handelsabkommen<sup>7</sup> bestehe, entgegnete er, dass es angesichts der seit seinem Abschluss eingetretenen Veränderungen und auch wegen der kubanischen Devisenbewirtschaftung ungenügend geworden sei.

b. Nach kurzer Darlegung der schweizerischen Praxis des «courant normal» erklärte ich, dass der Abschluss einer neuen Handelsvereinbarung, wenn nicht sogar gänzlich unnötig, so doch verfrüht und keineswegs im kubanischen Interesse wäre. Wir müssten in einem solchen Falle die Wahrnehmung unserer Exportinteressen in den Vordergrund stellen, wobei sich für Kuba die Konsequenz ergäbe, Kontingente für die traditionelle schweizerische Ausfuhr wie Uhren, Textilien, Medikamente, chemische Produkte etc. einzuräumen. *Mein Vorschlag* gehe dahin, sich in der *ersten Etappe* auf die erwähnte Entschädi-

---

3. Vgl. Nr. 164 in diesem Band.

4. Handschriftlich unterstrichen.

5. Handschriftlich unterstrichen.

6. Handschriftlich unterstrichen.

7. Zum schweizerisch-kubanischen Handelsabkommen vgl. das Schreiben von Stadelhofer an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 19. Dezember 1963 (DoDiS-30375) und den Antrag des Volkswirtschaftsdepartements an den Bundesrat vom 16. Dezember 1963, E 2001(E)1976/17/395.

gung unter Einschluss der noch nicht transferierten Royalties aus der Zeit vor der Verstaatlichung und den Zahlungsmodus zu beschränken sowie, wenn es kubanischerseits gewünscht werde, einen «Tour d'horizon» über das spätere Vorgehen mit Bezug auf die Hauptfrage, den Nationalisierungskomplex, vorzusehen. Gleichzeitig könnte ein kleines Kontingent für den Bezug von Schweizer Uhren durch Kuba auf Weihnachten 1964 vereinbart werden. Alles übrige wäre zweckmässigerweise für eine spätere Verhandlung zu reservieren. Mit Bezug auf eine Vereinbarung über die *weitere Benutzung der Nestlé-Marken* erklärte ich, dass der Entscheid ausschliesslich beim Mutterhaus als Eigentümerin dieses geistigen und industriellen Gutes liege. Ich machte indes klar, dass *sozusagen keine Aussicht* für eine derartige Möglichkeit bestehe. Es handle sich dabei nicht um eine gegen Kuba gerichtete Stellungnahme der Firma Nestlé, sondern um eine allgemeine und grundsätzliche Haltung dieses über weltweite Beziehungen verfügenden und daher zur Aufrechterhaltung einer konsequenten Politik genötigten schweizerischen Unternehmens.

3. Einige Tage nach der Unterredung mit Dr. Guevara bestätigte mir der kubanische Protokollchef Botschafter Carrillo, dass das kubanische Industrieministerium an der baldigen Entsendung einer schweizerischen Delegation sehr interessiert sei und Wert darauf lege, einen Weg zu einer *gewissen Zusammenarbeit mit der Firma Nestlé* im Zusammenhang mit der Herstellung ähnlicher Produkte in Kuba durch das verstaatlichte Unternehmen zu finden.

4. Es ergibt sich somit die eigenartige Situation, dass die schweizerische Haltung im Nestlé-Fall sich, zumindest bis jetzt, eher günstig für unser weiteres Verbleiben in der USA-Kanzlei ausgewirkt hat. Kubanischerseits wurde verstanden, dass die Schweiz [nicht] im Zusammenhang mit Nationalisierungsfragen eine kleine Delegation nach Kuba entsenden kann, solange durch die Möglichkeit des Vollzugs eines neuen Nationalisierungsgesetzes ihre allgemeine Stellung als Schutzmacht par excellence bedroht ist<sup>8</sup>.

(Sobald unser Verbleiben in der früheren USA-Kanzlei sichergestellt ist,)<sup>9</sup> Ich werde die von Ihnen vorbereitete Note<sup>10</sup> Roa überreichen und wahrscheinlich eine Kopie persönlich Minister Guevara überbringen<sup>11</sup>. Wir müssen uns indes bewusst sein, dass die kubanische Regierung uns anschliessend einladen könnte, sobald wie möglich, d. h. innert 1–2 Monaten, die erwähnte Delegation nach Kuba zu entsenden.

---

8. *Handschriftliche Anmerkung*: ne pas citer.

9. *Von Hand in Klammern gesetzt*.

10. *Vgl. die Note der schweizerischen Botschaft an das kubanische Aussenministerium vom 10. September 1963, nicht abgedruckt*.

11. *Die Note wurde C. Carrillo übergeben, vgl das Schreiben von Stadelhofer an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements vom 19. September 1963, nicht abgedruckt*.

E 1003(-)1994/26/2  
[DoDiS-18960]

*CONSEIL FÉDÉRAL*  
*Procès-verbal interne de la 57<sup>e</sup> séance du 30 août 1963<sup>1</sup>*

Extrait

[Berne, 30 août 1963]

*Accord nucléaire<sup>2</sup>*

*M. Wahlen* fait part des critiques suscitées au sein de la commission des affaires étrangères du Conseil national par le fait que la commission n'a pas été consultée préalablement<sup>3</sup>. J'ai expliqué les circonstances. Les membres de la commission ont compris. L'Ambassadeur de Chine est venu parler de la question et a fait ressortir l'importance que son pays accorde à la neutralité suisse<sup>4</sup>.

*Italiens en Suisse*

*M. Wahlen* mentionne la visite de l'ambassadeur Baldoni, venu s'entretenir des mesures prises contre des Italiens venus faire de la propagande politique en Suisse<sup>5</sup>. Il a eu un «pépin», en ce sens qu'une lettre confidentielle adressée à des consulats au sujet d'une surveillance à exercer sur l'activité communiste est parvenue à la connaissance du parti communiste. Toute l'affaire prend un aspect politique en Italie, y compris les expulsions.

*M. von Moos* mentionne le cas d'un correspondant du *Corriere della Sera*, venu se documenter au Département de justice et police. Le journal a publié un article très positif pour la Suisse.

*M. Tschudi* signale les difficultés qu'il aura lors de la discussion de l'accord social<sup>6</sup> dans les commissions parlementaires. Le patronat fait maintenant une certaine campagne contre l'accord. Les questions concernant l'assurance sociale ne sont pas délicates. C'est l'aspect politique qui donnera lieu à des débats. Le Département politique devrait me donner quelques indications sur les conséquences à redouter du fait que l'accord ne pourrait être ratifié.

*M. Schaffner* déclare qu'il faut aider le chef du Département de l'intérieur à faire approuver l'accord. Il lui fournira de la documentation. Il faut faire

1. Présidence: *W. Spühler*, absent: *P. Chaudet*, Secrétaire: *Ch. Oser*, ouverture: 9 heures, clôture: 10 heures 45.

2. Cf. Nos 162, 165, 166 et 167 dans le présent volume.

3. Cf. le procès-verbal de la séance du 27/28 août 1963 à Locarno, sous la présidence de *W. Bretscher*, E 2804(-)1971/2/29.

4. Cf. notamment la notice *Besuch des chinesischen Botschafters beim Generalsekretär de B. Dumont du 27 août 1963* (DoDiS-30619).

5. Cf. la notice *Démarche de l'Ambassadeur d'Italie de P. Micheli du 12 août 1963* (DoDiS-18780).

6. Cf. la Convention du 14 décembre 1962 entre la Confédération suisse et la République italienne relative à la sécurité sociale, *FF*, 1963, I, pp. 653-669.

comprendre aux gens que plus nous développons la formation professionnelle plus nous aurons besoin d'étrangers pour les humbles emplois. Si l'on encourage l'animosité à l'égard des Italiens, ils s'en iront plus vite qu'on ne le voudrait. Il n'y aura pas assez de Suisses pour les remplacer. La perte de 100'000 Italiens serait déjà une catastrophe. Je suis prêt à dire clairement les choses au patronat.

*M. Wahlen* recommande de travailler dans les groupes parlementaires pour faire passer l'accord. Chaque conseiller fédéral devrait recevoir une liste des arguments «pro et contra».

*M. Bonvin* relève qu'on a trop tendance à ne considérer que les prestations sociales versées à l'étranger. Si l'on considère, ensemble, le salaire et les prestations sociales en Suisse, notre pays fait très bonne figure, les salaires proprement dits étant très élevés. Vouloir éliminer 1/7 ou 1/10 de la main-d'œuvre étrangère conduirait à la catastrophe, notamment dans la construction, où les possibilités de préfabrication ont leurs limites. Or les Italiens constituent à peu près 80% de la main-d'œuvre et, parfois même, une partie des cadres. Comment construire sans les Italiens les nouveaux logements dont on a un urgent besoin? Leur absence serait une cause supplémentaire de renchérissement. Nous devons aider le Département de l'intérieur à faire passer l'accord.

*M. le Président de la Confédération*<sup>7</sup> constate que M. Tschudi peut compter sur l'appui de ses collègues.

[...] <sup>8</sup>.

---

7. *W. Spühler*.

8. *Autres thèmes traités*: le centenaire de la Croix-Rouge, la fête nationale du Mexique, le Fonds national de la recherche scientifique, l'Office intercantonal de documentation pour la lutte contre les publications pernicieuses pour la jeunesse, le recours Zingg sur le régime du lait, le droit sur la benzine, la revue «Bausteine», la 6<sup>ème</sup> révision de l'AVS, le personnel fédéral, les Jeux olympiques d'hiver 1968 et l'assemblée des délégués de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.



E 2001(E)1976/17/509  
[DoDiS-18765]

*Notiz des Generalsekretärs des Politischen Departements, P. Micheli,  
an den Vorsteher des Departements des Innern, H. P. Tschudi*

ITALIENISCHE PRESSESTIMMEN ZUR AKTION  
GEGEN ITALIENISCHE KOMMUNISTEN IN DER SCHWEIZ

Bern, 3. September 1963

Nach den Mitteilungen des Sekretariats des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements vom 31. Juli<sup>1</sup> und 6. August 1963<sup>2</sup> hat die Bundespolizei in Zusammenarbeit mit kantonalen Polizeibehörden ermittelt, dass eine Gruppe Italiener in unserem Lande von der kommunistischen Partei Italiens den Auftrag hatte, bei in der Schweiz arbeitenden Mitbürgern Gelder (Mitgliederbeiträge, freiwillige Beiträge) für sie einzusammeln und für sie zu werben indem sie Propagandamaterial (Zeitschriften, Schallplatten mit kommunistischen Wahlreden etc.) verteilen sollten. Im weiteren hatte sich gezeigt, dass italienische Kammerabgeordnete in die Schweiz einreisten, um ihren Staatsangehörigen Weisungen für diese Tätigkeit zu erteilen. In der Folge wurden bis heute – nach Angaben von Herrn Dr. Amstein<sup>3</sup> – gegen 18 italienische Staatsangehörige fremdenpolizeiliche Massnahmen ergriffen, d. h. 8 Wegweisungen, bzw. Entzug der Aufenthaltsbewilligung, und 10 Einreisesperren, u. a. gegen die kommunistischen Abgeordneten Pajetta, Calasso et Pellegrino<sup>4</sup>. In diesem Zusammenhang sei festgestellt, dass im Jahre 1962 insgesamt 1561 Ausreiseverfügungen und 3393 Einreisesperren durch die zuständigen eidgenössischen Instanzen erlassen wurden. Die Bundespolizei ihrerseits hatte ferner 163 Einreiseverbote erlassen, davon 130 gegen OAS-Führer und 4 gegen internationale Waffenschieber. Die Öffentlichkeit kennt nur wenige dieser Verfügungen, und zwar vornehmlich jene gegen bekannte Persönlichkeiten.

Die von den schweizerischen Behörden gegen die italienischen Kommunisten ergriffenen Massnahmen blieben in der italienischen Presse nicht unbeachtet. Vor allem die linksgerichteten Zeitungen, an deren Spitze das Organ der kommunistischen Partei Italiens «L'Unità», kritisierten diese recht scharf.

1. Vgl. das *Communiqué* vom Sekretariat des Justiz- und Polizeidepartements vom 31. Juli 1963, nicht abgedruckt.

2. Vgl. das *Communiqué* vom Sekretariat des Justiz- und Polizeidepartements vom 6. August 1963, nicht abgedruckt.

3. Vgl. die Notizen von A. Amstein vom 18. Juli 1963, vom 26. Juli 1963, vom 29. Juli 1963, vom 30. Juli 1963, vom 1. August 1963, vom 5. August 1963, vom 8. August 1963 und vom 14. August 1963, nicht abgedruckt.

4. Zu weiteren Angaben vgl. die Notiz *Démarche de l'Ambassadeur d'Italie von P. Micheli vom 12. August 1963* (DoDiS-18780).

In der Folge sahen sich auch die rechtsstehenden Zeitungen veranlasst, über die Ausweisung italienischer Kommunisten aus der Schweiz zu schreiben.

Zu den Pressestimmen, welche die italienische Öffentlichkeit in positiver Weise über die Ausweisungsfrage orientierten, zählt zunächst das angesehenere Blatt «Il Messaggero», dessen Kommentare oft die Meinung der Regierungskreise widerspiegeln. In einem Leitartikel vom 22. August 1963 aus der Feder des Journalisten Cesare Zappulli – der nebenbei bemerkt vom 27. November bis 1. Dezember 1962 als Gast des Informations- und Pressedienstes in der Schweiz weilte – ist zu lesen: «Wir würden gerne von unseren Kommunisten, die über die Ausweisung wütend sind, hören, was geschehen würde, wenn einige unserer Landsleute in die Sowjetunion gingen und dort für die freiheitliche Demokratie Propaganda treiben würden.» Das Blatt fährt fort, die Schweiz toleriere zwar eine bedeutungslose kommunistische Partei im eigenen Land, wolle aber einen Export des Kommunismus aus Italien in die Schweiz nicht zulassen. Es gebe zwar mancherlei Gründe für die Unzufriedenheit italienischer Arbeiter im Ausland, aber dies gebe den Kommunisten kein Recht, die schlechte Stimmung mancher Italiener im Ausland für Propaganda in einem befreundeten Land auszuschlachten.

Ein weiterer Artikel des Herrn Zappulli veröffentlichte «Il Messaggero» am 27. August unter dem Titel «Per la tutela in Svizzera dei lavoratori italiani» und ein dritter, mit Informationen, die wir ihm durch unsere Botschaft in Rom zugehen liessen, wird demnächst erscheinen.

Auch die Zeitungen «Corriere della Sera» und «Il Tempo» veröffentlichten am 24. und 29. August 1963 bzw. 27. und 28. August 1963 uns wohlgesinnte Artikel. Im «Corriere della Sera» vom 30. August folgte eine Antwort auf die Angriffe der «Unità» gestützt auf Informationen, welche die Zeitung von Herrn Dr. A. Riesen vom Eidg. Justiz- und Polizeidepartement bezogen hatte. Schliesslich gelangte auch noch das neofaschistische Wochenblatt «Borghese» an unsere Botschaft in Rom, um gewisse Auskünfte zu erhalten. In diesem Falle beschränkten wir uns indessen darauf, den Fragesteller auf die Mitteilungen des JPD zu verweisen, da ein Artikel in dieser nicht sehr angesehenen Publikation über das Ziel hinausschiessen könnte.

Auch aus der Provinz sind uns positive Pressestimmen zugekommen, nämlich:

«Gazzettino»	Venedig	25. 8. 1963
«Il Resto Del Carlino»	Bologna	27. 8. 1963
”	”	28. 8. 1963
”	”	28. 8. 1963
«Italia»		27. 8. 1963
«La Provincia»	Cremona	29. 8. 1969

In diesen, der Schweiz günstig gesinnten Artikeln werden folgende Punkte hervorgehoben:

- Die Schweiz gilt als das demokratischste Land.
- In der Schweiz arbeiten rund 500'000 italienische Staatsangehörige; jene, die ausgewiesen wurden, lassen sich an einer Hand aufzählen.
- Während des Krieges gewährte die Schweiz trotz dem grossen Risiko, das sie dabei einging, politischen Flüchtlingen Asyl.

- Vor den Wahlen konnten die Italiener in der Schweiz unter sich ihrer politischen Hebung frei Ausdruck geben.
- Seinerzeit wurden auch OAS-Leute ausgewiesen<sup>5</sup>.
- Der schweizerische Polizeichef (Dr. Amstein) habe die von seinen Untergebenen nicht korrekt behandelten Italiener persönlich empfangen und sich entschuldigt.

Für alle Fälle sind dieser Notiz auch noch jene Artikel beigeheftet, die sich negativ oder sonstwie mit der Ausweisung italienischer Linksextremisten befassen.

Zur Vervollständigung der Unterlagen liegt noch der politische Brief unserer Botschaft in Rom vom 29. August<sup>6</sup> bei, der eine Analyse der italienischen Pressestimmen enthält.

In diesem Zusammenhang dürfte vielleicht noch von Interesse sein, dass ein Kriegsinvalider mit Schreiben vom 27. August 1963<sup>7</sup> unserer Vertretung in Rom für alles dankte, was die Schweiz während des Krieges getan hat.

---

5. Zur *Behandlung der OAS-Leute* vgl. z. B. die Notiz OAS-Aktivisten auf Schweizerboden (Beitrag für die Sitzungen der Kommissionen für Auswärtiges von Ende Mai 1962) von R. Probst vom 12. Mai 1962 (DoDiS-10398) oder die Notiz OAS-Aktivisten auf Schweizerboden (Beitrag für die Sitzungen der Kommissionen für Auswärtiges, Ende August/Anfang September 1962) von Probst vom 20. August 1962 (DoDiS-10403).

6. Vgl. das Schreiben von A. Hurni an Micheli vom 29. August 1963 (DoDiS-18755).

7. Nicht ermittelt.

## 171

E 2001(E)1976/17/310

[DoDiS-30348]

### *Der schweizerische Botschafter in Havanna, E. Stadelhofer, an das Politische Departement*

*Empfangskopie*

T Nr. 80

Havanna, 9. September 1963, 20.32

*Erhalten:* 10. September, 09.00

Hatte vorgestern anlässlich brasilianischen Empfangs ungefähr zehnminütige sehr ruhige Unterredung mit Fidel Castro, der folgendes erklärte:

1. Nachdem Kuba Ausreise Gefangener Playa Giron ermöglicht und amerikanische Zivilgefangene begnadigt habe<sup>1</sup>, sei USA-Blockierungsdekret äusserst bösartiger Art gewesen.

2. Der Erlass des Nationalisierungsgesetzes könne Kuba als souveränem Staat völkerrechtlich nicht verboten werden.

---

1. Zur *Ausreise von Gefangenen von Playa Giron* vgl. Nr. 141, Anm. 5, in diesem Band.

3. Er habe für Verwendung USA-Kanzlei<sup>2</sup> dringendes Bedürfnis, werde aber Angelegenheit nicht überstürzen und beabsichtige nicht, Gewalt anzuwenden.

4. Sei überrascht, dass die Schweiz in diesem Fall ihre Neutralität nicht völlig wahre, sondern den USA-Standpunkt unterstütze.

Ohne geringste Zweifel an unserer festen Haltung zu lassen, antwortete angesichts zahlreicher unser Gespräch verfolgender Personen nur mit kurzen prinzipiellen Hinweisen. Dagegen schlug ich vor, dass wir uns zur Feststellung einer völkerrechtlich völlig klaren Situation mit Bezug auf schweizerisches Verbleiben in der USA-Kanzlei vorerst mehr privat treffen, bevor er mich als Regierungschef offiziell empfangt. Der brasilianische Botschafter<sup>3</sup> fügte in verbindlicher, aber sehr mutiger Weise bei, dass er fast gleichzeitig wie ich aus Ferien nach Havanna zurückgekehrt sei, um dem schweizerischen Standpunkt volle moralische Unterstützung zu gewähren.

---

2. Zur Verstaatlichung des Gebäudes der früheren US-Kanzlei vgl. Nr. 164 in diesem Band.

3. L. Bastian Pinto.

## 172

E 2001(E)1976/17/298

[DoDiS-18878]

*Der Delegierte des Bundesrates für Handelsverträge, A. Weitnauer,  
an den schweizerischen Botschafter in Washington, A. Zehnder*

### HEILMITTELKONTROLLE

Kopie

S

Bern, 3. Oktober 1963

Wir danken Ihnen für Ihr Schreiben vom 17. September<sup>1</sup>, mit welchem Sie uns mitteilen, wie weit die Prüfung unseres Vorschlages betreffend Heilmittelkontrolle gediehen sei. Es ist uns sehr wertvoll, dass Sie dem Problem grosse Aufmerksamkeit schenken und sich wiederholt an zuständiger Stelle nach dem Stand der Angelegenheit erkundigen.

Die FDA<sup>2</sup> scheint bei ihren Überlegungen noch immer zu sehr vom Artikel 271 des Schweizerischen Strafgesetzbuches auszugehen. Wenn unsere Behörden auf schweizerischem Gebiet grundsätzlich keine Amtshandlungen ausländischer Beamter zulassen, beruft sich diese «Policy» nicht auf staatliches Recht, sondern auf Völkerrecht. Unsere «Policy» ist die Entscheidung, den im Völkerrecht begründeten Anspruch auf die Wahrung der Gebietshoheit als Teil der staatlichen Souveränität für unser Land in Anspruch zu nehmen. Dies lässt sich indessen allein dann praktisch durchsetzen, wenn im Falle von Zuwider-

---

1. Vgl. das Schreiben von H. Frey an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 17. September 1963, nicht abgedruckt.

2. Food and Drug Administration.

handlungen Sanktionen ergriffen werden können. Zu diesem Zwecke wurde denn, dem Grundsatz «nullum poenam sine lege» folgend, der Artikel 271 in das schweizerische Strafgesetzbuch aufgenommen.

Aus dem Passus «ohne Bewilligung» im Gesetzestext darf nicht geschlossen werden, es sei gewissermassen ein staatliches Genehmigungsverfahren für Ausnahmefälle vorgesehen. So können wir auch nicht Beispiele anführen, welche auf eine bestimmte Bewilligungs- oder Ablehnungspraxis schliessen liessen, da eine solche nicht besteht. Immerhin war in jüngster Zeit zweimal zu prüfen, ob Amtshandlungen amerikanischer Beamter in der Schweiz zu erlauben seien:

In den letzten Jahren wurden im Rahmen des «Public Law 480» grosse Mengen von amerikanischem Futtergetreide nach Österreich geliefert. Das Getreide verliess wohl die Vereinigten Staaten, kam aber nicht im Bestimmungsland an. Amerikanische Beamte sollten untersuchen, welchen Weg die Ware genommen hatte. Da die Vermutung bestand, dass in der Schweiz niedergelassene Firmen am Transport des Getreides innerhalb Europas beteiligt waren, trafen diese Beamten im Mai 1962 in Bern ein und ersuchten um die Bewilligung, diese Firmen zu befragen. Die Bewilligung wurde ihnen nicht erteilt<sup>3</sup>. Die amerikanischen Beamten arbeiteten daraufhin auf der Botschaft der Vereinigten Staaten einen Fragebogen aus, welchen das Politische Departement nach einer Prüfung des Inhalts den betreffenden Firmen ausnahmsweise zustellte, nicht ohne die Firmen darauf aufmerksam zu machen, dass ihnen die Beantwortung freistehe.

Beim kürzlichen Kauf von «Sidewinder»-Raketen durch die Schweiz in den USA<sup>4</sup> musste sich unser Land verpflichten, die in den USA angewandten Geheimhaltungsregeln zu wahren. Die Vereinigten Staaten verlangten, in unserem Lande die Einhaltung dieser Vorschriften zu inspizieren, d. h. die Raketen hätten durch amerikanische Sicherheitsbeamte begleitet werden sollen. Da der Kauf dieser Raketen im Interesse der schweizerischen Landesverteidigung stand, konnte das amerikanische Ersuchen nicht rundweg abgelehnt werden. Die schweizerischen Behörden willigten jedoch lediglich dazu ein, amerikanischen Beamten ein für allemal die Verhältnisse bei der KTA<sup>5</sup> und bei einer von der KTA Aufträge empfangenden Firma in Bezug auf die Wahrung militärischer Geheimnisse in allgemeiner Weise zu zeigen. Zweifellos sind Sie selbst hierzu ausreichend dokumentiert.

Es liegt uns vor allem daran, dass Sie gegenüber Ihren Gesprächspartnern im Staatsdepartement und bei der FDA das Hauptgewicht auf den grundsätzlichen Aspekt des Problems legen. Mit Ihnen sind wir der Auffassung, dass bei der Nennung konkreter Beispiele grosse Zurückhaltung ratsam ist.

---

3. Vgl. die Notiz Note de dossier von E. Diez vom 6. September 1962, nicht abgedruckt.

4. Vgl. Nr. 19 in diesem Band sowie das BR-Prot. Nr. 2253 vom 8. Dezember 1961 (DoDiS-30681). Siehe auch DDS, Bd. 21, Nr. 147 (DoDiS-15506) und das Schreiben von A. R. Lindt an R. Kohli vom 30. Juni 1961 (DoDiS-15516).

5. Kriegstechnische Abteilung des Militärdepartements.

## 173

E 2001(E)1976/17/402

[DoDiS-30484]

*L'Ambassadeur de Suisse au Caire, R. Maurice, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, E. Stopper**Copie*

L RM Confidentielle

[Le Caire,] 8 octobre 1963

Lors de l'entretien que j'avais eu à Berne le 3 septembre avec M. le Vice-Directeur Bühler, ainsi que MM. Probst et Hess du Département politique, au sujet du problème de nos négociations avec la RAU<sup>1</sup>, mes interlocuteurs avaient exprimé le désir qu'à mon retour au Caire je leur adresse un rapport qui puisse contribuer à les éclairer sur la question de savoir s'il conviendrait de reprendre prochainement nos pourparlers ou non<sup>2</sup>.

Vous trouverez donc dans les lignes qui suivent mon appréciation sur la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Vous aurez reçu récemment une communication relatant les propos que le Ministre Zendo a tenus à M. Masnata qu'il avait convoqué, entrevue au cours de laquelle le Ministre de l'Economie exprima notamment son désir de reprendre les négociations<sup>3</sup>.

La question est donc posée d'une façon précise et M. Zendo attend de nous une réponse; celle-ci pourrait consister, ainsi que le suggérait M. Masnata, dans une acceptation sous condition. En effet, nous manifesterions notre accord à une reprise des pourparlers au Caire, à une date à convenir, étant entendu que ces nouvelles discussions devraient tendre essentiellement à la fixation d'une valeur pour les obligations résultant des nationalisations, d'un délai pour l'exécution des transferts et d'un mécanisme adéquat pour en assurer le fonctionnement.

Subsidiairement, il pourrait être utile d'accepter la proposition de M. Zendo de convier au Caire des spécialistes en matière d'importation de produits agricoles, afin d'examiner dans quelle mesure les achats de la Suisse à la RAU pourraient être augmentés afin de faciliter l'exécution des transferts.

Voilà donc, en résumé, la manière dont se présente la question. Il y a cependant lieu, pour compléter cet exposé succinct, d'y ajouter les remarques suivantes:

1. Sans parler d'une menace de banqueroute, ainsi que la lettre-circulaire de M. Schmidheiny aux actionnaires de la Tourah le laissent prévoir<sup>4</sup>, à mon avis

---

1. Pour cet entretien, cf. la lettre Nationalisierungen de R. Probst à S. Masnata du 4 septembre 1963, non reproduite.

2. Il s'agit des pourparlers concernant les mesures de nationalisation égyptiennes; à leur sujet, cf. N° 76 dans le présent volume.

3. Cf. le télégramme N° 178 de Masnata au Département politique du 26 septembre 1963, non reproduit.

4. Cf. la circulaire An die in der Schweiz domizilierten Aktionäre der Soc. Egyptienne de

à tort, il est un fait que la situation financière de la RAU n'a encore jamais été aussi précaire. Nous ne connaissons pas encore les résultats de la visite que le Ministre du Trésor, M. Kayssouni, est en train d'effectuer à Washington dans le but de demander une nouvelle aide financière, mais nous savons par l'Attaché financier de l'Ambassade américaine au Caire que les autorités compétentes à Washington avaient l'intention de réserver à M. Kayssouni un accueil plutôt froid, de durcir leur attitude et de demander des justifications sur l'emploi des crédits déjà octroyés à la RAU (voir ma lettre de ce jour aux Affaires politiques<sup>5</sup>). Il est cependant peu probable que les Etats-Unis, même s'ils montrent une certaine intransigeance, s'apprêtent à laisser tomber la RAU au point de la voir sombrer dans une catastrophe financière car ils courraient ainsi le risque de la pousser dans les bras du communisme et de perdre le bénéfice d'une politique qu'ils ont soutenue avec constance depuis d'années.

2. En tenant compte de ce qui précède, un accord sur les indemnisations au cas où nous parviendrions à une formule acceptable pour les créanciers suisses sera, on peut le craindre, un instrument fragile et d'une application difficile (nous avons d'ailleurs déjà fait une expérience analogue avec notre accord de paiement). On peut d'autre part se dire que plus on attendra plus il deviendra difficile de négocier sur des bases satisfaisantes.

3. Ainsi que le relevait M. Masnata dans une de ses dernières communications<sup>6</sup>, il semble exister, mais cela pourrait n'être qu'un jeu intentionnel, un certain manque de coordination entre le Ministère de l'Economie et celui du Trésor, en sorte que ce que M. Zendo pourrait prétendre réalisable aujourd'hui risquerait, par la suite, d'être contesté par celui qui tient les cordons de la bourse, c'est-à-dire M. Kayssouni.

Il y a donc là un risque dont il faut tenir compte. On peut rappeler dans cet ordre d'idées la déclaration faite récemment par M. Kayssouni au Ministre-Conseiller de l'Ambassade de l'Italie au sujet des indemnisations: «J'appelle accord raisonnable un accord qui ne pèse pas de façon particulière sur l'économie égyptienne et qui ne la prive pas des bénéfices économiques et financiers des nationalisations.»

Ainsi que vous pouvez le constater, les considérations qui précèdent ne présentent pas un caractère bien nouveau. La volonté de négocier me paraît indéniable chez nos interlocuteurs égyptiens mais le climat même dans lequel de prochaines négociations se dérouleraient pourrait bien être moins favorable que celui que notre délégation avait rencontré au mois de mars dernier, époque à laquelle une certaine euphorie due aux événements politiques régnait en RAU. Ce climat sera sans doute aussi influencé par l'attitude qu'adopteront les Etats-Unis. Comme me le disait aujourd'hui mon collègue italien, l'Ambassadeur Magistrati, il est à craindre qu'un durcissement trop marqué à Washington ne provoque au Caire une mauvaise humeur qui se

---

Ciment Portland Tourah-Le Caire de M. Schmidheiny du 20 septembre 1963, annexée à la lettre de Schmidheiny à H. Hess datée du même jour, E 2001(E)1976/17/405.

5. Cf. la lettre Finanzlage der VAR de R. Maurice à P. Micheli du 8 octobre 1963, non reproduite.

6. Cf. note 3.

répercutera sur l'ensemble des pays occidentaux. En revanche, une certaine fermeté du Gouvernement américain mêlée de compréhension pour les difficultés réelles que traverse la RAU pourrait avoir d'heureux résultats. Ils le seraient d'autant plus si les Etats-Unis prenaient en même temps dans une certaine mesure la défense des autres pays créanciers, dont le nôtre, mais tout porte à croire que dans les discussions qu'affronte actuellement à Washington, M. Kayssouni, c'est essentiellement des intérêts américains en jeu qu'il sera question.

## 174

E 2804(-)1971/2/40

[DoDiS-30415]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

#### VISITE DE M. DEVELLIERS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE SUD-AFRICAIN

MC

Berne, 30 octobre 1963

Le Chef du Département<sup>2</sup> reçoit la visite de M. Develliers, Secrétaire général du Ministère de la Défense sud-africain, accompagné de M. Taljaard, Ambassadeur de l'Afrique du Sud.

M. Taljaard commence par faire un exposé général de la situation particulière dans laquelle se trouve l'Afrique du Sud et sur la nécessité pour elle de développer sa défense. Elle est en butte à l'hostilité des Etats africains. Cette hostilité provient du caractère passionnel qu'a pris le processus de décolonisation. Elle est encouragée par le communisme. L'Afrique du Sud espère qu'elle ne prendra pas encore plus d'envergure. Mais à Addis Abeba, siège de l'OUA<sup>3</sup>, elle s'est manifestée par une déclaration de guerre froide (boycott etc.) qui pourrait un jour se transformer en agression, d'autant plus que l'objectif de beaucoup d'Etats noirs est d'expulser tous les blancs du continent. Il est donc important pour l'Afrique du Sud de pouvoir faire face à toute éventualité et être en mesure de défendre son existence, son indépendance et sa liberté.

L'Afrique du Sud n'a, quant à elle, aucun sentiment d'hostilité à l'égard des autres Etats africains. Elle a toujours manifesté, au contraire, le désir de collaborer avec eux. Elle est d'ailleurs en état de le faire. Elle souhaite qu'un jour les autres Etats le comprennent.

La population de l'Afrique du Sud est composée d'une race blanche et de plusieurs races noires, très différentes les unes des autres. Le plan du gouvernement est de développer chaque communauté selon ses propres caractéristiques. Il est convaincu d'être sur la bonne voie. Des résultats sont là pour le

1. Cette notice est rédigée par P. Micheli.

2. F. T. Wahlen.

3. Organisation de l'Unité Africaine.



prouver. La production de l'Afrique du Sud représente plus de la moitié de celle de tout le continent. Sa part dans l'exportation totale de l'Afrique est de 30%. Le niveau de vie de la population noire y est plus élevé que partout ailleurs; la scolarité également.

Après cette introduction, M. Taljaard demande à M. Develliers de parler du problème de l'armement.

M. Develliers explique que l'Afrique du Sud doit absolument disposer d'un armement suffisant pour se défendre. Elle a acheté à Oerlikon un certain nombre de canons antiaériens avec leur munition<sup>4</sup>. Il s'agit d'armes concernant uniquement la défense extérieure. Elle espère vivement que rien n'empêchera l'exportation des canons encore en fabrication.

D'autre part, l'Afrique du Sud voudrait fabriquer sous licence la munition pour les dits canons afin d'être «self sufficient». Jusqu'à maintenant, on lui a laissé entendre que le «propellent» serait exclu, car il s'agit d'un brevet appartenant à la KTA<sup>5</sup>. Comme la décision finale revient au Conseil fédéral, M. Develliers voudrait savoir à quoi s'en tenir. Il souhaiterait que le Conseil fédéral prenne bientôt une décision car si, contre l'attente des autorités sud-africaines, elle devait être négative, une autre solution devrait être cherchée dès que possible. M. Develliers reste en Europe encore une dizaine de jours. Il attacherait du prix à être fixé d'ici-là.

Le Chef du Département et le soussigné expliquent à MM. Taljaard et Develliers les problèmes que pose l'évolution de la situation sud-africaine pour le Conseil fédéral lorsqu'il devra statuer sur de nouvelles demandes d'exportation de matériel de guerre ou sur la fabrication sous licence d'explosifs dont le brevet appartient à la Confédération. Le Chef du Département espère cependant être à même de renseigner M. Develliers avant son retour en Afrique du Sud.

---

4. Cf. N° 33 dans le présent volume, ainsi que la lettre de R. Probst à A. Käch du 16 août 1963 (DoDiS-30432), le PVCF N° 2073 du 5 novembre 1963 (DoDiS-30420) et le PVCF N° 2074 du 5 novembre 1963 (DoDiS-30429).

5. Service technique militaire du Département militaire.

## 175

E 2003-03(-)1976/44/162

[DoDiS-18941]

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Colombo, Th. Curchod,  
au Délégué à la coopération technique, A. R. Lindt*

## AIDE SUISSE POUR LA CRÉATION D'UNE ÉCOLE HÔTELIÈRE À CEYLAN

L CD

Colombo, 1<sup>er</sup> novembre 1963

Je vous ai fait parvenir en son temps copie d'une note datée du 22 août 1963<sup>1</sup> résumant mes entretiens avec le Ministère des Finances au sujet de la création d'une école hôtelière à Colombo.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que selon les vues du Gouvernement ceylanais le projet en cause se réalisera dans le courant de l'an prochain. Comme vous le savez, il s'agit d'une création envisagée depuis fort longtemps. Retardée à plusieurs reprises, elle ne prit réellement corps qu'en 1961, lorsque le Chef du Gouvernement, Mme Sirimavo Bandaranaike, décida de s'occuper directement de la promotion du tourisme à Ceylan. Actuellement, selon les renseignements des milieux compétents, les locaux destinés à la nouvelle école hôtelière seraient disponibles dès le mois de décembre prochain; il est également prévu que les cours débuteraient en juin 1964. A cet effet, Ceylan demande l'appui de la Suisse pour l'octroi de deux experts:

*1 Directeur d'hôtel, et 1 Maître d'hôtel*, selon les qualifications et le cahier des charges énumérés sur la note ci-jointe<sup>2</sup>, envoyée à la Légation le 10 octobre par la Division économique du Ministère des Finances. Durée de l'emploi: 5 ans. Nomination: 31 janvier 1964.

L'initiative ceylanaise répond à un besoin essentiel. Le tourisme mérite en effet une attention particulière et il ne fait aucun doute que les membres de l'actuel Gouvernement désirent fermement développer et moderniser cette industrie qui bénéficie de conditions naturelles de premier ordre. Malheureusement, la réalisation se heurte à un obstacle majeur, celui du manque de compétences. C'est pour le franchir que les Autorités font appel à la Suisse dont elles connaissent tout le renom en matière touristique. D'ailleurs, dans leur note du 10 octobre, une mention particulière est faite à ce sujet.

L'examen de la requête ceylanaise m'incite à vous faire part des commentaires suivants:

1. Comme vous le savez, la question d'une aide suisse à Ceylan dans le domaine du tourisme a été prévue depuis plusieurs années. C'était l'un des sujets favoris du premier Chargé d'affaires a. i. de notre Légation, M. Hans Keller, qui considérait non sans raison les avantages que pourrait retirer Ceylan d'un équipement hôtelier répondant aux nécessités actuelles<sup>3</sup>.

1. Cf. la notice Besprechungen mit der Economic Division betreffend schweiz. Experten für die geplante Hotelfachschule in Colombo du 22 août 1963, non reproduite.

2. Non reproduite.

3. Cf. notamment la lettre de H. Keller à R. Kohli du 25 février 1958 (DoDiS-11633).

2. Une timide initiative est intervenue de notre part l'an dernier par l'octroi d'une bourse de deux mois à une personne appartenant à la bonne société ceylanaise<sup>4</sup>. Malheureusement, ce geste fut sans lendemain, car la boursière, au bénéfice de faveurs particulières, ne joue qu'un rôle très limité et sans influence dans le développement du tourisme à Ceylan. près l'octroi de cette bourse, l'enthousiasme d'antan cédait subitement la place à un net désintéressement; une note rédigée l'an dernier par l'ancien délégué à la Coopération technique relève en effet que la politique suivie par Ceylan ne répondant plus à celle que l'on attendait, il était indiqué de laisser dorénavant en sommeil les demandes formulées par ce pays<sup>5</sup>. En son temps, je m'étais permis de m'élever contre cette manière de juger la situation<sup>6</sup>, qui me paraissait d'autant plus heurter la logique que la politique de Ceylan n'a guère varié depuis 1956 et que c'est précisément lorsque un pays a tendance à adopter une ligne de conduite considérée à nos yeux comme dangereuse qu'il s'agit de lui témoigner de l'intérêt. C'est le principe suivi ici par les nations occidentales; j'ai donc été heureux de constater par la suite que vous partagiez le même point de vue.

La promotion du tourisme à Ceylan a toujours été considérée, dans l'esprit des dirigeants locaux, comme une action réservée à la Suisse. Des assurances auraient même été données dans ce sens à M. Senaratne, directeur du Tourisme, lors de sa visite à Berne en 1962<sup>7</sup>. J'ai du reste mentionné ce fait dans une correspondance antérieure<sup>8</sup>. Dès lors, si nous désirons également participer à l'aide technique octroyée à Ceylan, nous ne saurions mieux le faire qu'en tentant une expérience dans ce champs d'activité qui semble nous revenir.

3. Cependant, au cours des nombreuses discussions avec les Autorités compétentes, je me suis continuellement tenu sur la réserve, tout en soulignant néanmoins ma volonté d'appuyer une demande fondée, pour autant naturellement que la Suisse puisse trouver les experts disposés à venir à Ceylan. Nos partenaires sont ainsi parfaitement renseignés à ce sujet. Il n'empêche que selon les propos de M. Seneratne, tout paraîtrait facile; pour lui, les difficultés seraient aplanies vu le désir que l'on aurait en Suisse de lui venir en aide. Dans ma réponse de ce jour au Ministère des Finances, selon copie de la note ci-jointe<sup>9</sup>, je confirme les difficultés que nous devons surmonter pour réserver un accueil favorable à la requête ceylanaise. J'ajoute qu'il est exclu de déléguer à Colombo des experts pour une durée de 5 ans et je souligne à dessein le vide laissé par le décès de M. le Professeur Krapf avec lequel M. Senaratne avait eu de longs entretiens.

---

4. *Sur les demandes de bourse ayant trait au tourisme, cf. la Notice concernant le tourisme de Th. Curchod du 5 août 1961, non reproduite. Sur l'unique demande acceptée, cf. la lettre de Keller à Curchod du 9 avril 1962 et la lettre de Keller à Curchod du 9 juillet 1962, non reproduites.*

5. *Cf. la notice confidentielle de Keller du 2 août 1962 (DoDiS-18936).*

6. *Cf. la lettre de Curchod à Keller du 14 septembre 1961 (DoDiS-18937).*

7. *Sur cette visite, qui a lieu en avril 1962, cf. la notice de Keller du 10 avril 1962 et la notice de Curchod à la Division des Affaires politiques du Département politique du 7 mai 1962, non reproduites.*

8. *Cf. la lettre de Curchod à A. R. Lindt du 30 mai 1962, non reproduite.*

9. *Cf. note 2.*

En conclusion, le moment est arrivé de prendre une décision à propos d'une aide dont on parle depuis si longtemps. Je ne puis, quant à moi, que vous recommander d'étudier la demande ceylanaise avec votre soin habituel et d'y répondre favorablement si vous en voyez la possibilité. Je me permets à cet égard d'appeler votre attention sur le désagrément que pourrait comporter une réponse négative. Tout le monde ici, et le Chef du Gouvernement en premier lieu, semble persuadé que la Suisse fera le geste que l'on attend d'elle. Un refus équivaldrait à un désintéressement. Cela me placerait dans une position inconfortable au moment où je me trouve engagé dans des démarches visant à harmoniser nos échanges commerciaux et à rompre l'interdiction frappant nos exportations<sup>10</sup>. Bien que l'assistance technique et les relations économiques soient deux domaines séparés, il ne fait aucun doute que nos cartes seraient renforcées si une action de notre part dans le tourisme ceylanais était décidée. D'ailleurs, la requête émane du Ministère des Finances, également compétent pour trancher le problème de nos échanges bilatéraux. Ce sont là, j'en suis certain, une série d'arpents que vous partagez entièrement. Aussi, êtes-vous sûrement disposé à faire votre possible pour répondre affirmativement à la demande de Ceylan. Mais comme celle-ci pourrait rencontrer de trop sérieux obstacles – trouver actuellement deux experts bateliers s'avère probablement une entreprise malaisée –, puis-je vous suggérer, en contrepartie, d'offrir 3 ou 4 bourses d'étude sur le tourisme, mais non cette fois en faveur de personnes recommandées ou nommées à l'avance, mais choisies par les Autorités locales et agréées ensuite par vous-même et la Légation. Ce serait à mon sens une méthode adéquate pour contourner la difficulté. Mais il faudrait si possible qu'elle fût renforcée par l'envoi d'un expert pour une durée de quelques mois<sup>11</sup>.

---

10. *A ce sujet, cf. la lettre de Curchod à E. Stopper du 6 décembre 1963 (DoDiS-18946).*

11. *Dans sa réponse, A. R. Lindt approuve l'idée d'envoyer une équipe de deux experts qui, en leur qualité de techniciens, commenceraient par engager un dialogue avec leurs congénères ceylanais. Cf. la lettre de Lindt à Curchod du 4 décembre 1963, non reproduite.*

E 2001(E)1978/84/932  
[DoDiS-30463]

*Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank  
an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements*

BETRIFFT: JULIO MUÑOZ

S<sup>1</sup> Vertraulich

Zürich, 4. November 1963

Mit Schreiben vom 24. v. M.<sup>2</sup> haben Sie uns davon unterrichtet, dass der spanische Finanzmann Julio Munõz, der in der Angelegenheit Trujillo eine bedeutende Rolle spielte, die Genfer Behörden um Erteilung einer Aufenthaltsbewilligung ersucht hat, um seine beträchtlichen Investitionen in der Schweiz überwachen zu können. In diesem Zusammenhang haben Sie uns von den Auskünften, die der Eidgenössischen Fremdenpolizei von Rechtsanwalt Jean-Ch. Pesson, Genf, mit Schreiben vom 17. Mai 1963<sup>3</sup> über Herrn Munõz erteilt worden sind, Kenntnis gegeben und uns eingeladen, Ihnen unsere allfälligen Bemerkungen zum Aufenthaltsgesuch des Herrn Muñoz mitzuteilen.

Wir danken Ihnen verbindlich für die Orientierung. Die vorliegenden Auskünfte haben uns sehr interessiert; sie sind in verschiedener Beziehung aufschlussreich.

Für die Stellungnahme zum Aufenthaltsgesuch des Herrn Munõz scheint uns von wesentlicher Bedeutung zu sein, dass Munõz in massgebender Weise daran mitgewirkt hat, die Gelder der Familie Trujillo in Europa und u. a. in der Schweiz zu plazieren. Wenn er, wie Rechtsanwalt Pesson in seinem Schreiben ausführt, seine Beziehungen zur Familie Trujillo im Dezember 1962 abgebrochen hat, so ist dies zur Hauptsache wohl deswegen geschehen, weil zwischen den Trujillos und deren Vertreter Lela Rosemberg Differenzen entstanden waren und Munõz nicht in die von Rosemberg angedrohte Pressepolemik hineingezogen werden wollte. Bedenken wegen der nicht einwandfreien Herkunft der Trujillo-Gelder dürften dagegen für Munõz kaum erheblich ins Gewicht gefallen sein; denn andernfalls hätte er doch wohl eine Zusammenarbeit mit den Trujillos von Anfang an abgelehnt. Im Hinblick hierauf fragen wir uns, ob nicht Grund besteht, das Gesuch des Herrn Muñoz in abschlägigem Sinne zu beantworten. Nach unserer Auffassung kann es den Interessen unseres Landes kaum dienlich sein, wenn Personen innerhalb unserer Grenzen Aufenthalt gewährt wird, die sich in grossem Umfange mit der Plazierung von Geldern befassen, deren Erwerb nach schweizerischer Rechtsauffassung zum mindesten als anfechtbar bezeichnet werden muss.

Von beträchtlichem Interesse ist die vorliegende Angelegenheit sodann auch vom Standpunkt des Gentlemen's Agreement über die Auslandsgelder<sup>4</sup>.

1. Dieses Schreiben wurde von H. Huber und W. Schwegler unterzeichnet.

2. Nicht abgedruckt.

3. Nicht abgedruckt.

4. Zu diesem Gentlemen's Agreement, das am 15. August 1960 in Kraft trat, vgl.

Wir werden grossen Wert darauf legen, die im Bericht von RA.<sup>5</sup> Pesson erwähnte Mitwirkung der Banque Genevoise de Commerce et de Credit wie auch des Schweizerischen Bankvereins<sup>6</sup> noch näher abklären zu können und wären Ihnen deshalb zu Dank verpflichtet, wenn Sie der Eidgenössischen Fremdenpolizei die Frage unterbreiten wollten, ob und inwieweit wir von den Angaben des Herrn RA. Pesson – selbstverständlich ohne Nennung seines Namens – Gebrauch machen können, um die betreffenden Institute um weitere Aufschlüsse zu ersuchen.

---

E 6100(B)1984/59/13 und E 7110(-)1974/31/8. *Zu den Schwierigkeiten in der Umsetzung vgl. das Schreiben der schweizerischen Nationalbank an die Schweizerische Bankiervereinigung vom 28. Juli 1961 (DoDiS-30755) und den Vortrag von R. Motta vor der Vereinigung schweizerischer Privatbankiers am 7. Juni 1963 (DoDiS-30756).*

5. Rechtsanwalt.

6. *Zu diesen Mitwirkungen vgl. das Schreiben von F. Baumgartner an M. Fumasoli vom 3. Januar 1963 (DoDiS-30661), das Schreiben von M. Fumasoli an P. Micheli vom 5. Januar 1963 (DoDiS-30445), das Schreiben von P. Micheli an die Eidgenössische Fremdenpolizei vom 19. November 1963 (DoDiS-30492) sowie die Notiz des Politischen Departements vom 20. November 1963, nicht abgedruckt.*

## 177

E 2001(E)1976/17/632

[DoDiS-18900]

*Der schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, E. Thalmann, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, P. Micheli*

### UN-UNTERSUCHUNGSKOMMISSION FÜR VIETNAM.

S<sup>1</sup>TH

New York, 14. November 1963

Mit der gestrigen Übergabe des Sonderkuriers an das UN-Sekretariat hat unsere «technische Hilfsaktion» zu Gunsten der UN-Untersuchungskommission für Vietnam ihren Abschluss gefunden.

Wie Sie dem in Photokopie beiliegenden Schreiben Narasimhans (Kabinettschef des Generalsekretärs) vom 11. d. Mts. entnehmen werden<sup>2</sup>, ist uns das Sekretariat für die geleisteten guten Dienste sehr dankbar.

Vom schweizerischen Gesichtspunkt aus gesehen, muss m. E. die Aktion, so bescheiden sie ihrem Ausmass nach war, in grundsätzlicher Hinsicht hoch bewertet werden, weil damit ein neuer Testfall geschaffen worden ist, in dem sich unsere Neutralität verbunden mit unserer Nicht-Mitgliedschaft in der UN bewährt hat.

---

1. *Eine Kopie dieses Schreibens ging mit Beilage an die Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements.*

2. *Nicht abgedruckt.*

Der Direktor der Menschenrechtsabteilung im Sekretariat, John P. *Humphrey*, der die Mission nach Vietnam begleitet hat, brachte mir mündlich seine Anerkennung für die von unserem Generalkonsulat in Saigon geleistete Arbeit zum Ausdruck.

Unter Hinweis darauf, dass die Aktion mit Zustimmung der vietnamesischen Regierung und im Rahmen unserer traditionellen Bereitschaft zur Leistung von guten Diensten durchgeführt worden ist, erklärte ich *Humphrey*, dass auf schweizerischer Seite keine Bedenken bestünden, unsere Mitwirkung im Bericht der Kommission zu erwähnen, zumal dadurch eindrücklich zur Geltung gebracht würde, wie objektiv und unabhängig die Mission auch in technischer Hinsicht durchgeführt worden ist. *Humphrey* ging sofort auf den Gedanken ein. Es ist deshalb zu erwarten, dass der Bericht<sup>3</sup>, der am 25. d. Mts. herauskommen soll, einen Passus betreffend unsern Beitrag aufweist, woraus sich eine gewisse nur zu begrüßende Publizität ergeben wird. *Humphrey* fügte von sich aus hinzu, dass eine Aufnahme in den Bericht sich auch deswegen empfehle, weil dadurch andere ähnliche Missionen eine nützliche Anregung mit Bezug auf die Organisation ihrer Arbeiten erhalten könnten.

---

3. Vgl. *den Bericht Violations des droits de l'Homme au Viet-Nam du Sud. Rapport de la Mission d'enquête des Nations Unies au Viet-Nam du Sud der Vereinten Nationen vom 7. Dezember 1963, nicht abgedruckt.*

## 178

E 2001(E)1976/17/322  
[DoDiS-18884]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### UHRENZÖLLE USA<sup>2</sup>

PO

Bern, 19. November 1963

Sie hatten gewünscht, über die Uhrenzollfrage, die gegenwärtig den Gegenstand von Gesprächen mit den USA bildet, orientiert zu werden.

1. Zwei Tatsachen charakterisieren die *Bedeutung der schweizerischen Uhrenexporte nach USA*:

- der amerikanische Markt absorbiert rund ein Viertel der gesamten schweizerischen Uhrenproduktion;
- die Uhrenausfuhren decken fast ein Drittel der schweizerischen Totalexporte nach den Vereinigten Staaten.

Die Frage der Uhrenexporte ist unter solchen Umständen seit jeher das Kernproblem der schweizerisch-amerikanischen Handelsbeziehungen. Sie bildet gleichzeitig seit langem auch ihr Sorgenkind.

---

1. Diese Notiz wurde von R. Probst verfasst und unterzeichnet und war an F. T. Wahlen gerichtet.

2. Zu dieser Angelegenheit vgl. auch Nr. 179 in diesem Band.

2. Geht man auf den Ursprung des Problems zurück, so ist er zu einem wesentlichen Teil im protektionistischen «*Tariff Act of 1930*», dem sog. «Smoot-Hawley Tarif» zu finden, mit dem der Kongress in der Periode der republikanischen *Hoover-Administration* die USA vor dem ausländischen Wettbewerb schützen wollte<sup>3</sup>. Die vorher florierenden Uhrenexporte der Schweiz nach den USA gingen infolge dieser Massnahme, zu der sich noch die Auswirkungen der Weltwirtschaftskrise der Dreissigerjahre gesellten, innert zweier Jahre in katastrophaler Weise auf rund ein Zehntel des früheren Volumens zurück. Für die schweizerische Uhrenindustrie bedeutete dies eine Krise von äusserster Schwere, die sie an den Rand des Ruins brachte.

Eine Wendung bahnte sich erst an, als *Präsident Roosevelt* im Kongress den «*Reciprocal Trade Agreements Act of 1934*» durchsetzte, der ihn ermächtigte, die hohen Zölle bilateral wieder in gewissem Ausmass zu reduzieren<sup>4</sup>. Im Rahmen dieser Vollmachten wurde zwischen der *Schweiz und Amerika am 9. Januar 1936 ein Handelsabkommen* unterzeichnet, in dem sich beide Seiten beträchtliche Konzessionen einräumten<sup>5</sup>. Amerikanischerseits bestanden sie vor allem in einer substantziellen Senkung der Uhrenzölle. Obwohl sie auch nach der Senkung relativ hoch blieben (auf den Wert umgerechnet erreichten diese spezifischen Ansätze anfänglich gegen 63% und betrugten 1954 trotz inzwischen eingetretener starker Geldentwertung immer noch 33,2%), erlaubten es die neuen Zölle der Schweizeruhr doch, ihre traditionelle Stellung auf dem amerikanischen Markt wiederzugewinnen.

3. Während in den Vorkriegsjahren die Importe aus der Schweiz mit der amerikanischen Uhrenproduktion in normalem Wettbewerb gestanden waren, brachten die Kriegsjahre eine Störung des Gleichgewichts, das sich seit 1936 herausgebildet hatte. Einerseits sahen sich die einheimischen Produzenten genötigt, ihre Betriebe grossenteils auf die Herstellung kriegswichtiger Güter umzustellen. Dies erlaubte der schweizerischen Industrie andererseits, mit stark gesteigerten Exporten in die Lücke einzutreten. Solange die Kriegsanstrengungen andauerten, waren die schweizerischen Uhrenlieferungen für Amerika eine willkommene Entlastung. Bei Kriegsende erhob die amerikanische Uhrenindustrie indessen sogleich mit Nachdruck das Begehren, es sei ihr gegen die schweizerische Konkurrenz wirksamer Schutz zu gewähren, um ihr den Übergang von der Kriegs- auf die Friedensproduktion, also die Wiederaufnahme der eigentlichen Uhrenherstellung, zu erleichtern. Im Rahmen der hierauf eingeleiteten schweizerisch-amerikanischen Verhandlungen wurde zunächst versucht, 1946/47 während einer *Rekonversionsperiode* durch eine freiwillige Limitierung der schweizerischen Uhrenexporte auf den Stand von 1945 einen Ausweg zu finden. Als er sich in amerikanischer Sicht als ungenügend erwies, erhoben die USA das Begehren auf Einbau der sog. «*escape clause*» in das schweizerisch-amerikanische Handelsabkommen von 1936.

---

3. Siehe dazu *DDS, Bd. 10, Nr. 16*.

4. Vgl. *DDS, Bd. 11, Nr. 27*.

5. Vgl. *DDS, Bd. 11, Nr. 197, insbesondere Anm. 4. Zu den Verhandlungen zu diesem Abkommen vgl. DDS, Bd. 10, thematische Verzeichnis: 9.1. Nouveau tarif douanier.*



4. Die Schaffung des amerikanischen «*escape clause*»-Systems geht auf 1942 zurück. Es bezweckte ursprünglich, dem protektionistischen Widerstand gegen die liberale Aussenhandelsdoktrin Roosevelts und seines Staatssekretärs Cordell Hull den Wind aus den Segeln zu nehmen. Die «*escape clause*» besagt im wesentlichen, dass jeder der beiden Partner eines Handelsvertrages berechtigt sein soll, vertraglich eingeräumte Zollkonzessionen zurückzuziehen oder zu modifizieren, sobald der vermehrte Import einer bestimmten Ware aus dem anderen Staat die einheimische Produktion ernsthaft schädigt oder gefährdet. Gesetzlich wurde in der Folge festgesetzt, dass der Präsident auch die früher abgeschlossenen Verträge mit diesem Erfordernis in Einklang zu bringen habe. Heute enthalten sämtliche Handelsverträge der USA diese Klausel.

Das schweizerisch-amerikanische Handelsabkommen von 1936 enthielt die «*escape clause*» ursprünglich nicht. Als die amerikanische Regierung unter dem Druck der einheimischen Uhrenindustrie nach dem Krieg deren Einbau forderte, versuchten wir zunächst Zeit zu gewinnen. Unter der amerikanischen Drohung, das Abkommen von 1936 zu kündigen, fand sich der Bundesrat indessen am 15. Oktober 1950 (nachdem u. a. noch eine stürmisch verlaufene Unterredung zwischen Minister Bruggmann und Staatssekretär Dean Acheson vorausgegangen war) schliesslich bereit, die «*escape clause*» zu akzeptieren<sup>6</sup>.

5. Der enge Zusammenhang zwischen den Postulaten der amerikanischen Uhrenindustrie und dem Drängen der amerikanischen Regierung auf Einbau der «*escape clause*» trat schon bald zutage. Bereits im Februar 1951 stellte diese Industrie der US Tariff Commission den Antrag, es sei die Ausweichklausel zur Anwendung zu bringen, um die der Schweiz 1936 im Uhrensektor gewährten Konzessionen zurückzunehmen und die Ansätze von 1930 im wesentlichen wieder herzustellen. Auf Grund der hierauf durchgeführten Untersuchung erstattete die Kommission im Juni 1952 ihren Bericht, worin sie dem Präsidenten mit 4 gegen 2 Stimmen im wesentlichen eine 50-prozentige Erhöhung der Uhrenzölle empfahl<sup>7</sup>. *Präsident Truman*, dem inzwischen durch unsere Gesandtschaft der schweizerische Standpunkt eindringlich erläutert worden war, fällte im *August 1952* sein Verdikt. Er gelangte, im Gegensatz zur Tariffkommission, zum Schluss, dass von einer ernsthaften Bedrohung der amerikanischen Uhrenindustrie durch die Importe in Wirklichkeit nicht gesprochen werden könne und somit kein Grund zur Anwendung der «*escape clause*» vorliege. Die der Schweiz eingeräumten *Uhrenzollkonzessionen* blieben damit bis auf weiteres *unverändert*<sup>8</sup>.

Wie zu erwarten, benutzte die amerikanische Uhrenindustrie den Wahlsieg der Republikaner vom November 1952 zu einem neuen Vorstoss. Diesmal führte er zum Erfolg. Nachdem die Tariff Commission, wiederum mit 4 gegen 2 Stimmen und namentlich gestützt auf das zweifelhafte Argument der «*defense essentiality*» der Uhrenindustrie, erneut eine Zollanpassung empfohlen hatte, schloss sich *Präsident Eisenhower* dieser Empfehlung trotz unserer intensiven gegenteiligen Bemühungen an. Am 27. Juli 1954 entschied er, es seien

---

6. Vgl. *DDS, Bd. 18, Nr. 63* (DoDiS-7803).

7. Vgl. *DDS, Bd. 19, Nr. 10* (DoDiS-9205), insbesondere Anm. 3.

8. Vgl. *DDS, Bd. 19, Nr. 18* (DoDiS-9206).

die Uhrenzölle gemäss den Vorschlägen der Tarifkommission in Anwendung der «escape clause» um 50% zu erhöhen<sup>9</sup>. Die Zollansätze für Uhren, die im Durchschnitt rund 33% des Wertes ausgemacht hatten, stiegen damit auf rund 50% ad valorem; sie sind seither unverändert geblieben.

6. Da «escape clause»-Massnahmen ihrem Wesen nach provisorischen Charakter haben und nur so lange aufrecht erhalten werden sollen, als die Gefährdung der einheimischen Industrie andauert, ist die Tariff Commission zu jährlichen Überprüfungen gehalten. Schweizerischerseits wurde seit 1954 aus Gründen der Konsequenz, wenn auch ohne Illusionen, jedes Jahr die Rücknahme der Massnahmen verlangt; die Tariff Commission stellte indessen erwartungsgemäss ebenso regelmässig fest, dass die Voraussetzungen dazu noch fehlten.

Mit dem «*Trade Expansion Act*» von 1962, der die Grundlage für die Kennedy-Runde des GATT bildet, hat sich die Ausgangslage indessen grundlegend geändert. Im Zeitpunkt, wo der amerikanische Präsident die Initiative zu einer massiven reziproken Reduktion der Zölle im Rahmen des GATT ergreift, wirkt der Uhrenzoll, der im Durchschnitt mehr als 50% und für den wesentlichen Teil dieses wichtigsten schweizerischen Exportproduktes nach USA heute faktisch sogar gegen 65% erreicht, als Anachronismus. Dies ist zweifellos auch den Amerikanern bewusst. Die Schweiz hat deshalb verlangt, dass die Frage der von uns gewünschten Rücknahme der Anwendung der «escape clause» auf die Uhrenzölle von der Tariff Commission möglichst im Rahmen einer vom Präsidenten eigens angeordneten, auf dem «*Trade Expansion Act*» beruhenden Untersuchung von Grund auf neu überprüft werde. Im Gegensatz zu den jährlichen Routine-Untersuchungen der Kommission, von denen von vornherein kaum eine Änderung zu erwarten war, ist das Ziel nunmehr eine effektive Reduktion der Uhrenzölle.

Die schweizerische *Argumentation* wurde den amerikanischen Behörden Ende Mai 1963 von einer durch Minister Weitnauer geleiteten Delegation im Rahmen zuvor vereinbarter Konsultationen einlässlich und eindringlich dargelegt<sup>10</sup>. Der Bericht von Minister Weitnauer, der alle zweckdienlichen Angaben enthält, liegt bei<sup>11</sup>. Es sei für alles weitere darauf hingewiesen und hier nur erwähnt, dass die Stückzahl der nach USA exportierten Uhren und Uhrwerke zwar gegenüber 1952 ungefähr gleich geblieben ist; daraus erhellt aber gleichzeitig, dass die schweizerische Uhrenindustrie wegen der erhöhten Zölle an der starken Expansion des amerikanischen Konsumentenmarktes keinen Anteil hatte. Unsere Exporte nach USA haben sich überdies, zum Ausgleich der hohen Zölle, zusehends auf billigere Uhren verlagert, was sich wertmässig für die Ausfuhren negativ auswirkt, den ad valorem-Anteil des Stück-Zolles noch weiter erhöht und überdies unserem Qualitätsstreben widerspricht. Zunehmender Schmuggel und Hand in Hand damit eine be-

---

9. Vgl. DDS, Bd. 19, Nr. 118 (DoDiS-9215) und Nr. 136 (DoDiS-9219).

10. Vgl. das Protokoll Procès-verbal des consultations horlogères des 27 et 28 mai 1963 à Washington vom 31. Mai 1963 (DoDiS-18834).

11. Nicht abgedruckt.

unruhigende Desorganisation des amerikanischen Uhrenhandels waren weitere Begleiterscheinungen, denen nur durch eine Rückführung der Zölle auf ein vernünftiges Mass abgeholfen werden kann.

7. Der Ihnen bekannte Telegrammwechsel der letzten Wochen zwischen Handelsabteilung und unserer Botschaft in Washington<sup>12</sup> hat Sie über die in Amerika vorhandenen Widerstände gegen eine Neuaufrollung der Uhrenzollfrage orientiert. Sie sind namentlich innenpolitischer Natur. Es war zu erwarten, dass protektionistische Kreise und insbesondere die amerikanische Uhrenindustrie dagegen Sturm laufen würden. Aus den letzten Kabeln ist Ihnen aber bekannt, dass *Gouverneur Herter* als Beauftragter für die «Kennedy-Runde» nun doch *an den Präsidenten die Empfehlung* gerichtet hat, eine *Neuuntersuchung des Uhrenfalles* einzuleiten. Man darf annehmen, dass der Präsident dieser Empfehlung Folge leisten wird.

Es kann kein Zweifel daran bestehen, dass die von den Amerikanern anerkannte Stellung der Schweiz in der Kennedy-Runde, insbesondere die massgebende und erfolgreiche Rolle, die Herr *Bundesrat Schaffner als Präsident der letzten GATT-Ministerkonferenz* in Genf gespielt hat<sup>13</sup>, den Beschluss Herters in entscheidender Weise zu unseren Gunsten beeinflusste.

8. Es wäre verfrüht, schon jetzt das *Ergebnis des Überprüfungsverfahrens* prophezeien zu wollen. Wir werden zweifellos mit einer sehr starken protektionistischen Opposition zu rechnen haben. Auch andere Elemente, die schliesslich im Kalkül des Präsidenten, dem das letzte Wort zusteht, mitsprechen könnten, lassen sich schwer voraussagen.

Sollte der Präsident nach erfolgter Tariff Commission-Untersuchung tatsächlich die Rücknahme des «escape clause»-Zollzuschlages anordnen, so stünde, theoretisch gesprochen, auch der Weg für die Berücksichtigung der Uhrenzölle in der «Kennedy-Runde» offen. Durch die Rücknahme der Ausweichklausel würden die Uhrenzölle von 50% (oder mehr) ad valorem auf ca. 35% reduziert. In der Kennedy-Runde des GATT wäre an sich eine nochmalige Halbierung möglich. Dies wäre ein noch nie dagewesener Tiefstand der amerikanischen Uhrenzölle. Es ist schwerlich anzunehmen, dass er erreicht werden könnte. Doch würde schon die Wiederherstellung der Vertragszölle von 1936 einen grossen Erfolg bedeuten.

---

12. Vgl. das Telegramm Nr. 95 von der schweizerischen Botschaft in Washington an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements vom 8. November 1963, nicht abgedruckt, und das Telegramm Nr. 81 von der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements an die schweizerische Botschaft in Washington vom 12. November 1963, nicht abgedruckt.

13. Siehe dazu das Exposé Integration und Welthandel von H. Schaffner vom 29. August 1963 (DoDiS-30358).

## 179

E 2200.36(-)1976/154/99

[DoDiS-18885]

*Der Delegierte des Bundesrates für Handelsverträge, A. Weitnauer,  
an die schweizerische Botschaft in Washington*

T Nr. 85

Bern, 25. November 1963

Von Handel. Betrifft Uhren<sup>1</sup>. Botschafter Blumenthal wurde am 22. November von Bundesrat Schaffner in Bern zum Abendessen empfangen. Die Unterredung stand ganz im Schatten der schrecklichen Ereignisse, die während des Essens bekannt wurden, dies umsomehr als Blumenthal ein persönlicher Vertrauensmann des dahingeshiedenen Präsidenten Kennedy ist. Blumenthals Auftrag lautete folgendermassen:

Der Präsident und Gouverneur Herter waren im Ergebnis einer einlässlichen Beratung des Uhrenfalles zum Schluss gekommen, eine Neuuntersuchung der Angelegenheit einzuleiten. Der formelle Ausdruck dieses Beschlusses war der schriftliche Antrag Herters an Kennedy vom 8. November. Der Widerstand gerade der engsten Mitarbeiter des Präsidenten war beträchtlich; die von ihnen vorgebrachten Argumente bezogen sich vor allem auf die nur noch ein knappes Jahr entfernten Präsidentschaftswahlen, in denen es für die demokratische Partei darum geht, sich alle unnötigen Schwierigkeiten, z. B. auch in den sogenannten Uhrenstaaten möglich vom Halse zu halten. Eben in dieser Richtung aber hat die amerikanische Uhrenindustrie starken Druck aufgesetzt. Dem Präsidenten und Gouverneur Herter wäre deshalb sehr daran gelegen – so führte Botschafter Blumenthal weiter aus – den Entscheid auf Neueröffnung der Uhrenuntersuchung nicht nur mit der Güte und Wohlbegründetheit des Falles an sich rechtfertigen zu müssen. Vielmehr wäre ihnen willkommen, wenn sie überdies darauf hinweisen könnten, wie wichtig und bedeutend die Unterstützung ist, welche die Schweiz den amerikanischen Bemühungen in der Kennedy-Runde leiht. Was der Präsident und Gouverneur Herter durch Vermittlung Botschafter Blumenthals zu erhalten wünschten, war eine Zusage von höchster schweizerischer Stelle, d. h. durch Herrn Bundesrat Schaffner, dass der schweizerische Beistand den Vereinigten Staaten in der Vorbereitung und Durchführung der neuen Zollverhandlung unbedingt gesichert ist. Bundesrat Schaffner hat zustimmend geantwortet. Er hob allerdings hervor, dass es uns selbstverständlich nicht allein um die Eröffnung einer Neuuntersuchung geht, sondern um den schliesslichen Entscheid des amerikanischen Präsidenten, die Uhrenzölle auf ein erträgliches Mass zurückzuführen. Der schweizerische Sprecher hob hervor, dass nicht nur in den Augen der Schweiz, sondern der Weltöffentlichkeit die im Trade Expansion Act verkündeten Ziele ihre Glaubwürdigkeit einbüßen müssten, wenn in einem so eindeutigen Fall wie demjenigen der Uhren, der amerika-

---

1. Vgl. Nr. 178 in diesem Band.

nische Protektionismus uneingeschränkt bestehen bliebe. Wenn die amerikanische Verwaltung bisher nur den Druck der einheimischen Uhrenindustrie gespürt habe, so deswegen, weil wir uns dem Wunsche der Washingtoner Behörden entsprechend strikt daran gehalten hätten, weder unsere öffentliche Meinung noch die amerikanischen Interessenten am schweizerischen Markt in die Angelegenheit hineinzuziehen. Sehr gegen unsern Wunsch und sehr zum Schaden des amerikanischen Exports nach der Schweiz würden wir unsere Haltung in der Kennedy-Runde revidieren müssen, wenn für die Uhren, deren Bedeutung in unserer Ausfuhr nach den Vereinigten Staaten weiterhin beherrschend ist, keine amerikanischen Konzessionen erwartet werden können. Auch legten wir grossen Wert darauf, dass die Uhrenuntersuchung fristgerecht durchgeführt, d. h. nicht durch Verschleppungsmanöver der Einbezug der Uhren in die Kennedy-Runde verhindert werde. Wir hofften, dass diese Haltung in Washington entsprechend gewürdigt werde, wie übrigens auch die Unterstützung, welche die amerikanische Delegation in Genf in der Vorbereitungsphase der Kennedy-Runde schon bisher von der schweizerischen Vertretung erfahren habe. Botschafter Blumenthal sprach seine Genugtuung über den erhaltenen Bescheid aus. Er sei sich, so erklärte er, der Komplexität der Zusammenhänge, die nicht nur auf amerikanischer, sondern auch auf schweizerischer Seite bestehen, durchaus bewusst. Die von Bundesrat Schaffner ausgesprochene Zusage sei das einzige Element gewesen, dessen der Präsident noch bedurft habe, um seine Unterschrift unter das Dekret auf Eröffnung der Neuüberprüfung des Uhrenfalls zu setzen. Blumenthal sprach seine Hoffnung aus, dass trotz dem tragischen Hinschied des Präsidenten dessen Nachfolger die Angelegenheit in gleicher Weise beurteilen werde. Der amerikanische Emissär war dazu ermahnt worden, den Inhalt seiner Mission seinen eigenen Genfer Mitarbeitern gegenüber zu verschweigen. Somit ist wohl auch für Euch, wenigstens für den Augenblick, Diskretion geboten. Andererseits sind wir natürlich sehr daran interessiert, von Euch und Euren amerikanischen Informatoren eine möglichst eingehende Beurteilung der neuen Lage zu erhalten.

## 180

E 2001(E)1976/17/502  
[DoDiS-18770]

*Notice du Secrétaire général du Département politique, P. Micheli<sup>1</sup>*

VISITE DU MINISTRE PLAJA,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OFFICE ITALIEN D'ÉMIGRATION

Berne, 29 novembre 1963

Bien que ses précédents entretiens à Berne n'aient pas pu lui laisser d'illusions à ce sujet, M. Plaja plaide avec insistance pour une rapide ratification de l'accord sur les questions de sécurité sociale<sup>2</sup> sans attendre la conclusion d'un accord sur l'émigration. Il sait que, dès l'abord, notre position a été catégorique et que nous avons toujours fait le «Junktim» entre les deux affaires. Il insiste néanmoins sur l'aspect politique de la question. Avec l'«apertura a sinistra»<sup>3</sup>, les problèmes sociaux ont pris encore plus d'importance pour son gouvernement. Une ratification par la Suisse de l'accord sur la sécurité sociale constituerait un geste qui serait infiniment approuvé à Rome. M. Plaja laisse même entendre que le gouvernement italien en aurait besoin et en tiendrait largement compte ultérieurement.

Je répète à M. Plaja que pour nous il y a une connexion étroite entre les deux accords. Malgré toute notre compréhension pour les difficultés du gouvernement italien, nous ne pourrions envisager une ratification de l'accord sur la sécurité sociale alors que les négociations pour celui sur l'émigration sont au point mort depuis un an<sup>4</sup>.

M. Plaja a l'impression qu'un rapprochement s'est fait sur plusieurs points et qu'il devrait être possible de reprendre les pourparlers interrompus en 1962 d'ici la fin de janvier.

---

1. Cette notice est adressée à la Section Ouest de la Division des Affaires politiques du Département politique, à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, à la Police fédérale des étrangers, à l'Office fédéral des assurances sociales et à l'Ambassade de Suisse à Rome.

2. Cf. N° 169, note 6, dans le présent volume.

3. Expression utilisée pour désigner la formation, le 4 décembre 1963, du premier Gouvernement italien de centre gauche, dirigé par A. Moro et P. Nenni.

4. Cf. Nos 20 et 103 dans le présent volume.

## 181

E 2001(E)1978/84/426  
[DoDiS-18903]

*Notiz der schweizerischen Botschaft in Washington*<sup>1</sup>

BEGEGNUNG VOM 26. NOVEMBER 1963 ZWISCHEN BUNDES RAT WAHLEN  
UND DEAN RUSK IN DESSEN BÜRO IM STATE DEPARTMENT<sup>2</sup>

PV ZE

[Washington, 29. November 1963]<sup>3</sup>

1. Herr Bundesrat Wahlen eröffnet das Gespräch mit einigen, den traurigen Umständen entsprechenden Worten<sup>4</sup>.

2. Zum Stand der bilateralen Beziehungen zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten hebt Herr Bundesrat Wahlen die Wichtigkeit für die Schweiz einer baldigen Lockerung der amerikanischen restriktiven Massnahmen gegenüber dem Import schweizerischer Uhren in die USA hervor<sup>5</sup>. Es gehe um den Abbau der sehr hohen Einfuhrzölle, welchem die seit bald 10 Jahren bestehende *Escape Clause* entgegenstehe. Wichtig sei vor allem, dass Uhren in die Kennedy-Runde im GATT einbezogen werden können.

In dieser Runde ist die Schweiz mit ihrer traditionell liberalen Politik und ihren niedrigen Zöllen ein natürlicher Verbündeter der USA. Amerikanischerseits sollte vermieden werden, dass die Schweiz, vor allem auch in ihrer eigenen öffentlichen Meinung, in eine falsche Situation in der Kennedy-Runde gerate. Dieser multilaterale Aspekt des an sich komplexen Problems ist ebenso wichtig wie der Wunsch der Schweiz, ihren Uhrenexport nach den USA weiterhin aufrecht zu erhalten. Der Uhrenexport mache etwa 15% des ganzen schweizerischen Exportes aus, und nach den USA allein beträgt der Anteil der Uhren am Export etwa 30%.

Dean Rusk nimmt Kenntnis von diesen Erklärungen. Herr Meloy schreibt eifrig nach.

*Anmerkung:* Nach Beendigung des Gesprächs erklärt Meloy dem Botschafter, dass der von Herter dem Präsidenten Kennedy unterbreitete Vorschlag, den Uhrenfall der *Tariff Commission* neu vorzulegen, auf dem Tisch des Präsidenten liegen geblieben sei. Man werde sich erkundigen und der Botschaft berichten.

3. Herr Dean Rusk leitet das Gespräch auf die Schweiz und den Gemeinsamen Markt über<sup>6</sup>. Herr Bundesrat Wahlen bemerkt, dass die Idee lebendig

1. Diese Notiz ist nicht unterzeichnet, sie wurde aber von A. Zehnder verfasst.

2. An der Besprechung anwesend waren: F. T. Wahlen, A. Zehnder, und, amerikanischerseits, D. Rusk, W. C. Burdett, F. E. Meloy. Anfang der Sitzung: 10 Uhr 30, Schluss: 10 Uhr 55.

3. Es handelt sich hier um das Datum der Besprechung.

4. Am 22. November war der amerikanische Präsident J. F. Kennedy in Dallas ermordet worden. Wahlen wurde vom Bundesrat designiert, die Schweiz an der Trauerzeremonie zu vertreten. Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 82. Sitzung des Bundesrates vom 23. November 1963 (DoDiS-30765).

5. Vgl. Nr. 178 in diesem Band.

6. Vgl. thematisches Verzeichnis: Europäische Integration.

sei, dass die Schweiz aus ihrer geographischen Lage und ihren wirtschaftlichen Interessen eine Regelung der Beziehungen anstreben müsse. Auch wenn heute eine Pause entstanden sei, so bedeute dies nicht, dass die Idee gestorben sei. Übrigens ist die Schweiz heute schon wirtschaftlich, verkehrstechnisch und vom Standpunkte der Arbeitskraft aus gesehen das am meisten «integrierte» Land in Europa. Die Schwierigkeit liege nicht hier, sondern in den politischen Institutionen der Schweiz und unserer direkten Demokratie im Verhältnis zu der Institutionalisierung der EWG. «Die Schweiz erträgt den Gedanken nicht, dass jemand ihr befiehlt.» Wörtlich: “The Swiss are Europeans, but they don’t want to be administered.”

Dean Rusk umschreibt den amerikanischen Standpunkt wie folgt. Amerika ist bereit, mit jedermann in Europa zu sprechen, der im Namen Europas sprechen kann, selbst mit de Gaulle. Die Europäer müssen sich aber vorher darüber einigen, wer im Namen Europas spricht. Das «Direktorium» zu dritt ist aber nicht mehr möglich, es müsste zu viert oder fünft sein, so wie die Sachlage heute ist.

Die Bemerkung Bundesrat Wahlen über die Notwendigkeit einer Verfassungsrevision in der Schweiz, falls die europäische Integration weiter im Sinne der Ausführungen des Staatssekretärs verfolgt werden sollte und falls es zu einer Assoziation kommen würde, deren Grundsätze über die Erklärung von Brüssel, vom 24. September 1962<sup>7</sup>, hinausgingen, führte Dean Rusk dazu, zu erklären:

4. dass die amerikanische Verfassung ebenfalls revidiert werden sollte, um dem Präsidenten zu erlauben, eine den heutigen Umständen entsprechende aussenpolitische Rolle zu spielen. Die heutige Verfassung mit ihrem schwerfälligen Kontrollapparat durch den Kongress macht es der Administration nicht leicht, Initiativen zu ergreifen und sich schnell den stets wechselnden aussenpolitischen Situationen anzupassen.

5. Herr Bundesrat Wahlen lenkt die Aufmerksamkeit Herrn Dean Rusk’s auf die Unzufriedenheit, die in Basel und Genf, aber besonders in Basel, über die Schliessung des amerikanischen Konsulates<sup>8</sup> herrscht. Er plädiert wärmstens für eine baldige Revision des Entscheides unter Hinweis auf die föderative Struktur der Schweiz, die wirtschaftlichen Interessen und die Bedeutung, die die öffentliche Meinung den freundschaftlichen Beziehungen zu den USA beimisst.

Herr Dean Rusk nimmt von diesem Begehren Kenntnis mit der Erklärung, er wolle prüfen, was man im nächsten Budget (1964/65) vorsehen könnte.

Übrigens, sagt er, sei es wie in England, wo zwei amerikanische Konsulate in einer Entfernung von nur 50 Meilen voneinander entfernt bestanden. Es ist für einen Amerikaner schwer zu verstehen, weshalb in einem solchen Falle ein Konsulat nicht genügen könnte. 50 Meilen (80 km) sind heute keine Distanz.

6. Nach einigen höflichen Bemerkungen nimmt Dean Rusk Abschied von Bundesrat Wahlen mit der Bemerkung, die amerikanische Regierung wisse es

7. Vgl. Nr. 102 in diesem Band.

8. Zu dieser Frage vgl. E 2001(E)1976/17/310.



zu schätzen, dass ein amtierender Bundesrat zu diesem traurigen Anlass zum ersten Mal nach Washington gekommen sei<sup>9</sup>.

*Anmerkung:* Anschliessend findet im Vorzimmer des Staatssekretärs eine kurze Pressekonferenz mit ausländischen, beim Staatsdepartement akkreditierten Journalisten statt, an welcher u. a. Herr Werner Imhoof, NZZ, teilnimmt.

---

9. Vgl. Anm. 4.

## 182

E 7110(-)1974/31/100

[DoDiS-30703]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

ACCORD FRANCO-SUISSE<sup>2</sup>. (ENTRETIEN AU QUAI BRANLY LE 29. 11. 1963)<sup>3</sup>

*Copie*

JR

Paris, 30 novembre 1963

Donnant suite à la demande de M. Bonin de rencontrer M. Henri Corson, Sous-directeur, Chef du deuxième secteur au Quai Branly (CEE, Politique tarifaire, GATT), «pour faire un tour d'horizon», je fus quelque peu surpris de me trouver face à quatre interlocuteurs (Corson, Bonin, Bernheim et Quioc du Quai d'Orsay) entendant discuter de notre accord.

Bien que l'entretien qui s'ensuivit ait duré 2 h. 30, il n'en résulta que la décision de réfléchir une nouvelle fois aux problèmes et de se retrouver vendredi prochain.

A notre requête d'augmenter le contingent fromage de 1200 tonnes et d'atteindre par là aux yeux des Français «la quasi libération», puisque nous avons paraît-il toujours déclaré que les 6000 tonnes étaient notre ultime but, on oppose du côté français le désir d'obtenir 100'000 hl de vin de plus et le rétablissement quantitatif des possibilités d'écoulement telles qu'elles existaient avant la décision relative aux emballages en verre léger.

Ces requêtes sont justifiées de la manière suivante:

a. Comparée à l'Italie, et à l'Espagne, la France est traitée en parent pauvre et n'obtient pas ce qui devrait lui revenir, compte tenu des courants traditionnels, de sa production et de la demande en Suisse<sup>4</sup>.

b. En défendant l'importation en emballage dit de verre léger, la Suisse a restreint une libération accordée de fait, elle est tenue de compenser la perte

---

1. Cette notice est rédigée et signée par J. Ruedi suite à un entretien au Quai Branly, siège du Ministère du commerce extérieur.

2. Sur le contexte de cet accord, cf. N° 135 dans le présent volume, en particulier note 2.

3. Une copie de cette notice est envoyée à la Division du commerce du Département de l'Economie publique pour son information.

4. Annotation manuscrite en marge: C'est sa faute.

et la déviation de courants commerciaux que cette décision entraîne. Selon l'estimation française, celle-ci serait de l'ordre de 80'000 hl<sup>5</sup>.

J'ai combattu ces prétentions en déclarant:

a. que vu l'historique du problème, les promesses faites l'année dernière<sup>6</sup> et l'usage, il ne pouvait être question de compenser la totalité des 1200 tonnes puisque l'effort français ne porterait réellement que sur les 200 nouvelles tonnes;

b. que le vin ayant de tous temps été une position de négociation et l'augmentation des importations italiennes et espagnoles provenant principalement de la consommation de ce vin par les centaines de milliers d'ouvriers de ces deux pays qui travaillent en Suisse et un peu des difficultés que nous avons toujours eues à nous mettre d'accord avec la France, la question d'un traitement proportionnel de nos fournisseurs ne pouvait être soulevée;

c. que si des comparaisons sont faites, il ne faut pas limiter celles-ci au vin mais les faire dans le cadre de l'ensemble des échanges, surtout en ce qui concerne les produits agricoles, domaine dans lequel la France vient de prendre, au détriment de l'Italie – qui, elle, a pourtant libéré le fromage depuis longtemps – la tête des fournisseurs en portant ses exportations à plus de 350 millions, contre 60 millions de ventes suisses;

d. que si, à mon grand regret – car cela ne serait dans l'intérêt de personne – on en venait au troc au sujet des 1200 tonnes de fromage, celles-ci n'ayant qu'une valeur de 6 millions de francs, qui correspond à même pas 50'000 hl;

e. que je ne pouvais entrer dans les considérations françaises en ce qui concerne la fermeture des frontières aux importations en «bouteilles spéciales» puisqu'il s'agissait de l'arrêt d'un abus que trois ans de laisser faire n'ont pas pu sanctifier<sup>7</sup>. Que toutes revendications de compensation en la matière se heurteraient certainement à une fin de non-recevoir.

Mes interlocuteurs déclarèrent à la suite de ces remarques qu'il leur semblait possible, alors que la France était discriminée dans l'octroi des contingents de vin et que le résultat pratique de notre dernière mesure était une réduction des exportations de vin français en Suisse de l'ordre de 80'000 hl, de demander au Ministère de l'Agriculture une augmentation du contingent de fromage en ne lui offrant que 50'000 hl. A ce tarif, la Suisse obtiendrait 1200 tonnes de fromage, la France par contre verrait ses possibilités de vente de vin réduites de 30'000 hl par rapport aux deux dernières années, ce qui est inconcevable.

M. Quioc – c'est significatif – ayant mentionné au cours de la discussion que la Suisse aurait tout intérêt, vu que la question du fromage va être discutée ces prochaines semaines à la CEE, de créer un climat qui permettrait à la France de rechercher et d'appuyer à Bruxelles des solutions favorables à notre fromage, j'ai répondu que nous étions persuadés, compte tenu de l'ampleur

5. *Annotation manuscrite en marge*: 1962/3 seulement.

6. *Sur les enjeux des négociations, cf. la note Négociations France de O. Long à E. Stopper du 15 décembre 1962*, E 7110(-)1973/41/77.

7. *Annotation manuscrite en marge*: 1½ ans!

de nos achats agricoles en France, que notre fournisseur N° 1 ferait de toute façon ce qui sera en son pouvoir afin d'éviter que des échanges si favorables pour lui ne courent le risque d'être sérieusement perturbés.

### 183

E 2804(-)1971/2/73

[DoDiS-30364]

*Notiz des Vorstehers des Politischen Departments, F. T. Wahlen.*

#### ANTRITTSBESUCH VON HERRN BOTSCHAFTER TRUE DAVIS VOM 5. DEZEMBER 1963

Bern, 6. Dezember 1963

Ausser dem üblichen Austausch von Höflichkeiten erkundigte sich der neue Botschafter nach dem Inhalt meines Gesprächs mit Dean Rusk anlässlich meines Aufenthaltes in Washington. Ich gab ihm kurz, soweit mir dies ratsam erschien, Aufschluss über die Unterredung, die sich vor allem um die europäische Integration, die Kennedy-Runde und damit im Zusammenhang die Uhren-Frage, sowie auf die Schliessung der Konsulate in Basel und Genf bezogen hat<sup>1</sup>.

Botschafter Davis fragte dann, ob Staatssekretär Rusk sich nicht auch nach unseren Absichten im Bezug auf den allfälligen Beitritt zum DAC<sup>2</sup> erkundigt habe<sup>3</sup>. Nachdem ich verneinte, sagte er, die Vereinigten Staaten würden sehr grossen Wert auf aktive Mitarbeit der Schweiz legen und er fragte mich, ob der Bundesrat beabsichtige, sich auch in nächster Zeit mit der Frage zu befassen.

Ich antwortete, das werde sehr wahrscheinlich im Sinne einer Exploration der Fall sein, ohne dass beabsichtigt wäre, in nächster Zeit einen Entscheid zu fällen. Ich legte Herrn Davis im Einzelnen die Gründe dar, die uns bis jetzt zum Abseitsstehen bewogen haben. Im weiteren nannte ich auch die Gefahr einer Duplikation in den Koordinierungsaufgaben des TAB<sup>4</sup> der Vereinten Nationen mit dem DAC und nannte ihm Einzelheiten aus meiner Erfahrung in der FAO-Arbeit<sup>5</sup>, die zeigten, wie schwierig bereits die Koordination im Schosse der den Vereinten Nationen angegliederten Spezialorganisationen unter sich und dann namentlich mit der umfangreichen bilateralen Hilfe verschiedener Länder ist. Ich stellte dann auch die Frage, ob eine Fühlungnahme zwischen dem TAB und dem DAC bestehe, die Herr Davis dahin beantwortete, dass seines Wissens die Vereinigten Staaten versuchten, durch ihre beidseitigen Delegierten diese Koordination zu sichern.

1. Vgl. Nr. 181 in diesem Band.

2. Development Assistance Committee.

3. Vgl. Nr. 115 in diesem Band.

4. Technical Assistance Board.

5. Von 1949 bis 1958 war F. T. Wahlen als Direktor, zuletzt in der Stellung eines Vize-Generaldirektors, bei der FAO tätig gewesen.

Im weitem wies ich darauf hin, dass ich es im Schosse der Vereinten Nationen als förderlich empfunden hatte, dass gebende und nehmende Organisationen zusammen berieten, und dass dadurch auch der pädagogisch wichtige Versuch gemacht werde, die unterentwickelten Länder unter einer gewissen – aber nicht störend in Erscheinung tretenden – Aufsicht zu eigener Verantwortung zu erziehen. Demgegenüber habe, so betonte ich, das DAC den Nachteil, ausschliesslich aus Vertretern von Industriestaaten zusammengesetzt zu sein, wodurch die Gefahr entstehe, dass optisch ein Klub der Reichen in Erscheinung trete. Überdies sei es dem DAC eigentlich nicht gelungen, die Tätigkeit der Mitgliederländer im wahren Sinne des Wortes zu koordinieren, da jedes einzelne Land seine eigenen Prinzipien verfolge, die namentlich bei den grossen Staaten weitgehend politisch inspiriert seien. Unter diesen Verhältnissen sähen wir als einzigen Vorteil eines allfälligen Beitritts eine Erweiterung unserer Informationsmöglichkeiten. In die Zukunft blickend fragten wir uns überdies, ob nicht mit der Zeit doch eine Koordination der Anstrengungen angestrebt werden würde, die unsere Bewegungsfähigkeit zu stark einschränke.

Ich habe in dieser Unterredung bewusst die Fragezeichen in den Vordergrund gerückt, um nicht den Eindruck aufkommen zu lassen, dass mit einem baldigen Entscheid zu rechnen sei. Ich halte nach wie vor daran fest, dass eine gewisse Zurückhaltung immer noch geboten ist, und dass auf jeden Fall auch die Vorschläge geprüft werden müssen, die Herr Botschafter Soldati am Schluss unserer Unterredung mit der schwedischen Delegation unter Führung von Herrn Minister Lange machte (gemeinsames Vorgehen der drei Neutralen, Exploration der Möglichkeiten eines Assoziationsstatus).

## 184

E 7110(-)1974/31/135  
[DoDiS-30413]

*L'Ambassadeur de Suisse à Alger, S. Marcuard,  
au Directeur de la Division du commerce du Département  
de l'Economie publique, E. Stopper*

L MD

Alger, 6 décembre 1963

Il y a un certain temps, j'avais demandé à la direction du Protocole de me ménager un rendez-vous avec M. Boumaza devenu Ministre de l'Economie nationale. Cette entrevue a eu lieu mercredi dernier. J'en ai profité pour exposer à mon interlocuteur l'état des relations algéro-suisse.

En ce qui concerne la reprise des négociations commerciales<sup>1</sup>, M. Boumaza m'a signalé qu'il envisageait d'effectuer, sauf imprévu, à la fin du mois de janvier ou en février un voyage en Allemagne de l'Ouest, en Italie et en Angleterre. Il n'était pas exclu qu'il soit possible de négocier à ce moment également avec

---

1. Sur les négociations économiques avec l'Algérie, cf. N° 132 dans le présent volume, en particulier note 1.

notre pays. Personnellement, ce serait avec plaisir qu'il ferait, s'il en avait la possibilité, une brève halte en Suisse.

J'ai saisi cette occasion pour signaler au prénommé l'existence d'un contentieux algéro-suisse qui devrait être réglé.

M. Boumaza m'a alors déclaré vouloir s'entretenir des problèmes dont je lui avais parlé avec ses collaborateurs et m'a promis de reprendre contact avec moi dès que le voyage envisagé aurait pris une forme plus précise.

Aujourd'hui-même, M. Kiouane, Sous-Directeur à la direction du Plan, m'a prié de passer au Palais du Gouvernement. Il m'a reçu assisté de M. Delleci, Directeur du commerce extérieur et de M. Mekidèche, Directeur des finances extérieures. De la conversation qui s'engagea à cette occasion je me bornerai à retenir les points suivants:

1. M. Kiouane ayant demandé si compte tenu des contrepropositions algériennes l'administration fédérale avait revu son projet d'accord de coopération technique et scientifique, j'ai répondu affirmativement. Il m'a alors prié de me renseigner pour savoir s'il était possible de communiquer dès maintenant à nos partenaires algériens le texte modifié de l'accord en question<sup>2</sup>.

2. Concernant le traité relatif à la protection et à l'encouragement des investissements, M. Kiouane, tout en admettant le principe d'une négociation, a une fois de plus exprimé le désir d'obtenir des informations sur le volume des investissements suisses possibles. Je lui ai expliqué ce que je lui avais déjà dit maintes fois, à savoir que les trois accords en discussion forment un tout, que les capitaux susceptibles de venir en Algérie sont des capitaux privés, qu'il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs etc. Tout en étant franc, je me suis efforcé, toutefois, de n'être pas absolument négatif.

3. Le Directeur du commerce extérieur releva, de son côté, que la distribution des licences dans le cadre de l'accord algéro-suisse commencerait la semaine prochaine, l'avis aux importateurs ayant été publié dans le Journal Officiel du 19 novembre dernier.

A son avis, l'échange de lettres du 5 juillet relatif au traitement en matière douanière<sup>3</sup> permettrait de faire bénéficier notre pays du nouveau tarif prévu pour les pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée. Néanmoins, lors des négociations à venir le protocole douanier joint au projet initial d'accord commercial devrait être discuté et signé.

D'une manière générale, l'Algérie entendait continuer à diversifier ses échanges dans toute la mesure du possible. Il en était notamment ainsi dans le domaine des vins. Les négociations commerciales algéro-françaises récemment engagées n'avaient abouti sur ce point qu'à un accord partiel et tout à fait provisoire (vente de 1,8 million de hecto pour la période allant jusqu'au 15 janvier)<sup>4</sup>. La question d'une commercialisation directe par l'Algérie n'avait pas été véritablement discutée. Vers le 15 janvier, les pourparlers reprendraient. Selon M. Delleci, il ne faisait guère de doute que l'Algérie négocierait cette

2. *Annotation manuscrite en marge*: Cela risque d'être une déception pour eux si on le leur remet sans précaution. Leur projet est très estropié!

3. Cf. N° 159, note 1, dans le présent volume.

4. *Annotation manuscrite en marge*: ?

année directement ses vins avec les pays avec lesquels elle était contractuellement liée. De son point de vue, toutefois, il paraissait souhaitable que d'éventuelles négociations avec la Suisse aient lieu après la reprise des pourparlers franco-algériens.

4. Selon M. Mekidèche, Directeur des finances extérieures, le protocole relatif au rapport d'assurance et de réassurance ne soulèverait pas de difficultés majeures.

Ce nouveau tour d'horizon opéré, M. Kiouane déclara vouloir reprendre contact avec l'Ambassade à une date ultérieure.

Dans l'entre-temps, je vous saurais gré de m'envoyer, si possible, quelques exemplaires du texte modifié de l'accord d'assistance technique et scientifique afin que je puisse le transmettre au Ministère des Affaires étrangères et de me faire connaître dès maintenant votre manière de voir pour le cas où M. Boumaza m'informerait prochainement qu'il aurait la possibilité de s'arrêter un ou deux jours en Suisse si nous le désirons<sup>5</sup>.

---

5. *Annotation dans le texte original*: M. Boumaza envisageait qu'une délégation aurait pu venir en Suisse pour débayer le terrain, sa visite éventuelle suivant ces pourparlers et pouvant être utile pour traiter certains points particuliers.

## 185

E 7110(-)1974/31/135

[DoDiS-30419]

### *Notice de l'Ambassade de Suisse à Alger*<sup>1</sup>

ENTRETIEN AVEC M. REZKALLAH, CHEF DU SERVICE JURIDIQUE  
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Copie*

N RI

Alger, 10 décembre 1963

#### *I. Nationalisations et biens vacants*<sup>2</sup>

a. J'aborde cette question en rappelant les différentes démarches que l'Ambassade a faites à la fin de 1962 et au cours de 1963, en ce qui concerne tout d'abord les biens vacants puis, dès le 1<sup>er</sup> octobre 1963, les biens touchés par la nationalisation agraire. Je remets à M. Rezkallah des copies de nos notes des 29 novembre 1962<sup>3</sup> et 3 novembre 1963<sup>4</sup>. Je demande ensuite à

---

1. *Cette note est rédigée et signée par J.-P. Ritter.*

2. *A ce sujet, cf. aussi la lettre de S. Marcuard à P. Micheli du 29 avril 1963 (DoDiS-30400) et la notice Bedrohung und Schädigung schweizerischer Interessen in Algerien de R. Probst du 12 Décembre 1963 (DoDiS-30427).*

3. *Cf. la note de l'Ambassade de Suisse à Alger au Ministère des Affaires étrangères de la République algérienne du 29 novembre 1962, E 2200.73(-)1977/81/6.*

4. *Non retrouvé.*

mon interlocuteur si les autorités algériennes ont entre temps été en mesure de définir leur attitude et de fixer leurs intentions sur ces objets pour ce qui concerne les relations avec la Suisse. M. Rezkallah me répond que tel n'est pas le cas: l'ensemble de ce complexe en est encore au stade de la discussion interne entre les différents services intéressés, principalement le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de l'Economie nationale et la Présidence du Conseil.

b. Je sou mets alors à M. Rezkallah la suggestion suivante: lors de la reprise des négociations algéro-suisse s sur un traité de commerce, un traité de protection des investissements et un traité de coopération technique, serait-il au moins possible que la délégation algérienne, sans être à proprement parler habilitée à négocier sur les nationalisations et biens vacants, soit pourtant autorisée à écouter les déclarations de la délégation suisse sur ce sujet? Il ne s'agirait pas de demander à nos partenaires d'exprimer leur position définitive dans cette première prise de contact, mais simplement de faciliter leur examen interne de l'affaire en leur fournissant des indications sur l'ampleur des intérêts suisses en cause et sur la façon dont on considère ce problème du côté suisse.

M. Rezkallah s'est déclaré tout à fait partisan de cette façon de procéder qu'il juge propre à avancer utilement le règlement de ces questions. Il propose que l'Ambassade remette une note qui puisse servir de point de départ à une phase des négociations consacrée à un tel exposé de la délégation suisse.

c. S'agissant des problèmes d'interprétation que pose la législation algérienne sur les biens vacants, je présente à M. Rezkallah comme une interprétation personnelle le point de vue exprimé dans la note du Service juridique du Département politique fédéral du 14 mai 1963<sup>5</sup> (note que j'avais rédigée), selon lequel les déclarations de vacance d'entreprises, aboutissant à l'érection de l'entreprise en personne morale propre, équivalent à un transfert de propriété définitif, tandis que tel n'est pas le cas des déclarations de vacance d'immeubles qui entraînent une simple limitation du pouvoir de disposer du propriétaire. Selon cette vue, la question des entreprises vacantes devrait être traitée comme une nationalisation, sujette aux mêmes solutions que la question des biens agricoles touchés par la loi du 1<sup>er</sup> octobre, tandis que les immeubles vacants constitueraient un problème à part, qui devrait faire l'objet d'un règlement particulier. Interrogé sur ce qu'il pense de cette interprétation, M. Rezkallah me répond qu'il a lui-même défendu, à titre personnel, à l'égard de ses autorités une opinion analogue à la mienne. Il ne s'agit toutefois que de vues personnelles et il n'existe, du côté algérien, pas d'interprétation officielle au sujet de la portée des déclarations de vacance en ce qui concerne tant les immeubles que les entreprises.

---

5. Cf. la note Législation algérienne sur les biens vacants de Ritter du 14 mai 1963, E 2001(E)1976/17/260.

### 2. Paiement des loyers à la Préfecture

Je soumetts à M. Rezkallah la question des locataires qui, en l'absence de toute déclaration de vacance, ont parfois été invités à acquitter leur loyer en main de la Préfecture. M. Rezkallah répond qu'il n'y a pas là de problème de principe mais uniquement des cas d'erreurs administratives à régler individuellement. Il m'invite à les signaler au Ministère des Affaires étrangères et il se fait fort de faire rapporter l'ordre de paiement à la Préfecture dans tous les cas où la vacance n'a réellement pas été déclarée.

### 3. Expulsion de M. Graf

Je rappelle à M. Rezkallah les faits en cause dans cette affaire qui a déjà fait l'objet d'une conversation téléphonique entre l'Ambassadeur et mon interlocuteur. Je remets à M. Rezkallah le texte de la note préparée à ce sujet. Il m'informe qu'à la suite de l'appel téléphonique de l'Ambassadeur hier soir, le Ministère des Affaires étrangères est déjà intervenu auprès des autorités de police. Une enquête a été ordonnée et l'Ambassade est dès à présent habilitée à faire savoir à M. Graf qu'au cas où on se représenterait chez lui, il doit refuser de vider les lieux. Nous serons informés des résultats de l'enquête.

### 4. Adhésion de l'Algérie à l'Union postale universelle

Un fonctionnaire de la Division des organisations internationales vient participer à l'entretien sur cette question. Il m'apprend que l'Ambassade d'Algérie à Berne a été chargée (il y a trois semaines environ, dit-il) de présenter au Département politique la demande formelle d'adhésion de l'Algérie à l'Union postale universelle.

### 5. Reprise éventuelle par l'Algérie des conventions conclues par la France

J'aborde ce sujet en liaison avec la question précédente. M. Rezkallah m'expose que le Ministère des Affaires étrangères a envoyé à toutes les missions diplomatiques à Alger une note par laquelle il les prie de lui remettre les textes ou au moins les références de toutes les conventions conclues par chacun des Etats intéressés avec la France et applicables à l'Algérie. Actuellement, le Ministère ignore en effet quelles sont ces conventions. Lorsqu'elles seront en possession des textes, les autorités algériennes examineront ces conventions une à une pour déterminer si elles peuvent ou non être reprises par l'Algérie indépendante. Je dis à M. Rezkallah que je n'ai pas connaissance d'une telle note adressée à l'Ambassade de Suisse, mais que je contrôlerai ce point et que dans tous les cas nous étudierons la possibilité de donner suite à sa demande.

### 6. Convention entre la Suisse et la France concernant l'assistance aux indigents, du 9 septembre 1931<sup>6</sup>

Dans le cadre de la discussion sur le point précédent, je présente à mon interlocuteur le cas particulier de cette convention d'assistance qui nous a été soumis par une lettre du Service juridique du Département politique fédéral du

---

6. Pour le texte de cette convention, cf. *FF*, 1932, vol. 84, I, pp. 603-606.



4 décembre 1963<sup>7</sup>. M. Rezkallah me répond qu'indépendamment de la grande enquête au cours de laquelle sera passé en revue l'ensemble des conventions naguère applicables à l'Algérie, son Ministère est disposé à examiner dès à présent des cas particuliers qui lui seraient soumis séparément, comme celui dont il s'agit ici. La condition d'un tel examen serait toutefois qu'ici encore nous remettions au Ministère le texte de la convention dont nous demanderions le maintien en application.

---

7. Cf. la lettre de E. Diez à O. Schürch du 4 décembre 1963, E 2001(E)1980/83/281.

## 186

E 2001-08(-)1978/107/24

[DoDiS-30622]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

JD

Bern, 13. Dezember 1963

Besten Dank für die Notiz vom 11. Dezember<sup>2</sup> betreffend Schlussbericht über Nazischäden<sup>3</sup>. Mit Deinen Anregungen für Änderungen vollständig einverstanden. In einem Punkt muss ich aber leider replizieren, damit nicht falsche Meinungen irgendwo im Departement akkreditiert werden: Dass mit 4 oder 5 Millionen eine befriedigende Lösung hätte gefunden werden können<sup>4</sup>, davon kann gar keine Rede sein. Wenn eine Frau, Mutter von drei minderjährigen Kindern, ihren 35jährigen, gutsituierten Ehemann im Konzentrationslager verliert, dann ist eine Abfindung von Fr. 50'000.- alles andere als befriedigend. Der Versorgerschaden, der der Witwe und den drei Waisen zugefügt wurde, stellt ein Mehrfaches dieses Betrages dar. Von der Genugtuung, den Umtrieben, den Sachschäden usw. wollen wir gar nicht sprechen. Nicht einmal die 10 Millionen DM, die die Bundesrepublik schliesslich zahlte<sup>5</sup>, sind einem eigentlichen Schadenersatz gleichzusetzen. Diese Situation ist umso bedauerlicher, als andere Gläubigergruppen, die ihre Interessen machtvoller zu vertreten wussten, bedeutend grössere Dividenden aus dem Konkurs des Dritten Reiches herausgeholt haben, ohne dass man behaupten könnte, dass diese Gruppe moralisch und juristisch ihre günstigere Lösung verdient hätten.

---

1. Diese Notiz wurde von M. Jaccard verfasst und unterzeichnet und war an A. Janner gerichtet.

2. Vgl. die Notiz von Janner an Jaccard vom 11. Dezember 1963, nicht abgedruckt.

3. Vgl. den Bericht der Kommission für Vorauszahlungen an schweizerische Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung an den Bundesrat vom 13. November 1963 (DoDiS-30640).

4. Annahme Janners in der Notiz vom 11. Dezember 1963. Vgl. Anm. 2.

5. Vgl. DDS, Bd. 21, Nr. 153 (DoDiS-15404).

Die 10 Millionen haben eine nach sozialen Kriterien aufgebaute Liquidierung des Problems gestattet, so dass die Eidgenossenschaft es verantworten konnte, der Bundesrepublik eine quasi Saldoquittung auszustellen<sup>6</sup>.

---

6. Vgl. dazu auch den Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat vom 4. Dezember 1963 (DoDiS-30651).

## 187

E 2001(E)1976/17/257

[DoDiS-30436]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

#### SISTIERUNG DER KRIEGSMATERIALEXPORTE NACH SÜDAFRIKA: VORSPRACHE DES SÜDAFRIKANISCHEN BOTSCHAFTERS BEIM CHEF DES POLITISCHEN DEPARTEMENTS

L PO

Bern, 16. Dezember 1963

*Botschafter Taljaard* wird auf seinen Wunsch hin am 11. Dezember vom Chef des Politischen Departements<sup>2</sup> empfangen. Zweck der Vorsprache sind die Erklärungen von Bundesrat Wahlen vor dem Nationalrat über die Kriegsmaterialexporte nach Südafrika<sup>3</sup>. Die Ausführungen des bundesrätlichen Sprechers seien für den Botschafter eine Überraschung gewesen. Herr Wahlen habe ihm noch unlängst dargelegt, dass neue Kriegsmaterial-Exportgesuche nach Südafrika von Fall zu Fall im Lichte der bestehenden Lage geprüft würden. In der Erklärung vor dem Nationalrat sei nun aber offenbar aus Gründen der Staatsräson die weniger elastische Formulierung verwendet worden, dass solche Ausfuhren in der heutigen Situation überhaupt nicht mehr bewilligt werden könnten. Nun sei jedoch kaum zu hoffen, dass sich die Lage angesichts der verschärften internationalen Agitation in absehbarer Zeit wandeln könnte.

*Bundesrat Wahlen* versichert dem Botschafter zunächst, dass es bei uns an Verständnis für die schwierige Lage Südafrikas keineswegs fehle. Südafrika müsse aber seinerseits die Gründe verstehen, aus denen sich die Schweiz genötigt sehe, unter den obwaltenden Umständen auch die Wahrung ihrer eigenen Interessen im Auge zu behalten. Die Apartheid-Frage ist heute in der Welt zweifellos von einer Emotionalität umgeben, die über das vernünftige Mass hinausgeht. Unser Land kann, so unerfreulich die Entwicklung ist, nicht umhin, der Haltung, die die Staatengemeinschaft allgemein einnimmt,

---

1. Diese Notiz wurde von R. Probst verfasst und unterzeichnet.

2. F. T. Wahlen.

3. Sitzung vom 6. Dezember 1963. Vgl. E 1301(-)1960/51/463. Diese Erklärungen wurden nicht im Sten. Bull. veröffentlicht. Zu diesen Erklärungen vgl. auch das Schreiben von Probst an F. Kappeler vom 11. Dezember 1963 (DoDiS-30444).

seinerseits Rechnung zu tragen. Verschiedene UNO-Mitgliedstaaten haben uns wegen der Kriegsmateriallieferungen nach Südafrika Protestnoten zugestellt<sup>4</sup>. Wir werden allgemein kritisiert. Auch in der schweizerischen öffentlichen Meinung haben die Exporte grosses Unbehagen hervorgerufen. Wir können nicht einfach darüber hinwegsehen. Die Schweiz ist als Land des Friedens und des Ausgleichs bekannt. Sie hat in Bezug auf die Restriktion des Kriegsmaterialexportes nur das getan, was auch die nächsten Freunde Südafrikas schon vorher taten. Botschafter Taljaards Einwand, wir seien in unseren Einschränkungen weiter gegangen als beispielsweise die USA, Grossbritannien und Frankreich, die den Vollzug alter Bestellungen noch zuliessen, beantwortet der Departementschef mit dem Hinweis auf unser System der doppelten Bewilligung, zunächst für die Fabrikation und sodann nochmals für die Ausfuhr, wobei die zweite von der ersten in keiner Weise präjudiziert werde. Dieses System soll es – wie auch Botschafter Micheli präzisiert – ermöglichen, sich einer veränderten Lage anzupassen. Im Falle der nun sistierten Lieferungen waren erst Fabrikations-, aber noch keine Exportbewilligungen erteilt worden. Die von Herrn Taljaard genannten Staaten haben im übrigen der neuen, bedeutend schärferen Resolution, die der Sicherheitsrat inzwischen gefasst hat, ebenfalls zugestimmt. Die Haltung eines ständig neutralen Staates wie der Schweiz lässt sich zudem grundsätzlich mit jener von Grossmächten wie Amerika, England oder Frankreich nicht ohne weiteres vergleichen.

*Botschafter Taljaard* insistiert nicht weiter. Südafrika werde sich nun wohl genötigt sehen, eine eigene Rüstungsindustrie aufzubauen. Er gibt der Hoffnung Ausdruck, dass die Schweiz, im Gegensatz zur UNO, keinen doppelten Standard anwenden und gegenüber den afrikanischen Staaten, die Südafrika offen mit Gewalt bedrohen, entsprechende Einschränkungen anordnen werde. Es würde in Südafrika nicht verstanden, wenn die fraglichen Länder Waffen aus der Schweiz beziehen könnten.

*Bundesrat Wahlen* bestätigt, dass wir nicht daran denken, solche Länder mit Kriegsmaterial schweizerischer Herkunft zu versehen. Er erinnert an das schon vor längerer Zeit unter ähnlichen Umständen erlassene und weiterhin gültige Waffenembargo des Bundesrates in Bezug auf Israel und die arabischen Staaten<sup>5</sup>. – Der Unterzeichnete fügt bei, dass uns zurzeit keinerlei Waffenbestellungen afrikanischer Staaten in der Schweiz bekannt sind.

*Herr Taljaard* ist im weiteren über das Schreiben, das die Sozialdemokratische Partei wegen der Waffenexporte nach Südafrika an den Bundesrat richtete und worin Südafrika heftig attackiert wird<sup>6</sup>, betroffen. Er will sich nicht in schweizerische Interna einmischen, ist darüber aber doch, namentlich angesichts des Umstandes, dass der Brief von einer an der Regierungskoalition beteiligten Partei stammt, peinlich berührt.

---

4. Unter anderem Algerien, Mali, Marokko, Obervolta, Senegal, Syrien, Tunesien oder die Vereinigte Arabischen Republik. Vgl. E 2001(E)1976/17/257.

5. Vgl. Nr. 87 in diesem Band.

6. Vgl. das Schreiben von F. Grütter und J. Riesen an den Bundesrat vom 26. November 1963, nicht abgedruckt.

*Bundesrat Wahlen* teilt die Gefühle des Botschafters. Auch den Bundesrat hat das Vorgehen der Partei, besonders die Veröffentlichung des Schreibens, unangenehm überrascht. Der Brief wurde übrigens vom Bundesrat nicht substanzial beantwortet. Der Artikel Nationalrat Bretschers über diese Episode in der *NZZ*<sup>7</sup> entspricht durchaus unseren Gefühlen. – Im übrigen geht der Departementschef mit der Ansicht des Botschafters einig, dass die Angelegenheit von der Firma Bührlé publizistisch wenig diskret und wohl auch recht unklug gehandhabt worden sei<sup>8</sup>.

Im Verlaufe des weiteren Gesprächs bemüht sich *Botschafter Taljaard*, den wahren Sinn der südafrikanischen Apartheid-Politik zu erläutern. Sie werde im Ausland oft missverstanden. Südafrika schwebte in Wirklichkeit eine Art mehr-rassigen südafrikanischen Commonwealth vor, worin jede Rasse in eigenen Bundesstaaten zusammengefasst wäre. Transkei, wo soeben Wahlen stattfanden, sei ein erstes Beispiel dafür. Aber auch gegen diese Lösung liefen die schwarzen Afrikaner Sturm. Was sie wollten, sei, die weisse Nation Südafrika, die sie als Dorn in ihrem Fleische empfänden, zu eliminieren. Die Südafrikaner ihrerseits könnten und wollten nicht in einem von Schwarzen dominierten Staate leben. Die Völker des schwarzen Afrika verbänden den weissen Mann automatisch mit der Vorstellung des Kolonialismus, wobei sie vergässen, dass die weissen Südafrikaner zu den grössten Opfern des britischen Kolonialismus gehören und ihn besonders heftig bekämpft hätten. Es gebe keinen Staat, der für die Schwarzen so viel getan habe wie Südafrika. – Die südafrikanische Nation hat in den dreieinhalb Jahrhunderten ihrer Existenz nie ein leichtes Schicksal gehabt und sei oft am Rande des Abgrunds gestanden. Doch hat sie sich immer wieder behauptet. Südafrika, das einen starken wirtschaftlichen Aufschwung verzeichnet, vertraut darauf, auch diesmal zu bestehen.

---

7. Vgl. den Artikel Zur Kritik an einer Waffenausfuhr von W. Bretscher, *Neue Zürcher Zeitung* vom 6. Dezember 1963, nicht abgedruckt.

8. Am 19. Dezember wurden D. Bührlé und P. L. Burckhardt von Wahlen empfangen. Vgl. die Notiz von Probst vom 23. Dezember 1963 (DoDiS-30437).

E 2001(E)1976/17/402  
[DoDiS-30486]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

SUDANAKTIEN SCHMIDHEINY<sup>2</sup>

PO Vertraulich

Bern, 19. Dezember 1963

Herr Max Schmidheiny hat am 17. Dezember, wie dies vorgesehen gewesen war, den VAR-Botschafter El-Dib in Bern zur weiteren Erörterung des Sudan-Komplexes aufgesucht.

Der Empfang durch El-Dib sei, wie Herr Schmidheiny dem Unterzeichneten anschliessend berichtete, «charmant» gewesen. El-Dib nimmt für sich in Anspruch, durch persönliche Unterredungen sowohl mit Präsident Nasser wie mit Ali Sabri, Präsident des Exekutivrates, diese beiden massgebenden Persönlichkeiten so weit gebracht zu haben, dass man nun ägyptischerseits grundsätzlich gewillt sei, die Sudanfrage losgelöst von den offiziellen schweizerisch-ägyptischen Nationalisierungsverhandlungen<sup>3</sup> in direkten Besprechungen mit Herrn Schmidheiny zu regeln. El-Dib hat in diesem Zusammenhang nunmehr gegenüber Schmidheiny expressis verbis bestätigt, was er in der letzten Unterredung<sup>4</sup> nur angedeutet hatte, nämlich, dass die VAR nicht mehr auf der effektiven Übernahme der Sudan-Beteiligung der Tourah beharre, sondern sich bereit finden könnte, gegen angemessene Reduktion des Entschädigungsanspruches aus der Tourah-Nationalisierung auf die Sudan-Aktien zu verzichten<sup>5</sup>.

Dies ist zweifellos ein wesentlicher Fortschritt. Schmidheiny hat in diesem Zusammenhang sogleich die schon früher gemachte Offerte wiederholt, seinen Nationalisierungsanspruch für die Tourah (inklusive Montanbedarf), der sich total auf ca. 33,5 Mio. Fr. beläuft, in einem solchen Falle um 10 Mio. Fr. zu reduzieren. (Wie erinnerlich, hatte Schmidheiny andererseits für die Eventualität, dass die VAR auf der Übernahme der Sudan-Beteiligung beharrt hätte, eine direkte Abfindung in der Höhe von 7 Mio. Fr. in bar oder Waren, ausserhalb des

1. Diese Notiz wurde von R. Probst verfasst und unterzeichnet.

2. Handschriftliche Anmerkung: Monsieur l'Ambassadeur Micheli pr. inf.

3. Zu den schweizerisch-ägyptischen Nationalisierungsverhandlungen vgl. Nrn. 76 und 173 in diesem Band.

4. Vgl. die Notiz über eine Besprechung mit den Herren *Doleschal*, Generaldirektor der Publicitas S. A., Lausanne und Dr. *Boghdadi*, Beauftragter der ägyptischen Regierung, in Zürich, am 14. 10. 1963, um 17.00 h von M. Schmidheiny vom 15. Oktober 1963, E 2001(E)1976/17/205 sowie die Aktennotiz Sudan-Beteiligung der Gruppe Schmidheiny von R. Probst vom 16. Oktober 1963, nicht abgedruckt.

5. Zur Nationalisierung der Tourah-Zementfabrik vgl. auch die Notiz betreffend Nationalisierung der Société Egyptienne de Ciment Portland Tourah – Le Caire von M. Schmidheiny vom 1. August 1961 (DoDiS-30448) oder die Notiz Besprechung Schmidheiny/Boghdadi von Probst vom 19. Juni 1963 (DoDiS-30483).

abzuschliessenden schweizerisch-ägyptischen Abkommens über den Transfer der Nationalisierungsentschädigungen, verlangt.)

El-Dib erklärte sich interessiert, bezeichnete aber die von Schmidheiny für eine solche Lösung angebotene Reduktion der Entschädigungsansprüche als zu gering. Schmidheiny machte demgegenüber geltend, dass der ägyptische Verzicht auf die Sudanaktien mit seiner Offerte sehr generös ausgeglichen werde: die 40-prozentige Beteiligung Schmidheins an der Sudan Portland Cement, die mit 10 Mio. Fr. angerechnet werden soll, entspreche einer jährlichen Produktionskapazität von 40–50'000 t, während, nach Abzug der 10 Mio. Fr., der um ein Mehrfaches höheren Produktionskapazität der ägyptischen Tourah in Ausmass von ca. 650'000 t nur noch 23,5 Mio. Fr. Entschädigung gegenüberstünden; der Vergleich zeige, wie grosszügig Schmidheins Offerte in Wirklichkeit sei.

Als El-Dib weiter insistierte – er brauche noch ein Entgegenkommen, um die Atmosphäre zu verbessern und der Idee in Kairo endgültig zum Durchbruch zu verhelfen! – entwickelte Schmidheiny folgende weiteren Gedanken. Bekanntlich ist an der Sudan Portland Cement neben der Gruppe Schmidheiny mit 40% auch die britisch beherrschte Helwan Cement, die gleich der Tourah in der VAR nationalisiert wurde, mit 20% beteiligt. Da die VAR – wie El-Dib bestätigt – offenbar grundsätzlich bereit ist, auch auf die effektive Übernahme der britischen Beteiligung an der sudanesischen Zementindustrie zu verzichten, erwägt Schmidheiny, der Helwan in London, mit der ihn enge Beziehungen verbinden und sofern sie einverstanden wäre, ihre zwanzigprozentige Sudan-Beteiligung abzukaufen. Schmidheiny würde auf diese Weise mit 60% die Sudan Portland Cement kontrollieren (40% von Tourah, 20% von Helwan), was für ihn beim heutigen Geschäftsgang im Sudan interessant wäre. Dafür wäre er bereit, seine eigene Entschädigungsforderung gegenüber der VAR um weitere 5 Mio. Fr., also total um 15 Mio. Fr. zu senken; sein Entschädigungsanspruch würde sich damit von 33,5 auf 18,5 Mio. Fr. reduzieren. Die britische Helwan ihrerseits wäre die Sorge los, ihre Sudanbeteiligung gegen den ägyptischen Nationalisierungsanspruch verteidigen zu müssen. Für die offizielle schweizerische Verhandlungsdelegation würde schliesslich eine solche Regelung materiell und psychologisch eine spürbare Entlastung ihrer Aufgabe bedeuten.

Herr Schmidheiny will nun prüfen, ob sich dieser zusätzliche Plan verwirklichen lässt. Er bittet in der Zwischenzeit um *strengste Diskretion*. Im Lichte dieser neuen Entwicklung fällt übrigens die Verschiebung des Verhandlungsbegins auf frühestens Mitte Februar 1964 nicht ungünstig<sup>6</sup>.

---

6. Zum weiteren Verlauf der Verhandlungen zwischen Schmidheiny und Ägypten vgl. E 2001(E)1978/84/649.

ANNEXES / ANHANG / APPENDICE

VI. TABLE MÉTHODIQUE / THEMATISCHES VERZEICHNIS  
TAVOLA METODICA

*1. Intégration européenne / Europäische Integration / Integrazione europea*

3, 4, 6, 8, 17, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 37, 42, 44, 46, 52, 53, 54, 60, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 72, 73, 74, 82, 83, 88, 91, 94, 95, 101, 102, 112, 117, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 130, 131, 136, 139, 142, 151, 160, 161, 162, 181.

*2. Coopération économique et technique avec les pays en voie de développement / Wirtschaftliche und technische Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern / Cooperazione economica e tecnica con i paesi in via di sviluppo*

5, 8, 10, 17, 23, 24, 28, 39, 40, 45, 47, 48, 58, 59, 61, 72, 75, 78, 79, 80, 84, 85, 89, 96, 104, 115, 116, 119, 127, 129, 132, 134, 145, 149, 152, 153, 159, 163, 175, 183, 184.

*3. Relations économiques et financières / Wirtschafts- und Finanzbeziehungen / Relazioni economiche e finanziarie*

1, 10, 12, 16, 29, 31, 36, 43, 51, 54, 57, 72, 74, 76, 83, 84, 87, 91, 92, 94, 97, 98, 100, 112, 116, 118, 121, 122, 126, 132, 134, 135, 138, 140, 143, 144, 145, 147, 148, 150, 157, 159, 161, 162, 168, 172, 173, 174, 176, 178, 179, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 188.

*4. Politique conjoncturelle et migratoire / Konjunktur- und Migrationspolitik / Politica congiunturale e migratoria*

14, 15, 20, 22, 90, 99, 103, 105, 108, 109, 146, 155, 169, 170, 180.

*5. Politique de sécurité intérieure et extérieure / Innere und äussere Sicherheitspolitik / Politica di sicurezza interna e esterna*

9, 14, 19, 23, 33, 49, 60, 69, 97, 99, 105, 108, 114, 128, 133, 144, 148, 154, 156, 162, 165, 166, 167, 169, 170, 174, 187.

*6. Bons offices et activités humanitaires / Gute Dienste und humanitäre Aktionen / Buoni uffici e attività umanitarie*

2, 7, 11, 13, 18, 26, 35, 38, 41, 50, 54, 55, 56, 67, 71, 76, 81, 85, 86, 93, 106, 107, 110, 111, 113, 121, 129, 137, 141, 144, 148, 149, 158, 163, 164, 171, 177.



*7. Collaboration avec les organisations internationales / Zusammenarbeit mit den internationalen Organisationen / Collaborazione con le organizzazioni internazionali*

11, 21, 29, 31, 33, 36, 51, 57, 69, 70, 78, 85, 86, 89, 110, 111, 113, 114, 115, 118, 121, 126, 128, 140, 148, 149, 154, 158, 162, 164, 171, 177, 178, 179, 183.

## VII. INDEX / REGISTER / INDICE

VII.1. INDEX DES NOMS DE PERSONNES  
PERSONENREGISTER  
INDICE DELLE PERSONE

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Pour des raisons de place, les fonctions n'ont été indiquées qu'en français. De plus amples informations biographiques sur les personnes mentionnées ci-dessous sont disponibles dans la base de données des *Documents Diplomatiques Suisses* DoDiS (<http://www.dodis.ch>)

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Aus Platzgründen wurden die Funktionen nur auf französisch aufgenommen. Ausführliche biografische Informationen zu den nachfolgend erwähnten Personen sind in der Datenbank der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* DoDiS zugänglich (<http://www.dodis.ch>)

- Acheson, Dean** (Secrétaire d'Etat américain), **178**
- Adenauer, Konrad** (Chancelier de la RFA), **26, 124, 125, 142, 162**
- Adoula, Cyrille** (Premier Ministre de la République démocratique du Congo), **89**
- Ahidjo, Ahmadou** (Président du Cameroun), **48**
- Akinfosile, Olu** (Ministre des communications du Nigeria), **79**
- Aman, Richard** (Ministre de Suisse ad personam au DPF, puis Ambassadeur de Suisse à Bangkok), **22, 90, 99**
- Amstein, André** (Fonctionnaire au Ministère Public de la Confédération, puis Chef de la Police fédérale dès 1962), **99, 105, 133, 170**
- Ana, Marcos** (Poète espagnol. Nom véritable: Fernando Macarro-Castillo), **108**
- Andres, Ernst** (collaborateur du DPF), **86, 114, 128**
- Annasohn, Jakob** (Chef de l'EMG de l'Armée suisse), **9**
- Ansermet, Ernest** (Chef d'orchestre, Directeur de l'Orchestre de la Suisse romande), **108**
- Aron, Raymond** (Professeur à l'Université de Paris et éditorialiste), **142**
- Aschinger, Franz** (Rédacteur économique à la *Neue Zürcher Zeitung*), **62, 63**
- Assogba, Oke** (Ministre des Affaires étrangères du Dahomey), **8**
- Bachmann, Ernst** (Conseiller aux Etats), **167**
- Bächtold, Jakob** (Conseiller national), **125**
- Baldoni, Corrado** (Ambassadeur d'Italie à Berne), **20, 22, 169**
- Ball, George W.** (Sous-Secrétaire chargé des affaires économiques au Département d'Etat américain), **17, 21, 62, 63, 64, 65, 66, 73, 74, 123, 142**
- Bandaranaike Dias, Sirimavo Rattwatte** (Premier Ministre de Ceylan), **175**
- Barth, Karl** (Professeur de théologie à l'Université de Bâle), **108**
- Bastian Pinto, Luis** (Ambassadeur du Brésil à La Havane), **171**
- Batista Zaldivar, Fulgencio** (Chef de l'Etat cubain jusqu'en décembre 1958), **164**
- Baudet, Philippe** (Ambassadeur de France à Berne dès janvier 1962), **62, 82**
- Baudouin I<sup>er</sup>** (Roi de Belgique), **139**
- Bauer, Friedrich** (Vice-Directeur de la Division du commerce du DFEP), **92**
- Baumgartner, Franz** (Banquier suisse), **176**
- Baumgartner, Wilfrid** (Ministre français des Finances jusqu'en janvier 1962), **31, 91**
- Bea, Augustin** (Cardinal), **9**
- Béavogui, Louis Lansana** (Ministre guinéen des Affaires étrangères), **58**
- Ben Aouda, Mostefa** (Colonel algérien), **56**
- Ben Bella, Ahmed** (Dirigeant algérien, Président du Conseil des Ministres en 1962, Président de la République en 1963), **55, 56, 77, 127, 137**
- Ben Salah, Ahmed** (Secrétaire d'Etat tunisien au Plan et aux Finances), **5**
- Ben Toumi, Amar** (Ministre algérien de la Justice dès 1962), **137**

- Benamar, Mohammed** (Représentant du gouvernement algérien à Genève), **156**
- Ben Kheda, Benyoussef** (Président du Gouvernement provisoire de la République algérienne), **77**
- Bennett, William Andrew Cecil** (Premier ministre de la province de Colombie-Britannique canadienne), **12**
- Bentami, Djilali** (Ambassadeur d'Algérie à Berne dès juin 1963), **156**
- Berger, Gallus** (Conseiller national), **108**
- Berger, Samuel D.** (Ambassadeur des Etats-Unis à Séoul), **7**
- Bernath, Erwin** (Ambassadeur de Suisse à Rabat), **156**
- Bernheim, Jacques** (Administrateur civil français, fonctionnaire à la Direction des relations économiques extérieures), **182**
- Besche, Hubert de** (Secrétaire général suppléant au Ministère suédois des Affaires étrangères), **4**
- Bielka, Erich** (Secrétaire d'ambassade, puis Secrétaire général du Ministère autrichien des Affaires étrangères dès 1962), **4, 88**
- Bieri, Fred** (Conseiller d'ambassade au DPF), **25**
- Bindschedler, Rudolf** (Jurisconsulte du DPF), **27, 69, 106, 112, 114, 130, 142, 147, 167**
- Birkelbach, Willi** (Parlementaire allemand et européen), **46**
- Black, Eugen Robert** (Président de la BIRD jusqu'en 1962), **36**
- Blackett, Patrick Maynard Stuart** (Physicien britannique), **129**
- Blumenthal, Michael W.** (Secrétaire au Département d'Etat américain, chargé des affaires économiques), **179**
- Bock, Fritz** (Homme politique autrichien, Ministre du Commerce), **17, 46, 130, 160**
- Bodard, Lucien** (Auteur et journaliste français), **136**
- Boetschi, Robert** (Consul général de Suisse à Léopoldville jusqu'en 1962), **70**
- Boghdadi, Abdullatif Mahmud** (Homme politique égyptien, Vice-Ministre du Commerce), **76, 188**
- Boissier, Léopold** (Président du CICR), **113, 129, 158**
- Bonin, Georges** (Inspecteur français des Finances, fonctionnaire à la Direction des relations économiques extérieures), **182**
- Bonvin, Roger** (Conseiller national puis Conseiller fédéral, chef du DFFD dès septembre 1962), **16, 113, 118, 125, 131, 167, 169**
- Borel, Alfred** (Conseiller national), **136**
- Borel, Georges** (Conseiller national), **136**
- Borovicka, Josef** (Ressortissant tchécoslovaque), **133**
- Bösch, Emil** (Conseiller national), **131, 136**
- Bosshard, Robert** (Colon suisse en Tunisie), **75**
- Bossi, Walter** (Ambassadeur de Suisse à Tunis), **5, 35, 38**
- Boulharouf, Taïeb** (Diplomate algérien), **67**
- Boumaza, Bachir** (Ministre algérien de l'Economie nationale), **184**
- Boumédiène, Houari** (Ministre algérien de la Défense), **137**
- Bourgknecht, Jean** (Conseiller fédéral, chef du DFFD jusqu'en septembre 1962), **3, 6, 8, 9, 30, 31, 36, 51, 57, 74, 90**
- Bourguiba, Habib** (Chef de l'Etat tunisien), **35, 38**
- Brenni, Franco** (Ambassadeur de Suisse à Lisbonne), **136**
- Brentano, Heinrich von** (Ministre des Affaires étrangères de la RFA), **124**
- Bretscher, Willy** (Rédacteur en Chef de la *Neue Zürcher Zeitung*, Conseiller national), **136, 167, 169, 187**
- Bringolf, Walter** (Conseiller national), **108**
- Brogie, Jean de** (Secrétaire d'Etat français chargé des affaires algériennes), **137**
- Bruggmann, Karl** (Ancien Ministre de Suisse à Washington), **178**
- Brunet, Jacques** (Gouverneur de la Banque de France), **31**
- Brunner, Edouard** (collaborateur au DPF), **16**
- Bucher, Giovanni Enrico** (Ambassadeur de Suisse à Lagos), **3, 10, 23, 67, 79, 119**
- Bühler, Hans** (Vice-Directeur de la Division du commerce du DFEP), **173**
- Bundy, McGeorge** (Conseiller à la Sécurité nationale du Président J. F. Kennedy), **46, 54**
- Buraas, Anders** (Directeur du bureau d'information de l'AELE à Washington), **65**
- Burckhardt, Jakob** (Chef de la Division des organisations internationales du DPF), **5, 36, 39, 40, 70, 79, 89, 93, 106, 112, 129, 158**
- Burckhardt, Peter Leonhard** (Sous-Chef de l'EMG de l'Armée suisse), **33**
- Burdett, William C.** (Fonctionnaire au Département d'Etat américain), **181**
- Cabral, Amilcar** (Dirigeant nationaliste guinéen), **163**

- Cadieux, Marcel** (Sous-Secrétaire au Ministère canadien des Affaires étrangères), **12**
- Caillat-Bordier, Claude** (Chef de la Section des affaires administratives du DPF, puis Conseiller à l'ambassade de Suisse à Paris dès 1963), **142, 166**
- Calasso, Giuseppe** (Parlementaire communiste italien, expulsé de Suisse), **170**
- Calzada, Manuel de la** (Conseiller à l'ambassade d'Espagne à Berne), **99**
- Campiche, Samuel François** (Adjoint, puis Chef suppléant de la Division des organisations internationales du DPF dès juillet 1961), **114, 128, 130, 154, 165**
- Carli, Guido** (Gouverneur de la Banque d'Italie), **150**
- Carrillo, Carlos** (Chef du protocole du Ministère cubain des Relations extérieures), **164, 168**
- Carter, William C.** (Conseiller spécial pour les communications par satellite du Secrétaire adjoint pour les affaires économiques du Département d'Etat américain), **128**
- Castro, Fidel** (Chef du gouvernement cubain), **106, 137, 141, 148, 164, 167, 171**
- Cattanach, Alex A.** (Assistant Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère canadien des Affaires étrangères), **12**
- Cattani, Attilio** (Représentant italien auprès de l'OECE), **142**
- Challet, Henri** (Directeur des téléphones à Lausanne), **70**
- Chang, Myon** (Premier Ministre de Corée du Sud jusqu'en mai 1961), **7**
- Chaudet, Paul** (Conseiller fédéral, chef du DMF), **3, 6, 9, 22, 30, 51, 74, 90, 104, 113, 125, 131, 167, 169**
- Chelli, Zouhir** (Ambassadeur de Tunisie à Berne), **28**
- Chen, Yi** (Ministre chinois des Affaires étrangères), **93**
- Ching-Chuan, Li** (Ambassadeur de Chine à Berne), **122, 169**
- Clausewitz, Carl** (Général prussien et auteur militaire), **41**
- Cleveland, Harlan** (Fonctionnaire au Département d'Etat américain), **126**
- Clottu, Paul** (Chef de la Division des affaires administratives du DPF), **39**
- Coigny, André** (Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Madrid), **155**
- Conzett, Hans** (Conseiller national), **108, 136**
- Corson, Henri** (Fonctionnaire français, Sous-Directeur à la Direction des relations économiques extérieures), **182**
- Couve de Murville, Maurice** (Ministre français des Affaires étrangères), **38, 55, 77, 91, 93, 94, 101, 125, 139, 142, 151, 160, 162**
- Cuénoud, Pierre** (Adjoint à la Division des affaires politiques du DPF), **103**
- Curchod, Theodor** (Chargé d'affaires ad interim à l'ambassade de Suisse à Colombo), **175**
- Cuttat, Jacques-Albert** (Ambassadeur de Suisse à New Delhi), **129, 158**
- Daeniker, Armin** (Ambassadeur de Suisse à Londres), **62, 117, 123**
- Dahlab, Saab** (Ministre algérien des Affaires étrangères), **77**
- David, Václav** (Ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères), **143**
- Davis, William True** (Ambassadeur des Etats-Unis à Berne), **183**
- Davis, Wilmot** (Sous-Secrétaire d'Etat du Liberia), **145**
- Delaloye, Bernard** (Adjoint au Département des télécommunications de la Direction générale des PTT), **114**
- Delleci, Noureddine** (Directeur du Commerce extérieur au Ministère algérien du Commerce), **184**
- Dessibourg, Louis** (Chef de section à la Police fédérale des étrangers), **156**
- Develliers** (Secrétaire général du Ministère sud-africain de la Défense), **174**
- Diakité, Moussa** (Ministre-Gouverneur de la Banque de Guinée), **58**
- Diallo, Alpha** (Secrétaire général du Ministère guinéen des Affaires étrangères, puis secrétaire d'Etat à l'Information et au Tourisme), **58**
- Diez, Emanuel** (Chef du Service juridique du DPF), **43, 59, 91, 112, 143, 147, 172, 185**
- Dillon, Douglas** (Secrétaire au Trésor américain), **1, 17**
- Diop, Alassane** (Ministre guinéen des Communications), **58**
- Doleschal, Max** (Directeur général de Publicitas), **188**
- Douglas, Paul Howard** (Sénateur américain), **142**
- Douglas-Home, Sir Alec** (Chef du Foreign Office), **93**
- Dubois, René** (Ancien Procureur général de la Confédération), **99**
- Dufour, Ferdinand** (Adjoint au DPF), **11**

- Dulles, John Foster** (Ancien Secrétaire d'Etat américain), **41**
- Dumont, Beat** (Adjoint au DPF), **142, 169**
- Dürrenmatt, Peter** (Conseiller national et rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*), **125, 167**
- Egger, Walter** (Rédacteur en chef du *Bund*), **167**
- Eisenhower, Dwight David** (Président des Etats-Unis jusqu'en janvier 1961), **178**
- El-Dib, Mohamed Fathi** (Ambassadeur d'Egypte à Berne), **188**
- El-Kaysouni, Abdel Moneim** (Ministre égyptien de l'Economie), **76, 173**
- Erhard, Ludwig** (Ministre de l'Economie de la RFA et Président du Conseil des ministres de la CEE en 1961, Chancelier de la RFA dès octobre 1963), **34, 74**
- Erlander, Tage** (Premier Ministre suédois), **6**
- Escher, Alfred** (Ambassadeur de Suisse à Cologne), **25**
- Escher, Hans Konrad** (Directeur général du Crédit Suisse), **59**
- Etter, Philipp** (Ancien Conseiller fédéral), **90**
- Faure, Maurice** (Homme politique français), **94**
- Ferguson, C. Vaughan, Jr.** (Fonctionnaire au Département d'Etat américain), **48**
- Figures, Frank E.** (Secrétaire général de l'AELE), **4, 17, 27**
- Figini, Emilio** (Chef de section au DFPCF), **146**
- Fischer, Beat von** (Ambassadeur de Suisse à Vienne et représentant de la Suisse auprès de l'AIEA), **88**
- Fischer, Heinrich von** (Secrétaire général de l'Aide suisse à l'Europe), **46**
- Fofana, Abdoulaye** (Ministre sénégalais, président du Conseil des ministres dès 1963), **163**
- Fouchet, Christian** (Ministre français de l'Information, puis ministre de l'Instruction publique dès décembre 1962), **53, 74, 126, 142**
- Franco, Francisco** (Chef de l'Etat espagnol), **14, 108**
- Franzoni, Enrico** (Conseiller national), **136**
- Frasca, Felice** (Expert italien au Congo), **70**
- Frei, Rudolf** (Collaborateur au DPF), **61**
- Frey, Hans-Karl** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Washington, puis Conseiller auprès du gouvernement rwandais dès 1963), **124, 172**
- Frick, Robert** (Commandant de corps, Chef de l'Instruction de l'Armée), **9**
- Fritschy, Francis** (Suisse emprisonné en Guinée), **18, 47, 58**
- Fuchss, Werner** (Ambassadeur de Suisse à Athènes), **15, 76**
- Fumasoli, Mario** (Ambassadeur de Suisse à Madrid), **14, 176**
- Furgler, Kurt** (Conseiller national), **157**
- Furrer, Adolf** (Conseiller national), **136**
- Fürst, Hans** (Procureur général de la Confédération), **133**
- Gander, Christian** (Secrétaire au DPF), **127**
- Ganz, Anton Roy** (Ambassadeur de Suisse à Belgrade), **29, 109**
- Garcia Llovera, Juan-Luis** (Officier de police espagnol), **99, 105**
- Garcia-Trevijano, J. A.** (Directeur général de l'Office espagnol de l'émigration), **155**
- Gasser, Hans Wilhelm** (Consul général de Suisse à New-York), **147**
- Gaulle, Charles de** (Président de la République française), **3, 26, 35, 38, 49, 53, 67, 74, 82, 88, 89, 91, 101, 123, 124, 125, 126, 130, 136, 139, 142, 162, 181**
- Gbedemah, Komla Agbeli** (Ministre ghanéen des Finances), **75**
- Geiser, Auguste** (Secrétaire de l'ambassade de Suisse à Ottawa, puis Adjoint au DPF dès janvier 1962), **5, 47, 59, 134, 157**
- Geissler, Paul** (Suisse emprisonné en Tchécoslovaquie), **30**
- Gerhardsen, Einar** (Premier Ministre norvégien), **65**
- Gillet, Robert** (Directeur de Cabinet au Ministère français des Affaires étrangères), **38**
- Girsberger, Pierre** (Directeur du Crédit Suisse), **59**
- Gitermann, Valentin** (Conseiller national), **108**
- Godet, Rémy** (Chef de section auprès du Délégué à la Coopération technique du DPF), **25, 28**
- Golay, Marcel** (Professeur et Directeur de l'Observatoire de l'Université de Genève), **154**
- Goldmann, Nahum** (Président du Congrès juif mondial), **147**
- Gonard, Samuel** (Commandant du premier Corps d'Armée suisse), **9, 113, 137**
- Gonda, Vaclav** (Ressortissant tchécoslovaque), **133**

- Gorbach, Alfons** (Chancelier autrichien), **46, 65, 88**
- Gottret, Paul** (Diplomate suisse), **149**
- Graf, Auguste** (Ressortissant suisse expulsé d'Algérie), **185**
- Graffenried, Egbert, von** (Ambassadeur de Suisse à Stockholm), **29**
- Grandjean, Denis** (Adjoint au DPF), **48**
- Grässli, Max** (Chef de la Division des affaires administratives du DPF), **127, 130**
- Grendelmeier, Alois** (Conseiller national), **44, 76**
- Grey, Paul Francis** (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berne), **64, 165**
- Greyerz, Walo von** (Conseiller national), **136**
- Gromyko, Andrej Andrejewitsch** (Ministre soviétique des Affaires étrangères), **60, 93**
- Gronchi, Giovanni** (Chef de l'Etat italien), **22, 51, 90**
- Grütter, Fritz** (Conseiller national), **187**
- Gschwind, Hugo** (Président de la Direction générale des CFF), **146**
- Guevara, Ernesto** (Révolutionnaire d'origine argentine, membre du gouvernement cubain), **168**
- Guillaume, Lucien** (Chef de la Délégation suisse à la Commission de surveillance des Nations neutres pour l'Armistice en Corée), **3, 7**
- Guisan, Henri** (Général, Commandant en Chef de l'Armée suisse 1939–1945), **30**
- Gustav VI**, (Roi de Suède), **90**
- Haberler, Gottfried** (Economiste autrichien), **46**
- Haller, Edouard de** (Ambassadeur de Suisse à La Haye jusqu'en juin 1962), **29**
- Hallstein, Walter** (Juriste et homme politique allemand, Président de la Commission exécutive de la CEE), **30, 124**
- Hammar skjöld, Dag** (Secrétaire général des Nations Unies jusqu'en septembre 1961), **11, 51**
- Harriman, Averell** (Sous-Secrétaire d'Etat américain dès 1963), **93**
- Hartmann, Rolf** (Délégué de l'Union suisse des paysans), **135**
- Hartmann, Rudolf** (Chef de la mission suisse en Corée, puis collaborateur à la Division des organisations internationales du DPF), **25, 114**
- Hasbrouck, Jan** (Journaliste américain), **17, 25**
- Hassan II** (Roi du Maroc), **56**
- Hassel, Kai-Uwe von** (Ministre allemand de la Défense), **124**
- Hay, Alexandre** (Directeur de la BNS), **91**
- Heath, Edward** (Lord du Sceau privé britannique dès octobre 1963), **27, 30, 32, 63, 64, 125, 142**
- Heimo, Marcel** (Conseiller d'ambassade au DPF), **117**
- Heller, Jacques de** (délégué du CICR), **137**
- Hentsch, Conrad** (Associé de la banque Hentsch & Co.), **150**
- Herter, Christian** (Homme politique américain, ancien Sous-Secrétaire d'Etat), **178, 179, 181**
- Hess, Hansjörg** (Chef de la section des affaires politiques du DPF), **5, 12, 16, 47, 54, 59, 91, 92, 112, 134, 138, 150, 157, 161, 173**
- Hirsch, André** (Dirigeant de la Banque Mercantile de Genève), **157**
- Hohl, Alfred** (Collaborateur du DPF), **145**
- Holvoet, Georges** (Directeur général du ministère belge des Affaires étrangères), **85**
- Holzer, Max** (Directeur de l'OFIAMT), **15, 22, 103, 109**
- Homberger, Heinrich** (Directeur du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **17, 37, 135**
- Hoover, Herbert** (Ancien Président des Etats-Unis), **178**
- Houphouët-Boigny, Félix** (Président de la Côte d'Ivoire), **48**
- Huber, Hans** (Directeur au premier Département de la BNS), **176**
- Hull, Cordell** (Ancien Secrétaire d'Etat américain), **178**
- Humphrey, John Peter** (Directeur de la Division des droits de l'homme des Nations Unies), **177**
- Hurni, Auguste** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Rome), **170**
- Imhoof, Werner** (Chef du Secrétariat des Suisses à l'étranger de la Nouvelle Société Helvétique et correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Washington), **181**
- Iselin, Jürg Andreas** (Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Cologne), **29**
- Jaccard, Maurice** (Chef de section à l'Office central fédéral chargé des questions relatives aux Suisses à l'étranger du DPF), **186**
- Jackling, Roger William** (Diplomate britannique), **64**

- Jacobsson, Per** (Directeur général du FMI, décédé en 1963), **57, 118**
- Jaeckle, Erwin** (Conseiller national jusqu'en septembre 1962), **30**
- Janner, Antonino** (Chef de section à la division des affaires politiques du DPF), **24, 88, 92, 109, 111, 112, 143, 186**
- Jean XXIII** (Pape), **9, 148**
- Jolles, Paul Rudolf** (Délégué aux accords commerciaux, puis Chef du Bureau de l'intégration dès décembre 1961), **8, 17, 32, 37, 41, 43, 46, 52, 59, 62, 63, 64, 65, 74, 91, 100, 101, 117, 123, 126, 130, 151, 160**
- Joss, Max** (Consul de Suisse à Conakry), **18, 47, 58**
- Jost, Roland** (Porte-parole de l'Office fédéral des assurances sociales), **103**
- Joxe, Louis** (Ministre français chargé des affaires algériennes, puis chargé de la réforme administrative dès novembre 1962), **56, 77**
- Jugow, Anton** (Premier Ministre bulgare), **58**
- Juri, René** (Directeur de l'Union suisse des paysans), **155**
- Käch, Arnold** (Directeur de l'Administration militaire fédérale), **23, 174**
- Kappeler, Dietrich** (Deuxième Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Alger), **132, 156, 187**
- Kassem, Abdul Karim** (Premier Ministre irakien), **137**
- Kaufmann, Hansjakob** (Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Bangkok jusqu'en 1961, puis à Bogota), **13**
- Kayibanda, Grégoire** (Président du Rwanda), **104, 153**
- Keating, Kenneth Barnard** (Sénateur américain), **138**
- Kekkonen, Urho** (Président de la Finlande), **46**
- Keller, Guy von** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Paris, puis Ambassadeur à Accra dès décembre 1962), **5, 38, 145**
- Keller, Hans** (Délégué du Conseil fédéral à la coopération technique puis Ambassadeur à Pékin dès avril 1963), **8, 39, 40, 45, 58, 79, 80, 96, 104, 115, 116, 122, 127, 130, 136, 153, 175**
- Keller, René** (Ambassadeur de Suisse à Accra, puis à Ankara dès juillet 1962), **58, 75, 104, 157**
- Kellermann, Henry J.** (Conseiller à l'ambassade des Etats-Unis à Berne), **126, 165**
- Kellogg, Frank Billings** (Ancien Secrétaire d'Etat américain), **167**
- Kennedy, John Fitzgerald** (Président des Etats-Unis, décédé en novembre 1963), **1, 41, 46, 51, 54, 60, 65, 74, 94, 106, 112, 121, 123, 130, 131, 142, 144, 151, 162, 178, 179, 181, 183**
- Kennedy, Robert Francis** (Ministre américain de la Justice), **16, 121**
- Kessler, Eric** (Ambassadeur de Suisse à Ankara jusqu'en 1962), **100, 104**
- Ketterer, Karl** (Directeur de Migros-Türk et Député au Grand Conseil zurichois), **155**
- Khemisti, Mohamed** (Ministre algérien des Affaires étrangères de 1962 à 1963), **137**
- Khobzi, Mohamed** (Ministre algérien du Commerce), **132**
- Khrouchtchev, Nikita** (Premier Secrétaire du Parti communiste et Premier Ministre soviétique), **25, 46, 107, 166, 167**
- Kim, Jong-Pil** (Adjoint du Président de la Corée du Sud), **7**
- Kimche, Jon** (Auteur), **30**
- Kiouane, Abderrahmane** (Sous-Directeur du Ministère algérien du Commerce), **184**
- Klöti, Emil** (Juge suppléant à la Cour de cassation du Canton de Zurich), **108**
- Kohli, Robert** (Chef de la Division des affaires politiques du DPF jusqu'en septembre 1961), **15, 16, 18, 19, 25, 29, 54, 103, 172, 175**
- Koszutski, Jozef** (Ambassadeur de Pologne à Berne), **60, 92**
- Kouzmine, Iossif Iossifovitch** (Ambassadeur de l'URSS à Berne), **46**
- Krapf, Kurt** (Vice-Directeur de la Fédération suisse du Tourisme), **175**
- Kreisky, Bruno** (Ministre autrichien des Affaires étrangères, Président de l'AELE dès 1961), **3, 34, 46, 66, 88, 131, 161**
- Krim, Belkacem** (Ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire de la République Algérienne), **3, 56**
- Kristensen, Thorkil** (Secrétaire général de l'OECE), **24**
- Kroll, Hans Anton** (Ambassadeur de la RFA à Moscou jusqu'en septembre 1962), **25**
- Kübler, Arnold** (Auteur), **108**
- Kuneralp, Zeki** (Ambassadeur de Turquie à Berne), **157**

- Kurth, Alexis** (Vice-Consul de Suisse à La Havane), **164**
- Kuznetsov, Vasily Vasilyevich** (Vice-Ministre soviétique des Affaires étrangères), **44**
- Laghzaoui, Mohammed** (Représentant personnel du Roi du Maroc), **56**
- Lahr, Rolf** (Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères de la RFA), **131**
- Lakhdari, Abdel Monain** (Directeur au Ministère algérien des Affaires étrangères), **132**
- Lall, K. B.** (Ambassadeur de l'Inde à Bruxelles), **78**
- Laloy, Jean** (Chef de section au Ministère français des Affaires étrangères), **166**
- Lange, Gunnar** (Ministre suédois de l'Economie), **46, 63, 183**
- Langenberger, Alfred** (Vice-Directeur aux PTT, puis Directeur général dès 1962), **79**
- Lardy, Paul** (Juriste à l'Association suisse des banquiers), **12**
- Lee, Lim** (Général de l'Armée de la Corée du Sud), **7**
- Lejeune, Max** (Membre du Parti socialiste français), **49**
- Lenz, Charles** (Directeur général des Douanes), **90**
- Leuenberger, Hermann** (Conseiller national et Président de l'Union syndicale suisse), **108**
- Lindt, August Rudolf** (Ambassadeur de Suisse à Washington, puis Délégué du Conseil fédéral à la coopération technique dès janvier 1963), **1, 11, 13, 17, 19, 28, 29, 41, 48, 54, 57, 61, 95, 104, 106, 107, 121, 126, 127, 130, 134, 136, 152, 158, 153, 172, 175**
- Linner, Sture** (Fonctionnaire aux Nations Unies), **70**
- Lippman, Walter** (Journaliste américain), **41**
- Lloyd, Selwyn** (Ministre britannique des Finances), **24**
- Locher, Kurt** (Vice-Directeur de l'Administration fédérale des contributions), **1**
- Lojendio Irure, Juan Pablo de, Marquis de** (Ambassadeur d'Espagne à Berne dès janvier 1962), **99, 105**
- Long, Olivier** (Délégué aux accords commerciaux et Chef de la Délégation suisse près l'AELE), **3, 4, 5, 27, 28, 41, 47, 56, 59, 65, 67, 101, 123, 127, 135, 182**
- Lüchinger, Hans Georg** (Avocat), **157**
- Lumumba, Patrice Emery** (Homme politique congolais), **70**
- Luns, Joseph Marie Antoine** (Ministre hollandais des Affaires étrangères), **142**
- Luy, Marcel** (Chargé d'affaires à l'ambassade de Suisse à Djeddah jusqu'en juillet 1961, puis à Tunis jusqu'en septembre 1962, puis Chef de la Mission suisse en Corée jusqu'en avril 1963), **18**
- Macmillan, Harold** (Premier Ministre britannique), **3, 82, 131**
- Mäder, Elmar** (Directeur de la Police des étrangers), **15, 99, 103**
- Maga, Coutoucou Hubert** (Président du Dahomey), **75**
- Magistrati, Massimo** (Ambassadeur d'Italie au Caire), **173**
- Magruder, Carter Bowie** (Commandant de l'Armée américaine en Corée), **7**
- Maillard, André** (Rédacteur à la Division des organisations internationales du DPF de 1961 à 1962, puis Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Washington), **36**
- Mansholt, Sicco Leendert** (Commissaire européen à l'Agriculture), **125, 151**
- Marcuard, Sigismond** (Chargé d'affaires à l'ambassade de Suisse à Bagdad, puis Ambassadeur à Alger), **127, 132, 137, 156, 184, 185**
- Maret, Arthur** (Conseiller d'Etat vaudois), **14**
- Margerie, Christian de** (Directeur des accords commerciaux au Ministère français des Affaires étrangères), **135**
- Mark, Wilhelm** (Lieutenant-Colonel de l'Armée suisse), **167**
- Martin, Victor** (Conseiller à l'ambassade de Suisse au Caire), **141, 164**
- Masnata, Silvio** (Chargé des affaires économiques à l'ambassade de Suisse au Caire), **40, 173**
- Maspoli, Franco** (Conseiller national), **19, 90**
- Masset, Charles** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Rio de Janeiro, puis à La Havane dès décembre 1961), **141, 164**
- Maurice, Robert** (Ambassadeur de Suisse à Bruxelles jusqu'en décembre 1961, puis au Caire dès octobre 1962), **52, 85, 104, 173**
- May, Pierre von** (Juriste au DPF, puis Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Montevideo de septembre 1961 à 1962, puis détaché à la Division des Intérêts étrangers), **164**
- Mayaki, Amadou** (Ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie), **59**



- Mayer, René** (Homme politique français), **94**
- Mayland, René** (Adjoint à la Division du Commerce du DFEF), **8**
- Mazzolini, Ulisse** (Exécuteur testamentaire de la Fondation Balzan), **22, 90**
- McCarthy, Joseph Raymond** (Homme politique américain), **41**
- McKinney, Robert Moody** (Ambassadeur des Etats-Unis à Berne), **17, 21, 25, 62, 126**
- McNamara, Robert Strange** (Ministre américain de la Défense), **65**
- Mehnert, Klaus** (Journaliste allemand), **136**
- Mekidèche, Ferhat** (Directeur des finances extérieures au Ministère algérien des Finances), **184**
- Melen, Ferit** (Ministre turc des Finances), **157**
- Meloy, Francis E.** (Chef de section au Département d'Etat américain), **181**
- Mentha, Eric** (Adjoint, puis Chef de section au Service de la Coopération technique du DPF dès 1962), **45, 61, 158**
- Merchant, Livingston Tallmadge** (Ambassadeur des Etats-Unis à Ottawa), **139, 142**
- Mercier, Marcel** (Ancien Attaché militaire de l'ambassade de France à Berne), **99**
- Merlin, Roger** (Adjoint à l'OFIAMT), **155**
- Messmer, Erich** (Suppléant du Délégué à la Coopération technique), **28, 39, 59, 80, 84, 134**
- Micheli, Pierre** (Secrétaire général du DPF), **2, 5, 11, 14, 15, 16, 18, 23, 26, 28, 29, 33, 35, 37, 38, 40, 42, 46, 47, 50, 52, 56, 58, 59, 60, 64, 65, 69, 73, 75, 76, 79, 82, 85, 86, 87, 88, 91, 94, 95, 98, 99, 101, 103, 104, 106, 109, 112, 117, 119, 123, 126, 127, 129, 130, 132, 134, 135, 137, 138, 141, 142, 143, 145, 146, 148, 149, 150, 155, 156, 157, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 173, 174, 176, 177, 180, 185, 187, 188**
- Millikan, Max** (Universitaire américain), **46**
- Mokaddem, Sadok** (Ministre tunisien des Affaires étrangères), **35**
- Monfrini, Henri** (Conseiller national), **136**
- Monnet, Jean** (Ancien Président de la CECA), **27, 32, 46, 73, 94, 124, 142**
- Montan, Nils** (Ambassadeur, Délégué de la Suède près l'AELE), **27**
- Moos, Ludwig von** (Conseiller fédéral, Chef du DFJP), **3, 6, 9, 20, 22, 30, 51, 60, 74, 99, 105, 109, 113, 125, 131, 147, 156, 167, 169**
- Moos, Werner von** (Ressortissant suisse, Directeur de Hochstrasser Ltd. à Istanbul), **157**
- Moro, Aldo** (Homme politique italien), **180**
- Moser, Emilio** (Chef de section, puis Vice-Directeur de la Division du Commerce du DFEF dès 1963), **5, 8, 40, 47, 59, 119, 134**
- Motta, Cristoforo** (Collaborateur, puis Vice-Directeur de l'Office fédéral des Assurances sociales), **155, 176**
- Motta, Riccardo** (Directeur général de la BNS), **140**
- Müller, Bruno** (Vice-Directeur de l'Administration fédérale des Finances), **57**
- Müller, Hans** (Chef d'entreprise), **39**
- Muñoz, Julio** (Homme d'affaires espagnol), **176**
- Musy, Pierre** (Attaché militaire suisse à Paris, puis Chef de section à l'EMG dès 1962), **49**
- Nager, Franz** (Membre de la Commission de Défense nationale du DMF), **9**
- Nakkache, Mohamed Seghir** (Ministre algérien de la Santé), **137**
- Narasimhan, Chakravarthi V.** (Chef de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies), **177**
- Nasser, Gamal Abdel** (Président égyptien), **35, 126, 139, 188**
- Naville, René** (Ambassadeur de Suisse à Pékin, puis à Lisbonne dès avril 1963), **122**
- N' Douré, Hamaciré** (Ministre malien du Commerce et de l'Industrie), **5**
- Nef, Victor** (Ancien Ambassadeur de Suisse à Ottawa), **16**
- Nenni, Pietro** (Chef du Parti socialiste italien), **180**
- Nicolet, Raymond** (Avocat), **18**
- Njoku, Raymond** (Ministre nigérian des Transports), **79**
- Nkrumah, Kwame** (Président du Ghana), **48, 75, 79**
- Nogueira, Alberto** (Ministre portugais des Affaires étrangères), **163**
- Nussbaumer, Charles-Albert** (Président du Conseil d'administration de la Société de Banque Suisse), **94**
- Oetterli, Max** (Secrétaire à l'Association suisse des banquiers), **91**
- Okotie-Eboh, Festus** (Ministre nigérian des Finances), **10**
- Olympio, Sylvanus** (Président du Togo), **48, 75**
- Oprecht, Hans** (Conseiller national), **22, 108**
- Orrick, William H.** (Suppléant de l'*Attorney General* des Etats-Unis), **16**
- Oser, Charles** (Chancelier de la Confédération), **6, 9, 19, 22, 30, 51, 74, 113, 120, 125, 167, 169**

- Pahud, Jean-Louis** (Ambassadeur de Suisse au Caire, puis à Bruxelles dès octobre 1962), **38, 40, 76, 139**
- Pajetta, Giancarlo** (Parlementaire italien), **170**
- Pallmann, Hans** (Président du Conseil de l'Ecole polytechnique fédérale), **39**
- Park, Chung-Hee** (Président de la Corée du Sud), **7**
- Parodi, André** (Ministre de Suisse à Prague, puis Ambassadeur dès juillet 1963), **143**
- Paye, Lucien** (Ambassadeur de France à Dakar), **163**
- Payot, René** (Journaliste), **101**
- Pazzaglia, Gino** (Directeur général adjoint de l'émigration au Ministère italien des Affaires étrangères), **103**
- Pedotti, Georges** (Membre de la Commission militaire d'électricité), **146, 155**
- Pellegrino, Giuseppe** (Parlementaire italien), **170**
- Pesson, Jean-Ch.** (Avocat), **176**
- Pestalozzi, Richard** (Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Paris jusqu'en 1961, puis Secrétaire au DPF dès 1962), **130, 136**
- Petitpierre, Max** (Ancien Conseiller fédéral), **2, 3, 5, 11, 13, 39, 51, 75, 113, 122, 142**
- Pfenninger, Rudolf** (Directeur général de la Société de Banque Suisse, membre du Conseil d'Administration d'I. G. Chemie jusqu'en 1961), **138**
- Pictet, François-Charles** (Collaborateur à la Division des affaires politiques du DPF, puis Secrétaire à l'ambassade de Suisse à Ankara dès 1962), **15**
- Pinto-Bull, Benjamin** (Porte-parole des mouvements indépendantistes guinéens), **163**
- Plaja, Eugenio** (Secrétaire général de l'Office italien d'émigration), **180**
- Pompidou, Georges** (Premier Ministre français), **82**
- Primault, Etienne** (Chef du service de l'aviation du DMF), **9**
- Probst, Raymond** (Chef de Section à la Division des affaires politiques du DPF), **3, 5, 12, 15, 16, 18, 23, 28, 33, 35, 47, 50, 54, 59, 71, 76, 77, 79, 81, 86, 87, 98, 99, 103, 105, 106, 108, 112, 127, 134, 145, 146, 155, 156, 157, 170, 173, 174, 178, 185, 187, 188**
- Quioc, Henri** (Fonctionnaire français, Conseiller pour les affaires étrangères à la Direction des affaires économiques), **182**
- Radoux, Lucien** (Parlementaire belge, puis européen dès novembre 1962), **52**
- Rapacki, Adam** (Ministre polonais des Affaires étrangères), **60**
- Redli, Markus** (Directeur de l'Administration des Finances du DFFD), **36, 37, 39, 57, 91**
- Rees, Albert** (Ancien collaborateur de l'Office suisse de compensation), **16**
- Reinhardt, Eberhard** (Directeur général du Crédit Suisse), **83, 116, 161**
- Rentsch, Hans Ulrich** (Secrétaire de la Délégation pour le rapatriement de citoyens suisses à Berlin jusqu'en 1961, Adjoint de la Division des organisations internationales en 1962, puis Chef du Service de Coopération technique du DPF dès 1963), **25, 158**
- Reverdin, Olivier** (Conseiller national), **44, 125, 167**
- Rey, Jean** (Membre de la Commission européenne), **151, 160**
- Rezkallah** (Chef du Service juridique du Ministère algérien des Affaires étrangères), **185**
- Rham, Jean de** (Ambassadeur de Suisse à Tokyo), **39**
- Rhee, Syngman** (Ancien président de la Corée du Sud), **7**
- Richard, Jean Charles August** (Chef de section à la Division des organisations internationales du DPF), **141, 164**
- Rieben, Edouard** (Ingénieur forestier), **129**
- Riesen, Armin** (Secrétaire du DFJP), **170**
- Riesen, Jean** (Secrétaire du Parti socialiste suisse), **187**
- Ritter, Jean-Pierre** (Juriste au Service juridique du DPF), **43, 50, 185**
- Roa Garcia, Raúl** (Ministre cubain des Affaires étrangères), **141, 148, 164, 168**
- Rohner, Willy** (Conseiller aux Etats), **76, 151**
- Römer-Spöri, Marion** (Ressortissante suisse), **155**
- Roosevelt, Franklin Delano** (Ancien Président des Etats-Unis), **178**
- Rosemberg, Lela** (Représentant de la famille Trujillo), **176**
- Rossier, Michel** (Gendarme), **77**
- Rostow, Walt W.** (Conseiller du Président des Etats-Unis), **46, 62**
- Rothenbühler, Fritz** (Secrétaire du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **113**

- Ruedi, Jacques** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à New Delhi), **182**
- Ruegger, Paul** (Juriste, ancien diplomate et ancien Président du CICR), **113**
- Rusk, Dean** (Secrétaire d'Etat américain), **60, 93, 95, 106, 107, 121, 181, 183**
- Ruzicka, Leopold** (Chimiste suisse, Prix Nobel en 1939), **108**
- Sablier, Edouard** (Journaliste), **38**
- Sabri, Ali** (Ministre égyptien des affaires présidentielles, puis Premier Ministre dès septembre 1962), **188**
- Salan, Raoul** (Général français), **49**
- Saxer, Arnold** (Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales), **15, 103**
- Schaefer, Alfred** (Membre du Conseil d'Administration d'I. G. Chemie, Président de la Direction générale de l'Union de Banques Suisses), **16, 138, 150**
- Schaetzel, J. Robert** (Fonctionnaire du Département d'Etat américain), **62**
- Schaffner, Hans** (Conseiller fédéral, chef du DFEP), **1, 3, 5, 6, 9, 10, 14, 20, 21, 22, 27, 29, 30, 31, 37, 42, 44, 46, 51, 52, 57, 63, 65, 74, 100, 101, 103, 112, 113, 119, 123, 125, 131, 146, 155, 157, 161, 167, 169, 178, 179**
- Schaller, Alfred** (Conseiller national), **136**
- Schmidheiny, Max** (Homme d'affaires suisse et Conseiller national), **76, 173, 188**
- Schmidlin, Théodore** (Consul général de Suisse à Saigon, puis Chef de section à la Division des affaires politiques du DPF dès avril 1962), **112, 143**
- Schmid-Ruedin, Philipp** (Conseiller national), **76**
- Schneeberger, Jean** (Conseiller chargé des affaires économiques à l'ambassade de Suisse à Rome, puis Adjoint de la Division des affaires politiques du DPF dès 1962), **50, 97, 98, 103, 148**
- Schnyder, Felix** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), **86, 149**
- Schnyder, Friedrich** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Washington), **16**
- Schröder, Gerhard** (Ministre de l'Intérieur de la RFA, puis des Affaires étrangères dès novembre 1961), **124**
- Schuler, Hans** (Membre du Conseil d'Administration de la Société de Banque Suisse), **136**
- Schuman, Robert** (Ancien ministre français des Affaires étrangères), **94**
- Schürch, Oscar** (Directeur de la Division de Police du DFJP), **129, 185**
- Schwarb, Ernst** (Secrétaire de l'Union centrale des associations patronales suisses), **155**
- Schwegler, Walter** (Président de la Direction générale de la BNS), **31, 57, 140, 176**
- Schweizer, Samuel** (Président du Conseil d'administration de la Société de Banque Suisse), **91**
- Seeliger, Günther** (Directeur général des relations extérieures de la CEE), **46, 160**
- Segni, Antonio** (Président de la République italienne), **90**
- Sékou Touré, Ahmed** (Président de la Guinée), **18, 48, 58, 163**
- Senaratne, Cedric** (Directeur ceylanais du Tourisme), **175**
- Senger, Willy Ernst** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Paris, chargé des affaires économiques), **135**
- Sicotte, Gilles** (Chef de division au Ministère canadien des Affaires étrangères), **12**
- Sigg, Werner** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Téhéran, chargé des affaires économiques), **104**
- Simon, André** (Vice-Consul de Suisse à Douala), **3, 56**
- Simon, François** (Acteur), **14**
- Singer, Mario** (Directeur général du Crédit Suisse), **150**
- Soldati, Agostino** (Ambassadeur de Suisse à Paris), **11, 35, 53, 55, 57, 69, 81, 82, 91, 93, 94, 115, 123, 125, 126, 142, 154, 162, 183**
- Soucek, Rudolf** (Ministre à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Berne), **143**
- Soustelle, Jacques** (Politicien français), **131**
- Spaak, Paul-Henri** (Ministre belge des Affaires étrangères), **42, 46, 52, 53, 85, 89, 125, 139, 142**
- Spinelli, Pier P.** (Secrétaire général adjoint aux Nations Unies), **89**
- Spühler, Willy** (Conseiller fédéral, Chef du DFPCF), **3, 6, 9, 22, 30, 51, 74, 79, 113, 120, 125, 131, 146, 167, 169**
- Stadelhofer, Emile** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Bruxelles, puis Ambassadeur à La Havane dès novembre 1961), **106, 107, 141, 148, 164, 168, 171**
- Staline, Joseph** (Homme d'Etat soviétique), **136**
- Stauffer, Paul Friedrich** (Collaborateur de la Division des affaires politiques du DPF), **87, 157**
- Stein, Rolf Alfred** (Auteur), **129**

- Stevenson, Adlai Ewing** (Ambassadeur des Etats-Unis à la Délégation permanente auprès des Nations Unies), **107**
- Stopper, Edwin** (Directeur de l'Administration des finances du DFFD jusqu'en 1961, puis Directeur de la Division du Commerce du DFEP), **5, 8, 10, 29, 31, 37, 40, 41, 42, 43, 46, 47, 52, 57, 64, 65, 68, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 91, 101, 117, 118, 123, 132, 134, 135, 148, 161, 173, 175, 182, 184**
- Storchi, Ferdinando** (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), **20, 22**
- Stoutz, Jean de** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Londres), **76**
- Strauss, Franz Josef** (Ministre de la Défense de la RFA), **124**
- Stroehlin, Jean** (Ambassadeur de Suisse à Abidjan), **40**
- Stucki, Walter Otto** (Ancien Délégué du Conseil fédéral pour les missions spéciales), **147**
- Studer, Jean** (Consul général de Suisse à Alger dès 1962), **81**
- Sullo, Fiorentino** (Ministre italien du Travail), **20, 22**
- Swaminathan, Shri T.** (Commissaire économique indien pour l'Europe de l'Ouest), **78**
- Taljaard, Cornelis Hendrik** (Ambassadeur d'Afrique du Sud à Berne), **174, 187**
- Tanner, Väinö** (Politicien finlandais), **46**
- Taverna, Hans** (Consul général honoraire de Suisse à Monrovia), **145**
- Tenchio, Ettore** (Conseiller national), **30**
- Tevoedjre, Albert** (Secrétaire d'Etat béninois pour l'Information), **8**
- Tewfik Abdel Fattah, Zakaria Mohamed** (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère égyptien de l'Economie), **76**
- Thalmann, Ernesto A.** (Ambassadeur de Suisse auprès des Nations Unies), **33, 36, 89, 177**
- Thévenaz, Pierre** (Conseiller à l'ambassade de Suisse à Athènes, chargé des Affaires économiques), **15**
- Thomann, Hans** (Membre de la Commission de défense nationale du DMF), **9**
- Thomas** (Ressortissant américain), **125**
- Torgeman, Tawfik** (Chargé d'affaires à l'ambassade de Tunisie à Berne), **5**
- Torrenté, Henry de** (Ancien Ambassadeur suisse, Membre du groupe de travail *Historische Standortbestimmung*), **142**
- Triantafillacos, Constantin** (Ambassadeur de Grèce à Berne), **15**
- Tribolet, Jean-Jacques de** (Ambassadeur de Suisse à Dakar), **59, 119, 132, 163**
- Tripet, André** (Chef de service au DPF), **56, 67, 79**
- Troendle, Max** (Ambassadeur de Suisse à Moscou), **44, 88**
- Trotsky, Léon** (Homme politique russe), **136**
- Trujillo, Rafael Leónidas** (Ancien Chef d'Etat de la République dominicaine), **176**
- Truman, Harry S** (Ancien Président des Etats-Unis), **24, 178**
- Tschudi, Hans Peter** (Conseiller fédéral, chef du DFI), **3, 9, 20, 22, 30, 51, 74, 83, 90, 113, 125, 167, 169, 170**
- Tshombé, Moïse Kapenda** (Premier Ministre de la République du Congo), **89**
- Tsui, Chi Yuan** (Chargé d'affaires à l'ambassade de Chine à Berne), **122**
- Tubman, William V.S.** (Chef d'Etat du Libéria), **145**
- Turner, B. R.** (Fonctionnaire aux Nations Unies), **36, 89**
- Tursky, Johann G.** (Ambassadeur d'Autriche à Berne), **46, 73, 131**
- Tyler, William Royall** (Sous-Secrétaire chargé des affaires européennes au Département d'Etat américain), **62, 107**
- U Thant, Sithu** (Secrétaire général des Nations Unies dès novembre 1962), **51, 85, 89, 107, 113, 149, 177**
- Ulrich, Richard** (Adjoint à l'Administration fédérale des finances), **104**
- Umbricht, Victor Hermann** (Ancien Directeur de l'administration fédérale des finances, représentant des Nations Unies au Congo), **11, 70**
- Undén, Östen** (Ministre suédois des Affaires étrangères jusqu'en septembre 1962), **60**
- Uri, Pierre** (Ancien membre de la Haute Autorité de la CECA, Directeur de l'Institut Atlantique, collaborateur scientifique de la Banque Lehman Brothers à New-York), **94**
- Valle Pando, Manuel del** (Attaché social à l'ambassade d'Espagne à Berne), **155**
- Van Voorst J. J.** (Deuxième Secrétaire à l'ambassade des Pays-Bas à Berne), **97**
- Vaney, Félix-Clément** (Chef de section à l'Office fédéral des transports), **146**
- Vermeil, Jean-Daniel** (Collaborateur à la Division du Commerce du DFEP), **47**

- Viladas, Ramon** (Avocat espagnol exilé à Paris), **14**
- Vine, Richard David** (Fonctionnaire au Département d'Etat américain, Assistant du Sous-Secrétaire G. Ball), **62, 66, 73**
- Voisard, Paul** (Missionnaire suisse en Guinée), **58**
- Wahlen, Friedrich Traugott** (Conseiller fédéral, chef du DPF), **3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 13, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 48, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 60, 62, 63, 64, 65, 66, 69, 70, 73, 74, 76, 79, 80, 82, 83, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 107, 108, 112, 113, 116, 118, 121, 122, 123, 125, 126, 129, 130, 131, 136, 138, 141, 142, 143, 145, 146, 148, 149, 151, 154, 158, 161, 162, 163, 164, 167, 169, 174, 178, 181, 183, 187**
- Weber, Felix** (Vice-Chancelier de la Confédération), **3, 9, 19, 22, 30, 51, 125, 131, 167**
- Weber, Jean-Pierre** (Conseiller d'ambassade au Caire, puis Chargé d'affaires ad interim au Consulat de Suisse à Wellington dès juin 1963), **38**
- Weitnauer, Albert** (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), **65, 112, 123, 172, 178, 179**
- Welck, Wolfgang Freiherr von** (Collaborateur au Ministère des Affaires étrangères de la RFA, puis Ambassadeur à Berne dès 1963), **167**
- Wenger, Otto Moritz** (Ancien directeur de Ciba, puis Consul général honoraire du Népal en Suisse, président du *Verein für tibetische Heimstätten in der Schweiz*), **129**
- Wey, Hugo Hans** (Collaborateur à l'ambassade de Suisse à la Havane), **164**
- White, Byron** (Assistant auprès de l'*Attorney General* des Etats-Unis), **16**
- Wick, Karl** (Conseiller national), **136**
- Widmer, Hans** (Conseiller d'ambassade à Ottawa, puis Consul général de Suisse à Munich dès mars 1962), **12**
- Wilhelm, Rolf** (Collaborateur du Service pour l'assistance technique du DPF), **104, 153**
- Williams, Mennen** (Sous-Secrétaire d'Etat pour les affaires africaines du Département d'Etat américain), **75**
- Wilmot Davis**, (Sous-Secrétaire d'Etat libérien), **145**
- Witz, Kurt** (Avocat de l'entreprise Losinger SA), **87**
- Wolf, Richard** (Vice-consul de Suisse à Monrovia), **145**
- Wormser, Olivier** (Directeur des affaires économiques et financières au Ministère français des Affaires étrangères), **17, 82**
- Zappulli, Cesare** (Journaliste italien), **170**
- Zehnder, Alfred** (Ambassadeur de Suisse à Ottawa, puis à Washington dès janvier 1963), **12, 54, 98, 112, 126, 138, 144, 164, 172, 181**
- Zellweger, Eduard** (Diplomate et homme politique suisse, Représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies au Laos entre 1960 et 1961), **11**
- Zendo, Ahmed** (Ministre égyptien de l'Economie), **173**
- Zhou Enlai**, (Premier Ministre chinois), **122**
- Züblin, Georg** (Commandant du troisième corps de l'Armée suisse), **9**
- Zumbühl, Robert** (Directeur du Département de justice et police du gouvernement cantonal zurichois), **108**
- Zutter, Philippe** (Ambassadeur de Suisse à Rome), **90, 103, 150**
- Zwahlen, Jean** (Juriste au DPF), **18, 156**
- Zyimana, Gaspar** (Ministre rwandais des Finances), **104**

VII.2. INDEX DES ORGANISATIONS  
 ORGANISATIONENREGISTER  
 INDICE DELLE ORGANIZZAZIONI

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Dans l'index publié ont été retenus les noms des entreprises, des organisations internationales, des partis politiques et des journaux. Les structures administratives et gouvernementales n'ont pas été prises en compte.

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. In den abgedruckten Index wurden die Namen von Unternehmen, internationalen Organisationen, politischen Parteien und Zeitungen aufgenommen. Verwaltungseinheiten und Regierungsstellen sind nicht aufgeführt.

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)**, 46, 74, 94, 112, 123, 125, 136, 160, 161, 178, 181, 182
- AELE**, cf. Association européenne de libre-échange
- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)**, 126
- Aide suisse à des régions extra-européennes**, 158
- Aide suisse à l'Europe**, 39, 61, 96, 127
- AIEA**, cf. Agence internationale de l'énergie atomique
- Air France**, 55
- Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift**, vgl. Revue militaire suisse
- Allgemeine Treuhand AG**, 39
- Allgemeines Zoll- und Handelsabkommen**, vgl. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- Aluminium Manufacturing Co**, 79
- American Society of International Law**, 1
- Anglo-Swiss Parliamentary Group**, 117
- Arabische Liga**, vgl. Ligue arabe
- Arbeitsgruppe für historische Standortbestimmung**, 37
- Association de la presse étrangère**, 25
- Association des banquiers privés de Suisse**, 140
- Association européenne de libre-échange (AELE)**, 3, 4, 6, 9, 17, 25, 27, 30, 32, 34, 42, 44, 46, 52, 63, 65, 68, 74, 94, 101, 102, 117, 123, 125, 126, 130, 131, 136, 151, 160, 161, 162
- Association internationale pour le développement**, 24
- Association suisse des banquiers**, 12, 72, 83, 91, 140, 150
- Association suisse pour le suffrage féminin**, 125
- Banca nazionale d'Italia**, 150
- Bank für internationalen Zahlungsausgleich (BIZ)**, vgl. Banque des Règlements internationaux
- Banque centrale de Guinée**, 58
- Banque de France**, 31
- Banque des Règlements internationaux (BRI)**, 31, 140
- Banque Genevoise de Commerce et de Crédit**, 176
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ou Banque mondiale**, 24, 48, 78
- Banque Mercantile**, 157
- Banque mondiale**, cf. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- Banque nationale suisse (BNS)**, 22, 72, 83, 116, 118, 140, 176
- Banque pour entreprises électriques**, 150
- BBC**, cf. Brown, Boveri & Cie
- BIRD**, cf. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- BIT**, cf. Bureau international du travail
- BIZ**, vgl. Banque des Règlements internationaux
- BNS**, cf. Banque nationale suisse
- BRI**, cf. Banque des Règlements internationaux
- British Columbia Bond Dealers Association**, 12
- British Columbia Electric Company Limited**, 12
- British Columbia Power Corporation Limited**, 12
- Brown, Boveri & Cie (BBC)**, 10, 22, 131, 161
- Bührlé & Co**, 33, 174, 187
- Bureau international du travail (BIT)**, 108, 149
- Business International**, 1
- CAD**, cf. Comité d'aide au développement de l'OCDE

- Canadian Bar Association**, 12
- Caritas**, vgl. Union suisse de Caritas
- CAS**, cf. Club alpin suisse
- CECA**, cf. Communauté européenne du charbon et de l'acier
- CED**, cf. Communauté européenne de défense
- CEE**, cf. Communauté économique européenne
- Centre européen de recherche nucléaire (CERN)**, 69
- CERN**, cf. Centre européen de recherche nucléaire
- CFF**, cf. Chemins de fer fédéraux
- Chambre du commerce de Belgique**, 42
- Chemins de fer fédéraux (CFF)**, 146
- Ciba**, 3, 61
- CICR**, cf. Comité international de la Croix-Rouge
- Club alpin suisse (CAS)**, 125
- COMECON**, cf. Conseil d'assistance économique mutuelle
- Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD)**, 24, 183
- Comité de l'assistance technique de l'ONU (CAT)**, 80, 149
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR)**, 14, 51, 75, 86, 110, 113, 129, 137, 148, 149, 158, 167, 169
- Comité suisse pour l'amnistie politique en Espagne**, 14, 108
- Commission de surveillance des nations neutres pour l'armistice en Corée (NNSC)**, 7, 13
- Commission fédérale des banques**, 72
- Commission préparatoire européenne de recherches spatiales (COPERS)**, 154
- Commission suisse pour la recherche spatiale**, 154
- Commonwealth**, 27, 32, 42, 64, 114, 123, 128, 130, 131
- Communauté économique européenne (CEE)**, 3, 4, 6, 17, 20, 22, 26, 30, 32, 34, 38, 42, 44, 46, 51, 52, 59, 60, 63, 64, 65, 68, 72, 73, 74, 82, 83, 88, 91, 94, 95, 101, 102, 103, 112, 114, 115, 117, 123, 124, 125, 126, 130, 131, 136, 139, 140, 142, 151, 160, 162, 163, 181, 182
- Communauté européenne de défense (CED)**, 142
- Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM)**, 102, 142
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)**, 4, 27, 53, 94, 102, 142, 162
- Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON)**, 46, 60
- Conseil de l'Europe**, 46, 120, 136
- Conseil européen des postes et télégraphes**, 114
- Contraves italiana**, 33
- COPERS**, cf. Commission préparatoire européenne de recherches spatiales
- Corriere della Sera**, 169, 170
- Council of Europe**, cf. Conseil de l'Europe
- Cour internationale de justice**, 89, 149
- Crédit Suisse**, 59, 94, 116, 150, 161
- Croix-Rouge américaine**, 148
- Croix-Rouge suisse**, 61, 75, 86, 158
- DAC**, cf. Comité d'aide au développement de l'OCDE
- Democrazia cristiana (DC)**, 20
- Der Bund**, 49
- Development Assistance Committee (DAC)**, cf. Comité d'aide au développement de l'OCDE
- Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie**, 5, 37, 59, 134, 135, 161, 169
- Dominion Mortgage and Investments Association**, 12
- Don suisse**, 39
- Ecole polytechnique fédérale (EPF)**, 39
- Edison**, 150
- EFTA**, vgl. Association européenne de libre-échange
- EGKS**, vgl. Communauté européenne du charbon et de l'acier
- Eidgenössische Bankenkommision**, vgl. Commission fédérale des banques
- Eidgenössische Technische Hochschule (ETH)**, vgl. Ecole polytechnique fédérale
- Electricity Corporation of Nigeria**, 10
- Entraide protestante**, 61
- EPE**, cf. Ecole polytechnique fédérale
- ETH**, vgl. Ecole polytechnique fédérale
- EURATOM**, cf. Communauté européenne de l'énergie atomique
- EUROCHEMIC**, 128
- Europäische Atomgemeinschaft (EURATOM)**, vgl. Communauté européenne de l'énergie atomique
- Europäische Freihandelsassoziation (EFTA)**, vgl. Association européenne de libre-échange
- Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS)**, vgl. Communauté européenne du charbon et de l'acier

- Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (EWG)**, vgl. Communauté économique européenne
- Europäische Zahlungsunion (EZU)**, vgl. Union européenne des paiements
- Europarat**, vgl. Conseil de l'Europe
- European Atomic Energy Community**, cf. Communauté européenne de l'énergie atomique
- European Coal and Steel Community**, cf. Communauté européenne du charbon et de l'acier
- European Economic Community**, cf. Communauté économique européenne
- European Free Trade Association (EFTA)**, cf. Association européenne de libre-échange
- European Payments Union (EPU)**, cf. Union européenne des paiements
- European space research agency**, cf. Organisation européenne de recherches spatiales
- EWG**, vgl. Communauté économique européenne
- EZU**, vgl. Union européenne des paiements
- FAO**, cf. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Federal Reserve Bank**, 140
- Financial Post**, 12
- Financial Times**, 117
- FMI**, cf. Fonds monétaire international
- FNS**, cf. Fonds national suisse de la recherche scientifique
- Foire suisse des échantillons (Bâle)**, 63
- Fondation suisse d'assistance au développement technique**, 61
- Fondazione internazionale Balzan**, 22, 51, 90
- Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance (UNICEF)**, 136, 149
- Fonds monétaire international (FMI)**, 24, 29, 31, 48, 57, 72, 118, 140
- Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)**, 169
- Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique (UNFED)**, 80, 96, 149
- Food and Agriculture Organization (FAO)**, cf. Organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Front de libération pour l'indépendance de la Guinée-Bissau**, 163
- GATT**, cf. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- Gazzettino**, 170
- General agreement on trade and tariffs (GATT)**, cf. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- General Aniline & Film Corporation**, 16
- Grutchemie-Konsortium**, 16, 98
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)**, 86, 136, 149
- HCR**, cf. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- HEI**, cf. Institut universitaire de hautes études internationales
- HEKS**, vgl. Entraide protestante
- HELVETAS**, vgl. Aide suisse à des régions extra-européennes
- Helwan Cement**, 188
- Hilfswerk der evangelischen Kirchen der Schweiz (HEKS)**, vgl. Entraide protestante
- Hochkommissariat für Flüchtlinge (UN-HCR)**, vgl. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- Hochstrasser Ltd.**, 157
- I. G. Chemie**, 16, 98, 121, 126, 138
- IAEA**, cf. Agence internationale de l'énergie atomique
- IKRK**, vgl. Comité international de la Croix-Rouge
- Il Borghese**, 170
- Il Resto del Carlino**, 170
- Il Tempo**, 170
- ILO**, cf. Organisation internationale du travail
- IMF**, cf. Fonds monétaire international
- Institut Atlantique**, 94
- Institut universitaire de hautes études internationales (HEI)**, 45
- International Atomic Energy Agency (IAEA)**, cf. Agence internationale de l'énergie atomique
- International Bank for Reconstruction and Development**, cf. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- International Labour Organization (ILO)**, cf. Organisation internationale du travail
- International Monetary Fund (IMF)**, cf. Fonds monétaire international
- Internationale Atomenergie-Organisation**, vgl. Agence internationale de l'énergie atomique
- Internationaler Gerichtshof**, vgl. Cour internationale de justice
- Internationaler Währungsfonds (IWF)**, vgl. Fonds monétaire international
- Internationales Komitee vom Roten Kreuz (IKRK)**, vgl. Comité international de la Croix-Rouge



- Iswestja**, 167  
**IWF**, vgl. Fonds monétaire international  
**J. J. Hochstrasser & Cie**, 157  
**Journal de Genève**, 101  
**Keller Line Ltd.**, 81  
**KLM**, 56  
**La Centrale**, 150  
**La Provincia**, 170  
**Lang**, 79  
**Le Figaro**, 142  
**League of Nations**, cf. Société des Nations  
**Lehman Brothers Bank (New York)**, 94  
**Ligue arabe**, 87  
**Losinger & Co. AG**, 87  
**Messaggero**, 170  
**Migros Genossenschafts-Bund**, 155  
**Mikron**, 155  
**Mission évangélique de Bâle**, 61, 79  
**Mustermesse Basel**, vgl. Foire suisse des échantillons  
**Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (NSDAP)**, 186  
**NATO**, cf. Organisation du Traité de l'Atlantique nord  
**Nestlé and Anglo-Swiss Holding Company**, 148, 168  
**Neue Zürcher Zeitung (NZZ)**, 51, 181, 187  
**Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC)**, cf. Commission de surveillance des nations neutres pour l'armistice en Corée  
**New York Herald Tribune**, 25  
**New Yorker Börse**, 140  
**Nobelpreis**, vgl. Prix Nobel  
**North Atlantic Treaty Organisation (NATO)**, cf. Organisation du Traité de l'Atlantique nord  
**Nouveau parti démocratique de la Corée du Sud**, 7  
**NSDAP**, vgl. Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei  
**NZZ**, vgl. Neue Zürcher Zeitung  
**OAS**, cf. Organisation armée secrète  
**Observer**, 117  
**OECE**, cf. Organisation européenne de coopération économique  
**OEEC**, cf. Organisation européenne de coopération économique  
**Oerlikon Contraves AG**, 33  
**OERS**, cf. Organisation européenne de recherches spatiales  
**Office commercial des tanneurs suisses**, 59  
**Office suisse de compensation (OSC)**, 98, 100  
**Office suisse de la navigation maritime**, 39  
**Office suisse d'expansion commerciale (OSEC)**, 43, 136  
**OIT**, cf. Organisation internationale du travail  
**OMM**, cf. Organisation météorologique mondiale  
**OMS**, cf. Organisation mondiale de la santé  
**ONU**, cf. Organisation des Nations Unies  
**Organisation armée secrète (OAS)**, 49, 56, 77, 81, 170  
**Organisation de l'Unité africaine (OUA)**, 163, 174  
**Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur**, vgl. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
**Organisation des Nations Unies (ONU)**, 11, 12, 24, 33, 36, 39, 45, 46, 51, 70, 75, 80, 85, 89, 96, 104, 107, 111, 113, 126, 130, 136, 149, 153, 167, 177, 183, 187  
**–, Opération au Congo**, 44, 70, 89  
**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)**, 70, 80  
**Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE)**, 13  
**Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN)**, 21, 38, 46, 49, 54, 65, 107, 112, 124, 162, 167  
**Organisation européenne de coopération économique (OECE)**, 22, 24, 30, 44, 46, 100, 101, 102, 115, 136  
**Organisation européenne de recherches spatiales (OERS)**, 69, 151, 154  
**Organisation for European Economic Cooperation**, cf. Organisation européenne de coopération économique  
**Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit**, vgl. Organisation européenne de coopération économique  
**Organisation internationale du travail (OIT)**, 80, 89  
**Organisation météorologique mondiale (OMM)**, 70  
**Organisation mondiale de la santé (OMS)**, 70, 80, 89, 149  
**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**, 80, 89, 183  
**OSC**, cf. Office suisse de compensation  
**OSEC**, cf. Office suisse d'expansion commerciale  
**OTAN**, cf. Organisation du Traité de l'Atlantique nord

- OTASE**, cf. Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est
- OUA**, cf. Organisation de l'Unité africaine
- Pacte de Varsovie**, 111, 162, 167
- Panamerican Airways**, 56
- Parti communiste français (PCF)**, 49, 133
- Parti démocrate américain**, 179
- Parti républicain américain**, 178
- Parti socialiste français (SFIO)**, 49
- Parti socialiste suisse (PSS)**, 108, 187
- Partito comunista italiano (PCI)**, 20, 103, 169, 170
- PCF**, cf. Parti communiste français
- PCI**, cf. Partito comunista italiano
- Postes, Téléphones et Télégraphes (PTT)**, 96
- Prix Nobel**, 90
- Pro Juventute**, 125
- PSS**, cf. Parti socialiste suisse
- PTT**, cf. Postes, Téléphones et Télégraphes
- Renault**, 125
- Revue militaire suisse**, 167
- Rieter AG**, 161
- Robert Achermann & Co**, 22
- SAC**, vgl. Club alpin suisse
- Sais, Huileries**, 59
- Sais, Oel- und Fettwerke**, vgl. Sais, Huileries
- SBB**, vgl. Chemins de fer fédéraux
- SBG**, vgl. Union de Banques Suisses
- SBS**, cf. Société de Banque Suisse
- SBV**, vgl. Association suisse des banquiers
- SBV**, vgl. Société de Banque Suisse
- SBV**, vgl. Union suisse des paysans
- Schmidheiny & Co AG**, 188
- Schweizer Alpin Club (SAC)**, vgl. Club alpin suisse
- Schweizer Europahilfe**, vgl. Aide suisse à l'Europe
- Schweizer Spende**, vgl. Don suisse
- Schweizerische Bankgesellschaft (SBG)**, vgl. Union de banques suisses
- Schweizerische Bankiervereinigung (SBV)**, vgl. Association suisse des Banquiers
- Schweizerische Bundesbahnen (SBB)**, vgl. Chemins de fer fédéraux
- Schweizerische Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit**, vgl. Aide suisse à des régions extra-européennes
- Schweizerische Kreditanstalt (SKA)**, vgl. Crédit Suisse
- Schweizerische Nationalbank (SNB)**, vgl. Banque nationale suisse
- Schweizerische Stiftung für technische Entwicklungszusammenarbeit**, vgl. Fondation suisse d'assistance au développement technique
- Schweizerische Verrechnungsstelle**, vgl. Office suisse de compensation
- Schweizerischer Bankverein (SBV)**, vgl. Société de Banque Suisse
- Schweizerischer Bauernverband (SBV)**, vgl. Union suisse des paysans
- Schweizerischer Gewerkschaftsbund (SGB)**, vgl. Union syndicale suisse
- Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung**, vgl. Fonds national suisse de la recherche scientifique
- Schweizerischer Verband für Frauenstimmrecht**, vgl. Association suisse pour le suffrage féminin
- Schweizerisches Rotes Kreuz**, vgl. Croix-Rouge suisse
- Schweizerisches Tropeninstitut**, 45
- SdN**, cf. Société des Nations
- SEATO**, cf. Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est
- SFIO**, cf. Parti socialiste français
- SGB**, vgl. Union syndicale suisse
- SKA**, vgl. Crédit Suisse
- SNB**, vgl. Banque nationale suisse
- SNF**, vgl. Fonds national suisse de la recherche scientifique
- Société coopérative fonds de solidarité des Suisses à l'étranger**, 2
- Société de Banque Suisse (SBS)**, 94, 138, 176
- Société de ciment Tourah**, 173, 188
- Société des Nations (SdN)**, 51, 102, 167
- Société suisse des industries chimiques**, 43
- Société suisse d'industrie électrique**, 150
- South East Asia Treaty Organization**, cf. Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est
- Sozial-demokratische Partei der Schweiz (SPS)**, vgl. Parti socialiste suisse
- SPS**, vgl. Parti socialiste suisse
- Statist**, 117
- Sturzenegger & Cie**, 16, 98
- Sudan Portland Cement**, 188
- Sulzer & Cie - Sulzer Frères SA**, 10, 131
- Sunday Times**, 117
- Swissair**, 51, 79, 81
- Technical Assistance Comitee**, cf. Comité de l'assistance technique de l'ONU
- The Economist**, 117
- Times**, 117
- TRAFIPRO**, 104, 153

- UBS**, cf. Union de Banques Suisses
- UCAP**, cf. Union centrale des associations patronales suisses
- UEP**, cf. Union européenne des paiements
- UMHK**, cf. Union minière du Haut Katanga
- UNESCO**, cf. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UNFED**, cf. Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique
- UNHCR**, cf. Haut-Commissariat pour les réfugiés
- UNICEF**, cf. Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance
- Union centrale des associations patronales suisses (UCAP)**, 155
- Union de Banques Suisses (UBS)**, 16, 138
- Union de l'Europe occidentale**, 162
- Union européenne des paiements (UEP)**, 100
- Union minière du Haut Katanga (UMHK)**, 36, 89
- Union monétaire latine**, 74
- Union panaméricaine**, 94
- Union postale universelle**, 185
- Union société commerciale SA**, 10, 79, 145
- Union suisse de Caritas**, 61
- Union suisse des paysans (USP)**, 5, 134, 135, 155
- Union syndicale suisse (USS)**, 108
- Unità**, 170
- United Kingdom Association of Investments Trust**, 12
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)**, cf. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- United Nations High Commissioner for Refugees**, cf. Haut-Commissariat pour les réfugiés
- United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF)**, cf. Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance
- United Nations Organization (UNO)**, cf. Organisation des Nations Unies
- United Press**, 144
- Université de La Havane, Cuba**, 148
- UNO**, cf. Organisation des Nations Unies
- USP**, cf. Union suisse des paysans
- USS**, cf. Union syndicale suisse
- Verein für tibetische Heimstätten in der Schweiz**, 129
- Vereinigung schweizerischer Privatbankiers**, vgl. Association des banquiers privés de Suisse
- Vereinte Nationen**, vgl. Organisation des Nations Unies
- Volkart AG**, 61
- Volkart Stiftung**, 61
- Völkerbund**, vgl. Société des Nations
- Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins**, vgl. Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
- Wagonsfabrik Schlieren**, 146
- Warschauer Pakt**, vgl. Pacte de Varsovie
- Weltbank**, vgl. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- Weltgesundheitsorganisation**, vgl. Organisation mondiale de la santé
- Weltpostverein**, vgl. Union postale universelle
- WHO**, cf. Organisation mondiale de la santé
- World Health Organisation (WHO)**, cf. Organisation mondiale de la santé
- World Meteorological Organisation**, cf. Organisation météorologique mondiale
- Zentralverband schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen (ZSAO)**, vgl. Union centrale des associations patronales suisses
- ZSAO**, vgl. Union centrale des associations patronales suisses

VII.3. INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES  
REGISTER DER GEOGRAPHISCHEN BEZEICHNUNGEN  
INDICE DEI NOMI GEOGRAFICI

Les termes «Berne» et «Suisse» n'ont pas été retenus vu leur apparition très fréquente dans les documents. Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume.

Die Bezeichnungen «Bern» und «Schweiz» sind im Register nicht berücksichtigt, da sie zu häufig in den Dokumenten vorkommen. Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band.

- Abendland**, vgl. Occident  
**Abidjan**, 8, 40, 152  
**Accra**, 18, 47, 75, 79, 145, 152  
**Addis-Abeba**, 152, 163, 174  
**Afam**, 10  
**Afrika**, vgl. Afrique  
**Afrique du Nord**, 2  
**Afrique du Sud**, 33, 167, 174, 187  
**Afrique noire**, 59  
**Afrique occidentale**, 8, 10, 48, 79  
**Afrique**, 10, 13, 17, 35, 48, 51, 71, 77, 79, 85, 89, 94, 104, 111, 116, 128, 136, 145, 163, 167, 174, 187  
**Agogo**, 79  
**Ägypten**, vgl. Egypte  
**Akaba**, vgl. Aqaba  
**Akkra**, vgl. Accra  
**Alger**, 2, 55, 81, 127, 132, 134, 135, 137, 159, 184, 185, 185  
**Algérie / Algerien**, 2, 3, 26, 28, 30, 41, 48, 49, 51, 54, 55, 56, 58, 67, 71, 77, 81, 86, 95, 116, 125, 127, 130, 132, 134, 135, 137, 148, 156, 159, 184, 185, 187  
**Algier**, vgl. Alger  
**Amerika**, vgl. Amérique  
**Amérique du Sud**, 17, 60, 147, 167  
**Amérique latine**, 62, 63, 96, 128, 149, 164  
**Amérique**, 1, 9, 17, 41, 54, 65, 107, 130, 178  
**Ankara**, 76, 100, 152, 155, 157  
**Aqaba**, 87  
**Arabes (pays) / Arabische Länder**, 35, 87, 187  
**Argentine / Argentinien**, 50  
**Asie du Sud-Est**, 93, 136  
**Asie / Asien**, 9, 13, 17, 71, 77, 89, 94, 96, 128, 129, 136  
**Athènes / Athen**, 15, 76, 152, 155  
**Atlantique / Atlantik**, 142, 162  
**Autriche**, 4, 6, 13, 17, 25, 29, 30, 32, 34, 42, 44, 46, 69, 74, 88, 94, 101, 102, 117, 125, 126, 130, 131, 148, 151, 160, 161, 162, 172  
**Baden (AG)**, 10  
**Bagdad**, 76, 137, 152  
**Baie des Cochons**, cf. Playa Girón  
**Balaju**, 158  
**Bâle**, 10, 20, 22, 45, 63, 83, 98, 145, 181, 183  
**Bamako**, 48, 58  
**Bangkok**, 84, 93, 104, 136, 152  
**Basel**, vgl. Bâle  
**Beirut**, vgl. Beyrouth  
**Belgique / Belgen**, 42, 46, 51, 52, 70, 85, 86, 89, 94, 160  
**Belgisch-Kongo**, vgl. Congo belge  
**Belgrade / Belgrad**, 9, 29, 76, 152  
**Benelux**, 102, 131, 142  
**Berlin**, 7, 9, 25, 26, 38, 53, 60, 89, 124, 162, 167  
**Beyrouth**, 76, 152, 152  
**Biberenbad (BE)**, 74  
**Bienne / Biel**, 155  
**Birmanie**, 94  
**Bizerte**, 5, 35  
**Bogotá**, 152  
**Bois d'Avault**, 3  
**Bologne / Bologna**, 170  
**Bombay**, 61  
**Bonn**, 13, 99, 105, 124, 125, 142  
**Brasilien**, vgl. Brésil  
**Bratislava**, 136  
**Brésil**, 50  
**Britisches Empire**, vgl. Empire britannique  
**Britisch-Kolumbien**, vgl. Colombie-Britannique  
**Bruxelles / Brüssel**, 3, 4, 17, 32, 42, 46, 52, 60, 63, 64, 70, 74, 76, 78, 85, 94, 102, 123, 124, 125, 130, 136, 139, 142, 151, 160, 167, 181, 182  
**Buenos Aires**, 50  
**Bundesrepublik Deutschland**, vgl. République fédérale d'Allemagne  
**Burma**, vgl. Birmanie  
**Burundi**, 85  
**Cambodge**, 13, 136  
**Cameroun**, 48, 119, 132  
**Canada**, 12, 16, 42, 43, 48, 78, 98  
**Caraïbes**, 164  
**Casablanca**, 48  
**Casamance**, 163

- Ceylan / Ceylon**, 175  
**Chandigarh**, 61  
**Chine / China**, 7, 11, 13, 60, 111, 136, 165, 166, 167, 169  
**Chur**, vgl. Coire  
**Cointrin**, 56, 77  
**Coire**, 131  
**Cologne**, 32, 42, 63, 76, 114, 133, 160  
**Colombie**, 94  
**Colombie-Britannique**, 12  
**Colombo**, 136, 152, 175  
**Columbia River**, 12  
**Conakry**, 18, 47, 48, 58  
**Congo belge**, 44, 51, 70, 89, 96, 149  
**Congo français**, 132  
**Congo**, 9, 11, 51, 126  
**Copenhague**, 42, 160  
**Corée du Nord**, 13, 111  
**Corée du Sud**, 7, 13, 111  
**Corée**, 11, 13, 51, 111, 167  
**Côte d'Ivoire**, 48, 119, 132  
**Crans-sur-Sierre**, 162  
**Crémone**, 170  
**Cuba**, 41, 50, 54, 60, 95, 106, 107, 113, 121, 124, 125, 137, 140, 141, 144, 148, 164, 166, 167, 168, 171  
**Dahomey**, 8, 48, 75  
**Dakar**, 152, 163  
**Dallas**, 181  
**Damas / Damaskus**, 76, 87, 152  
**Danemark / Dänemark**, 3, 42, 86, 97, 124, 130, 162  
**Danube**, 46  
**Dar es Salam**, 152, 163  
**Den Haag**, vgl. La Haye  
**Deutsche Demokratische Republik**, vgl. République démocratique allemande  
**Dhorpatan**, 129  
**Djakarta**, 152  
**Djedda**, 76  
**Dominions**, 27, 42, 64, 114, 123, 128, 130, 131  
**Donau**, vgl. Danube  
**Douala**, 152  
**Egypte**, 2, 11, 35, 38, 40, 45, 76, 139, 188  
**Elbe**, 162  
**Elfenbeinküste**, vgl. Côte d'Ivoire  
**Eilat**, 87  
**Elisabethville**, 89  
**Empire britannique**, 85  
**Espagne**, 14, 62, 99, 105, 108, 109, 124, 130, 155, 164, 182  
**Est (pays de l')**, 24, 35, 41, 47, 48, 49, 60, 69, 99, 111, 136, 148, 162, 164, 166  
**Etats-Unis d'Amérique**, 1, 4, 7, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 25, 33, 36, 42, 46, 48, 50, 51, 54, 60, 62, 65, 75, 78, 79, 82, 86, 89, 94, 95, 98, 99, 100, 102, 106, 107, 112, 113, 114, 118, 123, 124, 125, 126, 128, 130, 131, 132, 138, 139, 140, 141, 144, 147, 148, 162, 164, 165, 166, 167, 171, 172, 173, 178, 179, 181, 183, 187  
**Europe occidentale**, 41, 58, 60, 78, 88, 125, 130, 155, 166  
**Europe / Europa**, 3, 4, 6, 9, 14, 17, 25, 27, 30, 32, 34, 37, 41, 42, 44, 46, 48, 49, 52, 53, 55, 60, 62, 63, 64, 65, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 82, 89, 94, 100, 102, 107, 112, 114, 115, 117, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 131, 136, 139, 142, 144, 151, 158, 160, 162, 163, 167, 172, 174, 176, 181  
**Evian**, 55, 56, 67, 71, 77, 86  
**Evolène (VS)**, 4  
**Extrême-Orient / Ferner Osten**, 7, 136  
**Finlande / Finnland**, 4, 17, 25, 46, 51, 126, 130  
**Formose / Formosa**, 111  
**France / Frankreich**, 2, 4, 5, 9, 14, 17, 20, 25, 26, 30, 31, 35, 38, 41, 42, 48, 49, 51, 55, 56, 58, 59, 60, 62, 67, 71, 74, 77, 78, 82, 85, 89, 94, 101, 102, 112, 114, 116, 119, 123, 125, 126, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 142, 146, 150, 151, 156, 163, 166, 167, 182, 184, 185, 187  
**Französisch-Kongo**, vgl. Congo français  
**Freetown**, 75  
**Gambie / Gambia**, 163  
**Gaza**, 89  
**Gempenach (BE)**, 74  
**Genève / Genf**, 1, 2, 3, 4, 7, 13, 14, 17, 22, 25, 27, 30, 32, 34, 42, 44, 45, 46, 60, 67, 77, 89, 91, 96, 101, 108, 110, 126, 135, 136, 137, 149, 150, 151, 155, 156, 157, 162, 167, 176, 178, 179, 181, 183  
**Ghana**, 48, 75, 79, 126  
**Grande-Bretagne**, 4, 6, 7, 12, 14, 17, 19, 26, 27, 30, 32, 33, 42, 48, 52, 53, 62, 63, 64, 74, 78, 82, 89, 94, 99, 101, 111, 117, 118, 121, 123, 124, 125, 126, 129, 130, 131, 136, 139, 140, 142, 149, 151, 160, 162, 163, 165, 166, 181, 184, 187, 188  
**Grèce / Griechenland**, 15, 42, 46, 96, 124, 142, 155, 160  
**Grossbritannien**, vgl. Grande-Bretagne  
**Gstaad**, 128  
**Guinée / Guinea**, 45, 47, 48, 58, 119, 132, 163  
**Guinée-Bissau / Guinea-Bissau**, 163  
**Guldental**, 9  
**Hambourg / Hamburg**, 124  
**Haute-Volta**, 48, 187  
**Havanna**, vgl. La Havane

- Helsinki**, 46  
**Hessen**, 75  
**Himalaya**, 158  
**Holland**, vgl. Pays-Bas  
**Hongkong**, 136  
**Hongrie**, 13  
**Inde / Indien**, 10, 33, 61, 78, 111, 129, 131  
**Indochine / Indochina**, 13  
**Indonésie / Indonésien**, 97  
**Irak**, 2, 45, 131  
**Iran**, 96, 104  
**Iraq**, vgl. Irak  
**Irlande / Irland**, 124, 130  
**Israël / Israel**, 49, 62, 87, 96, 147, 187  
**Istanbul**, 157  
**Italie / Italien**, 9, 15, 20, 22, 42, 70, 90, 103, 107, 108, 109, 142, 146, 148, 150, 155, 169, 170, 173, 180, 182, 184  
**Japon / Japan**, 7, 78  
**Jiri**, 129, 158  
**Jordanie / Jordanien**, 2  
**Jugoslavien**, cf. Yougoslavie  
**Jura**, 167  
**Kaduna**, 10  
**Kairo**, vgl. Le Caire  
**Kambodscha**, vgl. Cambodge  
**Kamerun**, vgl. Cameroun  
**Kanada**, vgl. Canada  
**Karachi**, 152  
**Karibik**, vgl. Caraïbes  
**Kars**, 104  
**Katanga**, 36, 51, 70, 89  
**Katmandu**, 158  
**Khartoum / Khartoum**, 76, 152  
**Kigali**, 153, 153  
**Kivu**, 70  
**Kloten**, 56  
**Köln**, vgl. Cologne  
**Kolumbien**, vgl. Colombie  
**Kongo**, vgl. Congo  
**Kopenhagen**, vgl. Copenhague  
**Korea**, vgl. Corée  
**Kuba**, vgl. Cuba  
**Küsnacht**, 157  
**La Chaux-de-Fonds (NE)**, 108  
**La Havane**, 50, 106, 148, 148, 164, 164, 168, 171  
**La Haye**, 32, 32, 42, 63, 76, 149, 160  
**Lagos**, 23, 79, 119  
**Laos**, 11, 13, 60, 93, 95, 136, 167  
**Lateinamerika**, vgl. Amérique latine  
**Lausanne**, 14, 75, 108  
**Le Caire**, 38, 50, 76, 139, 152, 173, 173, 188  
**Léman (lac)**, 67  
**Léopoldville**, 48, 70, 70, 89, 104, 152  
**Les Rousses**, 77  
**Liban / Libanon**, 152, 157  
**Libéria**, 145  
**Liechtenstein**, 9, 102  
**Lisbonne / Lissabon**, 42, 136, 152, 155, 160, 163  
**Locarno**, 169  
**Lomé**, 75  
**Londres / London**, 3, 4, 6, 30, 32, 42, 62, 63, 76, 114, 117, 123, 128, 130, 131, 136, 160, 188  
**Lugano**, 103, 108  
**Lugrin**, 67, 77  
**Luxembourg / Luxemburg**, 160, 160  
**Madrid**, 14, 105, 108, 152, 155  
**Maghreb**, 156  
**Mailand**, vgl. Milan  
**Mali**, 5, 48, 187  
**Manille / Manila**, 152  
**Maradi**, 59  
**Maroc / Marokko**, 49, 156, 187  
**Mauritanie / Mauretanie**, 48, 74  
**Melun**, 67  
**Mer du Nord**, 124  
**Mers-el-Kébir**, 49  
**Mexico (ville) / Mexiko (Stadt)**, 152  
**Mexique / Mexiko**, 9, 169  
**Meyrin (GE)**, 69, 154  
**Miami**, 148  
**Milan**, 90  
**Mittlerer Osten**, vgl. Moyen-Orient  
**Mongolie intérieure / Mongolei, innere**, 136  
**Monrovia**, 48, 145  
**Morgenland**, vgl. Orient  
**Moscou / Moskau**, 35, 42, 44, 44, 46, 88, 89, 107, 136, 142, 160, 162, 165, 166, 167  
**Moyen-Orient**, 139  
**Nairobi**, 152  
**Nassau**, 124  
**Néguev / Negev**, 87  
**Népal**, 129, 158  
**Nettur**, 61  
**New Delhi**, 110, 129, 152  
**New York**, 12, 17, 42, 51, 85, 89, 94, 140, 147, 149, 177  
**Niederlande**, vgl. Pays-Bas  
**Niger**, 40, 59, 119, 132  
**Nigéria / Nigeria**, 10, 22, 23, 48, 75, 79  
**Nordafrika**, vgl. Afrique du Nord  
**Nordkorea**, vgl. Corée du Nord  
**Nordsee**, vgl. Mer du Nord  
**Nordvietnam**, vgl. Vietnam du Nord  
**Norvège / Norwegen**, 65, 124, 130, 131  
**Nouakchott**, 48  
**Novosibirsk**, 46

- Obervolta**, vgl. Haute-Volta  
**Occident**, 10, 13, 14, 26, 35, 53, 54, 61, 93, 102, 111, 126, 127, 129, 142, 144, 165, 175  
**Oder**, 46  
**Oran**, 2, 55  
**Orient**, 13, 61, 111  
**Oslo**, 42, 160, 160  
**Ostblock**, vgl. Est (pays de l')  
**Osten**, vgl. Orient  
**Österreich**, vgl. Autriche  
**Ottawa**, 12, 42, 76, 98  
**Ouest (pays de l')**, 21, 24, 35, 41, 48, 69, 164, 166  
**Panama (ville) / Panama (Stadt)**, 152  
**Panmunjom**, 7  
**Paris**, 4, 21, 24, 25, 26, 32, 35, 38, 42, 49, 53, 55, 57, 62, 63, 69, 76, 81, 82, 88, 91, 93, 94, 99, 101, 102, 105, 114, 118, 125, 126, 129, 133, 134, 135, 142, 148, 154, 160, 162, 166, 182  
**Pays-Bas**, 53, 74, 97, 160  
**Pékin / Peking**, 93, 111, 136, 166  
**Playa Girón**, 164, 171  
**Pokhara**, 129  
**Pologne / Polen**, 45, 46, 60, 92  
**Port-au-Prince**, 152  
**Porto Novo**, 8  
**Portugal**, 124, 130, 155, 163, 167  
**Prague / Prag**, 143  
**Prétoria**, 174  
**Punjab**, 61  
**Rabat**, 152  
**République Arabe Unie**, 76, 80, 139, 173, 187, 188  
**République centrafricaine**, 48  
**République démocratique allemande**, 13, 60, 111, 124, 165, 167, 186  
**République fédérale d'Allemagne**, 11, 13, 14, 20, 26, 29, 42, 53, 60, 64, 65, 74, 78, 82, 88, 102, 107, 111, 124, 126, 128, 142, 146, 151, 155, 160, 161, 184, 186  
**Romandie**, cf. Suisse romande  
**Rome / Rom**, 4, 28, 30, 32, 33, 34, 38, 42, 52, 63, 72, 74, 76, 76, 90, 94, 102, 103, 108, 125, 136, 139, 148, 155, 160, 170, 180  
**Roumanie**, 46  
**Ruanda**, 85, 104, 153  
**Rumänien**, vgl. Roumanie  
**Sahara**, 3  
**Saigon**, 13, 152, 177  
**Saint-Cergue**, 77  
**Sambia**, vgl. Zambie  
**Sapele**, 10  
**Scandinavie**, 9, 111, 114, 128, 142, 148  
**Schwarzafrika**, vgl. Afrique noire  
**Schweden**, vgl. Suède  
**Schweinebucht**, vgl. Playa Girón  
**Sénégal**, 59, 119, 132, 163, 187  
**Séoul**, 7  
**Sibérie / Sibirien**, 136  
**Sierra Leone**, 75  
**Signal de Bougy**, 56, 67, 77  
**Sinkiang**, 136  
**Skandinavier**, vgl. Scandinavie  
**Sofia**, 152  
**Somalie / Somalia**, 96  
**Soudan**, 188  
**Sowjetunion**, vgl. Union soviétique  
**Spanien**, vgl. Espagne  
**Stockholm**, 32, 42, 63, 73, 74, 102, 114, 160  
**Strasbourg / Strassburg**, 120  
**Stresa**, 103  
**Südafrika**, vgl. Afrique du Sud  
**Südamerika**, vgl. Amérique du Sud  
**Sudan**, vgl. Soudan  
**Südkorea**, vgl. Corée du Sud  
**Südostasien**, vgl. Asie du Sud-Est  
**Südvietnam**, vgl. Vietnam du Sud  
**Suède**, 4, 6, 9, 17, 27, 29, 30, 32, 34, 42, 44, 46, 60, 69, 74, 86, 101, 102, 111, 113, 117, 125, 148, 160, 183  
**Suez**, 11, 51  
**Suez (canal) / Suez (Kanal)**, 51  
**Suisse romande**, 104  
**Syrie / Syrien**, 187  
**Taipeh**, 111  
**Tchad**, 48  
**Tchécoslovaquie**, 30, 143, 148  
**Tchéquie**, 13  
**Téhéran**, 152  
**Tel-Aviv**, 152  
**Thaïlande / Thailand**, 13, 84, 104  
**Tibet**, 13, 129, 136, 158  
**Togo**, 5, 48, 75, 96, 126  
**Tokio**, 7  
**Toronto**, 12  
**Transkei**, 187  
**Tschad**, vgl. Tchad  
**Tschechien**, vgl. Tchéquie  
**Tschechoslowakei**, vgl. Tchécoslovaquie  
**Tunesien**, vgl. Tunisie  
**Tunis**, 5, 18, 67, 77, 152  
**Tunisie**, 5, 28, 35, 38, 40, 49, 59, 75, 96, 104, 132, 134, 155, 156, 187  
**Turquie / Türkei**, 100, 104, 107, 124, 136, 155, 157, 160  
**Ungarn**, vgl. Hongrie  
**Union soviétique**, 4, 9, 25, 30, 33, 41, 44, 46, 48, 51, 53, 54, 60, 69, 88, 89, 93, 94, 106, 107, 113,

- 124, 126, 130, 136, 142, 148, 151, 162, 165,  
166, 167, 170
- USA**, vgl. Etats-Unis d'Amérique
- Vancouver**, 12
- Varsovie**, 111, 167
- Vatican / Vatikan**, 148, 167
- Vaud**, 67
- Venise / Venedig**, 170
- Vereinigte Arabische Republik**, vgl. République Arabe Unie
- Vereinigte Staaten von Amerika**, vgl. Etats-Unis d'Amérique
- Versailles**, 102
- Victoria**, 12
- Vienne**, 4, 6, 9, 32, 42, 46, 63, 66, 73, 94, 102,  
126, 160, 161, 164
- Vietnam du Nord**, 13, 111
- Vietnam du Sud**, 13, 111
- Vietnam**, 7, 13, 111, 167, 177
- Volta**, 79
- Waadt**, vgl. Vaud
- Waldstatt**, 129
- Wallonie / Wallonien**, 46
- Warschau**, vgl. Varsovie
- Washington**, 1, 7, 16, 17, 19, 30, 32, 41, 42, 48,  
54, 57, 62, 63, 65, 66, 74, 76, 95, 106, 112, 114,  
121, 124, 126, 136, 138, 141, 142, 144, 160,  
162, 164, 172, 173, 178, 179, 181, 183
- Westafrika**, vgl. Afrique occidentale
- Westen**, vgl. Occident
- Westeuropa**, vgl. Europe occidentale
- Westliche Länder**, vgl. Ouest (pays de l')
- Westschweiz**, vgl. Suisse romande
- Wien**, vgl. Vienne
- Winterthur / Winterthur**, 10, 61, 161
- Yaoundé**, 119
- Yémen**, 126
- Yougoslavie**, 29, 45, 94, 109, 130, 155
- Zambie**, 11
- Zentralafrikanische Republik**, vgl. République centrafricaine
- Zermatt**, 144
- Zurich / Zürich**, 16, 20, 22, 108, 116, 155, 157,  
176



VIII. LISTE DES FONDS UTILISÉS  
DES ARCHIVES FÉDÉRALES  
VERZEICHNIS DER BENUTZTEN BESTÄNDE  
DES BUNDESARCHIVS  
LISTA DEI FONDI UTILIZZATI DELL'ARCHIVIO  
FEDERALE SVIZZERO

FONDS OFFICIELS / AMTLICHE BESTÄNDE / FONDI UFFICIALI

A. FONDS DE PROVENANCE / PROVENIENZBESTÄNDE

*Chancellerie fédérale / Bundeskanzlei*

- E 1001(-) Propositions de la Chancellerie fédérale et des Départements / Anträge der Bundeskanzlei und der Departemente
- E 1003(-) Procès-verbaux des délibérations du Conseil fédéral / Verhandlungsprotokolle des Bundesrates
- E 1004.1(-) Procès-verbaux des décisions du Conseil fédéral / Beschlussprotokolle des Bundesrates
- E 1301(-) Procès-verbaux du Conseil national / Protokolle des Nationalrates
- E 1401(-) Procès-verbaux du Conseil des Etats / Protokolle des Ständesrates

*Département politique / Politisches Departement*

- E 2001(E) Division des Affaires politiques / Abteilung für Politische Angelegenheiten
- E 2001(E)-01(-) Division des Affaires politiques, Direction du droit international public / Abteilung für Politische Angelegenheiten, Direktion für Völkerrecht
- E 2001-05(-) Division des Affaires politiques, documentation politique / Abteilung für Politische Angelegenheiten, politische Dokumentation
- E 2001-08(-) Commission des allocations anticipées aux Suisses victimes de la persécution national-socialiste / Kommission für Vorauszahlungen an schweizersische Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung
- E 2003(A) Division des Organisations internationales / Abteilung für internationale Organisationen
- E 2003-03(-) Délégué à la coopération technique / Delegierter für Technische Zusammenarbeit
- E 2004(B) Division des Affaires administratives / Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten
- E 2010(A) Secrétariat général pour les affaires politiques et le droit international public / Generalsekretariat politische Angelegenheiten und Völkerrecht

- E 2200(-) Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse / Diplomatische und konsularische Vertretungen der Schweiz
- E 2300(-) Rapports politiques et consulaires des représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse / Politische und konsularische Berichte der diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz
- E 2400(-) Rapports de gestion des représentations diplomatiques à l'étranger / Geschäftsberichte der Auslandsvertretungen
- E 2500(-) Dossiers personnels / Personaldossiers
- E 2800(-) Papiers Max Petitpierre / Handakten Max Petitpierre
- E 2804(-) Papiers Friedrich Traugott Wahlen / Handakten Friedrich Traugott Wahlen
- E 2806(-) Papiers Pierre Micheli / Handakten Pierre Micheli
- E 2808(-) Papiers Robert Kohli / Handakten Robert Kohli

*Département de l'Intérieur / Departement des Innern*

- E 3001(B) Secrétariat général / Generalsekretariat

*Département de Justice et Police / Justiz- und Polizeidepartement*

- E 4001(D) Secrétariat du Département / Departementssekretariat
- E 4300(B) Office central de la Police fédérale des étrangers / Zentralstelle für Fremdenpolizei
- E 4320(B) Ministère public / Bundesanwaltschaft

*Département militaire / Militärdepartement*

- E 5001(F) Chancellerie du Département militaire / Kanzlei des Militärdepartements
- E 5001(G) Direction de l'Administration militaire fédérale / Direktion der Eidg. Militärverwaltung
- E 5150(C) Groupement des services de l'armement / Gruppe für Rüstungsdienste
- E 5155(-) Secrétariat du Service technique militaire / Sekretariat der Kriegstechnischen Abteilung
- E 5560(-) Service de l'Etat-Major général / Generalstabsabteilung
- E 5802(-) Secrétariat du Chef du Département (Paul Chaudet) / Sekretariat des Departementsvorstehers (Paul Chaudet)

*Département des Finances et des Douanes*

*Finanz- und Zolldepartement*

- E 6100(B) Administration des finances / Finanzverwaltung

*Département de l'Economie publique / Volkswirtschaftsdepartement*

- E 7001(C) Secrétariat général / Generalsekretariat
- E 7110(-) Division du Commerce / Handelsabteilung
- E 7111(C) Secrétariat de la Division du Commerce / Sekretariat der Handelsabteilung

- E 7170(B) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers  
et du Travail / Bundesamt für Industrie, Gewerbe  
und Arbeit
- E 7310(B) Délégué à la défense nationale économique /  
Delegierter für wirtschaftliche Kriegsvorsorge

*Département des Postes et des Chemins de fer*  
*Post- und Eisenbahndepartement*

- E 8210(A) Division de la science et de la recherche – Registre  
central des délégués pour les questions d'énergie  
atomique / Abteilung für Wissenschaft und Forschung –  
Zentralregistratur des Delegierten für Fragen  
der Atomenergie

B. ACTES JURIDIQUES / URKUNDEN

- K I(-) Accords bilatéraux / Staatsverträge  
K VII(-) Acte officiel / Amtliche Urkunden

FONDS PRIVÉS / PRIVATNACHLÄSSE / FONDI PRIVATI

*Personnes physiques / Natürliche Personen*  
J I.223(-) Rudolf Bindschedler

PUBLICATIONS OFFICIELLES / AMTLICHE DRUCKSCHRIFTEN  
PUBBLICAZIONI UFFICIALI

- Feuille fédérale de la Confédération suisse / Bundesblatt  
der schweizerischen Eidgenossenschaft
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse /  
Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen  
der Schweizerischen Eidgenossenschaft
- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale / Amtliches  
stenographisches Bulletin der schweizerischen Bundesversammlung
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion /  
Bericht des Schweizerischen Bundesrates an die Bundesversammlung  
über seine Geschäftsführung

INSTRUMENTS DE TRAVAIL / HILFSMITTEL  
STRUMENTI DI LAVORO

- Markus Feldmann, Tagebuch 1923-1958, bearbeitet von Peter Moser, hrsg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte, 6 Bände und CD-ROM, Basel 2001/02
- Staatskalender der Schweizerischen Eidgenossenschaft / Annuaire de la Confédération suisse
- Jahrbuch der eidgenössischen Räte und Gerichte / Annuaire des autorités fédérales
- Schweizerisches Bundesarchiv, Systematische Beständeübersicht. Bearbeitet von Niklaus Bütikofer, Hugo Caduff u.a., unter der Leitung von Christoph Graf, Bern 1992
- Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz seit 1798, Eidgenössisches Politisches Departement, Bern 1997
- Das Eidgenössische Politische Departement (Zentrale) von 1848 bis 1970, (Amtschronik), Bern 1971
- Liste alphabétique des membres du Conseil national et du Conseil des Etats entrés au Parlement, pour la première fois, à partir de 1920, Service du Parlement, 1996 / Alphabetische Liste der Mitglieder des National- und Ständerates, die zum ersten Mal ab 1920 dem Parlament angehört haben, 1996, Parlamentsdienste
- Banque de données recensant les membres des conseils depuis 1848 / Datenbank der Ratsmitglieder seit 1848: <http://www.parlament.ch/f/suche/Pages/ratsmitglieder.aspx>